This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

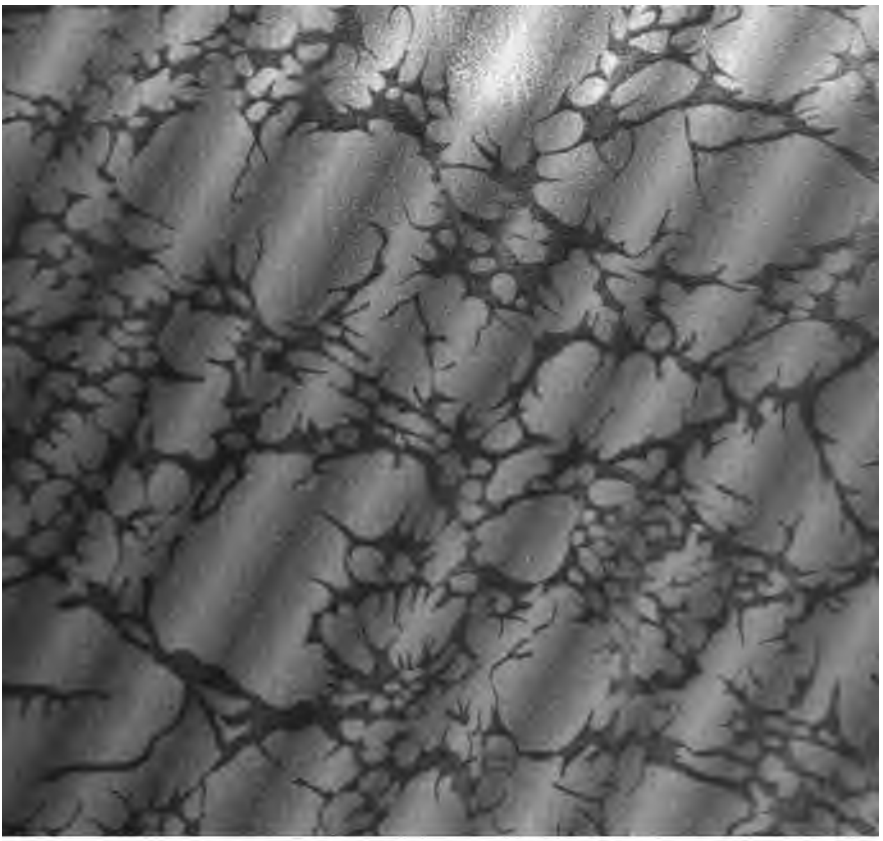
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

STANFORD·VNIVERSITY·LIBRARY



CORRESPONDANCE

DU

COMTE DE LA FOREST

Hersent pinxit — Héliog. Dujardin

Comte de la Forest

1756-1846

[illegible]RESPONDANCE

[illegible]

[illegible]MTE DE LA FO[illegible]

AV[illegible]

[illegible]

POUR LA SOCIÉTÉ [illegible]

[illegible]

M. GEOFFROY DE [illegible]RANDMAISON

[illegible]

P[illegible]

Comte de la Forest

CORRESPONDANCE

DU

COMTE DE LA FOREST

AMBASSADEUR DE FRANCE EN ESPAGNE

1808-1813

PUBLIÉE

POUR LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

PAR

M. GEOFFROY DE GRANDMAISON

TOME I

AVRIL 1808 — JANVIER 1809

PARIS

ALPHONSE PICARD ET FILS

LIBRAIRES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Rue Bonaparte, 82

34. 1905

BESANÇON. — IMPRIMERIE JACQUIN.

341354

STANFORD LIBRARY

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

ART. 14. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier et choisit les personnes auxquelles il en confiera le soin.

Il nomme pour chaque ouvrage un commissaire responsable, chargé de surveiller la publication.

Le nom de l'éditeur sera placé en tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du commissaire responsable, portant que le travail lui a paru digne d'être publié par la Société.

Le commissaire responsable soussigné déclare que l'ouvrage CORRESPONDANCE DU COMTE DE LA FOREST *lui a paru digne d'être publié par la* SOCIÉTÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

Fait à Paris, le 1er juin 1905.

Signé : Alph. DE COURCEL.

Certifié :

Le secrétaire de la Société d'histoire contemporaine,

Albert MALET.

NOTICE

SUR

LE COMTE DE LA FOREST

I. — Origines. — En Amérique. — Au ministère

Le 27 mars 1808, Napoléon écrivait à Murat, son « lieutenant » en Espagne : « J'ai fait partir pour Madrid le sieur la Forest sans aucun titre. Vous aurez soin de le bien accueillir. C'est un homme de mérite et qui est propre à tout [1]. »

Voilà un bel éloge, si on n'y veut pas mettre une pointe d'ironie.

Antoine-René-Charles-Mathurin de la Forest était, en effet, une manière de personnage et l'un des diplomates qui avaient traversé la Révolution en gardant les traditions de l'ancien régime pour en faire bénéficier le gouvernement impérial. M. de Talleyrand, longtemps leur chef, a tracé d'eux un portrait idyllique, dans cette séance fameuse de l'Institut où il prononça l'éloge funèbre du comte Reinhard. Et si les suffrages des premiers membres de l'Académie des sciences morales et politiques avaient appelé dans leur compagnie M. de la Forest — qui se fût trouvé digne de cet honneur, — chez lui aussi, chez lui surtout, le prince de Bénévent aurait pu reconnaître « une soumission exacte aux instructions de ses chefs, une vigilance de tous les moments qui, jointe à beaucoup de perspi-

1. *Correspondance*, XVI, 530.

Il s'absorba dans les fonctions modestes de la légation, où M. de la Luzerne jouait un rôle important auprès du Congrès, des armées et de Washington. Dans ce pays essentiellement pratique de la démocratie, il s'occupait d'affaires plus que de représentation. Nous le voyons vice-consul à Savannah, en Géorgie, puis gérant du consulat de Charleston (24 août 1783). Alors le traité de Paris avait assuré la paix, et M. de la Forest jouissait de la tranquillité publique en même temps qu'il goûtait la félicité domestique : il était marié.

Il atteignait sa dix-septième année, quand des convenances de famille avaient, à la mode du temps, décidé ses fiançailles avec sa cousine, Mlle Le Cuiller de Beaumanoir, âgée de dix ans. Séparés pour parfaire leur éducation, les deux enfants, en 1783, se rejoignirent, et Mme de la Forest, sur la terre d'Amérique, fit ses débuts d'épousée. Son mari jouait déjà un rôle important qu'elle vit chaque jour grandir : vice-consul général près le gouvernement des États-Unis et consul particulier de New-York.

« Les attributions de consul, dit encore M. de Talleyrand, sont variées à l'infini ; elles exigent une foule de connaissances pratiques pour lesquelles une éducation particulière est nécessaire ; ce sont eux qui, par leurs relations habituelles, peuvent donner une idée juste et complète de la situation du commerce, de la navigation et de l'industrie du pays de leur résidence [1]. »

La Forest avait remplacé Barbé-Marbois qui allait prendre l'intendance de Saint-Domingue ; il le fit presque oublier.

La houle des événements politiques de 1789 n'ébranla pas d'abord sa position affermie par douze années de séjour consécutif en Amérique. Mais la tempête de 1792 agita sa barque jusque par delà les mers : au mois de mars, s'il est promu à la direction générale des affaires consulaires, avec un traitement de 20,000 livres, en novembre, il est révoqué. Les nouvelles de France n'étaient rien moins qu'engageantes pour un

1. Éloge du comte Reinhard.

honnête homme séparé, il est vrai, par l'océan, de la bagarre; la Forest n'éprouvait aucun désir de retourner, en pleine Terreur, dans sa patrie; ses origines en faisaient un aristocrate, ses fonctions un suspect, son absence un émigré. Ce fut Washington qui le poussa à se rendre en Europe : il le suppliait d'aller ouvrir les yeux du gouvernement français sur les extravagances du ministre envoyé par la Convention, jacobin d'autant plus farouche qu'il voulait faire oublier aux autres, comme il l'oubliait lui-même, les faveurs royales d'antan : Genet, le frère de Mme Campan, la lectrice de la reine, s'était mis en tête de régénérer les États-Unis, il saisissait dans les ports les vaisseaux sous pavillon neutre, et déclarait la guerre de son autorité privée.

Cette mission de sauvegarder la bonne entente entre les deux républiques décida la Forest. Il se trouva à Paris bien accueilli des membres de l'Assemblée, reçut une patente nouvelle de consul et reprit, sans retourner la tête, le chemin de New-York, avec tout l'empressement ressenti au seuil de l'antre du lion.

Le 3 vendémiaire an III, le Comité de salut public le révoqua ; mais à cette distance, le coup de griffe demeurait platonique. Il le devait à une dénonciation de Prieur (de la Marne) qui accusait la citoyenne la Forest d'avoir porté le deuil de « la furie Antoinette [1]. » Sa seule réputation devenait dangereuse, et un accusé vit compter parmi les griefs du tribunal révolutionnaire ses relations avec M. de la Forest. Cet homme suspect continua sa paisible existence dans un pays dont il connaissait toutes les ressources, et où son habileté trompait les loisirs forcés du fonctionnaire par les occupations lucratives de l'agriculteur.

1. En mission à Brest, Prieur interrogeait les capitaines de bateaux arrivant d'Amérique, il dénonçait le bon accueil fait là-bas à Malouet et à « une foule de scélérats semblables à lui », il « frémissait » en lisant l'affiche d'un service funèbre pour Louis XVI, célébré le 21 janvier, et s'indignait d'apprendre que « la femme du consul la Forest portait le deuil de la furie Antoinette ». — 8 juillet 1794, *Actes du Comité de salut public*. Recueil Aulard, t. XV, 16.

Dès 1792, au début de la panique territoriale, il avait réalisé ses biens en France et, avec ce petit capital, acheté à bon compte de vastes domaines dans l'État de Virginie.

Son régisseur se nommait Cooper, dont le fils fut Fenimore Cooper, le romancier fameux. En sorte que la plupart des épisodes de l'*Espion*, du *Dernier des Mohicans*, de *la Prairie* ont pour théâtre et décrivent les terres mêmes de M. de la Forest.

En ce temps-là, un certain nombre d'émigrés avaient pris pied sur le sol américain, cherchant à vivre ; l'un des plus en vue se trouvait l'ex-évêque d'Autun, que les lois anglaises venaient de chasser de Londres. Dans ce mouvement de spéculation agraire qui remuait tous les émigrants. M. de Talleyrand sut prendre une part fort active ; les renseignements autorisés de M. de la Forest lui furent, pour ses achats, souvent utiles. Sa gratitude demeura acquise à son obligeant conseiller ; de retour en France, il ne l'oublia pas ; et tout aussitôt qu'il prit pour lui-même (16 juillet 1797), à la veille du 18 fructidor, le portefeuille des relations extérieures, il confia à son ancien voisin d'Amérique un fauteuil de chef de division.

La Forest eut à gérer les fonds, portant des mesures d'ordre dans les comptes fantaisistes et irréguliers d'un prédécesseur nommé Grandjean de Flévy, sorte de chevalier d'industrie qu'il fallut casser aux gages.

Ses bureaux étaient rue du Bac, dans le ci-devant hôtel de Galiffet ; on y accédait, entre cour et jardin, par un péristyle à colonnes doriques ; on en pouvait sortir par l'ancien hôtel de Maurepas, en équerre sur la rue de Grenelle. La Forest vécut, dans ces lambris dorés, vigilant et heureux. Il prenait naturellement part aux fêtes du ministère, à ces repas officiels où l'on dînait, tête couverte, le chapeau faisant partie du costume des membres du Directoire et des fonctionnaires ; il assista à cette réception, au Luxembourg, de Bonaparte retour d'Italie, où Talleyrand proclama qu'il allait falloir arracher à sa retraite le général vainqueur ; il était, à ce fameux bal qui

coûta 15,000 livres à Talleyrand, à côté de Mme de Staël quand elle attira la réponse foudroyante à sa trop directe question : « Quelle est la première femme du monde ? »

Ces réunions, qui n'offraient de curieux, avec le contraste des jours de terreur récente, que l'amalgame singulier des invités : moitié bourreaux et voleurs, moitié volés et victimes, ces délassements faisaient naître plus d'une réflexion de scepticisme chez un philosophe par nature et par métier comme l'était la Forest ; elles étaient, au reste, permises à un agent qui passait tout le jour à sa table de travail : appliqué, méthodique, infatigable.

A la fausse sortie du 20 juillet 1799 qui mit Reinhard à la place de Talleyrand, pour quatre mois, jusqu'au lendemain du 18 brumaire, la Forest suivit la retraite de cet habile homme. Par compensation, on le nommait (1er novembre) commissaire central du gouvernement près l'administration des postes. Mais, dès le mois de mars suivant, il reprenait des fonctions de sa carrière, en étant chargé de suivre les négociations pendantes avec les États-Unis. Elles se dénouèrent heureusement entre les mains de Joseph Bonaparte, le 30 septembre 1800 : les décrets de la Convention étaient abolis, les rapports entre les deux nations reprenaient leur cours normal.

L'expérience technique de la Forest avait puissamment aidé l'homme d'État improvisé qu'était Joseph. Ses services parurent précieux, et tout aussitôt, ce dernier l'emmena avec lui, à titre de secrétaire de la légation française chargée de négocier la paix à Lunéville.

II. — Lunéville. — Munich. — La diète de Ratisbonne

C'était entrer dans les sphères de la haute diplomatie et porter la main sur le grand échiquier européen.

Le canon sera toujours l'*ultima ratio* des entretiens pacifiques. Marengo et Hohenlinden appuyaient avec éloquence la

parole de nos négociateurs. Le Premier Consul réservait l'honneur de la discussion à son frère, afin, dans cette mission d'apparat, « de le mettre en scène et aussi à l'épreuve [1]. »

Joseph arriva au commencement de novembre à Lunéville. La Forest voyageait sans doute en sa compagnie, car nous remarquons son écriture nette, ferme et ronde, dans les premières dépêches de Joseph pour l'échange même de ses pouvoirs avec Cobénzl [2]. Le traité, sorte d'armistice continental, fut signé le 9 février 1801. Presque chassée de l'Italie, l'Autriche reconnaissait les Républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne ; elle perdait la Toscane érigée en royaume d'Étrurie.

Le Premier Consul félicita son frère : « La nation est contente du traité et moi j'en suis particulièrement satisfait [3]. »

Talleyrand, pour la Forest, n'eut pas moins d'éloges :

« Le ministre plénipotentiaire ne m'a pas laissé ignorer la part active que vous avez prise aux négociations qui viennent d'être couronnées d'un si beau succès. Il n'a cessé de se louer de votre coopération, d'applaudir à votre zèle, d'apprécier vos travaux ; et je me fais un plaisir véritable, voyant votre ouvrage achevé, de vous exprimer ma satisfaction particulière [4]. »

Et la Forest de répondre, dans un style qui fait songer plus à la Régence qu'au Directoire : « Mon zèle était mon devoir ; c'est générosité de votre part de m'en faire un mérite, et indulgence de m'en louer [5]. »

Chargé de ces branches d'olivier, il arrive prendre son repos, en commensal habitué de Joseph, soit à Paris, dans ce vaste hôtel Marbeuf que l'aîné des Bonaparte vient d'acheter

1. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. VI.
2. Archiv. Aff. étrang. *Autriche*. Correspondance diplomat., vol. 371, fol. 170.
3. 13 février 1801.
4. 23 pluviôse an IX. *Autriche*, vol. 371, fol. 412.
5. 9 messidor an IX. *Id.*, vol. 371, fol. 500.

aux Champs-Élysées, soit dans cette terre de Mortefontaine où il agrandit les acquisitions, multiplie les embellissements, canalise les rivières, sème de statues les jardins et convoque ses amis.

De ces délices champêtres, le 28 juin, la Forest est arraché pour aller, en la qualité, qu'il possède toujours, de « commissaire central des postes », signer une convention entre la France et l'Autriche [1]. Il est, par ailleurs, chargé de suivre de près l'exécution des articles du traité de Lunéville concernant l'empire germanique. Les affaires allemandes lui deviennent de plus en plus familières, et le 18 novembre 1801, il est nommé ministre plénipotentiaire en Bavière, auprès de l'électeur Maximilien-Joseph.

Ce prince, de l'antique maison palatine, dans sa jeunesse simple colonel au service de la France, avait succédé, en 1795, à son frère, dans le duché des Deux-Ponts, et hérité, en 1799, de l'électorat de Bavière. Une fois assis sur le trône des Wittelsbach, successivement marié à une princesse de Hesse et à Caroline de Bade, il se tournait volontiers vers le soleil levant, de l'autre côté du Rhin, et entrait dans cette voie qui devait lui faire obtenir de Napoléon une couronne royale, et donner en échange sa fille à Eugène de Beauharnais.

M. de Montgelas, ministre d'État et chef de la secte des *Illuminés*, conduisait son maître, avec toute l'ardeur d'un politique de l'école des d'Aranda et des Pombal, vers une alliance qui allait lui accorder la mainmise sur tous les biens ecclésiastiques de leur pays. M. de la Forest était donc accrédité auprès d'une cour à l'avance très favorable, et il portait, de la plume de Talleyrand, des instructions de courtoisie capables de lui rendre la tâche plus facile encore. A Munich, sa réception fut empreinte de ces sentiments.

Le protocole bavarois s'empressa de calquer, pour l'envoyé du Premier Consul, tout le cérémonial dont on honorait les

1. 26 pluviôse an IX. *Autriche*, vol. 371, fol. 415.

ambassadeurs de S. M. Apostolique, et ce fut un événement le jour où le cortège officiel se déploya dans les rues.

Maximilien-Joseph n'avait pas attendu ce moment pour voir M. de la Forest : souffrant, il avait « passé à la hâte une redingote » et était venu surprendre à l'étage supérieur du palais, chez M. de Montgelas, le ministre français, afin de l'assurer lui-même de ses sentiments « d'estime et de vénération » pour le général Bonaparte, de son dévouement absolu « au grand homme. » Le lendemain ce fut encore mieux.

On vit se diriger vers le palais une suite hiérarchiquement disposée : les domestiques du ministre de la République, « habillés uniformément » ; le carrosse de parade de la cour, à six chevaux, dont les palefreniers, à la livrée électorale, tenaient la bride ; aux portières de M. de la Forest, des valets de pied, en manteau de broquille ; un second carrosse, où se tenaient les attachés de la légation. « Le cortège, après avoir traversé la ville au milieu de l'affluence de peuple, est entré par la grande porte de la résidence électorale, où la garde du corps des trabans était sous les armes. Conduit par le fourrier de la cour, on est arrivé au grand escalier au milieu d'une double haie des archers, jusqu'à la salle des chevaliers. Là, le grand maréchal a conduit le ministre au grand chambellan, qui l'a conduit au grand maître ; tous trois l'ont conduit jusqu'à la salle d'audience, dont les battants se sont refermés sur lui [1]. »

Dans le même ordre, avec le même scrupule de cérémonial, il y eut visite à Mme l'Électrice régnante. Et M. de la Forest, ayant été prié à dîner tout aussitôt au château, se trouva placé à la droite du souverain. M. de Montgelas mena ensuite l'envoyé chez le jeune prince électoral, lequel « mit beaucoup de grâce à rappeler qu'étant né à Strasbourg, il était Français. » Puis l'on compléta ces présentations de haut vol par des visites à l'Électrice douairière, au duc et à la duchesse de

1. Archiv. Aff. étrang. *Bavière*. Supplément, vol. 10, fol. 258.

Bavière, « avec tous les égards dus au caractère » du nouvel ambassadeur.

Celui-ci s'empressa, en retour, de distribuer les « donations d'usage » : une boîte d'or de 392 francs au commissaire électoral ; et, à « titre de douceur », 180 florins aux fourriers, portiers, archers, trabans, laquais, concierges et coureurs de la cour.

Rentré chez lui, il rédigea un *Memento* bien exact, — dans lequel nous puisons ces détails, « sur le cérémonial dressé à l'occasion de l'audience de réception du citoyen la Forest, » et l'envoya à Paris. La lecture en charma Bonaparte, qui dans cet « accueil distingué » trouva « un témoignage de l'attachement éclairé et sincère de l'Électeur. » Il déclare qu'il en serait récompensé par une belle indemnité en territoires [1].

Mais le Premier Consul n'était pas homme à s'attarder aux pompes extérieures, il ne les estimait qu'en proportion des réalités qu'elles pouvaient signifier. Il arracha assez vite la Forest aux cérémonies pour le plonger dans les affaires : l'envoyant à Ratisbonne où se payaient, à comptoir ouvert, les remaniements de la carte d'Allemagne.

La Forest, « surpris autant que flatté », — c'est son mot, — de cette mission, arriva le 16 août pour accélérer l'ouverture des séances de la Diète. Les résolutions étaient déjà escomptées en France, où la foule des margraves accourait, en solliciteurs, auprès de Bonaparte et de Talleyrand. « Tous tendaient la main. Paris devint une immense bourse de terres ecclésiastiques où les princes d'Allemagne mirent aux enchères les dépouilles du Saint-Empire...., et tous ces nouveaux riches, gorgés de terres et d'hommes par la république, semblaient à la discrétion de la France [2]. » Des quarante-cinq villes libres, six sauvaient leur autonomie ; de mille huit cents petites souverainetés, cinquante demeuraient à peu près indépendantes.

1. Arch Aff. étrangères. *Bavière*. Supplément, vol. 10, fol. 268. Lettre chiffrée de Talleyrand à la Forest.

2. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. VI.

La France et la Russie présidaient au morcellement; leur médiation commune était requise. La Forest avait l'ordre d'accentuer la bonne entente, en y mettant « plus d'apparence que de réalité »; et nous le voyons, en effet, signer de très nombreuses notes avec M. Bühler, le plénipotentiaire de Saint-Pétersbourg.

Le *modus in rebus* est rare dans les choses de ce monde; il y a toujours une cause qui fait pencher la balance d'un certain côté; la sagesse des hommes, depuis bien longtemps, la nomme la Providence. Bonaparte avait agrandi le dessein de Richelieu, et, contre l'Autriche, de l'autre côté du Rhin, croyait acheter éventuellement une clientèle d'amis; mais en agglutinant cette poussière de princes, il pétrissait à son insu le mortier d'un patriotisme populaire; en les conviant à prendre le bien d'autrui, fût-ce des biens d'Église, il déchaînait leur appétit [1].

Enfin, après neuf mois de labeur, sans attendre les dernières formalités dilatoires de Vienne, les choses semblaient au point. « Votre ouvrage est fini, vous devez vous retirer », écrivait Talleyrand. « La Députation est dissoute, nous allons partir », répondait la Forest.

De Paris, on le comblait d'éloges, et on lui réservait la légation de Prusse comme « une récompense des services considérables qu'il venait de rendre à Ratisbonne, et comme une occasion d'en rendre de nouveaux [2]. » M. de la Forest pouvait y être *persona grata* : il avait contribué à faire octroyer à la maison de Brandebourg les évêchés de Munster et de Paderborn, et à lui gagner cinq cent mille sujets en Thuringe

1. « Le recez de 1803 fut surtout favorable aux princes réformés ; par la sécularisation générale des biens du clergé catholique, il acheva l'œuvre de la Réforme du XVIe siècle; il contribua aux progrès de la Prusse et prépara le triomphe de l'Allemagne protestante sur l'Allemagne catholique, la constitution d'un empire protestant de l'Allemagne du nord, sous la suprématie des Hohenzollern. » *G. Monod.* — « Toute la révolution allemande est comprise dans l'acte de 1803. » *Seeley.*

2. Talleyrand à la Forest, 3 mai 1803. Archiv. Aff. étrang, *Allemagne.* Correspondance politique, vol. 724, fol. 234.

et en Westphalie. Tel était le prix de la neutralité qui depuis dix ans faisait la descendance de Frédéric spectatrice des succès de la Révolution française.

III. — A Berlin

Cette cour prussienne, à l'automne de 1803, M. de Metternich l'a décrite dans ses *Mémoires* [1]; il y arrivait dans le même temps comme ambassadeur. On côtoyait, dans le corps diplomatique, M. d'Alopeus, pour la Russie; M. Jackson, pour l'Angleterre; le comte de Haugwitz était ministre des affaires étrangères, M. de Stein ministre des finances, et le baron de Hardenberg exerçait une grande influence sur toutes les décisions politiques. La Forest eut un contact immédiat avec les personnages qui marquèrent sur les événements de l'époque. Ses fréquents entretiens avec M. de Haugwitz lui permirent de croire qu'il touchait à une alliance franco-prussienne, quand la mort du duc d'Enghien vint tout briser.

Ce tragique épisode fut l'occasion d'une attitude trop honorable dans la carrière de M. de la Forest pour qu'on la passe sous silence.

Après l'arrestation d'Ettenheim et la violation du territoire de Bade, les Berlinois murmurèrent. Mais nul ne croyait à un dénouement sanglant et le ministre français avait assez beau jeu pour plaider en faveur de l'acte du Premier Consul, « qui, poursuivi par les poignards, doit inspirer plus de sensibilité », et que « l'on doit plaindre d'avoir à réprimer des complots que sa clémence bien connue rend plus odieux [2] ». Mais à la nouvelle du meurtre de Vincennes l'indignation courut dans les salons. Les excitations intéressées du ministre anglais trouvaient des adhésions parfaitement sincères. La Forest s'en impressionne et ose transmettre l'opinion qu'il entend : « Si le duc d'Enghien avait eu des juges civils, il aurait bien fallu se rendre

1. T. I., p. 38.
2. 1er avril 1804. Archiv. Aff. étrang. *Prusse* vol. 234.

aux preuves de son innocence [1]. » Enfin, dans un *Bulletin*, rédigé, dit-on, par Portalis fils, secrétaire de la légation, il écrit ces déductions sévères :

« La douleur a rendu muets les gens qui, dans les autres occasions, se montrent amis de la France. On se récrie sur l'arrestation d'un prince, devenu étranger à la France, dans l'asile que lui accordait l'hospitalité d'un prince indépendant... D'autres personnes assurent que le Premier Consul s'est jeté dans les bras des jacobins et qu'il leur a donné ce gage de réconciliation. On cherche à faire entendre que le duc d'Enghien était depuis longtemps une victime désignée à leur fureur. D'autres prétendent que le Premier Consul, en le sacrifiant, a voulu prouver aux révolutionnaires qu'il faisait toujours cause commune avec eux, ce qui induit à conclure (ajoutent-ils) qu'il se défie de la masse de la nation.... Enfin, les hommes qui crient le moins déplorent que le Premier Consul ait pu être entraîné par les circonstances dans une mesure de ce genre et ait soulevé contre lui la pitié qu'excitent toujours les vicissitudes de la fortune [2]. »

La forme demeurait bien adoucie et l'ambassadeur n'était, en conscience, que l'écho passif des bruits qui frappaient son oreille; mais, par leur simplicité et leur vérité, ces réflexions blessaient à l'œil Bonaparte. Talleyrand eut l'ordre de rappeler à son subordonné qu'il convenait de se faire un front d'airain :

« Votre langage n'a pas été approuvé en cette occasion par le Premier Consul. Le moindre embarras, la moindre hésitation de la part du ministre de France sur des actes quelconques de son gouvernement doivent être d'un mauvais effet. Il m'est sensible d'avoir à vous adresser cette observation; mais c'est parce que rien ne manque à votre habileté comme homme d'affaires qu'il faut que rien ne manque aussi à la dignité de votre caractère [3]. »

1. 3 avril 1804. Archiv. Aff. étrang. *Prusse*, vol. 234.
2. *Id.*, 6 avril 1804.
3. 5 mai 1804.

En cette pénible circonstance, de tous les diplomates français, M. de la Forest paraît donc avoir montré le plus de franchise et d'indépendance; la démission de Chateaubriand, nuageuse et depuis embellie, manquait de cette netteté; elle faisait courir moins de risques; elle passa, aux yeux de Bonaparte, plus inaperçue [1].

Le respect du malheur est un crime en des jours de révolution. Les Bourbons, sans que la Forest fût leur partisan, lui semblaient funestes : porter le deuil de la reine Marie-Antoinette lui avait occasionné la disgrâce du Comité de salut public, s'émouvoir du trépas du duc d'Enghien lui attirait le courroux de Napoléon.

Celui-ci recourait à la violence pour expliquer la violence : en faisant occuper militairement les domaines du duc d'Arenberg, il coupait à la Prusse la navigation des canaux du Nord. « Il ne tarda pas à se convaincre qu'en frappant fort, il avait frappé juste [2]. » Le roi Frédéric-Guillaume prit peur et il promit à la Forest d'interdire ses États aux troupes russes dirigées contre la France. Et, en effet, quand l'empereur Alexandre, à la Diète de Ratisbonne, protesta contre la violation du territoire badois, l'envoyé prussien avait l'ordre de réclamer l'ajournement.

L'avènement de Bonaparte à l'Empire nous paraît aujourd'hui, dans le recul des temps, logique et naturel; il fut, pour les contemporains, un événement beaucoup moins simple. La Forest dut éprouver ce sentiment de surprise, car les félicitations qu'il envoya, — comme une chose qui ne se « conçoit pas bien », — ne « s'énonçaient pas clairement »; elles sont

1 L'opinion de Chateaubriand sur la conduite de son « collègue » de 1804 est curieuse à noter; il l'a consignée dans les *Mémoires d'outre-tombe* (édition Biré, t. III, p. 444). « En 1820, nommé ministre plénipotentiaire à Berlin, je déterrai dans les archives de l'ambassade une lettre du *citoyen la Forest*, au sujet de M. le duc d'Enghien. Cette lettre énergique est d'autant plus honorable pour son auteur qu'il ne craignait pas de compromettre sa carrière sans recevoir de récompense de l'opinion publique, sa démarche devant rester ignorée. »

2 Armand Lefebvre, *Histoire des Cabinets de l'Europe*, t. I, chap. xi.

entortillées dans le pathos : « C'est la première fois qu'une nation éveillée par ses ennemis sur le danger qui menaçait sa postérité, se soit élevée à de hautes conceptions par le seul progrès de ses lumières et ait manifesté une volonté qui n'était provoquée que par l'expérience. La liberté que les Français ont ressaisie a coûté cher à la génération qui a eu le courage de la réclamer. Il fallait, pour que cette liberté fût héréditaire, que le gouvernement le devînt [1]. »

Il aurait été beaucoup plus simple de crier tout bonnement : « Vive l'empereur ! » Mais les pouvoirs nouveaux sont satisfaits à bon compte, et ils reconnaissent des amis chez les moindres indifférents. La Forest reçut en retour la cravate de la Légion d'honneur ; et, ayant eu à se rendre, au mois de septembre suivant, à Mayence, pour saluer Napoléon, il en fut très parfaitement accueilli.

Il n'eut pas le loisir de se targuer longtemps de la politique pacifique de la cour prussienne, qui correspondait à ses instances. L'influence belliqueuse de la reine Louise reprenait le dessus ; Hardenberg, chef du parti anglais, remplaçait Haugwitz, partisan de l'alliance française. Pour annoncer la disgrâce de son confident, la Forest n'avait plus qu'à trouver des euphémismes, dont sa plume était toujours pourvue : « Le roi avait daigné accorder à Son Exc. le comte de Haugwitz, sur la demande de ce ministre et pour marquer sa reconnaissance des fidèles et utiles services rendus par lui à l'État, la permission illimitée de se rendre et de séjourner à ses terres, selon sa convenance et le besoin de sa santé et de ses affaires particulières [2]. »

Il avait entamé courageusement des conférences avec Hardenberg pour le gagner à sa cause, faisant briller à ses yeux la convoitise du Hanovre.

1. Mai 1804, vol. 234, fol. 200. — Avec plus de souplesse, dans le même temps, Fiévée exprimait une pensée analogue à l'Empereur : « Quand on s'est trompé sur les moyens d'assurer la liberté, il n'y a plus qu'une voie de salut, c'est de se confier au pouvoir. » *Correspondance avec Bonaparte*, t. II. (Note du mois de mai 1804.)

2. Août 1804. Archiv. Aff. étrang. *Prusse*, vol. 234, fol. 364.

Le grand maréchal Duroc arriva à son aide; cette mission à Berlin occupa le mois de septembre 1804. Le Roi, craignant la rupture, prit tous les petits moyens pour retarder, de semaine en semaine, les entretiens décisifs; Duroc partit, lassé de ces ruses dilatoires, responsable, par sa rudesse un peu maladroite [1], de l'échec de démarches que la Forest demeura seul à continuer auprès de la chancellerie prussienne, circonvenue, d'un autre côté, par lord Harrowsby, débarqué de Londres et manœuvrant en faveur de la coalition.

En vain Napoléon, en ces mois historiques qui virent la levée du camp de Boulogne, la reddition d'Ulm et le désastre de Trafalgar, en vain Napoléon essaya-t-il d'attirer Frédéric-Guillaume dans son orbite, le faisant pressentir, pour qu'il prît (comme lui-même et à l'exemple de l'Autriche) la dignité impériale. C'était anticiper la proclamation du 18 janvier 1870, dans la galerie des glaces de Versailles. Au tentateur le petit-fils du grand Frédéric répondit que, satisfait de sa destinée, il ne souhaitait rien de plus que de conserver le rang auquel la Providence avait élevé sa maison [2].

Le canon d'Austerlitz ébranla cette orgueilleuse prudence. Berlin reprit sa vieille politique de neutralité armée qui lui avait réussi avec la Convention et le Directoire. Ce n'était qu'un leurre. M. de la Forest, devinant le piège, le signala en des rapports véridiques et clairvoyants [3].

L'hiver, le printemps, l'été de 1806, passèrent dans ces fluctuations que Talleyrand appelait « une comédie ridicule. » Notre ambassadeur ne doutait plus que les Prussiens ne prétendissent le berner; témoin quotidien de l'effervescence populaire qui, dans les rues, criait : « A Paris ! » comme d'autres, soixante-quatre ans plus tard, devaient crier : « A Berlin ! » il avertissait que « la ville n'était plus maîtrisable », et il se préparait à céder la place à nos soldats. Le 21 septembre, il réclamait ses passeports, brûlait le chiffre de l'ambas-

1. TALLEYRAND, *Mémoires*, I, 294.
2. Dépêche de la Forest, 19 octobre 1804, *Prusse*, vol. 235.
3. 14. 20 novembre, 5 décembre 1805, *Prusse*, vol. 237.

sade et, le jour même où Frédéric-Guillaume quittait sa capitale pour se rendre à l'armée, dans la nuit du 5 au 6 octobre, lui prenait, avec sa famille et ses secrétaires, le chemin du retour.

Par petites étapes, pour ne pas s'éloigner trop du lieu des affaires, il traversa Erfurth, Cassel, Mayence, où Talleyrand l'attendait et où le Bulletin d'Iéna le rejoignit.

Le ministre et l'ambassadeur travaillaient ensemble, et le second donnait au premier des renseignements sur la société berlinoise qu'il venait de quitter. On avait trouvé sur le prince Louis, tué à Salsfeld, des lettres d'importance; avant de les envoyer à l'Empereur, la Forest remplaça par les noms véritables les noms de passe de cette correspondance [1].

Il avait besoin de repos, et il partit rejoindre les siens en France, tandis que continuaient les campagnes victorieuses.

Ce n'était pas le sortir d'une sorte d'inaction que de l'appeler au Conseil d'État (27 septembre 1807). Par contre, M. de Champagny, qui venait de succéder au prince de Bénévent (août 1807), lui ouvrit la porte des plus hautes négociations en le désignant pour l'ambassade de Saint-Pétersbourg.

C'était après Tilsitt, à l'heure des grandes espérances, dans la lune de miel de l'entrevue soudaine des deux empereurs. Au début, Savary avait été un porte-parole assez maladroit, choisi plus maladroitement encore, car le souvenir de ses origines comme de son rôle à Vincennes avait choqué la haute aristocratie russe. Était-ce par compensation que l'on songea alors au diplomate indépendant de 1804?

Napoléon voulait un homme de la carrière, possédant la pratique et le maniement des affaires ; en même temps, il tiendrait, attaché à la personne du Tsar, un brillant général qui entrerait dans l'intimité du monarque [2].

Mais M. de la Forest hésita : il craignait, pour sa santé, les

1. Talleyrand à Napoléon, 22 octobre 1806. *France*, vol. 659, fol. 85.
2. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 141.

rigueurs du climat du Nord, l'éloignement lui coûtait; ses équipages étaient déjà prêts pour le voyage, qu'il déclina décidément la mission dont on l'honorait. Le général Caulaincourt, après de vives résistances, accepta enfin le titre d'ambassadeur extraordinaire, 800,000 francs de traitement, 250,000 francs de frais d'installation, un palais, un nombreux personnel d'attachés et de secrétaires.

Résistant à une tentation si brillante et si dangereuse, la prudence de M. de la Forest avait peut-être été sage. C'est se montrer capable de les vaincre que de fuir, par modestie, les périls d'une trop haute fortune.

Mais ces sortes de restrictions ne se représentaient pas deux fois dans la carrière des agents de Napoléon. Il ne semble pas, d'ailleurs, que la Forest ait hésité, — on ne lui en laissa guère le temps, il est vrai, — à accepter de partir pour l'Espagne, lorsqu'il y fut convié le 24 mars 1808. Champagny l'avertissait, sous le sceau du secret, que l'Empereur l'envoyait à Madrid; le lendemain, avant quatre heures du soir, il recevait ses passeports, une lettre pour Murat, de l'argent pour la route; le surlendemain, au petit jour, il franchissait les barrières de Paris.

IV. — En Espagne

Nous touchons ici au point culminant de la carrière de M. de la Forest. Son séjour de cinq années consécutives en Espagne, sa mission de porte-parole de l'Empereur, son rôle de conseiller auprès du roi Joseph, constituent la page importante de sa vie. Il est inscrit dans l'histoire de son temps pour avoir été mêlé à cette tragédie des guerres de la Péninsule, pierre de touche des desseins et des actes de Napoléon, pierre d'achoppement de ses ambitions et de ses forces. S'il fallait le suivre pas à pas, il conviendrait de raconter par le détail le règne entier de Joseph Bonaparte.

Ses lettres offrent une mine fertile de renseignements; elles révèlent les intentions du maître par les instructions que re-

çoit son ambassadeur, et la façon dont il les accomplit. Cette correspondance est considérable : elle ne comprend pas moins de neuf cents dépêches ou bulletins ; et peu de nos agents en Europe ont laissé à nos archives des Affaires étrangères un monument plus imposant de leur labeur et de leur action.

Le style en est particulier, dans cette forme volontiers pompeuse qui reste sincère sans cesser d'être recherchée, à la fois claire et enveloppée, plus près de la vérité que du naturel, et qui suppose chez l'écrivain les manchettes de M. de Buffon. Aucun mot vulgaire, aucune expression désordonnée ; une tenue constante, une urbanité impeccable ; le culte des euphémismes plus encore que des sous-entendus.

Et jusqu'à : je vous hais ! tout s'y dit tendrement.

Les gens du métier en reconnaissaient le mérite ; ils y trouvaient la tradition de la méthode classique ; et je tiens de l'un de nos meilleurs diplomates, devenu un ambassadeur considérable, qu'à ses débuts au quai d'Orsay, on conseillait aux jeunes attachés d'aller étudier le grand style dans les dépêches de M. de la Forest.

Isolé à Madrid dans un milieu artificiel, restreint par l'insurrection, rien de ce qui est à sa portée ne lui échappe ; il fournit un tableau sans cesse renouvelé de cette étrange aventure où les caractères de Français et d'Espagnol s'étant entre-choqués, se montrent en action les uns et les autres avec leurs particularités nationales, leurs passions individuelles, l'orgueil, l'ambition, la force, la témérité, l'étourderie, la dissimulation, la ruse. Sans jamais surcharger les couleurs, La Forest indique toutes les nuances ; avec la plume discrète d'un homme bien élevé, il confie à son ministre, à son souverain, tout ce qu'il voit, tout ce qu'il pressent, en informateur précis, d'un coup d'œil aigu, plein d'expérience des hommes et des choses.

On l'avait fait partir en hâte, parce que Murat semblait embrouiller les cartes, mais sans lui confier le secret des Dieux. Dans des notes laissées par lui, il déclare que « le père et le

fils (Charles IV et Ferdinand VII) ont été attirés à Bayonne par des combinaisons dont il lui a été fait mystère. » Rien de plus vrai [1].

Et ce fut le double tort de la conduite de Napoléon dans les affaires d'Espagne : de diriger de loin ses hommes d'État comme ses hommes de guerre, sans tenir compte des circonstances, et par des ordres impératifs partis trop tôt, arrivés trop tard. Il connaissait son but, mais ne divulguait à personne ce qu'il ne se confessait guère à lui-même : « Il faut qu'une chose soit faite, disait-il, pour qu'on avoue y avoir pensé. » Talleyrand, si mêlé aux intrigues de 1808, fut moins son confident que son conseiller.

M. de la Forest arrivait donc à Madrid en plein *imbroglio*. Son prédécesseur, maladroit et vaniteux, Claude de Beauharnais, enivré par ses alliances, venait d'être brutalement rappelé pour avoir servi les espérances du prince des Asturies. Croire qu'à ce même trône d'Espagne, il fallait appuyer la candidature du grand-duc de Berg, attira à la Forest la plus sévère réprimande [2]. L'Empereur lui fit reprocher sèchement de s'être laissé berner. Il se le tint pour dit, et dès lors conforma jusqu'au scrupule sa conduite aux impulsions venues des Tuileries. Il le confessait sans ambages : « On sait à mon âge qu'un ambassadeur n'a d'opinion ni de caractère à soi que dans son cabinet, et doit composer son maintien et ses discours en raison des vues de son souverain [3]. »

Cette tyrannie de la gloire ne l'étonnait pas. Depuis Lunéville, il avait assisté au succès des exigences de Napoléon sur toute l'Europe ; ses souvenirs lui rappelaient, à la diète de Ratisbonne, la distribution des provinces, le trafic des petits au profit des grands, et comment on troquait les prin-

1. S'il ignorait les formes du machiavélisme impérial, il parlait sans émotion de la tragédie qui se jouait par delà les Pyrénées ; il écrivait à Murat : « Votre Altesse a fait passer entre les mains de Sa Majesté tous les personnages qui doivent concourir au dénouement. » (Madrid, 24 avril 1808.) M. ss. — *Archives du prince Murat.*

2. 17 mai 1808. Archiv. Aff. étrang. *Espagne*, vol. 674, fol. 360.

3. 19 juillet 1808. *Id.*, vol. 675.

cipautés au gré des volontés impériales. Comme tous les hommes politiques de l'époque, cette volonté lui paraissait sans doute arbitraire, mais portant la marque fatale du destin. *Quidquid principi placuit....* C'est toute la tradition des légistes césariens. Les difficultés présentes lui semblent donc résolues à l'avance par le génie de Napoléon ; et il se cuirasse d'un optimisme inaltérable. « Avec beaucoup de zèle et un peu de sagesse, on concilie tout. » Voilà l'expression de son sentiment.

L'émeute du 2 mai, le soulèvement des provinces, sont pour lui des nuages qui passeront. Il reste calme et signale méthodiquement la maladie de Murat, la conduite extravagante de Savary. Il faut la catastrophe de Baylen pour lui faire admettre le péril que courent les Français dans la Castille. Et il plie bagage le dernier, n'oubliant ni les papiers de l'ambassade, ni le portrait en pied de Napoléon « qui pourrait être insulté. » Il attend patiemment à Vittoria et à Burgos l'arrivée de l'Empereur, parce que sa présence arrangera toutes choses ; et il suit d'assez près la marche de notre armée victorieuse pour rentrer avec elle à Madrid.

C'est alors qu'il commence vraiment auprès de Joseph son rôle d'ambassadeur.

En dépit de leurs bons rapports d'autrefois, Joseph l'a d'abord assez mal accueilli, car, à sa place, il aurait préféré Rœderer [1]. Il sent bien que la Forest est un mentor et un observateur vigilant de ses actes. Celui-ci, selon ses instructions, s'applique en conscience à des travaux plus du ressort d'un ministre espagnol que d'un ambassadeur français : une enquête sur l'administration du royaume, la réorganisation

1. La Forest était trop fin pour s'y méprendre, mais trop prudent pour s'en froisser. Voici de quelle manière voilée il traduisait l'audience froide et banale où il remit ses lettres de créance : « L'état intime des relations entre les deux augustes frères ne me laisse rien à remarquer qui ait le plus léger intérêt politique sur la conversation dont le Roi m'a honoré. Sa Majesté a plus particulièrement mis une grâce extrême à m'inspirer la confiance de croire qu'elle me voit avec plaisir accrédité auprès de sa personne. » (31 octobre 1808.) — Fit-il pas mieux que de se plaindre ?

des finances de Madrid, la présidence d'une commission de séquestre, la recherche des diamants de la Couronne. Il est en marge de ses fonctions, au-dessus du corps diplomatique ; il groupe autour de lui les rares collègues accrédités auprès de Joseph ; il fait effort surtout pour affirmer aux yeux de tous l'alliance franco-russe, malgré l'absence du ministre Strogonoff.

Il veille à faire répandre les bulletins de victoire d'Essling et de Wagram, que Joseph paraît moins pressé de porter à la connaissance de ses sujets, et au 15 août, pour la Saint-Napoléon, il tient dans la cérémonie une place d'importance. Il caractérise bien son rôle : « Si je suis dans l'obligation d'être ostensiblement étranger à la marche du gouvernement, je ne néglige habituellement aucun des moyens qui propagent les idées saines, sans éveiller les jalousies locales [1]. »

Et le ministre lui répond par les plus chaleureux encouragements : « Je dois vous témoigner combien je suis satisfait de vos rapports et des observations qui les accompagnent. Je mets ordinairement vos lettres sous les yeux de Sa Majesté, qui donne toujours à cette correspondance et aux affaires d'Espagne beaucoup d'attention [2]. » Témoignage confirmé par la parole même de l'Empereur qui, dans une conversation avec Rœderer, disait : « Je suis content de la Forest : il écrit ; cela me convient. »

Cette satisfaction se traduisait par le titre de comte avec dotation (28 janvier 1809). Plus tard seulement viendra la plaque de grand officier, promise cependant dès 1806, au retour de Berlin ; annoncée par Champagny à la fin de 1807 ; confirmée par l'Empereur lui-même à la villa de Chamartin en décembre 1808 ; — assurance que la Forest rappellera au 1er janvier 1810, et qui n'aura pas son exécution avant 1811.

La position n'était pas toujours agréable, entre les injonc-

1. La Forest à Champagny, 17 septembre 1809, *Espagne*, vol. 679, fol. 447.
2. Champagny à la Forest, 11 octobre 1809, *Espagne*, vol 680, fol. 28.

tions impérieuses de Napoléon et les résistances énervées de Joseph. On dirait un proconsul auprès d'un roi d'Asie, transmettant les ordres de Rome : il parle, il prescrit, il menace (autant que l'urbanité de M. la Forest savait menacer), et dans la pénombre du cercle de Popilius se dresse la silhouette inquiétante des légionnaires.

L'Empereur, moins que personne, n'admettait la résistance. Mais s'il s'est trompé sur le caractère de son frère, la Forest en doit porter une part de responsabilité. Ses dépêches ne doutent jamais du succès final de ses insistances, et elles envoient le long récit des concessions du « roi d'Espagne. »

Il se déroula, dans ce Palais-Royal, que Philippe V avait élevé pour abriter la majesté des rois catholiques, plus d'une scène dramatique qui eût fait rougir Charles-Quint et même Charles III. Aujourd'hui encore, en parcourant ces salons où le pinceau de Tiepolo a symbolisé, dans le costume de chacune de ses provinces, les gloires de l'Espagne, on ne peut oublier, par contraste, les entretiens que dans l'hiver de 1811 (janvier et février) soutint la Forest avec Joseph. Ils se répétaient quasi tous les jours, durant deux, trois heures d'horloge, jusqu'à ce que le prince, non à court d'arguments, mais à bout de ressources pour les faire valoir, passât sous les fourches caudines de son frère.

La Forest en demeure pénétré, sans que la gravité de sa diplomatie laisse paraître cette émotion dans sa correspondance officielle. D'un mot, d'un trait, il note, il souligne la détresse morale de Joseph, ses indignations, ses menaces de « démission », ses désespoirs ; jamais il ne se départ du respect glacé dû au frère de l'Empereur. Son habileté est de l'empêcher d'entraver les plans de Napoléon ; et son triomphe lui paraît complet lorsqu'il peut annoncer à Champagny que le Roi demeurera au poste que lui a confié le chef du grand Empire.

L'entourage de Joseph ne pouvait voir d'un très bon œil cet ambassadeur trouble-fête. Miot de Melito, intendant de la maison royale, se trouvait souvent en opposition avec ses exi-

gences. Il s'est fait devant la postérité le porte-parole de ces rancunes : il nomme la Forest « le plus obscur et le plus verbeux des diplomates ; » et il salua son départ avec la satisfaction non équivoque d'un homme délivré : « Il n'avait pas peu contribué, — dit-il, — à augmenter les difficultés de notre position par l'ignorance où il avait constamment laissé l'Empereur sur la véritable situation de l'Espagne [1]. » Le point de vue des deux hommes d'État différait, voilà tout.

Son zèle était tenu en haleine par les commandements réitérés de Napoléon, et il restait le seul truchement de ses ordres : « Vous avez, lui écrivait Bassano, connaissance de la pensée de l'Empereur : vous devez insister jusqu'à l'importunité [2]. »

C'était là que la Forest faisait merveille, pliant les paroles les plus amères aux convenances les plus raffinées, sans se départir de cet optimisme dont sa carrière nous a fourni déjà plus d'un exemple et qu'il porta à son comble, lorsqu'il eut à répondre, en 1812, aux nouvelles des désastres de Russie : « Aussi longtemps que la Providence conserve Sa Majesté à l'empire français, les *contrariétés* qui dérangent quelques-uns de ses plans sont de *purs inconvénients passagers* [3]. » Il serait difficile à un courtisan de trouver une façon plus subtile de verser le baume sur la blessure du souverain.

Du rôle de la Forest, les Français ont mieux gardé le souvenir que les Espagnols. Quelques illuminations au 15 août, un gala pour la naissance du roi de Rome [4], voilà les seules façons de manifester sa présence auprès des Madrilènes. Sans laisser de trace dans la nuit, la fumée des lampions éteints se dissipe rapidement. Dans son hôtel de la place Mostenses,

1. Miot de Melito, *Mémoires*, t. III, p. 304.
2. 23 mai 1812, *Espagne*, vol. 689, fol. 251.
3. 9 janvier 1813, *Espagne*, vol. 691, fol 7.
4. « L'ambassadeur de France donna à cette occasion un dîner de cinquante couverts, auquel le corps diplomatique, les ministres d'Espagne et les officiers du Roi assistèrent. Les honneurs furent faits au général Defrance, envoyé extraordinaire de l'Empereur. » *Mémoires du général Bigarré*, 281.

ou dans le palais des Medina Cœli qu'il occupa au Prado, sans relations sociales autres que des fonctionnaires joséphistes ou des généraux français, au milieu des alertes continuelles qui le bloquaient dans l'enceinte de la ville, l'ambassadeur souffrait de l'étroitesse de sa vie. Plusieurs fois, il demanda un congé ; toujours refusé poliment, « les circonstances ne le permettant pas. »

Il se trouva fatalement compris dans l'exode de Joseph à Valence lorsque les Anglais de Wellington, après les Arapiles, le chassèrent de sa capitale. Ce fut une route pleine d'angoisses et de fatigues, de périls et de misères, dont le récit est demeuré très vivant sous la plume de M. de la Forest. Dans cette fuite de Madrid qui, par certains côtés et toutes choses mises en proportion de Joseph à Napoléon, fut, à l'autre bout de l'Europe, un épisode précurseur de la retraite de Moscou, l'ambassadeur demeura trois mois sans nouvelles de France. L'Espagne devenait une terre d'exil. Il lui fut donc très doux d'avoir à transmettre au Roi le désir de l'Empereur de lui voir quitter Madrid pour se rapprocher de la frontière. Au commencement de mars 1813, la Cour pliait bagages et, le mois suivant, la Forest la rejoignait à Valladolid.

Il obtenait maintenant sans peine le congé qu'il avait tant souhaité. Fatigué d'ailleurs et harassé du climat autant que des affaires, il allait pouvoir prendre le bénéfice d'une cure d'eau, le délassement classique des diplomates de l'époque : dès qu'il eut franchi les Pyrénées, le 10 mai, il s'arrêta à Bagnères-de-Bigorre, disant adieu pour toujours à la patrie du Cid et n'ayant pas les mêmes raisons que le poète pour regretter

Les grelots des mules sonores.

A ce serviteur docile, l'Empereur manifesta sa satisfaction par l'envoi du grand cordon de l'ordre de la Réunion qu'il venait de créer, et le duc de Vicence, son nouveau chef, donnait de sa conduite un témoignage qui corrobore l'estime où le duc de Cadore et le duc de Bassano avaient déjà tenu ses

services : « Il n'a excité contre lui aucune haine, ni comme homme public ni comme homme particulier ; jamais il n'a été attaqué dans aucun des pamphlets même les plus virulents qui ont inondé l'Espagne. Son bon esprit l'aidait à surmonter bien des difficultés [1]. »

V. — Traité de Valençay. — Ministre des Affaires étrangères. — Pair de France

En quittant Bagnères, M. de la Forest s'était rendu dans ses terres du Blaisois. Après de longues années d'absence à l'étranger, ce lui était une grande douceur de se retirer sous son toit familial. Cette retraite, il l'avait préparée dès le temps du Consulat, vendant à fort bon prix ses vastes domaines d'Amérique pour installer ses pénates dans sa province d'origine.

Parmi tous les châteaux de la Loire abandonnés, il avait d'abord songé à Chaumont, la vieille résidence du cardinal d'Amboise, de Diane de Poitiers et de Catherine de Médicis [2]. Mais si le château était fort beau, avec ses tours gothiques qui dominent la plaine verdoyante, il exigeait de grosses réparations et un grand train. Il préféra l'acquisition de Freschines, où les terres étaient meilleures (elles rapportaient 42,862 livres 3 sols de rente) et la vie moins entraînante dans un vaste manoir à la mode champêtre de Louis XVI.

Ce détail caractérise assez la nature positive et les goûts simples de M. de la Forest pour être noté. Il acheta donc ce domaine, le 28 mai 1803, pour la somme de 632,098 livres [3], à

1. Caulaincourt à Napoléon, 20 février 1814, *Espagne*, vol. 693, fol. 52.

2. Le propriétaire était un M. Le Roy, ayant vécu aux États-Unis où M. de la Forest l'avait connu et s'était trouvé probablement ainsi amené par lui à songer à cette acquisition. — Mme de Staël passa à Chaumont l'été de 1810, en compagnie de Mme Récamier, de Mathieu et d'Eugène de Montmorency, des deux Barante et de Schlégel. — Depuis, le château a été acheté et restauré par le prince Amédée de Broglie.

3. *Mémoires de la Société des sciences et lettres de Loir-et-Cher*, 30 juin 1900.

Mme Lavoisier, la veuve de l'illustre chimiste guillotiné avec vingt-huit autres fermiers généraux, le 19 floréal an II.

Dans la solitude de ces beaux jours d'automne, au jardin de la France, présidant à l'installation de sa bibliothèque et de son parc, l'ancien ambassadeur suivait les événements sans pouvoir beaucoup regretter son éloignement de la terre d'Espagne. Les choses y allaient de mal en pis. Le chargé d'affaires, Caillard, promenait les papiers de l'ambassade de Valladolid à Burgos, à Saint-Sébastien, à Bayonne. Le roi Joseph était vaincu à Vittoria. Les Français étaient ramenés derrière les Pyrénées. Tout l'édifice politique que M. de la Forest avait été chargé de consolider depuis cinq ans s'écroulait avec fracas. La déroute de Leipzig, la retraite sur le Rhin, aggravaient au nord ces échecs du midi.

Le diplomate fut arraché à ces pensées mélancoliques par un message impérial qui réclamait son concours immédiat.

On sait que Napoléon, rejetant comme une écorce vide son frère Joseph, avait imaginé de rendre aux Espagnols le prince Ferdinand, son prisonnier de Valençay, pour terminer les affaires de la péninsule et arrêter la marche des Anglais. Une lettre du maréchal Soult nous révèle que ce dessein germait dans son esprit à Dresde dès le mois de juillet 1813. Les revers récents en rendaient l'exécution plus pressante. Napoléon songea tout aussitôt à faire la Forest son porte-parole. Une coïncidence heureuse rendait voisin le châtelain de Freschines du château de Valençay. Dans la nuit du 14 au 15 novembre, un courrier de Saint-Cloud apporta subitement dans le Blaisois les instructions nécessaires. Le recueil de M. Lecestre en donne le texte :

« Le comte la Forest se rendra à Valençay *incognito* dans une voiture aussi modeste que possible.... Le principal est de voir dans quelles dispositions sont les trois princes [Ferdinand VII, don Carlos, don Antonio] et de s'assurer si, directement ou indirectement, ils ont eu quelques nouvelles... Il est de la plus haute importance que personne ne sache que c'est

le comte la Forest. Le commandant français ne doit pas même le savoir. Le comte la Forest aura une lettre du ministre de la police sous quelque titre subalterne [1].... »

Sur-le-champ, le diplomate masqué se mit en route avec le passeport qui le déguisait, par un mauvais jeu de mots, et espagnolisait son nom : Delbosque (de la Forêt, — du Bois, — *del Bosque*). Il continua son personnage en prenant gîte à Valençay dans une auberge du village. Mais introduit auprès de Ferdinand, il lui remit la lettre de l'Empereur, qui parlait de « rétablir les liens d'amitié et de bon voisinage qui ont existé si longtemps entre les deux nations [2] ».

Les pourparlers, allongés par la surprise, l'émotion, les craintes, les méfiances des princes, durèrent un grand mois. Une série de dépêches de la Forest au duc de Bassano nous en a conservé les détails et brossé la peinture de cet intérieur extraordinaire du château de Talleyrand [3]. Enfin, le « traité de Valençay » fut signé le 11 décembre. C'était l'Espagne rendue à elle-même, le trône des Bourbons rétabli, le retour de nos dernières troupes. Que de sang, de larmes, de ruines, de colères, de rancunes, pour revenir au point de départ !

La Forest demeure encore à Valençay, ayant à jouer un rôle chaque jour plus délicat, auprès des princes. Ils prennent, enfin « bien stylés », la route d'Espagne le 13 mars; leur départ lui rend sa liberté. Mais quand il arrive à Paris pour exposer sa mission au duc de Bassano, il trouve tout en confusion, en alarmes : l'Empire tombe plutôt qu'il n'est renversé, Napoléon est bloqué à Reims, Marie-Louise quitte les Tuileries, les alliés approchent de la capitale, y entrent selon le vœu des sénateurs et aux applaudissements des Parisiens.

Le lendemain, un gouvernement provisoire s'établit; le prince de Bénévent le préside. Il s'entoure hâtivement de ministres sous le nom modeste de « commissaires ». M. de la Forest lui est connu, lui semble dévoué, il se trouve à

1. 12 novembre 1813. A F. IV, 904. — *Lettres inédites*, t. II, p. 295.
2. 12 novembre 1813. A. F. IV, 904. — *Lettres inédites*, t. II, p. 296.
3. Archiv. Aff. étrangères, *Espagne*, vol. 692.

Paris; le portefeuille des affaires étrangères lui convient, on le lui confie.

Autour du nouveau cabinet, les événements se pressent : la déchéance de Napoléon, la constitution du 6 avril, la proclamation de Louis XVIII, l'abdication de Fontainebleau, le départ pour l'île d'Elbe, l'entrée à Paris du comte d'Artois, lieutenant général du royaume.

Dès la première réunion du Conseil (17 avril), « Monsieur » demande à la Forest de rédiger des préliminaires qui vont permettre de conclure avec les alliés une convention provisoire, base d'un traité de paix définitif. Ce travail accompli, M. de Talleyrand se charge de la mission et il en porte la responsabilité devant l'histoire.

Dans un pays envahi, les fonctions d'un ministre des affaires étrangères sont chétives : M. de la Forest se bornait à maintenir l'organisation de ses bureaux et les formes du protocole. De là, au milieu des agitations des circonstances, cette gravité extérieure d'un homme de l'ancien régime, ce culte impassible du *decorum*, qui frappaient le baron de Vitrolles, son collègue au Conseil : « Son attitude était un peu celle d'un ministre allemand; on eût pu dire un vieux marquis, s'il avait eu moins de raideur. Son habit de soie richement brodé, ses dentelles, sa poudre, ses deux chaînes de montre chargées de breloques, ses doigts couverts de bagues en diamant, décelaient son origine diplomatique [1]. »

Louis XVIII, en arrivant, se composa un ministère nouveau. En face de la situation si difficile de la France vis-à-vis de l'Europe, il ne fallait rien moins qu'un personnage, et Talleyrand lui-même prit le portefeuille. M. de la Forest s'effaça. Il continua ses offices auprès des commissaires alliés jusqu'à la signature de la paix. Ses services furent récompensés du brevet de conseiller d'État et du cordon de la Légion d'honneur.

Il approchait de la soixantaine; il avait été mêlé à de

1. *Mémoires du baron de Vitrolles*, II, 42.

grandes choses; les dignités ne lui manquaient pas; ses goûts étaient modestes : il reprit sans regret le chemin de ses terres.

Le retour de l'île d'Elbe ne parut pas le troubler. En même temps que Napoléon le rayait de la liste du Conseil d'État, les électeurs de Loir-et-Cher le nommaient leur représentant à la Chambre des Cent-Jours. Il fit partie des plénipotentiaires envoyés par cette Assemblée aux souverains alliés, après le désastre de Waterloo. La Fayette, d'Argenson, Sébastiani, Pontécoulant et lui, avec Benjamin Constant comme secrétaire, partirent de Paris le 24 juin dans la soirée. Promenés de quartiers généraux en quartiers généraux, ils avaient fini par joindre celui des souverains à Haguenau, dans la matinée du 30 juin. Les ministres étrangers désignèrent une commission pour les recevoir : Walmöden (Autriche), Capo d'Istria (Russie), Knesebeck (Prusse), lord Stewart (Angleterre). Ce dernier se montra d'une particulière insolence. Après deux conférences dilatoires, les plénipotentiaires sans mandat furent congédiés ; un piquet de cavalerie les escorta jusqu'à Bâle ; ils rentrèrent à Paris le 5 juillet.

A la restauration de Louis XVIII, M. de la Forest retrouva son siège de conseiller. — Il fut compris dans la fameuse fournée des soixante pairs de France, qu'imagina M. Decazes, le 9 mars 1819, afin de changer, au profit de son ministère, la majorité du Parlement. Il se trouvait ainsi rapproché de tout l'ancien personnel du Sénat impérial et des fonctionnaires de Napoléon dont il avait fait partie. Ses sentiments monarchistes n'en furent pas atteints : il s'était, avec toute la France, rallié aux Bourbons autant par nécessité que par conviction, peut-être par lassitude; il avait servi, à ses débuts, la royauté, et sa longue expérience des hommes, au travers des orages de la Révolution, lui montrait le port de salut dans la monarchie légitime. Charles X ne l'ignorait pas : à son avènement, pendant les fêtes du sacre, il nommait le comte de la Forest ministre d'État et membre du Conseil privé.

Ce furent les honneurs suprêmes du vieux diplomate. Il se retirait peu à peu de la vie : à la Chambre des pairs, il assistait à quelques commissions, lisait des rapports courts et substantiels; il n'avait ni l'habitude ni le goût de la tribune; il n'y monta qu'une fois dans la discussion du projet de loi sur la conversion des rentes [1]. Il défendit le projet du gouvernement « avec clarté, logique et concision [2]. »

La révolution de 1830 lui fut pénible; il estimait que, contre les Ordonnances, les droits de la réaction outrepassaient de beaucoup les devoirs de la résistance. Il s'éloigna définitivement des affaires, les tristesses polititiques s'ajoutant à ses chagrins domestiques, car il venait de perdre son gendre, le marquis de Moustier, pour qui il avait obtenu de Louis XVIII la transmission de sa pairie, et sur qui reposaient toutes ses espérances d'avenir.

On ne peut achever le portrait de M. de la Forest sans dire quelques mots de cet Édouard de Moustier, qui fut le fils de l'ancien ambassadeur de Louis XVI et le père du futur ministre de Napoléon III.

Les péripéties les plus diverses agitèrent son enfance; ses parents l'emmenèrent en émigration. Pour échapper à la loi de proscription, il rentra en France à quatorze ans, au beau milieu de la Terreur, puis se mêla aux complots royalistes. Son extrême jeunesse le sauva lors des arrestations qui suivirent la journée du 13 vendémiaire, pendant laquelle, armé d'un tambour, il avait battu le rappel dès le matin. Il se réfugia en Allemagne, passa en Angleterre, revint en Normandie comme aide de camp de Frotté. En 1802, il s'engagea dans un régiment de hussards; puis fut incorporé dans la garde consulaire.

Un jour qu'il montait sa faction à la porte de Talleyrand,

1. Le 26 mai 1824. La commission se composait du comte Roy, comte Mollien, duc de Lévis, marquis d'Aligre, comte de la Forest, duc de Narbonne, duc de Fitz-James.

2. *Mémoires du comte de Villèle*, V. p. 29.

son nom fut prononcé; ce fut assez pour lui ouvrir la carrière diplomatique.

Le voilà sous les ordres de M. de la Forest. Celui-ci n'oubliait pas qu'il avait servi lui-même sous le comte de Moustier en Amérique; il eut grande joie et honneur [1] de donner la main de sa fille à son jeune secrétaire (24 février 1808) et mit son crédit à lui faire confier les légations de Bade et de Wurtemberg. Plus tard, ayant été ministre à Berne, ses succès conduisent Édouard de Moustier, comme ambassadeur, en 1825, à Madrid [2]. Le souvenir de M. de la Forest l'accompagne sans lui nuire. Ferdinand VII oublie le conseiller de Napoléon auprès du roi Joseph pour ne garder mémoire que du diplomate aimable de Valençay qui lui avait rapporté sa couronne. Pour être « la fille de son père », Mme de Moustier se trouva comblée des prévenances des souverains et honorée du cordon de Marie-Louise.

Rappelé après avoir et parce qu'il avait manifesté dans les révolutions fort embrouillées de la péninsule des sympathies trop personnelles [3], M. de Moustier s'adonna, autant que sa santé le lui permit, à la politique; il était député du Doubs et se trouvait héritier de la pairie de son beau-père. Mais la maladie l'emporta le 5 janvier 1830.

Nous avons dit que cette cloche funèbre sonna la retraite de M. de la Forest. Abandonnant son hôtel de la rue de Bel-

1. M. de Moustier était le premier à avoir conscience de « cet honneur, » car sa belle-mère lui proposant de regarder sa maison comme la sienne propre et d'y amener ses amis, en reçut cette impertinente réponse : « Madame, mes amis sont d'une catégorie de gens à ne pas aller ainsi chez tout le monde. — Eh quoi, Monsieur, avec de pareils sentiments, comment se fait-il que vous ayez recherché la main de ma fille? — Madame, en épousant Mlle de Laforest, je lui ai donné le baptême d'un autre nom. » — *Souvenirs inédits du chevalier de Cussy*.

2. Voir les *Mémoires de M. de Villèle*, t. V.

3. On lit dans le *Journal* du maréchal de Castellane (23 décembre 1826) : « Le marquis de Moustier est revenu de Madrid pour avoir agi contrairement à ses instructions. Il prétend qu'il en possédait dans plusieurs sens et qu'il a choisi celles qui lui convenaient le mieux. Je ne suis pas inquiet pour lui, il appartient à la Congrégation, elle le soutiendra. »

L'assertion est inexacte, M. de Moustier n'était pas congréganiste.

lechasse, désormais il ne quittera plus Freschines, tout entier à l'éducation de son petit-fils Léonel. — Les circonstances et leurs goûts personnels le séparant de Mme de la Forest, il gardait les rapports les plus corrects, échangeant avec elle, fréquemment, des lettres de pure courtoisie.

Des habitudes d'une ponctualité méticuleuse encadraient sa vie : en sortant chaque matin à la même heure des mains de son valet de chambre, il s'asseyait à son bureau jusqu'au moment de son déjeuner, reprenait son travail ou sa lecture jusqu'à l'heure de sa promenade, et rentrait pour entendre son maître d'hôtel annoncer son dîner. Il possédait un cuisinier émérite et dissertait volontiers sur la gastronomie. La soirée était un passe-temps où, après l'audition de petites pièces de vers, les tables de jeu avaient leur place. Invariablement, M. de la Forest se retirait à minuit.

« Tout est une question de mesure, » était son mot favori; et il prétendait garder aux grands événements la tournure méthodique des détails de la vie courante. Au moment d'une douloureuse opération, il fit attendre les chirurgiens jusqu'à ce qu'il eût reçu du duc de Richelieu l'assurance officielle de la transmission de la pairie à son gendre.

On retrouve les traits de son caractère dans le tableau d'Hersant, peint en 1820 : un front large, des cheveux ordonnés, des yeux calmes, un nez accentué, une bouche close, des lèvres fines, le menton encadré d'une vaste cravate blanche, l'uniforme correctement barré du cordon rouge, la main entr'ouvrant un livre, pour rappeler les goûts du bibliophile et les délassements du lettré. Une autre toile, attribuée à Boilly, où, dans une scène d'intérieur, Mme de la Forest remet à sa fille des fleurs pour les offrir à son père, présente une allégorie heureuse, parce qu'elle exprime les sentiments de chacun; elle atteste la vie paisible du châtelain de Freschines et complète l'impression que nous devons garder de l'homme d'État.

Il s'efforçait d'oublier et de faire oublier aux autres les pages brillantes de cette vie publique. La bienfaisance l'avait

conduit à la piété, les faiblesses des hommes lui faisaient comprendre les grandeurs de Dieu, et il fortifia les années de sa vieillesse de tous les secours que procure la religion.

Il allait même jusqu'à l'ardeur du néophyte et passait sans doute les bornes d'une prudente humilité, car, ayant classé ses papiers, il les jeta au feu, pour s'épargner à lui-même des souvenirs de vanité, et ne pas laisser tomber les siens dans la tentation de l'orgueil, en face des témoignages d'estime qu'il avait reçus des principaux souverains de l'Europe. Nous regretterons toujours un acte aussi radical d'un homme aussi modéré, mais qui avait peut-être trop vécu au pays des *autodafés;* et notre déception historique ne lui pardonnera pas la destruction de ces pièces précieuses.

Sa volumineuse correspondance au ministère des Affaires étrangères nous demeure une consolation, sans que nous puissions oublier combien les billets, les notes, les lettres intimes dépassent en véracité les dépêches officielles des chancelleries.

Patriarche véritablement plein de jours, le 2 août 1846 il s'éteignit à quatre-vingt-dix ans, laissant l'impression que parmi cette génération née à la fin du XVIIIe siècle, ceux qui étaient sortis sains et saufs de la crise sociale possédaient une étonnante robustesse intellectuelle et physique, comme les enfants de nos campagnes, élevés à la diable, dans le froid, au soleil et sous la pluie, sont fortement trempés, s'ils ont la fortune de survivre à cette hygiène brutale.

Sa sérénité n'était pas du scepticisme, ses convictions religieuses lui ouvraient des horizons plus vastes que l'indifférence des égoïstes; le frottement des hommes, le spectacle des affaires le rendaient indulgent et comme impassible aux vicissitudes des événements. Pendant un siècle, tant de régimes avaient passé sous ses yeux, dans la lanterne magique des révolutions! L'aménité de son caractère prouvait qu'un vieillard chargé d'années peut jouir, jusqu'à la fin, de la légèreté des heures. Et s'il est vrai, comme le disait Joseph de

Maistre, que l'art de négocier soit l'art de se gêner, la diplomatie avait façonné M. de la Forest à cette délicatesse d'habitudes qui engendre la délicatesse des sentiments, car le ton de la bonne compagnie, charme des intelligences cultivées, est aussi la marque sensible de l'âme des honnêtes gens.

GEOFFROY DE GRANDMAISON.

PRÉFACE

La correspondance diplomatique de M. de la Forest à Madrid, du 22 avril 1808 au 2 mai 1813, comprend, en dépêches et bulletins, près de neuf cents numéros, adressés à Champagny, duc de Cadore, et à Maret, duc de Bassano, successivement ministres des Relations extérieures. Tous les originaux existent aux Archives des Affaires étrangères et comprennent, au fonds d'*Espagne*, les volumes 674 à 691. Sur des feuilles uniformes de papier grand format, court une écriture ferme, ronde, claire, très lisible, aux alinéas corrects, sans retouches ni ratures.

Dans ces pièces manuscrites, où les lacunes de dates, pendant cinq années, sont assez rares pour que l'on puisse dire qu'elles n'existent véritablement pas, seules manquent à l'appel une demi-douzaine de lettres perdues sur les grandes routes, enlevées par les guérillas qui ont détroussé les courriers, et quatre ou cinq autres qui furent retenues au cabinet de l'Empereur, sans être restituées aux cartons du ministère. – Sauf quelques dépêches qui nous ont paru offrir un intérêt moindre, et dont nous donnons au reste l'analyse, nous publions intégralement les textes envoyés, soit en clair, soit en chiffres.

En conservant leur chronologie rigoureuse, nous avons divisé par périodes les dépêches, afin de les grouper dans un ordre nullement arbitraire, mais qui leur donne un cadre normal. Ainsi ce premier volume (d'avril 1808 à janvier 1809) comprend trois divisions : La nomination du roi Joseph. —

La retraite du roi Joseph. — La campagne de Napoléon en Espagne. — En tête de ces divisions, le lecteur trouvera un court sommaire lui rappelant : 1° les principaux événements qui dominent l'histoire de la période, et 2° la part qu'a pu y prendre M. de la Forest. Pour la mieux distinguer, cette seconde partie du résumé est imprimée en italiques.

Tous les noms cités sont accompagnés d'une notice biographique. La difficulté était de rassembler des renseignements authentiques concernant les personnages espagnols, car il n'existe sur eux ni dictionnaire sérieux ni biographie, non plus qu'aucun annuaire royal du temps du roi Joseph. Les almanachs de cour de Charles IV, les ouvrages généalogiques concernant la Grandesse ont seuls pu aider mes recherches parmi les imprimés, et compléter les données éparses recueillies çà et là.

M. de la Forest fait constamment allusion aux correspondances qui lui parviennent et auxquelles il répond. En notes on trouvera des citations complétant ces passages du texte : dépêches du ministre, lettres de l'Empereur et du roi Joseph, journaux, brochures, etc. J'ai indiqué aussi, à l'occasion, les principaux des nombreux ouvrages qui traitent de la guerre d'Espagne : Mémoires, Relations, Histoires. Pour la part de renseignements que m'ont fournie les documents originaux aux Archives de Simancas, d'Alcala, de Madrid, de Pampelune, etc., je ne puis que renvoyer à mon rapport de mission en Espagne [1].

Le portrait du comte de la Forest, placé en tête de ce volume, est une héliogravure du tableau d'Hersant. La communication de cette toile excellente, je la dois à l'obligeante courtoisie de M. le marquis de Moustier, arrière-petit-fils de l'ambassadeur de Napoléon Ier.

Les membres du bureau historique aux Archives des Affaires étrangères ont facilité l'étude de cette correspondance, avec un zèle et une complaisance pour lesquels je leur offre de nouveau tous mes remerciements.

1. *Mission en Espagne* (1896). Imprimerie Nationale. Paris, 1898.

Enfin, M. le baron de Courcel a bien voulu apporter, jusque dans les détails de cette publication, l'autorité de ses conseils et de sa haute compétence ; après avoir été, pour « l'éditeur » de cette correspondance de M. de la Forest, le plus précieux des encouragements, la collaboration demeure la meilleure garantie qu'il puisse offrir aux curieux de l'histoire et aux délicats de la diplomatie.

G. DE G.

Paris, 1er juin 1905.

CORRESPONDANCE

DU

COMTE DE LA FOREST

AMBASSADEUR DE NAPOLÉON EN ESPAGNE

I.

LA NOMINATION DU ROI JOSEPH

Avril et Mai 1808. — Situation de l'Espagne à l'arrivée de M. de La Forest : Murat, « Lieutenant de l'Empereur, » est installé à Madrid, à la tête des armées françaises qui depuis trois mois pénètrent silencieusement dans la péninsule. — Charles IV, Marie-Louise et leur favori le prince de la Paix sont réfugiés à Bayonne où Ferdinand, prince des Asturies, vient les rejoindre, attiré après eux par Savary.

Au départ des derniers princes de Bourbon, rébellion patriotique du peuple de Madrid; émeute du 2 mai réprimée par Murat.

A Bayonne, Napoléon profite de l'événement pour exiger et obtenir l'abdication successive de Charles IV et de son fils. — Le Conseil de Castille oppose des lenteurs à la reconnaissance de ces actes dans lesquels Murat, au contraire, voit l'espérance prochaine et personnelle de la couronne.

A ces nouvelles, soulèvement spontané et général des provinces espagnoles ; résistance souillée par des excès à Carthagène, Oviédo, Valence, Murcie, Malaga, Séville, Cadix, où l'escadre française de l'amiral Rosilly, bloquée dans le port par la flotte anglaise, est forcée de se rendre à la merci des insurgés espagnols.

Juin. — Premier siège de Saragosse qui oppose une résistance énergique au général Verdier. — Moncey marche sur la ville de Valence. — Dupont pénètre en Andalousie ; victorieux à Alcolea, il entre de vive force dans

Cordoue. — A Madrid, où Murat est malade, Savary arrive pour le remplacer et mène une conduite outrecuidante. — Une « Junte » d'une centaine d'Espagnols, réunie à Bayonne, adopte pour leur pays une Constitution calquée sur la Constitution française et offre la couronne à Joseph Bonaparte, que Napoléon rappelle de Naples et autorise à accepter.

Juillet. — Le nouveau roi pénètre en Espagne. Ses « sujets » révoltés lui barrent la route que le maréchal Bessières lui ouvre par la victoire de Medina del Rio Seco. — Les Anglais, dont le concours a été accepté par les Juntes espagnoles, débarquent en Portugal contre Junot. — Joseph entre à Madrid au milieu de l'indifférence universelle. Il installe son gouvernement.

Le maréchal Moncey échoue devant Valence et se replie sur la Castille. — Dupont, ne recevant pas de renforts et entouré de forces considérables aux ordres de Castaños, se retire vers la Sierra où il est acculé et enveloppé au défilé de Baylen. — Sa capitulation découvre Madrid, d'où Joseph est obligé de se retirer précipitamment.

M. de La Forest travaille activement avec Murat; entretient des relations difficiles avec Savary dont il signale les exigences; donne à l'Empereur des renseignements très optimistes sur le soulèvement des Espagnols et presse l'arrivée de Joseph. Il envoie des rapports sur l'administration du royaume, s'efforce d'organiser des ressources financières et poursuit la recherche des diamants de la couronne d'Espagne. — Il suit le roi Joseph dans sa fuite hors de Madrid.

---

1. — *Madrid, le 9 avril 1808* [Espagne, vol. 674, f° 67]

Je m'empresse d'informer Votre Excellence [1] que je suis arrivé à Madrid, et que je viens d'avoir l'honneur de remettre à S. A. I. Mgr le grand-duc de Berg la lettre que vous avez bien voulu me donner.

De Vittoria à Madrid [2], tous les moyens de transport étaient tellement appropriés aux besoins du service direct dont les autorités françaises et espagnoles étaient char-

1. Jean-Baptiste *Nompère de Champagny* (1756-1834), officier de marine (1775-1782); député du bailliage du Forez aux États généraux. Ambassadeur à Vienne (1801); remplaça Chaptal au ministère de l'intérieur (1804); et Talleyrand aux relations extérieures (1807); duc de Cadore (1809); ministre d'État (1811); pair de France (1814); pair de l'Empire aux Cent-Jours.

2. On comptait vingt-trois relais de poste pour soixante-cinq lieues.

gées, que je n'ai atteint ma destination qu'à force d'argent et de patience. Je supplie Votre Excellence d'avoir la bonté d'assurer Sa Majesté que, hors d'état comme je le suis de courir à franc étrier, il m'a été impossible d'être à Madrid une heure plus tôt.

Veuillez, Monseigneur, agréer l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

Signé : LA FOREST [1].

2. — *Madrid, le 1er mai 1808* [vol. 674, f° 205]

S. A. I. le grand-duc de Berg expédie un courrier à S. M. l'Empereur. Je me hâte de dire à Votre Excellence que j'ai reçu cette nuit la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 30 du mois dernier. M. Belloc [2]

1. On lit dans la correspondance de Murat avec l'Empereur : « J'ai emmené ce soir avec moi, au camp de Chamartin, M. Laforêt; j'ai été extrêmement satisfait de la santé des soldats et de la tenue du camp. M. Laforêt n'a pu s'empêcher de dire : « J'avoue que je ne croyais pas trouver autant d'enthousiasme pour nous dans les habitants de Madrid. » (Madrid, 10 avril 1808. Minuit.)

« M. Laforêt est toujours ici à attendre les instructions de Votre Majesté. C'est un homme de beaucoup de sens qui a absolument la même opinion que moi sur l'esprit public de Madrid. » (Madrid, 12 avril 1808. Minuit.)

« M. Laforêt, après avoir mûrement réfléchi, a été d'avis qu'il y avait un grand avantage sous tous les rapports dans le départ de Leurs Majestés; aussi elles vont se mettre en route. » (15 avril 1808.)

M. de Beauharnais, ambassadeur de France, ne quitta Madrid, pour rentrer à Bayonne, que le 17 avril, à cinq heures du soir; après son départ, M. de La Forest « fut chargé de diriger une espèce de comité de gens sûrs et capables, à l'effet de travailler à disposer les esprits aux événements qui se préparent. » (Murat à Napoléon, 18 avril 1808.)

« J'ai communiqué à M. Laforêt l'intention de Votre Majesté de diriger par des pamphlets l'opinion publique. Nous avons pensé qu'il serait imprudent de rien faire avant le départ du Roi et de la Reine. Il va travailler pendant les premiers jours de leur voyage, et lorsqu'ils seront arrivés à Burgos, nous pourrons alors opérer sans danger. » (Murat à Napoléon, 21 avril 1808.)

2. Pierre *Bellocq*, secrétaire interprète à l'armée des Pyrénées (1793); à l'ambassade de Madrid (1796); chancelier du consulat (1797-1802); reçut le

m'a donné et j'ai porté de suite à S. A. I. la copie de votre note à M. Labrador [1].

Toutes les heures ont été remplies de soins importants et doivent l'être d'ici à ce soir. Veuillez pardonner la rapidité avec laquelle je vous tracerai quelques mots.

L'événement d'avant-hier [2] a jusqu'ici toutes les conséquences qu'on aurait pu attendre de la plus grande victoire. Le parti de Ferdinand est complètement battu dans la canaille qu'il a mise en avant. Le repos des troupes espagnoles et de ce qui n'était pas populace dans la capitale doit prouver à ce prince que toutes les manœuvres de ses partisans n'ont pu lui donner ce qui fait la force des souverains. La haine portée au prince de la Paix était à peu près la seule puissance de celui qui l'a renversé. Cette puissance s'est évaporée dans les têtes pensantes, et les misérables qui ne pensent pas ont appris que, désormais, ils devaient se compter pour rien. Un peu de temps et beaucoup de sagesse achèveront de mettre en harmonie les divers éléments de la société politique.

Votre Excellence saura que le départ de l'infant Don

titre d' « Agent de la nation française » (1803); garda ses fonctions jusqu'au 10 février 1823.

Il eut deux fils employés avec lui à l'ambassade de France en Espagne : 1° *Louis*, attaché (1807); secrétaire à Madrid (août 1814-1824); secrétaire à la Haye (1824); à Rome (1827). Ministre à Hambourg (1832); à Florence (1833); à Bruxelles (avril-juin 1848). Mort à Paris le 9 avril 1853. — 2° *Gabriel*, chancelier du consulat de Madrid (1814).

1. Don Pedro *Gomez Acela*, marquis de *Labrador* (1775-1850), conseiller d'État, ministre de Charles IV à Florence (1798), accompagna Ferdinand à Bayonne. Interné à Dijon et à Nîmes (1808-1812). Après son évasion, ministre des affaires étrangères de la Junte de Cadix (1812-1813). Ambassadeur en France (1814) et au congrès de Vienne; à Naples (1815-1822); à Rome (1828). Disgracié pour n'avoir pas reconnu l'ordre de succession au trône de la princesse Isabelle (1830). Fixé à Paris.

2. Cette dépêche, datée par erreur du 1er mai, est en réalité du 4; il s'agit donc du soulèvement de Madrid, le *dos de mayo*.

Antonio [1], président de la Junte du gouvernement, a été déterminé et effectué cette nuit en quelques heures, par les moyens les plus simples. Ce matin, la seule ombre de pouvoir qui restait encore était disparue avec lui. Une foule de serviteurs de la Couronne, que la présence de l'Infant retenait encore, s'est empressée de venir prendre les ordres de S. A. I. le Grand-duc, qui, prenant toujours en toutes choses les meilleures mesures, terminera ce soir dans de bonnes formes l'existence de la Junte ou plutôt aura une Junte à sa dévotion.

Le changement de dynastie est généralement attendu. L'espérance des avantages nationaux fait renoncer la masse des gens éclairés à la famille qui régnait, sauf les exceptions qui tiennent à des passions, à des intérêts, ou aux liens des serments prêtés.

Je suis convaincu que S. M. l'Empereur non seulement peut, mais ne saurait même trop se hâter de prononcer sa pensée tout entière. Tout se soumettra devant la force des circonstances, si ce n'est par la conviction. On pourrait se passer du concours de Charles IV et des princes de sa famille.

Cependant, Monseigneur, il semblerait utile pour la partie historique de cet événement, peut-être même pour obvier à des scrupules de conscience ou à des objections d'honneur, et donner moins de prise à des intrigues étrangères, de faire parler Charles IV. Je pense même qu'il ne faut pas négliger de faire délier par le prince des Asturies les serments qu'il a surpris.

Je prie, etc.

1. Infant d'Espagne (1755-1817), frère de Charles IV. Enfermé à Valençay (1808-1814) avec ses neveux Ferdinand VII et don Carlos.

3. — *Madrid, 11 mai 1808* [vol. 674, f° 272]

J'ai reçu le 5 de ce mois la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 1er, avec le décret impérial du 30 avril relatif à ma nomination. Je vous supplie de vouloir bien mettre aux pieds de S. M. l'Empereur l'expression de ma reconnaissance et l'assurer du zèle avec lequel je remplirai la mission nouvelle dont il daigne m'honorer.

Veuillez cependant approuver, Monseigneur, que je me réfère aux représentations que je me hâterai de vous soumettre sur mon traitement pécuniaire, aussitôt qu'il me sera possible de penser à cette partie délicate de ma position.

S. A. I. le grand-duc de Berg ne me fera reconnaître que demain, en qualité d'ambassadeur de France, par les autorités civiles et militaires en Espagne. Il a eu la bonté de penser que ce délai me donnerait plus de facilité pour vaquer aux soins divers qu'il a bien voulu me confier jusqu'ici.

Du moment de mon arrivée à Madrid, et successivement, Mgr le Grand-duc m'a communiqué sans réserve les vues de Sa Majesté et les mesures variées qu'il prenait pour leur rapide exécution. Je me suis estimé heureux de suivre ses directions. J'ai l'espoir d'avoir au moins réussi à le convaincre que je me porte avec la plus respectueuse ardeur à tout ce qui intéresse le service de mon auguste souverain.

Sans cesser d'être à la disposition de S. A. I., je vais m'occuper avec plus de suite des affaires de l'ambassade, conformément au plan que Votre Excellence m'a tracé.

M. de Fréville [1], que vous avez bien voulu m'adresser, reste près de la personne de S. A. I., qui apprécie et emploie utilement ses talents très distingués, dont il a donné de nouvelles preuves dans cette importante occasion.

Je n'ai pu, Monseigneur, avoir l'honneur de vous écrire depuis le 4 ; il m'eût été très difficile d'en saisir le moment. La scène était d'ailleurs trop mobile. Ce qui avait de l'intérêt le matin n'en avait plus le soir, excepté pour la correspondance privée de S. A. I. qui, plusieurs fois par jour, lorsqu'il le fallait, expédiait des courriers à Sa Majesté, soit pour lui donner des informations, soit pour recevoir des instructions.

J'avais l'honneur de mander, le 4, à Votre Excellence que la journée du 2 détruisait sans retour les ressources du parti de Ferdinand. Le départ de l'infant Don Antonio dans la nuit du 3 au 4, et le résultat de la séance de la Junte présidée par Mgr le Grand-duc dans la soirée du 4, ont achevé de dissiper les inquiétudes qui pouvaient rester à la rigueur. Grâce au mélange adroit d'énergie et de prudence de la part de S. A. I., la direction du gouvernement espagnol a passé dès lors dans ses mains ; sans que les mesures de précaution prises par l'infant Don Antonio, pour rassembler hors de Madrid une autre Junte (dans le cas où celle séant au palais aurait été dissoute) aient pu être applicables un seul instant. Les avis qui arrivent de jour en jour annoncent que la tranquillité règne dans toutes les provinces et il y a lieu de se

1. Jean-Baptiste *Villot de Fréville* (1773-1847), secrétaire d'ambassade à Vienne puis à Madrid (1799), où il épousa une Espagnole. Membre du Tribunat (1800). Maître des requêtes au conseil d'État (1808). Baron de l'Empire (1809). Préfet de Jemmapes (1810). Intendant de Valence (1812). Préfet de Vaucluse (1813), de la Meurthe. Conseiller d'État (1824). Pair de France (12 octobre 1832).

flatter aujourd'hui qu'elle n'aura pas été même passagèrement troublée en Catalogne.

Le calme de la monarchie est le présage de la conservation des colonies espagnoles de l'Amérique. Les personnes timides commencent à abjurer leurs prédictions sinistres, et S. A. I. s'occupe avec la plus infatigable activité à faire partir de suite, pour les différentes possessions espagnoles éloignées, des personnes qui puissent y éclairer les esprits et les préparer au dénouement.

Un peu avant l'heure où les commissaires de la Junte et ceux du Conseil de Castille devaient se rassembler, sont arrivées les pièces de Charles IV qui confèrent la lieutenance générale de l'Espagne à Mgr le grand-duc de Berg [1]. Les objets les plus immédiatement en vue se sont ainsi trouvés atteints, et les pourparlers entre la Junte d'État et le Conseil ont été dirigés vers l'adoption de l'acte qui a été solennellement présenté le 8 à S. A. I. par une disposition du Conseil. Rien ne pouvait produire un effet plus magique sur la masse du peuple,

S. A. I., installée au palais, dans l'appartement du prince des Asturies, y a reçu avant-hier, hier et aujourd'hui, les hommages des différents corps. Je joins ici une note de ces présentations.

La Junte d'État doit signer ce soir des lettres de remerciements pour S. M. l'Empereur, pour Charles IV et pour le prince des Asturies, dont l'abdication est connue. Le Conseil de Castille en fait autant. Un projet de lettre à S. M. l'Empereur doit être adopté en même temps, pour être ensuite présenté à la signature du Conseil, et il est entendu jusqu'ici que le vœu formel d'avoir pour roi des

1. Le vieux roi priait Murat (4 mai 1808) d'accepter cette nomination « qui rendait la tranquillité à son âme. »

Espagnes le roi de Naples y sera consigné. Il peut y avoir quelques délais, mais pas de difficultés.

Je puis vous assurer, Monseigneur, que l'on s'est familiarisé plus vite à Madrid avec l'idée d'un changement de dynastie qu'avec celle de l'abdication de Ferdinand. Mais quoique S. A. I. ait fait répandre de proche en proche que S. M. le roi de Naples était destiné à régner en Espagne, j'aperçois, depuis trois jours surtout, une sorte de froideur dans le public à se prononcer pour Joseph-Napoléon plutôt que pour Joachim. Le grand-duc de Berg a protesté inutilement dès l'origine qu'il ne faisait rien pour lui-même, et a inutilement dirigé l'opinion en faveur de S. M. le roi de Naples.

Ceux qui se sont ébranlés les premiers, dans l'opinion qu'ils s'assuraient des droits à la bienveillance de leur futur souverain ; ceux que la clémence et l'affabilité des manières de S. A. I. ont captés ; ceux qui ont été en position de juger combien il a rendu de services à l'Espagne, en fermant les yeux sur les erreurs commises, en ne disgraciant personne, en empêchant que la différence des opinions ne donnât naissance à des factions ; tous balancent à se déclarer pour un autre que lui, en dépit de ses soins multipliés. Témoin de sa loyauté et organe de ses sentiments, je recueille des doutes plus que je ne gagne de suffrages.

Il ne faut pas, d'un autre côté, que le peuple s'habitue à voir dans S. A. I. le délégué de Charles IV. Il le faut encore moins pour les salons, où déjà l'on s'attache à cette fiction comme à une consolation de la perte des Bourbons. J'ose penser que les temporisations seraient hors de saison, et que S. M. l'Empereur ne saurait trop hautement présenter son auguste frère le roi de Naples au premier vœu qui doit lui parvenir.

J'ai l'honneur de vous adresser, Monseigneur, des gazettes de Madrid à commencer du 1er de ce mois, Elles sont, depuis une semaine, rédigées sous la censure et d'après l'impulsion d'agents de S. A. I.

4. — *Madrid, 12 mai 1808* [vol. 674, f° 281]

J'ai reçu ce matin la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 9 de ce mois, avec la copie du traité conclu entre S. M. l'Empereur et S. M. Charles IV [1]. J'ai été lire immédiatement cette pièce à S. A. I. le grand-duc de Berg, qui en connaissait déjà, m'a-t-il dit, la plupart des articles et avait soumis quelques observations à Sa Majesté. Soyez assuré que personne n'aura communication de la copie que Votre Excellence a confiée à ma discrétion, et comme l'aspect actuel des affaires en Espagne ne laisse à prévoir aucune circonstance grave, je me flatte de n'être pas réduit à la nécessité d'en faire usage, avant d'en avoir reçu l'ordre de Sa Majesté.

Mais il y avait à tirer de cette transaction, ainsi que Votre Excellence l'observe, d'abondants moyens de vaincre les hésitations et de conduire aux fins voulues par Sa Majesté les corps qui doivent prendre l'initiative des démarches. S. A. I. l'avait senti. Elle avait dès hier soir, et à ce matin, employé à propos quelques extraits des lettres qu'Elle reçoit de Sa Majesté.

Les pièces dont j'ai eu l'honneur de vous parler ont été signées et expédiées la nuit dernière à Bayonne par un courrier. Le Conseil de Castille délibère encore sur le pro-

1. Le 5 mai 1808, acte d'abdication de Charles IV qui cède sa couronne à Napoléon (signé entre le grand maréchal Duroc et le prince de la Paix). Le 6 mai, Ferdinand renonce à ses droits, en faveur de son père. L'Empereur exigeant un acte plus explicite, le 10 mai l'Infant adhère au traité du 5. (Signatures entre le grand maréchal et le chanoine Escoïquitz.)

jet d'adresse à Sa Majesté, où doit être consigné le vœu formel de voir monter le roi de Naples sur le trône d'Espagne. S. A. I. ne doute pas du succès, tant les esprits ont été fortement ébranlés, et espère pouvoir, sous vingt-quatre heures, transmettre à Sa Majesté cette demande, qui sera faite aussi par d'autres autorités civiles et militaires.

Le point le plus difficile à emporter, Monseigneur, était moins la demande en elle-même que l'indication d'un prince autre que le Grand-duc. S. A. I. y a complètement réussi aujourd'hui. Il est impossible de s'effacer avec plus de noblesse, de délicatesse et de dévouement qu'elle ne le fait.

Il faut sans doute aller plus doucement à l'égard du peuple et des provinces. C'est l'affaire des principaux personnages qui, une fois mis en avant, ont un intérêt direct à faire graduellement adopter leurs idées.

Je crois que la députation qui est déjà rendue à Bayonne doit être augmentée d'une vingtaine de membres pris dans le clergé, dans la corporation dite des *Gremios* [1], dans la banque de Saint-Charles, dans la Compagnie des Philippines, dans le Conseil des finances, dans celui de la guerre, dans celui des ordres militaires.

Toutes les observations recueillies prouvent chaque jour davantage qu'il importe que Sa Majesté ne diffère pas de désigner hautement le roi qu'elle a destiné à régner en Espagne, aussitôt que le vœu nominatif lui en sera porté. J'ai entendu très peu de personnes opiner pour un délai qui permette aux premières expéditions préparées de mettre à la voile pour l'Amérique ; et cette opinion me paraît

1. Communauté des cinq grandes corporations des marchands de Madrid qui possédait une banque publique. Voir Bourgoing, *Tableau de l'Espagne moderne*, II, 36.

avoir d'autant moins de force que la Junte n'avait annoncé officiellement, assure-t-elle, qu'à Buenos-Ayres l'avènement de Ferdinand VII.

Votre Excellence m'informe que Sa Majesté désire que des mesures soient prises promptement pour faire payer à l'Espagne les engagements contractés avec les anciens princes par le traité du 5 de ce mois [1]. J'y donnerai tous mes soins. Mais je n'entrevois aucune probabilité immédiate de succès. Le délabrement des finances est ici à son comble. Il a fallu qu'un des premiers actes du Lieutenant général fût d'autoriser un emprunt de trois millions de francs, et S. A. I. sollicite Sa Majesté l'Empereur de venir au secours du trésor espagnol.

S. A. I. a devancé l'injonction que Votre Excellence me donne de la part de Sa Majesté, en me mettant depuis avant-hier en relations autorisées avec M. d'Azanza [2], ministre des finances. J'ai eu à développer à ce ministre, au nom de S. A. I., les arrangements d'ordre qui aident toujours à sortir d'embarras, et sont même indispensables, lorsque le niveau est rétabli. M. d'Azanza m'a prouvé que le déficit de 1807 a été d'environ quarante millions de francs. Il fait travailler à des états détaillés qui me permettront de rendre sensible à Sa Majesté la position plus que fâcheuse des finances de la monarchie

1. Au roi Charles on avait promis 7 millions et demi par an; 1 million au prince des Asturies; 400,000 fr. à chacun des infants Carlos et Francisco, don Antonio et l'ex-reine d'Etrurie. *AF. IV.* 1680. « Toutes ces sommes seront remboursées par l'Espagne » (Napoléon à Mollien, 9 mai 1808). Malgré cette réserve, ces dettes furent toujours fort mal acquittées.

2. Don Miguel José de *Azanza* (1756-1826) suivit la carrière diplomatique puis celle des armes. Ministre de la guerre (1795), vice-roi du Mexique (1798-1799). Ministre de Ferdinand (mars 1808). Président de la Junte de Bayonne (juin-juillet). Ambassadeur à Paris (1810). Créé duc de Santa Fé (1811) par Joseph qu'il accompagna en France (1813). Exilé d'Espagne (1814-1820).

espagnole. Le prince des Asturies a accru le désordre par une suite du système qui lui faisait sacrifier tout au besoin d'exalter en sa faveur les autorités nationales. Il avait remis provisoirement entre les mains du Conseil de Castille la direction de la trésorerie générale et la gestion de la caisse d'amortissement dite de consolidation. Un conseil de légistes, étrangers jusque-là à ces matières, n'a pu que rester inerte. La caisse de consolidation a cessé de récupérer les fonds d'amortissement, qui, détournés momentanément de leur véritable destination, servaient au moins à couvrir une partie du déficit. La trésorerie générale, de son côté, a eu d'autant moins de ressources qu'elle a été contrôlée dans ses opérations.

Le ministre des finances propose à S. A. I. de retirer ces deux branches d'administration financière des mains du Conseil de Castille, de mettre M. le conseiller d'État Cabarrus [1] à la tête de la première, et de rétablir à la tête de la seconde deux trésoriers alternant par exercice.

On a oublié, Monseigneur, de mettre à la suite des présentations d'hier, 11, que tout le corps diplomatique a été admis à midi à l'audience du Lieutenant général du royaume.

Je prie, etc.

5. — *Madrid, 13 mai 1808* [vol. 674, fol. 286]

Votre Excellence aura sans doute de l'indulgence pour les débuts de ma correspondance; elle sentira que j'ai

1. François *Cabarrus* (1752-1810). Né à Bayonne. Passa jeune en Espagne, s'occupa d'affaires commerciales, acquit du crédit, de la fortune et de la réputation. Directeur de la banque Saint-Charles; créateur du mont-de-piété. Nommé comte par Charles IV. Ministre en Hollande. Ministre des finances de Ferdinand VII, puis de Joseph (1808). C'est le père de Mme Tallien.

plus à agir qu'à écrire dans la position où je me trouve.

Je joins ici la publication que le Conseil de Castille a fait paraître à la suite de celle dont j'ai eu l'honneur de vous envoyer la traduction avant-hier.

Aucun des progrès faits jusqu'ici par S. A. I. vers le but que Sa Majesté se propose n'est le résultat d'un désir simplement manifesté. Votre Excellence comprend mieux que personne combien de démarches ont dû précéder. Il appartient à Mgr le Grand-duc de les consigner toutes dans sa correspondance particulière avec Sa Majesté.

Le Conseil de Castille a fait connaître ce matin à S. A. I., dans les termes les plus respectueux et les plus adroitement ménagés, qu'il ne pouvait demander pour roi tel ou tel prince de la famille impériale avant d'être plus amplement informé. Un seul des membres a fait consigner sur les registres son vœu formel pour Joseph-Napoléon.

Cette réserve inattendue a mis à nu le fond des opinions de la majorité. Il n'y avait plus moyen de prétexter qu'il était indélicat de se prononcer pour un autre prince que S. A. I., qui avait décidément écarté toute apparence de droits à son sujet. Il est devenu palpable que diverses insinuations avaient rendu irrésolus beaucoup de conseillers.

Les uns étaient imbus de l'idée qu'il n'y avait point de traité, puisqu'on n'en communiquait pas ; les autres, que le prince des Asturies et les Infants, ses oncle et frères, étaient étrangers à la transaction. Celui-ci s'était laissé persuader que tout ce qui se passait à Bayonne était une suite des artifices de la reine, qui portait Charles IV à disposer de son trône, plutôt que d'y laisser monter un jour un fils détesté. Celui-là avait conçu des soupçons qu'il pouvait exister des clauses onéreuses pour l'Espagne dans

les arrangements pris entre Charles IV et S. M. l'Empereur. Les plus habiles avaient pour arrière-pensée qu'il serait utile à l'Espagne de traiter comme nation avec la France et que peut-être on obtiendrait de cette manière le Portugal. Un petit nombre, conservant un amour fidèle pour la dynastie régnante, se persuadait que les autorités premières de la nation devaient plutôt se soumettre aux décisions de l'Empereur que les provoquer, et que, par là, les droits de la famille et ceux de la nation restaient entiers, si l'avenir amenait à reviser la question. La conclusion de la majorité était qu'il ne fallait pas se mettre en avant, et dans cette négative chacun trouvait à cacher ses sentiments particuliers.

S. A. I. a fait convoquer à deux heures une assemblée de la Junte de gouvernement et m'avait préalablement autorisé à laisser connaître aux plus influents qu'il existait réellement un traité dont copie était dans mes mains. La teneur du préambule et des deux premiers articles les a mis dans le cas de parler comme des témoins confidentiels, et S. A. I. a enlevé tous les suffrages par des arguments irrésistibles. Les membres de la Junte se sont réunis à quatre heures en comité particulier avec tous les membres du Conseil. A six heures, on était d'accord pour revenir à une adresse dans laquelle Sa Majesté le roi de Naples serait désigné. A minuit, le Conseil se rassembla en corps dans la salle ordinaire des séances, et à moins de quelque contretemps inopiné, il signera la pièce, que demain imiteront d'autres autorités civiles et militaires.

La correspondance des consuls, arrivée ce matin, et dont Votre Excellence trouvera ici un extrait, est très satisfaisante. Celle des capitaines généraux et des intendants des provinces, mise sous les yeux de S. A. I., l'est davantage encore.

J'ajoute à cette lettre, Monseigneur, la liste des présentations faites à S. A. I. hier et aujourd'hui, de onze heures à midi. Les gazettes de Madrid avaient négligé jusqu'ici ces détails et vont les publier. L'effet en sera surtout utile dans les provinces.

Un article qui invitera tous les hommes sages à s'occuper de mémoires sur le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, et à les adresser au ministre de la justice, doit aussi paraître demain. Rien n'est plus propre à donner une bonne impulsion aux esprits.

S. A. I. apprend aujourd'hui que l'Empereur renvoie de Bayonne tous les Espagnols qui s'y étaient rendus, d'après une première idée de Sa Majesté. L'opinion que j'avais l'honneur de soumettre hier à Votre Excellence devient par conséquent superflue. Il est mieux sans doute de remplir d'abord le trône, et de penser ensuite à constituer la monarchie sur des bases nouvelles. Il y a tant d'intérêts à ménager, que la prudence conseille, en effet, de s'assurer avant tout de l'obéissance des peuples.

6. — *Madrid, 14 mai 1808* [vol. 654, f° 288]

La Junte de gouvernement a remis ce matin au Grand-duc une adresse pour S. M. l'Empereur qui paraît remplir tout à fait le but que S. A. I. se proposait. Mais le Conseil de Castille, si bien préparé hier soir, est retombé pendant la nuit dans ses irrésolutions, et après une délibération qui n'arrive à la conclusion désirable qu'avec des circonlocutions ridicules. Des légistes habitués à ne prononcer que pièces sur table seraient excusables de se jeter encore dans des réserves sur les droits des princes de la maison d'Espagne, si le grand nombre n'avait pas les pensées que j'avais l'honneur de

vous exposer hier. Heureusement la délibération prise à la majorité n'était que le préalable de l'adresse à faire à Sa Majesté.

S. A. I. ayant reçu ce matin le traité conclu avec le prince des Asturies, qui paraît devoir être suivi de la renonciation de tous les autres princes de la famille, a profité de cette communication secrète de Sa Majesté pour faire porter de nouvelles lumières au Conseil de Castille. J'oserai penser que le résultat, quel qu'il soit, est fort indifférent. Rien ne doit retarder, dans l'opinion que je crois toujours pouvoir me permettre d'exprimer, l'envoi simultané des proclamations de S. M. l'Empereur et de S. M. Charles IV. On est préparé dans la capitale, aussi complètement que possible, à recevoir pour roi des Espagnes S. M. Joseph Napoléon, et l'esprit de Madrid gagnera nécessairement jusqu'aux extrémités du royaume.

S. A. I. m'a autorisé aujourd'hui à écrire une circulaire aux consuls, vice-consuls et agents français dans les ports d'Espagne pour les mettre sur la voie du langage qu'ils doivent tenir. Des inadvertances échappées à quelques-uns rendaient cette direction nécessaire.

Quelques membres éclairés du Conseil de Castille me faisaient aujourd'hui une réflexion qui confirme les observations que j'ai déjà été dans le cas de faire. Il y aurait eu peu de divagation, disaient-ils, parmi les conseillers, s'il avait été question d'exprimer un vœu pour S. A. I. le grand-duc de Berg. L'espoir d'être remarqué du prince qui doit régner aurait fait céder la circonspection à l'ambition, à l'entraînement, à tous les sentiments qui se développent en pareil cas. Mais la défiance et la timidité dominent quand il faut voter froidement pour un absent.

Au surplus, Monseigneur, des suggestions ennemies sont toujours colportées dans l'ombre ; ce dont il faudrait

s'étonner, c'est qu'il n'y en ait pas. La plus maligne de celles du jour, c'est la supposition qu'avec un roi français viendrait une foule de Français, qui se glisseront dans toutes les places; et l'on énumère artificieusement les fonctions qui sont passées dans des mains étrangères à Naples.

Une circonstance a donné un point d'appui momentané à cette supposition. La police de Madrid est très mauvaise et les événements du 2 ont amené la Junte à concerter provisoirement un meilleur plan avec S. A. I. Attendu la présence de troupes françaises, lesquelles n'ont pu être ramenées à une exacte discipline (après une journée de désordres inévitables) que par des soins multipliés, on avait adjoint deux commissaires français aux commissaires espagnols sous la présidence du chef de la police. Le Conseil de Castille n'a pas manqué d'objecter que, d'après les lois du royaume, des étrangers ne pouvaient être admis dans des fonctions civiles.

En résumé, Monseigneur, plus tôt sera annoncé et plus tôt arrivé le roi qui doit régner en Espagne, plus tôt cesseront ces fluctuations, fruits ordinaires de l'attente.

S. A. I. accroît habilement l'impatience en déclinant d'entamer aucune des réformes que le bien public appelle impérieusement en Espagne. C'est, d'un autre côté, un genre de popularité que sa prévoyance veut laisser au nouveau roi. Mais l'activité de S. A. I. ne cesse de se porter sur le maintien de la tranquillité, sur la défense des ports, sur les expéditions aux colonies.

S. A. I. a de très bonne heure provoqué l'attention de Sa Majesté sur le départ de l'infant Don Pedro [1], con-

1. Dom *Pedro de Bragance* (1798-1834). Emmené par son père (alors Régent, plus tard Jean VI) dans les colonies portugaises d'Amérique (1807). Empereur constitutionnel du Brésil (1822). Roi de Portugal (1826); donne une

duit au Brésil par la famille de sa mère, à l'instigation du ministre d'Angleterre. L'usage qui pourrait être fait en Amérique de cet enfant ne laisse pas d'inquiéter ici quelques hommes d'État, quoique d'autres pensent que la protection de la maison de Bragance suffit seule pour le faire voir de mauvais œil dans les colonies espagnoles. Les inquiétudes se fondent sur le système d'envahissement que la cour de Lisbonne faisait poursuivre au Brésil; sur la proposition, que le cabinet de Saint-James lui a fait faire il y a quelques années, de se concerter pour s'emparer du cours de la Plata; et sur les moyens et prétextes que le régent du Brésil (d'accord avec l'Angleterre) peut tirer des circonstances actuelles. On se rassure en réfléchissant au bon esprit qui règne dans le Paraguay et à Buenos-Ayres. Cependant on regrette unanimement que Charles IV n'ait point, après l'expulsion des Anglais de la rivière de la Plata, distribué dans le pays des récompenses honorifiques propres à encourager la fidélité.

7. — *Madrid, 15 mai 1808* [vol. 674, f° 319]

J'ai l'honneur de vous envoyer copie du procès-verbal de la Junte que S. A. I. a présidée aujourd'hui. Votre Excellence voudra bien se rappeler qu'on n'y consigne que des résultats généraux.

Il était tout à fait convenable d'attendre les renonciations que S. A. I. doit recevoir d'ici à demain, pour ne porter au Conseil de Castille que des communications complètes; l'adresse qu'il doit faire éprouvera d'autant moins de contradictions. Elle lui sera cette fois présentée

charte et abdique en faveur de sa fille doña Maria da Gloria; la soutient contre son frère dom Miguel, proclamé roi par les Cortès en 1828. La guerre civile prit fin à sa mort.

toute rédigée. Les membres qui la mettront à Bayonne aux pieds de l'Empereur sont déjà nommés. En tout état de cause, l'adresse de la Junte, que S. A. I. a transmise à Sa Majesté, exprime abondamment le vœu commun des deux autorités.

Les instructions nouvelles que Mgr le Grand-duc a reçues ce matin prouvent que Sa Majesté est revenue au projet de rassembler à Bayonne une députation de cent à cent cinquante représentants de la nation espagnole, qui porteront les cahiers des provinces sur les changements à faire. Que cette assemblée ait lieu préalablement à Bayonne sous les yeux du nouveau roi, ou subséquemment à Madrid après l'installation de ce souverain, il fallait toujours en venir là, et ce qu'il y avait de véritablement important, c'était de connaître les déterminations de l'Empereur. S. A. I. a fixé sur cette question les délibérations de la Junte. Quatre de ses membres sont nommés pour concerter les mesures d'exécution avec quatre autres membres du Conseil de Castille. Une instruction leur est donnée pour qu'ils ne divaguent pas.

La seule représentation espagnole découlant des anciennes institutions est celle des *Cortès* [1]. Mais on ne peut y recourir par plusieurs raisons. 1° Elle serait inégale, puisque les Castilles seules y auraient trois quarts de voix de plus que toutes les autres provinces de la monarchie. 2° Elle ne donnerait pas une portion exacte de noblesse, de clergé et de tiers état. 3° Elle serait consti-

1. « Assemblées représentatives qui avaient joué un grand rôle dans la vie nationale; leur nom subsistait toujours, quoique l'institution fût presque complètement tombée en désuétude. » Desdevises du Dézert, *L'Espagne de l'ancien Régime.*

La Castille, l'Aragon, la Catalogne, Valence, Majorque et la Navarre possédaient leurs Cortès propres. La Navarre surtout conservait les siennes, qui n'étaient plus en réalité qu'un conseil provincial.

tutionnelle, si ce mot était encore applicable à une forme usée et dénaturée depuis la guerre de 1701 à 1714 ; elle ne serait sous aucun point de vue nationale. 4° Il s'agit moins de recourir à la magie d'un vieux mot sur les oreilles du commun peuple que de respecter les progrès de la raison en Europe et en Espagne même. 5° Les *Cortès* pourraient bien être aussi engouées de leurs antiques droits que le Conseil de Castille se montre routinier.

La Junte a donc renoncé à cette idée, sauf à n'omettre dans les choix à faire aucune des villes ayant droit de députation aux *Cortès*.

Or, le mode que les temps anciens ont légalisé ne pouvant être adopté et l'assemblée à former devant être choisie d'après des principes modernes, il semblait indifférent de procéder par voie de nominations faites entre la Junte et le Conseil de Castille, ou par voie d'élections faites par les provinces.

La première marche avait l'avantage d'être plus expéditive, de laisser moins de place aux intrigues, de procurer une meilleure réunion d'hommes instruits dans tous les genres. Elle avait le désavantage de compromettre la responsabilité des membres de la Junte et du Conseil de Castille.

On s'est décidé, d'après une correction remarquable que l'Empereur a pris la peine de faire de sa main au premier texte de sa dépêche. Sa Majesté avait d'abord dicté « que « la Junte serait consultée sur la manière de *choisir*, » etc. Elle a substitué ensuite les mots *faire choisir ;* d'où l'on a conclu que Sa Majesté inclinait pour le procédé des élections dans les provinces, qui sera un peu plus lent et plus difficile, mais qui produira un simulacre de représentation plus imposant.

Cette représentation des provinces sera basée, Monsei-

gneur, sur leur population, autant que possible. De trente-deux provinces, en effet, dont la monarchie est censée composée, sous le rapport des suffrages, les deux Castilles comptent à elles seules pour vingt-deux.

Il faut s'attendre à ce qu'aucune députation de province ne prendra l'initiative des mesures que veut l'intérêt de toutes, considérées comme monarchie. Ainsi la juste répartition des charges, la substitution d'une contribution générale aux contributions variées de chaque province, la nouvelle division territoriale, la restitution des droits de propriété, pourront bien n'être pas demandées, Mais il est convenu que dans les 150 députés, il n'en sera donné à l'élection des provinces que 135 environ, et on fera nommer à convenance une quinzaine de députés qui auront du gouvernement l'instruction particulière de proposer les questions d'intérêt monarchique.

Telles sont, Monseigneur, les notions que la sagesse de S. A. I. a fait prévaloir dans la Junte.

Il y a eu ce soir un rapide mouvement d'alarme dans les promenades et principales rues de Madrid. Il a été produit par l'incident d'un cheval échappé, il avait été précédé hier soir par des propos de paysans et le bruit malicieux que la troupe française avait choisi ce jour de fête pour piller les maisons d'où l'on avait tiré sur elle le 2. Mais en un clin d'œil tous les postes ont été sous les armes et l'alarme dissipée. On a vu avec plaisir toute la masse pensante du peuple se ranger sous la protection militaire.

8. — *Madrid, 19 mai 1808* [vol. 674, f° 338]

Ces trois jours derniers ont été consacrés à terminer les divers arrangements politiques dont j'avais eu

l'honneur d'entretenir Votre Excellence dans ma précédente dépêche.

Les conventions par lesquelles Charles IV, et ensuite le prince des Asturies et les Infants, cèdent leurs droits à la couronne d'Espagne, sont des actes dont S. A. I. le grand-duc de Berg a tiré tout le parti possible pour faire mettre en avant les hommes zélés. Mais la volonté de l'Empereur est que ces transactions restent encore secrètes, et elles doivent l'être en effet sous le rapport des charges qui devront retomber sur l'Espagne. Il était indispensable pour frapper le coup décisif dans l'opinion générale, déjà préparée de toutes les manières au changement de dynastie, que les proclamations par lesquelles les princes de la maison ci-devant régnante annoncent au peuple espagnol leurs renonciations respectives, fussent réunies dans les mains de Mgr le Grand-duc. S. A. I. avait depuis plusieurs jours celle de Charles IV. Elle a reçu hier matin celle des Infants. Elle en a ordonné la transmission immédiate au Conseil de Castille, qui en a fait l'enregistrement et adresse aujourd'hui à toutes les autorités du royaume la notification dont je joins ici traduction.

C'était le moment où le Conseil de Castille aurait dû faire à Sa Majesté Impériale et Royale l'adresse déterminée dans le principe, le 14 de ce mois. Les voix se sont partagées sur le mode, et le Conseil s'est séparé sans avoir rien décidé à cet égard. Mgr le Grand-duc prend le parti de n'en plus faire reparler et de laisser à eux-mêmes ces hommes circonspects, qui finiraient par se croire plus importants qu'ils ne le sont. Les députés du Conseil, réunis à ceux du gouvernement militaire et du gouvernement civil de Madrid, diront à Bayonne ce que le Conseil balance encore à dire ici. Je me permets

d'espérer que S. M. l'Empereur déclarera sous peu que S. M. Joseph-Napoléon est roi d'Espagne et des Indes.

Au surplus, les quatre membres de la Junte du gouvernement et du Conseil de Castille qui devaient préparer le travail relatif à la convocation, à Bayonne, d'une assemblée des différents ordres de la monarchie espagnole, ont fait leur rapport lundi soir. Avant-hier mardi, tout a été terminé, hier les expéditions ont été préparées et elles sont parties aujourd'hui pour les différents points de la monarchie.

Je ne dissimulerai pas que cet ouvrage paraît se ressentir un peu de la précipitation avec laquelle il a été fait et qu'il serait possible qu'il n'y eût pas un tiers de l'assemblée appartenant réellement au tiers état qu'il représentera. M. de Caballero [1], homme très zélé mais dont les idées ne sont pas toujours bien réglées, a mal compris, à quelques égards, ou n'a pu faire bien comprendre dans le comité, les instructions de S. A. I. Il n'en peut résulter au surplus aucun inconvénient. Tous les gens éclairés de cette monarchie, soit de la noblesse, soit du tiers état, manifestent une égale ambition de réformer et un désir commun de voir relever leur patrie.

Je n'ai pas perdu de vue un seul instant, Monseigneur, que Sa Majesté attendait de moi un rapport sur les finances de l'Espagne. Mais toutes les conversations que j'ai eues avec M. d'Azanza et les différentes personnes de qui j'espérais obtenir des lumières, n'ont été, au fait, de

1. Don Jose Antonio, marquis de *Caballero*, d'abord professeur à l'Université de Salamanque. Membre de la Chambre des Alcades, à Madrid. Secrétaire d'État de la justice et, par intérim, de la guerre sous Charles IV Hostile à Ferdinand. Rallié à Joseph (1808). Conseiller d'État (1809). Réfugié en France (1813). Exilé (1818). Rentré en Espagne (1821). Personnage très important de la Franc-Maçonnerie. Les *Mémoires du Prince de la Paix* (t. II, chap. XLVI) en tracent un portrait fort noir.

leur part, que des conversations vagues dont quelques résultats au plus étaient à noter. Il fallait des pièces, des états, des réponses écrites à mes questions pour servir de base à un rapport.

Lorsque M. d'Azanza a pris le ministère des finances, son prédécesseur [1] était en fuite, M. Noriega de Bada, trésorier général, et M. Espinosa, directeur de la caisse d'amortissement, étaient non seulement emprisonnés, mais un séquestre avait été mis sur leurs papiers comme sur leurs biens. Le premier avait seul le fil des opérations du trésor. Le second étant investi de la confiance du prince de la Paix, différentes attributions du ministère des finances, relatives aux ressources pécuniaires, avaient été successivement réunies dans ses mains.

Les passions ont été longtemps trop exaltées pour que M. d'Azanza crût pouvoir se permettre de faire modifier des ordres dont la conséquence pesait sur son début. A peine a-t-il pu d'ailleurs s'occuper de son ministère jusqu'au départ du prince des Asturies pour Bayonne, tant les soins de la politique l'ont emporté sur ceux de l'administration. Il l'a pu bien moins encore lorsqu'il a été nommé membre de cette Junte de gouvernement qui a existé au milieu des tiraillements de tous genres jusqu'au moment où elle a décerné sa présidence à Mgr le grand-duc de Berg. Ce n'est même, à proprement parler, que du 9 de ce mois, jour où S. A. I. a débuté dans les fonctions de Lieutenant général du royaume d'Espagne, que M. d'Azanza s'est trouvé en position de vaquer décidément aux devoirs de son ministère.

Je l'ai beaucoup importuné sans doute, et je le sentais. Les mesures d'ordre dont je l'ai entretenu ne peuvent

1. Don Miguel *Cayetano Soler*.

trouver leur place que dans une future constitution des finances, et S. A. I. s'est fait une loi de n'entamer aucune réforme qu'elle ne puisse finir, ou qui laisse au nouveau roi un bienfait de moins à conférer. Je l'ai pressé plus utilement d'appeler tous les documents propres à mettre autant que possible en évidence la situation financière du royaume. Mais à cet égard l'urgence du travail était contrariée à chaque pas par la difficulté de rassembler hâtivement les matériaux.

De concert avec lui, j'ai supplié S. A. I. d'ordonner que deux employés des finances fussent mis d'office en communications régulières avec M. le maître des requêtes Fréville et moi, et que MM. Espinosa et Noriega de Bada eussent la liberté de venir se joindre à nous. Ce comité a été formé aujourd'hui matin, et je lui ai remis une série de questions complètes à résoudre, et de pièces à fournir. La levée des scellés sur les papiers du trésorier général est en même temps demandée. Je me flattais d'arriver au but; mais S. A. I. vient d'avoir la bonté de me prévenir que S. M. l'Empereur appelait M. d'Azanza et que ce ministre voulait emmener avec lui les personnes qui devaient travailler ici, aussitôt que par leurs soins communs il aurait rassemblé les documents nécessaires. S. A. I. pense avec toute raison que rien n'est plus propre à satisfaire promptement le désir de Sa Majesté que le départ de personnes qui pourront expliquer elles-mêmes l'état des choses. Votre Excellence me rend assez de justice pour croire que je sacrifie sans regret au bien du service l'espérance que j'avais conçue d'acquérir un titre de plus à l'approbation de Sa Majesté.

9. — *Madrid, 21 mai 1808* [vol. 674, f° 368]

J'ai reçu les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 16 et 17 de ce mois.

A la première était jointe une copie du traité du prince des Asturies et des Infants avec S. M. l'Empereur. Cette transaction, que Mgr le Grand-duc avait eu la bonté de me faire connaître, il y a quelques jours, n'est susceptible d'aucune publicité. Il suffit que son existence et celle du traité de Charles IV ne puissent plus être mises en question par personne. La divulgation de leurs clauses serait prématurée. Elle confirmerait les inquiétudes conçues à l'égard des charges futures de l'Espagne envers ses anciens souverains, et il est bon de laisser cette matière dans le vague des conjectures, jusqu'au moment où la crise actuelle des finances sera passée.

La seconde lettre de Votre Excellence m'afflige au plus haut point [1]. Je supportais déjà malaisément la peine

1. Voici le passage de la lettre de Champagny :

« .... L'Empereur trouve que vous n'avez pas rempli ses intentions ; il vous accuse d'une sorte de faiblesse que la séduction du prince [Murat] rend très excusable ; d'avoir été conduit là où vous deviez conduire ; de vous être laissé aller à une complaisance qu'il appelle de la flagornerie et d'avoir quelquefois marché dans le sens de ceux qui, en flattant le prince, auraient voulu l'entraîner dans de fausses démarches. Il juge que vous avez été dupe du Conseil [de Castille] et de la Junte qui ont montré plus de finesse que les Délégués [à Bayonne]. Son opinion est qu'il n'y a pas une voix pour le Grand-duc, qu'il ne peut pas y en avoir, que la nation espagnole étant toujours dans cette situation de haine et d'humiliation où les derniers événements l'ont mise, doit par amour-propre désirer moins que tout autre le Grand-duc qui dans un jour [le 2 mai] a confondu son orgueil et renversé ses espérances....

« On vous dit ce qui peut vous plaire. Vous n'avez pas employé tous les moyens sûrs d'avoir des renseignements. *Les correspondances particulières, celles des ministres étrangers vous auraient fourni des lumières ; et ces moyens devaient s'offrir à votre pensée, à vous qui autrefois avez été*

inséparable des affaires et celle qui résulte de la mauvaise position où je me trouve. Je succomberais sous la douleur d'apercevoir que Sa Majesté est disposée à la sévérité, si la réflexion ne me portait à espérer bientôt un retour de bienveillance.

J'observe avant tout que Sa Majesté me paraît n'avoir pas fait la part des choses qu'il n'est au pouvoir de personne de maîtriser, Les délais qu'elle éprouve dans les renseignements qu'elle désire, les inconvénients attachés à la faible organisation de l'administration espagnole, les obstacles qu'il a fallu tourner par des routes épineuses, la nécessité de prendre tels qu'ils sont des hommes dont il y avait d'ailleurs quelque utilité à tirer; rien de tout cela ne semble être entré en ligne de compte.

Le Conseil de Castille, par exemple, a servi beaucoup à répandre dans la monarchie, avec l'appui légal et respecté, d'importantes décisions, et a soutenu dans l'opinion générale une Junte de gouvernement qui aurait paru sans lui subjuguée par une autorité étrangère. Il s'est laissé compromettre par cette même Junte dans l'expression d'un vœu anticipé sur le choix d'un nouveau monarque. Jusque-là il a fait tout, absolument tout ce qui concourt au but. Mais lorsqu'il a dû écrire à S. M. l'Empereur une lettre susceptible de publicité, les pensées diverses de chacun de ses membres ont produit une majorité pour les faux-fuyants. Ce même Conseil

appelé à en faire particulièrement usage. [Chiffré.] — « J'ai peut-être étendu, pour les mieux rendre, les pensées de Sa Majesté, mais je vous préviens que j'en ai adouci les expressions. » Vol. 674, fol. 330.

En effet, l'Empereur mandait à Champagny :

« Écrivez au sieur Laforest que je vois avec peine que mon ambassadeur montre tant de faiblesse; qu'il doit éclairer le grand-duc de Berg, et non le flagorner; servir de contrepoids, et non coopérer à faire des sottises.... » (Bayonne, 17 mai 1808.)

qui, le 18 [mai], a promulgué sans difficulté, pour que chaque Espagnol eût à s'y soumettre, la remise faite par Charles IV, le prince des Asturies et les Infants, de la couronne d'Espagne entre les mains de l'Empereur, a rédigé, le 19 au soir, une pitoyable lettre pour Sa Majesté. Ce n'étaient plus les renonciations qu'il attendait alors, car il les tenait; ce n'étaient plus les conceptions précédentes du plus grand nombre qu'il suivait, car le fond des choses était décidé. C'est sa constante habitude d'obscurité et de tergiversations qu'il a suivie. Il y a eu unanimité pour la phrase qui demande le roi de Naples ; mais de la concession que chacun a dû faire à son voisin de quelques lignes de fatras, il est résulté une pièce où le mot sacramentel est noyé. Mgr le Grand-duc la met au rang des choses indifférentes, et elle l'est en effet.

Je dois dire en général qu'il a fait calcul de perte et de gain, dans l'emploi des divers moyens qu'il a mis en usage pour atteindre le but de Sa Majesté et s'est constamment décidé pour ce qui lui faisait gagner quelques marches.

En ce qui me concerne, Monseigneur, je lis avec surprise ce que Votre Excellence veut bien me dire du rôle que Sa Majesté daignait attendre de moi. Je me serais mis dans l'impuissance de servir Sa Majesté si j'avais tenté de prendre ce rôle, de quelque adresse que j'eusse enveloppé mes desseins. Mgr le Grand-duc veut examiner, décider, diriger par lui-même. Il a reçu constamment les ordres directs de Sa Majesté ; il se montre ardent à les exécuter, et a constamment rendu compte direct. Il m'a témoigné une grande confiance ; il m'a toujours écouté. Il m'a fait l'honneur d'adopter souvent mes observations. Il a trop justement d'ailleurs le sentiment de sa force pour m'avoir admis à juger pour lui. S'il

m'appartenait de faire son éloge, je dirais que s'il m'était arrivé d'être une seule fois de son avis par complaisance, j'aurais perdu son estime. J'ignore absolument en quoi je puis être soupçonné de l'avoir flatté.

Toutes les hésitations sans doute n'ont pas eu la même cause. Beaucoup ont eu celle que j'ai indiquée et un témoin de mon caractère n'est pas récusable. Avant de connaître la dernière pensée de S. M. l'Empereur, Mgr le Grand-duc a repoussé devant moi, dans toutes les occasions, les insinuations d'Espagnols qui voulaient s'attacher à lui ; et c'est avec son aveu formel que j'ai combattu partout leur tendance. Du moment où Sa Majesté lui eut désigné le roi qu'elle destinait à l'Espagne, S. A. I. a mis une chaleur extrême à concilier tous les suffrages. Il importe ici de s'attacher aux dates, et les faits surtout parlent hautement.

Sa Majesté a dû recevoir, du 17 au 18, l'adresse de la Junte de gouvernement. Elle en a reçu d'autres depuis, et j'ai eu l'honneur d'écrire souvent qu'il est urgent que Sa Majesté veuille bien annoncer hautement le roi de Naples. Je vous supplie de m'en croire, Monseigneur, lorsque je dis que l'on est ici toujours en avance.

Qu'a désiré en effet Sa Majesté, depuis que le général Savary eut communiqué ses intentions, qui ne se trouve avoir été fait à Madrid plus tôt qu'elle ne le présumait ? J'entends parler en grand ; peut-être y a-t-il beaucoup de détails, surtout de ceux concernant le militaire, que S. A. I. a jugé inutile de me communiquer.

Quant à l'armement de la Catalogne, que Votre Excellence cite, je viens de vérifier aux bureaux de la guerre qu'il y a méprise dans les avis qui peuvent avoir été transmis à Bayonne. Un droit commun à toutes les provinces d'Espagne a été simplement rendu aux Cata-

lans [1]. Les yeux étaient tournés sur cette province et sa tranquillité a été un exemple pour les autres. Il a servi à ramener les Asturiens, qui seuls ont été un moment égarés.

L'Espagne attend son sort avec impatience, non avec tumulte. Les esprits ont passé par une succession rapide de secousses depuis le moment où la légitimité du règne du prince des Asturies a été pour la première fois attaquée. Ces quarante jours sont marqués par une grande variété de sensations, et la dernière de toutes est celle qu'il ne faut pas laisser refroidir.

La plus solide espérance de conserver les colonies espagnoles repose sur le maintien de la tranquillité dans la mère patrie. Mgr le Grand-duc a pris cette donnée pour base. Il a beaucoup étudié et beaucoup consulté le caractère espagnol, qui veut des égards et de la douceur. Il a surpris, le 2 mai, la populace de Madrid en flagrant délit, si je puis m'exprimer ainsi. Il a donné une terrible leçon qu'il méditait et dont le blâme n'est pas retombé sur lui. Si S. M. l'Empereur a connu tout ce qui a été fusillé de prisonniers, après l'affaire, je n'ai rien à ajouter [2].

J'ai vu que S. A. I. avait de la confiance dans ses mesures parce qu'elle les croyait justes, et que le succès inspire ce sentiment. Je ne lui en ai pas vu dans les hommes. Ce prince ne m'a jamais envoyé à la Junte sous la prési-

1. Murat avait bénévolement accordé aux habitants de la Catalogne le port d'armes aboli pour eux par un édit de Philippe V. — Napoléon blâmait cette « démarche inconcevable. »

2. Le *Moniteur* (11 mai) accusait « plusieurs milliers » de victimes. L'Empereur parlait de 2,000 morts, Murat de 700 tués et blessés. Les chiffres les plus contradictoires ont été donnés par les divers auteurs de « Mémoires. » — Les Français perdirent 145 hommes; les Espagnols 195 (*Archives historiques nationales* de Madrid. *Manuscrits* P. V, dossier 8, n° 73).

dence de l'infant Don Antonio, que je ne lui aie rapporté, non des soupçons, mais la certitude qu'on cherchait à endormir sa vigilance ; et il m'a toujours paru se conduire en conséquence.

Quant aux lumières à tirer des correspondances, c'est la première chose dont j'ai entretenu S. A. I. aussitôt qu'elle a été présidente de la Junte. C'est à Vittoria qu'on a surveillé les relations avec l'étranger. C'est à Madrid que l'on a surveillé celles de l'intérieur [1]. J'ai par-devers moi la satisfaction, et j'ose croire le mérite aux yeux de S. A. I. et Royale, d'avoir suggéré à son attention tout ce que Votre Excellence me rappelle. Mais ce prince peut-il arriver ou m'initier à tout? Les susceptibilités des Espagnols sont égales à la lenteur de leurs bureaux.

Combien il me tarde, Monseigneur, que mes devoirs me soient particulièrement tracés. Veuillez continuer à me donner par votre correspondance un caractère d'intervention. Rien de ce que vous m'indiquerez ne sera négligé. Les positions fausses ne mènent à rien de bon.

Je m'aperçois surtout que ces digressions détournent l'esprit du service courant, et je supplie Votre Excellence d'excuser le désordre de ma réponse. J'aurais dû dévouer le temps que je viens de perdre à des objets d'une autre importance. J'ai particulièrement à vous exprimer mes appréhensions sur les conséquences de l'écroulement des finances. Il n'y a que des expédients qui puissent aider à gagner quelques semaines. On les néglige trop pour faire des recherches. Le départ auquel M. d'Azanza se prépare entraîne une autre diversion fâcheuse.

1. Les correspondances des ministres étrangers ont dû, comme le recommandait Champagny, être saisies, car on trouve dans les cartons du quai d'Orsay un rapport très circonstancié sur le 2 mai qu'envoyait à Berlin : Henry, chargé d'affaires de Prusse.

10. — *Madrid, 22 mai 1808* [vol. 674, f° 377]

Vous m'avez fait l'honneur de me recommander la correspondance du capitaine Castillo avec le Prince de la Paix, le 13 de ce mois. Elle a non seulement été mise en sûreté, mais portée à Bayonne par le secrétaire du prince.

J'aurais déjà envoyé à Votre Excellence, ainsi qu'elle me l'a demandé le 16 de ce mois, plusieurs collections de pièces officielles imprimées à Madrid. Mais les feuilles sont épuisées et je n'ai pu compléter une seule collection. Mgr le grand-duc de Berg a ordonné une réimpression générale en un seul cahier où toutes les pièces seront insérées de suite. J'espère sous trois jours commencer un envoi que je pousserai successivement jusqu'à mille exemplaires, et je désirerais savoir promptement si vous jugez utile que j'en envoie davantage. C'est principalement pour les expéditions d'Espagne aux colonies que Mgr le Grand-duc désire que je lui en fasse réserver un grand nombre.

Sa Majesté attend de moi des notes sur les différents ministres et je m'empresse d'obéir.

Les fonctions de la première secrétairerie d'État sont d'autant plus importantes que dans ses attributions sont les affaires étrangères et une grande partie de ce qui compose en France le ministère de l'intérieur. La surintendance des postes, relais et chemins y est annexée en outre de la manière la plus exclusive, même sous le rapport du revenu. Ce ministère est vacant de fait depuis le départ de M. de Cevallos [1], et doit être aujourd'hui considéré comme l'étant de droit. M. de Cevallos est jugé à

1. Don Pedro *de Cevallos* (1764-1840), secrétaire d'ambassade (1784).

Bayonne et je crois que toute réflexion sur son compte est devenue superflue. Le ministre de la marine, M. le bailli Gil de Lemos [1], tient le portefeuille de ce ministère lorsqu'à peine il peut faire le sien. Je crois qu'on ne saurait trop tôt y pourvoir, ne fût-ce que par une nomination provisoire. Mgr le Grand-duc me disait hier que Sa Majesté avait pensé au comte de Florida-Blanca [2]. Le comte s'est montré homme éclairé et courageux, mais il approche de ses quatre-vingts ans, et il faut, à une époque où tout est à régénérer en Espagne, un homme qui n'ait pas payé son expérience de trop d'années.

Le ministre Don Sébastien Piñuela [3], secrétaire d'État de grâce et de justice (ou du clergé et de la magistrature), a remplacé le marquis de Caballero quelques jours après l'événement d'Aranjuez. Il est loin d'avoir l'élocution facile, l'adresse consommée et le mouvement d'esprit de son prédécesseur, mais il jouit de l'estime publique que M. de Caballero avait perdue, et a été choisi à ce titre par un prince qui voulait essentiellement se rendre très populaire. M. Piñuela est un homme très probe, très instruit, très laborieux, très zélé pour la prospérité de son pays. Il n'a jamais tenu et ne tient à aucun parti. Le premier

Épouse une cousine de Godoï. Premier secrétaire d'État (1800). Rallié à Ferdinand (avril 1808), l'accompagne à Bayonne. Rallié à Joseph et rentre avec lui en Espagne. Donne sa démission. Publie une brochure retentissante : *Exposé des moyens employés par Napoléon pour usurper la couronne d'Espagne* (1808). Envoyé des Juntes à Londres. Premier ministre de Ferdinand (1814). Ambassadeur à Naples et à Vienne. Disgracié (1820).

1. Don Francisco *Gil de Lemos* (1730). Directeur de la marine (1803). Bailli de l'ordre de Malte.

2. Antonio *Monino* (1730-1808). Avocat d'origine modeste. Envoyé, pour obtenir la dissolution de la Compagnie de Jésus, en mission à Rome par Charles III, qui le créa comte de *Florida Blanca*. Premier ministre (1777-1792). Exilé dans ses terres. Appelé par les Espagnols à la présidence des Cortès (1808).

3. Don Sébastian *Piñuela y Alonso*, né en Estramadure (1737-1809). Ministre de la justice de Charles IV, de Ferdinand (1808), de Joseph (1808).

parmi les ministres, il s'est voué au Grand-duc. Il l'a servi avec une loyauté parfaite. Je ne lui connais d'autre erreur de conduite que d'avoir supposé que S. A. I. régnerait en Espagne, quoique averti de très bonne heure qu'il y avait un autre cours probable des choses. J'ai soupçonné, peut-être à tort, qu'à cet égard il avait voulu ne laisser prendre sur lui aucun avantage à son rival M. de Caballero, qui s'était jeté fortement dans cette conjecture et que j'ai eu à retenir aussi. Cette erreur, au reste, a eu son utilité dans le principe, et l'un et l'autre de ces messieurs ont servi les vues de S. M. l'Empereur, avec la même chaleur, après avoir été détrompés. Aucun d'eux n'a d'ailleurs une influence sensible sur le Conseil de Castille ni sur les autorités judiciaires ou ecclésiastiques : M. de Caballero, parce qu'on se défie de son talent même ; M. Piñuela, parce qu'il n'a rien qui captive l'imagination. On ne peut refuser à ce dernier un sens plus droit. Il est meilleur pour mettre la forme à tout ce qui émane des conceptions élevées dont le premier est susceptible. Mais il pèse trop sur les bagatelles ; il lui faut des ordres pour tout ; il est minutieux dans le travail, il est très avancé en âge et a une faible santé. Je crois qu'il est plus propre au conseil qu'à l'action, et que sa véritable place sera plutôt à la tête d'une des autorités nationales à créer que dans le ministère.

Le ministre secrétaire d'État des finances, M. d'Azanza, est dans la force de l'âge et a passé utilement pour son instruction beaucoup d'années dans la carrière diplomatique. Généralement parlant, c'est un homme d'un mérite très distingué. Mais est-il propre aux finances ? Il lui manque au moins le calme qui fait apercevoir d'autant plus vite les ressources que les difficultés sont plus grandes. Il a été persécuté sous le prince de la Paix ; de là une teinte

d'aigreur très remarquable contre le règne de Charles IV. Il était tout disposé et très propre à être un homme de parti dans le nouveau ministère de Ferdinand. Son patriotisme a eu beaucoup de peine à triompher de l'idée qu'il s'était faite de ses devoirs envers le prince des Asturies et la branche espagnole des Bourbons.

Il est de tous les membres de la Junte celui sur qui j'ai dû avoir l'œil le plus attentif, et si je connais les hommes, c'est celui qui le plus longtemps a caché sa répugnance à marcher rondement dans les nouvelles voies, sous des apparences conciliatoires. Son sacrifice paraît consommé, et il sera très dévoué, je crois, s'il voit faire le bien. Il a une haute réputation de probité et beaucoup d'influence. L'opinion publique le portait au ministère depuis onze ans. Il semble très affligé d'avoir eu de préférence celui des finances. Il aperçoit, surtout depuis qu'il s'en occupe, que le fardeau est très pénible à soutenir pendant les premiers mois. Il se laisse accabler par les demandes pressantes de toutes les branches d'administration dans la monarchie, qu'il ne peut satisfaire, et se forme lentement à l'art d'ajourner. Je l'ai beaucoup vu, beaucoup encouragé, beaucoup pressé de faire rassembler des matériaux et, dans l'intervalle, de saisir les ressources les plus immédiates. Je le plains plus que je ne le blâme de n'être encore parvenu qu'à des données vagues. Le recueillement dont il va jouir pendant les quatre jours qu'il mettra à se rendre à Bayonne lui permettra sans doute de se présenter avec des idées plus assises que je ne lui en trouve encore aujourd'hui.

Le bailli Don Francisco Gil de Lemos, secrétaire d'État de la marine, est en fonctions depuis deux ans et demi et devrait connaître à fond son ministère. Il a longtemps rempli de grandes places et a toujours passé pour un bon

administrateur. Mais il a de soixante-dix-huit à soixante-dix-neuf ans. Sa santé a souffert de la fatigue particulière des six semaines qui se sont écoulées depuis le départ du prince des Asturies. Il exécute en vieillard usé les ordres qu'il reçoit. Par sa faute ou par celle de ses bureaux, il n'a remis qu'avant-hier à Son Altesse Impériale un état de situation de la marine espagnole, qui, longtemps demandé, prouve enfin combien il est urgent de commencer la réforme par le ministre lui-même. Ce n'est pas que M. de Lemos ne soit un homme très instruit, très estimé, très influent, mais l'âge, qui lui laisse encore la faculté d'ouvrir de bons avis quelquefois, le rend incapable d'une action suivie. Avant que la lieutenance générale fût établie, il a été le personnage le plus opiniâtre dans la Junte de gouvernement. Il savait à merveille éloigner par des divagations tout ce que faisait demander Mgr le Grand-duc, et dissimuler son opposition. Il s'est prêté facilement à tout ce qui a eu lieu depuis. Il montre même du zèle et parle avec plaisir des espérances que l'Espagne doit concevoir. Il paraît évidemment viser à obtenir une retraite honorable, et il sera en effet, dans le nouvel ordre des choses, un bon personnage de tapisserie.

M. le général O'Farrill [1], chargé de la secrétairerie de la guerre, est l'homme du ministère actuel d'Espagne qui a le plus de tête, le plus d'instruction et qui connaît le mieux son affaire. On a reconnu, dans ces derniers temps de crise, combien il est honnête homme et combien il a d'influence. Avant la lieutenance générale, il s'est porté à tout

1. Don Gonzalo *O'Farrill* (1753-1831). Né à la Havane, élevé en France à Sorèze. Lieutenant général (1795). Inspecteur général d'infanterie (1798). Ambassadeur à Berlin (1800). Commanda les troupes espagnoles en Étrurie (1806). Ministre de la guerre de Ferdinand puis de Joseph (1808-1813). Suivit ce dernier en France (1813), où il mourut.

ce qui pouvait éviter un éclat fâcheux et mettre l'Espagne en combustion. Il ne s'est prêté à presque rien qui fût en opposition marquante avec la foi jurée au prince des Asturies. Sa correspondance particulière était très utile à l'objet vers lequel tendait Mgr le Grand-duc. Sa résistance comme membre de la Junte de gouvernement a été ferme. Il a fallu le bien connaître pour le bien manier. Il a donné d'autant plus de peine que rentré dans le sein de sa famille, il y perdait chaque jour les bonnes impressions qu'il avait reçues à son cabinet. S. A. I. et Royale paraît n'avoir eu depuis qu'à se louer de lui, et le considère comme son instrument le plus utile. Il ne travaille pas facilement, mais il travaille sans relâche et fait toujours ce qu'il promet. Il est très respectueusement attaché depuis longtemps à S. M. le roi Joseph-Napoléon. Cependant il a un sentiment d'honneur si susceptible, que pour éloigner de lui tout soupçon d'ambition dans le parti qu'il a franchement adopté, il insinue l'intention de quitter le ministère dans une couple de mois. Je soupçonne qu'au vrai, il cède un peu, sans se l'avouer, au besoin d'être tranquille dans son intérieur, et que si S. M. l'Empereur croit utile de le conserver au ministère de la guerre, il faut désormais familiariser avec ce sacrifice Mme O'Farrill.

II. — *Madrid, 23 mai 1808* [vol. 674, f° 381]

M. d'Azanza vient de partir pour Bayonne. Il emmène avec lui deux employés de ses bureaux. Il laisse, avec l'autorisation de Mgr le Grand-duc, le portefeuille des finances à deux chefs, l'un pour les colonies, l'autre pour les affaires du royaume, qui feront les rapports à S. A. I. aux heures indiquées pour le travail de ce ministère.

Il emporte tous les renseignements qu'il a pu se procu-

rer d'après nos anciennes conférences. Je craindrais que ce ne soit peu de chose, si j'avais à en juger par ce que j'en ai obtenu jusqu'ici. J'espère cependant que le même sentiment des convenances qui m'empêche d'envoyer ce peu de choses aura porté M. d'Azanza à mieux se pourvoir.

Les membres de la commission dont j'ai eu l'honneur de parler à Votre Excellence dans ma lettre du 19 restent à Madrid et continuent leur travail. Le séquestre mis sur les papiers du trésorier général a été enfin levé ce matin par le Conseil de Castille.

J'ai eu indirectement connaissance des deux derniers états de situation de caisse remis à S. A. I. par M. d'Azanza. Ils prouvent le dénuement du trésor et la progression rapide de l'arriéré. Toute la sollicitude du moment doit être dirigée sur les expédients, et le service de l'armée française y est vivement intéressé. Les ressources de l'Espagne se trouveront suffisantes à ses besoins, lorsqu'il y aura une organisation politique qui permettra de procéder graduellement à de nouvelles lois sur les perceptions. Mais il s'agit d'aller pendant quelques mois, L'emprunt de trois millions de francs est couvert. Quelques revirements [*sic*] donnent un supplément de fonds, des ouvertures sont reçues pour des emprunts plus considérables que M. d'Azanza soumettra à l'approbation de l'Empereur. Je désire vivement que Sa Majesté traite avec indulgence et daigne voir avec bienveillance ce ministre dont le zèle a besoin d'être soutenu, et qui, héritier du désordre introduit dans les caisses et dans les écritures, ne peut que se vouer à le réparer.

J'ai vu hier soir avec un extrême plaisir S. A. I. signer le décret qui rétablit la trésorerie et retire des mains du Conseil de Castille la caisse dite de consolidation. M. Cabarrus sera rendu à Madrid sous cinq jours et paraît

devoir prendre la direction de ce dernier établissement. La rentrée des deniers dus pour les biens vendus et la continuation des ventes précédemment autorisées fourniront des moyens au service courant. Il est moins question que jamais de les employer à l'amortissement, et cette déviation de leur destination première est en quelque sorte devenue consacrée par les actes du dernier règne.

J'entretiens aujourd'hui Votre Excellence, principalement quoique succinctement, de ce qui concerne les finances, parce que c'est l'objet le plus important du moment. Tout le reste va d'ailleurs aussi bien qu'on peut raisonnablement l'espérer.

Mgr le Grand-duc considère le gouvernement de l'Espagne comme étant dans la réalité à Bayonne, et me paraît s'être fait une loi d'y tout renvoyer à la décision de S. M. l'Empereur, avec qui il entretient la correspondance la plus active.

Tourmentée comme l'est l'opinion publique par la circulation continuelle d'une foule d'insinuations perfides, elle marche néanmoins de plus en plus vers le but qui lui est présenté. La convocation d'une assemblée nationale à Bayonne fait une heureuse diversion. Elle aide à supporter l'attente impatiente de la réponse que fera S. M. l'Empereur au sujet du nouveau roi. C'est au moins ce qui résulte des avis reçus jusqu'ici des différentes provinces où la circulaire est déjà parvenue.

Le corps diplomatique a reçu de la secrétairerie d'État des affaires étrangères notification de la renonciation faite entre les mains de S. M. l'Empereur, par Charles IV et les princes de sa famille. Les ministres et chargés d'affaires des différentes cours à Madrid ont été successivement déroutés par les événements et n'ont jamais entrevu que le dénouement serait aussi simple et aussi prompt. Pour les mettre

à l'aise et ne pas laisser apercevoir au public que l'envoyé de Russie, M. de Strogonoff [1], est dans le cas de prendre les ordres de sa cour, Mgr le Grand-duc a suspendu les jours d'audiences régulières, et reçoit ces messieurs individuellement.

Le gouvernement anglais à Gibraltar a cru les circonstances favorables à des tentatives de débarquement et paraît avoir mis un corps de trois à quatre mille hommes à la disposition de l'escadre qui croise devant Cadix. S. A. I. est informée de tout, pourvoit à tout, et n'a lieu de concevoir aucune inquiétude jusqu'ici. Elle vient d'ordonner que les bâtiments anglais qui se présentent en parlementaires ne soient pas reçus.

12. — *Madrid, 25 mai 1808* [vol. 674, f° 393]

Je ne reçois jusqu'ici aucune lettre de Votre Excellence qui adoucisse l'amertume de celle qu'elle a eu l'ordre de m'écrire le 17. Peut-être est-il bon que j'ajoute qu'il est d'un autre côté palpable pour moi qu'en me traitant d'ailleurs avec sa grâce accoutumée, Mgr le Grand-duc m'a circonscrit insensiblement dans la limite des relations d'un personnage purement diplomatique. Je ne dois plus qu'à mes relations personnelles et aux observations que je suis dans le cas de faire la connaissance de ce qui se passe.

Il est tout simple, au reste, que deux époques bien distinctes soient marquées par des nuances distinctes dans ma position.

Tout a pris ici le même cours régulier que si la royauté

1. Grégoire Alexandrovich, baron, puis comte (1826) *Strogonof* (1770-1857). Ambassadeur à Madrid (1805-1808), à Stockholm. Envoyé à Constantinople (1821). Membre du conseil de l'empire (1827). Ambassadeur extraordinaire en Angleterre (1838). Grand chambellan (1846).

était présente ; j'entends la royauté active, laborieuse et sans relâche occupée des affaires de la monarchie. La seule différence est dans les cercles et galas de cour, dont S. A. I. s'abstient depuis qu'elle a reçu les hommages qui devaient constater, aux yeux de la nation espagnole et de l'Europe, que Charles IV l'avait institué, en souverain des Espagnes et des Indes, son lieutenant général ; que ses transactions ultérieures étaient par conséquent les actes du légitime roi, jusques et compris la remise de la couronne entre les mains de S. M. l'Empereur.

S. A. I. travaille seule à des heures réglées avec chacun des ministres ou chefs chargés du portefeuille à la place des ministres absents. Elle fait entrer M. le maître des requêtes Fréville, lors du travail avec le secrétaire d'État de grâce et de justice, pour entendre en français la teneur des rapports et faire rendre en espagnol ses décisions. Elle prend les ordres de S. M. l'Empereur sur tout ce qui n'est pas service courant en général ; on fait minuter rapidement les ordres reçus, qui ne sont point susceptibles d'observations nouvelles.

Depuis qu'est terminé le travail relatif aux élections de l'assemblée générale convoquée à Bayonne pour le 15 juin, la Junte de gouvernement n'a plus tenu de séances, Mgr le Grand-duc a cessé d'en réunir les membres autour de lui, sans prononcer cependant par aucun acte public la cessation de leurs fonctions. Cette autorité reste nulle de fait et cependant pourrait être remise en scène s'il survenait fortuitement une occasion de la faire délibérer. Elle ne peut rien désormais sans la volonté du Lieutenant général du royaume.

Il a été mis en doute par quelques tribunaux si depuis la notification faite le 18 de ce mois par le Conseil de Castille des renonciations de Charles IV, du prince des Astu-

ries et des Infants en faveur de S. M. l'Empereur, il était encore légal que les actes publics fussent au nom du Lieutenant général institué par Charles IV. Un léger changement dans le protocole a établi un vague qui obvie à tout. Il est de principe que le pouvoir ne cesse jamais et ne doit jamais douter de lui-même. S. A. I. est dans tous les cas le Lieutenant général du souverain ancien et du souverain nouveau. Il l'est de l'ancien aussi longtemps que le nouveau ne vient pas exercer ou n'annonce pas sa prise de possession.

C'est à S. M. l'Empereur à décider s'il enverra en son nom des patentes de lieutenant général ou s'il attendra que S. M. le roi Joseph-Napoléon soit déclaré, se déclare et fasse exercer les pouvoirs royaux jusqu'à son arrivée à Madrid. Je n'aperçois pas de motifs en préférence de l'un ou de l'autre mode, s'il ne doit pas y avoir de délais dans l'annonce du roi demandé à S. M. l'Empereur.

J'observerai cependant que depuis hier on a fait courir le bruit que Sa Majesté prendrait et mettrait la couronne d'Espagne sur le même pied que celle du royaume d'Italie. Je ne remarque pas que ce bruit ait fait autrement sensation, et il n'y a de saillant dans l'esprit public que l'impatience de voir le sort du royaume décidé.

Les membres du corps diplomatique à Madrid se sont un peu embarrassés fort gratuitement. La secrétairerie d'État des affaires étrangères leur a notifié, purement et simplement pour leur information, la circulaire du Conseil de Castille, en date du 18, à toutes les autorités civiles et militaires espagnoles. Ils ont conclu mal à propos qu'ils devaient comprendre que la lieutenance générale n'était plus celle du roi Charles IV, près de laquelle ils sont accrédités. Ils se sont plaints qu'on ne les ait pas invités à continuer confidentiellement les relations nécessaires. Je les

ai vus et remis sur la vraie voie. Il sera utile cependant, aussitôt que S. M. l'Empereur aura pris une décision, que Mgr le Grand-duc soit informé de la manière de faire écrire au corps diplomatique. S'il s'en rapporte à la secrétairerie d'État espagnole, elle pourrait lui faire quelque gaucherie.

Les lettres que je reçois successivement des agents consulaires dans les ports d'Espagne me prouvent combien l'esprit public a fait de progrès, quoique plusieurs de ces agents éprouvent quelque embarras à concilier leurs anciennes versions avec ce qui frappe enfin leurs yeux.

Les rapports adressés au département de la guerre, dont le général O'Farrill me communique la substance, ainsi que la copieuse correspondance des capitaines généraux, commandants, intendants, évêques, avec Mgr le Grand-duc, donnent des résultats plus positifs encore. Chaque courrier venant des provinces détruit une nouvelle fausse à Madrid, et chaque courrier de Madrid détruit une nouvelle fausse dans les provinces. Ce n'est pas qu'il n'y ait beaucoup de faits sur lesquels un rapporteur effrayé ou malicieux ne puisse broder. Ici, un agent de discorde a fait placarder pendant la nuit une pasquinade qui rassemble au matin le peuple bientôt détrompé. Là, un perturbateur suppose, entre un jour de poste et l'autre, une nouvelle alarmante aussitôt démentie. Dans telle ville, des hommes soudoyés vont courant les faubourgs en criant *Vive Ferdinand!* et à mesure qu'ils s'écoulent [*sic*], on est étonné d'apercevoir qu'ils n'ont fait aucune impression. Dans telle autre ville, des bulletins annoncent que le reste du royaume est en armes, sans que personne imite l'exemple supposé.

Ce soir, à Madrid, quelques marchands surchargés de collections différentes de gravures de Ferdinand que je

me rappelle avoir vues toutes à la porte des boutiques le 9 du mois dernier, ont cherché à s'en défaire en les livrant à vils prix à de malheureux colporteurs. Tout porte à continuer d'être sur ses gardes; rien n'est de nature à inspirer de l'inquiétude. Il est généralement démontré que la soumission prévaut dans les diverses parties de l'Espagne; que l'on y désire une solution et que la principale difficulté est uniquement de modérer l'impatience.

C'est l'intervalle entre l'attente et l'arrivée d'un nouveau souverain qu'il faut franchir avec dextérité, de manière à ne pas laisser refroidir les bonnes dispositions ou accroître les instigations ennemies.

On avait alarmé tous les créanciers publics, en insinuant que la nouvelle dynastie ne reconnaîtrait pas les dettes de l'ancienne. Néanmoins le change des *valès* [1] royaux a remonté ces jours derniers de 63 à 59.

On tourmente la nombreuse classe des pensionnaires et employés par de prétendus projets de réforme. On essaie de blesser l'orgueil national en disant que bientôt il faudra parler et écrire en français. On s'obstine à faire voir des essaims d'étrangers arrivant avec une dynastie étrangère. On commente méchamment chaque dislocation d'un corps de troupes espagnoles. On a fait déserter en masse un grand nombre de soldats du régiment des gardes, en prétendant qu'on fabriquait des menottes au quartier français pour les enchaîner. On parle d'emprunts forcés et on dit que la liste des principaux capitalistes est déjà envoyée à Bayonne.

Mgr le Grand-duc est tenu à une vigilance extrême, et malheureusement, il n'a pu parvenir à introduire encore

1. Papier-monnaie partagé en 16,500 billets à l'intérêt de 4 %, créé sous Charles III.

un bon système de police à Madrid. Différents incidents ont fait échouer ses efforts à cet égard ; cette partie a été de tout temps la plus délicate à manier dans cette capitale. Les résistances tiennent à des racines qui ne peuvent pas encore être extirpées. S. A. I. paraît disposée à essayer une combinaison purement espagnole, mais il faudra une contre-police secrète toute française, et je désirerais beaucoup que quelques hommes forts et sûrs lui fussent envoyés sans que personne puisse s'en douter.

Je sors à l'instant, Monseigneur, de chez S. A. I., chez qui je n'avais pu être admis hier ni aujourd'hui. Je l'ai trouvée très souffrante de ce genre de colique commun à Madrid. Ses médecins assurent que ce ne sera rien, et qu'une trop longue assiduité au travail a causé cette incommodité. A quelques mots échappés à son secrétaire des commandements, je soupçonne que le prince a eu des chagrins qu'il a cachés. Si ces chagrins tenaient à quelques mécontentements que S. M. l'Empereur lui aurait exprimés, mon honneur est intéressé à ce que S. A. I. ne suppose pas que ma correspondance particulière puisse y avoir donné lieu [1].

13. — *Madrid, 26 mai 1808* [vol. 674, f° 399]

S. A. I. le grand-duc de Berg a éprouvé une crise qui l'a beaucoup fatigué, mais soulagé, et qui contribuera, j'espère, à son plus prompt rétablissement. A ses coliques ont succédé des secousses d'estomac qui l'ont débarrassé

1. La déception et la fatigue jetèrent Murat dans une maladie noire et une fièvre violente (mai-juin 1808) qui mirent ses jours en danger.

Voir aux Archives nationales, AF. IV, 1605-1606.

ALBERT LUMBROSO : *Correspondance de Joachim Murat* (1899). — LE COMTE MURAT : *Murat en Espagne* (1897). — GEOFFROY DE GRANDMAISON : *Murat en Espagne* (*Correspondant*, juin-juillet 1899).

de quantité de bile. Ses médecins n'ont pas la moindre inquiétude. Il s'est rendu ce soir, par leur conseil, à une maison de campagne près de la ville [1], où il paraît qu'il restera une couple de jours. Il n'a pu recevoir personne d'aujourd'hui.

Sa maladie est un contretemps que je déplore, tant pour lui que pour les affaires confiées à sa vigilance. Sous les apparences de la sécurité la plus propre à en inspirer à la capitale et dans les provinces, il veillait sans cesse, et sa prévoyance prévenait ou étouffait tous les incidents. Les faits qui pouvaient paraître graves aux observateurs ordinaires cessaient d'avoir de l'importance, lorsque, avec l'activité qui lui est propre, il remédiait à tout. J'avoue qu'avec une disposition d'esprit qui me porte peu à la crainte, je crains cependant quelques désordres de l'interruption du travail de S. A. I. et R.

Le capitaine général de Valence [2] a envoyé un courrier au ministre de la guerre avec des dépêches en date du 23. Il dit qu'à l'arrivée de la poste de Madrid du 19, qui apportait les renonciations de Charles IV, du prince des Asturies et des Infants, il y a eu en ville quelque rumeur; que le lendemain, dès sept heures du matin, il y avait un rassemblement de deux mille personnes du peuple ; que l'on se mit à crier qu'on ne voulait pas de roi étranger, mais Ferdinand; que l'on demanda des armes, que la foule augmenta rapidement, qu'elle se porta à quelques excès ; que la faiblesse des moyens de répression obligea à recourir à divers tempéraments, et que les autorités espéraient rétablir la tranquillité publique à force de biais et de précautions. Je l'espère aussi. Valence, qui s'était fait

1. *La Floride*, villa des ducs d'Albe, en dehors de la porte Saint-Vincent, sur la rive droite du Manzanarès.

2. Le comte *de la Conquista*, lieutenant général depuis 1798.

remarquer dans d'autres temps par la violence des passions populaires, avait été calme dans ces derniers événements. Elle le redeviendra ou sera maintenue par la force qu'il y faudra envoyer en raison des prochains avis du capitaine général. Je conclus favorablement du succès avec lequel les agitations ont été étouffées dans d'autres points du royaume.

Il n'y a rien d'intéressant dans les lettres que j'ai reçues ce matin du consul général de Cadix, en date du 20 [1]. On savait déjà ici, par des avis plus récents, que le midi de l'Espagne continuait à garder une attitude qui laissait peu de chances aux instigations malveillantes. Il m'est arrivé à la fois, du chargé des affaires du consulat à Malaga, deux lettres, dont la première est remplie d'alarmes sur la parade populaire faite le 18 dans les faubourgs, et dont la seconde m'annonce que tout était rentré aussitôt dans l'ordre. C'est ce que j'avais l'honneur de dire hier soir à Votre Excellence, et il est certain que l'expérience m'a conduit à lire avec défiance les rapports sur l'esprit public qui me sont parvenus de la plupart des consulats d'Espagne. On s'était habitué à y croire d'après d'anciennes données, que le résultat du voyage à Bayonne serait la reconnaissance de l'avènement au trône du prince des Asturies, et son mariage avec une princesse de la famille impériale. De là une tendance à donner aux événements une teinte favorable à cette doctrine. J'ai consulté de préférence les correspondances du gouvernement espagnol, qui jusqu'ici ont été exactes, Le capitaine général de Valence ne peut ni exagérer ni se flatter; et,

1. L'insurrection n'éclata en effet que le 27 mai. — Le consul, M. Le Roy, était un agent fidèle; il transmettait avec intelligence à ses subordonnés les nouvelles que lui envoyait M. de La Forest (*Archives du Consulat de France à Cadix*, année 1808, registre XVI, t. LXXVI).

sans la maladie de Mgr le Grand-duc, je ne me laisserais aller à aucune appréhension.

Il me tarde de voir réunir des informations sûres des diverses extrémités du royaume, postérieurement à l'arrivée de l'acte qui convoque une assemblée générale à Bayonne.

14. — *Madrid, 31 mai 1808* [vol. 674, f° 462]

La maladie de Mgr le Grand-duc a pris un cours plus lent qu'on ne le supposait, il y a quelques jours, d'après la crise qui en avait changé la nature. La fatigue des affaires, dont il lui aurait fallu, et dont il ne pouvait cependant s'abstenir, y a contribué. S. A. I. est surtout agitée la nuit et est très faible encore. Mais tout annonce un prompt rétablissement.

Le général Belliard [1] a, par ses ordres, transmis journellement des rapports à Bayonne. Le prince, que je viens de quitter, se disposait à écrire à Sa Majesté.

Depuis quatre jours, Monseigneur, les divers soins que S. A. I. m'a confiés et les affaires courantes ont tellement absorbé mes moments que je n'ai pu suivre avec Votre Excellence ma correspondance politique.

Sa Majesté doit avoir, à l'heure qu'il est, le résultat de la conférence que S. A. I. a chargé M. le maître des requêtes Fréville et moi d'avoir avec une réunion d'hommes choisis, sur le projet de la future constitution d'Espagne. Le secret avait été recommandé à chacune des personnes appelées à cette assemblée. Mais d'après les observations

1. Augustin-Daniel *Belliard* (1769-1832). Volontaire (1792). Général (1796). Fit les campagnes d'Italie, d'Égypte, d'Austerlitz, de Prusse, de Pologne, de Russie, d'Allemagne et de France. Gouverneur de Madrid (1808-1812). Pair de France (1814) par Louis XVIII. Servit pendant les Cent-jours. Ministre plénipotentiaire de Louis-Philippe à Bruxelles (1831).

[illegible] déterminée à [illegible] constitution [illegible] tels [illegible] déterminés [illegible]

[illegible] pour lutter contre [illegible] et accueillies [illegible] une [illegible] on ne [illegible] l'Espagne.

[illegible] comme une mesure [illegible] de S. M. l'Empereur [illegible] En les recevant dans [illegible] que ces pièces fussent [illegible] par lui enregistrées [illegible] Hier matin le Conseil a délibéré : [illegible] préalablement préparés [illegible] que les mêmes [illegible] sont très sensés, réunis sur [illegible] de leurs robes, déraisonnent à [illegible] l'esprit de corps. Tous les anciens [illegible] ont été remis sur le tapis. L'agitation des provinces d'Aragon et de Valence avait rendu des incertitudes à la majorité. Quelques membres, que l'esprit du parti Ferdinand anime encore, ont entraîné la masse dans une protestation volumineuse et pitoyable, colorée du respect des lois non abrogées jusqu'ici, et de la crainte pré-

1 C'est la proclamation : « Espagnols, après une longue agonie, votre nation périssait, j'ai vu vos maux, j'y vais porter remède..., » suivie d'un décret convoquant pour le 25 juin à Bayonne une assemblée de députés espagnols (*Correspondance* de Napoléon Ier, tome XVII, p. 236).

tendue d'augmenter les troubles. S. A. I. a fait convoquer une consulte spéciale de vingt-quatre personnes prises parmi les autorités les plus imposantes, et où le doyen et quatre membres du Conseil de Castille ont été appelés. Ces derniers ont eu la mortification de voir la conduite de leur corps unanimement taxée d'imprudence, ses arguments couverts de ridicule et sa responsabilité nettement prononcée. Le conseil s'est réuni ce matin de nouveau. La conviction a porté le plus grand nombre et la peur a décidé les autres à enregistrer et publier, dans les formes accoutumées, la proclamation et le décret de Sa Majesté. Cette délibération a été de suite livrée à l'impression et des courriers viennent de partir pour la répandre dans les provinces.

Un bon effet résultera de ces actes de Sa Majesté qui n'indiquent pas encore le choix qu'elle a fait, mais qui sont de nature à rendre plus supportable l'attente d'une nation impatiente, et qui aident à remplir l'intervalle que j'ai toujours regardé comme difficile à franchir.

Il paraît jusqu'ici que les députés convoqués à Bayonne se mettent en route successivement. Le ministre de grâce et de justice devrait connaître à point nommé chaque nomination, chaque acceptation, chaque départ. Il lui est impossible de nous satisfaire à cet égard, tant les habitudes de l'administration et des administrés sont indolentes en Espagne, toutes vives qu'y soient les sensations.

Tous les avis des provinces s'accordent sur la confiance de plus en plus croissante des esprits éclairés et sur la défiance vague et inquiète du peuple ignorant. Le ministère espagnol se réduit de fait en ce moment à MM. O'Farrill et Piñuela, qui sont à chaque instant déconcertés de n'être que deux et se montrent souvent faibles. Ils ne se croient pas en assez grande compagnie et oublient qui est

à leur tête. Je les blâme de ne pas employer autant qu'ils le pourraient, dans les circonstances actuelles, les latitudes que leur laisse Mgr le Grand-duc pour combattre les fausses impressions. En demandant sans cesse quelque chose de plus à dire, ils négligent de répandre dans leurs écrits ce qui leur est déjà concédé. Le temps s'use en consultations, en allées et venues, en petits ménagements, en promesses de faire, en doutes sur l'autorisation indirecte, en jalousie sur l'action des autres. Heureusement S. A. I. va être incessamment en état de redonner son impulsion précédente.

Le courrier de Carthagène manque depuis les troubles de Valence. On est sans nouvelles de cette dernière ville, où l'on se persuade que l'ordre se rétablira de lui-même. Saragosse a été agitée peu après Valence ; le courrier de Barcelone l'a traversée sans éprouver aucune opposition et en a apporté ce matin même au général O'Farrill une lettre, en date du 28, de M. Cabarrus qui y est retenu. Le peuple a forcé de prendre le commandement de l'Aragon un M. Palafox de Melzi [1], jeune officier des gardes du corps, auquel on ne connaît pas de grands moyens, mais qui paraît conseillé par des gens d'esprit et semble jusqu'ici avoir pour objet de ramener à l'obéissance en se prêtant à l'insurrection. Sa proclamation et ce qu'il a dicté évidemment à la gazette de Saragosse indiquent au moins cette intention. Différentes personnes sont envoyées en Aragon et dans le royaume de Valence pour prendre des informations sûres, faire des rapports exacts, s'aboucher

1. Don José *Palafox y Melzi* (1780-1847). Officier des gardes de Charles IV. Placé par l'acclamation populaire à la tête du soulèvement de l'Aragon (26 mai 1808). Illustre par sa défense héroïque dans Saragosse (1808-1809). Emprisonné sans jugement à Vincennes (1809-1813). Capitaine général d'Aragon (1814). Créé duc de Saragosse et grand d'Espagne (1833).

avec les autorités et détromper le peuple. Un nouveau capitaine général et un nouveau commandant en second ont été nommés pour l'Aragon par S. A. I.

Les hommes qui connaissent l'esprit volage des habitants de Valence sont convaincus que l'effervescence y sera très passagère. On a la même espérance sur l'Aragon. On recommande généralement la douceur à S. A. I., qui prend ses mesures pour agir s'il le faut.

Je crois que s'il y a quelque inquiétude à avoir, ce ne peut être que de l'activité que mettraient les Anglais à perdre Cadix de vue pour se porter sur la côte orientale. Ils ont échoué dans la tentative qu'ils ont faite de nouer une négociation avec les commandants espagnols en Andalousie.

Les rapports du camp de Saint-Roch disent que l'on organise à Gibraltar une armée d'expédition que l'on porte déjà à 16,000 hommes et qui doit être de 23,000, ajoute-t-on. Il serait heureux que le ministère anglais perdît, en faisant cette sottise, les avantages que les circonstances peuvent lui donner en Amérique.

15. — *Madrid, 1er juin 1808* [vol. 675, f° 3]

S. A. I. était ce matin mieux qu'hier, quoique toujours très faible et ne pouvant dormir la nuit. Le travail de la journée lui a rendu de l'agitation ce soir.

Les différents courriers de Carthagène qui étaient en retard sont successivement arrivés aujourd'hui. Ils avaient été arrêtés à Murcie et à Alicante, conduits aux deux municipalités et dépouillés des dépêches pour Madrid qui ont été ouvertes et gardées. Ils disent qu'il n'y avait à Carthagène que beaucoup d'agitation parmi le peuple [1],

1. L'émeute, très violente, avait commencé le 24 mai.

[illegible] que dans les [illegible] et qu'ils n'ont pas re- [illegible]

[illegible] quelque rumeur à Ali- [illegible] de lettres. On reste [illegible] sur Valence et sur [illegible] dans ces deux [illegible] Celles de Saragosse [illegible] Valence sont inflam- [illegible] les font courir dans [illegible] sans succès sensible.

[illegible] a donné la liste des ecclé- [illegible] influentes en Aragon. Le [illegible] adresse une circulaire [illegible] qu'il attend de leur [illegible] sont envoyés à Valence. [illegible] l'archevêque Don François- [illegible] moine, homme ambitieux qui [illegible] cardinal, et auquel ils insinue- [illegible] est belle pour se recommander au [illegible] L'autorité, d'ailleurs, reste silencieuse et se [illegible] Malheureusement la désertion continue dans les troupes espagnoles, qu'on fait mouvoir vers le nord.

On a soigneusement étudié aujourd'hui à Madrid l'effet de la proclamation et du décret de S. M. l'Empereur, publiés hier soir. Il a été bon. Cependant le peuple a regretté que Sa Majesté n'eût pas nommé cet autre lui-même qu'il promet. Les réacteurs n'ont pas manqué de faire cou-

1. *José Arce y Reinoso*. Évêque de Burgos (février 1798); archevêque de Saragosse (juillet 1801); titulaire jusqu'en 1816. Inquisiteur général avant 1808, en même temps que haut dignitaire de la franc-maçonnerie. Mort à Paris le 16 février 1844.

2. Joachim *Company y Soler*, franciscain; archevêque de Saragosse (1798); archevêque de Valence (1800); mort le 3 février 1813.

rir le bruit que le roi de Naples refusait le trône d'Espagne et que de là provenait la réserve de l'Empereur.

La police de Madrid se remonte enfin. M. le général Grouchy [1] est chargé depuis quelques jours de la police secrète française, qu'il conduit bien et dont il a écarté des intrigues plus nuisibles partout qu'utiles. La police ostensible espagnole était mal entre les mains de M. Campomanès [2], qui n'a montré ni activité, ni vigilance, ni bonne volonté, et se considérait comme exerçant provisoirement en attendant que sa démission fût acceptée. S. A. I. la remet demain à M. de Collado, premier lieutenant du corrégidor de Madrid, homme sûr et très recommandable.

Un autre objet essentiel va sortir aussi de l'ornière où il était tombé. J'entends parler des gazettes. S. A. I. avait eu soin, dès qu'elle fut maîtresse de la Junte de gouvernement, de faire nommer deux inspecteurs français avec les inspecteurs espagnols. Elle devait compter sur le tact de ceux-ci et sur le zèle de ceux-là. Les premiers n'ont été occupés qu'à paralyser les seconds. Ils ont rendu nulle la gazette officielle qu'il fallait rendre bonne. D'inspecteurs ils sont devenus secrètement acquéreurs du *Diario*, et en dépit de toutes les directions qui leur ont été données, ils ont, par des articles mal digérés et souvent fâcheux, obtenu un grand débit. Le ton d'indépendance qu'ils ont affiché en a imposé au faible et malade bailly de Lemos, et Mgr le Grand-duc a inutilement ordonné plusieurs fois qu'ils fussent contrôlés. M. le marquis de

1. Emmanuel *de Grouchy* (1766-1847). Officier des gardes du corps (1785); colonel (1792); général de brigade (1792); général de division (1795). Servit contre les Vendéens. Prépara une descente en Irlande (1797). Campagnes d'Italie, de Prusse, de Pologne. Gouverneur de Madrid (1808) au 2 mai. Campagnes d'Autriche (1809); de Russie; de France. Maréchal pendant les Cent-jours. Disgracié à la Restauration. Pair de France (1832).

2. Parent du comte de Campomanès, ministre de Charles III.

Caballero s'est chargé ce soir du service des gazettes, jusqu'à l'établissement d'un ministère de police générale.

Le ministère va d'ailleurs se trouver fortifié par l'arrivée de M. de Mazarredo [1], qui est attendu demain ou après-demain, et qui prend la marine. Il reste à pourvoir à la première secrétairerie d'État et je crois que M. de Badaxy y Azara en aura le travail, jusqu'au remplacement de M. de Cevallos. Ces divers arrangements étaient bien nécessaires.

16. — *Madrid, 4 juin 1808* [vol. 675, f° 22]

J'ai reçu cette nuit la lettre que vous avez bien voulu m'écrire le 30 du mois dernier. Je m'empresse de vous en remercier. Votre Excellence me présente sous le point de vue le plus propre à exciter ma reconnaissance ce que vous me faisiez l'honneur de m'écrire le 17 [2]. Veuillez, si l'occasion s'en représentait, assurer Sa Majesté qu'elle n'a pas un serviteur plus dévoué que moi, ni plus ambitieux de conserver sa bonne opinion. Je suis occupé sans relâche du bien de son service. J'y sacrifie jusqu'à la satisfaction, que se ménagerait un homme moins zélé, de parler quelquefois de ce qu'il fait.

Mgr le Grand-duc est mieux chaque jour et semble puiser des forces dans le besoin qu'il éprouve d'en déployer. Il a beaucoup travaillé ces deux jours-ci, et apporte une application extrême à réprimer des soulève-

1. Don José *de Mazarredo y Salazar* (1744-1814). Lieutenant général (1789). Se distingua comme amiral à Cadix contre les Anglais en 1782 et en 1797. Ambassadeur à Paris (1804). Ministre de la marine de Joseph (1808).

2. « Ma lettre du 17 juin vous portait un témoignage de confiance de S. M. l'Empereur et de l'opinion qu'elle a de votre capacité et de vos lumières, bien propre à adoucir la peine qu'ont pu vous faire les observations qui y étaient jointes. » Champagny à La Forest. (Vol. 674, fol. 429.) Voir p. 27.

ments qui avaient fait pendant sa maladie les plus rapides progrès.

S. A. I. est le centre de toutes les informations. Nous avons mis, M. de Fréville et moi, une infatigable activité depuis plusieurs jours à les lui transmettre rapidement à sa campagne. L'interruption des courriers, au moment où il importait le plus de connaître exactement l'état réel de chaque province, a été un véritable malheur. S. A. I. a fait passer successivement à Sa Majesté tout ce qui lui est parvenu et a rendu compte de ses mesures.

Votre Excellence aura su combien vite de Valence à Saragosse, Murcie, Alicante, Carthagène, Séville, Cordoue, Badajoz, Valladolid, Léon et Oviedo, s'est étendue l'insurrection qui n'avait pu être étouffée à sa naissance. L'agitation d'esprit où se trouve une populace qui n'a que des passions et point de lumières a donné toute facilité aux instigateurs. Le comte de la Torre, gouverneur de Badajoz, a été inhumainement massacré. Un des magistrats de Séville l'a été aussi, dit-on [1]. Plusieurs autres fonctionnaires civils et militaires sont enfermés et gardés à vue. La populace a nommé de nouveaux chefs, partout où les anciens ont refusé de lui laisser prendre les armes.

Il est remarquable cependant qu'au milieu de ces convulsions, les choix populaires soient tombés généralement sur des hommes qui ont un grand intérêt à l'ordre par leur rang ou leur fortune.

Il n'y a d'exceptions connues jusqu'ici qu'à Valladolid

1. La populace tua à coups de carabine le comte del Aguila, lié à son balcon.

Tous ces soulèvements patriotiques (le signal fut donné à Carthagène, le 24 mai) furent marqués par des assassinats : à Malaga, le colonel don Rafael Truxillo; à Valladolid, don Miguel Cevallos; en Galice, le lieutenant général don Antonio Filangieri; à Jaen, don Antonio Maria de Lomas. — La populace de Valence égorgea trois cents Français (5 juin).

[illegible] Echavarri[1], très [illegible] de cette dernière [illegible] aucun ménage-[illegible]

[illegible] sur les correspondances de [illegible] ni sur les [illegible] d'une insurrection qui, [illegible] très grand cercle.

[illegible] de province à [illegible] les chemins de [illegible] généralement [illegible] de la poste et du gouverne-[illegible] sous des formes différentes, [illegible] avec plus de hardiesse [illegible] les autorités [illegible] : celle de nom-[illegible] d'enrôler, bon [illegible] les classes.

[illegible] même des prêtres séculiers, ont été [illegible] Les gens les mieux in-[illegible] ne sont pas [illegible] Ils ont trop tenu, dans [illegible] à toutes fins, qui donne des [illegible] aux gens [illegible] et des espérances aux mécon-[illegible]

[illegible] de rapports et rapproché beau-[illegible] Je me crois fondé à dire que l'acte de re-[illegible] des Asturies et des Infants a produit

1. Don Pedro Agustin de Echavarri avait d'abord servi dans la marine, aux Iles Canaries ; puis avait fait la campagne du Roussillon ; comme lieutenant-colonel il avait été chargé de poursuivre, avec des troupes régulières, les contrebandiers qui infestaient la Sierra Morena. A l'été de 1808, la Junte de Cordoue le nomma son président, avec le grade de général.

le même effet partout où il est parvenu successivement. Que Votre Excellence veuille bien le relire. Elle comprendra combien d'expressions ont donné lieu à la malveillance de répandre, et à l'ignorance de croire, que cet acte n'a pas été volontaire et que le prince ne tarderait pas à s'échapper de France. Sans doute, il y a dans ce qui s'est passé un certain reste de la machine montée sous l'Infant don Antonio, pour avoir, en cas de besoin, une Junte du gouvernement hors de Madrid [1]. C'est le même fond d'idées. Aucune recherche, néanmoins, ne me conduit à en rattacher les fils aux mêmes hommes. Quoi qu'il en soit, le rétablissement de la santé du grand-duc de Berg dissipe les inquiétudes que j'ai eues. J'ai confiance entière dans l'action qu'il exerce. J'envoie à Votre Excellence la traduction de la publication qui va précéder les forces militaires qu'il fait mouvoir [2].

La circonstance la plus désagréable de ces derniers temps est la désertion dont j'ai entretenu Votre Excellence [3]. Elle a réduit à presque rien la garnison espagnole de Madrid et on craint qu'elle ne gagne dans les provinces. Les déserteurs sont attirés par l'argent qu'on leur promet dans les villes insurgées et des embaucheurs déguisés ont trompé la surveillance des officiers.

1. Cette Junte (dont l'Infant Antonio avait la présidence purement nominale), composée du prince de Castel Franco, du comte de Montarco, de don Arias Mon, etc., comprenant que la liberté de ses délibérations allait disparaître, envoya deux députés (don Evariste Perez de Castro et José de Zayas) à Bayonne prendre les ordres de Ferdinand (1er mai) et résolut de nommer une autre Junte qui siégerait à Saragosse, et convoquerait des Cortès dans quelque endroit que ce fût. Les événements ne lui permirent pas de réaliser à temps ces projets.

2. Une proclamation de la Junte de Madrid (3 juin) pour inviter la « nation » au calme, sous peine de châtiment. AF. IV, 1606.

3. Dans le seul mois de mai, 959 hommes de la garnison de Madrid avaient disparu; un soir, 200 gardes wallonnes manquèrent à l'appel; le régiment de Lusitanie déserta tout entier (Murat à l'Empereur, 3 juin). AF. IV, 1606.

J'ai tracé, Monseigneur, le côté sombre du tableau; l'insurrection peut s'étendre davantage encore, parce que rien encore n'a pu directement la frapper. Nous approchons du moment où la répression, dans les points qui seront les premiers atteints, découragera les plus éloignés et maintiendra la fidélité dans ceux qui n'ont pas remué.

17. — *Madrid, 6 juin 1808* [vol. 675, f° 39]

L'insurrection s'est manifestée jusqu'à Ségovie. Le général Frère [1] doit être, à l'heure qu'il est, en position de la réprimer, comme le général Dupont doit être aujourd'hui près de forcer à Cordoue [2] M. d'Echavarri, et comme M. le maréchal Moncey sera dans quelques jours sous les murs de Saragosse.

On a des rapports de Grenade et de Malaga qui prouvent l'activité avec laquelle les séditieux ont disséminé leurs émissaires. Des bruits confus font craindre que M. le général Solano, marquis de Socorro [3], n'ait été surpris à la campagne près de Cadix.

Une foule de circonstances conduisent à conjecturer que l'approche des troupes françaises donnera partout, aux autorités légitimes et à la classe éclairée, l'occasion de se soustraire à l'oppression de la populace.

1. Georges *Frère* (1764-1826). Volontaire (1791). Fit les campagnes d'Italie. Général de brigade (1802). Général de division (1808). S'empara de Ségovie (7 juin 1808); chef d'état-major de Lannes au siège de Saragosse. Blessé à Wagram. Comte de l'Empire (1809). Retourna en Espagne (1810). Chevalier de Saint-Louis (1814). En disponibilité après les Cent-jours.

2. Dupont entra de vive force à Cordoue le 7 juin.

3. Don *Francisco Solano* (1770-1808). Marquis *de la Solana y del Socorro*. Commandait une brigade espagnole à l'armée de Catalogne (1793). Obtint de Charles IV la permission de servir en Allemagne comme volontaire, sous Moreau. Lieutenant général et capitaine général de l'Andalousie (1800). Après une résistance désespérée, il fut massacré par ses compatriotes auxquels il annonçait les prochaines victoires de Napoléon (28 mai 1808).

Les anciens chefs qui se sont prêtés à des volontés qu'ils n'ont pu maîtriser, et les chefs nouveaux qui paraissent n'avoir accepté de fonctions que pour parer à de plus grands désordres, vont être incessamment obligés de mettre leurs intentions à jour.

La proclamation d'avant-hier, qui a commencé à circuler hier, est très bien accueillie à Madrid, et on se flatte qu'elle le sera dans les provinces. Si elle n'est pas comprise par la populace, elle rendra du courage, au moins, aux hommes éclairés. Ils en ont besoin. Presque tous croient qu'on ne peut conduire la foule qu'en suivant ses ondulations. Ils ont dû voir que cette pusillanimité réussit mal.

On se demande à Madrid pourquoi la Junte de gouvernement n'a pas annoncé plus tôt les détails dans lesquels elle est entrée avant-hier. Je me le demande également.

Le fait est que, depuis le 26, jour où S. A. I. avait ordonné une proclamation dans ce sens, il a été impossible de mettre d'accord à cet égard les membres de la Junte entre eux et avec le Conseil de Castille.

Mgr le Grand-duc est revenu hier à Madrid. Il a reçu de S. M. l'Empereur l'autorisation de déclarer que S. M. Joseph Napoléon arrivait à Bayonne, acceptait le trône d'Espagne et se rendrait immédiatement dans sa capitale.

Votre Excellence verra dans les gazettes d'aujourd'hui que, parmi plusieurs publications convenables au moment, celle que l'Empereur a daigné permettre tient le premier rang. Rien ne pouvait paraître plus à propos et n'était plus vivement sollicité. Il ne restera pas de milieu désormais entre l'obéissance et la rébellion ; celle ci sera d'autant plus facilement réduite qu'elle n'aura plus les mêmes prétextes et ne sera plus alimentée par les incertitudes.

Sans que je le dise à Votre Excellence, il lui aura été sensible que les commotions civiles qui ont éclaté ont influé sur le sort de l'assemblée générale convoquée pour le 15 à Bayonne.

Beaucoup de membres se sont excusés, beaucoup n'ont pas répondu pour ne pas se compromettre. Nombre de villes n'ont pas choisi leurs députés. Cependant, je crois que quatre-vingts membres de cette assemblée, ou à peu près, sont ou rendus sur les frontières, ou en route. Il est temps encore de faire des nominations et de déterminer des députés, de manière à s'assurer qu'une centaine de personnes seront réunies sous les yeux de Sa Majesté. J'aurais désiré que Mgr le Grand-duc entreprît dès hier un parti à cet égard. Je crois entrevoir qu'il suppose que l'Empereur transmettra ici au premier moment la constitution de l'Espagne et renverra l'assemblée nationale à Madrid où l'acceptation aurait lieu. Mais comme il y a moins d'inconvénient à déranger une trentaine de députés de plus qu'à laisser périciliter un arrangement auquel S. M. l'Empereur peut avoir de très bonnes raisons de tenir, je regrette chaque heure d'indécision.

M. de Bardaxy y Azara[1] a reçu le portefeuille de la première secrétairerie d'État, et a été annoncé en cette qualité au corps diplomatique étranger à Madrid. Il a, le lendemain de son installation, notifié à ces messieurs, en termes convenables, le décret de S. M. l'Empereur, du 25 mai, enregistré le 31 au Conseil de Castille.

M. le général Mazarredo n'est pas arrivé encore à

1 Eusebio *Bardaxy y Azara*, né en Andalousie. Conseiller d'État sous Charles IV. Rallié à Joseph (1808). Ministre des affaires étrangères de la régence de Cadix (1812). Ambassadeur à Turin (1819). Ministre des affaires étrangères (1821).

Madrid. Sa nomination au ministère de la marine paraît être très agréable.

P.-S. — J'ai l'honneur de joindre ici copie d'un décret de S. A. I. concernant les travaux de construction, armements ou dépècements de vaisseaux dans les ports de l'Espagne. Ce travail a été fait par ordre de S. M. l'Empereur.

18. — *Madrid, 7 juin 1808* [vol. 675, f° 55]

S. A. I. le grand-duc de Berg a trop peu ménagé sa convalescence. Il était souffrant hier soir, et je n'ai pu être admis à lui faire ma cour. Je sais qu'il a passé une mauvaise nuit, livré à des idées mélancoliques. Il est parti ce matin de bonne heure pour une campagne plus salubre, mais beaucoup plus éloignée que celle qu'il avait occupée pendant sa maladie [1]. Le général Belliard m'a prié de ne pas aller le voir, en me confiant que S. A. I. avait besoin de solitude et éprouvait une affection nerveuse.

A dire à Votre Excellence les choses telles que je les crois, Mgr le Grand-duc recouvrera difficilement sa santé, s'il ne change d'air et ne jouit bientôt de plus de repos qu'il n'en peut avoir en Espagne.

Une dépêche du général Frère est arrivée ce soir. Il est entré dans Ségovie. Les détails sont envoyés à S. M. l'Empereur. La circonstance la plus remarquable, c'est que les insurgés qui avaient occupé la ville ne s'en sont enfuis qu'après l'avoir pillée. La leçon est forte [2]. Puisse-t-elle

1. La villa de Chamartin, à une lieue au nord de Madrid, maison de plaisance du duc de l'Infantado, fut également habitée par Napoléon quand il séjourna près de la capitale.

2. « Le général Frère sera demain matin aux portes de Ségovie qui a osé s'insurger avant-hier. Il a l'ordre de brûler la ville s'il éprouvait

apprendre à la classe aisée ou riche, qui a perdu toute énergie en Espagne depuis les troubles, ce qu'elle doit attendre de la populace.

Malaga et Grenade sont aussi livrées aux volontés de la populace. Le général Lasalle doit être aujourd'hui devant Valladolid et coupera les fuyards de Saragosse [1]. On attend impatiemment des nouvelles du général Dupont.

D'après l'autorisation de S. A. I., je me suis occupé une partie de la journée, chez le secrétaire d'État de grâce et de justice, du choix d'une trentaine de députés qui devront se mettre en route pour Bayonne, à la place de ceux qui ont décliné. Tout est si mal monté dans les bureaux ministériels, qu'il m'est démontré que Votre Excellence ne pourra se procurer qu'à Bayonne même la liste des membres de l'assemblée qui s'y trouveront le 15.

19. — *Madrid, 8 juin 1808* [vol. 675, f° 60]

J'ai dévoué cinq heures ce soir, quelque peu de temps que j'aie à moi, à guetter le moment d'être admis près de Mgr le grand-duc de Berg. Je suis revenu à Madrid avec la douleur de n'avoir pu même entrevoir S. A. I. Tout le monde paraissait tranquille à sa campagne. J'ai beaucoup observé et questionné le peu de personnes qui l'approchent. J'ai particulièrement pressé le médecin qui ne le

quelque résistance; il a surtout celui de faire pendre dix des plus mutins qui lui seront remis par le corrégidor. Je regarde comme un bonheur qu'on m'ait mis à même de frapper de suite un grand coup. » (Murat à l'Empereur, 5 juin 1808.)

1. Descendu de Burgos, avec quatre bataillons et quelques escadrons de chasseurs, Lasalle enleva le 6 juin le pont de Torquemada, sur la Pisuerga; entra le lendemain à Palencia et, le 12, battit complètement La Cuesta à Cabezon; il arriva devant Valladolid et y séjourna trois jours, après avoir accordé aux prières du clergé une amnistie aux habitants. Voir général Gomez de Arteche, *Guerra de la Independencia*, II, chap. Ier.

quitte pas. Il ne transpire aucune espèce d'inquiétude sur sa santé. Il paraît qu'il y a eu complication de mouvements bilieux et de vapeurs. Il a fallu d'abord avoir recours aux évacuants, avant de passer aux calmants. Mais quelle que soit la réserve avec laquelle on s'explique sur le véritable mal, je vois que S. A. I. est obsédée des plus funestes pensées. Le prince se croit en danger. Il déplore le malheur de mourir loin de son auguste épouse et des princes ses enfants. Lui parle-t-on, pour le distraire, du trône de Naples, il déplore la fatalité de vivre loin de S. M. l'Empereur. Il ne voit de chance de guérison que dans le plus prompt départ pour la France et gémit de chaque heure de délai [1]. Les affaires du gouvernement l'importunent; il ne veut point qu'on l'en entretienne. Il n'ouvre l'oreille qu'aux rapports militaires.

Je peux affirmer aujourd'hui ce que je me déterminais à peine à mander hier à Votre Excellence. Les plus sombres vapeurs n'amènent pas un danger réel. Mais l'état du prince est cruel à supporter. Il importe qu'il soit promptement relevé, et l'on peut douter que les calmants le mettent en position de supporter le fardeau des affaires aussi vite qu'il le faudrait.

S. M. l'Empereur ne saurait balancer. Mgr le Grand-duc ne peut être remplacé en Espagne que par le Roi.

Si S. M. le Roi pouvait accourir sans attendre le résultat de l'assemblée du 15, la crise serait abrégée; indépendamment de l'état du prince, l'état général des affaires sollicite hautement sa présence.

Le statut constitutionnel de l'Espagne n'en serait pas moins adopté dans l'assemblée de Bayonne et transmis

1. « Sire, il faut que je me sente bien mal pour avoir pu consentir à ce qu'on écrivît à Votre Majesté que je ne pourrais plus rester ici; rien n'est cependant plus vrai... » Murat à l'Empereur (12 juin 1808).

ensuite à Madrid pour être promulgué. Il est de toute nécessité que ce statut émane de l'Empereur et soit sous sa garantie, ainsi que le Roi, auquel Sa Majesté Impériale transmet la couronne, en vertu des renonciations de la dynastie précédente. On serait peut-être plus d'une année à se mettre ici d'accord sur cet acte fondamental, s'il n'est pas imposé d'emblée. Mais j'oserais penser qu'il n'est pas absolument nécessaire que le statut constitutionnel et le souverain arrivent simultanément à Madrid, dès qu'il existe des circonstances supérieures aux simples convenances.

Peu après avoir appris la réduction de Ségovie, on a reçu ici la nouvelle du soulèvement de Santiago, capitale de la Galice, et des troubles survenus à la Corogne. On ignore encore le résultat de l'expédition sur Valladolid. Je joins ici la traduction d'un bulletin particulier de cette ville, envoyé par un fils à son père, à Madrid, et que celui-ci vient de me communiquer. Je le reçois trop tard pour l'envoyer chez S. A. I. au général Belliard, qui réunit et transmet la collection des pièces de chaque jour, depuis que Mgr le Grand-duc ne peut le faire lui-même. Votre Excellence verra que les moines font intervenir de faux miracles, autant que les agitateurs répandent de fausses nouvelles.

S'il faut gémir de l'égarement du peuple ignorant d'Espagne, il faut s'indigner de la pusillanimité des classes supérieures et de la résignation des classes moyennes. La meilleure partie de mon temps s'use à rendre du courage aux membres du gouvernement et aux autorités; et je trouve le lendemain que mes soins de la veille ont été perdus.

Je n'espère rien de mieux avant que l'insurrection ait été plus généralement frappée. Il faut le dire, la maladie

de Mgr le Grand-duc et son second départ de Madrid inspirent plus d'alarmes que tous nos efforts ne ramènent de confiance. Tel est le pays, tels sont les habitants.

L'horizon s'éclaircira bientôt et S. M. l'Empereur, dont la voix est méconnue en ce moment, saura proportionner au surplus les forces aux résistances. En devenant pays conquis cependant, l'Espagne et les différents corps de noblesse et de clergé dont nous avons à nous plaindre doivent, dans mon humble opinion, être traités avec les mêmes sentiments de bienveillance qui leur ont été montrés dès le principe. Je veux dire que les bases constitutionnelles déjà posées par Sa Majesté sont encore celles que la politique semble conseiller de reproduire, quoique l'occasion soit favorable pour la réforme hardie des ordres religieux et du système de noblesse. Il faudrait beaucoup de troupes en Espagne, et il en faudrait longtemps, si le bienfait qui lui est préparé était trop en opposition avec des intérêts prépondérants.

J'ai la plus ferme espérance dans l'heureux effet que produira l'arrivée d'un roi clément et conciliateur et d'une constitution conforme à l'esprit de la génération actuelle. Les insurrections s'épuiseront elles-mêmes, lorsque le certain sera connu et n'aura rien qui ne provoque insensiblement la reconnaissance ; les armes en auront plus d'efficacité contre l'obstination.

20. — *Madrid, 9 juin 1808* [vol. 675, f° 67]

J'ai reçu ce matin la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 5 de ce mois. Les derniers courriers ont eu peine à passer de Madrid à Bayonne. On travaille à rétablir la sûreté des communications. Dans l'intervalle il est nécessaire de restreindre les paquets.

Veuillez donc permettre que je n'entre pas en explication dans ce moment sur les obstacles qui m'ont empêché de faire tout ce que Sa Majesté aurait désiré. Je supplie Votre Excellence de croire que l'impossible seul a servi de borne à mon zèle. Je suis resté aujourd'hui plusieurs heures avec persévérance à la campagne de S. A. I., jusqu'à ce que j'aie pu avoir la satisfaction d'être admis près de son lit. J'ai jugé que, quoiqu'en effet il n'y eût pas d'inquiétudes à avoir sur son état, il serait véritablement inhumain de l'entretenir d'affaires. Ce prince m'a vu, a beaucoup gémi et n'a pas parlé. Je me suis retiré après une minute ou deux. Je me suis aperçu que ma présence lui rappelait ce qu'il sent trop.

La stagnation prolongée des affaires du gouvernement espagnol a conduit à un désordre auquel il est plus que temps de remédier. Il n'y a point d'action dans les autorités au moment où il en faudrait le plus. La manière dont ces autorités sont constituées exige pourtant une décision donnée ou supposée de la part du chef de l'État ; et depuis longtemps on ne peut avoir de décision sur presque rien. Je ne rencontre que scrupules et hésitations. Ce que j'avais l'honneur de vous dire à ce sujet le 31 mai, avec l'espérance d'un remède immédiat, n'a fait qu'empirer.

Dès le 27 du mois dernier, le général O'Farrill avait vivement représenté au général Belliard et à moi qu'il était de toute nécessité d'imaginer un moyen de fortifier le ministère, tant pour l'effet moral sur le public que pour la plus prompte expédition des affaires. J'étais de son avis. Mais il n'y a eu aucun moyen d'en traiter à fond, et j'ai dû chaque jour espérer que nous serions plus heureux le lendemain.

J'en ai hier entretenu si chaudement le général Belliard qu'il a obtenu de S. A. I. que je fusse autorisé à concer-

ter dans la nuit même un plan avec MM. O'Farrill et Piñuela. Ce plan a été rédigé et S. A. I. ayant daigné faire dire par M. le général Belliard qu'elle l'agréait, on le mit en forme de décret et nous nous flattons que S. A. I. le signera.

Il est fort simple et il réussira, si les hommes dont le sort dépend désormais du succès des vues de S. M. l'Empereur peuvent être tenus en haleine. La Junte de gouvernement continuera à être rassemblée dans toutes les occasions importantes où S. A. I. l'ordonnera. Dans son sein seront prises plusieurs sections qui seront spécialement attachées aux différentes secrétaireries d'État. Chaque section travaillera journellement et à heure fixe avec le secrétaire d'État, qui prendra son avis sur tout ce qu'il peut expédier, ou doit référer soit à S. A. I., soit à la junte, par ordre de S. A. I. La section n'est que consultative. Chaque secrétaire d'État a le choix des affaires qui lui paraissent de nature à être consultées, et conserve exclusivement la signature et la responsabilité.

Mais ce n'est plus assez, Monseigneur; il faudra que chaque jour interviennent beaucoup d'autorisations de S. A. I. Comment y parvenir? J'ai enfin, par-devers moi, la preuve qu'il ne faut pas penser à lui dire plus que quelques mots sommaires, et le général Belliard seul peut en saisir les occasions.

L'urgence des circonstances m'a inspiré une hardiesse dont je viens de m'ouvrir avec le général Belliard. Il faudrait que demain, en signant le décret, S. A. I. voulût bien autoriser le général et moi à attester en commun sa décision sur toutes les affaires du gouvernement dont les différents ministères auront à faire rapport. Nous respecterons par ce biais la situation de S. A. I., et nous ferons marcher les ministères.

Je me jette aux pieds de Sa Majesté pour demander pardon de cette témérité. Mais depuis si longtemps je me consume en efforts pour obtenir de faibles résultats, que je ne puis tenir davantage au chagrin de voir languir le service que S. A. I. avait si vigoureusement conduit, tant que sa santé l'a permis.

M. le général Mazarredo est arrivé ce matin et passe demain à son ministère. C'est un précieux renfort.

21. — *Madrid, 10 juin 1808* [vol. 675, f° 69]

J'aurais désiré vivement tranquilliser Votre Excellence sur le sort des établissements français et des consuls ou vice-consuls de S. M. l'Empereur dans tous les ports de l'Espagne où l'insurrection s'est manifestée. Je ne puis parvenir encore à obtenir des renseignements sur leur compte. Je suis seulement informé, par l'agent commercial de Saint-Sébastien, que le consul de Santander, un aide de camp de M. le maréchal Bessières et tous les Français de cet établissement sont emprisonnés. Je joins ici la note des dernières dépêches parvenues de chaque port à l'ambassade, pour que Votre Excellence voie à quelle époque cette correspondance a cessé ou n'a pu avoir cours. De mon côté, j'ai continué d'envoyer jusqu'ici à tous les consuls et vice-consuls des lettres écrites à dessein pour être interceptées.

Quelques soins qu'ait pris ici le gouvernement, et il s'en faut de beaucoup que j'en loue l'activité, il n'a pu rétablir encore des relations entre lui et toutes les provinces comprises dans le cercle de l'Estramadure au royaume de Valence inclusivement. Il faut regarder comme exagérée la foule des nouvelles qu'on répand sur cette étendue de pays, sur les troupes espagnoles, sur le débarquement

d'un corps de troupes anglaises, sur le général Solano, sur la résistance qu'éprouve le corps d'armée du général Dupont. Mais encore serait-il bien important d'avoir des notions positives pour juger de l'étendue du mal et des remèdes à y appliquer. Il est bien avéré qu'à Séville l'insurrection a un caractère particulier d'intensité et que cette ville est un foyer dans le midi, comme Valladolid dans l'ouest, Valence dans l'est et Oviedo dans le nord. Cependant, s'il y avait une conjecture à tirer des bruits extravagants répandus dans chaque point sur tous les autres, et de l'interception des malles de poste, c'est que les meneurs trouvent qu'il est profitable pour leurs mensonges de ne point laisser percer la vérité, et que, par conséquent, l'insurrection est, sous beaucoup d'aspects, moins imposante qu'ils ne veulent le faire croire.

Mais la peur bannit toute réflexion, et on continue à ne voir que terreurs à Madrid. Un petit incident a donné l'alarme ce matin et fait penser qu'un mouvement populaire allait éclater. Quoique les Espagnols aiment moins que jamais les Français, et que ce sentiment soit au fond du cœur de ceux mêmes qui marchent avec nous, on ne se rassure que lorsque nous affirmons que S. M. l'Empereur envoie de nouvelles troupes en Espagne. Ce n'est point contradictoire, c'est que la frayeur l'emporte chez les uns sur l'orgueil offensé et sur la haine chez les autres.

La collection de tous les rapports continue à être envoyée par le général Belliard, d'ordre exprès de S. A. I. Sa Majesté a tellement sous les yeux journellement les résultats connus à Madrid, qu'elle peut aisément juger des renforts qui seraient nécessaires. Je fais questions sur questions pour acquérir la certitude qu'aucun papier n'est omis ; mais il y a impossibilité absolue d'avoir de doubles copies.

Les différents avis de la route de Madrid à Bayonne me donnent lieu d'espérer que les députés arrivent successivement au rendez-vous, et que le 15 de ce mois, l'Assemblée générale sera suffisamment nombreuse.

Je vous adresse, Monseigneur, en original même, n'ayant plus le temps d'en faire faire une traduction, tout ce qui existe ce soir de renseignements à ce sujet dans les bureaux du ministère de grâce et de justice.

Mgr le Grand-duc paraît avoir eu l'esprit un peu plus libre aujourd'hui, mais a été inaccessible. Il a signé le décret dont j'ai eu l'honneur de parler hier à Votre Excellence, et l'exécution en a été concertée ce soir entre les ministres et les sections de la Junte. J'ai remis au général Belliard le projet d'ordre pour lui et moi, dont j'ai eu l'honneur de vous parler également. Je lui ai lu, pour sa direction, plusieurs passages de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser le 5. C'est à lui à saisir le premier moment favorable pour exposer au prince la nécessité de cette mesure, si S. A. I. doit encore éprouver quelques jours le même dégoût des affaires. Le général O'Farrill et le général Mazarredo, qui s'étaient présentés ce matin chez S. A. I. sans être admis, m'ont précisément exposé, à leur tour, l'urgence de placer quelque part l'autorisation de notifier les décisions de Mgr le Grand-duc.

Une circonstance heureuse, Monseigneur, et pour la santé du prince et pour l'état présent des choses en Espagne, c'est l'arrivée du décret de S. M. l'Empereur qui confère et garantit la couronne d'Espagne et des Indes à son auguste frère. Je sors de la Junte qui a été rassemblée de suite pour concerter la manière de procéder sans éprouver les obstacles précédents de la part du conseil de Castille. On se rassemble demain de nouveau à huit heures du matin ; un projet de remerciements à

. M. l'Empereur et d'adresse à la nation espagnole se-
ont préparés par le général Mazarredo, et le décret sera
nvoyé au conseil de Castille, dont le gouverneur et
lusieurs membres assistent à la junte. On pensera en-
uite et sans délais aux formalités solennelles de la pro-
nulgation du roi, en se reportant à ce qui eut lieu lors de
'avènement de Philippe V, autant que les analogies le
permettent. J'ai craint de reculer au lieu d'avancer, en
proposant trop de choses à la fois et cherchant à aller trop
vite.

22. — *Madrid, 11 juin 1808* [vol. 675, f° 71]

S. A. I. le Grand-duc m'a permis d'aller un instant lui faire ma cour demain soir. Je suis prévenu en même temps qu'il faut encore s'abstenir de lui parler d'affaires. Il n'a admis personne aujourd'hui. Il s'est trouvé assez bien pour faire ce soir trois à quatre tours de terrasse. Son état moral est amélioré aussi. Il a reçu des lettres de S. A. I. la princesse Caroline qui lui ont fait grand bien.

Le général Belliard a cru devoir différer jusqu'à demain de lui proposer de signer l'ordre qui nous permettrait de le suppléer. Les ministres font des doléances continuelles sur la stagnation des affaires les plus urgentes, et je m'afflige de ne pouvoir encore y remédier.

Le nouveau surintendant de la police de Madrid était à peine entré en fonctions, que les événements l'ont glacé d'effroi. Il est tombé malade et a conservé assez de tête au moins pour donner sa démission. Votre Excellence aura peine à croire que nous cherchons inutilement depuis trois jours un homme assez courageux pour le remplacer, et assez habile pour entendre qu'il s'agit de haute police. Les ministres proposent d'en charger sous la plus sévère

responsabilité le Conseil de Castille et la cour des Alcades [1]. Mais c'est encore une de ces choses en retard qui ne peuvent être terminées que nous ne justifiions d'une autorisation écrite de Mgr le Grand-duc, de signer pour lui.

Sa Majesté recevra, comme de coutume, la collection des informations parvenues dans la journée. Les nouvelles des progrès des différentes divisions françaises sont fort bonnes et la tranquillité se rétablit devant elles. Il est certain qu'on intercepte sur la route de Madrid les rapports du général Dupont. Mais il faut qu'il y ait des avis particuliers parvenus à des personnes qui ne s'en vantent pas, puisque l'on répand que ce général a passé Cordoue et n'est plus qu'à une petite distance de Séville. C'est par les mêmes voies privées sans doute que l'on sait dans le public la prise de Valladolid, où les rebelles ont perdu quinze cents hommes.

Une autre preuve de communications cachées, c'est qu'on a appris de Grenade que l'archevêque [2] avait versé trois millions et demi de réaux et promis un million de plus dans le mois, pour l'entretien de ceux qui ont pris les armes. Le clergé de Séville n'a pas été moins extravagant. Celui de Cuença a soudoyé de son côté l'insurrection. Ces faits m'ont été affirmés confidentiellement.

Votre Excellence trouvera ici une traduction de la publication faite par le Conseil de Castille du décret de S. M. l'Empereur, communiqué hier à la Junte. Il n'y a eu aucun obstacle dans le Conseil qui, au contraire, a procédé si vite, que l'impression livre déjà ce soir cet acte très important. Le décret est précédé des sentiments que

1. Chambre présidée par un conseiller de Castille, composée de douze juges, s'occupait des affaires criminelles de Madrid dans un rayon de dix lieues.

2. Don Juan Manuel *de Moscoso y Peralta*.

la Junte exprime dans cette occasion solennelle. Ils sont consignés dans la lettre rédigée ce matin au milieu de tous et signée par le ministre de grâce et de justice. Il avait été convenu hier que la Junte s'adresserait directement à la nation. Les membres se sont entendus hors de la salle pour substituer le mode qu'ils ont adopté à l'unanimité dans la séance de ce matin, et qu'il m'a paru inutile de refuser. C'est une petite ruse pour éviter les signatures individuelles. Un grand nombre d'entre eux ne sont pas encore revenus de la peur qu'ils ont eue le 5, lorsqu'ils ont vu leurs noms publiés avec la proclamation du 4.

Les membres de la Junte ont signé dans la séance de ce soir une lettre à S. M. l'Empereur, que je viens de remettre au général Belliard. Elle est simple et bien ; j'aurais désiré un peu plus de chaleur. Le général Mazarredo l'a rédigée et il n'y a mis que de la franchise.

On a beaucoup insisté dans cette séance sur l'utilité d'avoir promptement l'acte d'acceptation de S. M. le roi Joseph Napoléon.

Il faut toujours des soins, quand la Junte est assemblée, pour la tenir dans les questions du moment. Cet inconvénient n'a pas lieu lorsque Mgr le Grand-duc peut présider, parce qu'il admet à son choix les choses dont il veut bien qu'on s'entretienne. C'est ainsi que j'ai dû empêcher de délibérer et de conclure sur quelques propositions, en permettant néanmoins d'en faire mention à S. A. I.

On a observé, par exemple, que les premiers actes du roi devraient être de supprimer le dernier impôt sur le vin ; de mettre au courant le paiement des intérêts sur les *juros* [1], les *valès* et les rentes viagères ; de publier un

1. Anciennes dettes de la couronne qui portaient intérêts pour les sujets du Roi qui les avaient acquises ; elles se transmettaient dans les successions *(por juro de heredad)*, de là leur nom.

pardon général. En partant aussi du principe qu'il faut donner une grande faveur au début de Sa Majesté, les généraux O'Farrill et Mazarredo ont insisté sur trois autres points qui ne laisseraient pas d'être onéreux pour S. M. l'Empereur :

1° Fournir au Roi des fonds pour qu'il acquitte en arrivant l'arriéré des gages et pensions des serviteurs de la cour.

2° Accorder à la députation de Vittoria, à l'intendant de Burgos, à celui de Valladolid, la somme de deux à trois millions de réaux à chacun, en acompte de ce qui est dû à ces provinces respectives pour le passage et la subsistance des troupes françaises.

3° Accorder six à huit millions de réaux pour le même objet et la commission centrale établie à Madrid.

Au surplus, Monseigneur, j'ai évité de parler ce soir à la Junte de la proclamation qui doit être faite dans tout le royaume avec les solennités usitées. La publication a eu lieu dans les formes pratiquées jusqu'ici. Il n'est pas démontré au général Belliard ni à moi que S. M. l'Empereur ait ordonné plus pour le moment, et dans l'état où est une partie des provinces espagnoles, il faut penser mûrement à cette question. La promulgation constituerait une rébellion, partout où elle serait refusée. N'est-ce pas trop se hâter ? Ne vaut-il pas mieux attendre l'effet de tout ce qui va être successivement publié ? Dans l'intervalle, un seul instant n'est pas perdu. Nous avons demandé au ministre de grâce et de justice de faire toutes les recherches et de préparer tout le travail sur la proclamation qui doit consommer l'installation du Roi sur le trône d'Espagne et des Indes.

Les nouvelles d'Angleterre, transmises par Sa Majesté Impériale à Mgr le Grand-duc, et que Votre Excellence a

bien voulu me mander particulièrement, ont été, ce soir même, répandues dans toute la ville, aussitôt après leur arrivée. Demain seront publiés l'arrivée du Roi à Bayonne et tous les discours tenus dans l'audience donnée le 7 par Sa Majesté aux députés espagnols.

23. — *Madrid, 12 juin 1808* [vol 675, f° 79]

La gazette extraordinaire, publiée ce matin, contient l'excellente relation de l'arrivée du Roi à Bayonne le 7 [1], et des audiences données par Sa Majesté. Cette gazette et la publication faite hier par le conseil de Castille, du décret impérial du 6, vont circuler sur les traces de toutes les pièces précédentes. Elles parviendront partout où les communications sont libres et il est difficile qu'il y ait assez de vigilance dans les provinces insurgées pour empêcher qu'il n'y pénètre aussi beaucoup d'exemplaires. J'ai fortement recommandé aux ministres l'emploi de tous les moyens propres à faire parvenir, jusqu'aux extrémités du royaume, ces différents imprimés. Je suis fâché d'avoir à remarquer que, sous ce rapport, les agitateurs seuls sont ingénieux.

Le peuple de Madrid a paru comprendre peu les conséquences avantageuses qui peuvent résulter de la mort du roi d'Angleterre [2]. La classe moyenne les a mieux saisies. Cette nouvelle atteindra rapidement les côtes du royaume, parce qu'elle passera de bouche en bouche, et c'est là qu'elle pourra produire un très utile effet, n'en

1. Parti de Naples le 24 mai, Joseph arrivait à Pau le 7 juin au matin. L'Empereur, dans son impatience, allait au-devant de lui et le ramenait à Bayonne le soir de ce même jour.

2. La nouvelle était inexacte. Georges III, né en 1738, roi d'Angleterre depuis 1760, tomba en démence en 1810, mais ne mourut qu'en 1820.

eût-elle d'autre que de jeter de l'incertitude sur la solidité des relations avec l'Angleterre.

Il est surtout pénible de ne pouvoir encore arriver à démêler ce que les Anglais de Gibraltar, la flotte et le convoi devant Cadix et les croisières sur tous les autres points, ont réussi à nouer avec les insurgés. Cependant aucun bruit sinistre ne se confirme, et c'est déjà un préjugé favorable.

Les informations reçues aujourd'hui des provinces se réduisent, Monseigneur, à peu de chose. Rien de Valladolid, rien du maréchal Moncey, rien du général Dupont, dont on sait, cependant, que les exprès ont dû être arrêtés dans différents villages de la Manche. On a particulièrement nouvelle d'un combat dans les environs du bourg de Valdepeñas, entre un corps français qui allait rejoindre le général Dupont, et un corps d'insurgés réuni à des troupes espagnoles [1]. Ces derniers ont été complètement défaits et le bourg brûlé. Il faudrait plus de forces militaires pour en disséminer et garder les communications avec le midi de l'Espagne, comme elles le sont avec le nord.

La preuve la plus positive, au reste, que les insurgés ont usé déjà l'effet de leurs premières fanfaronnades et commencent à se refroidir, se recueille à Madrid même, où la frayeur se dissipe à vue d'œil.

J'ai eu l'honneur de voir ce soir Mgr le Grand-duc que je n'avais pas vu depuis le 9. Il est très faible parce qu'on le tient à un régime sévère ; mais son visage annonce qu'il touche au terme de sa maladie. J'ai été surtout agréablement surpris de voir qu'il causait volontiers. Il

1. Le 6 juin, le général Liger Belair, qui conduisait en Andalousie un renfort de cavalerie, enleva Valdepeñas, au pied de la Sierra Morena, après un combat acharné.

ne reprenait une teinte de tristesse que lorsque la conversation se reportait sur l'Espagne. Les nouvelles arrivées de Bayonne, ces deux jours derniers, ont singulièrement soulagé son esprit. A la vérité, on ne peut essayer de lui parler de détails de gouvernement, sans se convaincre combien il en conserve encore le dégoût, et la plus grande retenue m'a été imposée d'avance.

Le départ de M. d'Azanza pour Bayonne, le 23 du mois dernier, la certitude qu'il avait pris ses mesures pour emporter et recevoir successivement les renseignements qu'il est possible d'avoir en peu de temps sur les finances, l'ordre qu'il avait donné pour que copie de tout ce que M. de Fréville et moi demandions, lui fût préalablement expédié, nous ont fait attacher moins d'importance à nos recherches, sans refroidir le zèle que nous y mettions. Mgr le Grand-duc, d'ailleurs, nous a à plusieurs fois invité à persévérer dans nos soins et à lui en remettre le résultat. Dans la situation où est S. A. I., je prends le parti, Monseigneur, de vous adresser directement notre rapport; présumant que s'il pouvait être le moins du monde utile, c'est surtout au moment où l'Assemblée générale sera réunie. Des quatre commissaires qui devaient travailler à répondre à nos questions, nous n'avons eu à nous louer véritablement que de M. Espinosa [1]. M. Gallardo [2] a montré beaucoup de bonne volonté, mais il devait se ménager dans les bureaux des finances. Le trésorier général n'a fait valoir ses papiers que pour obtenir la levée du séquestre. Le fiscal du Conseil des finances n'a été occupé qu'à contredire, promettre et éluder. Chaque jour, chaque acte auquel j'ai à participer, me démontrent

1. Don Manuel Sixto *Espinosa*, membre honoraire du Conseil de Castille.
2. Don Francisco *Gallardo Fernandez*, official de la secrétairerie des finances.

combien toute intervention d'agents français dans les affaires du gouvernement espagnol excite de jalousie secrète et éprouve de résistances adroites. S. M. le Roi ne peut en être trop averti.

24. — *Madrid, 13 juin 1808* [vol. 675, f° 81]

S. A. I. avait fait expédier par le général O'Farrill un homme de confiance pour Badajoz, vers le 4 de ce mois. Il était porteur d'une lettre pour le colonel Gayoso, nommé par le peuple capitaine général de l'Estramadure, après l'expulsion du comte de la Torre. Cet exprès est revenu ce matin, n'ayant pu pénétrer par delà la frontière. Son rapport est au nombre des pièces envoyées à Sa Majesté. Il prouve que l'insurrection continue d'être sur pied dans cette province, mais sans excès nouveaux, et que les insurgés se rallient plutôt vers Badajoz qu'ils ne pensent à se porter dans les provinces voisines. La malle de l'Estramadure, partie plus récemment, est arrivée ce soir. Il résulte des lettres examinées que rien ne bouge en Portugal, que la correspondance de ce royaume par Badajoz reste interceptée, que les villageois de la route à travers l'Estramadure ne laissent pas passer les voyageurs, et qu'au surplus, il règne dans la province autant de tranquillité qu'une insurrection en comporte.

La correction de Valdepeñas semble avoir, pour le moment, ouvert passage aux lettres de Malaga, Grenade, Andujar et de la Manche. Celles de Séville, Cordoue, Cadix, camp de Saint-Roch, et de la basse Andalousie en général, n'avaient point pénétré jusqu'à Andujar d'où est parti le conducteur des postes. Ce conducteur a été interrogé. Il sait peu de chose. Il raconte seulement, comme un bruit répandu à Andujar, que les Français

avaient pris possession de Cordoue après un combat avec les Espagnols. Mais on a trouvé dans la malle deux imprimés adressés sans lettres à la Junte de Saragosse. L'un est une de ces violentes déclamations anonymes qui ont foisonné dans les provinces. L'autre est une pièce si importante que je joins ici un duplicata de la traduction qui en a été faite pour Sa Majesté. Elle contient les premières nouvelles que nous ayons reçues de Cadix et nous replongent dans l'inquiétude sur le sort du général Solano, marquis de Socorro. M. de Morla [1], nommé par le peuple capitaine général à la place du marquis, semble se conduire avec une extrême adresse et vouloir amuser les insurgés. Mais comment se rassurer quand il s'agit du sort de la flotte de S. M. l'Empereur, sous les ordres de l'amiral Rosilly [2], et que l'on réfléchit sur le voisinage des Anglais ? M. de Morla a été autrefois capitaine général de l'Andalousie. Il s'est montré fort dur. Les Français avaient à se plaindre de lui ; le général Beurnonville [3] influa sur son déplacement, et le prince de la Paix, dont

1. Don Thomas de *Morla* (1752-1820). Fit la campagne du Roussillon. Inspecteur général de l'artillerie. Après l'assassinat de Solano, capitaine général de l'Andalousie. Membre de la Junte de Séville, viola la capitulation de Baylen ; membre de la Junte de Madrid, fut envoyé pour traiter de la capitulation de la ville auprès de Napoléon. Conseiller d'État du roi Joseph (1809). Caractère sans dignité, avait des intelligences dans tous les camps. Privé de ses emplois au retour de Ferdinand (1814).

2. Francis-Étienne de *Rosilly* (1748-1832), né à Brest ; entra de bonne heure dans la marine. Chef d'escadre sous Suffren dans les Indes (1784). Directeur général du dépôt des plans et cartes (1795), vice-amiral (1796). Après Trafalgar, commandant les flottes combinées de France et d'Espagne (1805). Prisonnier à Cadix (1808). Président du conseil des constructions navales (1811). Membre de l'Académie des sciences (1816).

3. Pierre *Riel de Beurnonville* (1752-1821). Soldat à quinze ans dans le régiment colonial de l'Ile-de-France. En la seule année 1792 : colonel, général et ministre de la guerre. Prisonnier des Autrichiens à Olmutz (1793-1795). Commandant l'armée de Sambre-et-Meuse (1795). Ambassadeur à Berlin (1800), à Madrid (1802-1804). Sénateur (1805). Comte de l'Empire (1808). Membre du gouvernement provisoire (1814). Pair de France (1814). Maréchal (1816). Créé marquis par Louis XVIII. Grand maître de la Franc-maçonnerie.

il était la créature, le fit passer au gouvernement de la province de Grenade. Le général Mazarredo m'avoue qu'il le regarde comme un intrigant. Le général O'Farrill voit en lui un homme de talent et l'avait noté pour être réemployé. Le 20 mai, il écrivit une lettre pleine de protestations de fidélité, qui s'est retrouvée dans les papiers de S. A. I. Il peut faire beaucoup de mal ou sauver de grands intérêts. Le général Dupont saura avant nous à quoi s'en tenir, et plus facilement que nous, ouvrir des communications avec lui. Nous conservons l'espérance que le général de Castaños [1] aura maintenu l'armée sous ses ordres, et qu'il attend l'occasion de se rallier au général Dupont [2]. Ce serait un grand événement pour les affaires du moment.

On n'est d'ailleurs pas plus instruit qu'hier à Madrid sur les mouvements du maréchal Moncey et le sort de Valladolid. Je tiens pour très fâcheux qu'il n'y ait pas assez de troupes pour garder ouvertes les communications principales. J'aime que les militaires parlent peu du besoin de renforts, mais je suppose que S. M. l'Empereur, bien instruit de l'étendue de l'insurrection, tiendra prêts plus de moyens de répression que l'on n'en aura besoin.

1. Don Francisco-Xavier, comte de *Castaños* (1758-1852). Étudia en Prusse l'art militaire. Colonel (1795). Maréchal de camp (1796). Lieutenant général (1802). Capitaine général de l'Andalousie (1808). Vainqueur à Baylen, vaincu à Tudèle. Commandant les troupes espagnoles dans les campagnes de Wellington (1811) et à Vittoria (1813). Disgracié par la Régence. Capitaine général de Catalogne (1815-1816). Se tint à l'écart de la révolution de 1820. Conseiller d'Etat et président du Conseil de Castille (1825-1833). Créé duc de Baylen (1833). Tuteur de la reine Isabelle à la chute d'Espartero (1843). Son caractère souple l'avait fait surnommer *el Gitano*, le « bohémien. »

2. Non seulement il ne se « rallia » pas au général Dupont, mais il marcha contre lui avec toute l'armée d'Andalousie, composée des garnisons de Cadix et du camp de Saint-Roch; il le contraignit ainsi à quitter Cordoue (16 juin).

Mgr le Grand-duc continue à être mieux dans tous les sens. Il m'a envoyé ce soir plusieurs pièces qu'il venait de recevoir de Bayonne, et la Junte a été rassemblée pour en prendre communication. J'y ai fait lire d'abord deux décrets du Roi au Conseil de Castille ; l'un annonçant son acceptation de la couronne d'Espagne, l'autre confirmant le titre de Lieutenant général du royaume à Mgr le Grand-duc. Ces deux pièces ayant été enregistrées à la secrétairerie de grâce et de justice, sont remises directement au nom de S. A. I. dans les mains du doyen du Conseil de Castille, pour qu'avec les formalités ordinaires, le Conseil en fasse la publication. Une lettre du Roi à S. A. I., relativement à la lieutenance générale, et une excellente proclamation des membres de l'Assemblée générale de Bayonne aux Espagnols, sont transmises au Conseil par le ministre de grâce et de justice, avec ordre de Sa Majesté de les publier aussi. Une cinquième pièce a paru ne devoir être publiée qu'un peu plus tard. C'est une lettre du Roi à S. A. I. portant que les réformes qui deviendront une conséquence des nouvelles institutions n'affecteront point le traitement dont jouissent tous les employés actuels. On réserve cette pièce pour précéder la publication de la Constitution.

Du moment, Monseigneur, où la lecture du premier décret a été faite, aucun membre de la Junte n'a plus parlé de S. M. Joseph-Napoléon qu'en employant les mots *notre souverain, le seigneur notre roi.* On a unanimement résolu qu'un projet de lettre serait présenté demain à midi, dans laquelle les membres de la Junte consigneront leurs premiers hommages à Sa Majesté comme ses sujets. On opinait pour une seconde lettre où la Junte exposerait humblement ce qu'il serait utile que Sa Majesté fît dans son début. Il n'a pas été difficile de faire

entendre qu'il était plus délicat de laisser l'initiative de ces actes au Roi lui-même, à qui les vœux de ses zélés serviteurs parviendraient indirectement. Voici l'occasion où le Conseil de Castille devrait réparer ses maladresses passées en écrivant une bonne lettre au Roi. J'ai évité toute insinuation au doyen. Je ferai par d'autres voies naître l'idée dans le sein du Conseil même.

25. — *Madrid, 14 juin 1808* [vol. 675, f° 100]

La Junte a signé aujourd'hui et m'a remis sa lettre à S. M. le roi d'Espagne. Je l'ai fait passer à S. A. I. et elle se trouvera dans le paquet que le général Belliard expédie par son ordre à Bayonne. Le Conseil de Castille, croyant suivre sa propre impulsion, a écrit de son côté au Roi. Il tient au droit de communiquer directement. Mais comme sa lettre pourrait parvenir tard, on l'a mis sur la voie de profiter du courrier français qui part cette nuit. Je compte que cette lettre parviendra en même temps que celle de la Junte.

Les publications du Conseil de Castille ont circulé dès ce soir et Votre Excellence reconnaîtra que tout ce qui peut être fait se fait vite.

Voici le moment où les différentes autorités civiles, militaires, administratives et judiciaires doivent se faire un mérite d'envoyer à leur roi leurs premiers hommages. Il fallait avant tout que le décret d'acceptation fût publié. Demain le zèle des corps sera aiguillonné.

On a mis en question, dans une consulte privée, s'il convenait de de[illegible]nder le serment aux troupes. L'opinion unanim[illegible] formalité, qui a toujours appartenu [illegible]lamation, ne pourrait, sans inconvé-[illegible] dans les [illegible]nstances actuelles.

Le ministre de grâce et de justice a transmis à S. A. I., qui l'a fait passer la nuit dernière à Bayonne par le général Belliard, le protocole de toutes les cérémonies de la proclamation. Je désire vivement que S. M. l'Empereur daigne former son opinion à Bayonne sur cette question. Je trouve ici tous les bons esprits partagés, les uns pensent qu'il serait utile de procéder de suite ; les autres, qu'il faudrait attendre qu'un acte d'amnistie précédât. Ces deux manières de voir peuvent être conciliées par une décision prompte.

Il n'y a qu'une voix, Monseigneur, sur la nécessité de l'arrivée à Madrid, dans le moindre délai possible, de S. M. le roi d'Espagne. Une seule considération tempère l'impatience ; c'est qu'il importe que le voyage de Sa Majesté soit assuré par une chaîne de postes militaires et une escorte convenable.

On a reçu la nuit dernière, avant le départ du courrier, la relation d'un émissaire en observation dans le Midi qui donne nouvelle de l'entrée des troupes françaises dans Cordoue [1]. Elle a été jointe au paquet du général Belliard. On a eu aujourd'hui des détails de Valladolid, en date du 12, et de Tudela, en date du 9. Les rebelles ne tiennent nulle part jusqu'ici. Mais depuis le 9 on ne reçoit plus rien de M. le maréchal Moncey. Le défaut de postes pour maintenir les communications se fait sentir. Il suffit d'un village insurgé sur toute une ligne pour arrêter les correspondances.

L'esprit de Madrid se ranime de plus en plus. Mais lorsque tout y rappelle la confiance, le récit des exécutions militaires dans tous les points où les armes françaises ont pénétré répand la tristesse. MM. O'Farrill et

1. Le 7 juin 1808.

Mazarredo viennent de m'en entretenir. Je n'ai pu m'empêcher de leur observer que je ne voyais de nouvelles à recevoir que de trois espèces : ou progrès, ou répression, ou dispersion des rebelles. Sans doute on ne voudrait pas apprendre leurs progrès ; on a tout fait pour qu'ils se dispersassent, et on n'a rien à se reprocher à cet égard. Il faut donc se résoudre à les voir punir. Il est possible que la punition ne tombe pas toujours sur les plus coupables ; mais l'histoire de l'insurrection se réduit à peu de mots. Partout quelques émissaires ont excité un premier mouvement. On n'a eu nulle part le courage de le réprimer ; la populace a bientôt fait la loi. Des meneurs se sont réunis à elle. Les autorités ont eu la faiblesse de céder ; la rébellion s'est trouvée organisée et a agi en corps. Comment les généraux français feront-ils la part du crime, celle de la faiblesse, celle de l'erreur, avec assez de précision pour que personne ne soit puni qu'en proportion de sa faute ? Il est vrai que par la rigueur on aigrit derrière soi les pays soumis. Il est plus vrai que par l'indulgence, on encouragerait devant soi les pays insurgés. La présence, l'autorité et les instructions du Roi sont les seuls remèdes que je connaisse.

Le commandeur Verhuell [1], envoyé extraordinaire de Hollande, a demandé à sa cour des lettres de créance près de S. M. le roi d'Espagne. Il craint les lenteurs et m'a prié de mettre cet objet sous les yeux de Votre Excellence. Il serait bien désirable que l'envoyé de Danemark et celui de Russie eussent aussi promptement des lettres de créance.

S. A. I. est assez bien pour n'avoir plus besoin de médecin extraordinaire. Je me flatte qu'elle voudra bien me permettre de lui faire demain ma cour.

1. Frère de l'amiral hollandais Verhuell.

26. — *Madrid, 16 juin 1808* [vol. 675, f° 106]

Une indisposition, qui n'a pas eu de suite, m'a empêché d'écrire hier soir à Votre Excellence.

Je n'avais, au surplus, rien d'intéressant à mander. La rumeur publique avait devancé les détails officiels qui parviennent successivement sur les progrès du général Dupont et des corps sous les ordres de M. le maréchal Bessières. Je ne doute pas que ces succès ne continuent. Nous saurons bientôt que Saragosse est punie et que M. le maréchal Moncey, qui avait perdu un peu de temps à Cuença, est entré dans le royaume de Valence.

Il paraît avéré que le général Solano a été victime du mouvement populaire à Cadix. Il semble avoir menacé au lieu de punir, et on l'a prévenu. On a de justes raisons de croire que le général Castaños est resté le maître de ses troupes.

Le général O'Farrill a eu des lettres de Barcelone en date du 3, du capitaine général, comte de Ezpeleta, qui demande sa retraite [1]. Cette démarche, qui ne peut être expliquée par de simples raisons de dégoût, nous donne quelques inquiétudes sur la Catalogne.

Les insurgés ne tiennent nulle part, et comme on arrive bientôt à l'époque des moissons, les paysans, rappelés chez eux par leurs travaux, auront le temps de se calmer. Mais deux inconvénients se font sentir de plus en plus. A mesure que nos corps d'armée avancent, se forment sur leurs derrières des rassemblements qui coupent les com-

1. Le comte de *Ezpeleta de Veyre*, lieutenant général depuis 1792, était alors presque octogénaire; il jouissait d'une grande réputation de probité; il appartenait à une vieille famille de Navarre et avait été président du Conseil de Castille.

munications. Les insurgés, d'un autre côté, ont ouvert les prisons, et les routes se couvrent de brigands.

Votre Excellence sait sans doute que les Asturiens ont porté la folie au point d'envoyer deux députés à Londres [1]. La discorde, au surplus, s'est mise parmi les insurgés dans plusieurs points et notamment à Oviedo. Dans d'autres endroits, les propriétaires en sont venus à refuser les contributions qui leur sont demandées pour solder la populace.

Je persiste toujours à penser qu'avec de la célérité dans les mouvements militaires, de justes punitions envers les chefs et les principaux factieux de la classe populaire, de l'indulgence envers les repentants, on parviendra à rétablir incessamment la tranquillité.

Dans toutes les circonstances de ce genre, il faut toujours ouvrir des voies aux coupables et frapper ensuite vigoureusement sur ceux qui ne se dispersent pas. Il le faut surtout dans une contrée où l'ignorance, le fanatisme, la présomption et la haine des Français conduiront infailliblement à une longue opposition contre le gouvernement nouveau si on ne combine pas tous les moyens de finir vite.

Madrid est tout à fait rassuré, mais non vigoureux. Les membres du gouvernement sentent qu'il faut agir à leur corps défendant et j'en suis beaucoup plus content. Le refrain continuel de chaque individu, avec lequel je m'entretiens, est qu'il est de la dernière nécessité que le Roi paraisse. Ne fût-il qu'à Burgos, disent-ils, c'est être

1. Don Andres Angel de la Vega et le vicomte de Matarosa (depuis comte de Toréno). — Ils s'embarquèrent à Gijon pour l'Angleterre, le 13 mai. — Voir TORÉNO : *Histoire du soulèvement de l'Espagne*, I, page 183. José de *Toréno* (1786-1843). Député aux Cortès (1811). Exilé d'Espagne (1814). Député (1820). Proscrit en France (1823). Ministre des finances (1834). Président du Conseil (1835). Son *Histoire* fut traduite en français, en 1834.

au milieu de son peuple. Ce peuple s'attachera au roi qu'il verra installé dans le royaume et oubliera celui dont des intrigants lui font espérer le retour. L'idée d'un interrègne, qui tient en suspens tant de gens timides, s'évanouira devant la royauté présente. Chaque serviteur de l'État, chaque sujet qui, en raison de ses fonctions ou de sa position, rend son hommage au roi, devient intéressé à faire imiter son exemple par toute sa clientèle. Attendre que la soumission soit généralement établie et que la voix unanime appelle Joseph-Napoléon, c'est établir un cercle vicieux, parce que l'arrivée du Roi peut seule commander la soumission, et ses bienfaits concilier tous les vœux. Quel parti peut-il avoir à l'avance, sinon le petit nombre de personnes que l'on a poussées à se compromettre, lorsqu'on voit que la classe éclairée, qui avait d'abord été séduite par l'espérance des bonnes institutions, a montré une complète pusillanimité depuis l'insurrection? Mais le Roi une fois entré dans le royaume, son parti grossit chaque jour rapidement, et sa force sera surtout dans la constitution que Sa Majesté vient mettre à exécution.

C'est de ma part, Monseigneur, un devoir sacré que de vous retracer ces observations et vous assurer que je n'entends qui que ce soit avoir une opinion différente.

Un homme d'esprit, M. Duran [1], membre du Conseil de Castille, qui le premier a consigné son vœu sur les registres pour S. M. Joseph-Napoléon, dès le milieu de mai, me disait ingénieusement ce matin : *L'Espagne est le pays de l'Europe où l'on croit le plus à la présence réelle.*

C'est encore un devoir que de vous transmettre des do-

1. Don Alfonso *Duran y Barazabal.*

léances qui m'ont été adressées par toutes les personnes que j'ai vues ces deux jours-ci. Je sais gourmander la faiblesse, mais je dois retenir les réflexions sensées. On fait courir le bruit qu'à Logroño le général Verdier [1] a consacré le pillage en principe en forçant la ville à s'en racheter et le permettant ensuite. On affirme que le pillage a été permis à Ségovie, etc., etc. Ces rumeurs désolent les gens qui prêchent la soumission. Les armées françaises, disent-ils, doivent être des armées amies et alliées : elles n'agissent que pour rétablir l'ordre ; que ses généraux punissent les coupables, qu'ils recherchent les auteurs des troubles, qu'ils lèvent sur les révoltés des contributions équitablement réparties qui puissent soulager le trésor public : rien de cela ne peut être désapprouvé. Mais piller ou brûler indistinctement, c'est créer une haine éternelle, c'est nourrir la révolte, c'est aliéner toute la nation contre le Roi qu'il faut lui faire aimer ; c'est exposer le Roi à régner sur des ruines.

J'espère, Monseigneur, que sous peu de jours on connaîtra ici les intentions de S. M. l'Empereur relativement à la promulgation du règne du nouveau roi. On désire toujours qu'elle soit accompagnée d'une amnistie, et que cette amnistie trace exactement le jour où il ne peut plus y avoir de pardon. Je ne vois pas que l'on soit d'accord ici sur l'avantage de la limiter ou de la rendre générale. Les uns pensent qu'une amnistie limitée laisserait craindre à trop de gens d'être compris dans l'exception. D'autres opinent pour que les assassins et les meneurs reconnus n'obtiennent pas de grâce. C'est une de

1. Le 5 juin, avec deux bataillons, Verdier culbuta une troupe d'Espagnols mal armés commandée par un tailleur de pierre; il leur prit six canons, fusilla plusieurs prisonniers et rétablit par la force les autorités de Logroño qu'avaient chassées les insurgés.

ces questions qui seront nécessairement mieux traitées à Bayonne qu'à Madrid.

J'ai vu hier S. A. I. le grand-duc de Berg. Son rétablissement n'a pas fait les progrès que j'espérais. Les grandes chaleurs prolongent sa faiblesse. Il cause avec plaisir et bien, mais je le trouve encore trop agité pour travailler de suite.

L'ouverture que j'avais faite le 9 au général Belliard n'a pas eu de résultat. Le général m'a dit chaque jour qu'il allait proposer à la signature de S. A. I. le projet d'autorisation que je lui avais remis. Il a évité ensuite d'une manière très significative pour moi que je lui en reparlasse. S. A. I. aurait-elle désapprouvé? Le général s'est-il abstenu de lui peindre la stagnation des affaires du gouvernement? Quoi qu'il en soit, S. A. I. m'ayant appris hier que le général Savary venait d'arriver [1], sans ajouter aucune autre réflexion, je n'ai point cherché à éclaircir mes doutes.

Si j'ai commis une indiscrétion, la pureté de mes intentions et le zèle qui m'avait inspiré méritent grâce aux yeux de S. M. l'Empereur.

J'ai, au surplus, continué chaque jour, aidé de M. le maître des requêtes Fréville, à faire tout ce qui m'était possible sans attendre que le mieux devînt plus facile. Depuis le décret dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à Votre Excellence le 9, nous avons engagé les ministres à se rassembler tous les jours à midi en conseil privé. On est parvenu à remonter provisoirement la police et à faire donner la grande main à M. le général Grouchy. On a concerté une variété de combinaisons pour faire répandre dans les provinces tous les actes publiés depuis le 5

1. Le 15 juin.

de ce mois. On a fait reprendre le service des postes de proche en proche. Chaque ministère écrit à ses employés, à mesure que les communications s'ouvrent, pour faire rétablir l'autorité royale partout où celle des Juntes provinciales est supprimée. On interpelle les différents fonctionnaires publics de justifier de leur conduite. On déclare surtout à tous les comptables qu'ils restent responsables des deniers qu'ils auraient versés indûment, à moins qu'ils ne désignent les personnes qui les y auraient forcés. On ordonne que ces derniers soient recherchés et le séquestre mis sur leurs biens.

P.-S. J'avais cherché inutilement, Monseigneur, toute la journée à joindre M. le général Savary et à causer avec lui. Il me semble qu'il devait éprouver le besoin de me voir. Je viens de le trouver installé au palais, dans l'appartement du Grand-duc, et occupé à faire remonter autour de lui le service qui avait lieu pendant la présence de S. A. I. Après l'avoir entendu, j'entrevois qu'à moins de se faire déléguer des pouvoirs de Lieutenant général, il risque de se compromettre. La prudence que j'ai acquise dans une longue carrière est tout à fait à la disposition de ceux qui peuvent servir utilement S. M. l'Empereur. Je présume que d'ici à demain le général Savary aura réfléchi aux observations que j'ai été dans le cas de lui faire.

27. — *Madrid, 18 juin 1808* [vol. 675, f° 121]

J'ai passé quelques heures, ce soir, à la campagne de Mgr le Grand-duc. Votre Excellence apprendra avec une véritable satisfaction que son rétablissement a été rapide, ces trois jours derniers. Il reprend lentement cette vigueur de corps qui lui était habituelle; mais je n'ai re-

trouvé aucune trace de la tristesse et de l'affaissement moral qui avaient été la conséquence la plus inquiétante de sa maladie. Il parle et veut qu'on lui parle d'affaires. Il s'est fait rendre compte de tout ce que j'avais pris sur moi de faire, même de tout ce que j'aurais voulu être autorisé à faire pendant sa maladie. J'aperçois qu'il approuve mon zèle, et c'est pour moi une sollicitude de moins.

J'ai reçu, la nuit dernière, la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'écrire, le 13 de ce mois. Je désirerais que vous eussiez la bonté de me faire connaître de temps en temps si mes dépêches vous parviennent sans interruption et sans délai. Je suis inquiet en ce moment sur celle du 11 et sur le rapport *finance*, que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 12.

Les députés, qui étaient déjà, le 13, au nombre de cinquante au moins, ont dû se voir renforcés considérablement les 14, 15, 16 et 17 [1]. Je n'ai pas poussé les traîneurs, dans la persuasion qu'il n'y avait ni mérite de leur part ni utilité pour les vues de S. M. l'Empereur à arriver après le 17. Don Juan Llorente [2], dont Votre Excellence me parle, a été compris dans les nominations du 7, et doit être arrivé le 16, au plus tard. Le comte d'Altamira [3],

1. Leur nombre ne dépassa jamais quatre-vingt-onze. Voir Archiv. aff. étrangères, *Espagne*, vol. 675, fol. 301.

2. Juan Antonio *Llorente* (1756-1823). Vicaire général de Calahorra (1782). S'était fait remarquer par des idées hétérodoxes qui le firent exclure du Saint Office où il avait une fonction; nommé par Murat à l'assemblée de Bayonne, il offrit à Joseph une adhésion intéressée; conseiller d'État (1809); reçut le dépôt des archives de l'Inquisition, dont il se servit pour écrire une « Histoire critique de l'Inquisition d'Espagne » condamnée par l'Index (1817). Réfugié en France (1813), publia (sous l'anagramme de *Nellerto*) un « Mémoire pour servir à la révolution d'Espagne » (1814). Expulsé de France, il rentra dans son pays pendant la révolution de 1820.

3. Don Vicente Joaquin *Osorio de Moscoso y Gusman*, treizième duc

grand écuyer de la couronne, s'est ridiculement conduit. Après s'être fait presser outre mesure, il est parti furtivement, laissant douter à S. A. I. s'il se rendait à Bayonne, ou s'il allait se faire arrêter à Valladolid. Beaucoup de ces grands, que bientôt le Roi verra briguer des faveurs, ont l'air de traiter de puissance à puissance.

Une lettre de M. d'Azanza, en date du 15, est parvenue à S. A. I., lorsque j'avais l'honneur d'être dans son appartement. Ce ministre rend compte de l'ouverture de l'assemblée, de sa présidence et du discours qu'il a tenu. Les gazettes vont répandre ce discours demain matin. Mais j'ai été frappé d'une omission où je crois reconnaître un reste d'esprit de parti. M. d'Azanza dit beaucoup de bonnes choses et passe sous silence le point sur lequel il était le plus important d'appuyer. Pourquoi cacher que le roi Charles IV et le prince, son fils, peuvent d'autant moins reparaître, que l'un avait prédéterminé sa renonciation, et que l'autre a compris qu'il lui était impossible de tirer l'Espagne de l'abîme où son imprudence l'avait précipitée ? Pourquoi ne pas faire ressortir tout ce qu'il y a eu de volontaire et de politique dans les actes respectifs de renonciation ? Vous avez déjà trop approfondi, Monseigneur, l'histoire de l'insurrection pour ne pas saisir l'avantage qui serait résulté d'un langage très explicite à cet égard.

Je me suis journellement demandé, depuis que l'étendue et la nature de cette insurrection me sont connues, s'il y avait lieu à publier les traités que Votre Excellence m'a confiés, avec faculté de m'en servir dans un cas extrême. J'ai consulté les hommes les plus éclairés de

d'*Altamira*, quinzième marquis de *Astorga*. Chevalier de la Toison d'or, conseiller d'État, gentilhomme de la chambre du roi, docteur de l'Université de Grenade.

Junte, ne pouvant prendre les ordres de S. A. I. Il a nstamment paru, Monseigneur, que la communication : ces actes devait être réservée pour la clôture de l'Asmblée de Bayonne. Il n'y avait rien à en espérer sur esprit d'une populace ignorante et moins encore sur esprit des meneurs. L'effet sera différent après la punition de l'insurrection, en évitant cependant encore de lonner à conclure que le trésor espagnol devra supporter le traitement pécuniaire que les princes démissionnaires ont stipulé. Je ne crains pas, d'ailleurs, que l'on sache que le plénipotentiaire de Charles IV a été le prince de la Paix. Plus le nom de ce favori est en horreur aux Espagnols, moins ils regretteront un souverain qui n'aurait pu s'en détacher en remontant sur le trône. Il ne reste qu'à colorier [*sic*] défavorablement le traité du prince des Asturies et des Infants.

Le bruit de Madrid est que Saragosse s'est rendue le 16. On croit aussi que Séville est soumise [1]. Les détails officiels n'arrivent cependant pas; mais tout ce que nous interceptons ici des publications du midi de l'Espagne contribue à nous rassurer sur l'armée du général Castaños. Les insurgés se vanteraient de la réunion des troupes de ligne, s'ils étaient parvenus à les attirer dans leur parti.

On prétend, au surplus, que les Andalous ont conclu une trêve de six mois avec les Anglais, qui ont promis de débarquer cinq mille hommes de Gibraltar. Il est fâcheux, dans tous les cas, que le bruit de la mort du roi d'Angleterre soit aujourd'hui mis au rang des fausses nouvelles.

Il paraît qu'on peut se flatter que l'insurrection n'a pas

1. Les deux nouvelles étaient inexactes et il était vrai, au contraire, que l'armée régulière fût rangée sous les ordres de Castaños.

jeté de profondes racines dans les provinces de Galice et de l'Estramadure. Les factieux de cette dernière se sont concentrés, au nombre de près de six mille hommes, dans les environs de Badajoz. Ils y font l'exercice, et c'est ce qu'ils peuvent faire de plus innocent, en attendant qu'on les châtie.

Cependant, Monseigneur, appréciant comme je le dois le peu de consistance de l'insurrection vague et mal dirigée de tant de provinces à la fois, il y a une circonstance sur laquelle je vous prie de me permettre un peu d'inquiétude. Je vois bien comment les différents corps d'armée disperseront successivement les différents corps d'insurgés ; comment, avec des renforts, on rétablira les communications ; comment on purgera les grandes routes des brigands qui les infestent : je ne vois pas reprendre l'action du gouvernement royal, à proportion que les troupes françaises poursuivent leurs succès. J'avais l'honneur de mettre avant-hier sous vos yeux les divers arrangements pris pour y parvenir. Nous nous sommes aujourd'hui assurés qu'ils étaient exécutés par les ministres respectifs ; mais ces messieurs nous ont avoué que chacun d'eux recevait peu de lettres des autorités qui leur sont subordonnées.

S. A. I. nous avait chargés de demander au conseil privé de ce matin l'envoi de commissaires royaux à Ségovie, Valladolid, Cuença, etc. L'avantage de cette mesure a été admis ; la difficulté consiste à trouver des hommes qui puissent et osent entreprendre ces commissions. Les ministres préfèrent mander à Madrid quelque principal fonctionnaire de chaque arrondissement. Je ne peux plus dire qu'ils aient peur ; mais ce n'est pas être injuste que d'avancer qu'ils n'ont aucune hardiesse. Ils perdent toute consistance, à force de se laisser dire

dans leurs coteries qu'ils n'en ont plus. Il est vrai qu'ils viennent d'avoir le désagrément que l'Audience de Valladolid avait été faire ses soumissions à M. le maréchal Bessières, à Burgos, au lieu de venir les faire à Madrid, au gouvernement même.

Il est donc à craindre qu'une insurrection silencieuse ne remplace petit à petit l'insurrection tumultueuse que les généraux français réprimeront, si le Roi ne paraît bientôt. Rien ne se fera qu'à moitié jusque-là.

J'avoue qu'il me tarde que S. M. l'Empereur veuille bien se prononcer sur la promulgation, pour peu que l'arrivée du Roi doive être différée.

S. A. I. a ordonné que des pages, écuyers, chambellans et officiers de la couronne se missent en route.

28. — *Madrid, 20 juin 1808* [vol. 675, f° 142]

Hier et ce matin, ont successivement circulé dans cette ville des nouvelles particulières sur Saragosse plus positives que celles qui étaient parvenues ces jours précédents. Rien de direct, d'ailleurs, rien d'officiel, parce que les communications sur Madrid sont obstruées. S. A. I. a reçu cette après-midi de Bayonne même les détails de la journée du 13 [1]. Ceux répandus dans le public vont jusqu'à l'entrée des troupes françaises dans Saragosse [2]. La soumission de l'Aragon sera non seulement un événement très important par l'influence qu'il aura sur l'esprit des Catalans et le retour du royaume de Valence à l'obéissance ; il l'est encore par l'effet qu'il produira dans les

1. Il s'agit sans doute de l'ouverture de la session de la Junte espagnole qui eut lieu le 15 juin, sous la présidence de d'Azanza, en présence de quatre-vingt-onze membres seulement.

2. Notre attaque, au contraire, avait été sans succès.

Castilles, où l'on regardait les Aragonais comme les braves de l'Espagne, et dans les provinces méridionales qui comptaient sur ce rempart.

La punition de Ségovie et de Valladolid [1] a déjà fait assez d'impression dans l'ouest de l'Espagne pour que l'on ait écrit de Zamora au général O'Farrill, quoique d'une manière privée, que cette province restait tranquille, que les hommes enrôlés se retiraient chez eux et que la capitale recevait les Français sans la moindre opposition.

M. le maréchal Moncey a dû partir de Cuença le 17. Le séjour qu'il y a fait a beaucoup contrarié l'impatience qu'avait S. A. I. de le savoir en pleine marche sur Valence. Le général Exelmans [2] et deux aides de camp que le prince leur envoyait pour le presser ont eu le malheur de tomber dans un rassemblement, le 16, jour du Saint-Sacrement, au-dessous de Tarancon. On croit qu'ils sont envoyés à Valence. Il paraît, au surplus, que M. le maréchal Moncey a pris des soins pacifiques pour amener les rebelles du royaume de Valence à reconnaître leur erreur. On assure qu'il se flatte d'arriver sous les murs de la capitale sans rencontrer d'opposition. Si cela est, je ne serais pas étonné que les insurgés n'employassent le général Exelmans à négocier leur pardon.

On sait aujourd'hui, à n'en pouvoir douter, que le gé-

1. Le général Merle entra en vainqueur à Valladolid; il accorda, sur les supplications de l'évêque, une amnistie aux habitants.

2. Remy-Joseph *Exelmans* (1775-1852). Volontaire (1791). Aide de camp de Murat (1804). Colonel après Austerlitz; général après Friedland; fait prisonnier en Espagne, passe trois ans en Angleterre, s'évade (1811). Grand écuyer de Murat à Naples; général de division (1812) à la suite de la campagne de Russie. Fait comte par Louis XVIII (1814). Arrêté pour complot bonapartiste. Pair de France pendant les Cent-Jours; réfugié en Belgique (1815). Inspecteur général de cavalerie (1819). Pair de France (1831). Grand chancelier de la Légion d'honneur (1850). Maréchal de France et sénateur (1851). Mourut l'année suivante d'une chute de cheval.

néral Dupont est à Cordoue, et les bruits qui avaient couru sur son entrée à Séville étaient anticipés. Un courrier de la poste, arrivé ce matin en droiture d'Andujar, a apporté la malle de Grenade et de Malaga, où il n'y avait pas un mot sur l'état des affaires dans cette partie de l'Espagne. Ce courrier a trouvé la communication libre d'Andujar à Madrid. Il convient qu'il aurait pu aller jusqu'à Cordoue, et on va profiter de cet avis. Il ajoute que le général Dupont s'est concentré dans les environs de cette ville. On en a conclu qu'il éprouvait apparemment la nécessité de procéder avec mesure, et que des troupes réglées avaient été séduites par les rebelles. D'autres considérations peuvent avoir retardé la marche du général, et il faut jusqu'à un certain point se reporter à la réflexion déjà faite qu'aucune fanfaronnade des insurgés n'annonçait la désertion du général Castaños [1]. Au surplus, des renforts importants s'avancent vers le Midi; l'armée du général Dupont sera incessamment bien appuyée [2], si elle en avait besoin, et il ne faut pas compter pour peu l'impression que produiront les nouvelles du Nord.

Telle est à grands traits, Monseigneur, la position militaire du moment, sous le point de vue de Madrid. La difficulté de ces derniers temps est tout entière dans le peu de réussite des divers moyens tentés pour communiquer. J'ai, par les ordres de S. A. I., arrangé avec M. de Strogonoff l'expédition de deux officiers avec passeports russes, l'un pour Lisbonne, l'autre pour Cadix. S. A. I.

1. Castaños ne songeait pas à « déserter » le drapeau espagnol : à cette heure il rassemblait l'armée d'Andalousie, avec un effectif de 27,014 hommes de troupes régulières venues du camp de Saint-Roch et de Cadix.

2. C'est précisément ce qui manqua à Dupont, malgré ses instances réitérées : il avait de l'autre côté de la Sierra deux divisions dont l'une (général Védel) ne rejoignit que trop tard, et l'autre (général Frère) jamais.

prend, d'ailleurs, des mesures très sévères pour assurer dans les villages situés sur les routes le passage des courriers français ou espagnols.

Madrid est parfaitement tranquille. L'esprit public y aurait pris plus d'élan ces jours-ci, si beaucoup d'imprudences, que je censure plus facilement que je ne les tempère, n'avaient fait envisager sous un point de vue alarmant de simples précautions.

Cette rechute de pusillanimité est un obstacle à beaucoup de mesures de gouvernement. Elle empêche surtout qu'on ne trouve des hommes qui veulent se mettre en avant. Elle cédera bientôt, au surplus, à la force des choses.

Les divers préparatifs que l'on voit faire pour l'arrivée du Roi, l'espérance qu'elle sera prochaine, la sévérité avec laquelle S. A. I. a fait réfuter les notions contraires apportées de Bayonne, il y a quelques jours, rendront même aux salons un aspect moins composé.

Votre Excellence aura peine à croire que le discours de M. d'Azanza, à l'ouverture de l'Assemblée des notables, n'ait pas encore été publié, quoique imprimé dans la nuit d'avant-hier. Je trouvais que ce ministre n'avait pas assez appuyé sur un point. MM. de Mazarredo, O'Farrill, de Caballero, ont trouvé, au contraire, des hardiesses dans ce discours, et ont insisté chaudement pour qu'il ne sortît pas de chez l'imprimeur avant quelques jours. J'opine pour qu'il paraisse demain, d'accord en cela avec des personnes aussi prudentes, mais moins effarouchées des propos des coteries.

Pour n'avoir aucun reproche à me faire, je mettrai sous les yeux de Votre Excellence un projet que MM. de Mazarredo et O'Farrill recommandent beaucoup. Ils observent que les troubles survenus dans les provinces ont

empêché que la représentation nationale à Bayonne ne fût ce qu'elle devait être; qu'il serait important de couper par la racine les préventions qui subsisteront même après la suppression de la rébellion contre la royauté et les institutions nouvelles qui vont être votées par cette assemblée; qu'un moyen infaillible de consacrer ce vœu à la satisfaction générale peut se trouver dans les antiques institutions; qu'il n'y aurait aucun inconvénient à rassembler pour la dernière fois les anciens [*sic*] Cortès, aussitôt après l'arrivée du Roi; que les premiers actes de Sa Majesté seront nécessairement la formation de son Conseil d'État, la nomination de ses ministres, les règlements qui détermineront les attributions de chaque ministère, les décrets relatifs au mode de nomination des nouveaux Cortès; que, dans cet intervalle, les anciens Cortès auraient le temps de prononcer solennellement l'acceptation de la dynastie et de la constitution qui doivent désormais régir l'Espagne, et leur propre dissolution. Pour moi, je crois que tout projet de ce genre n'a de valeur que par la certitude du succès. La question doit donc rouler entièrement sur ce dernier point, car, s'il ne s'agissait que de principes, ce serait rétrograder.

Votre Excellence accueillera avec plaisir quelques nouvelles que je me suis procurées, sur les conseils de Sa Majesté, à Cadix et à Malaga, quoique je ne puisse encore les donner pour certaines. Un particulier, qui a fait prendre à Cadix des renseignements sur sa famille, a obtenu quelques mots d'après lesquels il paraîtrait que M. Le Roy, M. Canclaux et les négociants français établis dans cette ville n'ont éprouvé aucun accident. Il résulte, d'un autre côté, de rapports parvenus par une voie semblable, que la maison de M. Agand et celle de deux négociants français à Malaga auraient été insultées par le peuple;

que M. Agand se serait embarqué sur un petit bâtiment avec le montant des dépôts faits en sa chancellerie, dans l'intention supposée de se réfugier à Tanger ; que ce bâtiment aurait été arrêté et ramené à Malaga par un corsaire espagnol ; que les insurgés se seraient emparés des fonds, et que M. Agand aurait enfin été mis en sûreté sur le vaisseau de guerre le *Glorioso*.

P.-S. Je joins ici une gazette de Grenade, en date du 15, qui vient de m'être apportée.

Je reçois par l'estafette la lettre de Votre Excellence, du 17 ; mais l'enveloppe, que je joins ici telle que je l'ai trouvée, avait été ouverte par le côté. Ce n'est point un accident de route.

[Sans numéro] *Madrid, 21 juin 1808* [vol. 675, f° 148]

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence, suivant son désir, copie de la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire, le 17, et dont je me suis hâté hier d'accuser la réception.

J'avais pensé ce que vous voulez bien m'apprendre, lorsque j'ai reconnu l'état des diamants qui restaient à l'usage de la couronne d'Espagne ; et j'avais eu soin de m'exprimer plusieurs fois de manière qu'il ne puisse y avoir de méprise sur l'objet que S. M. l'Empereur avait en vue [1]. Il m'a été facile aujourd'hui de faire comprendre

1. Murat écrivait à La Forest (3 juin 1808) : « S. M. l'Empereur voulant venir au secours du trésor d'Espagne, me charge d'autoriser le ministre des finances à faire la vente des diamants de la couronne jusqu'à concurrence de 5 millions, en me prévenant qu'il en fera lui-même volontiers l'acquisition pour la France. Il vous a désigné pour cette opération.... Sa Majesté tient surtout à ce que vous rachetiez tous les diamants qui ont appartenu à la couronne de France et qui ont été achetés par celle d'Espagne. »

Voici quels étaient les ordres de Napoléon : « Faites comprendre que je

au ministère des finances qu'il ne pouvait plus être question de l'achat proposé. Néanmoins, Monseigneur, on va clore le procès-verbal d'estimation des diamants qui existent encore au garde-meuble de la couronne d'Espagne. Ces diamants pourront, suivant qu'il en sera ultérieurement ordonné, constituer une petite partie du gage sur lequel la Banque de France est autorisée à prêter cent millions de réaux [1].

Je dois dire à Votre Excellence que je ne vois pas ce qui complétera le gage. La situation du trésor espagnol est déplorable, au dernier degré. Je ne conçois pas ce que va devenir le gouvernement, si l'emprunt des cent millions de réaux n'est promptement consommé. Je conçois moins encore où se trouverait la valeur destinée à servir de nantissement à la Banque.

M. de Cifuentès [2], chargé du ministère des finances, en l'absence de M. d'Azanza, est convenu qu'il ne devine pas le moins du monde quelle autre espèce de sûreté pourrait être donnée, sinon des branches de revenu ou des hypothèques sur des biens-fonds. Il m'a remis l'expédition ci-jointe de la cédule relative au dernier emprunt fait en Hollande. Il m'assure, au surplus, que M. d'Azanza ne lui a donné aucune connaissance de l'état de sa négociation.

J'oserais penser que si, d'un côté, il y a urgence extrême de donner au gouvernement espagnol toute facilité d'emprunter, d'un autre côté, il importe de ne pas laisser

n'ai pas d'argent.... Procurez-vous-en; il y a mille moyens d'en avoir.... Le ministre des finances est un sot s'il ne sait pas en trouver en Espagne.... Qu'il mette, s'il le faut, les diamants de la couronne en gage.... Chargez Laforest de s'entendre pour cela avec qui de droit.... » (Lettres du 15 au 28 mai 1808).

1. Vingt-cinq millions de francs.

2. Don Pedro Joaquin de *Cifuentès* était premier « official » de la Secrétairerie d'État des finances pour l'Espagne.

écrite. Les différents ministères se prêtent d'ailleurs à l'état des choses et font tout ce qu'on leur dit de faire de la part du prince. Il ne peut leur paraître régulier, qu'accompagné de M. de Fréville, j'aille d'un ministère à l'autre ; j'assiste à leurs conseils privés comme à la Junte et indique tout ce qui est à exécuter. L'exécution s'en ressent ; mais enfin la machine ne tombe pas tout à fait,

Il est plus que temps, sous tous les points de vue possibles, que le Roi se montre à ses serviteurs et à son peuple. La personne du Grand-duc a disparu pour le public depuis le moment où la crise a éclaté, et cette fatalité n'a eu que trop d'influence sur les esprits. On ne s'ébranlera désormais que devant Sa Majesté même. Le courage et le zèle renaîtront en présence de celui qui peut récompenser ou punir ; mais il est bien essentiel que le Roi n'accorde qu'un premier pardon et s'asseye au beau milieu du trône. Il est utile, sans doute, que sa clémence et sa bonté soient d'avance annoncées partout ; il le sera beaucoup plus qu'il fasse bientôt effort sur lui-même et ne passe aucune faute. Les résistances ne peuvent être trop vigoureusement réprimées, et les neutralités surtout ne doivent plus être souffertes.

S. A. I. ayant reçu de M. d'Azanza l'adresse présentée au Roi le 17 par l'Assemblée générale à Bayonne et la réponse de Sa Majesté, la Junte de gouvernement a été réunie ce matin de bonne heure. Elle a reçu communication historique de l'ouverture de l'Assemblée et a pris lecture de ces deux pièces. La même communication a été portée ensuite au Conseil de Castille, déjà représenté par son doyen et plusieurs de ses membres à la Junte de gouvernement, pour être sous son autorité publiée et adressée circulairement dans tout ce royaume. Je joindrai ici plusieurs exemplaires de la publication, si elle

sort à temps de l'imprimerie. Elle a été retardée par des scrupules de la part de la mauvaise portion du Conseil, qui s'est mis à marchander les expressions de la lettre du ministre de grâce et de justice, dont le public conclurait que le Conseil se livre avec chaleur aux espérances du nouveau règne. Cette petite guerre est pitoyable. M. le duc de l'Infantado [1], dont je ne doute pas que les anciennes lettres de Burgos, de Vittoria et ensuite de Bayonne n'aient beaucoup contribué à l'opiniâtreté que le Conseil en corps a montrée si longtemps et à l'action très pernicieuse qu'une partie de ses membres a exercée sur l'esprit de la nation, devrait bien, en sa qualité de président, adresser des reproches sérieux à ces messieurs. J'espère que M. d'Arribas [2] aura particulièrement développé leurs fautes à Votre Excellence.

Vous ne trouverez point, Monseigneur, dans la publica- [illegible] conseil le discours d'ouverture tenu par M. d'A- [illegible]; il a été simplement publié hier matin dans la

1. Don Pedro *de Toledo* (1771-1841), treizième duc de l'*Infantado* (1791) par sa grand'mère de la maison de Silva; était fils de la princesse Marie de Salm-Salm. Son enfance se passa à Paris dans l'hôtel de famille de la rue d'Enfer et dans celui de la rue Saint-Florentin, qui porta longtemps son nom. La Révolution chassa sa famille. En 1793, il levait à ses frais un régiment qui fit dans l'armée espagnole la campagne de Catalogne. De l'intimité du prince des Asturies, fut nommé par Ferdinand VII colonel des gardes en 1808. A l'assemblée de Bayonne, rallié à Joseph; s'étant déclaré son adversaire à son retour à Madrid, ses biens furent séquestrés par Napoléon. Vaincu à la bataille d'Uclès (1809). Ambassadeur de la Junte à Londres (1811). Membre de la troisième Régence de Cadix (1812). Président du Conseil de Castille (1814). Disgracié à la révolution de 1820. Président de la Régence instituée par le duc d'Angoulême (1823). Rentra dans la retraite (1826). Son immense fortune et son titre de l'Infantado passèrent à son arrière-neveu don Pedro Tellez Giron, onzième duc d'Osuna. C'était un esprit chimérique et un caractère sans énergie, et cependant un « personnage » en son temps.

Voir : MOREL-FATIO, *Études sur l'Espagne*, IIe série.

2 Don Pablo *de Arribas*; fiscal de la Cour des Alcades, que le roi Joseph allait nommer Intendant général de la police à Madrid.

gazette officielle. La Junte a opiné avec les ministres que les sentiments particuliers et les exhortations du président de l'Assemblée de Bayonne ne devaient point être présentés à la nation par le Conseil de Castille avec les actes propres de cette assemblée. Il y a jalousie évidente contre M. d'Azanza. Au fond, je tiens pour utile qu'il n'y ait point de coalition entre les ministres dont le Roi devra être entouré. Je verrais même avec plaisir que MM. O'Farrill et Mazarredo n'eussent pas dans leur ligue M. d'Azanza.

Les membres de la Junte ont pensé que les sévères leçons que les insurgés ont déjà reçues sur beaucoup de points donnaient au Conseil de Castille une occasion naturelle de faire sentir au peuple espagnol, par une proclamation, à combien de maux ultérieurs il s'expose, s'il écoute plus longtemps les fauteurs de troubles, et combien il est instant que partout on se soumette à l'autorité du Roi. Le Conseil s'y montre disposé ; mais il prétend que, pour opérer un grand effet, il doit attendre la première grande nouvelle. Il entend désigner par là la prise de Saragosse et l'entière soumission de l'Aragon. Bel effort ! Je ne vois qu'autorités luttant pour ne se compromettre que le moins possible, jusqu'à ce que la force irrésistible des armes françaises soit constatée à leur entendement. Or, Votre Excellence sait que l'Aragon est tout, en ce moment, pour le public espagnol.

Le répit que le général Lefebvre a dû accorder à Saragosse a été connu hier [1], et, depuis, les plus mauvaises nouvelles sont remises en circulation avec d'autant plus d'acharnement que des indiscrétions, inévitables dans les corps nombreux, ont fait transpirer le bruit de la publi-

1. L'attaque du général Lefebvre-Desnouëttes avait été repoussée à la porte *del Portillo* (15 juin).

cation qui s'imprime et du projet de proclamation du Conseil de Castille.

L'armée française, dit-on, au moment où j'écris, a été entièrement détruite à Saragosse le 16 de ce mois. Le général Dupont a été obligé d'évacuer Cordoue ; il est en pleine retraite sur la Caroline et le défilé de la Sierra Morena lui est coupé [1]. Le maréchal Moncey a été obligé de s'arrêter dans sa marche sur Valence. Les milices et les troupes de l'Andalousie sont réunies au peuple, et les Anglais ont non seulement débarqué des armes, du canon et des munitions, mais un gros corps de troupes. La flotte française est attaquée dans la rade de Cadix et allait être forcée de se rendre. Tout le nord du Portugal est en insurrection.

Rien de tout cela, Monseigneur, n'est justifié par des lettres ou des avis à la source desquels on puisse remonter ; bien au contraire, une lettre du comte de Florida Blanca à son valet de chambre à Madrid semble annoncer qu'il a réussi à faire entendre raison au peuple de Murcie. Le général O'Farrill vient d'avoir des avis qui fortifient l'espérance que M. de Morla tient les troupes de Cadix en repos et que le général de Castaños a le même bonheur au camp de Saint-Roch. Quant au débarquement des Anglais, il est plus qu'improbable encore.

Ils ont, à la vérité, débarqué des commissaires qui font des offres astucieuses. Par exemple, ils ont offert à la junte de Valence d'aller chercher avec sa recommandation les garnisons des îles Baléares et de Ceuta et de les amener à Valence. Ils se sont concertés avec la junte de Séville, qui se prétend Junte supérieure du royaume, et

1. Cette nouvelle pessimiste était prématurée : Dupont, qui avait l'ordre de se maintenir à tout prix à Andujar, s'y installa le 16 juin (sortant de Cordoue) et y séjourna un mois.

ont fait partir ses dépêches pour insurger les colonies espagnoles de l'Amérique.

Je prévois, Monseigneur, que nous allons encore être ici quatre ou cinq jours dans ces oscillations. Tout prendra un autre cours, dès le moment que les affaires d'Aragon seront décidées. Il ne faut pas que l'insurrection respire ensuite nulle part ; mais il faut allier avec des châtiments sévères un langage humain. Il faut, en publiant ces châtiments, montrer le regret d'avoir dû les infliger ; il faut laisser des portes ouvertes à la soumission. Je ne puis me persuader que S. M. l'Empereur veuille qu'on exaspère, pour avoir occasion de châtier d'une manière plus sanglante.

30. — *Madrid, 23 juin 1808* [vol. 675, f° 169]

Il m'est pénible d'avoir à vous informer qu'aucune considération ne modère plus cette fatale ardeur de départ dont Mgr le Grand-duc est décidément tourmenté. Il a expédié, la nuit dernière, un de ses aides de camp, M. de Monaco, pour prendre les ordres de S. M. l'Empereur, et il ne veut plus attendre son retour. On ne peut, sans une vive douleur, considérer ce prince si brave, si actif, si passionné pour le service de l'Empereur, aujourd'hui la tête appuyée sur ses deux mains, n'ayant plus qu'une idée fixe, ne parlant que de fuir une atmosphère qui le tue, dégoûté de tout aliment, comme il l'était de toute affaire, et accusant ceux qui le retiennent de vouloir sa mort. On est réduit à mille expédients pour le tromper pendant cinq ou six jours encore. On lui fait voir des préparatifs ; on l'entretiendra de jour à autre des mesures prises sur la route pour son escorte et pour ses couchées. Il est convenu avec ses médecins que l'on

entrera désormais dans son sens pour ne pas irriter davantage son imagination, et qu'on ne lui parlera que de départ. Ses médecins répondent qu'il n'y a point de danger, si la fièvre ne survient pas, mais attestent que les forces de S. A. I. ne peuvent tenir plus d'une semaine contre une agitation d'esprit aussi ingouvernable.

Le général Belliard est décidé à remplir le rigoureux devoir que sa position lui impose et à faire échouer tous les ordres de départ que donnerait encore Mgr le Grand-duc.

Cet état de S. A. I. est parvenu à la connaissance du public et produit une grande fermentation. Ce prince est la seule autorité légale reconnue, obéie, et les pouvoirs qu'il a reçus dernièrement du Roi ne peuvent être suppléés que par de nouveaux pouvoirs ou par le Roi lui-même. Nous n'avons besoin que de son nom, comme je le disais hier à Votre Excellence; mais, s'il part, son nom ne peut être mis en avant, et il y aurait anarchie complète. Présent, il est censé ordonner; absent, il ne peut déléguer.

Les rapports de ce soir disent que l'état du prince a eu au moins ceci de favorable que tout Madrid appelle avec impatience le Roi.

Les bruits d'hier ont été jusqu'à l'absurde. Reproduits ce matin avec de nouvelles circonstances, ils ont amené la lassitude et fait éprouver généralement le besoin de se reposer à l'ombre du trône.

Un avis d'Olmedo, en date du 19, porte que M. le comte d'Altamira et neuf autres députés de l'assemblée de Bayonne s'y étaient arrêtés. Une lettre de ce même grand écuyer arriva en même temps au ministère de grâce et de justice, exposant qu'il lui est nécessaire de revenir sur ses pas et d'aller prendre les eaux. Que de

biais pour éluder, et qu'ils sont déplacés, de la part d'un grand qui a une immense fortune et une page in-4 de titres à sauver des orages révolutionnaires !

(*Particulière.*) *Madrid, 23 juin 1808* [vol. 675, f° 173]

Je reçois la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 20 de ce mois, et je me félicite d'être encore à temps d'y répondre par ce courrier [1].

Le roi Charles, induit sans doute en erreur par la Reine, a donné une fausse assurance à S. M. l'Empereur, que je supplie de croire au rapport que vous avez mis sous ses yeux.

J'ai poussé mes recherches si loin qu'il ne me reste plus qu'à constater les faits par une enquête judiciaire, qui serait scandaleuse. Le prince des Asturies n'a sûrement pas emporté de diamants de la couronne, et personne ici ne l'en accuse. Leurs Majestés et le prince de la Paix en ont seuls le blâme dans l'opinion publique. L'article XI du traité du 5 mai dernier est celui qui excitera le plus de haine concentrée, lorsque ce traité sera connu [2], parce qu'il sanctionne l'acte qui blesse le plus ici les hommes instruits des particularités. Je suis forcé de dire à Votre Excellence que, sur la foi de cet article, un fondé de pouvoirs du roi Charles a récemment réclamé le reste des diamants de la couronne. M. de Cifuentès a déclaré qu'il ne pouvait désormais en autoriser la re-

1. Champagny (vol. 675, fol. 146), d'ordre de l'Empereur, engageait La Forest à rechercher les diamants de la couronne d'Espagne, estimés à 50 millions. L'enquête de La Forest n'avait trouvé des pierreries que pour la valeur moyenne de 4 millions (fol. 85).

2. Le traité du 5 mai (voir *supra*, p. 10) n'a pas d'article XI; il s'agit sans doute ici de l'article II : « Tous actes faits contre ceux de nos fidèles sujets depuis la résolution d'Aranjuez, sont nuls et de nulle valeur, et leurs propriétés leur seront rendues » ; clause favorable au prince de la Paix

mise que sur un ordre du nouveau Roi ou du Lieutenant général. Il m'en a informé hier ; l'instruction que vous m'avez transmise, en date du 17, m'a paru un titre suffisant pour l'encourager à tenir bon.

Ce ne sont pas seulement les diamants de la couronne, Monseigneur, qui ont été enlevés ; vous devez apercevoir que la Caisse d'amortissement était spoliée, et je suis averti que les dépôts de matières d'or et d'argent à la Monnaie ont été détournés.

Je n'hésite pas à penser que, si S. M. le roi d'Espagne [1] voulait se donner une grande popularité, lorsqu'il sera dans ses États, il n'aurait qu'à livrer tous ces faits à la recherche des tribunaux. Je prévois qu'il en recevra le conseil de ses ministres, et que peut-être j'aurai à rappeler la foi due au traité du 5 mai.

Je remercie beaucoup Votre Excellence des nouvelles qu'elle veut bien me donner. Je ne puis trop vous assurer qu'un grand intérêt roule en ce moment sur la punition de Saragosse.

L'introduction d'un Sénat dans la constitution d'Espagne est une grande amélioration. S. M. l'Empereur a vu de très haut ce que la conduite des grands dans ces derniers événements nécessitait. La facilité avec laquelle la populace a été séduite partout en une semaine ne demandait pas moins que les nouveaux Cortès fussent balancés par une autorité plus directement intéressée au soutien de la couronne.

Mais sur toutes choses, Monseigneur, veuillez conjurer S. M. l'Empereur de faire nommer immédiatement un nouveau Lieutenant général, si le Roi ne peut être en Espagne dans six jours, au plus tard. Sa Majesté Impé-

1. Joseph.

riale croit peut-être avoir pourvu à nos embarras en envoyant à Madrid M. le général Savary. Je suppose que ce général est très sage dans sa correspondance ; il m'en coûte beaucoup de vous prévenir qu'il ne l'est pas autant dans sa conduite et dans ses discours.

31. — *Madrid, 25 juin 1808* [vol. 675, f° 217]

S. A. I. avait hier décidément ordonné son départ pour aujourd'hui, neuf heures du matin ; l'heure s'est écoulée. Toute cette journée a été plus calme ; j'espère que demain se passera encore sans faiblesse. S'il arrivait que S. A. I. voulût absolument partir avant le retour de son aide de camp, et ne pût en être empêchée, au moins touchons-nous au moment où l'on pourra dire que le Lieutenant général est allé au-devant du Roi. J'avoue qu'aussi longtemps que les médecins prononcent qu'il n'y a pas de danger, je tiens essentiellement à la gloire d'un prince qui a l'honneur d'appartenir d'aussi près à S. M. l'Empereur.

Nous sommes toujours ici, Monseigneur, dans l'attente des événements militaires. Nous n'avons rien du Midi, si ce n'est quelques indices que le royaume de Grenade se calme, comme celui de Murcie. M. le maréchal Moncey ne sera pas encore de quelques jours devant Valence. M. de Cuesta [1] est à Benavente avec les fuyards qui l'ont suivi ; on le dit malade. Les alarmistes voudraient

1. Don Gregorio *Garcia de la Cuesta* (1740-1812), maréchal de camp en Catalogne (1793), où il remporta des succès à Belven. Capitaine général de la Castille. Napoléon avait espéré l'attacher au parti de Joseph, en le nommant vice-roi du Mexique ; mais le vieux soldat refusa et se mit, en 1808, un peu malgré son gré, à la tête de la résistance ; fut battu par Bessières à Medina de Rio Seco (14 juillet 1808) ; par Victor à Medellin (18 février 1809). Sa sévérité le rendait peu populaire, et le plaça en opposition fréquente avec la Junte de Séville.

bien faire croire que cette ville et celle de Majorca sont le rendez-vous donné à une armée d'insurgés de la Galice, du royaume de Léon et des Asturies, qui doit se porter sur Madrid.

Mais nous avons appris hier les premiers succès des généraux Merle [1] et Ducos [2], et aujourd'hui leur entrée à Santander. Cela dérangerait les projets de M. de Cuesta, s'ils avaient quelques fondements. Notre attention, comme celle de toute l'Espagne, est surtout fixée sur l'Aragon ; il nous tarde que la rébellion soit sévèrement châtiée dans Saragosse ; les Espagnols qui ont ouvert les yeux en reconnaissent la nécessité. Il est cependant facile d'apercevoir, à chaque nouvelle qui arrive, que ceux mêmes dont le sort dépend désormais du triomphe du Roi sentent leur orgueil national blessé de la défaite successive de leurs compatriotes.

On continue à Madrid à invoquer généralement la prochaine arrivée du Roi. Hier soir et ce matin, ont été publiées par le Conseil de Castille et adressées à toutes les autorités du royaume plusieurs pièces que je joins ici.

La première contient la remise que le Roi fait de quelques droits qui étaient désagréables à la nation. Le ministère des finances a préparé une circulaire, adoptée aujourd'hui au Conseil privé, et qui développe la généreuse sollicitude de Sa Majesté à restaurer les finances en même temps qu'elle soulagera le peuple ; c'est un cor-

1. Pierre *Merle* (1766-1830). Général de brigade (1794). Général de division après Austerlitz. Enleva Valladolid à la suite d'un combat meurtrier et se distingua à Rio Seco. Blessé à Busaco et à Oporto. Baron de l'Empire (1809). Fit la campagne de Russie. Inspecteur général de gendarmerie (1814). Retraité en 1816.

2. Nicolas *Ducos* (1756-1823). Frère du Directeur Roger Ducos. Aide de camp de Masséna (1799). Général de brigade (1802). Député des Landes (1805). Baron de l'Empire (1810). Gouverneur de la citadelle d'Anvers (1813) ; défendit héroïquement Longwy (1815).

rectif à la sécheresse laconique du Conseil de Castille. Déjà dans tous les cabarets de Madrid on boit aujourd'hui à la santé du Roi.

La seconde est peut-être plus importante, en ce qu'elle détruit un des leviers les plus puissants dont les meneurs se soient servis dans les provinces : elle tranquillise sur la peur de la conscription.

La troisième est la publication qui aurait dû être jointe à ma lettre du 22. Elle contient le discours de l'Assemblée de Bayonne au Roi, la réponse de Sa Majesté et la lettre historique et exhortatoire qui, rédigée dans la Junte de gouvernement, fut adressée, avec les deux autres pièces, au Conseil de Castille, le 22 au matin. On croyait tout arrangé, dans la nuit du 22 au 23, sur la foi du doyen, d'après quelques légers changements d'expressions qu'il avait sollicités, lorsque l'imprimeur fit secrètement avertir que son travail était suspendu. Il fallut un second ordre, le 23, qui ne produisit qu'une très longue, très absurde et très malicieuse représentation. Une partie de la journée d'hier a été absorbée à se mettre d'accord avec ce Conseil, qui a obéi enfin au troisième ordre. On pouvait casser une partie des conseillers, en faire arrêter d'autres, investir militairement la salle; ce coup d'autorité, semblable à ce qui a été pratiqué en France envers l'ancien Parlement de Paris, aurait été, de l'avis de la Junte, très préjudiciable en ce moment. Il faut se servir du Conseil de Castille dans le système suivi par Mgr le Grand-duc, comme d'un instrument extrêmement incommode à manier, mais avec lequel on parvient péniblement à faire les ouvrages que le peuple achète.

La quatrième pièce est un ordre de S. A. I. pour assurer davantage les communications. C'est encore là ce qui gêne le plus l'action du gouvernement dans les circons-

tances actuelles; car, à force de soins, la police provisoire de Madrid et des environs marche assez bien depuis cinq ou six jours.

Les ministères ne vont pas mal. Leurs relations se rétablissent avec leurs subordonnés respectifs dans les provinces. Ceux qui ont été mandés pour rendre compte commencent à arriver; on les reçoit d'une manière très imposante et on les renvoie bien endoctrinés. Les chefs d'Ordres religieux à Madrid commencent aussi à être très utiles de leur côté. Beaucoup d'ecclésiastiques choisis par eux sont partis pour les provinces avec des instructions uniformes.

(*Particulière.*) *Madrid, 25 juin 1808* [vol. 675, f° 219]

Depuis trente ans que je sers, j'ai toujours été assez heureux pour surmonter les difficultés que j'ai rencontrées et n'avoir pas à remplir l'obligation pénible de dévoiler les fautes d'autrui. J'espérais que la gravité de mon âge, la prudence du langage, la sagesse des réflexions, l'aménité des formes, me procureraient encore cet avantage avec M. le général Savary; j'ai eu le malheur d'échouer.

Je prends un terme moyen, c'est de confier à la discrétion de Votre Excellence ceux des détails de sa conduite qui militent le plus contre le bien du service de S. M. l'Empereur. Je vous supplie de n'en faire usage que dans le cas de la plus absolue nécessité.

A l'arrivée du général Savary [1], un très bel appartement lui fut donné au château du roi, et tous les honneurs dus à

1. Pour ce second séjour de Savary à Madrid, je renvoie à la *Revue des questions historiques* (janvier 1900), où j'ai publié sa correspondance d'après les manuscrits des *Archives nationales*, AF. IV, 1615.

son rang lui furent rendus; mais il s'était annoncé comme venant remplacer le Lieutenant général du royaume, et voulait parler aux yeux. Il passa dans l'appartement de S. A. I., qui eut la faiblesse de l'en laisser maître, et, à l'exception des pages, il ordonna que le service marchât comme lorsque le Grand-duc était présent; c'était une inconvenance, et elle étonna beaucoup. Une circonstance particulière en fit un scandale public. Cet appartement était celui du prince des Asturies, et, à tort ou à raison, on reproche au général en Espagne de l'avoir décidé à sortir de Madrid, en l'assurant qu'une heure après son arrivée à Bayonne, il serait reconnu pour roi d'Espagne. De là un sentiment d'éloignement très fâcheux qu'avec plus de mesure il était facile d'éviter.

Le général voulait qu'on fît entrer chez lui tout ce qui vient au château, et qu'on lui présentât les grands, les ministres, les membres de la Junte, les chefs des Conseils et les diverses autorités qui concourent au service public. Ce n'était pas connaître les Espagnols; tous se tinrent à l'écart. La considération due à Son Altesse ne put être ébranlée ; le général perdit celle qu'il pouvait conserver. Il s'en aperçut, et l'aigreur remplaça les prétentions.

L'arrivée du Roi était d'autant plus hautement réclamée que le Lieutenant général était malade, et Votre Excellence connaît tous les motifs politiques qui faisaient demander par les autorités espagnoles et donner par S. A. I. l'espérance de cette prochaine arrivée. Le général Savary s'est obstiné à soutenir le contraire. Il a paru depuis céder à la force de l'opinion, et, sans doute, il rend fidèlement dans sa correspondance ce dont il est témoin. Mais, comme il ne fait rien pour dissiper la défiance conçue contre ses intentions, elle n'a fait qu'augmenter, et son humeur contre l'Espagne augmente proportionnellement.

Il a vu combien l'état de Mgr le Grand-duc demandait de ménagements. Je respecterai le silence que S. A. I. voudrait garder sur le système opposé que le général s'est fait ; mais, comprenant par d'itératives remontrances l'état de choses qui résulterait du départ du prince, le général devrait s'apercevoir qu'il se rend odieux en voulant le précipiter et disant des duretés à ceux qui se permettent des observations. Tout cela produit un déplorable effet.

Votre Excellence a remarqué que les meneurs de l'insurrection prétendent dans leurs publications que bientôt S. M. l'Empereur sera obligé de détourner son attention de l'Espagne pour faire face à une nouvelle guerre contre l'Autriche, la Russie, etc. Nous avons soin que les gazettes contiennent tous les articles propres à rassurer sur les relations amicales de la France et de la Russie. Le général se moque de ces ménagements, et, ne voulant pas voir qu'il parle à des gens convaincus de la nécessité de frapper vite l'insurrection espagnole, il répète journellement que les affaires du nord forcent S. M. l'Empereur à se presser, et il accroît par ce langage irréfléchi la pusillanimité que nous avons sans cesse à étayer.

Un inconvénient incomparablement plus grave, Monseigneur, résulte de l'espèce de fureur avec laquelle le général parle sans cesse de pillage, d'incendies et de massacres. Je serais honteux de répéter tous les excès de ce genre qui lui échappent à chaque instant ; et ce qui me navre de douleur, c'est que le nom auguste de l'Empereur est toujours cité en témoignage. Ces propos sont entendus par de jeunes officiers indiscrets, par des domestiques, par des Espagnols ; ils circulent et font frissonner, sans rendre plus soumis ; ils autorisent beaucoup de militaires à des actes inutilement violents.

On fortifiait depuis plusieurs semaines le *Retiro* [1], et on se préparait à en faire un point de concentration. Il était bien d'achever vite; mais avec quel désordre le général n'a-t-il pas fait procéder! Je suis encore obligé de passer rapidement sur la manière dont s'est exécutée une opération qu'il était si facile de ne rendre ni vexatoire ni alarmante; j'aurais l'air de chercher des torts, et j'en suis bien éloigné !

C'est à regret que j'ajoute encore un mot. Hier soir, l'esprit échauffé d'un mauvais travail de l'Intendant de l'armée, le général m'interpelle de le faire exécuter sans délai, et se livre à sa fougue habituelle. Je ne savais pas même ce dont il s'agissait; je demande à connaître le travail et à y réfléchir pendant la nuit; j'observe qu'en s'y prenant bien, nous avons obtenu jusqu'ici des autorités espagnoles tout ce qu'il a été humainement possible qu'elles nous donnassent. Le général s'oublie, il oublie mon caractère, il oublie le zèle amical que je lui ai toujours montré ; il me taxe de protéger l'Espagne contre les volontés de S. M. l'Empereur. Les généraux Belliard et Grouchy et le maître des requêtes Fréville étaient présents [2].

1. Le *Buen Retiro*, palais à Madrid, formant un carré flanqué de tours, situé sur une petite éminence, entouré de vastes jardins et près de la promenade du Prado

2. Voici comment Savary, de son côté, conte cet épisode :

« On me jette des chats aux jambes au lieu de m'aplanir le chemin. Il y a une demi-heure, dans le bureau du général Belliard, en présence du général Grouchy et de M. de Fréville, je demandai à M. de Laforest comment il fallait faire pour obtenir du gouvernement espagnol qu'il fît prêter au Trésor royal par la ville de Madrid une portion des recettes de la ville.... M. de Laforest m'a répondu d'un ton menaçant qu'il était l'homme de confiance de l'Empereur et envoyé par lui pour empêcher les extorsions, pour défendre les Espagnols contre les vexations. Avec ce raisonnement-là, M. Denniée (Intendant de l'armée) n'aura pas un sol à faire donner demain aux fournisseurs. Un ministre purement diploma-

Que Votre Excellence pèse dans sa sagesse s'il est important qu'il y ait le moindre intervalle possible entre l'arrivée du Roi et le départ de Mgr le Grand-duc.

32. — *Madrid, 26 juin 1808* [vol. 675, f° 222]

[Cette dépêche ne renferme que des renseignements sur les navires américains « détenus en Espagne pour avoir été visités en mer par les Anglais. »]

33. — *Madrid, 27 juin 1808* [vol. 675, f° 235]

Les médecins ont trouvé que les forces de Mgr le Grand-duc avaient un peu gagné hier à aujourd'hui. Sa raison a mieux lutté aussi contre cet impatient élan vers l'air natal, qu'il n'est pas en son pouvoir d'empêcher. Je commence à espérer que S. A. I. résistera deux et peut-être trois jours encore contre cette malheureuse et fatigante disposition d'esprit, surtout si les progrès de sa santé devenaient plus sensibles. Il reste à savoir si vers ce même temps le Roi sera entré dans son royaume.

Rien encore de Saragosse, Monseigneur ; nous savons seulement qu'à l'heure qu'il est, le général Lefebvre doit être en posture de forcer les rebelles, s'ils ne se soumettent pas. Les vœux du parti que j'appellerai français, parce qu'il est forcé de l'être, commencent à cet égard à se partager ici ; les uns croient que la punition de cette ville sauvera de la nécessité d'exercer ailleurs des rigueurs ; les autres désirent que l'Aragonais, fier, brave,

tique, comme M. de Laforest, ne comprend pas ce langage-là. » — Savary à Berthier, 24 juin 1808. *Archives de la guerre.*

« M. Laforest est trop formaliste ; il veut, dit-il, nous gagner des cœurs ; moi je lui réponds que je n'en voudrais pas de mille au prix de la ration de vin d'un soldat. » — Savary à l'Empereur, 23 juin 1808. *Archiv. nationales*, AF. IV, 1615.

obstiné, mais ayant de l'honneur, négocie, prête serment au Roi et retourne à ses occupations paisibles.

L'infatigable malice des partisans de l'insurrection des provinces a voulu réagir hier et ce matin dans Madrid sur les bonnes nouvelles de Santander. Aux bulletins à la main a succédé un prétendu ordre du jour, signé Palafox, en date du 17 juin, mis pendant la nuit sous le seuil des portes, et d'après lequel dix-huit mille Français ont péri sous les murs de Saragosse. Ces extravagances réussissent sur un peuple né pour l'exagération plus que pour la simple vérité.

Votre Excellence demandera comment la police ne prévient pas ces faits ou n'arrête pas les coupables? D'abord, il est encore à arriver qu'un Espagnol ait à ma connaissance dénoncé son voisin ou attaché les noms aux remarques qu'il nous apporte. Ensuite, on n'a depuis si longtemps connu en Espagne d'autre police que celle des rues et des cabarets, que tout est résistance contre une surveillance qui pourrait pénétrer dans l'intérieur des familles. Marquina, qui s'est fait détester comme chef de la police du prince de la Paix, et qui est secrètement employé, n'est lui-même qu'un apprenti et convient que son prince en imposait par son grand crédit plutôt que par des moyens d'information. La police qui a été enfin montée à Madrid a donc pu faire de grands progrès, sans être encore ce qu'elle deviendra bientôt. On y ajoute quelque chose tous les jours. On ne s'occupe pas moins de la sûreté des communications avec les corps d'armée, et c'est toujours là ce qui pèche le plus. A l'arrêté que j'ai eu l'honneur de vous envoyer avant-hier va succéder un autre arrêté qui a été convenu ce matin en Conseil privé, et qui établit de fortes amendes sur les communes où il y aura un délit contre les courriers ou officiers en mis-

sion. On serrera encore de plus près, dans quelques jours, mais il sera indispensable d'établir le plus promptement possible une maréchaussée qui puisse faire disparaître cette nuée de brigands et de déserteurs dont l'Espagne est couverte à présent.

Le général Belliard vient de me dire que S. M. l'Empereur approuvait qu'on établît dans les villes et bourgs quelques compagnies de gardes nationales choisies parmi les propriétaires. Cette mesure est d'autant plus urgente que l'on doit désarmer le peuple ; on la débattait depuis une dizaine de jours, sans oser procéder, parce que l'opinion militaire y était contraire ; demain, j'en entretiendrai le Conseil privé et puis la Junte de gouvernement.

Il importe en même temps de faire disparaître, partout où l'autorité royale a repris le dessus, ces listes d'enrôlement provoquées par les juntes d'insurrection ; la décision que le Roi a donnée au sujet de la conscription en fournit une occasion naturelle. Il s'agirait de déclarer que les trois premiers inscrits sur chacune de ces listes seront déclarés rebelles et traités comme tels ; tous iront effacer leurs noms. Le Conseil en est aussi occupé.

Plusieurs officiers espagnols envoyés en mission ont été assassinés ; les plus heureux sont obligés de rétrograder. L'un d'eux, chargé de pénétrer jusqu'au général Dupont, est revenu ce matin, ayant été arrêté dans les gorges de la Sierra Morena. Il rapporte que les paysans, hommes, femmes et enfants, sont d'une vigilance extrême et parfaitement stylés par M. d'Échevarry, qui met toute son activité à couper les communications autour de l'armée du général Dupont. Cet officier a su des paysans qu'une voiture, conduisant deux généraux et un autre officier, avait été arrêtée il y a quelque temps ; deux des trois ont

été assassinés [1], l'autre s'est sauvé à la Caroline, où il a été guéri et gardé. Nous craignons vivement pour M. le général Marescot [2]. Il rapporte encore que l'on ne parle que de M. d'Échevarry; d'où le général O'Farrill conclut de nouveau que M. de Castaños n'a pas été obligé de joindre les rebelles.

M. de Solano est vivant [3]; il a trouvé le secret d'envoyer un homme à sa mère, à Madrid. Il est important de tenir ce fait caché, pour ne pas exposer les jours du général. M. O'Farrill se charge d'approfondir d'ici à demain les nouvelles que l'on peut tirer de l'exprès.

M. le marquis de Las Amarillas, membre et l'un des hommes les plus estimables de la Junte de gouvernement, est beau-frère de M. de Castaños et avait son fils près du général, au camp de Saint-Roch. Il apprend que ce fils est à Malaga; je ne vois pas que ce fait prouve rien de favorable.

Il est désolant, Monseigneur, que nous soyons ici réduits à nous attacher aux plus petites circonstances pour deviner quelque chose de ce qui se passe au midi. Ce sera encore comme cela, jusqu'à ce que les troupes envoyées

1. Le général René, qui venait rejoindre le corps de Dupont, fut arrêté le 4 juin dans les gorges de Puerto del Rey, et malgré les officiers espagnols, tué à coups de couteau par les insurgés. — Général DE ARTECHE, *Guerra de la Independencia*, II, p. 441.

2. Armand Samuel *de Marescot* (1758-1832), capitaine du génie avant la Révolution. Se distingua aux sièges d'Anvers, Lille, Toulon, Maubeuge, Landrecies, Maëstricht. Général de division (1794). Inspecteur général du génie (1800). Grand-aigle de la Légion d'honneur (1804). Comte de l'Empire (1808). Envoyé pour examiner les places fortes d'Espagne, il se trouva par hasard et par malheur témoin à la signature de la capitulation de Baylen, et dès lors en butte à l'animosité passionnée de l'Empereur : destitué sans cause et emprisonné sans jugement (1808); rétabli dans ses grades par Louis XVIII; appelé au service par Napoléon lui-même aux Cent-jours. Pair de France (1819). Membre de l'Institut.

3. M. de Solano avait été réellement assassiné le 28 mai 1808. *Arch. nat.*, AF. IV, 1610.

au général Dupont aient en partie fait leur jonction et en partie formé la chaîne.

34. — *Madrid, 29 juin 1808* [vol. 675, f° 240]

[Détails sur le change des monnaies françaises et espagnoles....]

.... Mgr le Grand-duc a reçu ce soir un courrier de Sa Majesté avec la permission de partir. Tout était préparé. Le prince a bien voulu désirer de voir M. de Fréville et moi ; nous nous étions présentés régulièrement à sa campagne, sans avoir l'honneur d'être admis, depuis le 23. S. A. I. a eu la bonté de nous faire donner lecture d'un décret et d'une lettre qu'elle adresse au gouvernement, ainsi que d'une autre lettre à M. le général Savary, et elle est montée en voiture.

Mgr le Grand-duc est censé aller au-devant du Roi, dont on ne peut, en conversation, annoncer l'arrivée comme trop prochaine. S. A. I. pourvoit au commandement de l'armée française et à la gestion des affaires du gouvernement espagnol; cette marche m'avait constamment paru indispensable. Je n'ai pas besoin, j'espère, d'assurer Votre Excellence que mon zèle ne fera que redoubler ; je dirai, avec la liberté que S. A. I. avait eu l'indulgence d'approuver, tout ce que me suggérera le bien du service de Sa Majesté, et je ferai tout ce qui sera faisable.

Au surplus, Mgr le Grand-duc emporte une des deux clefs de la malle de l'estafette, afin de pouvoir se tenir en route au courant des affaires ; le général Savary a la seconde.

L'exprès envoyé par le général Solano à sa mère est reparti et s'est refusé, pour la sûreté de son maître, à paraître chez aucun membre du gouvernement. Le général O'Far-

rill a trouvé cette marche suspecte et a fait aborde
homme par un officier. Il dit que son maître s'était
gié à Chipiona, sur le bord de la mer, au-dessous de
Lucar, et y était le 9 de ce mois ; que tout alors re
tranquille à Cadix ; qu'il n'y avait eu aucun excès con
au départ du général ; que ce départ avait eu lieu
suite d'un rassemblement populaire, qui, s'étant p
chez le général pour lui demander des explications su
marche d'une armée française vers le Midi, avait été
sipé avec peine ; que dans la foule le mot traître avai
proféré par quelques furieux, et qu'on avait conseill
général de se retirer pour n'être pas l'occasion d
émeute ; qu'au 9 encore, on savait à Chipiona qu'il
avait rien de nouveau à Cadix ; mais que le général
tait que M. de Morla pût réussir à conserver le com
dement ; que les Anglais envoyaient parlementaire
parlementaire à Cadix ; que le général avait fait so
M. d'Échevarry, sans doute pour obtenir la facilit
passer en Portugal. Cet exprès ajoute, d'ailleurs, que
n'avait pas d'avis positifs sur le camp de Saint-Roch ;
cependant le bruit courait que le général de Cast
ayant contenu longtemps les paysans du pays et so
mée, des officiers prirent prétexte de l'approche de l'ar
française pour assassiner le général, en l'accusant de
hison ; qu'on disait aussi qu'il y avait une grande dé
tion ; que quelques corps s'étaient rendus à Malaga
le neveu du général ; qu'un vieil officier avait pris le c
mandement du reste.

Il est, au surplus, avéré aujourd'hui qu'une grande
sertion au moins, si ce n'est la réunion entière des t
pes de ligne, a donné de la consistance à la rébellio
midi. Le général Dupont, après avoir battu plusieurs
sous Cordoue les corps nombreux que M. d'Échev

envoyait contre lui, s'était replié sur Andujar, pour faire sa jonction avec le renfort conduit par le général Védel [1]. Cette position lui ôte toute inquiétude d'être tourné. C'est le général Védel qui donne ces nouvelles, et il faut espérer que la communication va être désormais régulière avec le général Dupont.

Les avis qui parviennent de tous les autres points sont bons. On ignore encore ce qu'a fait M. le maréchal Moncey, mais il doit être près de Valence, et on suppose qu'il voit jour à pacifier, puisqu'il tarde si longtemps à frapper. On n'a pas de rapports directs de Saragosse; mais il existe à Madrid un avertissement donné à quelques amis par un amateur de l'insurrection, qui, écrivant à la suite d'un grand échec reçu à Épila [2], entre Saragosse et Calatayud, dit qu'il voit bien qu'il faut quitter la partie et conseille la soumission. Des provinces de l'Estramadure, de Zamora, de Léon, de Salamanque, on apprend que l'insurrection est passive, et, l'affaire de l'Aragon finie, on verra ces juntes se dissiper d'elles-mêmes, sauf le canton de Badajoz. On n'entend pas dire un mot des Catalans, et il paraît que la leçon qu'ils ont reçue, et dont il n'a rien transpiré à Madrid, les fait se tenir à l'écart.

On se flattait que les Galiciens resteraient aussi dans l'attente; mais le général O'Farrill, que je quitte, est averti, m'a-t-il dit, que M. de Cuesta s'est donné tant de

1. Dominique, comte *Vedel* (1773-1848). Officier avant la Révolution. Blessé à Rivoli. Colonel (1797). Général de brigade (1805). Général de division après Friedland (1807). L'affaire de Baylen, où son retard incompréhensible assuma les plus lourdes responsabilités, brisa sa carrière: destitué (1812); réintégré (1813); en disponibilité (1815); retraité (1841).

2. Dans la nuit du 22 au 23 juin, le colonel Chlopiski, à la tête du régiment de la Vistule, attaqua victorieusement Joseph Palafox et son frère don Francisco qui, avec 4,000 hommes, essayaient de couper nos communications vers Madrid.

peine pour attirer à Benevente les milices de la Galice, que plusieurs corps se sont en effet ébranlés [1]. Cet avis peut être utile pour décider à renforcer les corps français qui rétrogradent de Santander sur les cantons maintenus en insurrection active par M. de Cuesta.

M. Cabarrus est arrivé hier et va prendre immédiatement ses fonctions. Ce n'est pas ici une nouvelle indifférente pour ceux qui s'occupent plus spécialement de la machine du gouvernement. La pénurie des moyens pécuniaires est extrême, et la caisse de Consolidation peut seule préparer et procurer bientôt des ressources.

M. de Jovellanos [2], dont les talents pouvaient être si utiles, n'a cessé de mander à Madrid qu'il était hors d'état de s'y rendre ou d'aller à Bayonne. On a envoyé un homme affidé dans sa retraite, où l'on l'a trouvé mourant de consomption et d'hypocondrie, n'ayant plus même assez de force d'esprit pour écrire à ses compatriotes des Asturies.

Le repos de Madrid est solidement établi ; mais avec quelle fertilité d'invention des meneurs cachés y tiennent l'esprit public dans une continuelle agitation ! Qu'on parcoure les rues et les places publiques, tout y est tranquille ; que l'on entre dans les maisons, on n'y trouve que mauvaises nouvelles et mauvaise humeur. Le bon effet des publications venues de Bayonne est toujours détruit le lendemain par des réflexions empoisonnées, et dans ce

1. La Cuesta commandait en chef « l'armée de Castille » qui, en comptant « l'armée de Galice (15.000 hommes), réunissait 21,000 combattants.

2. Don Gaspard-Melchior de *Jovellanos* (1749-1812). Littérateur et homme politique. Conseiller d'État de Charles III. Ministre de grâce et justice (1799) Exilé à l'île Mayorque (1800) par Godoï. Membre de la Junte suprême (1808). Refusa le ministère de l'intérieur que lui offrait Joseph. Accusé de modérantisme par ses compatriotes, fut massacré dans une émeute.

flux et reflux il n'y a de fixé que l'impatience d'avoir le Roi.

Je ne crois pas superflu de prévenir Votre Excellence que j'entends faire conjectures sur conjectures parmi les militaires sur une prochaine rupture avec l'Autriche, quelques-uns disent déjà qu'avant l'hiver prochain ils seront à Vienne.

35. — *Madrid, 1er juillet 1808* [vol. 675, f° 264]

J'ai reçu, la nuit dernière, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 27 de juin.

Je vais non seulement me faire représenter les anciens inventaires des diamants de la couronne d'Espagne, en remontant à l'année 1763, époque du mariage de Charles IV [1], mais m'en faire donner copie avec indication marginale de ce que sont devenus les articles qui manquent. Je crois pouvoir assurer d'avance Votre Excellence qu'il n'en résultera pas beaucoup de lumières, parce que le désordre a été médité de très longue main, et que les véritables richesses de la couronne en ce genre ont été tenues hors des inventaires.

M. d'Azanza a demandé, il y a quelques jours, à M. de Cifuentès, par un courrier extraordinaire, le procès-verbal d'estimation des diamants qui restent à la couronne. Ce procès-verbal a été clos et expédié sur-le-champ. J'aurais voulu en avoir expédition et la transmettre à Votre Excellence ; l'envoi a été fait très rapidement ; M. d'Azanza pourra y suppléer.

Ce ministre aura été un peu déconcerté d'avoir donné

1. Charles IV, — alors prince des Asturies, — avait épousé Louise-Marie-Thérèse de Parme, le 4 septembre 1765.

à supposer que les diamants de la couronne pouvaient servir de gage à l'emprunt de cent millions de réaux, ou plutôt, si j'en crois un employé du gouvernement espagnol qui prétend être sûr que M. d'Azanza savait à quoi s'en tenir, ce ministre regrettera seulement d'avoir fait fausse route. On m'insinue, en effet, qu'il ne s'est fait fort de fournir un gage de cette valeur que pour amener décemment des explications sur l'enlèvement fait par ses anciens maîtres et leur favori. Au surplus, M. d'Azanza n'a pas caché ici que sa négociation avec la Banque de France était arrêtée par l'impossibilité où il se trouvait de remplir la condition fondamentale. J'entends ses collègues le blâmer et placer leur dernière espérance dans la bienveillance de S. M. l'Empereur.

J'ai lu, Monseigneur, avec une grande attention ce que Sa Majesté a chargé Votre Excellence de me mander, au sujet du départ de Mgr le Grand-duc [1]. Ce n'est pas tout à fait, autant que j'en peux juger par les mesures prises par S. A. I., ce que S. A. S. le prince de Neuchatel lui a écrit. Mgr le Grand-duc, prévoyant son départ, avait préparé, le 28, la lettre dont je joins ici la copie [2]. A la réception de son courrier, il a rédigé, le 29, la lettre et le décret dont j'ajoute également ici les copies [3], en se renfermant littéralement, a-t-il dit, dans l'instruction qu'il recevait.

Cependant, il a tellement lié les trois pièces, qu'il paraît

1. Murat partit le 29 juin.

2. « Messieurs les membres de la Junte, je vous préviens que je me mets en route pour me rendre à Burgos, au-devant du Roi. Pendant mon absence, vous continuerez votre travail et vos fonctions de la même manière et dans le même ordre qui ont eu lieu pendant ma maladie. »

3. « Je dois ajouter que pendant mon absence M. le général Savary reste chargé des affaires et qu'il doit avoir séance et voix délibérative dans toutes les séances de vos Conseils. »

avoir prévu l'ensemble des intentions de Sa Majesté. La seule instruction que S. A. I. m'ait adressée à moi a été verbale et consistait à me rappeler que je n'avais pas besoin d'une autorisation plus formelle que celle dont je suis déjà investi pour me vouer à tout ce que peut nécessiter le service de l'Empereur.

J'ai compris que je n'en avais pas besoin, en effet ; avec beaucoup de zèle et un peu de sagesse on concilie tout. Je me suis hâté hier matin, avec M. le maître des requêtes Fréville, de voir M. le général Savary, de lui expliquer l'ordre de travail suivi pendant la maladie de S. A. I., de l'assurer que nos soins ne continueraient pas moins d'être à sa disposition et de le prier de regarder toujours les observations que mon devoir m'imposerait comme un hommage à la pureté de ses vues. D'accord avec lui, j'ai prévenu de suite les départements ministériels des motifs de l'absence de Mgr le Grand-duc. Je leur ai fait comprendre par quelle combinaison ils recevraient régulièrement la communication des intentions de S. A. I. Le Conseil privé s'est tenu de midi à trois heures, comme à l'ordinaire. La Junte de gouvernement, qui n'a lieu que de temps à autre, suivant les affaires, est convoquée pour demain, neuf heures du matin. M. le général Savary sera installé. Ainsi, Monseigneur, tout s'est classé naturellement dans le système que j'ai depuis trouvé développé dans la lettre de Votre Excellence.

Mais une légère circonstance a pensé occasionner aujourd'hui une grande confusion et a retardé la convocation de la Junte. M. le général avait ordonné hier que, dans l'ordre du jour pour l'armée et dans les gazettes pour le public, il fût dit que les succès militaires sur l'insurrection seraient désormais annoncés par une salve de

l'artillerie du *Retiro*. Cette intention, bientôt ébruitée, parce qu'elle avait été manifestée à trop de monde, a fait une sensation désagréable en ville. Les ministres ont fait séparément leurs représentations au général Belliard. Ils se sont concertés entre eux et avec les membres de la junte. M. O'Farrill a été ce matin exposer leurs objections au général Savary, qui pouvait difficilement se mettre dans leur point de vue. A l'heure du Conseil privé, nous les avons trouvés mécontents et résolus à s'isoler des affaires, si l'intention annoncée venait à se réaliser. Ils tiraient leurs arguments de la nature des expéditions militaires en Espagne, du rôle ostensible des armées françaises, des convenances à observer envers le Roi et la partie fidèle de la nation espagnole, de la nécessité de ne pas accroître davantage l'aigreur dont la source est dans l'orgueil national, de l'utilité de présenter les punitions infligées à la partie égarée avec le ton du regret plutôt qu'avec celui de l'exaltation. Nous les avons modérés ; nous leur avons dit qu'ils prenaient à contre-sens les intentions du général ; nous avons cependant traité à fond la question, cette après-dîner, avec lui, et il consent à différer. Nous aurons soin que demain, à la Junte, il n'aperçoive aucune trace de mécontentement sur les visages.

Je penserais, à vrai dire, que le général fait trop d'attention aux mauvais propos de Madrid. Que signifient-ils ? Comment les empêcher par des salves d'artillerie ? L'arrivée du Roi changera seule, et il ne faut pas s'y tromper, l'esprit des salons et, par conséquent, celui de la populace. On a répandu les nouvelles les plus exagérées des succès des insurgés ; les bulletins à la main, le prétendu ordre de Palafox et toutes ces rodomontades font grand bien en définitive à nos affaires, parce que les véritables nouvelles arrivent toujours à point nommé pour

démontrer l'absurdité des fausses, et que, moins les meneurs se découragent, plus les conversions font de progrès. Ce ne sont point nos fanfares qui désabuseront l'orgueil crédule ; ce sera le deuil des familles, ce sont les remords des hommes séduits, ce sera le retour des déserteurs.

D'ailleurs, Votre Excellence trouvera ci-jointe une ordonnance sévère, affichée hier matin par la Cour des Alcades et qui rappelle quelques articles d'une loi de 1774, singulièrement applicable aux circonstances actuelles.

On attendait ici impatiemment la nouvelle de la prise de Saragosse. Il était d'une grande utilité politique que cet événement portât le caractère d'un châtiment sévère et fût un exemple imposant. Les choses paraissent tourner bien sans doute, quant au fond, mais mal pour l'usage que nous en voulions faire. On apprend, mais indirectement et morceau par morceau, que Saragosse a été abandonné, que les insurgés aragonnais se dispersent par pelotons, que Palafox n'a plus que quatre mille hommes avec lesquels il s'est replié sur Calatayud. Cependant, l'effet public que nous attendions s'opère d'une manière qui sera finalement aussi efficace, quoique plus insensible. Une trentaine d'officiers, échappés après la journée d'Épila, sont arrivés à Madrid et déclarent qu'il y a folie de compter sur les paysans. Un corps de troupes espagnoles a témoigné hautement à ses officiers qu'il avait assez tâté de l'insurrection, et demande à être ramené aux ordres du gouvernement, fût-ce à Madrid même. Des bruits avant-coureurs préparent à des résultats semblables à Valence même, et il serait bien nécessaire que M. le maréchal Moncey les brusquât, pour que l'on pût vite se trouver en masse dans le midi.

Rien, de ce côté, ne donne encore lieu à craindre pour la

flotte de Cadix; mais les Anglais travaillent avec activité. Ils ont offert au midi de l'Espagne de renouveler l'alliance de 1792. Ils ont promis seize mille hommes; il paraît qu'on n'a accepté encore que leur argent, c'est-à-dire cent cinquante mille piastres.

En somme, Monseigneur, l'insurrection active est en baisse et ne peut, même en Andalousie, se soutenir longtemps. Le Roi viendra bientôt, et tout ce qui de l'insurrection passive n'aura pas été rattaché au gouvernement le sera immédiatement après. On verrait déjà en ce genre de plus grands progrès, s'il n'y avait pas autant d'inertie, de mauvaise honte, de mauvaise volonté, de peur même, dans les provinces qui conservent, on ne sait pourquoi, leurs juntes séparées. Et puis, la haine féroce du bas peuple contre les Français et l'ignorante vanité des grands éloignent d'autant le retour à l'obéissance, jusqu'à ce que paraisse l'autorité dont le nom est vraiment magique en Espagne : *El Rey*.

36. — *Madrid, 3 juillet 1808* [vol. 675, f° 268]

La Junte du gouvernement a eu lieu hier et a reçu communication des mesures prises par Mgr le Grand-duc. On a fait asseoir M. le général Savary à la droite du président. Une lettre de remerciements a été adressée à S. A. I., qui verra sans doute avec satisfaction les sentiments que lui conservent ceux des Espagnols qui ont eu l'honneur de concourir à ses travaux avant l'époque fatale de sa maladie.

On a renouvelé, dans l'espérance de voir s'expliquer le doyen et les membres du Conseil de Castille assistant à la Junte, l'observation faite, il y a dix jours, sur l'utilité d'une proclamation du Conseil qui, récapitulant les maux

occasionnés par l'insurrection et les échecs qu'elle n'a cessé d'essuyer, inviterait les peuples des provinces insurgées à renoncer à toute tentative ultérieure d'opposition. Ces messieurs ont laissé tomber l'insinuation, et leur corps, en effet, continue à croire que ce serait préjuger la question. Tout sera de glace jusqu'à l'arrivée du Roi.

Les ministres ont fixé l'attention de la Junte sur l'inertie de l'esprit public et le peu de zèle que l'on montre au gouvernement dans les provinces où l'insurrection a été réprimée et même dans celles où elle n'a pas eu lieu ; c'était pour avoir occasion de parler de l'établissement de quelques compagnies choisies de gardes nationales dans les villes et bourgs. La Junte a été prévenue que les généraux français avaient ordre d'y pourvoir dans chaque endroit où ils rétablissaient la soumission et désarmaient le peuple. Il ne s'agirait que de remplir l'intervalle entre Madrid et les points où les divisions françaises se sont portées. On est convenu à l'unanimité de la nécessité d'une mesure de ce genre ; on est convenu même que, pour obvier aux préventions conçues contre le service qui pourrait être exigé plus tard des gardes nationales, le corps établi dans chaque ville ou bourg s'appellerait *garde citadine*. Mais les opinions se sont partagées, dès qu'il a été question de poser des bases. Les uns ont dit qu'il n'était pas temps encore ; les autres ont prétendu qu'il y aurait mollesse partout, si Madrid ne donnait pas l'exemple. On n'est retombé d'accord que sur la nomination d'une commission, et c' est précisément parce que l'on sent que cela ne peut conduire à rien d'immédiat.

Le fait est qu'il y a lassitude dans les gouvernants comme dans les gouvernés. Les uns et les autres ne savent

plus que demander quand le Roi paraîtra ; les premiers, pour reprendre le courage du commandement ; les seconds, pour avoir un motif d'obéissance.

Un travail préparatoire a été, au reste, expédié, la nuit dernière, à M. d'Azanza, par le général O'Farrill, pour être soumis au Roi. C'est le système complet des premiers actes de son autorité à son entrée dans le royaume et le projet de proclamation par laquelle il annoncera sa clémence pour le passé et sa sévérité pour l'avenir.

Un décret doit fixer le 25 juillet, jour de saint Jacques, patron de l'Espagne, pour l'époque des cérémonies usitées dans toutes les parties du royaume relativement au serment d'obéissance et à la promulgation de la royauté. Le formulaire y est joint, sauf quelques changements à faire peut-être pour la capitale, en raison des autorités créées ou supprimées par la nouvelle constitution. On saura d'ici là si cette constitution doit être publiée avant l'entrée du Roi à Madrid, ou être promulguée avec lui, ou l'être ultérieurement par lui.

Un autre décret doit accorder une amnistie générale et sans exception ; bien entendu qu'elle n'est relative qu'à la rémission des peines encourues pour fait d'insurrection, et point à la conservation des emplois civils ou militaires dont les coupables seraient revêtus. Il peut y avoir deux manières de voir sur le choix entre une amnistie limitée et une amnistie illimitée. J'incline pour la dernière, comme plus politique et mieux coordonnée avec le troisième décret.

Celui-ci trace l'époque où le défaut de soumission aux deux précédents constitue une rébellion ouverte et entraîne toutes les peines qui sont attachées à ce crime. La clémence deviendrait dangereuse après cette époque, et il ne faut laisser à personne l'espoir des négociations. Il

est vraiment curieux de voir ici combien chaque personnage du gouvernement est indulgent pour les membres des Juntes insurrectionnelles, pour les militaires qui se sont ralliés à la populace, pour les membres de la haute noblesse et du haut clergé qui intriguent en secret. Si le Roi ne fixe pas un terme pour l'indulgence et n'y tient pas rigoureusement, les résistances seront d'autant plus longues qu'elles savent combien de protections elles auront autour de Sa Majesté.

Mais je ne puis trop répéter, Monseigneur, qu'il est d'une haute importance que le Roi réussisse à consommer un grand emprunt et ne vienne pas les mains vides ; il y a de grands, d'urgents besoins. Le trésor espagnol ne peut différer de faire payer dans les campagnes où il n'y a pas eu d'insurrection une partie au moins du prix des vivres et charrois fournis aux corps français. Chaque jour, le Conseil privé fait de fortes remontrances sur la nécessité et l'utilité d'y procéder. Sous quinze jours, je serai pressé de faire assurer, comme il a fallu le faire le 25 juin, au détriment de tous les services du gouvernement espagnol, celui de la garnison française de Madrid et des environs. Tout ce qui est attaché à la maison du Roi est dans la misère ; on doit même le service de la bouche, et personne ne voudra fournir. Le militaire et le civil ne sont point payés depuis six à huit mois. Je ne conçois pas comment le Roi fera face aux embarras multipliés de son début sur le trône d'Espagne, s'il ne s'assure pas un emprunt considérable.

On vient d'avoir, Monseigneur, à décider au Conseil privé une question délicate. Le roi Charles a fait itérativement demander entre autres choses un millier de tableaux, que l'on regarde comme faisant partie du mobilier des résidences royales, et non comme propriété par-

ticulière de la dernière dynastie. Pour ne pas refuser durement ni accorder légèrement, on répond que ces questions seront mises sous les yeux du Roi.

M. le général Savary a enfin été à même de transmettre, la nuit dernière, à S. M. l'Empereur de longs détails sur le midi de l'Espagne, qu'il tient du général Dupont lui-même. Je ne les connais que sommairement; je me bornerai donc à dire à Votre Excellence qu'il paraît aujourd'hui que M. de Castaños n'a pas été assassiné, mais a marché de gré ou de force avec la majeure partie de son armée, et que le général Dupont a dû prudemment se reployer. M. le général O'Farrill a écrit, ce matin, au nom de S. A. I. le Lieutenant général du royaume, à M. de Castaños, ainsi qu'aux chefs des différents corps; il les rappelle à leur devoir. Ces lettres sont un peu dépourvues de couleur; mais M. le marquis de Las Anarillas, président du conseil de la guerre et beau-frère du général de Castaños, lui a fait confidentiellement un tableau plein de chaleur et de vérité des espérances que l'Espagne doit concevoir. J'entrevois avec plaisir que M. le général Dupont, dont la conduite est très habile, est en mesure d'assurer des voies de négociation avec la troupe de ligne espagnole [1], et qu'au 28 juin, Cadix et la flotte n'étaient pas sous la main des Anglais [2].

Le général Marescot a heureusement échappé aux insurgés et suit les mouvements du général Dupont; c'est le

1. Dupont avait entamé en effet des pourparlers avec Castaños; il lui parlait de la puissance invincible de l'Empereur, « qui mettait sa gloire non à conquérir le royaume, mais à lui rendre ses anciennes splendeurs. » — « Nous pouvons nous entendre pour pacifier l'Andalousie » (21 juin-3 juillet 1808). *Archiv. de la guerre*. Savary appuyait ces tentatives de lettres d'un ton plus comminatoire. AF. IV, 1606.

2. L'amiral Rosilly dut rendre ses vaisseaux aux Espagnols le 14 juin 1808.

général Reignier [1] dont la voiture a été arrêtée et qui a été inhumainement massacré.

Il paraît que les troupes espagnoles, qui étaient à Lisbonne et les environs sous les ordres du général Caraffa, ont donné des inquiétudes à M. le duc d'Abrantès [2] et, en conséquence, ont été désarmées et consignées à bord de vaisseaux dans le port. Celles qui étaient à Oporto et dans cette province, au nombre d'environ six à huit mille hommes de troupes de ligne et de milice, ont passé en Galice, s'il en faut croire différents avis. Ce sont ces dernières troupes, avec des renforts de la Galice même, que l'on prétend toujours que le général de Cuesta demande; jusque-là il ne bouge pas de Benevente, d'après des reconnaissances récemment faites. Au surplus, tout est confus sur les projets qui lui sont attribués, ainsi que sur la Galice et les Asturies. En lui supposant de l'habileté, on doit conjecurer qu'il se portera en arrière plutôt qu'en avant, et attendra les événements.

Je n'apprends rien encore de Valence, et la lenteur de cette expédition devient une circonstance très fâcheuse relativement à l'état général des affaires militaires [3].

1. Jean-Gaspard-*René* (1769-1808), sous-lieutenant en 1792; chef de bataillon à Saint-Jean-d'Acre; général de brigade après Héliopolis. Voir *supra*, p. 124.

2. Par « précaution, » Junot fit entourer à l'improviste les régiments du général Caraffa, ses « alliés, » et les transporta, désarmés, sur de vieux vaisseaux dans la rade de Lisbonne.

Par contre, les troupes espagnoles qui se trouvaient à Oporto sous les ordres de don Domingo Ballesta firent prisonnière la garnison française (le général Quesnel et son état-major) et rejoignirent en Galice le général Blake. Voir général Foy, *Histoire de la guerre de la Péninsule*, IV, livre VIII.

3. Le maréchal Moncey, avec des forces réduites à huit mille quatre cents hommes, et seize bouches à feu (les deux mille Espagnols sous ses ordres ayant déserté), attendit à Cuença, du 11 au 17 juin, des renforts de Barcelone qui ne purent lui parvenir. Il se dirigea alors sur Valence par la route de Requeña, culbuta les insurgés au pont de Cabriel (21 juin), enleva le défilé de *las Cabreras*, et déboucha dans la *Huerta* de Valence

Quant à la Catalogne, voilà un mois qu'on n'en reçoit pas plus de nouvelles que si elle était isolée de la monarchie [1].

On avait été induit en erreur sur les événements de l'Aragon. On a enfin des détails positifs sur la journée d'Epila [2], qui a eu lieu le 23, et l'on sait que Saragosse n'était pas évacuée par les rebelles le 27. Il reste l'espérance qu'ils y recevront un grand châtiment, et je suis fâché d'avoir à dire que cet exemple est très désirable.

Mais il résulte, Monseigneur, d'un grand nombre de rapports, que l'année où les récoltes de grains et de fourrages devaient être les plus belles en Espagne, sera peut-être une année très mauvaise. On a laissé les herbes sur pied, et à l'époque où les moissons commencent, les bras qui y sont employés ordinairement manquent presque partout par différentes causes; dans les deux Castilles, par exemple, qui sont le grenier de l'Espagne, on ne voit point arriver les moissonneurs de la Galice.

37. — *Madrid, 4 juillet 1808* [vol. 675, f° 273]

J'avais l'honneur d'écrire à Votre Excellence, le 1er de ce mois, ce que j'allais faire en conformité des ordres de S. M. l'Empereur [3], pour avoir copie des anciens inventaires de bijoux de la couronne d'Espagne, faire vérifier ce qui reste et noter en marge ce que peut être devenu

(27 juin). Le lendemain il échoua devant la ville. Il se retira sur Albacete, reprit la route de Madrid, jusqu'à San Clemente, où il attendit (11 juillet).

1. Le général Duhesme était presque bloqué dans Barcelone. Il avait, sur l'ordre de Madrid, détaché comme renfort au maréchal Moncey la division Chabran, mais arrivée à Tarragone, celle-ci dut rebrousser chemin, poursuivie jusqu'aux portes de Barcelone par les insurgés.

2. Voir *supra*, p. 127.

3. « Quelle est la valeur de l'argenterie et des diamants et autres effets précieux de la couronne? Tout cela doit bien valoir une quarantaine de millions. Mettez en gage les diamants de la couronne. » (L'Empereur à Murat, 23 mai 1808). *Recueil Lecestre.*

ce qui manque. Ce travail a été commencé le 2, et j'espérais pouvoir vous l'adresser le 6; mais M. de Cifuentès m'a prévenu ce matin qu'il lui était devenu impossible de me mettre à même de le terminer. Il a reçu hier soir une dépêche de M. d'Azanza, qui lui ordonne de la part du Roi d'envoyer immédiatement à Bayonne tous les inventaires originaux, à remonter jusqu'aux plus anciens. Il a obéi sur-le-champ, en regrettant comme moi ce croisement d'ordres, et m'observant que sa responsabilité l'avait empêché de différer en faveur de ceux que j'avais reçus l'exécution de ceux qui lui étaient transmis.

Il m'a répété, au surplus, que des recherches qu'il avait faites de son côté, comme de celles que j'avais eu précédemment occasion de faire, il ne résulte pas que rien ait été enlevé des articles portés aux inventaires des anciens règnes. Le désordre consiste en ce que depuis très longtemps on ne faisait plus inventaire et dépôt au garde-meuble des diamants qui ont été successivement achetés pour des sommes très considérables, d'où est venue la facilité de soustraire les grandes valeurs modernes.

M. d'Azanza a écrit à M. O'Farrill qu'autant il avait rencontré d'abord de bienveillance à favoriser l'emprunt, autant il remarquait de froideur actuellement. Cette réflexion de M. d'Azanza tend à rejeter l'erreur de sa marche sur le gouvernement français; mais la question est ici mieux comprise au conseil privé que ce ministre ne le suppose. Néanmoins, si d'un côté manque le prétendu gage des diamants, et que, d'un autre côté, le prêteur ne veuille pas, avant que le royaume ne soit entièrement rentré sous l'autorité royale, admettre la sûreté des hypothèques que l'on espérait substituer aux diamants, on se persuade et on se répète que S. M. l'Empereur peut provisoirement faire intervenir sa garantie. Cette idée

me paraît aussi venir de Bayonne, et c'est une finesse de plus. Il reste constant, au surplus, que, d'une manière ou d'autre, il faut trouver à emprunter largement.

Nous nous apercevons bien ici, Monseigneur, que la réduction de Saragosse traîne en longueur. Si l'attaque a commencé le 28 ou le 29, on devrait, par des avis indirects, en connaître l'issue. Une contradiction plus pénible peut-être, c'est d'avoir à craindre qu'il n'y ait quelque réalité dans des rapports parvenus aujourd'hui sur le corps d'armée commandé par le maréchal Moncey. L'opposition, dit-on, est vive sur son front, l'insurrection recommence sur ses derrières, et son attitude est devenue timide. Quel temps précieux a été perdu, et combien l'influence en est fâcheuse sur les affaires du Midi ! Tous les calculs faits jusqu'à présent reposaient sur la présomption d'une plus grande célérité. L'insurrection pourra être longue, si les insurgés s'y habituent et s'ils ont quelques succès partiels.

38. — *Madrid, 6 juillet 1808* [vol. 675, f° 282]

J'ai reçu hier la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 30 juin, et je suis très reconnaissant du soin avec lequel vous voulez bien m'accuser réception des miennes. Il me reste des doutes sur le sort d'une lettre du 17 de juin, timbrée *Division des relations commerciales*, et renfermant un mémoire sur l'état actuel du commerce entre la France et l'Espagne.

Votre Excellence n'aura vraisemblablement trouvé dans ma correspondance depuis le 25 juin rien qui l'ait mis dans le cas de prendre les ordres de l'Empereur sur ma lettre particulière de cette date. J'ai dû alors m'ouvrir confidentiellement sur des faits préjudiciables

au service de S. M. I. Je l'ai fait avec une mesure qui prouve combien j'étais affligé d'être dans cette obligation. Ce dont j'ai eu le courage de vous instruire, Monseigneur, j'avais eu et j'ai continué d'avoir celui de le dire au général. Cette bonne harmonie naturelle entre des serviteurs qui, sans être infaillibles, ont un zèle égal pour le bien des affaires de S. M. l'Empereur, a été le premier fruit de ma persévérance. Je me suis aperçu qu'enfin j'avais fait impression. J'ai un véritable plaisir à vous assurer que, depuis quatre ou cinq jours surtout, je remarque une circonspection de langage et de conduite qui ne me laisse que le regret de n'avoir pu l'obtenir dès le principe et d'en avoir désespéré trop tôt.

On savait déjà ici, Monseigneur, que M. le chevalier d'Urquijo [1] était destiné par le Roi à la place de ministre secrétaire d'État. Tous les yeux sont ouverts et les ambitions particulières éveillées sur les premiers choix du nouveau souverain.

Il n'est pas difficile de démêler que tous les personnages de Madrid, que je trouve encore si froids, se presseront, à l'arrivée du Roi, de se faire des titres à sa faveur, et sont jaloux de chaque nomination faite à Bayonne.

Les gens qui ont eu le mérite de s'être prononcés dès les premiers instants, ou le bonheur d'y avoir été conduits sans pouvoir s'en défendre, ont une jalousie moins déguisée.

Ceux mêmes qui remplissent déjà des postes éminents, avec l'espérance de les conserver, laissent percer l'inquiétude que quelques membres de l'Assemblée de

1. Don Mariano Luis d'*Urquijo*, ambassadeur auprès de la république Batave. Ministre des affaires étrangères (1799). Destitué et emprisonné (1800). Rappelé au pouvoir depuis. Secrétaire d'Etat de Joseph (1808). Réfugié en France (1814). Mort en 1817.

Bayonne ne prennent trop d'influence sur la distribution des emplois publics. En d'autres mots, chacun voudrait un ministère, un conseil d'État, un Sénat, etc., composé de ses amis. C'est ainsi, par exemple, que l'amiral de Mazarredo m'a parlé avec beaucoup de plaisir de M. d'Urquijo, son compatriote, tandis que M. le général O'Farrill a insinué que M. d'Urquijo avait une imagination trop pétulante, et s'est inquiété déraisonnablement de l'action que le ministre secrétaire d'État pourrait exercer sur les rapports de ses collègues.

L'homme du ministère qui s'occupe le moins de ce que fera le Roi, c'est M. de Piñuela, toujours étranger aux affaires de parti et seulement embarrassé de deviner s'il aura le culte ou la justice ; mais l'expérience nous a montré que ce digne vieillard est trop faible de caractère et de talents pour servir dans des circonstances épineuses.

On paraît craindre généralement que M. de Cevallos ne conserve le ministère des affaires étrangères, pour lequel on ne lui accorde aucune aptitude.

Le plus difficile à remplir, Monseigneur, sera celui de la police générale. Il est d'une nécessité urgente ; et, plus j'étudie ici les hommes, moins j'en vois qui puissent donner au Roi les garanties requises de courage, d'intelligence, d'activité, d'impartialité et de dévouement. M. de Caballero a des titres, des qualités, de l'énergie, et, comme il n'a rien à perdre dans l'opinion publique, il semblerait propre à des fonctions que l'on n'exerce jamais bien lorsqu'on veut se ménager et ménager les autres ; mais il a des injures à venger, des passions et pas assez de suite dans les idées. Je ne vois encore que M. d'Arribas qui réunisse toutes les conditions désirables, et qui, relégué jusqu'au changement de dynastie dans la classe des hommes de mérite que la cour éloi-

gnait, n'appartiendrait, dans le sens le plus absolu, qu'à son souverain.

M. d'Azanza méritait et a obtenu la confiance de S. M. l'Empereur. L'avantage particulier de sa position à Bayonne lui a suscité ici bien des envieux. Je soupçonne qu'il aspirera de préférence au ministère des Indes, et peut-être y conviendra-t-il mieux qu'aux finances qu'il n'aime pas. Il sera un des Espagnols les plus attentifs à écarter les Français. Cette disposition, au reste, il l'a montrée plus à découvert, mais les autres l'ont comme lui. Je vois chaque jour avec quelle industrie on change les mesures, même les mots qui rappelleraient l'imitation de ce qui a lieu en France. Je conviens que ce ménagement est dû, de la part des hommes d'État, à une nation qui préférerait par orgueil de souffrir tous les maux que d'avoir l'obligation de son bonheur à des conceptions étrangères.

S. M. le roi Joseph prend bien en Espagne la royauté avec toutes ses charges. Il importe qu'il vienne avec la ferme résolution d'être le maître. Il sera utile que, dans les premiers temps, il se dispense peu de présider son Conseil d'État, et qu'il y parle souvent ; il lui appartiendra d'entraîner, toutes les fois qu'il verra les lumières en arrière des siennes. Il sera absorbé par ses ministres et conseillers d'État, s'il ne se fait un système fixe. Sans doute il devra se montrer très Espagnol, mais Espagnol commandant aux autres.

Il y a, Monseigneur, une grande différence entre ce qu'était la nation espagnole vers le milieu de mai et ce qu'elle est aujourd'hui. Un peuple ignorant, qui n'a pu supporter l'incertitude, s'est jeté en masse dans l'opposition. Si l'Espagne a dix millions et demi d'habitants [1], on

1. L'Espagne comptait alors 10,730,000 habitants. Nouvelle-Castille : 1,148,000. — Vieille-Castille : 915,000. — Léon : 252,000. — Valence : 913,000. —

peut dire que dix millions quatre cent mille ne savent plus ce qu'ils veulent, si ce n'est d'être abandonnés à eux-mêmes. Il reste au plus cent mille personnes éclairées, dont le plus grand nombre encore partage la tendance générale, qui sentent la nécessité de se rallier à un roi de la dynastie Napoléon et à la constitution qu'il apporte; mais ils sont sans énergie devant le peuple ; ils attendent que les armes françaises dissipent le danger et que la présence du Roi opère sur la multitude.

Les publications auraient été peine perdue ; elles n'auraient même fait qu'échauffer davantage pendant la durée de cette fièvre éphémère. On peut les reprendre aujourd'hui ; il y faut cependant beaucoup d'art, de flexibilité et de connaissance des pulsations du moment. M. le comte de Cabarrus s'est chargé de la première, qui paraîtra dans une couple de jours.

Votre Excellence reconnaîtra aux digressions auxquelles je me livre que j'ai peu de faits intéressants à mettre sous ses yeux. Il n'est rien parvenu encore à Madrid de l'état des choses devant Saragosse. Nous ne connaissons pas davantage l'impression faite sur Valence par M. le maréchal Moncey. Le public s'occupe constamment de M. de Cuesta, que l'on croit en position de rassembler seize mille hommes de troupes et de bataillons de milices, en négligeant les paysans. Le public s'occupe également de la Catalogne, dont beaucoup de détails ont enfin transpiré. Nous continuons à être tranquilles sur Cadix et sur la bonne mesure d'opérations ultérieures du général Dupont dans le Midi.

Valladolid, Salamanque : 574,000. — Andalousie : 1,190,000. — Grenade : 687,000. — Biscaye : 300,000. — Galice : 1,350,000. — Asturies : 348,000. — Estramadure : 427,000. — Murcie : 360,000. — Aragon : 624,000. — Navarre : 190,000. — Catalogne : 1,200,000. — Majorque : 205,000.

Note présentée par Champagny à l'Empereur, *A. F.*, IV, 1680.

Mais, de quelque expédient dont nous ayons usé jusqu'ici, les lettres, les courriers sont toujours arrêtés dans un point quelconque, sur les routes mêmes où il y a une chaîne de postes militaires. Ce sont des brigands, des voleurs, des déserteurs, des pelotons de paysans, passant accidentellement, qui réussissent d'un côté ou de l'autre à couper les communications.

Cet état fâcheux peut durer longtemps. M. le général O'Farrill envoie demain à M. d'Azanza un projet provisoire d'établissement de gendarmerie à pied et à cheval, pour être présenté à l'approbation du Roi, et dans l'intervalle il prépare l'exécution. Il faut indispensablement jeter sur les routes d'Espagne six mille piétons et cavaliers sans cesse en haleine et organiser dans chaque ville une garde sédentaire composée de l'élite des habitants. Cependant, je presse en vain ; comment faire procéder sans argent ?

P.-S. — Je reçois à l'instant, Monseigneur, la lettre de Votre Excellence, du 3. Combien n'aurais-je pas désiré y trouver un mot sur l'époque du départ du Roi ! Je ne me permettais pas de vous en parler aujourd'hui, pour éviter les redites. Sans doute, ce sera une importante nouvelle que la signature de la Constitution; sans doute, il est de toute sagesse de faire entrer des renforts; mais le Roi et de l'argent, tel est le cri journalier du gouvernement espagnol. Les cloches, le canon, tout est prêt à signaler l'entrée de Sa Majesté en Espagne, au premier avis. Cette époque sera celle où nous verrons s'ébranler un parti, où la bonne volonté renaîtra, et où cessera le bruit le plus insidieux dont on puisse tourmenter les gens faibles et ignorants.

38 *bis*. — *Madrid, 9 juillet 1808* [vol. 675, f° 335]

L'intérêt de ces derniers jours s'est porté presque exclusivement sur les mouvements militaires. M. le général Savary en a transmis successivement les détails à Bayonne. Il vient d'en recevoir à la fois de très importants qu'il se hâte d'envoyer à S. M. l'Empereur. Il m'est difficile de bien me rendre compte de ce que j'apprends en quelque sorte à la volée ; je hasarderai néanmoins de donner à Votre Excellence le résumé que j'en retire.

M. de Cuesta paraît avoir fait courir le bruit de sa maladie, sans être très malade en effet. Il voit arriver sur ses derrières les troupes et les milices qui ont filé par la Galice. Sans rassembler les paysans, il les tient en haleine pour le besoin et semble se préparer à une guerre régulière. Il essaie de rallumer devant lui l'insurrection et de renouer ses intelligences. Il a poussé ses agents jusqu'à Zamora, Toro, Medina, et fait recommencer quelques désordres dans Valladolid. Arevalo, entre Medina et Ségovie, est fortement soupçonné d'être le point établi pour l'échange des communications secrètes avec l'est et le midi. Ces notions résultent d'une variété de rapports dont l'exactitude cependant n'est pas parfaitement démontrée. Une lettre écrite de Benavente même, par un homme que le général O'Farrill croit incapable d'en imposer, porte des renseignements d'un autre genre. Les députés envoyés en Angleterre sont revenus, y est-il dit ; on est étonné de la générosité des offres du gouvernement britannique [1]. Il

1. La Junte des Asturies avait ouvert des négociations avec l'Angleterre ; nous avons vu que ses envoyés partirent de Gijon, ils abordèrent à Falmouth le 6 juin. Ils furent accueillis avec étonnement et enthousiasme. Le gouvernement britannique envoya aussitôt en abondance : munitions,

donne de l'argent ; il annonce un envoi de troupes, par la Corogne, sans doute ; on ne parle à Benavente que de marcher prochainement.

Les Anglais promettent des troupes sur tant de points qu'il y a peu à s'inquiéter de ce qu'ils débarqueront en Galice. Mais M. O'Farrill continue à penser que M. de Cuesta peut réunir un corps de seize mille hommes de troupes régulières et des bataillons de milice qui les valent. Il répète chaque jour que l'on ne saurait, dans son opinion, donner une attention trop sérieuse à ce qui se passe de ce côté. Peut-être en cela est-il entraîné par le torrent de l'opinion publique qui a reflué vers Benavente, depuis qu'elle ne peut plus se complaire en Aragon.

Que médite le général de Cuesta, dont la conduite a été si énigmatique avant et après l'affaire de Cabezon ? A-t-il un système ? Veut-il la guerre, sans autre objet que la gloire des armes ? Se met-il dans une position respectable pour traiter avec avantage et sûreté, lorsque l'amnistie sera publiée ? Je sais que M. le maréchal Bessières a ordre de se porter avec des forces considérables de ce côté, de former une ligne le long du Duero jusqu'au Portugal, de balayer ensuite les insurgés devant lui. Avec les moyens nécessaires, ce plan doit réussir à pacifier le royaume de Léon, les Asturies et la Galice, et il faudra que M. de Cuesta traite ou se replie jusqu'à la mer ; je dis les moyens nécessaires, parce que je crois bien démontré aujourd'hui que, pour en finir, il faut en imposer plus qu'on ne l'a fait encore.

Nous n'avons rien de Calatayud, si ce n'est que M. de Palafox rôde avec quelques corps d'insurgés à une cer-

armes et équipements. — Voir Toreno, *Histoire de la Révolution d'Espagne*, I, p. 183. — Général de Arteche, *De la cooperacion de los Ingleses en la guerra de la Independencia*.

Archives de Simancas. *Estado*. Carton 8171. Dossier 3.

taine distance de Saragosse. Il est pénible de n'obtenir aucune nouvelle de l'attaque commencée depuis dix jours sur cette dernière ville. La résistance qu'y font les insurgés retarde d'une manière très fâcheuse les opérations de l'est. L'insurrection de la Catalogne, dont les détails ont été si longtemps ignorés, prend un caractère d'autant plus encourageant pour l'ouest et le midi.

Mais jusque-là il n'y a que les délais à déplorer. Il est douloureux d'avoir enfin la presque certitude que M. le maréchal Moncey a échoué devant Valence, après avoir été à s'y rendre plus du double du temps calculé. Nous nous félicitions avant-hier des succès du général Caulaincourt qui avait dispersé à Cuença l'insurrection reformée derrière M. le maréchal. Nous savions que le général Frère avait atteint Requena avec la division qu'il commande. Un courrier de ce général, arrivé cette après-dînée, annonce que M. le maréchal, repoussé avec perte de Valence, s'est rejeté sur sa gauche à Alceyra et a dû envoyer sa cavalerie à Almanza, pour lui ouvrir les chemins et lui ménager des vivres. Le général Frère a dû à son tour prendre à gauche pour l'appuyer. Je n'aperçois pas que tous ces détails aient le développement qui serait désirable ; ils n'attestent que trop néanmoins l'échec que nous redoutions, et ce premier succès des insurgés sur l'infanterie impériale peut momentanément affaiblir le charme du talisman.

En se reportant vers l'ouest, Monseigneur, les rapports reçus ce matin d'un espion espagnol, qui a pénétré jusqu'à Truxillo et Mérida, n'ont rien qui donne d'inquiétudes immédiates sur l'Estramadure. Il paraît qu'à Badajoz les choses restaient dans le même état. On trouvait dans les bourgs et villages des hommes s'exerçant isolément, des pelotons de déserteurs çà et là, pas de rassemblements,

d'ailleurs pas de plan, pas de chefs. Les paysans en général faisaient leurs moissons, et disaient qu'ils seraient à temps de prendre les armes après. Questionnés en plusieurs endroits s'ils comptaient marcher, ils répondaient que, puisqu'on ne venait pas les attaquer, ils n'avaient pas besoin de sortir de chez eux. Il est remarquable que jusqu'ici, en Espagne, les idées de province l'ont toujours emporté sur les idées de monarchie. Cette observation faite plus tôt aurait influé sur le plan d'opérations.

Mais un exprès, expédié le 25 juin de Lisbonne par M. le duc d'Abrantès, et qui a percé en faisant route à pied, a remis ce soir à M. le général Savary un billet qui est fait pour donner beaucoup de sollicitude. M. le duc d'Abrantès dit que les Anglais se montrent au bas du Tage avec une armée de débarquement, que les Algarves et les pays à la droite du Duero sont en insurrection, et que sa situation demande des secours. J'avoue que je comprends mal comment il peut être réduit à tenir ce langage, et comment les Anglais, montrant des troupes partout, n'en débarquant nulle part jusqu'ici, peuvent décourager en Portugal comme ils encouragent en Galice. Il est impossible néanmoins de se rassurer, lorsque M. le duc d'Abrantès exprime aussi positivement ses craintes, et sous ce rapport aussi je fais des vœux pour que S. M. l'Empereur envoie même un superflu de troupes.

Il n'y a que dans le Midi, Monseigneur, où les succès soient tout ce que l'on peut attendre du talent aux prises avec les difficultés. Un courrier du général Dupont est arrivé ce soir avec d'amples détails qui seront mis sous les yeux de S. M. l'Empereur. Le général Dupont tient dans sa position d'Andujar. Il a fait des expéditions heureuses et châtié sévèrement les témérités des ennemis. Il paraît que dans sa dernière affaire il a trouvé en ligne un

régiment suisse qui a été écharpé. Je crois me rappeler que Mgr le Grand-duc avait fait exposer, il y a six semaines environ, combien serait utile un ordre du Landamman aux troupes suisses au service d'Espagne.

Le général de Castaños est aussi indéchiffrable pour moi que M. de Cuesta. J'ignore encore, au reste, où en est le général Dupont avec lui et ce que fait M. de Solano, dont l'émissaire, arrivé à Madrid il y a quelque temps, m'a laissé des soupçons.

J'ignore également si le général Dupont annonce quelque chose de nouveau sur Cadix. On croit à Madrid que tout reste dans le même état en ce port. Le commerce y est intéressé à ce qu'il n'arrive rien à la flotte, dont il sent bien que tôt ou tard on lui demanderait compte. Le militaire espagnol, de son côté, ne peut se dissimuler que le but de toutes les cajoleries anglaises est de s'emparer des restes de la marine d'Espagne. On conjecture, au surplus, que les liaisons commerciales entre les Anglais et Cadix ont repris comme en pleine paix.

Les *vales*, qui n'avaient fait que tomber, nonobstant ce qui a été publié le 4 juin, ont considérablement remonté ces jours-ci. Quelle qu'en soit la cause, voilà le premier symptôme d'élasticité dans l'esprit public, toujours tourmenté par des hommes qui en étudient la marche pour la ralentir. Plus l'impatience de voir arriver le Roi fait de progrès, plus ces agitateurs s'acharnent à faire supposer ou qu'il n'osera pas paraître, ou qu'il sera arrêté par le général de Cuesta, ou qu'il est reparti de Bayonne pour Paris. Il faudrait, font-ils dire au peuple, qu'il fût plus vaillant que l'Empereur même pour venir en Espagne.

Je n'ai rien reçu de Votre Excellence depuis la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 3. Il paraît, d'un autre côté, que les dépêches écrites au général Sa-

vary ne disent rien de l'acceptation de la Constitution, de la clôture de la Junte ni de l'époque du départ du Roi. Nous n'avons pas même le procès-verbal de la quatrième séance de la Junte pour donner suite aux réimpressions que nous faisons faire ici.

Cependant le Roi a fait écrire circulairement, le 4, à ses départements ministériels de Madrid, pour annoncer son prochain départ et communiquer son itinéraire. Il a dû coucher hier à Irun, si rien n'a été dérangé, et doit arriver le 26 de ce mois. Le Conseil privé recommande le 25 de préférence, parce que c'est le jour du patron de l'Espagne.

On diffère de faire sonner les cloches et tirer le canon, jusqu'à ce que soit parvenu l'avis positif que Sa Majesté est entrée en Espagne. Les antiques usages veulent que le soir il y ait illumination, et le Conseil m'a prié de ne pas omettre de faire illuminer avec élégance l'hôtel de l'ambassade de France [1], quoique je n'aie point encore de lettres de créance. Cette même cérémonie devra avoir lieu le jour de l'entrée du Roi à Madrid et de sa promulgation. Je sens la nécessité de prendre en quelque sorte l'initiative de cet hommage à Sa Majesté, et j'espère que l'Empereur daignera m'approuver. Mais il est d'usage, en pareil cas, de solliciter à l'avance l'approbation, et, ne le pouvant pas pour la première illumination qui peut avoir lieu après-demain, je supplie Votre Excellence de vouloir bien au moins me faire connaître les intentions de l'Empereur pour les suivantes. En général, Monseigneur, l'ambassade en Espagne redevient la première ambassade de famille, et j'aurais besoin d'instructions sur le cérémonial que l'Empereur jugera convenable de faire rétablir.

1. Il était situé *plaza de los Mostenses*.

39. — *Madrid, 10 juillet 1808* [vol. 65, p. 35]

Un courrier du général Caulaincourt[1] est arrivé aujourd'hui de Cuença. Il ne sert qu'à prouver l'interception de quatre ordres successifs envoyés de Madrid au général. C'est un inconvénient éprouvé sur tous les points et auquel n'ont pu obvier les formes diverses employées jusqu'ici pour assurer les correspondances militaires. J'ai déjà eu occasion de dire à Votre Excellence que le zèle des paysans, les déserteurs qui couvrent les routes, les partis de vagabonds armés, laissent peu de chances non seulement aux courriers, mais même aux espions. Le service des malles n'est pas plus assuré, quelques mesures que le gouvernement ait essayées. Les Juntes ont défendu les correspondances avec la capitale. Les directeurs de poste sont intimidés ou malveillants; les particuliers des provinces n'osent ou ne veulent pas écrire. En définitif, il n'arrive guère à Madrid que le dixième des lettres du service habituel, et ces lettres ne disent rien. C'est par des exprès que correspondent les provinces entre elles et qu'arrivent dans la capitale les instigations des provinces. La direction du service militaire et politique souffre étrangement de cet état de choses.

Je reviens au courrier du général Caulaincourt. Il n'apporte aucun renseignement sur M. le maréchal Moncey. Il ne serait pas impossible que le général Frère eût été mal informé des motifs de sa retraite, et même nous ne trouvons pas dans le public d'exultation à ce sujet. Nous

1. Auguste, comte *de Caulaincourt* (1777-1812). Sous-lieutenant aux cuirassiers du Roi (1792). Colonel de dragons (1801). Général de brigade (1806). Général de division (1809). Il se distingua de diverses façons en Espagne (1808-1810). Il mourut héroïquement à la Moskowa.

espérons encore que M. le maréchal aura pris une position d'attente plutôt qu'il n'aura essuyé d'échec.

Un espion, parti le 6 de Calatayud, a ce matin apporté la nouvelle de l'entrée dans cette ville du général Lefebvre [1] et de la fuite en différentes directions des insurgés qui y étaient rassemblés [2]. Pas un mot, d'ailleurs, de Palafox ni de Saragosse, dont heureusement le public s'occupe un peu moins, depuis qu'il a tourné ses vœux sur M. de Cuesta. Les rapports fourmillent sur ce dernier. On le voit déjà en mesure de disposer d'Avila, de Ségovie, de Talavera, pendant que Siguenza est à la disposition des Aragonais et que la Junte de Séville étend ses ordres jusqu'à Tolède même. Ce sont des calculs de frayeur ou d'opposition, beaucoup plus que des données exactes. On suppose aussi à l'insurrection une marche concertée qui n'est pas très évidente. Sans doute les différentes Juntes s'envoient depuis longtemps les unes aux autres leurs publications ; mais leurs mesures peuvent être semblables, parce qu'il n'y en a guère que d'un genre en pareil cas, sans qu'elles aient formé encore un plan unanime. L'esprit local est une barrière en Espagne qui s'oppose aux vues générales. Tout au plus M. de Cuesta est-il en communication d'idées avec M. de Castaños, autant que j'en peux juger par leur conduite respective.

Cependant, il paraît que des meneurs ont compris qu'on ne pouvait aller loin sans but, et que le moment appro-

1. Charles *Lefebvre-Desnouëttes* (1773-1822). Sous-lieutenant (1793). Colonel (1802). Général de brigade (1806). Général de division (1808). Comte de l'Empire (1808). Commanda au premier siège de Saragosse; fit les campagnes d'Autriche, de Russie, de Saxe et de France. Pair pendant les Cent-Jours. Réfugié en Amérique (1815). Condamné à mort par contumace (1816). Périt dans le naufrage de l'*Albion* en revenant en Europe.

2. Le baron de Varsage et don Francisco Palafox, à la tête de trois mille hommes de troupes régulières et d'un millier de paysans.

chait où le nom de Ferdinand VII, qui sert à tout depuis l'origine, serait nécessairement usé. Il me revient que des idées de république sont jetées en avant.

J'avais l'honneur de mander hier à Votre Excellence que les communications commerciales avec les Anglais semblent librement établies à Cadix. J'ai tiré aujourd'hui des notions plus étendues d'une variété de rapports privés, de lettres énigmatiques, de confidences de banquiers. Les Anglais captent les provinces maritimes en les faisant jouir des débouchés ordinaires de l'état de paix. Ils achètent les denrées, les vins, les huiles, les fruits. L'avidité fait dépouiller en Andalousie jusqu'aux orangers, et tout se paie en argent et en marchandise. Les expéditions pour l'Amérique espagnole ont été permises dans le Midi, et il s'en prépare maintenant à la Corogne.

Si l'itinéraire envoyé au ministère est juste, Monseigneur, le Roi couche cette nuit en Espagne pour la troisième fois [1]. Cependant, les dépêches arrivées ce soir n'apportent d'avis à personne à ce sujet, Il est impossible que demain l'estafette qui partira le 8 ne confirme ou n'ajourne les espérances.

Il est assez pénible d'avoir encore quinze jours à passer dans la capitale sans le chef de la monarchie. On ne verra paraître un parti, on ne se classera dans le pays, on ne découvrira les fils secrets de tant de menées que lorsque le Roi sera au milieu d'une cour à Madrid. Je ne sais comment les membres de l'Assemblée générale se seront montrés à Bayonne ; j'atteste qu'ici les gens mêmes dont nous sommes le plus contents nous parlent toujours de la veille, jamais du lendemain, conviennent de ce que nous décou-

1. Joseph quitta Bayonne le 9 juillet, et entra le même jour en Espagne.

vrons, n'informent jamais de ce que nous ignorons, blâment les faits généraux, excusent toujours les faits particuliers, et qu'enfin, l'entendu de tout le monde est de n'accuser personne.

Il tarde au Conseil des ministres et à la Junte de savoir si le Lieutenant général a remis ses pouvoirs au Roi et est rentré en France. J'ai hier éloigné cette question, qui m'a paru précoce de quelques jours ; mais un rapport est envoyé directement au Roi par le ministre de grâce et de justice, pour le prier de décider.

Un violent incendie a éclaté aujourd'hui bien près de l'hôpital général où sont les malades français. L'activité de M. le général Savary et des troupes en a empêché les progrès.

40. — [Cette dépêche, qui était datée du 12 juillet, manque aux Archives des Affaires étrangères, peut-être pour une raison analogue à celle indiquée au début du numéro suivant; plus probablement pour avoir été remise en original à l'Empereur. Voir : p. 159 (note), et l'allusion de M. de La Forest dans sa dépêche n° 57, p. 221.

41. — *Madrid, 13 juillet 1808* [vol. 675, f° 353]

L'estafette qui devait apporter hier soir des lettres de Bayonne à Madrid a été assassinée et son portemanteau enlevé par une vingtaine de bandits, à six lieues de cette capitale. On a lieu de soupçonner que ces malheureux avaient pour objet d'intercepter la nouvelle de l'entrée du Roi en Espagne.

Mais M. le général Savary, le général Belliard, ont reçu ce matin des lettres du Roi, et le ministre de grâce et de justice des lettres de M. d'Urquijo, en date du 10, qui annoncent les progrès du voyage de Sa Majesté. L'impatience publique était au comble ; on s'est empressé de la

satisfaire. Les cloches ont sonné, le canon a tiré et la secrétairerie d'État vient de faire annoncer circulairement aux fonctionnaires publics et au corps diplomatique qu'il doit y avoir demain grand gala et illumination.

La publication de la Constitution reste, d'ailleurs, accrochée au Conseil de Castille, ainsi que j'avais l'honneur de le mander hier à Votre Excellence. M. Piñuela et M. O'Farrill ont fait appeler les fiscaux et les ont exhortés à ouvrir de suite l'avis d'une publication immédiate. Ils se sont bien gardés de s'y refuser. Ils n'ont pas nié que les représentations ne fussent pour le moins superflues; mais ils ont dit que c'était beaucoup se presser; qu'on n'avait aucune raison encore de croire que le Roi fût en Espagne; qu'on avait envoyé au Conseil un exemplaire imprimé, jusques et compris la signature même de M. d'Urquijo; que rien n'indiquait la signature et l'acceptation des membres de l'Assemblée convoquée à Bayonne, etc.

Le courrier arrivé ce matin ayant apporté un exemplaire de la Constitution, où se trouvaient les signatures de tous les membres de l'Assemblée. M. Piñuela, après consultation, l'a fait passer au Conseil de Castille, avec un ordre de la part du Roi de la faire imprimer et circuler. Les excuses alléguées ne peuvent plus avoir lieu; rien cependaut n'est fait encore; on essaiera demain un ordre itératif.

Cet incident fait différer l'exécution d'une autre mesure ordonnée par le Roi. C'est la publication d'un décret relatif à l'accomplissement de toutes les formalités qui constituent ce que l'on appelle en Espagne la proclamation de la royauté. M. d'Urquijo a encore très légèrement engagé la chose par le canal du Conseil de Castille; il a omis de faire décider au Roi si ce serait le 25 ou tel autre jour qui

serait indiqué aux autorités pour la cérémonie. Il a tout à fait omis de faire mention du serment à prêter ; on avait envoyé avec soin de Madrid tous ces projets d'actes systématiquement liés.

Je ne sais comment il se fait que les trois ministres qui entourent le Roi donnent si peu d'attention à ce que leurs collègues leur proposent de Madrid. M. de Cevallos, parti avec le prince des Asturies, est à dix ans de l'époque actuelle ; M. d'Urquijo est bien plus en arrière encore, avec la fâcheuse habitude de calculer peu ses démarches [1]. M. d'Azanza, qui devrait être plus au courant, a quitté Madrid en fait, avant que le terrain ne fût devenu aussi difficile.

On est obligé, Monseigneur, de renvoyer au Roi le projet d'un décret plus complet, et, comme il faut sortir avant tout de l'affaire de la Constitution, on aura le temps de recevoir les ordres de Sa Majesté.

Je suis conduit à une crainte plus sérieuse par une communication que vient de me faire M. le général O'Farrill. J'avais l'honneur de mander à Votre Excellence, le 3 de juillet, que le Conseil privé envoyait à M. d'Azanza, pour être soumis au Roi, un projet de proclamation, un projet de décret d'amnistie, un projet de décret de punition en cas de persévérance dans la rébellion. A la réponse de M. d'Azanza, j'ai jugé que M. O'Farrill avait substitué son opinion particulière à celle du Conseil privé, et demandé qu'il ne fût pas question du projet de peines, en s'appuyant de l'espérance que tout rentrerait dans l'or-

1. « Je vous envoie une lettre du sieur Laforest. Il faut prendre garde que M. d'Urquijo ne commence par faire des sottises.... La mesure que propose le sieur Laforest d'enlever les registres du Conseil de Castille du moment où il sera constitué tribunal de cassation, me paraît fort bonne.... » Napoléon à Joseph. (Bayonne, 16 juillet 1808.) *Recueil Lecestre.*)

dre, un premier mot d'amnistie. M. O'Farrill est convenu qu'il avait, en effet, donné dans ce rêve. Je regretterais beaucoup que ces messieurs induisissent le Roi en erreur. Le décret d'amnistie ne signifiera rien, si on ne voit point à côté le danger de persévérer dans l'insurrection. Je ne me rappelle d'aucun acte d'amnistie où l'on ait cru devoir relever l'indulgence par la menace. Que dira-t-on, si, après quinze jours d'essai d'un acte purement bienveillant, il faut en venir, comme on doit s'y attendre, à un acte de rigueur? Il paraît donc utile de faire en une fois ce qu'il serait désavantageux de faire en deux.

J'ai interrompu cette lettre, Monseigneur, pour me rendre chez M. le général Savary, qui venait de recevoir des nouvelles directes de M. le maréchal Moncey. Le général rend compte à S. M. l'Empereur des punitions sévères infligées aux insurgés de Valence par le corps d'armée de M. le maréchal, et de la retraite qu'il a dû faire, à défaut de munitions suffisantes, après une vaine tentative pour forcer les portes de Valence [1]. Je n'examinerai pas si M. le maréchal n'aurait pas pu avancer aussi vite qu'il s'est retiré, ou s'il a eu des raisons solides de faire ses approches avec tant de lenteur; je ne dois m'arrêter qu'à l'effet politique, et il est incontestablement fâcheux pour les affaires du Roi.

La guerre a pris insensiblement un caractère qui demande un emploi savant de l'art militaire et une réunion de forces qui ne laissent aucune chance à la rébellion.

L'arrestation de l'estafette d'hier met dans la gêne M. le général Savary sur l'envoi des états de situation de l'armée.

M. le commandant Verhuell, ministre de Hollande en

[1] Lettre de Savary à l'Empereur, 13 juillet 1808, minuit. *A. F.*, IV, 1606.

Espagne, était malade depuis quelques semaines et annonçait l'intention de profiter d'une permission anciennement obtenue pour aller prendre les eaux de Barèges. Il est venu ce matin prendre congé de moi ; je l'ai engagé à ne pas s'éloigner dans les circonstances actuelles, en lui rappelant qu'il m'avait prié, il y a quelque temps, d'écrire au sujet de ses nouvelles lettres de créance. Il a fini par m'avouer en grande confidence qu'il ne faisait qu'obéir à des ordres reçus, et qu'il soupçonnait que S. M. le roi de Hollande [1] voulait entrer en explication avec S. M. le roi d'Espagne avant d'accréditer un ministre près de lui. J'en ai prévenu M. le général Savary pour qu'il fasse naître, s'il le juge convenable, des excuses plausibles à la remise des passeports. On dit ce soir que M. de Strogonoff parle d'aller faire une tournée en Portugal, pour s'assurer de l'état de la flotte russe.

42. — Madrid, 15 juillet 1808 [vol. 675, f° 358]

L'illumination prescrite a eu lieu hier soir. Celle de l'hôtel de France a attiré un grand concours de peuple. Je n'ai connaissance d'aucun désordre. C'est, à mon avis, un indice favorable des dispositions du peuple de Madrid, qui est travaillé dans tous les sens par les correspondants de l'insurrection, qui sait qu'il reste peu de troupes françaises pour les maintenir, et qui semble n'aspirer cependant qu'à connaître son souverain.

Le Roi sera demain à Burgos, où son intention avait été de séjourner. M. d'Azanza mande de Vittoria que Sa Majesté pourrait bien accélérer son voyage et arriver à Madrid à l'improviste, si l'arrangement des chevaux et l'ordre

1. Louis Bonaparte.

des escortes peuvent faciliter cette pensée. Mes vœux ne sont pas équivoques ; je ne vois que des phrases en faveur d'un voyage lent, et des faits patents appellent le Roi dans sa capitale.

M. d'Azanza trouve un peu de tiédeur sur le passage de Sa Majesté. Ce n'est pas de la tiédeur, c'est de la peur. Les allées et venues de Madrid, les lettres anonymes que reçoivent les membres du gouvernement, les bulletins qui, en dépit de la police, pénètrent dans tous les cercles me donnent la mesure des ressorts que l'on fait jouer sur la route du Roi. On fait triompher l'Aragon ; on représente les Valenciens comme victorieux ; on affirme que M. de Cuesta arrive avec des forces irrésistibles et enlèvera le Roi, de Burgos à Valladolid ; on dit que l'Empereur n'a plus de troupes à envoyer en Espagne ; on fait circuler de prétendus relevés du petit nombre et de l'état des forces qui sont entrées en Espagne depuis que des renforts sont annoncés. L'exagération en plus que se permettent nos généraux rend croyable l'exagération en moins des malveillants. Tout cela comprime les sentiments de la multitude et impose même aux gens éclairés qui la craignent.

L'épouvantail du moment, c'est M. de Cuesta. M. O'Farrill, qui recommence dix fois par jour ses calculs, ne trouve pas plus de 16,000 hommes de troupes en état de tenir entre les mains de ce général [1]. Il le juge dangereux, s'il se replie vers la Galice et les Asturies. Le public, je dirais presque le gouvernement même, se laisse effrayer de la masse que M. de Cuesta peut faire déborder sur la

1. D'après le général de Arteche (tome II, appendice n° 6), les forces de l'armée de Castille aux ordres de la Cuesta étaient de 6,000 hommes et de 560 chevaux, sans artillerie. Il faudrait y ajouter des bataillons de paysans et de volontaires. — Blake le rejoignit, avant la bataille de Rio Seco, avec plus de 15,000 combattants.

Vieille-Castille. M. d'Azanza mande que le Roi a goûté le projet de faire ouvrir une négociation directe avec ce général [1]; mais lui-même il pense que M. le maréchal Bessières aura une bataille à lui livrer d'abord. Pour moi, je ne crois ni à la bataille ni à la négociation. M. de Cuesta se retirera et attendra que le gouvernement royal ait pris l'aplomb que je n'entrevois pas encore, et que franchement je n'espère pas avant l'arrivée de Sa Majesté à Madrid.

J'avais l'honneur de mander avant-hier à Votre Excellence combien le gouvernement était embarrassé ici des lacunes du décret que le Roi avait rendu pour la proclamation de la royauté. Ce matin, sont arrivés les ordres de Sa Majesté pour que le 25 fût le jour indiqué. M. d'Azanza écrit que l'on recevra demain une autorisation supplémentaire pour les serments. On a pris ici des biais qui réussiront pour ne pas échouer près du Conseil de Castille; mais combien n'est-il pas déplorable de voir autant de décousu dans les premiers et les plus importants des actes d'un règne!

Le Conseil de Castille continue à éluder la publication de la Constitution. Il reste retranché derrière les objections de forme auxquelles M. d'Urquijo a donné lieu. Ces objections n'existeraient pas, au reste, que le Conseil en trouverait vraisemblablement d'autres. M. de Piñuela, se faisant fort du décret par lequel le Roi ordonne la publication au Conseil de Castille, a écrit hier une lettre de jussion très vigoureuse. Elle reste sans effet, parce que, en conversation avec les fiscaux, ce ministre, aussi malhabile qu'il

1. « Je me détermine à envoyer à La Cuesta deux colonels espagnols que l'on juge propres à faire impression sur son esprit. Ils sont accompagnés par un officier français qui porte au maréchal Bessières une lettre.... » Joseph à l'Empereur (Vittoria, 12 juillet 1808.)

est respectable par ses années et ses bonnes intentions, a laissé deviner que l'ordre était de l'invention du Conseil privé.

Il a fallu, Monseigneur, pour arriver à publier la Constitution sans manquer aux formes, la donner à l'imprimerie royale, en supprimant le décret qui en charge le Conseil de Castille. Demain, il y aura un bon nombre d'exemplaires à expédier; ils le seront d'abord pour les provinces, afin de laisser encore une chance dans la capitale à la publication du Conseil de Castille, si on parvient à surmonter sa résistance.

Je joins ici la traduction d'une proclamation qui vient de parvenir à Madrid, et qui a été émise à Vittoria [1]. Elle est très bien, si les ministres qui entourent le Roi lui ont conseillé de ne point encore s'énoncer plus explicitement sur ses vues de clémence et de rigueur. Peut-être que les nouvelles de l'Aragon, de Valence et du Midi rendaient cette réserve recommandable; mais, si je

1. *Proclamation de Joseph à l'Espagne :* — « L'auguste Empereur des Français, roi d'Italie, notre très cher et très aimé frère, nous a cédé tous les droits qu'il avait acquis sur la couronne d'Espagne par les traités des 5 et 10 mai derniers. La Providence nous donnera les moyens et la force de rendre heureux le peuple généreux qu'elle a confié à nos soins. Elle seule a pu lire dans notre âme, et nous ne nous croirons heureux que le jour où, correspondant à de si grandes espérances, nous pourrons nous donner à nous-même le témoignage d'avoir rempli la tâche glorieuse qui nous a été imposée. La conservation de la sainte religion de nos prédécesseurs dans l'état où elle se trouve, l'intégrité et l'indépendance de la monarchie, seront nos premiers devoirs. Nous avons le droit de compter sur l'assistance du clergé, de la noblesse et du peuple, afin de faire revivre ce temps dans lequel le monde entier était plein de la gloire du nom espagnol. Faire le bien public, avec le moins de préjudice possible des intérêts particuliers, sera la règle de notre conduite, et nous trouverons notre gloire dans la félicité de nos peuples. A ce prix, aucun sacrifice ne nous coûtera. Nous nous proposons de régner, non pour notre avantage personnel, mais pour celui des Espagnes. Il est ordonné au Conseil de bien se pénétrer de nos intentions et de les communiquer à nos peuples.

« *Moi le Roi.*

« A Bayonne, 8 juin 1808. »

ne m'abuse, le langage de Sa Majesté devra bientôt être plus formel, et, à cet égard, il lui appartient de se diriger sur le plus ou le moins de moyens de forces que l'Empereur a l'intention de mettre à sa disposition. Si j'avais à opiner, d'après le tableau actuel de la position des provinces et la connaissance que j'acquiers chaque jour du caractère espagnol, je penserais que le Roi obtiendra moins de succès des voies de conciliation que de la fermeté de son langage. Dans tous les gouvernements et dans tous les temps, on n'a remédié à une peur que par une peur contraire. Je ne vois que gens qui craignent de se compromettre avec la populace; je voudrais en voir qui craignissent de se compromettre avec le Roi. C'est beaucoup que l'attrait des récompenses, et beaucoup plus, lorsque les punitions paraissent sur l'arrière-plan.

Le pamphlet de M. le comte de Cabarrus [1], dont j'ai eu l'honneur d'entretenir Votre Excellence, réussit bien jusqu'ici; mais c'est dans les provinces qu'il en faudra suivre l'effet. Un ouvrage périodique va paraître sous la même direction; son objet sera de développer dans une série de lettres le sens et l'avantage des divers articles de la constitution, en les faisant contraster avec les abus dont souffrait la monarchie.

Le départ de Bayonne de Mgr le Grand-duc est connu; les ministres espèrent recevoir demain ou après-demain, au plus tard, une réponse du Roi sur les changements qui doivent en résulter. Ils ont commencé dès hier à envoyer directement à Sa Majesté, chacun en ce qui le concerne, le

1. Ces *Considérations d'un Espagnol à ses concitoyens* sont une série de lettres supposées (à la manière des narrations épisodiques du *Don Quichotte*), entre le « curé de Bilberte », « l'agent de Madrid », « l'étudiant de Boulogne », etc., pour donner l'éveil sur le danger des révoltes populaires et fournir une apologie de la Constitution de Bayonne. — Elles passèrent indifférentes et n'obtinrent aucun succès.

résumé des affaires des départements respectifs. Nous avons été portés, M. de Fréville et moi, à les y inviter fortement dès hier matin, d'abord parce qu'il est nécessaire que le Roi connaisse d'eux l'état précis de son royaume, ensuite parce qu'il n'y a point de meilleur remède à la discordance que nous apercevions entre l'opinion de ceux qui sont à leur poste et l'opinion de ceux qui sont en route, enfin parce que notre position personnelle devenait très difficile à soutenir une dizaine de jours de plus. Nous sommes sûrs à présent que, toute jalousie à part, on continuera à désirer notre présence aux conférences jusqu'à l'arrivée de Sa Majesté, et qu'on nous trouve utiles, du moment que nous ne sommes plus nécessaires.

Je ne vous dirai rien aujourd'hui, Monseigneur, de l'état des affaires militaires ; il ne me paraît changé ni en mieux ni en pis, depuis ce que j'ai eu l'honneur de vous en mander. Votre Excellence comprend d'ailleurs qu'on m'en parle en l'air, et je trouve, je l'avoue, tant de contradictions entre le matin et le soir, que je craindrais d'être instrument plutôt que narrateur.

Je reçois à l'instant la lettre que Votre Excellence a eu la bonté de m'écrire, le 11 de ce mois. J'aurai soin de vous informer des progrès du voyage du Roi et de l'effet que produira sa présence. Mon rôle va changer : j'aurai plus de temps pour l'observation. Je vous supplie de solliciter pour moi des instructions de S. M. l'Empereur, avant que je n'aie à prendre une attitude près de son auguste frère.

Je ne comprends pas, Monseigneur, que ma dépêche du 6, bien positivement envoyée au directeur de l'estafette plusieurs heures avant que le portemanteau ne fût fermé à l'état-major général, ne soit parvenue à Votre Excellence que le cinquième jour.

Le moment approche où j'aurai à vous proposer quel-

ques mesures pour que toutes les lettres quelconques de l'ambassade et du généralat soient sous la responsabilité du directeur de l'estafette, et que celui-ci ne soit pas obligé de livrer son portemanteau.

43. — *Madrid, le 17 juillet 1808* [vol. 675, f° 366]

Il est vraisembable qu'il arrivera cette nuit des nouvelles du Roi. Au moment où j'écris, on n'en a que de Miranda, en date du 14 ; Sa Majesté doit être depuis hier à Burgos. Elle écrivait, le 14, au général Savary qu'elle pourrait bien, suivant les circonstances, se détourner de la route de Valladolid, pour aller visiter le quartier général du maréchal Bessières, ou arriver plus promptement à Madrid par la route directe d'Aranda. Elle demande, en conséquence, quelques dispositions militaires sur cette dernière route.

Dans l'intervalle, se poursuit avec une persévérante audace le plan de glacer tous les esprits d'effroi sur le passage de Sa Majesté, de faire échouer toutes les mesures de gouvernement à Madrid, et d'empêcher que le peuple de la capitale ne reçoive son souverain avec l'impatience qu'il manifestait. On abuse au dernier degré de l'inaction habile du général Dupont, de la rentrée du corps qui, sous les ordres du général Caulaincourt, s'était porté à Cuença, du retour annoncé de la division du général Frère, du malheur du maréchal Moncey, de la suspension des opérations devant Saragosse. Pendant que le général en chef prend la peine de me dire à moi des choses peu cohérentes, comme si j'avais besoin d'être abusé pour mieux jouer mon rôle, il échappe à nos militaires, toujours un peu indiscrets, des aveux dont la malveillance ne tire que trop de parti. Je blâme le peu de secret de nos opé-

rations ; je blâme surtout l'apparence d'agitation de notre part, au sujet de l'état actuel des affaires entre M. le maréchal Bessières et M. de Cuesta.

Sans doute, M. de Cuesta est dans la réalité, comme il l'est aux yeux des Espagnols, l'homme sur qui roule essentiellement à l'heure qu'il est le sort futur de l'insurrection; mais c'est précisément parce que les Espagnols en parlent déjà comme s'il avait triomphé, que nous ne devrions pas être en mouvement comme si le maréchal Bessières avait succombé. Devrait-il rien nous échapper qui confirme les bruits de Madrid ?

Ces bruits mettent tout au pis. Les troupes de M. de Cuesta, après un premier échec d'avant-garde, ont mis en fuite les Français et s'avancent vers Burgos, disent les uns, sur Valladolid, disent les autres. MM. de l'Infantado, de Fernan-Nuñez [1], de Cevallos, passent pour s'être échappés de la suite du Roi et s'être réfugiés dans le camp espagnol. On croit fermement que M. de Cuesta s'emparera du Roi et le gardera en otage pour faire rendre le prince des Asturies. La pusillanimité de Madrid est plus grande que jamais, ou, pour parler plus exactement, le parti de l'opposition a repris toute l'impudence de langage qui est compatible avec l'attention de ne point donner prise sur soi.

Tout cela s'évanouira, aux premières nouvelles de la retraite ou de la défaite de M. de Cuesta. D'autres expédients seront inventés ; mais enfin le Roi paraîtra et montera son gouvernement.

Des militaires espagnols, fugitifs de Calatayud, sont

1. Don Carlos José *Gutierez de los Rios*, seizième comte de *Fernan-Nuñez* (1778-1821), fils de l'ancien ambassadeur d'Espagne auprès de Louis XVI et de Charlotte de Rohan-Chabot. Député à Bayonne (1808), accepta la charge de grand veneur auprès du roi Joseph. Ayant quitté son parti, fut proscrit par décret impérial. Siégea aux Cortès. Ambassadeur à Londres de la Régence (1812), de Ferdinand VII (1815). Ambassadeur à Paris (1817-1820).

arrivés à Madrid et parlent de l'expédition du général Lefebvre sur cette ville et ses environs comme avaient fait leurs camarades après l'affaire d'Epila; on ne les croit pas. Il faut en convenir, la médaille est tournée en ce moment.

Votre Excellence ne s'étonnera donc pas que la proclamation du Roi, dont j'avais l'honneur de vous envoyer la copie avant-hier, n'ait aucun succès. Plus le langage en est paternel, plus on se persuade que Sa Majesté doute de sa couronne. Une lettre de M. d'Azanza, parvenue hier à M. le général O'Farrill, explique les motifs qui ont déterminé le Roi à s'abstenir des publications plus caractérisées qui lui avaient été soumises d'ici. Je subordonne humblement mon opinion, dès que je vois trace de système. J'admets que les circonstances générales justifient peut-être encore une douceur absolue, et je me contente de l'espérance que bientôt la fermeté sera unie à l'indulgence.

Votre Excellence s'étonnera moins encore que le Conseil de Castille ne s'occupe pas plus de la publication de la Constitution que s'il n'en avait pas reçu l'ordre du Roi et commandement itératif au nom de Sa Majesté, de la part du ministre de la justice. Quelle faute M. d'Urquijo a fait commettre en cette occasion, et est-il possible que Sa Majesté n'ait eu aucune connaissance des comptes que j'avais eu l'honneur de rendre antérieurement à Votre Excellence ? Les ministres n'osent plus rien prendre sur eux ; ils craignent la fuite du Conseil, s'ils laissent échapper des menaces, et attendent la décision du Roi, auquel M. de Piñuela a fait rapport.

Ce Conseil s'est assemblé ce matin. Il avait à entendre lecture et à ordonner publication et exécution d'un décret du Roi à lui adressé par M. d'Urquijo, par lequel il est or-

donné que dès aujourd'hui tous les jugements, toutes les publications eussent lieu en son nom, ainsi que d'un autre décret ordonnant de prêter serment à la Constitution et au Roi. Lorsqu'on en vint aux opinions, tous les membres votèrent pour le renvoi aux fiscaux, ce qui est la marche ordinaire dans les cas où l'on veut éluder. Cette fois, il n'y avait aucun vice dans les formes ; mais la minorité fut entraînée par la majorité. Deux de ces messieurs m'ont avoué ce soir fort platement qu'ils étaient intimidés par les nouvelles et qu'ils craignaient les poignards.

Je supplie Votre Excellence de réfléchir que je ne suis plus en position de vaincre ces obstacles, comme je l'ai fait précédemment. Au nom de qui parlerai-je, depuis que je n'ai plus la faculté d'employer près des ministres et de la ci-devant Junte du gouvernement le nom du Lieutenant général ? Les ministres le sentent bien, et, timides comme ils le sont, ils usent de finesse pour échapper à l'obligation extérieure d'agir plus vigoureusement. Ils tiennent conseil chaque matin, et nous y reçoivent, M. de Fréville et moi ; il ne s'y traite plus que de choses subalternes, et je sais qu'ils se rassemblent le soir pour les affaires plus importantes. C'est alors qu'ils délibèrent sur les renvois à faire au Roi ; au moins est-ce quelque chose que de les avoir portés, il y a trois jours, à informer désormais très exactement leur souverain de l'état journalier de son gouvernement.

J'ai été instruit par une voie privée qu'ils ont fait partir la nuit dernière un rapport collectif pour le Roi. Ils tracent à Sa Majesté l'origine, les progrès et la tournure inopinée de l'insurrection. Ils peignent assez bien, m'assure-t-on, comment la populace a fait conquête des hommes plus éclairés, comment elle s'est approprié les autorités, comment les hommes entraînés ont prêté leurs

talents à une organisation régulière d'insurrection, comment les fautes militaires commises par les généraux français ont donné consistance au mal. Je me doute bien que ces messieurs n'avouent pas combien ils ont été passifs, mauvais conseillers, silencieux sur les menées, défenseurs des personnes soupçonnées. Ils concluent par exposer au Roi qu'il va être sans revenus, parce que les provinces ne fournissent rien et qu'il n'y a pas moyen de tirer sur l'Amérique, et qu'il ne doit pas compter sur d'autres forces militaires que celles que lui donnera l'Empereur, son auguste frère. Les nuances de ce rapport peuvent m'avoir été inexactement rendues; son départ et ce fond d'idées sont certains.

Ce n'est pas au Conseil de Castille seul, Monseigneur, que le Roi a ordonné la prestation du serment. Sa Majesté a fait passer à chacun des ministres, ainsi qu'aux Conseils de la guerre, des finances, des Indes, etc., un ordre semblable, tant pour eux que pour leurs subordonnés. Sa Majesté n'ayant pas indiqué les solennités à suivre, le général O'Farrill a désiré qu'il y en eût d'imposantes. Sur son avis, une assemblée des ministres, des principaux membres des Conseils, et surtout du Conseil de Castille, a été convoquée aujourd'hui. On devait y convenir d'un mode commun; les membres convoqués du Conseil de Castille se sont excusés de s'y rendre. Il a été arrêté que chaque département ministériel et chaque Conseil ferait son opération isolément avec ses employés. Demain est le jour fixé; il y aura beaucoup de malades, et, si le Roi daigne lire les procès-verbaux, il aura la mesure de la bonhomie des chefs.

Le 25 de ce mois, Monseigneur, étant le jour fixé pour la cérémonie de la proclamation de la nouvelle royauté dans les villes et bourgs qui ne sont pas en insurrection,

il est intéressant qu'il y ait quelques troupes, à Tolède notamment, ou dans les environs. Veuillez vous rappeler ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire, dans le temps, de l'insurrection silencieuse.

S'il y a eu de l'audace dans l'arrestation d'une estafette et d'une voiture de Français, à cinq ou six lieues de Madrid, le 12 de ce mois, il n'y en a pas moins dans l'arrestation faite peu après, à sept lieues de Madrid, de l'ancien trésorier général Noriega. Il a eu l'imprudence d'aller s'établir avec sa famille dans une terre, au lieu de rester dans la capitale, où il était tranquille, sous la sauvegarde de la commission des finances, où nous l'avions fait appeler. Un détachement de cavalerie, venant de l'Estramadure et commandé par un colonel, est venu l'enlever, au nom de la Junte de cette province. Ce n'est pas en haine du prince de la Paix, dont il était l'ancien valet de chambre, la créature et l'homme de confiance ; car on l'a très bien traité ; on lui a donné toutes les assurances imaginables qu'il ne lui arriverait rien ; on a répondu de sa vie à sa femme et à ses enfants. M. O'Farrill a conçu à ce sujet un soupçon qui n'est pas sans plausibilité. On prétend ici savoir que, sous le nom de ce trésorier, le prince de la Paix a des fonds très considérables en Angleterre, que le gouvernement britanique consentirait à remettre à la Junte soi-disant suprême de Séville. Il faudrait, à cet effet, d'après les formes anglaises, la signature du dépositaire ; de là l'arrestation de M. de Noriega.

44. — Madrid, 18 juillet 1808 [vol. 675, f° 381]

La confiance établie ces jours-ci dans les grands projets et les succès de M. de Cuesta venait d'être redoublée par la fabrication faite à Madrid d'une proclamation en son

nom. Deux lettres de M. d'Urquijo, l'une à M. de Cabarrus, l'autre à M. de Mazarredo, sont arrivées aujourd'hui de Burgos et annoncent qu'après une affaire qui a coûté aux insurgés 6,000 hommes, M. le maréchal Bessières était à leur poursuite [1]. C'était faire trop d'honneur à M. de Cuesta que de lui supposer la sagesse d'éviter une action et de se replier sur la Galice. Quoi qu'il en soit, sa faute sera très heureuse sans doute pour la cause du Roi. Il tarde avec raison au général Savary d'avoir des nouvelles positives. Par le même courrier le Roi prévient ses ministres qu'il s'est décidé à se mettre en route directement pour Madrid, où il arrivera le 20, à six heures du soir. Il couche ce soir à Aranda. On s'occupe avec activité, tant de la part de M. le général Savary que de celle du gouvernement espagnol, des dispositions que nécessite cette prompte arrivée. Le Roi ne pouvait prendre une détermination plus nécessaire, et je n'ai pas besoin de m'étendre sur ses avantages.

Aucun des Conseils, Monseigneur, n'a prêté le serment qui devait avoir lieu aujourd'hui. Tous ont renvoyé l'examen du décret aux fiscaux, à l'exemple du Conseil de Castille. Ils ont pris, au reste, des prétextes plausibles, et se sont mis en règle pour l'emploi des formes. Le Conseil d'État a observé pour sa part qu'un long usage lui avait conféré le droit de prêter serment entre les mains du souverain même. Le marquis de Caballero, président du conseil des finances, n'a pu empêcher la décision de son corps; mais il a déclaré que, pour lui, il ne croyait pas avoir be-

1. Bataille de Rio Seco (14 juillet). Une charge à la baïonnette des généraux Merle et Mouton et la cavalerie du général Lasalle écrasèrent les colonnes espagnoles qui, outre les tués et blessés, perdirent 3,600 prisonniers et 18 canons. Cette brillante victoire nous coûta 70 morts et 300 blessés. Les débris de l'armée atteignirent Benavente, où Blake et La Cuesta se séparèrent, s'accusant réciproquement du désastre qu'ils venaient d'éprouver.

soin de l'avis des fiscaux, qu'il prêtait son serment individuel et l'adressait au ministre secrétaire d'État. Il est vraisemblable à mes yeux que ces délais ont été concertés, la nuit dernière, entre les diverses autorités et les ministres, pour obvier à l'inconvénient des refus que l'on prévoyait de la part de beaucoup d'individus. Les ministres, en effet, ont aussi ajourné la prestation du serment dans leurs départements respectifs. Ils écrivent au Roi que la prompte arrivée de Sa Majesté permettra de rendre cette cérémonie plus imposante et de lever différentes difficultés qu'ils prévoyaient.

Le général O'Farrill a confessé en particulier à M. de Fréville et à moi qu'il se trouvait très embarrassé à l'égard des militaires, parce que ceux qui ne se sont pas écartés de leurs devoirs ou sont secrètement rentrés, après avoir été secrètement tâter de l'insurrection, lui semblaient avoir un scrupule. Ce scrupule n'est rien moins que la crainte d'être obligés, après leur serment, de marcher avec les troupes françaises contre leurs compatriotes. Le Roi ne ferait sûrement pas la faute d'employer de cette manière ce qui lui restera de troupes espagnoles avant d'avoir lieu de compter sur elles. Mais, s'il y a de l'honnêteté dans l'aveu du ministre de la guerre, il y a de tristes réflexions à faire sur les dispositions qu'il remarque ; ce ne sont pas celles qui ont porté une grande partie de la nation espagnole à s'armer contre l'autre, en faveur de Philippe V, pour sauver l'intégrité de la monarchie. Telle est, au surplus, la dégradation de l'esprit public, depuis que les expéditions françaises contre l'insurrection ont été stationnaires ou rétrogrades, et j'ai eu souvent à en parler à Votre Excellence.

La présence du Roi, sa sagesse et des succès changeront bientôt cet état de choses.

J'ai eu confidentiellement copie de la lettre des ministres au Roi, dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir hier, Monseigneur, et j'en joins ici la traduction.

45. — *Madrid, 19 juillet 1808* [vol. 675, fol. 383]

J'ai reçu, ce matin, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 15 de ce mois. Je ne vois aucun inconvénient à ce que les lettres de créance que Sa Majesté Impériale daigne me destiner ne soient expédiées que lorsque quelques points de protocole relatifs à Sa Majesté Catholique et à ses titres auront été déterminés [1]. Je désirerais seulement que, pour prévenir les difficultés qui pourraient être faites, si cette situation devait se prolonger, Votre Excellence eût la bonté de m'envoyer une lettre adressée à M. de Cevallos, dans laquelle il serait annoncé que M. Bellocq doit continuer à être considéré comme chargé d'affaires. Je sens toute l'importance de décider, en particulier dans le début des relations nouvelles de la France et de l'Espagne, le pied sur lequel l'ambassadeur de S. M. l'Empereur doit être à la cour de Sa Majesté Catholique. Veuillez, Monseigneur, regarder comme chose positive que, si le ministère espagnol en est le maître, il élèvera toutes les barrières possibles pour tenir l'ambassadeur de France à une grande distance. Les bontés dont le Roi m'a honoré autrefois et l'avantage que j'ai tiré du rôle

1. Joseph avait adopté dans les actes officiels tous les titres de la branche espagnole de la maison de Bourbon : « Rois de Castille, d'Aragon, de Grenade, etc.... » Si Napoléon ne faisait pas de difficultés pour accepter les royautés « des Indes orientales et occidentales », et même de « Jérusalem », il avait trouvé également mauvais et ridicule que son frère s'intitulât « roi de Sardaigne et de *Corse*, archiduc d'Autriche, duc de *Bourgogne*, de Brabant, de Milan, des Flandres, de Tyrol, etc. » De là ses railleries et son *veto*. Joseph dut se contenter désormais d'être : « Roi d'Espagne et des Indes *por la gracia de Dios.* »

que je joue ici depuis trois mois peuvent me donner des facilités privées que n'aurait pas mon successeur. Il est essentiel de pourvoir surtout à l'avenir, en se rappelant la première partie du règne de Philippe V.

J'ose espérer, Monseigneur, qu'avec mes lettres de créance, et avant même, s'il était possible, je recevrais des instructions. On sait à mon âge qu'un ambassadeur n'a d'opinions ni de caractère à soi que dans son cabinet et doit composer son maintien et ses discours en raison des vues de son souverain.

Votre Excellence aura su de bonne heure qu'à peine les troupes françaises s'étaient éloignées de Santander, que deux frégates et quelques bâtiments de guerre anglais s'y sont présentés. Elles ont parlementé, et, supposant qu'un corps de débarquement de trois mille hommes de troupes anglaises était à bord de transports hors de vue, ils ont demandé qu'on leur remît la place. Les autorités municipales ont rendu, à cet égard, un compte au gouvernement espagnol, qui est parvenu ce matin. Elles prétendent qu'elles ont fait avec succès des représentations pour que les Anglais s'abstinssent de compromettre une ville malheureuse, désarmée et hors d'état de jouer un autre rôle que celui de la neutralité.

Des lettres particulières de Cadix, du 5 et du 8 de ce mois, donnent à connaître que tout y restait dans le même état. Les *vales* y perdaient 66 °/₀, lorsqu'ils sont remontés à 60 à Madrid, fait dont je suis embarrassé de tirer quelque conclusion. On m'assure que le général Dupont croit que la troupe de Cadix est incorporée à l'armée du général de Castaños. Ceci ne serait pas d'accord avec les lettres que je cite.

La nouvelle officielle et détaillée de la victoire remportée, le 14, sur M. de Cuesta, est parvenue ce matin à M. le

général Savary. Inutilement des instigateurs font-ils courir des extraits de prétendues lettres de Burgos, soi-disant écrites par des membres de la Junte à la suite du Roi, qui avertissent de ne pas ajouter foi à une histoire inventée pour aider Sa Majesté à pénétrer jusqu'à Madrid ; la bonne impression est faite et sera très utile demain.

C'est vers les onze heures du matin que le Roi doit arriver à Chamartin. Sa Majesté y laissera passer les heures d'excessive chaleur et recevra les personnes qui doivent y aller lui offrir leurs respects. Elle fera son entrée vers les six heures et demie du soir dans sa capitale, au bruit des cloches et du canon. A huit heures commencera l'illumination, qui sera renouvelée les deux jours suivants. Le lendemain, les premières présentations de palais auront lieu, et, je présume, les premiers serments. Tout reste, d'ailleurs, à cet égard dans l'état que je peignais hier, si ce n'est que M. le maréchal Bessières a décidé bien des gens incertains de ce qu'ils avaient à faire.

46. — *Madrid, 23 juillet 1808* [vol. 675, f° 395]

Je paie depuis quelques jours assez sévèrement, et surtout le soir, le tribut au climat. J'aurais été moins souffrant cependant que, dans ces premiers moments après l'arrivée du Roi, il était naturel que, pour ne rien écrire au hasard, je différasse de me livrer au tableau des affaires ; il n'est ni bon ni mauvais. Tout ce qu'il y avait raisonnablement à espérer de la présence de Sa Majesté semble obtenu, autant que trois jours le permettent. J'ai à vérifier plus d'une observation, et je me flatte de donner demain à Votre Excellence quelques résultats sur lesquels elle pourra compter [1].

1. Afin de suppléer à la lacune causée par l'indisposition de La Forest,

47 — *Madrid, 24 juillet 1808* [vol. 675, f° 398]

Le Roi doit se féliciter d'avoir pris le parti d'abréger son voyage d'une semaine et d'être arrivé à Madrid le 20. Son premier coup d'œil l'aura convaincu de l'urgente nécessité de sa présence et du danger des délais d'abord projetés. Il a trouvé ses affaires ici telles que je vous les avais exposées. Il me reste à vous tracer l'état où les ont mises les premiers soins du Roi.

Je parlerai d'abord à Votre Excellence des hommages reçus et de l'impression produite par le nouveau souverain.

Le Roi était déjà rendu à Chamartin que la masse du peuple de la capitale avait peine à croire qu'il avait pénétré presque jusqu'aux portes et prendrait le soir même possession de son palais. La présomption naturelle aux Espagnols avait induit la foule à penser que Sa Majesté n'oserait pas ou ne pourrait pas se hasarder au cœur d'un royaume dont la plupart des provinces sont ouvertement insurgées, et dont le reste est tacitement répulsif. Et que

voici les lettres adressées à l'Empereur par Savary et le roi Joseph lui-même sur son entrée à Madrid :

« Sire, nous venons de mettre le roi d'Espagne sur le trône. Notre cortège était si beau qu'il a rempli la population de Madrid d'étonnement, qu'on prendrait peut-être pour de l'approbation. En dépit de tous les bruits de la malveillance répétés par les tâtonneurs, le Roi occupe le trône que Votre Majesté lui a donné, et personne ne l'en fera descendre. » (20 juillet 1808, neuf heures du soir.)

« Sire, j'ai fait mon entrée aujourd'hui à Madrid. Je n'ai pas été reçu par les habitants de cette ville comme je le fus par ceux de Naples.... moins mal cependant qu'on ne devait l'attendre d'une ville dont les dispo. sitions sont si mauvaises. » Joseph à Napoléon (20 juillet 1808, onze heures du soir). — « Sire, j'ai reçu beaucoup de monde aujourd'hui et je me suis fort occupé d'affaires. Cette nuit, nous avons eu encore beaucoup de de désertions ; l'esprit est aussi mauvais que possible. Je ne saurais assez répéter à Votre Majesté qu'il faut déployer de grands moyens pour terminer les affaires d'Espagne. » *Idem* (21 juillet 1808, dix heures du soir).

Votre Excellence ne s'étonne pas si j'étends cette réflexion aux classes supérieures. Lorsque ces calculs furent détruits jusqu'à l'évidence, le courage du Roi s'est trouvé être l'explication la plus satisfaisante pour la vanité nationale, et tous se sont empressés de le louer au moins de cette vertu.

Les officiers du service ordinaire du palais avaient été envoyés à Chamartin et avaient tout disposé pour la réception de Sa Majesté. Les ministres d'État qui se trouvaient à Madrid, c'est-à-dire l'amiral Mazarredo, le général O'Farrill, le comte Cabarrus et M. de Piñuela s'étaient rendus à cette campagne, suivant l'usage qui veut que les ministres aillent au-devant du Roi. Ils ont eu l'avantage d'être très longtemps seuls avec Sa Majesté dans son salon et de l'entretenir de l'état des choses. Les trois premiers avaient fixé entre eux leurs idées et leurs plans dans ces conférences du soir dont j'avais l'honneur de prévenir Votre Excellence, le 17. Quant à M. de Piñuela, qui ne sort pas de ce qu'il voit faire depuis cinquante ans, il n'entend pas le français, et se trouvait là doublement nul. Mais ces messieurs ont eu lieu de s'apercevoir que si le Roi écoutait avec beaucoup de bienveillance, il savait ne pas s'engager ; que, comprenant, sans en convenir, que des faux pas avaient été faits dans le début, il n'en voulait pas faire de seconds ; qu'enfin, il était bien aise de ne rien déterminer à l'avenir qu'après avoir entendu ses ministres réunis. Ils ont quitté le Roi, convaincus qu'on ne s'emparait pas facilement de son assentiment, rassurés sur l'influence qu'ils supposaient prise par leurs collègues absents, et pénétrés de son habileté.

L'entrée du Roi à Madrid, entre six et sept heures du soir, ne pouvait être signalée par des démonstrations populaires. Elle a été très imposante par l'appareil militaire

et les bonnes dispositions faites à cet égard. Les portes et fenêtres d'une cinquantaine de maisons seulement étaient fermées sur toute la ligne du passage; les balcons des autres maisons étaient garnis, et il a régné beaucoup de décence [1].

L'affluence du peuple dans les rues aurait pu être plus considérable; on aurait pu crier plus de *Vive le Roi!* L'étonnement était le sentiment dominant, et celui-là n'est pas bruyant. Le Roi aura trouvé peut-être qu'on s'empressait peu à l'accueillir. Les Français qui ont vu récemment l'entrée du prince des Asturies à Madrid après la révolution d'Aranjuez se rappellent beaucoup plus d'exaltation. Il m'a paru que cette cérémonie a été tout ce qu'elle pouvait être dans les circonstances du moment. Sur les marches de l'escalier du palais étaient, à la descente du Roi de sa voiture, les officiers de la couronne présents à Madrid, les ministres, les conseillers d'État et une bonne partie des grands. Sa Majesté a causé longtemps dans son salon qui était bien garni, et chacun a remporté des sentiments favorables de son affabilité.

Le 21 et le 22, il y a eu beaucoup de présentations. Le Roi s'est plu à discuter sur les événements d'Espagne avec des fonctionnaires civils et militaires et des personnages de cour. Il a parlé avec bonté et fermeté; son cadre général était qu'il ne se dissimulait pas qu'il ne pouvait encore avoir des droits à l'affection; que, dans l'intervalle, cependant, les choses ne pouvaient rester en Espagne comme elles étaient; qu'il fallait que chacun se décidât prompte-

1. « Quelques bourgeois curieux montraient le bout de leur nez pour voir passer le cortège; mais ils se retiraient bien vite, dans la crainte d'être aperçus par des compatriotes indiscrets. On avait ordonné de tapisser les maisons; ceux qui se conformèrent aux règlements de l'autorité le firent d'une manière révoltante, en suspendant des haillons à leurs fenêtres. » (Castil Blaze, *Mémoires d'un apothicaire*, I, ch. IV.)

ment ; qu'il attendait fidélité de tous ceux qui se vouaient à lui ; qu'il ne voulait retenir personne de force ; qu'il faciliterait même le départ des personnes qui ne voudraient pas le reconnaître ; qu'il était tout simple qu'elles choisissent la chance qui leur paraissait la meilleure ; que, de son côté, il se réservait de punir, s'il était réduit à conquérir.

Aujourd'hui dimanche, il y a eu cercle au palais après onze heures, et le bon effet des journées précédentes a été sensible. Il s'y est trouvé beaucoup de monde, outre ce qui devait y être d'obligation ; les grands appartements étaient remplis. Le Roi a dû remarquer avec satisfaction ce premier symptôme de rapprochement volontaire vers sa personne.

De société en société, et déjà dans le peuple, circule tout ce que rapportent ceux à qui le Roi a fait l'honneur de parler ou qui l'ont entendu. Sa réputation de courage, de talent, de bonté, de fermeté, est établie dans la capitale, d'où elle passera dans les provinces.

Mais, tout en parlant de lui avec éloge, les affections, ou, pour mieux dire, les préventions de l'orgueil espagnol sont pour Ferdinand. A côté de chaque aveu que la vérité arrache est une réflexion expiatoire, quelquefois suggérée par la défiance mutuelle, et plus généralement par l'opiniâtreté. Il est fâcheux qu'avec un peuple qui sent plus qu'il ne raisonne, il y ait eu, deux mois de trop, carrière aux passions. C'est au temps à détruire l'ouvrage du temps.

Le jour même de l'arrivée du Roi et les jours suivants, il y a eu des désertions, et assez de personnes de toutes les classes de la société se sont éloignées de Madrid [1] ;

1. « L'émigration continue dans toutes les classes ; c'est le même feu qu'en 89 : jusqu'aux domestiques du duc del Parque qui l'ont abandonné, en lui écrivant qu'ils allaient à l'armée espagnole.... Les honnêtes gens ne

tristes résultats d'intrigues infatigables de femmes, de moines, de gens de robe. Le Roi ne paraît pas vouloir y apporter d'obstacles et semble pressé d'attaquer le mal dans sa source.

Il faut dire que la peur continue à jouer le rôle principal. Comment s'étonner que la masse qui ne combine rien voie toujours les armées françaises fondues par les fatigues ou détruites par les combats et les provinces prêtes à tomber sur la capitale, lorsque les gens les plus sensés en apparence, lorsque même les coopérateurs du nouveau système, témoignent cette inquiétude à la journée ? Ce doute ridicule sur l'issue des événements est un grand obstacle à leurs progrès. Il m'arrive à chaque instant qu'à la suite d'une conversation intéressante, mon but est manqué, parce qu'en vérité on ne sait plus que dire à des gens qui ne se trouvent pas assez forts au milieu de 300.000 Français.

Ceci me conduit, Monseigneur, à quelques observations que je différais de vous transmettre jusqu'à ce que j'eusse bien constaté si elles étaient justes encore après l'arrivée du Roi.

Quel que soit l'art avec lequel Sa Majesté saura, je n'en doute pas, manier l'esprit de la nation espagnole, il y a un tel fanatisme populaire, si peu d'audace de la part des gens à la fois bien disposés et éclairés, une apathie si complète dans la classe élevée, susceptible d'être mue par l'ambition seule, qu'en définitif la question est actuellement toute militaire et à la charge de la France. On peut dissimuler le mot de conquête et s'aider de beaucoup de politique pour avoir moins à faire, comme dans toutes les

sont pas plus pour moi que les coquins. Non, Sire, vous êtes dans l'erreur : votre gloire échouera en Espagne. » — Joseph à Napoléon (24 juillet 1808).

conquêtes possibles; mais ce qui est soumis comme ce qui est à soumettre dépend des armes. L'art n'aura de succès qu'à l'abri de la force. Il ne faut compter sur le concours d'une force espagnole que lorsque la force française aura tout mis en ordre. Il importe, pour en finir vite, d'y procéder plus méthodiquement qu'il n'a été fait jusqu'ici.

Je vois et je vais voir s'élever successivement autour du trône des autorités qui seront liées toutes par la foi du serment et beaucoup par l'intérêt. Or, la crainte m'a paru parler plus puissamment que l'intérêt, sur tout ce que je connais jusqu'ici d'hommes en Espagne. Après avoir parcouru beaucoup de pays différents, je suis amené à conclure que nulle part on ne fait moins qu'ici état du serment. La religion y consiste en pratiques. Cette fidélité que le Roi attend de ceux qui se seront attachés à sa fortune cessera le jour où sa fortune l'abandonnerait; elle sera grande, si tout prend l'habitude d'obéir; elle ne sera qu'un vain mot, si l'insurrection n'est pas radicalement détruite. J'entends établir en doctrine par les personnes qui servent le Roi que la nécessité est une loi suprême à laquelle il faut obéir. J'entends dire que si le peuple d'Espagne s'obstine et réussit à refuser un Roi et une Constitution qui peuvent faire son bonheur, c'est tant pis pour lui, mais qu'il faut se résigner.

Parmi les ministres, je ne connais d'hommes d'un caractère à se dévouer que M. d'Azanza, et depuis son arrivée je n'ai pu le sonder à fond. M. Cabarrus, après lui, me paraît susceptible d'énergie. Tous les autres sont ou des esprits légers, ou des hommes timides; ils amolliront, s'ils le peuvent, la fermeté que le Roi semble établir en principe, et sans laquelle il échouera. Chacun d'eux est ingénieux à excuser les fautes, à dissimuler l'opposition, à préconiser la patience. M. O'Farrill et M. de Mazarredo

m'ont dit encore hier qu'ils seconderaient le Roi de tout leur pouvoir dans les choses propres à ramener le peuple. Je sais de M. O'Farrill même que la traduction de cette phrase est qu'ils se retireraient, si les circonstances exigeaient des rigueurs.

J'ajoute avec peine une autre observation. Je supposais que tous les députés revenus directement de Bayonne à Madrid se feraient les apôtres du nouveau système. Beaucoup se conduisent très bien : je cite dans ce nombre M. le duc de Frias [1] et don Pablo de Arriba ; d'autres sont tièdes. Les hommes de robe et d'église paraissent frappés de la différence entre l'esprit public qu'ils ont laissé et celui qu'ils retrouvent ; ils se rangent avec leurs corps ; tels sont, par exemple, les députés tirés du Conseil de Castille, qui semblent vouloir se ménager dans les deux cas la double garantie de leur serment à Bayonne et de leur adhésion aux actes du Conseil à Madrid. Il me revient que M. de Cevallos, M. de Fernan-Nuñez, M. de l'Infantado même, au lieu de soutenir dans le monde avec assurance ce qu'ils ont fait à Bayonne, s'excusent sur les circonstances, comme s'il s'agissait de flatter et non de corriger l'esprit du temps.

Les succès des armées seront donc, Monseigneur, le thermomètre des succès politiques du Roi, autant que je puis encore en juger. J'espérais mieux, il y a peu de se-

1. « Le duc de Frias a montré un grand dévouement et une grande décision ; seul de tous les grands de Bayonne, il a été constamment au palais, à pied, à cheval. Tous les caquets de la ville n'ont fait que fortifier son courage : il m'a bien surpris, mais les faits parlent. » Joseph à Napoléon, 25 juillet 1808.

Don Diégo *Fernandez de Velasco Lopez Pacheco y Giron*, marquis de *Belmonte*, treizième duc de *Frias* (1776), chambellan de Charles IV, lieutenant général (1802). Ambassadeur en Portugal, puis en France. Rallié ouvertement à Joseph qui le nomma son majordome-major et son ambassadeur à Paris (septembre 1808) où il mourut (février 1811).

maines, parce que l'insurrection n'avait pas montré le sentiment de ses ressources. Néanmoins, l'arrivée du Roi dans sa capitale, toute tardive qu'elle ait été, est un grand pas de fait. Elle permet de faire tourner désormais au profit de la royauté chaque expédition militaire ; mais la discipline est perdue et doit être rétablie.

Je passe aux mesures de gouvernement que le Roi a prises depuis son arrivée,

Sa Majesté aurait dû trouver la Constitution imprimée et envoyée à toutes les autorités par le Conseil de Castille, aux termes de son décret; c'était en quelque sorte la clef de la voûte qu'une promulgation et transmission légale de cet acte important [1]. Une nuée de remontrances dangereuses était prête à paraître au contraire. Les ministres avaient ordonné, le 19 soir, aux fiscaux de tous les Conseils de suspendre leurs rapports et n'avaient pu rien de plus. Ils opinaient, le 20, à Chamartin pour que le Roi passât outre, et que, laissant tomber dans l'oubli son premier décret, il assemblât les grands, les titres de Castille, les députés de Bayonne ayant voix aux anciens Cortès, et fît dans cette assemblée proclamer la Constitution. Veuillez vous rappeler, Monseigneur, que c'était une pensée favorite de MM. O'Farrill et Mazarredo, dont j'avais l'honneur de vous rendre compte avec désapprobation, le 20 du mois dernier. Il paraît que le ministère entier, réuni le 21 en présence du Roi, a opiné contre cet expédient et observé que Sa Majesté ne devait pas reculer devant le Conseil de Castille, puisqu'elle y est engagée. Le Roi a minuté lui-même une troisième lettre de jussion. Il y a eu beaucoup de bruit dans ce corps, qui a obéi enfin, le

1. La Constitution du 7 juillet 1808 comprenait XIII titres et 146 articles. — On en trouve le texte espagnol : Affaires étrangères, *Espagne*, vol. 675, fol. 286 à 300.

22 ; néanmoins, je ne vois pas encore sortir de l'imprimerie son acte d'adhésion à la Constitution. D'un autre côté, le Conseil travaille à un cahier de représentations qu'il veut envoyer demain au Roi. Entre autres malicieuses assertions, il y sera dit, m'assure un des membres, que la publication de la Constitution achèvera de troubler la tranquillité publique. Le Roi ne recevra point ces représentations, la Constitution suivra son cours, et tout finira par là.

Le serment était un autre objet que le Roi devait trouver exécuté, et j'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence des expédients employés pour le différer. Tous les projets de formes imposantes étaient des faux-fuyants pour cacher l'embarras que chaque autorité éprouvait. Le Roi a tenu bon ; ses ministres ont prêté le serment, le 21 soir. Hier à midi, le Conseil d'État a eu le même honneur entre les mains de Sa Majesté. Peu après, a été présenté au Roi le procès-verbal du serment prêté par les membres du Conseil des Indes entre les mains de son président ; mais les Conseils de Castille, des finances, de la guerre et des ordres ont résisté jusqu'ici. Ils devaient être admis aujourd'hui à deux heures à rendre leurs hommages à Sa Majesté ; la consigne était qu'aucun membre ne fût introduit qu'il ne produisît le certificat de sa prestation de serment ; c'est l'exemple du Conseil de Castille qui tient en suspens l'obéissance des autres, et jamais il n'a été plus frappant combien la majorité de ce corps avait influé sur l'insurrection. Je crois qu'ils céderont tous à la force ; au surplus, ils ne sont déjà plus rien d'après la Constitution, et, cet acte publié, ils y trouveront l'obligation de se soumettre au serment. On ne se fait pas d'idée d'une opposition aussi peu systématique.

Peut-être le décret d'amnistie paraît-il un peu trop

tôt, puisqu'il donne à ces différentes autorités, comme à l'insurrection en général, un répit de trois semaines. J'envoie à Votre Excellence une traduction de ce décret [1]. Il me paraît bien rédigé; je trouve seulement qu'il ne finit pas par des menaces assez prononcées. Mais c'est là le point sur lequel le zèle ministériel est trop froid, et où commence de leur part la crainte de se compromettre envers une insurrection qui impose encore. Il est, au reste, bien essentiel que des mesures de détail soient prises avec les généraux français pour que leur conduite concorde avec l'amnistie, en cas d'acceptation ou de refus.

Enfin, Monseigneur, le décret relatif à la proclamation de la royauté à Madrid et à Tolède est en pleine exécution. Demain cette cérémonie sera accomplie à Madrid avec toute la pompe accoutumée, et la manière dont le peuple se conduira mérite d'être observée.

Que Votre Excellence permette que je dise un mot de moi. J'ai eu soin de me trouver à Chamartin après les ministres. Le Roi a bien voulu me faire entrer, aussitôt que mon nom lui fut mentionné. J'ai dit à Sa Majesté que je me félicite d'être destiné à remplir près d'elle les fonctions d'ambassadeur de son auguste frère, que mes lettres de créance m'étaient annoncées, et que, dans l'intervalle, j'espérais qu'elle voudrait bien m'admettre au principal avantage attaché à mon rang, celui de lui faire ma cour dans toutes les occasions. J'ai été invité, le soir, à me trouver au palais, lorsque Sa Majesté y est descendue.

Le 21 et le 22, je ne me suis pas montré. Le 23, Sa Majesté a bien voulu me faire appeler. Ses ministres et le président du Conseil d'État dînaient avec elle, et j'ai eu aussi cet honneur. Je me suis présenté, ce matin, à neuf

1. Texte de l'amnistie, *Espagne*, vol. 675, fol. 396.

heures et demie, avec les personnes admises au lever; c'est un privilège des ambassadeurs de famille. Excepté le premier jour, Sa Majesté ne m'a parlé que d'une manière générale et en tout a évité de mettre sur le tapis les affaires d'Espagne. Je me suis gardé de prendre l'initiative, et j'use d'autant plus de mesure que j'ai à faire remarquer aux ministres espagnols que je sens la différence entre ma position précédente et ma position actuelle. Peut-être le Roi juge-t-il bon, de son côté, de ne point donner lieu à des jalousies. Je me flatte toujours que Votre Excellence me transmettra les intentions de S. M. l'Empereur sur l'attitude que je dois prendre.

48. — *Madrid, 26 juillet 1808* [vol. 675, f° 408]

La journée d'hier a été très solennelle dans cette capitale. C'était la fête du patron de l'Espagne [1], et la matinée a été remplie par les cérémonies d'usage. La proclamation de la royauté a commencé à cinq heures devant le château et a continué de station en station jusqu'à la nuit. Le porte-étendard a eu ensuite un splendide repas à son hôtel. Une illumination, qui se renouvelle aujourd'hui et demain, a clos la journée. Les spectacles ont été ouverts gratuitement. Beaucoup d'argent a été distribué aux pauvres et des rafraîchissements ont été donnés dans les rues.

Dans la nuit d'avant-hier, des billets manuscrits avaient été glissés dans beaucoup des maisons qui, se trouvant sur le passage du cortège, devaient être tapissées en dehors; on menaçait de mort les propriétaires, s'ils obéissaient. Dès le matin, ont circulé de prétendues lettres de

1. Saint Jacques.

la Manche qui annonçaient la destruction de l'armée du général Dupont. La présence du Roi a détruit l'effet de ces menées; les maisons ont été tapissées; il y a eu affluence de peuple dans les rues; personne ne s'est permis le plus léger désordre. Mais que de symptômes de cette peur, de cette mauvaise honte, de cette défiance d'homme à homme qui dominent constamment! Excepté le duc de Frias, il n'y avait pas de grands à la suite du porte-étendard. Ils peuvent bien aller se courber au palais; ils n'osent prendre une attitude devant le peuple. Combien de propriétaires ont attendu la dernière heure pour tapisser, dans la crainte qu'on les soupçonnât d'empressement! Combien d'autres ont vite fait enlever leurs tapisseries après le passage du cortège, pour ne pas être accusés de s'y complaire! On a vu dans quelques rues des files entières de maisons dont les habitants étaient bien aux fenêtres, mais se gardaient de mettre le pied sur le balcon, comme si chacun d'eux avait craint que ses voisins ne le vissent sur une ligne avancée. Pardon, Monseigneur, de ces puérils détails; ils ne sont pas, au fait, hors de mon sujet et peignent l'esprit public.

Le porte-étendard était le vieux et respectable comte de Campo-Alange [1], qui, ainsi que son fils, le général de Negretti [2], ne s'est pas démenti un seul instant, depuis trois mois. Il avait été chargé par commission spéciale de remplir en cette occasion les fonctions héréditaires dans la

1. Don Manuel José Antonio *de Negrette*, deuxième comte *de Campo Alange* (1736-1818). Gentilhomme de la chambre de Charles IV et conseiller d'État. Capitaine général (1795). Ministre de la guerre. Ambassadeur à Vienne et à Lisbonne. Secrétaire d'État aux Affaires étrangères (août 1808). Grand écuyer de Joseph (janvier 1809). Ambassadeur à Paris (1811).

2. Don Francisco Xavier *de Negrette y Adorno*, quatrième comte *de Campo Alange*. Lieutenant général (1795). Inspecteur général d'infanterie. Capitaine général de la Nouvelle-Castille. Nommé vice-roi de Navarre (1808) par Joseph. Créé duc de *Cotadilla* (1809) et capitaine des gardes.

famille du comte d'Altamira [1]. Celui-ci n'a cessé de se conduire mal; au lieu de revenir, lors de l'arrivée du Roi, il a renouvelé les mauvaises excuses qu'il avait données pour ne pas aller à Bayonne. Le comte de Cabarrus lui avait envoyé le conseil de se faire suppléer dans l'exercice de sa charge par son héritier, le comte de Trastamara, et s'engageait à faire agréer cet arrangement au Roi; le fils a disparu, à son tour. Ce serait le cas de transmettre la charge des Altamira aux Campo-Alange; et cette juste punition rendrait les grands plus attentifs. Le soin de se ménager les uns les autres est si grand parmi les personnages de cette cour qu'aucun, j'en suis sûr, n'oserait en ouvrir le conseil au Roi.

Sa Majesté a enfin arrêté hier une nomination de treize membres de son Conseil d'État actuel [2]. Les choix sont bons, en général, et chaque ministre y trouve des personnes de sa clientèle. Le Roi vraisemblablement augmentera bientôt ce petit nombre; il lui importe que son Conseil d'État entre vite en fonctions, et je m'en rapporte aux membres du soin d'établir l'indépendance de leur corps. Le

1. Le marquis *d'Astorga*, comte *d'Altamira*, en sa qualité d'alferez-major de Madrid, devait accomplir cette cérémonie; il s'y refusa sous prétexte de maladie.

2. Le marquis *de Las Amarillas*, ci-devant conseiller d'État honoraire, lieutenant général, président du Conseil de la guerre. — Le marquis *de Muzquiz*, ancien ambassadeur, membre de l'Assemblée de Bayonne. — Don Manuel *de Lardizabal y Aribe*, membre du Conseil de Castille et de l'Assemblée de Bayonne. — Don Ramon *de Pasada y Sotto*, membre du Conseil des Indes. — Don Jose *Garcia de Leon y Pizarro*, secrétaire général du Conseil d'État. — Don Ignacio *Martinez de Villelà*, membre du Conseil de Castille et de l'Assemblée de Bayonne. — Don Manuel *Romero*, membre de l'Assemblée de Bayonne. — Don Antonio *Ranz Romanillas*, membre du Conseil des finances et de l'Assemblée de Bayonne. — Don Estanilao *de Lugo*, membre du Conseil des Indes. — Don Pablo *de Arribas*, fiscal de la Cour des alcades et membre de l'Assemblée de Bayonne. — Don Francisco *Angulo*, directeur des mines et membre de l'Assemblée de Bayonne. — Don Juan Antonio *Llorente*, chanoine de Tolède et membre de l'Assemblée de Bayonne. — Don Antonio *de la Cuesta y Torre*, archidiacre de Siguenza.

Conseil d'État et les ministres s'éclaireront mutuellement, je n'entends pas seulement sous le rapport des lumières, j'entends aussi sous le rapport de la marche politique.

Don Pablo de Arribas est non seulement entré dans cette nomination, mais a été promu le même jour à la place du surintendant général de la police de Madrid. Jamais mesure n'a été plus urgente ni choix meilleur. C'est à M. d'Arribas à mériter, par les services qu'il est capable de rendre, le poste plus important, mais encore inutile, de ministre de la police du royaume.

Le moyen employé pour faire émigrer de Madrid les ouvriers, artisans, domestiques et jeunes gens en général a été éventé. On leur insinuait qu'une levée d'hommes allait être faite parmi eux pour marcher contre les insurgés. Une publication de la cour des Alcades a dû démentir ces assertions et donner des assurances contraires, au nom du Roi.

La municipalité de Madrid a prêté son serment hier matin. Le Conseil des finances l'a fait également, à l'exception d'un ou de deux membres, et de MM. les fiscaux. Parmi ceux-ci et à leur tête est ce don Joseph de Ibarra, dont j'avais l'honneur de parler à Votre Excellence, le 12 juin. Je ne sache pas que le Conseil de Castille ait encore résolu de prêter son serment; mais enfin, il publie et expédie ce soir dans les provinces la Constitution. Votre Excellence en trouvera ici un exemplaire et remarquera le cachet de la mauvaise grâce dans le formulaire.

Vous remarquerez, Monseigneur, dans la gazette d'aujourd'hui, une lettre écrite au nom du Roi à l'évêque de Cuença [1]; elle ne s'ajuste pas avec les rapports du géné-

1. Ramon *Falcon y Salcedo*, évêque de Zamora (1794); évêque de Cuença (mars 1803); mort le 20 novembre 1826.

Il s'agissait du sac de Cuença, où le général Auguste de Caulaincourt, le

ral Caulaincourt sur cet évêque. Mais, d'un côté, ces rapports sont taxés d'erreur; d'un autre côté, le Roi me paraît avoir été vivement pressé de désavouer la violation des églises et l'enlèvement des vases sacrés. Je présume que cette lettre ne déplaira pas à ceux de nos militaires qui peuvent en comprendre l'objet politique.

La gazette d'hier, rendant compte du cercle du 24, dit que le Roi avait observé en conversation que S. M. l'Empereur avait pris à l'égard de l'Espagne le parti le plus généreux, puisqu'au lieu de se prévaloir de la cession qui lui était faite du cours de l'Èbre, et de la liberté concédée aux sujets français de commercer dans les colonies espagnoles, il avait préféré que l'Espagne restât intègre [1], grande, indépendante. Cet argument avait été beaucoup employé déjà; il fera plus d'effet, venant de si haut et dans une forme officielle.

49. — *Madrid, 28 juillet 1808* [vol. 675, f° 413]

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 22 juillet, au sujet de 1,500,000 fr. que le banquier Baguenault est prêt à verser au trésor public de France, aussitôt qu'il en aura l'autorisation, en acquit d'autant de ce que l'Espagne doit encore [2]. Je n'ai pu ni hier

frère du duc de Vicence, avait accordé à ses troupes deux heures de pillage réglé, le lendemain de son entrée dans la ville. Napoléon couvrit ce brigandage de sa haute protection : « C.... a très bien fait à Cuença. La ville a été prise d'assaut : c'est le droit de la guerre, puisqu'elle a été prise les armes à la main. » (31 juillet 1808.) A. F. IV, 877. *Recueil Lecestre.*

Au contraire, Joseph lui déclarait (22 juillet) : « Si Votre Majesté faisait écrire au général C.... qu'elle est informée du pillage froidement organisé dans les églises et les maisons de Cuença, elle ferait beaucoup de bien. Je sais que le brocantage des vases sacrés à Madrid fait beaucoup de mal ici. »

1. Intégrale.

2. Voir les lettres de l'Empereur à Maret : Bayonne, 7 juillet 1808; et à Joseph : Auch, 24 juillet 1808.

ni aujourd'hui joindre M. Cabarrus ; mais je me flatte de pouvoir répondre à Votre Excellence au premier moment.

Cette affaire me rappelle le million de francs que Mgr le grand-duc de Berg a fait prêter ici au trésor espagnol par la caisse de l'armée. Je n'ai pas eu connaissance de l'autorisation qu'il a reçue à cet égard ; je sais seulement que S. A. I. a fait imputer cette somme en acompte de l'achat de diamants ou de la cession de vaisseaux, dont l'un ni l'autre n'ont pu avoir lieu, et supplémentairement sur les vingt-cinq millions de francs que la Banque de France devait prêter. Je dois supposer que cette anticipation a été régularisée depuis. Au surplus, il n'est tourné que 300,000 fr. au profit direct des finances d'Espagne sur ce million, et les 700,000 fr. restants ont servi à payer des acomptes aux fournisseurs de la troupe française.

Voilà huit jours que le Roi est à Madrid. Il travaille beaucoup, chaque jour. Il faut sans doute plus de temps pour que ses différentes mesures produisent leur effet dans les provinces ou soient jugées inefficaces. Les observations ne peuvent guère s'étendre encore que dans un rayon assez borné autour de la capitale. Les grands sont toujours sur la réserve ; le peuple jouit des spectacles qui lui sont donnés et a pris hier un plaisir extrême à un combat de taureaux. On ne peut, d'ailleurs, le louer jusqu'à présent que de sa tranquillité. A la bonne opinion conçue du Roi succèdent des réflexions qui indiquent qu'on lui accorde confiance et qu'on ne fait retomber aucun blâme sur sa personne ; mais nulle chaleur encore, nul indice d'intérêt à sa cause, nul empressement à le seconder.

La peur, cette honteuse maladie des Espagnols du temps présent, comprime les hommes de toutes les classes, et il n'y a pas de raisonnements qui les en guérissent. Les mauvaises nouvelles sont crues sans examen, les bonnes révo-

quées en doute. M. de Sierra, un des fiscaux du Conseil de Castille, membre intéressant de la ci-devant Junte de gouvernement, que le Roi allait nommer au Conseil d'État, agité depuis quelques jours entre la crainte et l'espérance, a succombé cette nuit et s'est enfui de la capitale.

Il est vrai que les faits militaires ne parlent plus à l'imagination. On voit Saragosse résister et Santander repris. On craint pour le maréchal Bessières, à mesure qu'il s'enfonce ; on est persuadé que le général Dupont sera très heureux, s'il dégage son armée. On croit que S. M. l'Empereur n'a plus de troupes disponibles à envoyer en Espagne. On entend les ministres du Roi répéter continuellement qu'il faut plus de troupes. Les émissaires de l'Angleterre font courir mille contes sur la prochaine signature de la paix avec la Russie. Aussi, l'opération de la prestation des serments reste-t-elle imparfaite à Madrid même ; il n'y a pas jusqu'aux employés des bureaux ministériels qui ne s'ingénient pour tirer en longueur.

Le Roi cependant a rassemblé avant-hier dans son palais les prélats, les curés, les chefs d'ordres de Madrid ; il leur a parlé avec une singulière onction et leur a fait faire des réflexions dont la justesse les a frappés. La plupart ont rendu les détails de cette séance dans leur coterie, comme si elle avait apporté quelques changements dans leurs dispositions.

En définitif, il semble que tout soit dit quand on a bien parlé du Roi. On n'en reste pas moins dans l'attente de ce que feront les provinces et dans la défiance des mesures de l'Empereur pour les soumettre.

Le rédacteur du compte rendu, dans les gazettes de Madrid d'hier, de l'audience accordée aux ecclésiastiques a fait une faute assez grave. Il a tronqué ce que le Roi a dit

de la Russie, de manière à peindre cette puissance comme étant la seule qui eût encore quelques forces. Sa Majesté en a été avertie ce matin, et il faut rectifier cette version ou empêcher qu'elle n'ait cours.

Le Roi a promu M. de Campo-Alange de la seconde à la première classe de grandesse. Il a nommé M. de Mazarredo capitaine général de la marine, en lui donnant le droit d'exercer les fonctions de directeur général. Il a, par un décret particulier, chargé MM. de Girardin [1] et de Fréville de se faire rendre compte de l'état actuel de la ci-devant maison du Roi, dont les salaires seuls coûtent annuellement plus de six millions, et de rassembler tous les matériaux nécessaires à l'exécution des articles de la Constitution relatifs à la liste civile.

Il paraît que Sa Majesté a pris le parti de s'en tenir pour le moment aux treize conseillers d'État qu'elle a nommés le 25; réunis aux sept ministres qui sont à Madrid, ils forment un corps de vingt personnes, et les premiers croient que ce nombre suffit d'ici à quelques semaines. J'avoue que j'eusse préféré ne pas voir autant d'identité entre les ministères et le Conseil d'État.

M. de Cevallos n'a encore notifié à personne du corps diplomatique, après huit jours, ni sa nomination, ni l'arrivée du Roi, ni la publication faite par le Conseil de Castille de la Constitution, ni l'invitation de suivre les relations ordinaires, soit confidentiellement, soit officiellement.

1. Stanislas comte *de Girardin* (1762-1827), filleul du roi Stanislas, élève de Jean-Jacques Rousseau. Député à l'Assemblée législative (1791); son président (1792). Emprisonné pendant la Terreur. Membre du Tribunat (1799); son président (1802). Premier écuyer du roi Joseph à Naples (1806); l'accompagne comme général en Espagne (1808). Député au Corps législatif. Préfet de Rouen (1812), de Dijon (1819). Député de la Seine-Inférieure (1820). Il a écrit divers ouvrages parmi lesquels il faut distinguer ses *Souvenirs*, 2 volumes, publiés en 1828.

Aucun des agents étrangers ici ne comprend rien à cette marche.

Le commandeur de Verhuell n'ayant point reçu de passeports pour partir, après s'être mis en règle à l'égard de sa cour en en demandant, est resté à Madrid, où il a reçu avant-hier l'ordre d'attendre des instructions ultérieures. M. de Bourke [1] et lui auraient désiré avoir occasion de faire leur cour à Sa Majesté, comme étrangers, en attendant l'arrivée de leurs lettres de créance; mais M. de Strogonoff semble jusqu'ici hésiter à se montrer à la cour, sous quelque forme que ce soit, jusqu'à ce qu'il ait des avis de Saint-Pétersbourg. Il paraît mieux que personne ne se présente que de donner aux Espagnols lieu de remarquer l'absence de l'envoyé extraordinaire de Russie.

50. — *Madrid, 29 juillet 1808* [vol. 675, f° 418]

Le général Savary m'a prévenu ce matin de l'événement déplorable d'Andalousie [2] et de la nécessité d'évacuer promptement Madrid.

S. M. le Roi, que j'ai eu l'honneur de voir peu après, doit céder momentanément à la force des circonstances.

1. Edmond comte *de Bourke*, ministre de Danemark en Espagne. Plus tard ambassadeur à Paris. Mort en 1821.

2. C'est le désastre de Baylen. Voir : colonel TITEUX, *Le général Dupont*, tome II, chap. VIII et IX.

Pierre *Dupont de l'Etang* (1765-1840). Aide de camp des généraux Dillon (1792); général de brigade (1793), de division (1797); se distingue à Marengo, à Pozzolo, dans les campagnes de 1805 et de 1806, assure la victoire de Friedland. Comte de l'Empire (1808). Commandant en chef le « corps d'observation de la Gironde ». Envoyé en Espagne; victorieux en Andalousie, mais cerné, blessé et écrasé à Baylen; subit les clauses, d'ailleurs honorables, d'une capitulation que les Espagnols violèrent et dont les conséquence morales irritèrent Napoléon. Emprisonné sans jugement (1809); traduit devant la Haute Cour, privé arbitrairement de ses titres et grades (1812). Ministre de la guerre du Gouvernement provisoire et de la Restauration (1814). Député de la Charente (1815-1830). Retraité (1832).

Je partirai aussitôt que Sa Majesté sera partie, et je m'arrêterai où elle s'arrêtera.

Il y a dans cette capitale près de deux mille Français, depuis le banquier jusqu'au garçon tailleur. Il est douteux qu'ils soient ménagés plus que ne l'ont été les Français dans les villes insurgées, et il faut s'attendre à une extrême confusion après l'évacuation. Je les fais s'avertir les uns les autres de prendre les devants. M. Bellocq et sa famille, M. Desjobert[1] et toutes les personnes attachées à l'ambassade devront me suivre. Je fais emballer et mettre en route les papiers ; j'emporte le portrait en pied de S. M. l'Empereur, qui pourrait être insulté dans mon hôtel[2].

51. — *Madrid, 31 juillet 1808* [vol. 675, f° 433]

Quoique S. M. le Roi daigne me traiter avec une extrême bienveillance, j'ignorerais encore qu'elle est partie ce matin pour Chamartin, d'où elle se mettra en route vers les sept heures du soir, si je ne m'étais mis en mesure d'être informé. Occupé de soins comme l'est le Roi, c'est M. de Cevallos qui aurait dû se charger de prévenir l'ambassadeur de S. M. l'Empereur ; mais j'en suis à douter encore si M. de Cevallos suivra son maître, ainsi que le font les autres ministres, excepté M. de Piñuela que j'ai laissé au moment où il voulait se retirer dans un

1. Charles *Desjobert*, élève de l'École polytechnique (1800). Vice-consul à Cadix (1803), à Madrid (1808). Consul général à Madrid (1814), à Amsterdam (1826), à Naples (1823).

2. « Lorsque la nouvelle de l'événement de Baylen, grossie de détails exagérés, ne fut plus douteuse à Madrid, l'inquiétude, que redoublait encore la satisfaction mal déguisée des habitants, devint extrême parmi les Français. — On tira du palais et des magasins tout ce qu'on pouvait emporter avec soi, et l'on pressa le départ.... Les Espagnols disaient assez plaisamment : « Joseph a mis dans sa poche la couronne qu'il n'a pu mettre sur sa tête. » MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, III, p. 14.

couvent [1]. Heureusement le général Belliard, qui pense à tout, vient de me faire tenir le billet ci-joint, et je crois ne manquer à aucune convenance en quittant Madrid avec une trentaine de personnes de ma suite, quelques heures avant le départ de l'armée.

M. le commandeur de Verhuell et M. le baron de Bourke ont pris les devants. M. de Strogonoff reste, et je ne laisse pas d'être surpris qu'étant avec lui sur le pied d'une parfaite intelligence, il n'ait pas désiré me voir depuis quelques jours.

1. « Les nouveaux ministres, à l'exception de M. de Cevallos, le suivirent, mais tous les grands qui avaient accepté des places dans sa maison l'abandonnèrent » MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, III, p. 15.

II.

LA RETRAITE DU ROI JOSEPH

Août. — Joseph quitte Madrid et se fixe à Vittoria.

L'armée française se replie sur la rive gauche de l'Èbre et s'y fortifie.

Soulèvement général des Espagnols, hésitations de leurs généraux à marcher en avant après leur entrée triomphale à Madrid.

Le siège de Saragosse est levé (14 août).

Débarqués en Portugal, les Anglais repoussent la division affaiblie du général Delaborde à Rorisa (17 août). Junot les attaque à son tour à Vimeiro, mais sans succès (21 août); en présence de nouveaux renforts anglais, il signe (30 août) la capitulation de Cintra, par laquelle ses troupes sont embarquées et ramenées à Rochefort.

Septembre. — Blake et Castaños se rapprochent de l'Èbre. — Plan des Espagnols pour envelopper l'armée française et lui couper la retraite des Pyrénées; mouvements incertains de leurs généraux. — Bilbao est occupé, perdu et repris par Blake.

Les troupes du marquis de la Romana, cantonnées loin de l'Espagne, en Danemark, se révoltent, s'échappent, sont recueillies sur des vaisseaux anglais et, ramenées par eux, débarquent à Santander.

Réunion au palais d'Aranjuez d'une Junte centrale d'Espagne, présidée par Florida Blanca; elle assume le gouvernement absolu et la direction suprême de la résistance.

L'armée anglaise, où sir John Moore a remplacé dans le commandement sir Hew Dalrymple, organise une expédition de secours en Espagne.

Octobre. — Les maréchaux Lefebvre, Ney, Moncey, Bessières manœuvrent contre Castaños pour dégager leurs positions sur l'Èbre, des Pyrénées à la mer.

Napoléon dirige sur la péninsule trois corps de la grande armée, 30,000 conscrits, levés par sénatus-consulte, et 40,000 hommes des contingents étrangers. Après un traité d'alliance avec la Prusse, et au lendemain de l'entrevue d'Erfurt (28 septembre-13 octobre) où il a obtenu de l'empereur de Russie la promesse de sa neutralité armée, Napoléon

se prépare à venir prendre en personne la direction des affaires et des troupes.

La Forest, qui a suivi le roi Joseph, regarde la marche des événements à Vittoria (août) et à Burgos (septembre-octobre) à côté des ministres alarmés et impuissants, au milieu des nouvelles les moins rassurantes et les plus obscures, dans l'embarras financier et l'agitation militaire. Il fournit les détails qu'il peut recueillir et attend de l'arrivée de l'Empereur la solution de toutes les difficultés.

---

52. — *Burgos, 9 août 1808* [vol. 676, f° 20]

Il m'a été impossible, depuis mon départ de Madrid jusqu'ici, de me ménager un moment d'isolement pour écrire à Votre Excellence.

Je n'aurais eu, d'ailleurs, à vous entretenir que du désordre d'une retraite qui a mis à découvert la mauvaise tenue des troupes, l'indiscipline qui s'y était glissée depuis quelque temps et l'esprit de pillage qui avait enfin prévalu.

Le général Savary est parti de Buitrago [1] pour aller rendre compte à S. M. l'Empereur de la position des affaires militaires. M. le maréchal Moncey a pris le commandement, et la désorganisation de l'armée lui donne une tâche difficile à remplir.

Le Roi a envoyé peu après deux de ses ministres, MM. d'Azanza et d'Urquijo ; près de S. M. l'Empereur. Ils feront beaucoup de plaintes ; je doute qu'ils présentent un bon système. J'ai rencontré sur la route dans différentes stations ceux des autres ministres qui ont suivi le

1. Au milieu de mille difficultés, le roi Joseph, se repliant sur l'Èbre, avait péniblement suivi la route de Buitrago, Somo Sierra, Aranda del Duero, Lerma, Burgos (9 août) ; il se rapprocha encore de la France par Briviesca, Pancorbo, Miranda, où il établit son quartier général (17 août). Le gouvernement et les administrations furent envoyés à Vittoria.

Roi, et aucun d'eux ne m'a paru avoir des idées nettes ni des informations exactes sur les provinces.

Je serai moi-même en meilleure mesure demain d'entretenir Votre Excellence des notions que je m'attache à recueillir ici.

Le Roi a fait son entrée à Burgos, ce matin. J'ai eu l'honneur de lui faire ma cour. Il paraît devoir sous très peu de jours se rapprocher de Vittoria.

53. — *Burgos, 10 août 1808* [vol 676, f° 21]

Je n'ai reçu qu'à Burgos les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 30 de juillet matin, le 30 de juillet soir et le 1er de ce mois.

Votre Excellence se livrait dans la première à l'espérance du cours heureux que prendraient les affaires d'Espagne après l'arrivée du Roi. Il est incontestable qu'avec les secours promis par S. M. l'Empereur et des succès militaires, tout ce que Votre Excellence prévoyait se serait réalisé insensiblement. La capitulation de l'armée du général Dupont est une catastrophe aussi accablante qu'imprévue. De grandes fautes avaient précédé; pour les réparer, il ne fallait qu'une meilleure combinaison dans le commandement, et des renforts de la part de la France et une bonne organisation de gouvernement de la part de Sa Majesté Catholique. Mais tout s'est écroulé subitement du côté où l'on croyait voir le plus d'habileté militaire, et les conséquences en sont funestes. Il n'y a que de vigoureux efforts qui puissent désormais rétablir les affaires, et S. M. l'Empereur ne balancera pas à les faire.

J'avais calculé constamment la marche de l'Autriche et de la Russie à l'égard de l'Espagne de la même manière

dont Votre Excellence veut bien m'en parler dans ses lettres du 30 soir et du 1er d'août [1]. C'est dans le même sens que j'en ai entretenu dès l'origine tous les Espagnols avec lesquels j'ai été en relations. J'en ai trouvé peu qui comprissent que la cour de Vienne serait bien aise que S. M. l'Empereur fût dans le cas d'employer loin d'elle des forces considérables, et que la cour de Russie ne demandait que l'occasion de poursuivre ses plans sans opposition. Les illusions que l'on s'est faites généralement en Espagne sur ces deux cours sont entrées pour beaucoup dans la seconde période de l'insurrection. Les faits dont Votre Excellence veut bien me faire part n'en sont que plus précieux, et je me hâte de les faire parvenir à la connaissance des personnes les plus propres à leur donner une circulation étendue. Dès hier matin, le Roi, sans doute instruit par les lettres de son auguste frère, a parlé avec une assurance formelle des dispositions de l'Autriche et de la Russie dans l'audience publique qu'il a donnée après son entrée à Burgos [2].

1. Dans sa lettre du 30 juillet (vol. 675, fol. 419), Champagny, sur la propre assurance de M. de Romanoff, affirmait la bonne entente des cabinets de Paris et de Pétersbourg : M. de Strogonoff allait recevoir ses lettres de créance auprès du roi Joseph. — Dans sa dépêche du 1er août (vol. 676, fol. 3), il invitait La Forest à se rapprocher de Strogonoff, qui devra se déclarer hautement pour le roi Joseph. « Montrez-lui comment les mouve« ments d'Espagne ont opéré en faveur de la Russie une utile diversion, « puisque ce sont eux qui ont occasionné le rappel de l'escadre et de l'ar« mée anglaise qui étaient à Gothenburg, ce qui sauve Cronstadt de l'at« taque qu'on avait redoutée et laisse aux Russes un champ libre pour « poursuivre leurs conquêtes en Finlande et en Bothnie. »

2. « Pendant que nous étions à Bayonne, un courrier de Pétersbourg apporta à M. de Strogonoff l'ordre de reconnaître tel souverain que l'empereur Napoléon désignerait pour le trône d'Espagne. L'empereur Alexandre ajoutait que la voix publique nommant le roi Joseph, Sa Majesté aurait, en le reconnaissant, un motif particulier de satisfaction. » (Dépêche de Metternich à Stadion, 23 août 1808.) — Metternich estimait que l'Autriche en devait faire autant pour se donner la possibilité de terminer pendant ce temps ses armements. *Mémoires*, II, p. 232.

La lettre du cabinet de Saint-Pétersbourg pour M. de Strogonoff aurait rempli un bien important, si elle me fût parvenue le 31 de juillet; j'aurais décidé, je crois, cet envoyé extraordinaire à partir avec moi; j'ai entretenu avec lui des relations suivies et amicales; j'ai été content de son langage, de la portée de son esprit et de sa conduite. Je l'ai vu toujours en garde contre les cajoleries et les forfanteries des Espagnols de l'opposition. Il est Anglais dans ses goûts, dans ses préventions et dans son système particulier de politique; mais il se pique de suivre fidèlement les impulsions de sa cour. Privé comme je le suis de tout moyen de lui faire parvenir la dépêche qui lui est adressée, je l'ai remise au Roi, qui tentera l'expédient d'un courrier. Que cette lettre soit interceptée ou parvienne à sa destination, l'effet doit en être utile. Je doute cependant que M. de Strogonoff quitte Madrid dans ce dernier cas. Il m'a évité, au moment de la crise de l'évacuation; j'ai entrevu qu'il y avait dans cette retenue autre chose que l'incertitude sur les intentions de sa cour; j'ai soupçonné qu'il s'était dit que la sûreté de la flotte russe à Lisbonne exigeait qu'il restât en position de surveiller les affaires du Portugal comme celles de l'Espagne. Il est évident que, dans les différentes hypothèses à établir, la voie la plus praticable pour prévenir les tentatives anglaises et tenir la flotte russe sous la protection locale était de ne pas rompre avec l'insurrection espagnole.

J'ai eu l'honneur de vous mander, Monseigneur, que les chargés d'affaires de Saxe [1], d'Autriche [2] et des États-Unis [3] n'avaient pas quitté Madrid. Le premier use en cette occasion de trop de circonspection, et il serait bon,

1. Jacob Guillaume Persch.
2. M. Gennotte.
3. M. George Erving.

à toute fin, qu'il eût ordre de sa cour de se retirer. Si celle de Vienne voulait y mettre de la complaisance, elle donnerait un ordre semblable à M. Gennotte, dont le rôle devient de plus en plus épineux, et qui finira, tout circonspect qu'il est, par se trouver sur une ligne contradictoire avec ce que M. de Metternich a déclaré.

Mon premier soin en arrivant à Burgos a été d'y chercher M. le commandant de Verhuell et M. le baron de Bourke ; je ne les y ai plus trouvés, et cette déviation des sentiments qu'ils m'avaient manifestés ne peut être expliquée que par la crainte qu'ils ont conçue. Je viens de recevoir une lettre de M. de Bourke, par laquelle il m'annonce qu'il se rend à Bayonne, regardant ce parti comme celui qui sera le plus agréable à S. M. l'Empereur. Je trouve l'argumentation un peu forcée. Je suis, d'ailleurs, obligé de rendre près de Votre Excellence une justice entière à MM. de Bourke et de Verhuell ; il est impossible de se conduire plus franchement en ministres de cours alliées de la France qu'ils ne l'ont fait depuis que j'ai pu les observer à Madrid.

Les nouvelles de cette capitale ne vont, m'assure-t-on, que jusqu'au 5 au soir. Les troupes espagnoles n'y étaient pas encore entrées à cette époque [1], et la populace avait commis peu d'excès. Il est vrai que la retraite de presque tous les Français et le soin qu'avaient eu ceux qui n'avaient pu fuir laissent peu de prise à la fureur populaire.

M. le maréchal Bessières est attendu de sa personne à Burgos, ce soir même [2]. La nouvelle de la réduction de

1. Castaños, après le succès de Baylen (20 juillet), ne se présenta à Madrid que le 24 août.

2. « J'ai vu aujourd'hui le maréchal ; il est très content de son corps d'armée. » — Joseph à Napoléon (11 août 1808). — Bessières commandait les divisions Merle, Bonnet et Mouton (16,000 hommes) et la cavalerie du général Lasalle (1,500 hommes).

Saragosse y est parvenue ce matin [1]. Il paraît que le Roi attend M. le maréchal Bessières pour décider définitivement l'importante question de la position à faire prendre à l'armée, si toutefois on peut encore donner ce nom aux troupes qui ont fait la retraite. Dans l'intervalle, les équipages et tout ce qui est inutile à la suite d'une armée a ordre de filer dès demain matin vers Vittoria.

Sous le rapport politique, je déplorerais la nécessité de quitter la Castille vieille pour se replier vers les frontières de la France. Il y a plus : les ressources en approvisionnements vont devenir difficiles dès qu'on aura passé l'Èbre. Il ne paraît pas que, jusqu'ici, on soit poursuivi. Les forces régulières de l'insurrection espagnole seront moins aidées des levées provinciales à mesure qu'elles s'avanceront vers le Duero. Toute position qui met hors de communication avec le Portugal entraîne, d'un autre côté, de tristes résultats; mais, n'étant pas initié au véritable état des affaires militaires, ni juge de l'urgence d'une retraite complète, je m'interdis toute réflexion à ce sujet. Je voudrais seulement trouver dans les militaires de tout grade, que j'ai occasion d'entretenir, moins de découragement, d'impatience et d'envie de se replier sur la France.

54. — *Burgos, 11 août 1808* [vol. 676, f° 33]

Le Roi a rempli aujourd'hui la lacune que laissait dans son ministère la défection de M. de Cevallos. Il a chargé des affaires étrangères le comte de Campo-Alange. Ce vieillard serait un peu faible pour des temps plus fertiles

1. Non seulement Saragosse n'avait pas capitulé le 10 août, mais après une dépêche de Belliard, envoyée le 6, à Lefebvre-Desnouëttes, pour lui annoncer les revers de Dupont, le siège fut levé le 14 août.

en transactions politiques. Mais, malgré son âge et la grande famille qu'il laisse derrière lui pour suivre le Roi, il sera un des hommes les plus dévoués du ministère, et son exemple au moins devient imposant, si ses services ne peuvent être très utiles.

J'ai l'honneur de vous envoyer, Monseigneur, la liste des Espagnols qui ont accompagné le Roi dans sa retraite sur Burgos. Elle est exacte; veuillez n'être pas étonné qu'elle soit si courte. Beaucoup de personnes, entre autres le comte de Casa-Valencia[1], ont sollicité jusqu'au dernier moment qu'on leur donnât les moyens de transport; on n'en trouvait à aucun prix, et à peine le Roi a-t-il eu ce qui lui était rigoureusement nécessaire. Beaucoup d'autres personnes ont été glacées par la peur. Votre Excellence ne saurait imaginer à quel point il est généralement entendu que S. M. l'Empereur ne peut remplacer la perte faite en Andalousie, et n'a plus de troupes disponibles à envoyer en Espagne.

Dans ce petit nombre de serviteurs, croirait-on qu'il y a des intrigues et des mécontentements ? J'en ai trouvé deux ce matin qui allaient filer sur Valladolid : c'est M. le marquis de Caballero et M. Duran. Ils se plaignaient d'avoir été omis sur les listes d'invitation chez le Roi et d'avoir à peine obtenu un regard de Sa Majesté depuis leur arrivée à Burgos. Le premier rappelait qu'il avait été le plus empressé et le plus zélé des membres de la Junte du gouvernement de Ferdinand qui s'étaient jetés dans les vues de la France. Le second rappelait qu'il avait, dès le

1. Fils d'un membre du Conseil des Indes. Page de Charles IV. Lieutenant-colonel. Attaché à l'ambassade de Paris avec d'Azara (1798); et à l'ambassade de Berlin avec O'Farrill. Nommé par Murat secrétaire général de la Junte de gouvernement à Madrid (mai 1808). Conseiller d'État du roi Joseph. Préfet à Malaga et à Grenade.

13 de mai, fait consigner sur les registres du Conseil de Castille son vote individuel pour le roi Joseph, lorsque le Conseil entier refusait de se prononcer. Ils ont raison l'un et l'autre. Mais M. de Caballero oublie qu'il était antérieurement très désagréable à sa nation, et M. Duran, qu'il a deux ennemis personnels dans l'amiral Mazarredo et M. d'Urquijo, que le Roi a ses raisons pour ménager. J'espère cependant qu'ils persévéreront.

Une mauvaise emplette, c'est M. Marquina [1]. Il n'a suivi le Roi que parce que la vindicte publique le poursuit, comme l'agent de confiance du Prince de la Paix, dont la mémoire est aussi odieuse que jamais.

Je témoignais hier beaucoup de regret que la retraite sur l'Èbre parût décidée. Je vois aujourd'hui qu'elle est de toute nécessité; le désordre va croissant. A force de mauvaises mesures, on a éloigné de Burgos les approvisionnements, et on y manque du nécessaire. Je croyais que M. le maréchal Moncey avait pris le commandement à Buitrago [2], et son ordre du jour annonçait l'intention de rétablir la discipline. Je ne sais quelle cause a enchaîné son zèle; les excès ont augmenté sur la route de Buitrago à Burgos, et je les vois ici à leur comble, depuis trois jours. L'autorité du Roi même est méconnue, et M. le maréchal Moncey semble s'être enveloppé d'un voile, au moment où il pouvait rendre les meilleurs services. Le parti qui ne respirait que pillage et contributions a triomphé vers le 15 de juin; il a soufflé ses fureurs dans tous les rangs et laisse un triste héritage à recueillir aux généraux que S. M. l'Empereur enverra désormais en Espagne.

1. Don José *Marquina Galindo*, membre du Conseil de Castille.

2. Moncey avait sous ses ordres les divisions Maurice Mathieu, Morlot, Grandjean, Musnier (20,000 hommes), et la cavalerie du général Wathier (600 hommes).

couvent [1]. Heureusement le général Belliard, qui pense à tout, vient de me faire tenir le billet ci-joint, et je crois ne manquer à aucune convenance en quittant Madrid avec une trentaine de personnes de ma suite, quelques heures avant le départ de l'armée.

M. le commandeur de Verhuell et M. le baron de Bourke ont pris les devants. M. de Strogonoff reste, et je ne laisse pas d'être surpris qu'étant avec lui sur le pied d'une parfaite intelligence, il n'ait pas désiré me voir depuis quelques jours.

1. « Les nouveaux ministres, à l'exception de M. de Cevallos, le suivirent, mais tous les grands qui avaient accepté des places dans sa maison l'abandonnèrent. » MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, III, p. 15.

II.

LA RETRAITE DU ROI JOSEPH

Août. — Joseph quitte Madrid et se fixe à Vittoria.

L'armée française se replie sur la rive gauche de l'Èbre et s'y fortifie.

Soulèvement général des Espagnols, hésitations de leurs généraux à marcher en avant après leur entrée triomphale à Madrid.

Le siège de Saragosse est levé (14 août).

Débarqués en Portugal, les Anglais repoussent la division affaiblie du général Delaborde à Rorisa (17 août). Junot les attaque à son tour à Vimeiro, mais sans succès (21 août); en présence de nouveaux renforts anglais, il signe (30 août) la capitulation de Cintra, par laquelle ses troupes sont embarquées et ramenées à Rochefort.

Septembre. — Blake et Castaños se rapprochent de l'Èbre. — Plan des Espagnols pour envelopper l'armée française et lui couper la retraite des Pyrénées; mouvements incertains de leurs généraux. — Bilbao est occupé, perdu et repris par Blake.

Les troupes du marquis de la Romana, cantonnées loin de l'Espagne, en Danemark, se révoltent, s'échappent, sont recueillies sur des vaisseaux anglais et, ramenées par eux, débarquent à Santander.

Réunion au palais d'Aranjuez d'une Junte centrale d'Espagne, présidée par Florida Blanca; elle assume le gouvernement absolu et la direction suprême de la résistance.

L'armée anglaise, où sir John Moore a remplacé dans le commandement sir Hew Dalrymple, organise une expédition de secours en Espagne.

Octobre. — Les maréchaux Lefebvre, Ney, Moncey, Bessières manœuvrent contre Castaños pour dégager leurs positions sur l'Èbre, des Pyrénées à la mer.

Napoléon dirige sur la péninsule trois corps de la grande armée, 30,000 conscrits, levés par sénatus-consulte, et 40,000 hommes des contingents étrangers. Après un traité d'alliance avec la Prusse, et au lendemain de l'entrevue d'Erfurt (28 septembre-13 octobre) où il a obtenu de l'empereur de Russie la promesse de sa neutralité armée, Napoléon

se prépare à venir prendre en personne la direction des affaires et des troupes.

La Forest, qui a suivi le roi Joseph, regarde la marche des événements à Vittoria (août) et à Burgos (septembre-octobre) à côté des ministres alarmés et impuissants, au milieu des nouvelles les moins rassurantes et les plus obscures, dans l'embarras financier et l'agitation militaire. Il fournit les détails qu'il peut recueillir et attend de l'arrivée de l'Empereur la solution de toutes les difficultés.

---

52. — *Burgos, 9 août 1808* [vol. 676, f° 20]

Il m'a été impossible, depuis mon départ de Madrid jusqu'ici, de me ménager un moment d'isolement pour écrire à Votre Excellence.

Je n'aurais eu, d'ailleurs, à vous entretenir que du désordre d'une retraite qui a mis à découvert la mauvaise tenue des troupes, l'indiscipline qui s'y était glissée depuis quelque temps et l'esprit de pillage qui avait enfin prévalu.

Le général Savary est parti de Buitrago [1] pour aller rendre compte à S. M. l'Empereur de la position des affaires militaires. M. le maréchal Moncey a pris le commandement, et la désorganisation de l'armée lui donne une tâche difficile à remplir.

Le Roi a envoyé peu après deux de ses ministres, MM. d'Azanza et d'Urquijo ; près de S. M. l'Empereur. Ils feront beaucoup de plaintes; je doute qu'ils présentent un bon système. J'ai rencontré sur la route dans différentes stations ceux des autres ministres qui ont suivi le

1. Au milieu de mille difficultés, le roi Joseph, se repliant sur l'Èbre, avait péniblement suivi la route de Buitrago, Somo Sierra, Aranda del Duero, Lerma, Burgos (9 août); il se rapprocha encore de la France par Briviesca, Pancorbo, Miranda, où il établit son quartier général (17 août). Le gouvernement et les administrations furent envoyés à Vittoria.

Roi, et aucun d'eux ne m'a paru avoir des idées nettes ni des informations exactes sur les provinces.

Je serai moi-même en meilleure mesure demain d'entretenir Votre Excellence des notions que je m'attache à recueillir ici.

Le Roi a fait son entrée à Burgos, ce matin. J'ai eu l'honneur de lui faire ma cour. Il paraît devoir sous très peu de jours se rapprocher de Vittoria.

53. — *Burgos, 10 août 1808* [vol 676, f° 21]

Je n'ai reçu qu'à Burgos les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 30 de juillet matin, le 30 de juillet soir et le 1er de ce mois.

Votre Excellence se livrait dans la première à l'espérance du cours heureux que prendraient les affaires d'Espagne après l'arrivée du Roi. Il est incontestable qu'avec les secours promis par S. M. l'Empereur et des succès militaires, tout ce que Votre Excellence prévoyait se serait réalisé insensiblement. La capitulation de l'armée du général Dupont est une catastrophe aussi accablante qu'imprévue. De grandes fautes avaient précédé; pour les réparer, il ne fallait qu'une meilleure combinaison dans le commandement, et des renforts de la part de la France et une bonne organisation de gouvernement de la part de Sa Majesté Catholique. Mais tout s'est écroulé subitement du côté où l'on croyait voir le plus d'habileté militaire, et les conséquences en sont funestes. Il n'y a que de vigoureux efforts qui puissent désormais rétablir les affaires, et S. M. l'Empereur ne balancera pas à les faire.

J'avais calculé constamment la marche de l'Autriche et de la Russie à l'égard de l'Espagne de la même manière

dont Votre Excellence veut bien m'en parler dans ses lettres du 30 soir et du 1er d'août [1]. C'est dans le même sens que j'en ai entretenu dès l'origine tous les Espagnols avec lesquels j'ai été en relations. J'en ai trouvé peu qui comprissent que la cour de Vienne serait bien aise que S. M. l'Empereur fût dans le cas d'employer loin d'elle des forces considérables, et que la cour de Russie ne demandait que l'occasion de poursuivre ses plans sans opposition. Les illusions que l'on s'est faites généralement en Espagne sur ces deux cours sont entrées pour beaucoup dans la seconde période de l'insurrection. Les faits dont Votre Excellence veut bien me faire part n'en sont que plus précieux, et je me hâte de les faire parvenir à la connaissance des personnes les plus propres à leur donner une circulation étendue. Dès hier matin, le Roi, sans doute instruit par les lettres de son auguste frère, a parlé avec une assurance formelle des dispositions de l'Autriche et de la Russie dans l'audience publique qu'il a donnée après son entrée à Burgos [2].

1. Dans sa lettre du 30 juillet (vol. 675, fol. 419), Champagny, sur la propre assurance de M. de Romanoff, affirmait la bonne entente des cabinets de Paris et de Pétersbourg : M. de Strogonoff allait recevoir ses lettres de créance auprès du roi Joseph. — Dans sa dépêche du 1er août (vol. 676, fol. 3), il invitait La Forest à se rapprocher de Strogonoff, qui devra se déclarer hautement pour le roi Joseph. « Montrez-lui comment les mouve- « ments d'Espagne ont opéré en faveur de la Russie une utile diversion, « puisque ce sont eux qui ont occasionné le rappel de l'escadre et de l'ar- « mée anglaise qui étaient à Gothenburg, ce qui sauve Cronstadt de l'at- « taque qu'on avait redoutée et laisse aux Russes un champ libre pour « poursuivre leurs conquêtes en Finlande et en Bothnie. »

2. « Pendant que nous étions à Bayonne, un courrier de Pétersbourg apporta à M. de Strogonoff l'ordre de reconnaître tel souverain que l'empereur Napoléon désignerait pour le trône d'Espagne. L'empereur Alexandre ajoutait que la voix publique nommant le roi Joseph, Sa Majesté aurait, en le reconnaissant, un motif particulier de satisfaction. » (Dépêche de Metternich à Stadion, 23 août 1808.) — Metternich estimait que l'Autriche en devait faire autant pour se donner la possibilité de terminer pendant ce temps ses armements. *Mémoires*, II, p. 232.

La lettre du cabinet de Saint-Pétersbourg pour M. de Strogonoff aurait rempli un bien important, si elle me fût parvenue le 31 de juillet; j'aurais décidé, je crois, cet envoyé extraordinaire à partir avec moi; j'ai entretenu avec lui des relations suivies et amicales; j'ai été content de son langage, de la portée de son esprit et de sa conduite. Je l'ai vu toujours en garde contre les cajoleries et les forfanteries des Espagnols de l'opposition. Il est Anglais dans ses goûts, dans ses préventions et dans son système particulier de politique; mais il se pique de suivre fidèlement les impulsions de sa cour. Privé comme je le suis de tout moyen de lui faire parvenir la dépêche qui lui est adressée, je l'ai remise au Roi, qui tentera l'expédient d'un courrier. Que cette lettre soit interceptée ou parvienne à sa destination, l'effet doit en être utile. Je doute cependant que M. de Strogonoff quitte Madrid dans ce dernier cas. Il m'a évité, au moment de la crise de l'évacuation; j'ai entrevu qu'il y avait dans cette retenue autre chose que l'incertitude sur les intentions de sa cour; j'ai soupçonné qu'il s'était dit que la sûreté de la flotte russe à Lisbonne exigeait qu'il restât en position de surveiller les affaires du Portugal comme celles de l'Espagne. Il est évident que, dans les différentes hypothèses à établir, la voie la plus praticable pour prévenir les tentatives anglaises et tenir la flotte russe sous la protection locale était de ne pas rompre avec l'insurrection espagnole.

J'ai eu l'honneur de vous mander, Monseigneur, que les chargés d'affaires de Saxe [1], d'Autriche [2] et des États-Unis [3] n'avaient pas quitté Madrid. Le premier use en cette occasion de trop de circonspection, et il serait bon,

1. Jacob Guillaume Persch.
2. M. Gennotte.
3. M. George Erving.

[illegible] se retirer. Si [illegible] complaisance, elle [illegible] dont le rôle [illegible] tout [illegible] ligne contradic[illegible]

[illegible] à Burgos a été d'y cher[illegible] M. le baron de [illegible] déviation des [illegible] ne peut être expli[illegible] Je viens de [illegible] par laquelle il m'an[illegible] ce parti comme [illegible] à S. M. l'Empereur. Je [illegible] Je suis, d'ailleurs, [illegible] une justice en[illegible] à MM. [illegible] est impossible de [illegible] ministres de cours alliées [illegible] que j'ai pu les [illegible]

[illegible] m'assure-t-on, [illegible] Les troupes espagnoles n'y étaient [illegible] à cette époque [1], et la populace avait [illegible] Il est vrai que la retraite de presque tous les Français et le soin qu'avaient eu ceux qui n'avaient pu fuir laissent peu de prise à la fureur populaire.

M. le maréchal Bessières est attendu de sa personne à Burgos, ce soir même [2]. La nouvelle de la réduction de

1. Castaños, après le succès de Baylen (20 juillet), ne se présenta à Madrid que le 24 août.

2. « J'ai vu aujourd'hui le maréchal : il est très content de son corps d'armée. » — Joseph à Napoléon (11 août 1808). — Bessières commandait les divisions Merle, Bonnet et Mouton (16,000 hommes) et la cavalerie du général Lasalle (1,500 hommes).

Saragosse y est parvenue ce matin [1]. Il paraît que le Roi attend M. le maréchal Bessières pour décider définitivement l'importante question de la position à faire prendre à l'armée, si toutefois on peut encore donner ce nom aux troupes qui ont fait la retraite. Dans l'intervalle, les équipages et tout ce qui est inutile à la suite d'une armée a ordre de filer dès demain matin vers Vittoria.

Sous le rapport politique, je déplorerais la nécessité de quitter la Castille vieille pour se replier vers les frontières de la France. Il y a plus : les ressources en approvisionnements vont devenir difficiles dès qu'on aura passé l'Èbre. Il ne paraît pas que, jusqu'ici, on soit poursuivi. Les forces régulières de l'insurrection espagnole seront moins aidées des levées provinciales à mesure qu'elles s'avanceront vers le Duero. Toute position qui met hors de communication avec le Portugal entraîne, d'un autre côté, de tristes résultats; mais, n'étant pas initié au véritable état des affaires militaires, ni juge de l'urgence d'une retraite complète, je m'interdis toute réflexion à ce sujet. Je voudrais seulement trouver dans les militaires de tout grade, que j'ai occasion d'entretenir, moins de découragement, d'impatience et d'envie de se replier sur la France.

54. — *Burgos, 11 août 1808* [vol. 676, f° 33]

Le Roi a rempli aujourd'hui la lacune que laissait dans son ministère la défection de M. de Cevallos. Il a chargé des affaires étrangères le comte de Campo-Alange. Ce vieillard serait un peu faible pour des temps plus fertiles

1. Non seulement Saragosse n'avait pas capitulé le 10 août, mais après une dépêche de Belliard, envoyée le 6, à Lefebvre-Desnouëttes, pour lui annoncer les revers de Dupont, le siège fut levé le 14 août.

et la ruine du pays et les hasards de l'entreprise, si une grande force n'y était pas employée d'emblée. Je l'ai vu assez déterminé de sa personne à rester fidèle au Roi, avec des restrictions mentales cependant; mais je saurais moins que penser de ses collègues, que dans ce qui lui est échappé j'apercevrais qu'ils se mettront à l'écart aussitôt que ce mot conquête sera prononcé.

Quant au système mixte de négociations et de guerre, les réflexions de M. de Cabarrus se sont bornées à ce que j'ai exposé d'abord, et il s'est résumé constamment sur l'urgente nécessité de prêts considérables et de l'envoi d'une armée formidable.

J'ignore, au reste, complètement, Monseigneur, ce dont les ministres ont entretenu le Roi dans les conseils privés depuis la catastrophe du général Dupont. La correspondance régulière de ce monarque avec S. M. l'Empereur peut seule contenir d'utiles lumières; mais il est sensible que la plupart des personnes qui ont suivi le Roi jusque dans cette ville sont profondément ébranlées par le honteux spectacle d'une retraite qui a ressemblé à une fuite, et se repentent secrètement d'avoir passé le Rubicon [1].

Je me suis trompé, Monseigneur, en vous mandant avant-hier que le chargé d'affaires de Saxe était aussi resté à Madrid. Il en est parti, sans mot dire, avec M. de Bourke et M. de Verhuell, profitant d'une permission qu'il avait d'aller prendre les eaux, et il a continué sa route de Burgos sur Bayonne.

1. Voici comment l'Empereur jugeait les mêmes événements : « Mon Frère, tout ce qui se passe en Espagne est bien déplorable. L'armée paraît commandée, non par des généraux qui ont fait la guerre, mais par des inspecteurs des postes. Comment peut-on évacuer l'Espagne sans raison, sans même savoir ce que fait l'ennemi? Dans tout ce qui se fait, il n'y a pas la première notion d'habitude de la guerre.... » Lettre au roi Joseph (Saint-Cloud, 16 août 1808).

13 de mai, fait consigner sur les registres du Conseil de Castille son vote individuel pour le roi Joseph, lorsque le Conseil entier refusait de se prononcer. Ils ont raison l'un et l'autre. Mais M. de Caballero oublie qu'il était antérieurement très désagréable à sa nation, et M. Duran, qu'il a deux ennemis personnels dans l'amiral Mazarredo et M. d'Urquijo, que le Roi a ses raisons pour ménager. J'espère cependant qu'ils persévéreront.

Une mauvaise emplette, c'est M. Marquina [1]. Il n'a suivi le Roi que parce que la vindicte publique le poursuit, comme l'agent de confiance du Prince de la Paix, dont la mémoire est aussi odieuse que jamais.

Je témoignais hier beaucoup de regret que la retraite sur l'Èbre parût décidée. Je vois aujourd'hui qu'elle est de toute nécessité; le désordre va croissant. A force de mauvaises mesures, on a éloigné de Burgos les approvisionnements, et on y manque du nécessaire. Je croyais que M. le maréchal Moncey avait pris le commandement à Buitrago [2], et son ordre du jour annonçait l'intention de rétablir la discipline. Je ne sais quelle cause a enchaîné son zèle ; les excès ont augmenté sur la route de Buitrago à Burgos, et je les vois ici à leur comble, depuis trois jours. L'autorité du Roi même est méconnue, et M. le maréchal Moncey semble s'être enveloppé d'un voile, au moment où il pouvait rendre les meilleurs services. Le parti qui ne respirait que pillage et contributions a triomphé vers le 15 de juin ; il a soufflé ses fureurs dans tous les rangs et laisse un triste héritage à recueillir aux généraux que S. M. l'Empereur enverra désormais en Espagne.

1. Don José *Marquina Galindo*, membre du Conseil de Castille.

2. Moncey avait sous ses ordres les divisions Maurice Mathieu, Morlot, Grandjean, Musnier (20,000 hommes), et la cavalerie du général Wathier (600 hommes).

couvent [1]. Heureusement le général Belliard, qui pense à tout, vient de me faire tenir le billet ci-joint, et je crois ne manquer à aucune convenance en quittant Madrid avec une trentaine de personnes de ma suite, quelques heures avant le départ de l'armée.

M. le commandeur de Verhuell et M. le baron de Bourke ont pris les devants. M. de Strogonoff reste, et je ne laisse pas d'être surpris qu'étant avec lui sur le pied d'une parfaite intelligence, il n'ait pas désiré me voir depuis quelques jours.

1. « Les nouveaux ministres, à l'exception de M. de Cevallos, le suivirent, mais tous les grands qui avaient accepté des places dans sa maison l'abandonnèrent. » MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, III, p. 15.

II.

LA RETRAITE DU ROI JOSEPH

Août. — Joseph quitte Madrid et se fixe à Vittoria.

L'armée française se replie sur la rive gauche de l'Èbre et s'y fortifie.

Soulèvement général des Espagnols, hésitations de leurs généraux à marcher en avant après leur entrée triomphale à Madrid.

Le siège de Saragosse est levé (14 août).

Débarqués en Portugal, les Anglais repoussent la division affaiblie du général Delaborde à Rorisa (17 août). Junot les attaque à son tour à Vimeiro, mais sans succès (21 août); en présence de nouveaux renforts anglais, il signe (30 août) la capitulation de Cintra, par laquelle ses troupes sont embarquées et ramenées à Rochefort.

Septembre. — Blake et Castaños se rapprochent de l'Èbre. — Plan des Espagnols pour envelopper l'armée française et lui couper la retraite des Pyrénées; mouvements incertains de leurs généraux. — Bilbao est occupé, perdu et repris par Blake.

Les troupes du marquis de la Romana, cantonnées loin de l'Espagne, en Danemark, se révoltent, s'échappent, sont recueillies sur des vaisseaux anglais et, ramenées par eux, débarquent à Santander.

Réunion au palais d'Aranjuez d'une Junte centrale d'Espagne, présidée par Florida Blanca; elle assume le gouvernement absolu et la direction suprême de la résistance.

L'armée anglaise, où sir John Moore a remplacé dans le commandement sir Hew Dalrymple, organise une expédition de secours en Espagne.

Octobre. — Les maréchaux Lefebvre, Ney, Moncey, Bessières manœuvrent contre Castaños pour dégager leurs positions sur l'Èbre, des Pyrénées à la mer.

Napoléon dirige sur la péninsule trois corps de la grande armée, 30,000 conscrits, levés par sénatus-consulte, et 40,000 hommes des contingents étrangers. Après un traité d'alliance avec la Prusse, et au lendemain de l'entrevue d'Erfurt (28 septembre-13 octobre) où il a obtenu de l'empereur de Russie la promesse de sa neutralité armée, Napoléon

qui sont sous mes yeux. Je relèverai cependant une conjecture de M. de Cabarrus. Étonné de ne pas voir les derrières et les flancs de l'armée française pressés par les troupes espagnoles, et tirant des conséquences de quelques rumeurs vagues, il suppose que M. de Castaños se contente de démonstrations sur la ligne de retraite de l'armée, et que, s'étant porté par l'Estramadure en Portugal, il ferait attaquer en même temps par l'Andalousie et la Galice, visant à y faire prisonnière l'armée commandée par M. le duc d'Abrantès.

Je ne serais pas étonné, Monseigneur, que le Roi ne fût pas mieux instruit de ce qui se passe dans les provinces insurgées. Nous vivons depuis longtemps au milieu des espions et ne pouvons en avoir parmi les ennemis [1]. Les plus petites particularités du gouvernement royal et de la situation des affaires sont communiquées aux meneurs de l'insurrection, et la population qui nous entoure cache avec un soin extrême non seulement ce que sa correspondance lui apprend, mais les conseils, les gazettes, les pamphlets qui lui sont adressés. Il semble que tout soit sous le sceau de la confession.

Cependant M. d'Arribas, que le Roi a chargé provisoirement du ministère de la police générale, comme le comte de Campo-Alange l'est de celui des affaires étrangères et M. de Cabarrus de celui de l'intérieur que M. de Jovellanos n'est pas venu exercer, a surpris hier quelques imprimés ; je me suis hâté d'en faire faire des traductions, dont je lui ai remis une expédition pour le Roi et dont je joins ici les duplicata. Votre Excellence ne lira peut-être pas sans intérêt celle de la *Gazette* de Séville

1. « Il y a seize jours que je suis parti de Madrid et je n'ai pas eu un seul rapport d'espion : nul Espagnol ne veut servir contre les insurgés. » Joseph à Napoléon (Pancorbo, 15 août 1808).

du 23 juillet, et la proclamation du Conseil de Castille, en date du 5 de ce mois [1]. J'ai souligné dans cette dernière pièce deux passages au sujet desquels je me permets de rappeler ce que j'avais l'honneur de vous écrire, le 12 de juillet, des papiers secrets du Conseil de Castille, et, le 24 de juillet, de la conduite des membres de ce Conseil, qui avaient fait partie de la délégation de Bayonne [2]. Si le Roi avait daigné accueillir des opinions qui n'étaient pas dépourvues de sagesse, il aurait laissé enlever en quittant Madrid les derniers registres de ce corps et fait prendre en otage les conseillers.

J'espère au surplus que des mesures vont être prises pour avoir des communications régulières avec la capitale ; ne dût-on en tirer que les gazettes, ce serait au moins quelque chose. Votre Excellence croirait-elle que le nœud de la difficulté est de trouver sept à huit piétons dévoués sur qui l'on puisse compter? On est enfin parvenu à établir à Vittoria deux papiers-nouvelles à l'usage du gouvernement. Je joins ici le premier numéro de celui qui a été monté le premier par les éditeurs de l'*Abeja* [3], qui s'imprime à Paris. M. Zea, directeur du jardin bota-

1. Le Conseil de Castille (11 août 1808) déclara nuls : les actes d'abdication et de cession de la couronne d'Espagne faits par les « seigneurs rois Ferdinand VII et Charles IV » à l'Empereur des Français; la constitution de Bayonne du 7 juillet; les traités, arrachés par la violence, qui privaient de leurs droits les princes de la maison de Bourbon.

2. Don Ignacio *Martinez de Villela*, « ferme et instruit »; don Sebastian *de Torrès*, « esprit pénétrant et sophistique »; don Luis Marcelino *Pereyra*, alcade de Corte, « bon jurisconsulte »; don Zenon *Alonzo*, conseiller des Indes, « versé dans les matières économiques ». (Note manuscrite, vol. 674, fol. 191.)

3. *La Abeja Española*, imprimée rue du Vieux-Colombier, paraissait en format in-folio, depuis février 1806. Elle était dirigée par un sieur Guitard, appuyé par Talleyrand, et recommandé par Beauharnais à Cévallos (janvier 1807); mais ce dernier avait nettement refusé l'autorisation de paraître en Espagne. — Une partie de la collection est à la Bibliothèque nationale, O. d. 2.

nique, homme qui se propose d'être très sage, monte la seconde [1].

La pose momentanée de l'armée en retraite avait eu de bons effets. En détruisant l'opinion répandue par nos fuyards du retour en France de toutes les forces françaises, elle a contenu le cours insurrectionnel des esprits sur toute la ligne et les derrières de l'armée, et elle a modéré l'effervescence qui se manifestait en avant ; elle a relevé le courage abattu des Espagnols qui suivaient le Roi et auxquels j'ai trouvé ces jours-ci un ton plus loyal que je ne l'avais remarqué à Burgos ; elle a fait rougir tous les militaires qui s'étaient précipités sans ordre sur Vittoria, pleins d'impatience de repasser les Pyrénées. Mais malheureusement on a cru devoir faire mystère, au quartier général, de l'intention véritable qui était de ne tenir que sur l'Èbre, de sorte qu'hier et aujourd'hui l'alarme a recommencé, parce que les effets du Roi partent pour Mondragon, et que M. le maréchal Bessières a fait replier sur Briviesca ce qu'il avait encore de troupes à Burgos ; il valait mieux dire en une seule fois où l'on s'arrêterait, à l'époque où une pose quelconque remplissait le but politique.

Votre Excellence doit savoir depuis plusieurs jours que l'insurrection de Bilbao est dissipée [2] ; mais, lorsque les soins que le Roi a pris depuis Burgos pour réprimer autant qu'il lui est possible les excès commis dans la retraite portaient un peu de consolation dans les cœurs, les détails

1. Le professeur don Francisco Antonio *Zea*.

2. Pour conjurer la révolte de la Biscaye, le général Merlin, avec 3,000 hommes, fut envoyé prendre possession de Bilbao (16 août). Une émeute (4 août) avait amené l'arrestation des Français, mais qui furent bien traités ; au contraire, le général Merlin, après un pillage qui coûta un million et demi à la ville, frappa en outre les habitants d'une contribution (Lettre du consul de France à Champagny, 29 septembre 1808, vol. 676, fol. 391 à 395).

de ce qui s'est passé à Bilbao ont soulevé de nouveau l'indignation. Le général Merlin [1] y a permis un long pillage et a imposé ensuite une contribution de deux millions. On prétend que pendant le pillage il y a eu des massacres. Je ne veux en croire ni les militaires français qui tournent la chose en plaisanterie, ni les ministres espagnols qui en parlent avec les couleurs les plus tragiques; il serait utile peut-être que S. M. l'Empereur fît prendre sur les lieux des renseignements particuliers. Il est certain que le sort subi par les habitants de Bilbao qui n'ont point pris part à l'insurrection tend à provoquer les villes, qui seront dans le même cas, à imiter la défense fanatique de Saragosse qu'il a fallu abandonner en définitif, et dont on n'avait annoncé la prise que pour répandre à propos une bonne nouvelle. Quoi qu'il en soit, on m'assure de bonne part qu'en ordonnant l'expédition, le Roi avait fait l'omission grave de ne point donner d'instructions sur la conduite à tenir envers Bilbao. Sa Majesté s'est trouvée hier dans le cas d'accéder aux propositions que ses ministres lui ont faites pour étouffer le cri public. Le Roi désavoue, me dit-on, la conduite du général Merlin [2], réduit la contribution à 200,000 francs, et fait appliquer cette somme au soulagement des familles les plus malheureuses. L'amiral Mazarredo s'est offert et est parti le soir même pour exécuter ces dispositions. Les États de la Biscaye ont été convoqués en même temps; il a commission de les présider et des instructions sur le langage à y tenir.

Je ne sais si cette convocation des États d'une province

1. Christophe-Antoine *Merlin* (1771-1839). Frère de Merlin de Thionville. Général de brigade (1805). Employé à Naples, suivit Joseph en Espagne, où il épousa Mercedès Jaruco, nièce d'O'Farrill. Général de division (1814). Inspecteur de cavalerie. Retraité (1825). Commandant en Corse (1830).

2. Joseph paraissait moins indigné avec l'Empereur à qui il écrivait : « Bilbao a été bien châtié par le général Merlin » (22 août 1808).

privilégiée ne sera pas citée plus tard comme une confirmation royale de leurs antiques droits, lorsqu'il faudra leur appliquer la Constitution. Je doute, d'un autre côté, que M. de Mazarredo excite le zèle de ses compatriotes par delà la mesure plus qu'équivoque du sien; mais le Roi paraît céder à l'urgence de circonstances qui laissent peu à délibérer et surtout à la nécessité de rassembler des subsistances.

M. le maréchal Jourdan a passé hier, se rendant près du Roi [1].

Il paraît que Sa Majesté ne sait pas encore si la lettre du cabinet de Saint-Pétersbourg adressée à M. de Strogonoff a été remise à cet envoyé extraordinaire.

J'ai trouvé ici M. le baron de Zwiethen [2], que M. le commandeur Verhuell a laissé en qualité de chargé d'affaires du roi de Hollande en partant de Vittoria. Il a remis à M. de Campo-Alange une lettre de cet envoyé. Je crois que M. le baron de Bourke n'a présenté personne pour gérer en son absence les affaires du Danemark.

La correspondance des agents politiques et commerciaux d'Espagne en pays étrangers est bien peu active en ce moment, d'après ce que me dit M. de Campo-Alange, qui a l'intention de solliciter l'attention du Roi à son premier

1. Le maréchal arriva le 19 août. — Jean-Baptiste *Jourdan* (1762-1833). Soldat en Amérique. Général de division (1793). Vainqueur des Autrichiens à Wattignies (1794) et Fleurus (1795). Membre du Conseil des Cinq-Cents (1797). Tenta de faire de l'opposition après le 18 brumaire. Maréchal d'Empire (1804). Conseiller de Joseph à Naples, son major général en Espagne (1808-1809, 1812-1813). Pair (juin 1815). Pair de France (mars 1819). Ministre des Affaires étrangères (août 1830). Gouverneur des Invalides.

Tenu en suspicion par Napoléon, qui ne voulut jamais le créer duc de Fleurus ni lui confier des commandements importants, il fut au contraire dans l'intimité du roi Joseph. Il a laissé des *Mémoires militaires*; la partie ayant trait à l'Espagne a été publiée en 1900.

2. On peut croire qu'il s'agit de M. de Zuylen de Nyevelt, secrétaire de la légation à Madrid.

travail sur les instructions à leur donner. M. le chargé d'affaires d'Espagne à Vienne [1] y a fait part, en conséquence de dépêches de M. de Cevallos écrites de Bayonne, de l'avènement du Roi à la couronne d'Espagne et de la Constitution du royaume. Il rend compte que M. de Stadion [2] élude de s'expliquer avec lui.

58. — *Vittoria, 21 août 1808* [vol. 676, f° 86]

Il y avait ce matin autant de découragement qu'il y en a eu à Burgos parmi la plupart des Espagnols qui ont suivi le Roi. Il était fondé sur la présomption que l'armée française allait se rapprocher davantage de la frontière de l'Empire et peut-être la repasser. C'est dans ces moments que les bruits les plus malicieux sont à dessein répandus pour accroître les alarmes des amis timides qui balancent sur le parti à prendre, et l'audace des ennemis secrets qui n'osent encore agir.

Il y a sans doute de la contradiction de la part des premiers à craindre d'un côté que l'armée française ne rétrograde plus près des Pyrénées, et à croire, de l'autre côté, sur la foi des plus vagues rumeurs, que des corps espagnols l'ont dépassée sur ses flancs et vont couper sa retraite. Tout se concilie dans l'esprit de gens qui, éprouvant des dégoûts ou incertains du succès dans la cause qu'ils ont épousée, se demandent sans cesse s'ils sont encore en position de justifier leur conduite aux yeux des insurgés. Je définis là les réfugiés espagnols, à peu d'exceptions près.

1. Don Diego *de la Quadra*.

2. Philippe, comte de *Stadion* (1763-1824), diplomate autrichien, né à Mayence. Ambassadeur en Suède (1788); à Londres (1790); à Berlin (1797); à Saint-Pétersbourg (1804); ministre des affaires étrangères (1806); comme il avait poussé à la guerre (1809), Napoléon, après Wagram, exigea son renvoi. Plénipotentiaire à Francfort (1813) et à Châtillon (1814); au congrès de Vienne (1814-1815).

Je choisis pour exemple le plus marquant d'entre eux, le duc de Frias, qui s'était mis si chaudement en avant à Madrid. Il n'a été que conséquent en restant fidèle à la fortune du Roi dans le revers survenu ; il ne l'est pas, en tenant, suivant la hausse ou la baisse des nouvelles, un langage qui trahit plus ou moins d'incertitude, et va quelquefois jusqu'à la menace de retourner à Madrid. Il reprend son aplomb, lorsque je m'entretiens avec lui; j'apprends ensuite qu'il retombe. J'ai démêlé ce qui le blesse au fond; le Roi ne lui reparle plus de l'ambassade de Paris qu'il lui avait annoncée, et son amour-propre offensé finira par lui donner des torts qui effaceront ses services [1].

Les prétentions, les jalousies, les oscillations, les ménagements adroits entre la royauté et l'insurrection que je reproche surtout à quelques ministres, feront place à une fidélité plus positive, du jour où l'on verra le Roi en force. Dans le parti royal comme dans le parti de l'opposition, la certitude que S. M. l'Empereur veut et peut maintenir son frère sur le trône d'Espagne sera d'une grande influence.

On va commenter dans les provinces, comme on commente ce soir ici, les articles de gazettes françaises arrivées aujourd'hui, relatifs à la prise de possession de la part de S. M. l'Empereur du grand-duché de Berg, et aux premiers actes de royauté exercés à Naples de la part de Mgr le grand-duc de Berg. On se dira au loin, comme j'entends dire à Vittoria, que c'est donc très résolument que l'Empereur a disposé de la couronne d'Espagne en faveur de son frère le roi Joseph. Cette seule réflexion rendra un peu confus les ministres qui, parmi les

1. Cette ambition allait être satisfaite, sur l'injonction même de l'Empereur : « Mon Frère, je vous ai mandé qu'un ministre espagnol devait être envoyé à Paris. M. de Frias est très propre à cette mission. Il me faut un grand seigneur et dans le système actuel. Envoyez M. de Frias dans le plus court délai. » Napoléon à Joseph (1er septembre 1808).

différents plans à choisir, avaient placé la renonciation, en ne la mentionnant cependant qu'avec l'air de rendre la nomenclature complète. Elle ne donnera pas moins à penser, dans toute l'étendue du royaume, à ceux qui en sont susceptibles, et que des passions vaniteuses ou haineuses n'aveuglent pas sur l'avenir prochain.

L'incroyable silence observé par toutes les classes d'Espagnols envers ceux de leurs compatriotes qui ont suivi le Roi et envers les Français, n'a pas empêché que M. d'Arribas n'ait recueilli quelque chose des notions qui sont parvenues des provinces ici. Il paraît hors de doute que la Junte suprême de Séville s'est déclarée souveraine [1], que les autres Juntes des grandes provinces se refusent à reconnaître sa supériorité, et que Madrid veut marcher sur sa propre ligne. Le jacobinisme, qui a laissé faire ou soufflé sourdement les grands, les moines, le bas peuple, commence à se montrer plus à découvert. On lui connaît déjà plusieurs clubs à Madrid même. On s'est servi et on se sert encore du nom de Ferdinand, parce qu'il faut se servir, pour soulever une nation, de ce qui est le plus populaire. Il devient sensible que l'idée de se passer d'un Roi qu'on ne pourrait se faire rendre est déjà lancée. Beaucoup d'hommes qui se communiquent d'une province à l'autre se montrent effrayés de l'anarchie horrible qu'ils prévoient aussitôt que les armées françaises seront expulsées. On prêche toujours néanmoins la croisade contre nous.

M. d'Arribas vient d'avoir connaissance d'une lettre écrite de Madrid, le 10 de ce mois, à un personnage im-

1. L'un des actes les plus éclatants de cette « souveraineté » orgueilleuse avait été de refuser au cabinet de Saint-James le concours de l'armée de Wellesley qui lui était offert avec des subsides. — Il y eut à Séville des scènes de la dernière violence entre les membres de la Junte et Castaños. Voir : TORENO, t. II, liv. V.

portant de la Biscaye par un membre du Conseil de
tille qui a été de la députation de Bayonne. Elle dit à
près : « Tout est ici joie et plaisir; les barbares frai
« sont chassés ! Croiriez-vous qu'ils avaient prépar
« moyens de réduire cette ville en un monceau de cen
« dans les quatre heures! Il faut qu'aucun ne retourn
« France; on travaille à les cerner. Que tout y conco
« Le 24 de ce mois, Ferdinand sera proclamé ici. »

Une gazette de Madrid, d'une date plus récente,
être parvenue à Vittoria et n'est pas encore découv
on cite un article qui s'y trouve, portant : « Que le
« d'Abrantès est obligé de rallier ses troupes dans le
« virons de Lisbonne; et qu'un général portugais, s'
« mis à la tête de l'insurrection de son pays, a invité
« tes les provinces par une proclamation à se souleve
« même temps [1]. »

A en croire quelques nouvelles éventées à Vittori
général Castaños ne serait entré à Madrid que le 1
n'est pas suivi d'une armée aussi considérable qu'on le
sumait, les Andalous n'ayant pas montré un grand z
se porter hors de chez eux. C'est le duc de l'Infant
pense-t-on, qui a repris la présidence du Conseil de
tille, et qui est désigné par le titre de *digne chef* dar
proclamation que j'ai envoyée à Votre Excellence.

59. — *Vittoria, 23 août 1808* [vol. 676, f° 1

Je n'ai pas perdu de vue ce que Votre Excellence
fait l'honneur de m'écrire, le 22 de juillet, au sujet de l'

1. Le débarquement du corps anglais de Wellesley (1er au 6 août) à
bouchure du Mondégo rendait, en effet, très critique la position de
en Portugal. Don Bernardin Freire réunissait de son côté 5,000 à 6,00
tugais à Leyria.

risation qu'attendait le banquier Baguenault pour verser au trésor public un acompte de 1,500,000 fr. sur les huit millions que doit encore le gouvernement espagnol [1]. J'avais entamé l'affaire au ministère des finances, lorsqu'il a fallu se livrer à un soin unique, celui de la retraite. J'ai renouvelé mes demandes à Burgos, et je les ai reprises ici près de M. de Cabarrus. Ce ministre me demande quelques jours encore dont il a besoin pour se procurer des renseignements.

Le Roi est parti avant-hier à quatre heures du soir de Miranda pour Briviesca. Il se proposait de pousser jusqu'aux avant-postes et de visiter tous les cantonnements de l'armée. Il doit être revenu ce soir à son quartier général.

Un grand mois s'est écoulé depuis la capitulation du général Dupont. On se demande ce qu'a fait M. de Castaños. On ne voit pas qu'il ait profité du grand avantage que la fortune avait mis dans ses mains. Il faut qu'il ait été retenu par de nombreuses difficultés, ou qu'il n'ait pas eu à sa disposition autant de forces qu'on lui en supposait, ou que le concert à établir entre lui et les autres chefs d'armée ait éprouvé des contrariétés. Aucune des conjectures formées lorsque la retraite de Madrid a été décidée ne s'est réalisée jusqu'ici. Les mouvements de l'armée française n'ont été inquiétés nulle part dans la marche. La retraite aurait pu être mieux préparée, mieux conduite, plus honorable ; les sacrifices qu'elle a entraînés se trouvent en pure perte.

On dit qu'il y a eu quelques reconnaissances aux avant-postes. Le bruit se répand ce soir que l'armée française en Portugal, après s'être concentrée, marche le long

1. Cette lettre manque aux Archives.

du Tage sur l'Estramadure, que le général Castaños est bridé par ce mouvement, craignant de laisser Madrid à découvert, et que le général Blake, qui s'était avancé jusqu'à Palencia, est invité à changer de direction, ainsi que M. de Cuesta. Ce bruit se concilie à un certain point avec les suppositions que M. de Cabarrus se croyait fondé à faire, il y a quelques jours. En fait de nouvelles militaires, au reste, il ne peut rien venir de certain que du quartier général.

Quelle que soit la cause du loisir laissé à l'armée française qui a fait sa retraite de Madrid, il en est résulté des avantages précieux. C'en est un grand que d'avoir pu travailler sans inquiétude à rétablir l'ordre, à pourvoir aux subsistances, à choisir des positions, à se mettre en mesure d'avancer ou de reculer plus méthodiquement, selon les circonstances. Encore une quinzaine de jours de loisir ou de facilité à tenir la ligne établie, et tout reprendra incontestablement un aspect prospère.

Le revers éprouvé est cruel, sans doute; il a blessé l'honneur des armes; il dérange à beaucoup d'égards la distribution que l'Empereur avait faite de ses forces en Europe; mais on entrevoit déjà les effets salutaires qui doivent étouffer les regrets.

Tous les Espagnols, et ceux mêmes qui suivent les bannières du Roi, récriminaient sur l'entrée des troupes françaises en Espagne et sur la part que l'Empereur a prise dans les dissensions de la famille qui régnait; en un mot, la France était dans son tort, à leurs yeux. Ils comprennent enfin qu'ils se sont constitués en tort envers elle. Ils se sont mis dans le cas d'être conquis, quelque dur que ce mot leur paraisse. Ils n'avaient que trop réussi à propager dans l'armée française l'opinion de l'injustice dont ils se plaignaient; l'armée en prend une nouvelle avec eux.

Qu'il y ait des négociations avec les provinces, appuyées de l'appareil de la force que S. M. l'Empereur enverra en Espagne, ou qu'il faille que la force subjugue une obstination prolongée, le Roi sera le maître de son royaume à tous les titres ; il en aura plus de moyens pour consolider son pouvoir. La noblesse et le clergé, que la Constitution de Bayonne a si délicatement ménagés, pourront être mis hors d'état de fomenter d'autres troubles, et coordonnés avec l'intérêt du trône. Il sera utile d'avoir acquis des droits de conquête.

L'aspect de la population de la partie d'Espagne où nous sommes est bien changé depuis huit jours. Ce ne sont plus des figures hautaines, mais des figures soumises. On sait que des troupes françaises sont arrivées à la frontière et vont entrer. On est enfin convaincu que S. M. l'Empereur peut en envoyer et en envoie [1]. On est désabusé de l'espérance mise trop légèrement dans les diversions de l'Autriche et de la Russie. On voit les troupes venues de Madrid être déjà en posture de défense et successivement s'organiser. On ne voit pas encore les Juntes élever de concert une autorité centrale, ni les généraux de l'insurrection habiles à réaliser leurs forfanteries ; on pressent que l'Empereur ne leur en laissera pas le temps. La crainte l'emporte sur les passions et conduit à réfléchir les hommes qui s'aveuglaient. Il est naturel de présumer que les impressions aperçues autour de nous s'étendent au loin et pénétreront même dans les provinces les plus exaltées. Ces observations se trouvent confirmées par la tranquillité conservée dans toute l'étendue de la Vieille-Castille, qui n'est plus contenue par des postes français,

1. « Mon Frère, la grande armée est en marche. Ce secours doit vous mettre à même de montrer les dents. » Napoléon à Joseph, 6 août 1808.

malgré l'effervescence excitée par les désordres du passage. Il est même arrivé, m'assure-t-on, des blessés et malades envoyés de Madrid, que les paysans ont non seulement laissés passer, mais auxquels ils ont fourni des vivres.

Il est vrai que, d'un côté, les troupes de l'insurrection tardent à se montrer, et que le Roi a pris bien des soins pendant son séjour à Burgos pour adoucir les esprits et assoupir les haines.

Il a notamment, par un décret du 11, qui vient d'être republié dans la gazette d'aujourd'hui, érigé le produit des bénéfices vacants en fonds spéciaux d'indemnisation pour les pauvres habitants qui auraient souffert. Le Roi a renouvelé en même temps la promesse de faire rembourser les pertes constatées, aussitôt que la tranquillité publique sera rétablie. Aussi, la popularité du Roi a-t-elle repris le dessus, et les premiers murmures que j'avais vus s'élever contre lui ont fait place à la justice que le peuple ne peut s'empêcher de lui rendre. Cette opinion favorable que Sa Majesté a laissée à Madrid sera bientôt un puissant auxiliaire. On pourra demain proclamer Ferdinand dans la capitale; toutes les Juntes pourront encore pendant quelque temps mettre en avant le nom de ce prince, qui leur sert de prétexte; aussitôt que les forces françaises auront dispersé les forces espagnoles et occupé toutes les provinces du royaume, j'augure bien des sentiments d'estime accordés au Roi.

Sa Majesté m'a fait prévenir que son auguste frère devait, à son retour à Paris, lui écrire des choses importantes et se servirait peut-être des chiffres de l'ambassade. Ces chiffres n'existent plus; Votre Excellence saura que la voiture chargée des archives que j'emportais a été pillée en route; c'est un des faits honteux de la retraite. J'avais prié

à Burgos le chef de l'état-major de l'armée [1] d'ordonner une enquête qui constatât le fait et indiquât les coupables. Voyant que de ce côté je ne pouvais faire comprendre la gravité du délit, je me suis adressé ici à l'intendant général ; j'attends que, les témoins rassemblés, on ait pu dresser un procès-verbal juridique, pour mettre les détails sous les yeux de Votre Excellence.

60. – *Vittoria, 24 août 1808* [vol. 676, f° 112

D'après divers avis parvenus ce matin à Vittoria et à la source desquels il a été impossible de remonter, il y aurait eu beaucoup de désordres à Madrid, les 15, 16 et 17 [2].

Deux particuliers, partis de cette capitale le 16, sont arrivés ici le soir par la route d'Agreda, n'ayant pas rencontré un seul homme armé. M. le conseiller d'État Angulo, qui les connaît, vient de me faire part de leurs rapports. Il faut en séparer ce qu'ils affirment de ce qu'ils donnent comme bruits courants.

Ils affirment que 10,000 hommes venus du royaume de Valence sont entrés le 10 à Madrid ; qu'ils étaient armés, mais sans uniformes ; qu'ils faisaient beaucoup de visites domiciliaires, sous prétexte de chercher s'il y avait des Français ; qu'ils volaient dans les maisons ; que, le 15, ils avaient renouvelé envers un Français, que l'on croit boulanger, la scène horrible commise par la populace, peu après l'évacuation, envers le vieil intendant de province Vigouri, ami du prince de la Paix [3] ; que jusque-là il n'y

1. Le général Belliard
2. Voir la dépêche suivante.
3. Don Luis *Vigurí*, ancien intendant de la Havane, sur l'excitation d'un de ses domestiques mécontent, fut égorgé, le 4 août, par des forcenés.

avait pas eu d'autres excès sanguinaires ; que les habitants de Madrid étaient très mécontents de leurs nouveaux hôtes ; qu'ils soupiraient après l'arrivée de la troupe de ligne qui n'avait pas paru encore, non plus que le général Castaños ; qu'il circulait beaucoup de pamphlets pour encourager la capitale à s'armer ; qu'on y avait fait un recensement ; que la jeunesse y avait généralement pris la cocarde, mais qu'aucune organisation militaire n'avait encore eu lieu ; que rien n'indiquait qu'un concert de vues et d'opérations fût formé déjà entre les Juntes ; que la nouvelle de la pose de l'armée française avait fait impression.

Ils donnent comme bruits courants de la capitale que les Andalous ayant témoigné beaucoup de mécontentement de la capitulation accordée au général Dupont, M. de Castaños s'était démis du commandement ; que M. de l'Infantado était parti pour se mettre à la tête de l'armée d'Andalousie ; que les généraux Blake et de Cuesta avaient rétrogadé vers les frontières de la Galice ; que la Junte suprême de Séville et le Conseil de Castille n'étaient pas d'accord.

Il reste à savoir si l'on peut compter entièrement sur ces rapports, dont plusieurs points paraissent hors de doute.

Le Roi est revenu hier à Miranda. Il a poussé sa course jusqu'à Burgos, où il a passé plusieurs heures et conféré avec les magistrats. Il leur a demandé ce qu'il pouvait faire pour soulager le pays des charges qu'il a supportées par ses fournitures aux troupes françaises par delà le montant des impositions. Ils ont répondu à Sa Majesté, après avoir délibéré entre eux, que le pays continuerait à fournir et demandait seulement que la troupe fût maintenue dans le bon ordre qui avait été rétabli. Le Roi a été

content des démonstrations qui lui ont été faites dans cette ville ; il l'a été également de l'empressement qu'il a vu, surtout à son retour, dans les villes, bourgs et villages de la route.

D'où vient ce changement de dispositions, auquel le Roi s'attendait peu, après les excès commis par les troupes ? Sans doute, les différentes mesures prises par Sa Majesté pour arrêter et réparer le mal, la commisération qu'elle a montrée, la certitude acquise par les habitants qu'elle avait déjà pour eux la sollicitude d'un père, ont opéré sur des gens faciles à manier, après tout, lorsqu'on les prend dans leur sens. Mais il faut que d'autres causes aient agi sur eux. Rapidement instruits de ce qui se passe à Madrid et dans les provinces, lorsque tout est muet autour de nous, il est plus que vraisemblable qu'ils ont des nouvelles peu encourageantes pour l'insurrection. Une foule d'indices présagent, en effet, que l'Espagne est sur le point de tomber dans une anarchie complète. J'ai toujours compté beaucoup sur la jalousie qui règne de province à province. Les Andalous, les Aragonais, les Galiciens, les Castillans, ne peuvent marcher ensemble que sous la main d'un roi, et ils seront réduits séparément à l'obéissance, avant de s'être mis d'accord.

M. de Cabarrus me répétait ce matin combien il serait important que le Roi eût de l'argent à donner en acquit d'autant sur les fournitures consommées. Dans sa manière de raisonner, l'Empereur tient dans ses mains la garantie des prêts qu'il fera faire au Roi, son frère, puisqu'il dépend de sa volonté de pacifier l'Espagne ; il ne peut faire trop vite parvenir le reste des vingt-cinq millions [1],

1. Prêt de la Banque de France au Trésor espagnol. — Voir *supra*, dépêche du 28 juillet.

dont six seulement ont été jusqu'ici disponibles, et dont un sur les six a servi à rembourser le million que le Grand-duc, aujourd'hui roi des Deux-Siciles, avait fait verser à Madrid ; tout ce qui sera prêté sera religieusement appliqué à payer le service de subsistances, transports et de santé, des armées françaises en Espagne ; le Roi s'abstient de tout, même de prendre l'argent de sa liste civile, pour subvenir aux besoins publics ; mais sans argent, il ne peut profiter qu'à demi de la faveur que semble reprendre sa cause.

M. de Cabarrus et M. O'Farrill sont très occupés, chacun en ce qui le concerne, des mesures d'exécution du travail arrêté le 18 à Miranda, pour pourvoir aux subsistances [1]. J'ai eu l'honneur de parler de ce travail à Votre Excellence dans ma lettre du 20. Je joins ici une traduction du décret royal rendu à ce sujet. Il me paraît très largement conçu. Il devra être accompagné d'une instruction détaillée à l'usage des commissaires français et espagnols respectivement chargés, les premiers des fournitures, les seconds des répartitions. L'intendant général espagnol avec lequel l'intendant de l'armée française devra exclusivement se concerter, vient d'être nommé ; c'est M. Mench, capitaine caissier des gardes wallonnes, ayant rang de colonel, homme plein de mérite et de probité, et qui saura se faire respecter.

1. Joseph frappait d'une taxe extraordinaire les provinces occupées par les troupes françaises, et ajoutait un emprunt spécial sur les biens ecclésiastiques, en en confiant la perception à Llorente (vol. 678, fol. 57 à 60). *Mémoires*, t. IV, p. 462.

« Privée de magasins, l'armée vivait par la voie des réquisitions, ce qui l'obligeait d'étendre ses cantonnements. Cette méthode de pourvoir à la subsistance des troupes, entraînant toujours des désordres et des vexations, augmenta le mécontentement des populations et donna un nouveau degré d'énergie à leur haine contre les Français. » *Mémoires* du roi Joseph, t. V, p. 8.

M. de Gardaqui, commissaire à Irun, devait naturellement remplir cette place; il s'est rendu très coupable. Il a passé le 7 par Vittoria avec M. le général de Salcedo [1], venant de la grande armée, celui-ci dissimulant son projet, l'autre tenant des propos d'insensé, et tous deux ayant fait route à une certaine distance pour Bilbao, où ils ont été comptés parmi les moteurs de l'insurrection. On se borne à demander à M. de Gardaqui compte de sa conduite; on cherche à sauver M. de Salcedo, qui a été arrêté par le général Merlin. C'est une suite de ce système d'indulgence pour tous les délits envers le Roi que je vois poursuivre depuis l'origine par le général O'Farrill et l'amiral Mazarredo en particulier. J'ajouterai, pendant que je suis sur ce chapitre, que le vice-roi de Navarre [2], sur la bonne volonté duquel on sait ne pouvoir compter depuis le changement de dynastie, est encore en place. M. de Cabarrus, qui est plus dévoué et qui cherche moins à se ménager, a fait enfin prononcer en principe sa destitution. Mais comment le remplacer dans la disette que le Roi éprouve de serviteurs sincèrement attachés à sa fortune ? L'offre en a été faite à M. le duc de Frias, qui tient à avoir l'ambassade de Paris, et refuse la vice-royauté de Navarre.

M. de Cabarrus a fait goûter au Roi un système d'un genre plus utile que celui de ses collègues ; c'est de travailler dès ce moment, comme si Sa Majesté était en pleine possession de son royaume, aux règlements relatifs à la meilleure organisation de la fortune publique, et de corri-

1. Le colonel don Thomas de Salcedo avait été, au commencement d'août, désigné par les habitants de Bilbao pour prendre le commandement des volontaires insurgés.

2. Le marquis *de Vallesantoro*, né en 1758, était lieutenant général depuis 1803. — Prisonnier pendant la guerre de l'Indépendance, il fut interné successivement à Dijon, au fort de Joux et au fort Griffon, à Besançon.

ger dans son administration les abus que de longues plaintes ont signalés [1]. Il veut, dit-il, que chaque jour où paraîtra la *Gazetta de la Corte*, le peuple espagnol y trouve un bienfait du Roi ou aperçoive qu'il est soulagé d'une vexation. Il espère combattre avantageusement avec ces armes la turbulence des passions et les combinaisons froides de l'intérêt privé.

Un premier décret appartenant à ce système a été signé le 18, et vient de sortir de la presse; j'en joins ici la traduction. Il est relatif aux ventes antérieurement autorisées des biens appartenant aux fondations pieuses. Les articles 1, 2 et 3 prononcent sagement la suspension de la vente des immeubles appartenant aux hôpitaux. D'après les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10, tous les autres immeubles ne sont plus vendus qu'à prix d'argent métallique; les *vales* royaux ne seront plus reçus qu'au cours qu'ils auront; on admettra comme argent métallique toutes les classes de la dette publique et les traites des particuliers sur l'Amérique. On donnera vingt ans de crédit à ceux qui le désireront, moyennant une augmentation de 50 °/₀ sur le prix d'adjudication définitive. Les articles 11 jusqu'à 15 intéressent les particuliers à rechercher les immeubles que l'intérêt privé voudrait soustraire à la vente, et toute la hiérarchie des fonctionnaires publics qui sont chargés de l'aliénation, à en accroître le produit, autant que possible. Les articles 21 et 23 portent que le prix de la première enchère sera toujours de vingt années de revenu net, et que les communes qui voudraient acquérir dans des vues d'utilité communale ou publique auront la préférence sans seconde enchère. Tous les autres articles sont des détails d'ordre.

1. Voir le rapport de Cabarrus (18 juillet) au tome IV, p. 456, des *Mémoires* du roi Joseph.

Le comte de Cabarrus est un des hommes les plus versés dans l'économie politique. Il connaît à fond la législation administrative de l'Espagne, et il a suivi avec une attention particulière tout ce que S. M. l'Empereur a fait pour la France depuis qu'il la gouverne. Il peut incontestablement rendre de bons services au Roi dans son ministère, s'il se défend d'une certaine tendance vers le beau idéal [1].

Je remarque, depuis que je suis à Vittoria, une combinaison dont je ne comprends pas l'objet. L'organisation d'un Conseil d'Etat, tel que la Constitution l'a enfin établi, était désirée depuis longtemps comme la plus sûre barrière contre la vacillation des plans ministériels. J'ai cru, en partant de Madrid, que le Roi monterait son gouvernement là où il s'arrêterait, de la même manière qu'il était occupé à le faire dans la capitale. Il y a un nombre suffisant de ministres et de conseillers d'Etat à Vittoria pour donner au moins aux décrets royaux d'administration l'apparence d'une discussion au Conseil d'Etat; cependant, je vois les ministres s'en affranchir, et c'est perdre une puissance d'opinion.

Le Roi a été en route tellement absorbé dans les soins

1. Miot de Mélito (*Mémoires*, t. III, p. 174) a tracé de Cabarrus le portrait suivant : « Homme de beaucoup d'esprit, d'une grande facilité dans les affaires et travailleur infatigable; mais on lui reprochait de n'avoir pas le jugement solide ni le caractère nécessaire pour mener les affaires dans des conjonctures difficiles. Connaissant bien les finances d'Espagne, il était incapable de les faire marcher dans le bouleversement qui suivait la conquête. Il n'avait ni étudié ni apprécié le système de la France qu'on voulait et qu'on devait même introduire en Espagne. S'il était mort deux ans plus tôt, on aurait regardé son décès comme une très grande perte, parce qu'il était le seul homme de réputation financière qui eût pris le parti de Joseph et qui y fût resté. Mais quand sa mort arriva, elle ne fit aucune sensation. Placé sur un théâtre pour lequel il n'était pas fait, il avait perdu tout l'éclat de son ancienne renommée et n'en avait pas acquis une nouvelle. Il dut ses premiers succès en Espagne à beaucoup d'avantages naturels et à des manières très agréables. Par la légèreté avec laquelle il traitait les affaires, et surtout par l'envie de plaire à tout ce qui touchait à la puissance, il avait beaucoup de ressemblance avec M. de Calonne. »

militaires, qu'il a eu peu de moments à donner sans doute aux méditations du gouvernement. Je suppose qu'il va y mettre plus de suite. Il vient à l'instant de faire appeler à Miranda MM. de Cabarrus et O'Farrill; mais je remarque encore que ceux-ci et l'amiral Mazarredo écartent des Conseils privés le comte de Campo-Alange, qui exerce provisoirement le ministère des affaires étrangères, et M. d'Arribas, chargé de la police générale.

61. — *Vittoria, 25 août 1808* [vol. 676, f° 120]

Ce n'est pas le 10, mais le 13, que les Valenciens ont fait leur entrée à Madrid [1]. Ma dépêche d'hier venait de partir, quand cette erreur a été reconnue.

Les nouvelles de cette capitale viennent d'être rectifiées et portées plus loin par un particulier qui en est parti le 17. M. d'Arribas l'a interrogé avec soin, et voici ce qu'il en a tiré :

Le comte de Cerbellion [2] devait commander l'expédition de la province de Valence sur Madrid; mécontent de son corps d'armée, et se défiant de ses dispositions, il s'est désisté du commandement. Le maréchal de camp don Pedro Gonzalès de Llamas l'a remplacé. C'est un vieil officier, ancien colonel de cavalerie, promu à son grade en 1795, et négligé depuis. On ne croit pas qu'il ait amené plus de 8,000 hommes; il y a quelques troupes de ligne, le reste est paysans. Ceux-ci sont mal armés; les uns ont des fusils, les autres des épées, le surplus a des pistolets et des poignards. Le 13, jour de leur entrée à Madrid, ils ont

1. Consulter, sur l'entrée des Valenciens à Madrid : comte de Toreno, *Histoire du soulèvement de l'Espagne*, t. II, livre VI. — Général Gomez de Arteche. *Guerra de la Independencia*, t. III, ch. II.

2. Le comte de Cervellon, lieutenant général depuis 1795.

fait des visites domiciliaires, cherchant, disaient-ils, les Français et les traîtres. Ils ont commis beaucoup de vols; le 14, ils ont continué et ont massacré deux boulangers français qu'ils ont découverts. Le général de Llamas a fait une proclamation pour rétablir l'ordre. Le 15, le désordre n'a fait qu'augmenter; ils voulaient tuer tous les malades français à l'hôpital général. Le général est parvenu avec une peine extrême à les en empêcher, et n'y a réussi qu'en se vouant aux plus grands dangers personnels. Un coup de bâton dirigé sur sa tête n'a atteint que son cheval. Le 16, il y a eu plus de calme; le 17, tout paraissait tranquille. La troupe de ligne n'a point pris part aux excès et traitait les paysans de voleurs, de gens sans patriotisme, qui n'avaient quitté leurs foyers que pour piller leurs concitoyens. Le public de Madrid était mécontent de ces hôtes incommodes; il attendait impatiemment les troupes d'Andalousie. Il passait pour certain qu'elles avaient forcé le général de Castaños à abandonner le commandement; M. de l'Infantado était parti de Madrid, et on croyait qu'il s'était rendu en Andalousie, soit pour s'y mettre à la tête des troupes, soit pour prendre des mesures avec la Junte suprême de Séville. Les pamphlets les plus inflammatoires étaient journellement répandus avec profusion dans Madrid. Le Roi est ménagé dans ces écrits incendiaires; tout ce qui peut allumer la haine contre S. M. l'Empereur et les Français y est prodigué. Les moines parcouraient la ville, tête levée, prêchant l'armement général et la destruction de tous les Français, mettant en jeu la religion et n'obtenant pas encore cependant qu'on s'enrégimentât. Le Conseil de Castille faisait tous les jours des proclamations, des règlements, des décrets de police. Il avait soin constamment d'excuser sa condescendance antérieure et de répéter qu'il avait été violenté. On faisait avec activité des

préparatifs pour la proclamation de Ferdinand, qui devait avoir lieu à Madrid et à Tolède le 24. Le comte d'Altamira avait paru dans la capitale; il y jouissait d'une grande popularité; il recevait des sérénades sous ses fenêtres, presque toutes les nuits; il disposait sa maison pour la fête que sa charge l'obligeait de donner le 24. On croyait à Madrid que le Conseil de Castille et les principaux personnages s'occupaient à faire consentir les provinces à la formation d'une Junte suprême, conformément au système de Palafox, qui serait composée de deux représentants par chaque province [1].

En transcrivant ce que m'a dit M. d'Arribas, je sens que je répète plusieurs des choses que j'écrivais hier à Votre Excellence, mais je n'ai rien voulu retrancher au tableau. Ce conseiller d'État a ajouté que quelques-unes des personnes qui lui sont désignées pour jouer un grand rôle dans la négociation relative à la formation d'une Junte suprême à Madrid sont connues de lui pour des républicains secrets. Il croit que leur arrière-pensée est de rassembler les éléments d'une Convention et de la pousser ensuite vers leur but, à l'aide des clubs dont le noyau existe déjà.

M. d'Arribas a fait beaucoup de questions sur le Portugal. Il voit que, malgré ce qui a été imprimé dans la *Gazette de Madrid*, le 10, sur ce royaume, et ce qui a été répandu depuis, on ne savait rien de positif à Madrid, le 17, sur ce pays et sur l'armée commandée par M. le duc d'Abrantès.

Il a vu et interrogé aussi aujourd'hui un voyageur arrivé à Valladolid par Burgos. Cet homme n'a rencontré

1. La plus grande confusion et une acrimonie réciproque divisaient le Conseil de Castille et les diverses Juntes provinciales, et ces Juntes entre elles.

aucunes troupes d'insurgés de Valladolid à Burgos. Cette ville était tranquille; on y disait que le général Blake devait arriver à Sahaguena sous peu de jours, et avait donné ordre qu'on y rassemblât des approvisionnements pour 20,000 soldats.

Ce dernier bruit de Valladolid n'obtient, au surplus, aucune croyance ici, où l'on croit de préférence que le général Blake ne s'éloigne pas encore de la Galice.

Je joins ici, Monseigneur, la traduction d'une pièce qui m'a été communiquée par M. d'Arribas, et qui n'est pas sans intérêt. Il paraît que le doyen du Conseil de Castille a écrit, le 4 de ce mois, à M. de Palafox, pour lui annoncer le départ de l'armée française, justifier son corps et lui-même, et suggérer quelques vues. Il est curieux de lire, au dernier paragraphe de la réponse, avec quelle hauteur M. de Palafox parle au doyen, et comment il renvoie le Conseil aux fonctions judiciaires [1]. La proclamation de Palafox à ses troupes n'est pas une pièce moins curieuse.

62. — *Vittoria, 26 août 1808* [vol. 676, f° 134]

Les ministres sont revenus de Miranda. Quelques mesures d'administration ont été adoptées, et j'aurai l'honneur de vous en rendre compte, lorsque j'en connaîtrai mieux la teneur.

M. le comte de Campo-Alange a été appelé aussi. Il n'avait à mettre sous les yeux du Roi aucun extrait intéressant des dépêches des agents extérieurs; mais il a pris ses ordres, m'a-t-il dit, sur cette nullité même. Il a été

1. « Ce tribunal n'a pas rempli ses devoirs; un grand nombre de ses membres ont donné la preuve d'une intégrité sans égale, mais quelques autres ont été les ennemis les plus cruels de la patrie.... » — 10 août 1808 (*Espagne*, vol. 676, fol. 122).

chargé de préparer de nouvelles lettres de créance, et il est très embarrassé. Tous les employés du ministère des affaires étrangères sont restés à Madrid avec M. de Cevallos ; aucun n'a suivi le Roi. Le comte de Campo-Alange n'a ni protocoles ni personne pour lui donner des renseignements. Il devra écrire à Paris au prince de Masserano [1], pour avoir une copie de ses anciennes lettres de créance. Je crois entrevoir que ce prince est continué dans son ambassade, et le duc de Frias écarté, au moins pour le moment.

Je joins ici une traduction du compte que la *Gazette de la cour* rend du voyage du Roi à Burgos et d'une mesure de finance qui sera très agréable à une foule de particuliers. Il était juste au fond de ne pas se prévaloir de l'impossibilité où sont nombre de personnes de demander le renouvellement de leurs *vales* royaux, en réclamant les semestres d'intérêts échus ; mais on saura gré au Roi d'y avoir fait attention.

Le général Verdier [2] est arrivé ici aujourd'hui. Il paraît que M. de Palafox a fait occuper avec ostentation les points que les troupes française ont évacués dans la retraite de Saragosse, et que Tudela, sur l'Èbre, est dans ses mains, Nos avant-postes ne sont encore dans aucune autre direction, que je sache, en regard avec des forces espagnoles.

Le lieutenant général don Carlos Mori est aussi arrivé. Il était commandant en second en Aragon, lorsque l'in-

1. Charles *Fieschi*, prince *de Masserano*, d'une famille piémontaise établie en Espagne. Lieutenant général (1791). Capitaine des gardes de Charles IV (1805-1808). Ambassadeur à Paris (1805-1808). Grand maître des cérémonies du roi Joseph (1809). Fixé en 1814 en France, où il mourut (1837).

2. Jean-Antoine *Verdier* (1766-1839). Sous-lieutenant (1792). Aide de camp d'Augereau. Général de brigade (1796). Se distingua à Saint-Jean-d'Acre. Général de division (1799). Dirigea le premier siège de Saragosse. Comte de l'Empire (1808). Blessé à Polosk (1812). Commandant en second l'armée d'Italie (1813). Pair aux Cent-Jours. Retraité (1815).

surrection a éclaté à Saragosse. Les insurgés l'ont d'abord fait servir malgré lui, et bientôt l'ont destitué ; il a été sauvé par le général Verdier. Il dit que le comte de Fuentès est encore en vie, mais étroitement gardé [1]. Le vieux général [2], qui passe pour un militaire peu instruit, et qui n'a pas été à même de voir par ses yeux les divers événements du siège de Saragosse, en parle un peu dans le style de Palafox, tout en se louant du service qui lui a été rendu.

Le Roi doit avoir reçu une dépêche de MM. d'Azanza et d'Urquijo, écrite après l'audience qu'ils ont eue de S. M. l'Empereur. Ils ont écrit plus en détail à leurs collègues, ou au moins M. d'Urquijo à l'amiral Mazarredo, autant que je puisse le comprendre. M. de Cabarrus m'a dit qu'ils se félicitent beaucoup de l'accueil qu'ils ont reçu et de la conversation dont l'Empereur les a honorés [3]. S. M. I., a-t-il continué, n'a désapprouvé ni la hardiesse ni le fond d'idées d'un mémoire que les ministres ont remis au Roi à Buitrago, et a trouvé très simple qu'ils eussent pensé que des négociations de paix avec l'Angleterre seconderaient parfaitement des négociations avec les provinces insurgées. Il m'a promis lecture de ce mémoire,

1. Don Armando *Pignatelli de Egmont y Moncayo*, dix-huitième comte *de Fuentès*, duc de Solférino et de Bisaccia, prince de Castiglione (1770-1809). Maréchal de camp (1799) et colonel d'un régiment de hussards levé à ses frais. Il vivait le plus souvent à Paris, et Napoléon le chargea d'une mission pacifique auprès de ses compatriotes d'Aragon ; mais arrêté à Saragosse, il passa neuf mois dans un cachot, et ne fut délivré par Junot qu'à la fin du second siège. Il mourut huit jours après.

Sur cet épisode, voir : MARBOT, *Mémoires*, t. II, p. 98-108; Duchesse D'ABRANTÈS, *Mémoires*, t. VII, p. 454.

2. Don Carlos *Mori* était lieutenant général depuis 1802.

3. Ils étaient partis le 3 août en mission auprès de l'Empereur, qui écrivait à Joseph (Saint-Cloud, 16 août) : « Mon Frère, j'ai vu MM. Azanza et Urquijo, ils ne m'ont pas appris grand'chose. Ils resteront ici en attendant, pour voir le pli que prendront les affaires d'Espagne. »

dont il s'est excusé de ne pas m'avoir parlé à Burgos, étant convenu avec ses collègues d'en garder le secret. Mais je vois que morceau par morceau j'en avais obtenu la substance et avais mis l'à peu près sous les yeux de Votre Excellence dans ma dépêche du 12. M. de Cabarrus m'a questionné ensuite avec beaucoup de sollicitude sur ce qu'il appelle la vraisemblance d'une prochaine rupture avec l'Autriche. Il m'a avoué que MM. d'Azanza et d'Urquijo, ou ce dernier, faisaient mention de réflexions sévères que l'Empereur aurait faites en présence du cercle diplomatique à M. de Metternich sur l'augmentation progressive des armements de la cour de Vienne, et auxquelles celui-ci aurait répondu avec fermeté [1].

Il n'y a point encore, Monseigneur, de nouvelles de M. de Strogonoff. C'est par un banquier de Burgos que le Roi lui a fait expédier, il y a quinze jours, la dépêche de Saint-Pétersbourg que Votre Excellence m'avait adressée. Le banquier l'a transmise, comme si elle lui était venue par la voie de ses correspondants pour être remise en toute sûreté. Le Roi, dans son voyage à Burgos, n'a point appris ce qu'était devenue cette expédition, si j'en crois les ministres.

63. — *Vittoria, 29 août 1808* [vol. 676, f° 152]

Vittoria n'a pas été sans nouvelles, ces jours derniers; mais aucune n'avait assez de vraisemblance pour mériter attention, et la plupart roulaient sur de très petits intérêts.

Il y a eu de l'agitation à Frias [2]; on y a envoyé quelques

1. Audience du 15 août 1808 à Saint-Cloud. — On en trouve les détails dans les *Mémoires* de Metternich, I, p. 63-64; II, 194-199. La conversation, en présence de tout le corps diplomatique, dura cinq quarts d'heure.

2. Chef-lieu du duché de ce nom; petite ville de 1,200 habitants dans la province de Burgos, sur la rive droite de l'Èbre.

troupes. Il paraît que c'est un simple mouvement local, sans liaison avec les opérations quelconques de Blake et de Cuesta, dont on n'entend pas parler, et occasionné par les pamphlets ou adresses au peuple que les meneurs de l'insurrection répandent partout, jusqu'à Vittoria même.

Une centaine de brigands espagnols, allemands, polonais, les uns contrebandiers, les autres déserteurs, sont répandus entre Vittoria et la frontière, et se sont montrés par pelotons de trente à quarante hommes sur plusieurs points de la grande route. Ils ont fait plusieurs arrestations ; une colonne mobile est chargée de les poursuivre et on a redoublé les précautions propres à maintenir la sûreté des communications avec Bayonne.

Le même esprit d'imprudence qui a fait avancer, il y a six semaines, l'armée de Galice sur Medina de Rio Seco, dans l'espérance d'intercepter le Roi, semble s'être emparé de l'armée d'Aragon. Un corps considérable, commandé par un M. de Traxea, a dépassé Tudela, et s'est porté, croit-on, jusqu'à Milagro. On croit que M. de Palafox suivait, et qu'en tout une vingtaine de mille hommes, Catalans, Valenciens et Aragonais, avaient la prétention ou d'attaquer l'armée du Roi, ou de s'emparer de la Navarre. Il y a peu de troupes de ligne comparativement dans cette armée. Le Roi, qui, dès le 23, avait fait marcher M. le maréchal Moncey, a mis en mouvement une partie de ses forces. Il a quitté son quartier général de Miranda. On pensait qu'il allait l'établir à Haro ; il a poussé plus loin, et l'on conjecture qu'il se sera rendu à Logroño [1]. Il n'a rien fait dire

1. La prévision était exacte; de là Joseph envoya à l'Empereur une lettre pleine de satisfaction sur son expédition militaire : « Votre Majesté voit que je suis dans ses principes : je fais attaquer l'ennemi où il se présente, et je me porte moi-même à sa rencontre; je ne doute pas d'un bon résultat. » (29 août 1808.)

encore de ce mouvement à ses ministres ni au général Monthion [1]. Si l'armée rebelle s'est un peu aventurée et ne rétrograde pas à temps, il doit y avoir aujourd'hui une attaque dont on attend ici les résultats avec une extrême impatience. Hier soir on prétendait que les rebelles avaient pris l'initiative et obtenu quelques avantages.

Il sera utile sans doute que l'armée d'Aragon éprouve un grand échec, et c'est le sort qui l'attend, si elle a l'audace de s'essayer en rase campagne ; mais, avant que le Roi ait reçu les premiers renforts qu'il attend et puisse mettre à profit ses succès, je regretterais qu'il fût entraîné à des poursuites. En thèse générale, il ne doit rentrer dans ses provinces successivement qu'à mesure qu'il pourra les soumettre à son autorité d'une manière définitive, et je pense que rien d'efficace ne peut être effectué que lorsque l'appareil de la puissance de S. M. l'Empereur sera développé.

Il n'est venu, Monseigneur, aucun renseignement direct de Madrid ni de Valladolid, depuis quelques jours, sauf cependant les informations qu'aurait reçues le quartier général. Voici quelques notions recueillies dans le public de Vittoria et échappées au mystère que font les habitants de tout ce qu'ils apprennent :

La milice du Midi, et même une grande partie de la troupe de ligne qui y est, ne pouvaient encore, dit-on, être décidées à s'avancer vers l'intérieur du royaume. On croit toujours que M. de Castaños est momentanément en défaveur. On assure que le ministère britannique a fait débarquer des fonds et a ouvert à Londres un crédit à l'usage de

1. François-Gédéon *Bailly de Monthion* (1776-1850). Aide de camp de Murat, puis de Berthier. Général de brigade ; baron de l'Empire (janvier 1809). Major général de la Grande Armée (1813). En non-activité (1815). Inspecteur général d'infanterie (1835). Pair de France (1837).

la Junte suprême de Séville [1]. A cet égard, le général O'Farrill me rappelait hier la conjecture dont j'ai eu l'honneur de faire part à Votre Excellence, le 17 de juillet, et soupçonne que ces fonds sont pris sur les dépôts faits en Angleterre par M. de Noriega pour le futur usage du prince de la Paix.

Les Asturiens et les Galiciens montrent aussi, dit-on, peu de zèle à se porter hors de chez eux ; M. de la Cuesta reste sur la frontière avec huit cents chevaux ; le général Blake, qui a la principale faveur populaire, est retenu avec son armée pour la défense locale.

Quant au Portugal, aucune des anciennes rumeurs ne s'est soutenue. On ne fait plus marcher le long du Tage vers l'Estramadure M. le duc d'Abrantès ; on se borne à dire qu'il a concentré son armée autour de Lisbonne et a concerté sa défense avec l'escadre russe. Le général Reding [2], croit-on, est cependant en marche avec un corps de troupes pour la frontière du Portugal, dans la double vue de couvrir l'Espagne ou de se concerter, s'il y a jour, avec une insurrection portugaise et les Anglais.

M. de Cabarrus, s'appuyant sur le grand intérêt qu'a l'Angleterre à délivrer le Portugal et à s'emparer des forces navales rassemblées dans le Tage, incline toujours à croire que la Junte suprême de Séville et celles de Ga-

1. L'Angleterre envoyait trois millions de piastres fortes à répartir également entre la Galice, les Asturies et Séville. — Dépêche de Juan Ruiz de Apodaca (28 juillet 1808). — Archives de Simancas. *Estado*, 8171, dossier 3.

A Cadix, le 16 août, arrivait une souscription de deux cent mille francs des dames de Londres pour les veuves et les enfants des Espagnols tués (*Gazeta de Madrid*, 2 septembre 1808).

2. Théodore *Reding*, d'origine suisse, au service de l'Espagne. Maréchal de camp (1795). Gouverneur de Malaga. Lieutenant général (1808). Eut la plus grande part à la victoire de Baylen ; fut repoussé de Catalogne par Gouvion Saint-Cyr et mourut en 1809 de ses blessures.

lice et de l'Estramadure sont vivement pressées par les commissaires anglais, et n'auront pas négligé de travailler à cette expédition. Je ne vois de bien positif jusqu'ici que les tentatives directes de l'Angleterre. Ce que j'aperçois beaucoup plus clairement, c'est l'extrême envie qu'auraient les ministres du Roi d'obtenir de S. M. l'Empereur la réunion du Portugal à l'Espagne, pensée qui les induit à des vœux contraires à la cause française et leur fait envisager comme favorable à l'Espagne ce que nous regarderions comme un revers.

D'après un premier bruit répandu avant-hier soir, et qui a reçu hier et aujourd'hui une sorte de confirmation, une combinaison de gouvernement semblait à la veille de s'établir à Madrid. Le Conseil de Castille en est le moteur, secrètement inspiré par M. de Florida-Blanca, qui dispose de plusieurs membres influents. Il s'agit de former une Junte centrale, présidée par le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède et de Séville [1], et dont les principaux ministres seraient M. de Florida-Blanca, M. de Saavedra [2] et M. de Jovellanos. Le Conseil de Castille se flattait que les différentes vues se fondraient plus facilement dans ce plan que dans toute autre combinaison suggérée jusqu'ici. Mais, d'un côté, le cardinal est l'homme le plus incapable d'affaires et un pur prête-nom ; M. de Jovellanos, aussi malade et plus misanthrope que jamais, n'acceptera sans doute pas davantage cette nomination qu'il n'a fait celle du Roi, et, acceptât-il, il est hors d'état

1. Louis-Marie, cardinal de *Bourbon* (1777-19 mars 1823), fils de Louis de Bourbon, frère de Charles IV, et de Marie de Vallabriga; sa sœur avait épousé le prince de la Paix. Archevêque de Tolède (1800); président de la régence de Cadix (1812); président du gouvernement provisoire (1820).

2. Don Francisco *de Saavedra*. Membre du Conseil supérieur de la guerre, ministre des finances (1797). Par intérim chargé de la secrétairerie d'État (mars-octobre 1798), où il succéda à Godoï et fut remplacé par d'Urquijo.

de toutes manières de rendre les services qu'une ancienne réputation, due à des circonstances qui n'existent plus, feraient attendre de lui. D'un autre côté, M. de Florida-Blanca et M. de Saavedra sont des vieillards poursuivant avec la ténacité de leur âge des systèmes différents; le premier ayant publié que le droit à la couronne devait passer à la princesse du Brésil ; le second appelant avec la Junte de Séville la branche ci-devant régnante à Naples, à défaut des mâles de la branche ci-devant régnante en Espagne ; tous les deux partisans tenaces de la gothique fabrique des institutions d'Espagne ; tous les deux affaiblis par les années et ayant dû leur existence dans les affaires à des temps commodes; tous les deux inférieurs aux difficultés du temps présent. Cette Junte et ces personnages ne paraissent pas susceptibles de prendre consistance et de prévenir les maux de l'anarchie. Le républicanisme les culbuterait, après les avoir aidés à s'installer.

J'ai entrevu une autre combinaison dans mes conversations avec les ministres, et j'ai lieu de croire que leurs relations privées y ont tendu, dès et depuis le départ de Madrid. Leur système fixe est qu'il faut sauver leur patrie de la conquête et asseoir le Roi sur le trône par des négociations intérieures et extérieures, qui tendent particulièrement à placer l'Espagne hors du système fédératif de S. M. l'Empereur. Ils pensent, en conséquence, qu'il faut avant tout faciliter la formation d'une autorité nationale qui puisse négocier et faire obéir ; que l'on ne peut y parvenir qu'en coalisant les Conseils légaux avec les chefs de la force organisée; que les Conseils légaux sont celui de Castille et ceux de la guerre, des Indes, des finances, des ordres; que la force organisée est la troupe de ligne et les milices; que les généraux qui en disposent sont MM. de

Castaños, de Cuesta, Blake, de la Conquista [1], etc. ; qu'il faut secrètement travailler à l'amalgame des chefs militaires entre eux et avec les Conseils ; que les paysans armés, les meneurs populaires, les boute-feux des Juntes, importeront peu alors et devront subir la loi ; que Palafox lui-même pèsera d'autant moins dans la balance que le vrai moment pour ouvrir la négociation avec l'autorité qu'il souhaitait voir s'établir est celui où de grandes forces françaises seraient sur la ligne du Duero, ce qui implique la réduction de la plus importante partie de l'Aragon.

J'avoue que je ne quitte jamais un des ministres sans être de plus en plus convaincu que les affaires d'Espagne les occupent plus que les affaires du Roi, ou, pour mieux parler, que la différence la plus saillante entre leur opinion et celle du bord éclairé de l'insurrection n'est que dans le choix du monarque. Je les crois incontestablement attachés à Sa Majesté, et par honneur, et par conviction, et par patriotisme même ; c'est bien sur sa tête qu'ils veulent la couronne ; mais ils la veulent à des conditions qui séparent bien complètement les intérêts de l'Espagne de ceux de la France.

M. Cabarrus m'a lu enfin le mémoire remis par ses collègues et lui à Buitrago [2]. Je n'y trouve pas infiniment de logique, et ce ministre a introduit des nuances mieux fondues dans la dernière conversation que j'avais eue avec

1. Lieutenant général depuis 1798 ; était, en 1808, capitaine général de Valence.

2. Le texte de ce « Rapport au roi d'Espagne », à la date du 2 août, se trouve au tome IV, p. 465, des *Mémoires* du roi Joseph. — « L'autre mémoire qui a précédé » est celui dont parle déjà la dépêche n° 60. — La phrase incriminée par La Forest est celle-ci : « Je ne crains pas, Sire, d'exagérer en affirmant à Votre Majesté que la réunion de toutes ces parties présente une somme de plus de quatre cents millions de francs, qui a disparu de la circulation de l'Espagne, et que les trois quarts de cette somme ont grossi celle de la France. »

lui à Burgos. Il m'a lu aussi un autre mémoire qui avait précédé, et dont l'objet était de prouver que S. M. l'Empereur devait au moins se charger de faire acquitter la subsistance, comme il fait acquitter la solde de ses armées en Espagne. Était-il nécessaire pour cela de se répandre en réflexions amères, en faits au moins hasardés, sur les 400 millions que les relations politiques avec la France ont coûtés au Trésor espagnol dans ces dernières années, indépendamment des dépenses du royaume ? Je suppose que ce mémoire est aussi sous les yeux de S. M. I.

Et pourquoi cette prédilection pour une autorité composée comme je viens de l'exposer ? Il est permis de soupçonner que la véritable espérance est moins de voir prendre à cette autorité de l'empire sur la nation que de la force vis-à-vis du Roi. C'est toujours la même pensée que je vois percer à travers le masque, celle de faire consentir l'Empereur et le Roi à des termes qui procurent à l'Espagne des avantages isolés. Je me persuade qu'il est plus dans l'intérêt du Roi de négocier avec des provinces séparées qu'avec des provinces solidement unies, et que, si le cours des choses continue à être de l'anarchie, Sa Majesté sera bien plus tôt le maître. Les ministres allèguent que l'insurrection, active ou passive, tumultueuse ou silencieuse, embrasse généralement toute la nation. Il ne faut donc pas lui donner d'organisation ; car, si elle en reçoit une, le peuple culbutera successivement ceux qui négocieront au lieu de servir ses passions ; dans l'anarchie, au contraire, les premières provinces soumises par la force serviraient d'exemples à celles qui seront menacées, et le Roi dicterait ses conditions à celles qui négocieraient, au lieu d'en recevoir d'elles.

64. — *Vittoria, 30 août 1808* [vol. 676, f° 161]

[Le roi Joseph essaie de prendre des dispositions financières concernant les modes d'aliénation des biens ecclésiastiques et les droits de douane.]

65 et 66. — [Manquent aux Archives]

67. — *Vittoria, 4 septembre 1808* [vol. 676, f° 219]

[Le roi Joseph s'est avancé jusqu'à Haro contre les insurgés. Embarras de Cabarrus au milieu de l'entière désorganisation des services financiers de l'Espagne.]

68. — *Vittoria, 5 septembre 1808* [vol. 676, f° 225]

Les ministres sont revenus [1]. Autant que je puis en juger par le peu de nouvelles qu'ils rapportent sur les mouvements qu'avaient été en état de faire les différents corps de l'insurrection, le Roi ne leur a pas dit grand'chose à cet égard, ce qui serait fort sage dans toutes les hypothèses où Sa Majesté continue à éprouver beaucoup de difficultés à monter un service d'espionnage.

J'apprends que le Roi a fait une forte impression sur les ministres en les entretenant des intentions de l'Empereur et de l'étendue des moyens militaires qui vont très prochainement être développés. Il les a prévenus qu'il pourrait bien, sous une douzaine de jours, reporter le siège de son gouvernement à Burgos.

Une mesure fort sage a été prise sur le rapport de M. de Cabarrus. Elle pourra contribuer à procurer d'utiles renseignements et fera certainement répandre dans les provinces des notions favorables à la cause du Roi. C'était

1. Ils avaient été voir Joseph à Logroño et à Haro.

en pure perte qu'on faisait à Vittoria des gazettes où les nouvelles étrangères sont présentées dans le sens le plus propre à désabuser de la fausseté de celles qui sont insérées dans les gazettes des provinces insurgées. C'était en pure perte que le Roi rendait des décrets ou donnait des ordres dans le système que M. de Cabarrus lui a fait goûter. C'était inutilement qu'on multipliait les soins pour se procurer, par différentes voies, des correspondances, des imprimés, des gazettes de Madrid et des autres villes principales. Tout était arrêté et retenu par les commandants militaires des villes ou communes où sont les avant-postes de l'armée. A Miranda même, on ne laissait rien passer de Burgos ou pour Burgos. Le Roi vient de donner des ordres formels pour le transit des malles. Je suppose qu'en même temps des précautions particulières sont prises.

Le Roi a définitivement nommé ministre de la police générale M. le conseiller d'État Arribas, qui n'était jusqu'ici que chargé de ce ministère. Il a désigné aussi, sans avoir encore signé le décret de nomination, M. le conseiller d'État Romero pour le ministère de la justice et du culte, que la retraite de M. Piñuela dans un couvent laissait vacant. M. de Romero est un des hommes les plus éclairés de l'Espagne [1]. Il pensait et disait, il y a huit ans, ce qu'il pense et dit aujourd'hui sur la nécessité d'un étroit système politique entre la France et l'Espagne.

Cet arrangement met en titre dans le ministère des hommes sur le dévouement desquels le Roi aura lieu de compter, et qui contre-balanceront les idées dont quelques-

1. Don Manuel *Romero*. Fiscal du Conseil de Castille. Membre de l'Assemblée de Bayonne. Dès 1803, Beurnonville, alors ambassadeur à Madrid, le mentionnait parmi les personnages « désignés par l'opinion publique. » (Vol. 665.)

uns des anciens ministres voulaient faire règle de conduite.

Le Roi a également annoncé qu'il se propose de nommer incessamment quelques nouveaux conseillers d'État, et qu'il lui paraît convenable de mettre bientôt le Conseil d'État en fonctions. Il a déterminé le costume de ses membres.

Le duc de Frias est enfin nommé à l'ambassade de Paris. Je veillerai à ce que son départ soit prompt. Mais, indépendamment du délai qu'entraîne le défaut de protocole pour l'expédition de ses lettres de créance, il n'y a pas de parchemin ici, et il faut en faire venir de France.

C'est le moment de parler à Votre Excellence des intrigues qui étaient parvenues à écarter le duc de Frias. Les cinq ministres, partis de Madrid avec le Roi, n'ont arrêté entre eux le mémoire remis à Buitrago [1], et qui sert à la fois d'instruction à MM. d'Azanza et d'Urquijo à Paris, et de boussole ici à MM. O'Farrill, Mazarredo et Cabarrus, qu'en se concertant de nouveau pour concentrer entre eux l'influence, et éloigner du Roi les hommes dont ils sentent ne pouvoir disposer. De là les dégoûts éprouvés à Burgos, sans que le Roi ait eu intention de les donner, par les personnages les plus marquants de la suite de Sa Majesté. Les propos du mécontentement et de l'amour-propre blessé ont à leur tour fourni des moyens pour refroidir le Roi sur ceux qui les tenaient. Le duc de Frias était le plus évident [2]. Il s'était tellement prononcé à Madrid pour la cause du Roi, il semblait s'être fait de tels titres à la faveur de Sa Majesté, il était dans une position tellement indépendante des ministres, et les ministres étaient si en-

1. Voir dépêche n° 60.
2. En évidence.

foncés dans leur système, que l'on s'est arrangé pour qu'il n'allât pas à Paris. On a persuadé au Roi qu'il n'y avait aucune raison pour ne pas envoyer ses lettres de créance au prince de Masserano, dont il se trouverait embarrassé, s'il ne le laissait pas à Paris jusqu'au temps au moins où il pourrait le récompenser par d'autres grâces [1]. Le Roi avait consenti à cet arrangement en faisant faire cependant des promesses aimables au duc de Frias, et lui écrivant de sa main une lettre très bienveillante. M. de Negretti, d'un autre côté, jugeant que le prince de Masserano pourrait bien ne pas convenir longtemps, et, porté par le général O'Farrill, son ami, ainsi que par son père, le comte de Campo-Alange, s'était mis en position d'avoir l'ambassade de Paris, aussitôt que le Roi en disposerait définitivement. Tout cela s'est trouvé dérangé par les communications verbales que j'ai dû avoir avec M. de Campo-Alange, à la réception de la lettre de Votre Excellence, en date du 29 août. Quelque flatté que fût le vieux comte d'apprendre que son fils était mentionné pour Vienne, il n'a pu me dissimuler que Paris lui convenait davantage, ni s'abstenir de montrer de la jalousie contre le duc de Frias. C'est au Roi seul et privément qu'en toute foi il devait rendre compte de mes communications ; il l'a fait en plein Conseil et a donné par là quelque embarras à Sa Majesté, en présence de ministres très ombrageux, qui établissent des maximes rigoureuses d'indépendance. L'objet a été manqué cependant, et le duc a été de suite nommé par le Roi, qui a dit que ce choix était en effet prédéterminé dans sa

1. « Le prince de Masserano ne pourrait-il pas être envoyé à Vienne ? » — Joseph à Napoléon (7 septembre 1808).

« Je n'approuve pas que vous vouliez envoyer le prince de Masserano à Vienne. C'est une singulière politique que d'envoyer pour ambassadeur en Autriche un homme qui agira contre moi et contre vous. » — Napoléon à Joseph (8 septembre 1808).

pensée. Le comte ignore que je suis instruit de sa petite ruse. Il m'a prévenu aujourd'hui qu'il n'avait pas eu occasion d'entretenir Sa Majesté en particulier de mes communications, qu'il espérait l'avoir sous deux ou trois jours, et que dans l'intervalle l'objet le plus immédiat se trouvait rempli par la nomination du duc de Frias à l'ambassade de Paris.

69. — *Vittoria, 6 septembre 1808* [vol. 676, f° 247]

J'ai reçu cette nuit la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 31 du mois dernier.

J'ai envisagé comme le fait Votre Excellence les conséquences qui peuvent résulter du pillage des caisses où étaient renfermées les archives de l'ambassade. La perte des papiers politiques ne serait rien, puisque les doubles sont au ministère à Paris, si je pouvais acquérir la certitude que tout a été déchiré ou brûlé. L'avidité du butin a fait ouvrir et vider ces caisses. Le soldat, trompé dans son attente, a détruit beaucoup de liasses et la destruction a continué à mesure que les colonnes défilaient ; le feu a été mis au reste. L'épaisseur de la fumée a forcé à l'éteindre, lorsque le Roi passait ; les paysans sont venus après et l'on conjecture qu'ils auront rallumé le feu. J'ai cherché avec une extrême anxiété à découvrir si quelques personnes de l'armée n'avaient pas conservé de pièces par curiosité. La perte des papiers du consulat général, où toutes les affaires de réclamation étaient conservées, a un inconvénient d'un autre genre, quoique moins grave. J'espère cependant qu'aucun particulier n'aura déposé de titre important en original sans en avoir conservé la copie.

Les archives politiques ont été toutes emportées, à commencer du rétablissement de l'ambassade après la paix

de Bâle[1] juqu'au départ de M. de Beauharnais[2]; il a fallu laisser les antérieures. Votre Excellence voudra bien se rappeler qu'elles n'avaient ni liaison ni intérêt, le gouvernement espagnol n'ayant rendu à la paix que ce qu'il y avait d'insignifiant. J'ai en portefeuille ma propre correspondance. Quant aux archives du consulat général, M. Desjobert en a fait deux parts; la plus essentielle a été emportée; l'autre a été confiée aux soins du propriétaire de son appartement, qui ignore ce que c'est; elle sera vraisemblablement retrouvée. Le plus grand danger était pour l'hôtel de l'ambassade, et je supplie Votre Excellence de croire que non seulement il n'y avait pas moyen de persuader à personne de prendre en dépôt chose que ce soit sortant de mon hôtel, mais même d'en rien faire sortir furtivement.

Nous sommes ici, Monseigneur, dans l'attente journalière de nouvelles de Madrid et des provinces, plus fraîches que celles que j'ai eu l'honneur de vous transmettre, le 2. Je conçois comment S. M. l'Empereur doit voir avec surprise que nous restions aussi superficiellement informés, et rien n'est incontestablement plus fâcheux sous les rapports militaire et politique. Les partis qui sont envoyés à la découverte enlèveraient inutilement quelques personnes instruites; la violence ne rendrait que le

1. 22 juillet 1795. — Les rapports diplomatiques reprirent au mois de septembre.

2. François, marquis *de Beauharnais* (1756-1846). Frère aîné du vicomte Alexandre de Beauharnais, il était le beau-frère de Joséphine; marié à Fanny Mouchard, la femme poète (ils divorcèrent pendant la Révolution), il eut une fille qui devint Mme de Lavalette. Député aux États généraux. Major général dans l'armée de Condé. Rentré en France (1800). Rallié au gouvernement impérial; ambassadeur à Florence (1805); puis à Madrid (avril 1806), où il arriva en décembre. Rappelé par disgrâce (avril 1808) et remplacé par La Forest. Exilé dans ses terres de la Ferté (1808-1814). Il vécut dès lors loin des affaires publiques.

silence plus obstiné. A quelque distance qu'aillent les partis, les gazettes, pamphlets, imprimés quelconques, sont si soigneusement cachés qu'il n'y a pas moyen de s'en procurer. A Vittoria même, je crois l'avoir déjà mandé à Votre Excellence, nous n'apprenons rien des gens du pays que par surprise. On trouve avec peine des espions, et presque tous jusqu'ici gardent l'argent et ne rapportent rien. Il est vrai que le danger est grand. Les Juntes ont instruit le peuple à démêler toutes les ruses, et il faut qu'un espion ait autant d'adresse que de bonne volonté pour échapper aux recherches. Cependant, Monseigneur, on prend tant de biais différents que l'on parviendra peut-être à sortir de ce vague désolant.

Si les Aragonais n'avaient pas fait une tentative sur le flanc des positions de l'armée française, on n'aurait vu aucun corps d'insurgés depuis l'évacuation si précipitée, si désordonnée de la ville de Madrid. On revient, mais par pur raisonnement militaire, à supposer qu'une expédition espagnole aura été faite sur le Portugal. Aucun fait avéré, d'ailleurs, ne donne de corps à cette supposition, et tout ce qui a échappé à la rumeur publique, c'est que le général Reding marchait de ce côté.

M. O'Farrill avait été porté à trop de crédulité par sa manière de voir, lorsqu'il me disait l'autre jour que le grand projet d'une Junte centrale à Madrid, qui saisirait toute l'autorité, devait être à présent réalisé. Il est convenu aujourd'hui avec moi que les apparences sont contraires, et il a dû écrire à M. d'Azanza qu'il avait au moins anticipé sur l'événement. En effet, il faut compter pour une preuve négative contre la réunion actuelle de cette Junte l'absence complète dans le public qui nous environne de toute notion sur ses premiers actes et le bruit de la continuation des actes du Conseil de Castille.

Les dépêches de M. de Pardo, nos 33 et 34, dont Votre Excellence a bien voulu m'envoyer la traduction, sont parvenues au Roi. La gazette de Vittoria d'aujourd'hui, dont je joins ici un extrait, fait mention du renvoi des lettres de créance de Ferdinand VII et annonce que le Roi en envoie de nouvelles à M. de Pardo [1].

La nomination de M. de Frias est annoncée également. J'ai vu cet ambassadeur, et je crois pouvoir assurer Votre Excellence qu'il partira sous peu de jours, s'il est le maître de suivre son opinion.

Le Roi a témoigné dans le Conseil privé qu'il lui serait agréable d'employer le prince de Masserano et même de l'envoyer à Vienne comme son ambassadeur, si toutefois il ne se trouvait pas, en réfléchissant sur cet objet, que le prince, étant Italien, avait des liaisons ou des opinions qui ne conviendraient pas en Autriche. Il a chargé M. de Campo-Alange d'écrire au prince, pour lui demander ce qu'il désirait que le Roi fît pour lui. Je présume néanmoins que M. de Negretti est au fond de la pensée de Sa Majesté. On dit, parmi les ministres, que M. de Masserano pourrait bien aller à La Haye, et M. d'Andreaga [2], dont M. d'Azanza fait cas, venir prendre en Espagne le ministère vacant des affaires étrangères.

Le Roi a aussi témoigné dans le Conseil privé qu'il comprenait chaque jour davantage la nécessité de donner un nouveau vice-roi à la Navarre. Passant en revue qui pourraient y servir utilement, M. d'Azanza a été cité comme y ayant des relations étendues. Un autre membre a objecté qu'il était en ce moment à Paris. « Je pourrais

1. Don Benito *Pardo de Figueroa;* maréchal de camp (1795); ministre d'Espagne en Russie.

2. Ministre d'Espagne en Hollande.

« lui mander de revenir près de moi, » a répondu le Roi. J'entends conjecturer aux personnes qui ont deviné le système des cinq anciens ministres que ce système n'a pas pris faveur à Paris.

Votre Excellence trouvera ci-jointes deux circulaires du ministre des finances. Par la première, le Roi substitue M. le conseiller d'État Llorente aux pouvoirs du commissaire général de la Croisade [1], collecteur des dépôts, lequel est resté à Madrid.

Par la seconde, le Roi propose aux individus et corporations ecclésiastiques un arrangement qui était hautement désiré par le clergé. Au lieu de liquider les biens ecclésiastiques pour déterminer le septième à vendre au profit du trésor public, en vertu de l'ancienne autorisation donnée à la couronne par le pape Pie VII, les possesseurs en jouissance sont invités à s'arranger à l'amiable pour le rachat de ce septième. Tous ceux qui s'arrangeront conserveront à leur choix la propriété de la portion libérée ou la feront vendre eux-mêmes à leur profit. Une chose me paraît avoir échappé à l'attention de M. de Cabarrus, ou a été jugée avoir des inconvénients, ce que j'éclaircirai. Il y a longtemps que les décrets pour la vente du septième des biens ecclésiastiques sont promulgués et s'exécutent; peut-être aurait-il été utile de suspendre sous peine de nullité toutes les ventes dans les provinces qui ne se sont pas soumises à l'autorité du Roi, et de défendre tous paiements à d'autres caisses que les

1. Il se nommait don Patricio Martinez de Bustos. — La *Bula de la santa Cruzada* était un impôt remontant au temps des guerres contre les Maures. Les catholiques espagnols achetaient le droit de ne pas faire usage d'aliments maigres et payaient ainsi, au profit du Roi, une redevance qui chaque année, dépassait seize millions de réaux. — La *Comisaria general de Cruzada* était un tribunal (institué en 1525) pour connaître des contestations sur l'impôt précédent.

siennes, sur le prix des ventes antérieures à l'insurrection.

Lorsque tant de pamphlets égarent l'opinion, il était digne du patriotisme de don Pedro Stala, chanoine de Tolède, qui a suivi le Roi, de prendre la plume pour la cause qu'il embrasse. Il est auteur du petit ouvrage dont je mets la traduction sous les yeux de Votre Excellence, et qui commence à paraître aujourd'hui [1].

70. — *Vittoria, 8 septembre 1808* [vol. 676, f° 266]

J'ai reçu hier soir la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, au sujet de la direction nouvelle donnée par ordre de S. M. l'Empereur à l'entrée en Espagne des troupes de la garde de S. M. C. [2]. J'ai fait part immédiatement de cette disposition à M. le comte de Campo-Alange.

M. le duc de Frias ayant été nommé à l'ambassade de Paris, il ne reste de sa part qu'à justifier l'opinion favorable que S. M. I. daigne avoir de son zèle, et je m'abstiens d'en reparler. J'ai beaucoup causé tous ces jours-ci avec cet ambassadeur, auquel j'ai cru devoir cacher pour le moment les démarches qui ont décidé sa nomination, afin de ne pas donner lieu à la jalousie de faire des réflexions propres à blesser la délicatesse du Roi. Je suis

1. *Réflexions impartiales sur l'état actuel de l'Espagne*, publiées à Vittoria. Elles débutent de la sorte : « L'Espagne, cette intéressante portion de l'Europe, aussi favorisée de la nature que perpétuellement malheureuse par les mauvaises institutions de son gouvernement.... » (Vol. 676, fol. 251

2. Il s'agit des détachements de la garde impériale, mais destinés à se « réunir autour du Roi », comme l'indique une note très précise de Napoléon (1er septembre 1808) qui envoie à son frère des « observations sur l'état de situation de l'armée d'Espagne au 15 août. » Le général Lepic en reçut le commandement.

content des sentiments qu'il montre ; il me paraît dans de bons principes sur les relations entre la France et l'Espagne. Je ne lui trouve sous ce rapport essentiel aucune teinte des principes que les ministres ont développés à Buitrago. Il laisse entrevoir qu'il ne compte pas sur leurs bons offices et se propose d'être uniquement voué aux instructions dont le Roi l'honorerait. En passant avec lui en revue les fautes commises par beaucoup de personnages diplomatiques, je l'ai conduit à me protester que, dans la plus grande intimité de ses sociétés particulières, il serait aussi correct que dans sa tenue officielle ; mais je dois prévenir Votre Excellence que le duc se formalise aisément et que la liberté de la table l'induit quelquefois à des indiscrétions.

Le Roi a été légèrement indisposé. Il se trouve mieux cet après-dîner. MM. O'Farrill et Cabarrus ont été appelés à travailler hier avec lui. MM. d'Arribas et de Romero ont eu leur tour aujourd'hui.

Dans le travail avec ces derniers, Sa Majesté a témoigné que, toutes réflexions faites, elle jugeait que les connaissances de M. de Romero seraient plus utiles au bien de son service dans le ministère de l'intérieur que dans celui de la justice et du culte. Elle a fait rédiger de suite et signé le décret qui concerne cette nouvelle disposition.

Lorsque le Roi a quitté Calahorra pour venir reprendre son ancien quartier général de Miranda, il a permis à M. le maréchal Moncey de suivre pendant trois marches la retraite des insurgés. Il y avait un peu d'inquiétude, parce qu'il ne parvenait pas de rapports du maréchal. Le Roi en a reçu enfin hier soir, et MM. d'Arribas et de Romero viennent d'annoncer que les insurgés s'étaient repliés jusque sous Saragosse.

On a quelques avis que l'évêque de Santander [1] est tout occupé à établir une conscription militaire dans son diocèse. Le Roi va faire déclarer que tous ceux qui s'enrégimenteront sans son ordre et porteront les armes contre lui perdront leurs emplois, s'ils en ont. On croit que cette mesure fera balancer au moins les hommes dont l'exemple influe sur les autres.

Je suis confus, Monseigneur, de n'avoir encore aujourd'hui aucune information intéressante à vous transmettre. La malle de Castille, qui devait arriver à neuf heures du matin, ne l'est pas à neuf heures du soir. M. d'Arribas attendait hier de bonne heure deux émissaires, l'un d'Aragon, l'autre de Madrid ; ils ne paraissent pas, et, comme ce ministre était sûr de leur probité, il craint qu'ils n'aient été interceptés avec les papiers qu'ils rapportaient.

Mais tout indique que l'insurrection n'empire pas, ou, pour mieux dire, ne suit pas la ligne de progression qu'il était naturel de craindre après le revers du général Dupont. Tout indique, au contraire, qu'il y a ralentissement dans les mesures, si même il n'y en a pas dans les passions. Demain la gazette de Vittoria donnera la traduction des réflexions du *Moniteur* du 29 d'août [2]. On a fait connaître sous tant de formes combien sont démenties les espérances conçues sur la diversion de la Russie et de l'Autriche, combien sont irrésistibles les forces que l'Empereur fait marcher sur l'Espagne, tandis qu'on le supposait épuisé et découragé, qu'il est impossible que de pro-

1. Raphaël *Menendez*. Évêque de Santander (1784); mort le 20 juin 1829.

2. Le *Moniteur* du 29 août accompagnait les extraits des journaux de Londres de remarques violentes :

La rupture entre la France et l'Autriche était un « bruit d'agiotage ». « L'Angleterre sait bien qu'avant la fin de l'année il n'y aura pas un seul village espagnol insurgé, pas un seul Anglais sur cette terre. — Les affaires d'Espagne sont irrévocablement fixées. »

vince en province il ne circule, en dépit des Juntes, des réflexions sur les calamités que l'obstination dans la révolte attirera sur le pays. L'incrédulité peut encore nier ce qui ne sera démontré à tous les yeux que dans quelques semaines ; il n'y en a plus sur la pose de l'armée française et l'attitude qu'elle a prise après le ralliement des divers corps. L'estime conçue pour le Roi est fortifiée chaque jour par les actes qui émanent de son autorité et s'étendra partout où les papiers de Vittoria pénétreront.

Il devient de plus en plus probable que la formation d'une Junte centrale de gouvernement ne pourra être effectuée ; si elle l'était déjà, quelques versions à ce sujet seraient incontestablement parvenues jusqu'à Vittoria. Je ne peux me défendre de supposer qu'indépendamment des obstacles que nous avions prévus, et que les différentes démarches des ministres du Roi près des hommes influents ne paraissent pas avoir atténués, les causes que j'énumérais plus haut doivent être comptées pour beaucoup dans la lenteur palpable des arrangements projetés. Que n'est-il possible de profiter rapidement de l'inaction, de la désunion, de la rivalité des provinces !

J'ai trouvé aujourd'hui M. de Cabarrus tout occupé à minuter de longues lettres à M. de Saavedra, à don Arias Mon, doyen du Conseil de Castille, à M. l'évêque d'Orense [1]. Je crois ce ministre un peu désabusé des espérances faussement patriotiques qu'il avait conçues avec ses quatre collègues, au départ de Madrid, et revenu à ce qu'il y avait de raisonnable dans leur manière de voir. Je

1. Pedro d'Alcantara *de Quevedo y Quintano* (1735-1818). Évêque d'Orense (1776) ; cardinal (1816). Célèbre par sa charité et particulièrement son hospitalité généreuse offerte aux prêtres français exilés et déportés pendant la Révolution. La renommée de son patriotisme intransigeant l'avait désigné pour faire partie de la première régence de Cadix (janvier 1810).

juge même, à la teneur des conversations du général O'Farrill, que, s'il persiste à penser que le système d'arrangement soumis par eux à S. M. l'Empereur et au Roi est le seul qui soit désirable pour l'Espagne, il ne persiste plus à le défendre. Je me flatte donc que sa correspondance et celle de M. de Cabarrus sont désormais conformes à la véritable posture des affaires. Je parviendrai à me faire communiquer les lettres du dernier ; je suis satisfait du cadre qu'il m'a dit avoir pris [1]. Il démontre les dangers imminents de la résistance, l'utilité de la soumission, les avantages que l'Espagne retirera de la royauté constitutionnelle et l'absolue nécessité d'accepter le prince que l'Empereur a placé sur le trône d'Espagne, ne fût-ce que pour sauver la patrie d'une ruine inévitable. Il appuie plus particulièrement la politique de considérations religieuses dans ce qu'il écrit à l'evêque d'Orense, dont Votre Excellence aura remarqué les remontrances dans les pièces que j'ai adressées, le 2 de ce mois. M. de Cabarrus regarde ce prélat comme un fanatique de très bonne foi, qu'on ne fera jamais fléchir, si on ne le convainc pas, et qu'il serait important de ramener.

C'est le mois prochain que toutes les tentatives de ce genre pourront avoir quelque efficacité, parce qu'il faut sur toutes choses, dans mon opinion, que l'appareil redoutable de la force imprime la peur à ceux qui raisonnent comme à ceux qui ne raisonnent pas. Il est bon cependant que l'intervalle soit rempli de lettres, de pamphlets et de sages réformes.

1. Ces tentatives épistolaires des Espagnols joséphistes auprès de leurs compatriotes peuvent se résumer dans la longue lettre (8 septembre) de M. d'Urquijo à l'évêque d'Orense, reproduite dans les *Mémoires* du roi Joseph, t. V, p. 59 : « Le tendre respect que m'a toujours inspiré un pontife digne des premiers âges de l'Église.... »

M. de Mazarredo a rempli le principal objet de sa mission à Bilbao et n'est plus retenu que par quelques détails. Je joins ici une traduction du procès-verbal des séances tenues les 26, 27 et 28 du mois dernier par l'assemblée extraordinaire des députés de la Biscaye. Tout ce qui s'y est dit et fait est en général d'un utile exemple pour les autres provinces, et la publication de ces procès-verbaux, lorsqu'elle aura lieu, ne pourra que confirmer les sentiments qu'accordent au Roi ses ennemis mêmes. Mais je ne saurais saisir l'avantage qu'a trouvé l'amiral dans la reconnaissance de Sa Majesté en qualité de seigneur de Biscaye. Je conviens que c'est là l'ancienne forme et que les Biscayens aspirent d'autant plus à conserver l'existence politique qui leur est propre, qu'ils voient deux de leurs concitoyens dans le ministère. Cependant leur imprudence avait donné une occasion favorable pour les mettre sur le pied constitutionnel du royaume. Je me doutais, au surplus, que l'enquête qui serait faite au sujet de l'insurrection des Biscayens donnerait pour résultat qu'elle a été provoquée uniquement par quelques hommes sans état qui ont entraîné la lie du peuple. J'avoue que la clémence me paraît manquer son effet, lorsqu'on laisse les coupables s'échapper dans l'ombre. Comment seraient-ils reconnaissants du pardon, s'ils ne savent pas que leurs fautes sont constatées, et si ces fautes ne leur sont pas reprochées d'abord ?

71. — *Vittoria, 10 septembre 1808* [vol. 676, f° 276]

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 3 de ce mois. Je remercie beaucoup Votre Excellence d'avoir bien voulu me faire connaître les renseignements qui sont parvenus de Sicile au gouvernement, sous

la date du 28 de juillet ; ils serviront à tenir mon attention éveillée sur toutes les nouvelles qui y auraient rapport. Il n'a rien transpiré jusqu'ici d'un débarquement du prince Léopold et de sa suite, soit à Gibraltar, soit dans un autre port d'Espagne [1]. Ce prince cependant devrait être arrivé depuis un mois environ, s'il est en effet parti de Sicile le 26 de juillet. Le profond silence, si soigneusement recommandé, si strictement gardé sur toutes les opérations militaires et politiques de l'insurrection, serait un contresens en cette occasion. L'intervention du roi Ferdinand IV [2] dans les affaires d'Espagne, le droit qu'il réclame et la présence sur le territoire espagnol du fils auquel il a délégué ce droit, sont de ces tentatives qui, pour réussir, ont besoin d'être généralement annoncées. Il faut, ce me semble, que le départ du prince ait été différé, ou que la flottille qui le transporte ait relâché en route, ou que les auteurs de cette intrigue ne parviennent pas encore à y faire entrer les Juntes principales et usent dans l'intervalle d'une grande discrétion. Il serait possible aussi que les bâtiments anglais aient débarqué le prince en Portugal pour ne le montrer en Espagne qu'après

1. Joseph-Michel-Léopold *de Bourbon*, prince de Salerne (juillet 1790-mars 1851), second fils de Ferdinand IV, roi de Naples, et de l'archiduchesse Marie-Caroline; se trouva, en 1808, l'un des prétendants éventuels à la couronne d'Espagne, par son grand-père Charles III.

Accompagné de son futur beau-frère, le duc d'Orléans (Louis-Philippe), il aborda (8 août) dans la baie de Gibraltar; ses offres de concours furent repoussées par les Juntes espagnoles, et en novembre, il rentra à Palerme. Voir : NAPIER, *Guerre de la Péninsule*, t. Ier, p. 228; ARTECHE, *Guerra de la Independencia*, t. III, p. 118.

Il épousa, en 1816, l'archiduchesse Marie-Clémentine d'Autriche; sa fille fut mariée au duc d'Aumale.

2. Ferdinand IV (1751-1825), roi de Naples (1759). Dépossédé de ses États par Championnet (septembre 1798) et par Masséna (mars 1806), il se réfugia à Palerme. Sa couronne fut donnée par Napoléon à Joseph Bonaparte, puis à Murat. A la chute de ce dernier, il retourna à Naples (mai 1815). Une révolution (1820) éclata contre lui; elle échoua. Il était le père de la reine Marie-Amélie et le grand-père de la duchesse de Berry.

l'acceptation de ses offres. J'ai cru quelques moments ce matin être sur la voie d'une première découverte. M. de Cabarrus me disait, parmi différentes nouvelles, qu'un fils de Ferdinand IV était arrivé à Gibraltar. Averti par Votre Excellence, j'ai poussé ce ministre de questions sur la source de ce bruit, jusqu'à ce qu'il se fût rappelé que c'était M. d'Azanza qui donnait cet éveil dans une de ses dernières lettres,

La branche qui régnait à Naples n'a aucune popularité en Espagne. On y a pour la mère du prince Léopold [1] les mêmes sentiments que pour la mère du prince des Asturies, et les gens sensés ne croient à l'habileté d'aucun des deux princes. Celui des Asturies est devenu l'idole du peuple, pour avoir renversé un favori odieux. Le prince Léopold réussirait à inspirer le même enthousiasme, s'il était en mesure de servir la haine portée au nom français ; mais, venant de sa personne, sans troupes allemandes ou italiennes, présenté par les Anglais, dont les Espagnols se défient au milieu des passions qui les aveuglent, il est difficile qu'il gagne la confiance du peuple et celle des meneurs. Le peuple croit que le prince des Asturies échappera de France ou sera rendu par la France ; les meneurs, peu d'accord entre eux, même sur la question du droit à la couronne, choisiraient plutôt un chef nominal qui serait à leur dévotion qu'un chef qui bientôt saisirait la couronne, après avoir été investi de la régence, et qui, en définitif, serait sous la direction anglaise plus que sous la leur.

1. Marie-Caroline, archiduchesse d'Autriche (1752-1814), fille de Marie-Thérèse et sœur de Marie-Antoinette. Mariée (1768) à Ferdinand IV. Elle fit gouverner le royaume par son favori Acton, livré à la politique anglaise. Contre Napoléon, elle prit part à toutes les coalitions, même au prix de la foi jurée (1805), et passa les dernières années de sa vie en tentatives désespérées et infructueuses pour reconquérir son trône.

Néanmoins les vraisemblances peuvent, d'un moment à l'autre, être en défaut dans les circonstances très extraordinaires où se trouve l'Espagne, et il faut être aux aguets des premières démarches qui seraient faites par le prince Léopold, ou en sa faveur, pour les discréditer par tous les moyens praticables. Je persiste toujours à croire que l'anarchie est favorable à la cause du Roi; que si une Junte centrale de gouvernement s'établit à la fin, il importe qu'elle soit sans autorité sur les Juntes provinciales, et qu'elle porte les germes de la désunion dans son sein; qu'il n'y a de parti utile à tirer des négociations qu'avec chaque province séparément, et que, si les ministres ont posé un système contraire, c'est que leur jugement a été séduit par des espérances qui ne peuvent plaire au gouvernement français.

Lorsque tant de motifs rendent impatient de renseignements sur l'état positif de l'insurrection, la malle de Castille n'arrive pas encore. Il faut que les ordres donnés par le Roi, le 4 de ce mois, éprouvent de la résistance de la part des généraux. Les émissaires de M. d'Arribas devraient être ici depuis le 7, et ont été probablement découverts.

Je viens d'avoir communication de plusieurs gazettes de Saragosse, dont je fais traduire en ce moment quelques morceaux intéressants que j'adresserai demain à Votre Excellence. Le plus remarquable est une instante recommandation de la Junte de Murcie, pour la tenue d'une assemblée de députés de toutes les provinces, le 10 de ce mois, n'importe dans quelle ville [1].

1. Ces appels à l'union se multiplièrent : Séville, Valence, Grenade, suivirent l'exemple de Murcie. — Toréno, t. II, p. 82. — Mais les rivalités persistaient. De son côté, le Conseil de Castille retardait comme il pouvait la formation d'un pouvoir central qui ne fût pas lui.

M. le général O'Farrill a reçu par une voie particulière, sur laquelle il ne s'explique pas, des avis de Madrid, en date du 31 août, dont il a transmis ce matin le résumé au Roi. Voici ce qu'il a eu la complaisance de venir me dire :

M. de Castaños était entré dans cette capitale avant le 24, c'est-à-dire qu'il y était certainement le 23 au soir. Il était suivi de huit mille hommes de troupes de ligne ; il avait douze mille hommes de plus, qui marchaient à quelques journées en arrière de lui et étaient déjà rendus à Tolède. M. O'Farrill conclut avec raison que le bruit qui a couru sur la défaveur dans laquelle M. de Castaños était tombé en Andalousie n'était qu'une ruse. C'est ainsi qu'un émissaire est venu à la fin de juin à Madrid, comme j'avais l'honneur de le mander à Votre Excellence, le 29 de ce même mois, pour faire croire que M. de Solano était vivant et M. de Castaños assassiné.

Il n'y avait eu aucun désordre nouveau, depuis le 15 jusqu'au 31 d'août.

Le général de Llamas était parti avec son corps de douze mille hommes d'insurgés de Valence pour Alcala et Guadalaxara, route d'Aragon. Les troupes qui étaient déjà à Alcala avaient pris la même route. Le général O'Farrill observe que ce renseignement est d'accord avec un passage des gazettes de Saragosse, où il est dit que la Junte de Valence avait ordonné aux troupes qu'elle avait envoyées à Madrid d'aller coopérer avec l'armée d'Aragon. Il ne sait pas, d'ailleurs, quelles troupes étaient à Alcala ni pourquoi le corps de M. de Llamas, supposé d'abord de dix mille hommes, ensuite de huit mille, est aujourd'hui censé être de douze mille.

Les troupes du général de Castaños allaient partir pour la Castille. Le généneral O'Farrill ne trouve aucune no-

tion sur la route qu'elles devaient suivre. Est-ce celle par Valladolid ? Est-ce celle par Aranda ?

Un général anglais était arrivé à Madrid [1]. Il a fait partie de l'armée d'Égypte; son nom, mal prononcé, n'est pas reconnu par le général O'Farrill.

M. de Castaños ne devait pas suivre immédiatement ses troupes. Il attendait à Madrid une Junte de trente à trente-deux députés des provinces destinés à former une Junte de gouvernement et dont la réunion devait avoir lieu du 6 au 10; le comte de Florida-Blanca y était attendu. Il avait envoyé une formule du serment à prêter. Le général O'Farrill n'a su rien de plus sur la composition de cette Junte, sur la part qu'y prendraient le Conseil de Castille et les autres Conseils supérieurs, sur M. de Saavedra, sur M. de Jovellanos, sur le cardinal de Bourbon.

On savait à Madrid que la Junte de Galice était dissoute, que l'archevêque de Santiago [2] et M. d'Acuña [3], membres de cette Junte, anciennes créatures du prince de la Paix, avaient été obligés de s'enfuir; la cause n'en est pas indiquée au public. M. de Cuesta était toujours à Revalo, et sa position indique un concert préalable avec M. de Castaños. On ne disait pas un mot du général Blake, qu'on suppose englobé dans la dissolution de la Junte de Galice. Le général O'Farrill soupçonne lassitude de la part des Galiciens et refus de marcher hors de leurs provinces.

1. Le colonel Charles Doyle, qui débarquait de Portsmouth, devenait général au titre espagnol. Il prit une grande part aux préparatifs militaires et entretint une abondante correspondance avec sir John Moore. — Il y eut, à ce moment, une foule d'officiers anglais envoyés en mission auprès de tous les généraux espagnols.

2. Don Raphaël *de Musquiz y Aldunate*. Évêque *in partibus* de Séleucie; puis d'Avila (1799-1801). Archevêque de Saint-Jacques de Compostelle (1801-1821).

3. Don Pedro *de Acuña y Malvar*, conseiller d'État de Charles IV.

On savait aussi à Madrid que les Asturiens conservaient leur chaleur première, gardaient avec beaucoup de monde les passages de leurs montagnes et avaient fait fortement occuper les gorges de Reynosa, pour couvrir Santander.

Les Anglais avaient voulu débarquer à Cadix et au Ferrol, et avaient été formellement refusés. Ils avaient prétendu au Ferrol qu'ils n'avaient d'autre objet que de traverser la Galice pour se rendre en Portugal; ils ont été débarquer à Oporto [1]. On croyait à Madrid qu'ils s'étaient portés sur Coïmbre, et que, réunis aux Portugais insurgés et à trois ou quatre mille hommes de troupes espagnoles, ils avaient forcé le duc d'Abrantès à capituler. Le général O'Farrill pense que cette dernière version fait marcher les choses un peu vite. Il ne voit pas clairement quelles troupes espagnoles ont pu être portées en Portugal, si ce n'est des milices d'Estramadure.

Le ministre de Russie se préparait secrètement à partir pour Lisbonne. M. O'Farrill suppose que Lisbonne est mis en avant pour cacher l'intention véritable qui ne peut être que de venir au siège du gouvernement du Roi. Dans toutes les hypothèses, le départ de M. de Strogonoff est infiniment désirable et sera très utile.

On continuait à croire à Madrid, sans qu'aucune notion contraire soit parvenue à déjouer l'assertion des meneurs, que la Russie allait déclarer la guerre à la France, que l'Autriche suivrait aussitôt, que l'armée française en Espagne ne pourrait recevoir aucuns renforts, qu'elle n'attendait pour repasser les Pyrénées que le moment où les forces espagnoles viendraient la menacer. M. O'Far-

1. En effet, malgré les nouvelles alarmantes de la défaite de Rio Seco, les 9,000 Anglais de Wellesley ne furent pas admis à débarquer à la Corogne (20 juillet) par la Junte, qui demanda seulement un secours d'argent. — BRIALMONT, *Histoire du duc de Wellington*, t. I, p. 169.

rill observe que sur ces quatre pivots roulent toute l'influence, d'une part, et toute l'exaltation, de l'autre, que les meneurs et le peuple ont conservées jusqu'ici respectivement.

J'en conclus qu'il est bien difficile que l'édifice du mensonge ne croule pas prochainement. Il reste à savoir si l'opiniâtreté, l'enthousiasme frénétique et les diverses passions qui agitent les esprits survivront à la chute des illusions.

M. le général O'Farrill n'a su rien de plus. Il m'a paru qu'il avait beaucoup moins de confiance dans la possibilité d'une négociation telle qu'il l'avait conçue avec ses collègues en quittant Madrid. Il s'est mis à conjecturer que le Roi trouverait peut-être jour à faire pratiquer les Galiciens, si on parvient à mieux savoir ce qui se passe chez eux. Il a prophétisé que les Catalans, qui n'ont point de troupes de ligne, dont les autres provinces semblent ne pas s'occuper, et qui n'en reçoivent aucun secours d'hommes ni d'argent, pourront bien être prochainement mécontents, surtout lorsqu'ils apercevront clairement l'orage qui se rassemble sur leurs têtes.

J'annonce à Votre Excellence que M. de Negretti vient d'être nommé vice-roi de Navarre. Est-ce un arrangement suggéré pour laisser l'ambassade de Vienne à M. de Masserano ?

M. le duc de Frias a pris congé du Roi, et attend seulement pour partir une lettre dont Sa Majesté veut le charger pour son auguste frère [1].

M. de Campo-Alange me prie instamment de solliciter de Votre Excellence le protocole des titres qui sont donnés par le gouvernement français aux empereurs de Rus-

1. Datée du 9 septembre et de Miranda, cette lettre était pleine d'alarmes.

sie et d'Autriche et aux différents souverains auxquels le roi d'Espagne est dans le cas de faire présenter de nouvelles lettres de créance. Ce ministre, qui n'a pas par devers lui le moindre document, désirerait que vous eussiez la bonté de lui faire tenir le plus promptement possible ce qu'il demande.

72. — *Vittoria, 11 septembre 1808* [vol. 676, f° 282]

Je joins ici les extraits des gazettes de Saragosse, que j'ai eu l'honneur de vous annoncer hier.

Les pièces n°s 1, 2 et 3 contiennent quelques détails militaires peu importants, mais qui ne m'ont pas paru à négliger.

Votre Excellence remarquera dans la pièce n° 4 que M. de Palafox, tranchant de la souveraineté dans l'Aragon, y institue des récompenses d'honneur en faveur des militaires de tous grades qu'il en jugera dignes.

La pièce n° 5 est relative à la malheureuse affaire du général Dupont, et a, sous ce point de vue, beaucoup d'intérêt. C'est le rapport fait le 28 de juillet à M. de Castaños par le lieutenant général de la Peña [1]. Il faut rapprocher ce rapport de celui de M. le maréchal de camp Reding [2], en date du 22, joint à ma dépêche du 2 de ce

1. Don Manuel *Lapeña*, lieutenant général (1802), commandait une division à Baylen.

2. Ce rapport de Lapeña, daté d'Andujar, du 28 juillet (inséré dans la *Gazette de Madrid* du 19 août), est une simple déclamation (vol. 676, fol. 170)

Le rapport de Reding à Castaños (27 juillet) parut dans la *Gazette de Madrid*, 9 août.

Castaños, à son tour, rendit un compte général des opérations de Baylen par un rapport à la Junte de Séville (27 juillet).

On trouvera ces trois documents aux Appendices du tome II du colonel Titeux : *Le Général Dupont*. — On consultera le rapport du général Dupont à Savary (22 juillet), A. F. IV, 1606, 5e dossier; et la relation écrite, le 25 juillet, à Andujar, par le capitaine Whittingham à Dalrymple. (Publiée par le lieutenant-colonel Clerc : *La Capitulation de Baylen*, p. 236.)

mois. Il y a un intervalle de six jours entre les deux, et celui de M. de la Peña attribue, avec une affectation sensible, à M. de Castaños, le mérite de toutes les dispositions faites.

Les pièces nos 6 et 7 sont les circulaires adressées par M. de Palafox aux généraux et aux Juntes suprêmes des provinces, au sujet de la formation d'une Junte centrale dont l'ouverture est proposée pour le 10 de septembre. La pièce n° 8 est le procès-verbal de la nomination faite le 26 août, par M. de Palafox, de trois députés du royaume d'Aragon à la Junte centrale. On y voit que la Catalogne et le royaume de Valence avaient aussi choisi leurs députés; que les enrôlements en Aragon étaient rigoureusement ordonnés; que le Conseil de Castille se rendait populaire dans ce royaume en y envoyant des secours pécuniaires; que la province de Valence y faisait passer le général O'Neill [1] avec un corps de troupes, indépendamment des ordres donnés à Madrid au général de Llamas, et qu'il devient probable qu'on se portera en force pour la défense de l'Aragon.

Les pièces nos 9, 10 et 11 prouvent la violence des mesures de finances adoptées en Aragon pour subvenir aux dépenses de la guerre. On ne se borne pas à prendre et anticiper les revenus du Roi, qui n'a pris aucune mesure que je sache, jusqu'ici, pour faire craindre au moins aux contribuables d'avoir à payer deux fois; on écrase les propriétaires laïques et ecclésiastiques. Les articles de 7 à 13, sous le n° 9, contiennent les dispositions les plus révoltantes contre les Français établis dans l'Aragon.

La pièce n° 12 est un échantillon des impudents men-

1. Don Juan *O'Neill*, maréchal de camp espagnol (1801), gouverneur de Jaca (1802).

songes avec lesquels on a trompé le peuple, dès l'origine de l'insurrection.

Je prends la liberté de recommander particulièrement à l'attention de Votre Excellence la pièce n° 13. C'est la circulaire que le Conseil des Indes a fait passer dans les colonies, le mois dernier [1]. La lettre particulière de Madrid du 24 août, jointe sous le n° 9 à ma dépêche du 2 de septembre, en faisait mention.

73. — *Vittoria, 12 septembre 1808* [vol. 676, f° 284]

On commence à voir un peu plus clair dans les affaires de l'insurrection. J'ai été et je continuerai d'être très attentif à recueillir tout ce qui peut substituer des données justes aux conjectures vagues.

Un émissaire, envoyé le 27 août de Vittoria à Madrid par le ministre de la police, est arrivé dans la capitale le 3, y est resté le 4 et le 5, en est reparti le 6, et est rentré aujourd'hui 12 en cette ville. Il rapporte ce qu'il a vu ou entendu dire ; il avait, outre beaucoup de pamphlets, une collection complète de gazettes, y compris celle du 6 de ce mois; mais on lui a enlevé sur la route une grande partie de ses papiers. Il a été arrêté à Burgos et conduit à M. le maréchal Bessières, qui l'a questionné et a transmis ses réponses au Roi ; j'ai lieu de croire qu'elles auront déjà été adressées directement à S. M. l'Empereur. M. Amoroso, témoin de l'interrogatoire qui lui a été

1. Cette circulaire du 12 août (insérée dans la *Gazette de Saragosse* du 27) insiste sur la violence et la ruse de Napoléon, le soulèvement des Espagnols, la capitulation de Baylen, la fuite de Joseph, et enjoint de faire procéder à la proclamation immédiate de Ferdinand dans les colonies.

Le marquis de Someruelos, gouverneur et capitaine général de Cuba et des deux Florides, avait fait cette proclamation à la Havane dès le 28 juillet. — *Gazeta de Madrid*, 4 octobre 1808.

it ici au ministère de la police, est venu m'en faire part, j'ai pensé qu'en pareil cas il valait mieux hasarder un ›uble emploi que de négliger un seul renseignement.

L'émissaire dit que les faits qui lui étaient connus à n départ de Vittoria se trouvaient inconnus à Madrid. ı circulation de toutes les vérités était complètement ›struée. Le peuple croyait fermement aux diversions .sse et autrichienne, à la prompte retraite en France du ɔi et des troupes qu'il commande, à l'épuisement des oyens militaires de l'Empereur. On était persuadé que ɜrdinand s'évaderait volontairement, ou que les armées pagnoles iraient en France se le faire rendre.

Le peuple de Madrid était plein d'exaltation et d'allé- ·esse ; il a reçu avec de grandes démonstrations de joie ɜ troupes de M. de Castaños ; il y a eu de brillantes il- minations et réjouissances à l'occasion de la proclama- ›n de Ferdinand. Les 24, 26 et 27 août, on a donné des urses de taureaux ; le comte d'Altamira a proposé et it agréer qu'il n'y en eût pas le 25, afin qu'on ne parût ıs fêter le jour de la reine Marie-Louise. On donne sur ɜ théâtres des pièces patriotiques ; les moines prêchent . faveur de Ferdinand et contre les Français.

Les Français avaient été conduits au nombre de quinze nts, dit-on, à l'Escurial, et les malades à San-Fernando. ɜtte mesure avait été prise pour prévenir les excès que populace était toujours prête à commettre à la vue d'un ·ançais [1].

. « Nous trouvâmes enfermés dans la ville [l'Escurial] toutes les mar- andes de modes et les cuisiniers français établis à Madrid. On les avait voyés là pour les soustraire aux fureurs de la populace de Madrid ; et nme le gouverneur de l'Escurial n'était pas rassuré non plus sur les positions de sa population, il avait entassé dans la prison nos compa- otes, que nous délivrâmes et qui nous appelèrent leurs libérateurs. » lonel DE GONNEVILLE, *Souvenirs militaires*, p. 104.

On avait prononcé la confiscation des biens de tous les Français et des Espagnols qui avaient suivi le Roi. On avait mis les scellés aux armes de Ferdinand sur leurs maisons à Madrid.

Des contributions volontaires avaient été demandées; elles rendaient beaucoup ; tous s'empressaient de fournir de l'argent, des chevaux, des armes, des effets divers, les uns par enthousiasme, les autres par peur des enthousiastes, les uns pour se populariser, les autres pour faire oublier qu'ils avaient servi les intérêts du Roi [1].

On s'occupait avec beaucoup d'activité des préparatifs militaires. La conscription de Madrid et des environs avait enfin réussi ; elle avait produit douze mille hommes ; on les exerçait au Retiro, moitié pour le service de l'infanterie, moitié pour celui de la cavalerie. Tous les hommes de dix-sept à quarante ans étaient mis en réquisition. Les militaires de tous grades, retirés ou en activité, étaient obligés de prendre du service ; il y en avait beaucoup à Madrid. Le comte de Fernan-Nuñez levait un régiment de dragons.

Le comte Altamira se distinguait par un grand zèle. Il avait ordonné à tous les gens payés ou pensionnés par sa maison de prendre les armes et les avait prévenus qu'il marcherait à leur tête. Un général et un colonel anglais (lord Doyle et le colonel Wittingham) étaient à Madrid, et le comte avait donné un banquet en leur faveur, galanterie rare et nécessairement remarquée en Espagne.

Il y avait à Madrid dix à douze mille hommes, la plu-

1. Les dons patriotiques étaient versés à la banque Saint-Charles; parmi les souscripteurs : Cevallos figurait pour 50 réaux par jour; le « maître sellier des écuries royales », 11,000 réaux; les « écrivains publics », 20,000; les deux frères Trasvina, « marchands », 30,000; le marquis de Camarasa, 17,000; le Conseil des Ordres, 200,000 (*Gazeta de Madrid*).

part vieilles troupes de ligne. M. de Cuesta y était arrivé avec un peu de troupes, s'était concerté avec M. de Castaños et était reparti le 5 de septembre, assurait-on. On attendait à Madrid de la cavalerie d'Andalousie, où l'on prétend que l'on avait rassemblé vingt mille chevaux [1].

En allant à Madrid, l'émissaire a rencontré au delà de Jadraque dix mille Valenciens, en deux divisions, à un jour de distance l'une de l'autre, la première forte d'à peu près quatre mille hommes, la seconde de six mille. Il y a dans ces deux divisions moitié de troupes réglées, tant infanterie que cavalerie ; celle-ci monte à deux cents chevaux au plus.

A Alcala, l'émissaire a trouvé un corps de quatre mille hommes et un parc de dix-huit pièces d'artillerie de campagne. Entre Alcala et Torrejon, il a rencontré environ trois cents Valenciens liés et conduits par une escorte, ayant déserté de Madrid, disait-on. Près de Madrid, il a rencontré quarante chariots chargés de biscuit.

Il a observé beaucoup d'insubordination dans tous les corps qu'il a vus en route. Ces troupes commettaient beaucoup de désordres dans les villages sur leur passage. Elles sont armées de fusils, pistolets, épées et poignards.

On disait à Madrid qu'il y avait abondance d'armes en Espagne et que l'Angleterre en faisait verser journellement.

On y disait aussi qu'il était parti pour Saragosse dix mille hommes, qui suivaient un chemin différent de celui des deux divisions de quatre et de six mille hommes que l'émissaire avait rencontrées au delà de Jadraque. (Il pourrait y avoir confusion dans ce rapport.)

1. Le duc de l'Infantado offrait 21 chevaux; don Manuel Aguirre, 12; le comte d'Altamira, 8; la comtesse de Chinchon, 7; le marquis d'Alcañices, 5; etc.... (*Gazeta de Madrid.*)

A son retour à Vittoria, l'émissaire a laissé dans Aranda, sur le Duero, un corps de six cents hommes, la plupart contrebandiers, avec lequel il avait fait route depuis Sommo-Sierra, et qui venait faire avant-poste vis-à-vis des avant-postes de l'armée française.

Le Conseil de Castille avait fait imprimer un volumineux mémoire qui faisait beaucoup de bruit et était très applaudi [1].

Ce Conseil continuait à exercer le gouvernement civil. Il devait s'en démettre le 12, jour fixé pour l'ouverture de la Junte suprême du royaume d'Espagne. M. de Castaños restait à Madrid pour en faire l'ouverture. On croyait que le comte de Florida-Blanca en serait le président; on ne parlait plus du cardinal de Bourbon, qui, d'ailleurs, n'est pas à Madrid.

Le duc de l'Infantado était revenu et était nommé président d'une Junte de guerre chargée de toutes les opérations militaires. Cette Junte était composée de deux inspecteurs, l'un d'infanterie, l'autre de cavalerie, et d'un certain nombre de généraux.

Il passait pour certain à Madrid, non plus que l'armée française en Portugal avait capitulé, mais qu'elle était réduite à un grand état de faiblesse.

L'émissaire n'a rien recueilli sur la Galice, dont il a été question dans les avis reçus avant-hier par le général O'Farrill.

Je considère, Monseigneur, que quelques points sont

1. Ce *Manifesto de los procedimientos del Consejo Real en los gravissimos sucesos occurridos desde octubre del año proximo passado*, parut le 27 août 1808. Ces cent seize pages renferment l'historique documenté des actes du Conseil de Castille, suivi d'une lettre du président don Arias Mon, adressant à toutes les Juntes un appel à la concorde.

Le général de Arteche remarque que ce Mémoire « ne causa pas de sensation chez le peuple, enflammé d'intransigeance. »

actuellement assez bien établis : 1° Malgré la divergence des plans et les prétentions, une Junte centrale est enfin formée. On va chercher, sous l'influence de ceux qui ont surmonté les difficultés, à exercer l'autorité sur les Juntes provinciales. — 2° La force armée régulière s'organise de plus en plus, et des corps commencent à s'avancer vers les provinces méridionales. — 3° M. de Castaños a pris un grand ascendant et commandera en chef au moins l'armée principale, s'il n'est pas généralissime. — 4° Les premiers efforts tendent à couvrir l'Aragon.

M. d'Arribas a eu la complaisance de me faire communiquer ce soir copie de la récapitulation qu'il adresse au Roi des informations données par son émissaire. Il m'a prêté pour quelques heures les pamphlets et journaux qu'il a reçus.

Sa récapitulation est substantiellement conforme, quoique avec moins d'ordre dans la marche, à celle de M. Amoroso.

Les pamphlets sont d'une virulence extrême ; il ne s'est rien fait qui en approche dans les temps les plus effrénés de la Révolution française. J'ai lu tout ce que les Anglais ont fait et fait faire en Allemagne pour exciter les passions contre la France et contre S. M. l'Empereur. Les cerveaux espagnols sont bien autrement féconds. Les injures qui en sortent sont celles de la canaille, et les mensonges inventés sont d'une perfidie atroce. Comment le peuple ne serait-il pas exaspéré ?

Les gazettes puisent dans les journaux anglais ce qu'elles répandent de nouvelles étrangères et renchérissent encore en faussetés. C'est toujours la France aux abois, l'Angleterre prospérant, la Russie et l'Autriche faisant d'immenses préparatifs et prêtes à éclater, une coalition formidable à la veille d'être renouée, les alliés de la France méditant de l'abandonner. Les nouvelles in-

térieures de l'Espagne sont ridicules par la haute importance donnée aux plus petits faits, et ont constamment pour objet général d'échauffer le zèle de toutes les provinces par l'étalage du patriotisme de telle ou telle autre.

. . . . . .

74. — *Vittoria, 15 septembre 1808* [vol. 676, f° 299]

J'ai reçu avant-hier la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 7 de ce mois, avec l'expédition et la copie de mes lettres de créance.

Je me suis fait à l'instant même un plaisir de communiquer la copie à M. le comte de Campo-Alange, en attendant que j'y ajoutasse une lettre d'envoi dans la forme ordinaire, tant il me montrait d'impatience d'avoir des données pour la rédaction des lettres de créance de M. le duc de Frias. J'ai su aujourd'hui qu'il s'était occupé immédiatement de cette rédaction, qu'il l'avait dès hier matin envoyée à la signature du Roi, et que c'est après avoir obtenu la signature des lettres de créance du duc qu'il a demandé les ordres de Sa Majesté au sujet de la présentation des miennes. Votre Excellence voudra bien se rappeler ce que j'avais l'honneur d'écrire, le 3 de ce mois, et jugera par l'événement si ma conjecture était fondée. Une circonstance me fait supposer qu'elle l'était. M. de Campo-Alange, qui dans tout cela consulte ses collègues plutôt que son propre jugement, m'a fait entendre aujourd'hui que, si quelque omission avait échappé par précipitation dans les lettres du Roi, il y serait remédié dans les lettres de recréance de M. le prince de Masserano.

M. le duc de Frias est parti ce matin. Il est accompagné jusqu'à Tolosa par M. de Negretti, qui se rend à Pampelune, en qualité de vice-roi.

Le duc a eu le désagrément d'apprendre que son fils, qui a été entraîné dans le mouvement général des officiers, était entré dans Madrid avec M. de Castaños, en qualité d'aide de camp de ce général. Il a cru se mettre plus à l'aise en m'en parlant, et j'ai compris qu'il désirait que cette circonstance, indépendante de sa volonté, ne donnât matière à aucune réflexion.

M. de Negretti aura des difficultés à surmonter dans la Navarre [1]. Les correspondances des provinces insurgées y font impression et les fonctionnaires publics sont ébranlés. Quatre des cinq députés de la Navarre se sont enfuis. Les commissaires de la consolidation se sont retirés, comme l'ont fait ceux de Saint-Sébastien, comme a fait à Bayonne même le consul du Roi, qui a envoyé sa démission. M. de Cabarrus prétend que l'excès des demandes faites pour mettre Pampelune et Saint-Sébastien en état de défense est au moins le prétexte, s'il n'est pas la cause, de ces défections. Il prétend en général que l'immodération des commissaires français, qui ne veulent jamais rester dans les bornes convenues avec l'intendant général de l'armée, fera déserter toutes les autorités espagnoles, s'il n'y est remédié.

Les renseignements n'ont fait ici presque aucun progrès, Monseigneur, ces deux jours derniers. Rien encore ne donne la mesure du changement survenu dans la Galice, d'après les avis de Madrid. M. O'Farrill incline à penser que cette province est tombée dans l'arrière-plan,

1. Les membres de la Députation de Navarre, refusant toute contribution de guerre pour les vivres de l'armée française, avaient quitté le 30 août Pampelune, pour se réunir dans la ville d'Agreda. Ils proclamèrent Ferdinand, s'abouchèrent avec la Junte centrale, reçurent de l'évêque de Tudèle un secours d'argent pris dans les caisses de l'évêché; ils ne se dispersèrent qu'après la bataille de Tudèle (octobre 1808). — Archives de Pampelune. *Cortès, Negocios de la Diputacion*, cartons 3 et 4.

qu'elle peut être négligée désormais sous le rapport des opérations militaires, et qu'il n'est pas improbable qu'on y nouera utilement des négociations, dès qu'on aura repassé en force le Duero. Il n'a pas la même opinion des Asturies, qu'il regarde comme un foyer dangereux pour les provinces voisines. Il tient pour constaté que les Asturiens ont garni les montagnes qui bordent le royaume de Léon et la Vieille-Castille, qu'ils sont en force à Reynosa, et qu'on ne sera sûr de la tranquillité de la Biscaye qu'autant qu'on reprendra Santander. On doit être un peu plus avancé en nouvelles au quartier général. C'est de Miranda que nous vient le bruit que Soria a été le point de rendez-vous des troupes parties de Madrid, depuis l'arrivée de M. de Castanos, et de celles que M. de Palafox avait paru vers la même époque vouloir faire filer dans la Navarre. On porte à trente mille hommes et plus la force de cette armée. Les militaires jugent cette position bien choisie, tant pour l'observation que pour ménager les subsistances de l'Aragon. Il reste à savoir, avant d'en raisonner, si elle est réellement prise [1].

On ne croit pas, au surplus, que les généraux de l'in-

1. Depuis Baylen, les positions des belligérants espagnols pouvaient se résumer ainsi :

L'armée de Valence (12,000 hommes), avec Llamas, était entrée à Madrid (13 août). L'armée d'Andalousie (Castaños), fêtée à Séville, arrivée seulement par divisions (23 août, 10 septembre) à Madrid, avait ses 30,000 hommes disséminés entre Cordoue et Ségovie. En Estramadure, de nouvelles levées, concentrées à Badajoz, recevaient des Anglais vêtements et armes. L'armée de Murcie (Saint-Marcq), au nombre de 16,000 hommes, rejoignait près de Saragosse le comte de Montijo et le général O'Neill, qui occupaient, perdaient, reprenaient Tudèle au maréchal Moncey (19-31 août, 23 septembre). Réfugiée dans les montagnes de Léon, avant de s'avancer vers la Biscaye, l'armée de Galice (30,000 hommes) était commandée par Blake ; l'armée de Castille, aux ordres de la Cuesta (12,000 hommes), se retirait vers Salamanque, et les deux généraux restaient en querelle pour ou contre la Junte de Séville. Les troupes de Catalogne guerroyaient au hasard contre les Français, à peu près bloqués dans Barcelone.

surrection commettent la faute de faire attaquer actuellement l'armée française; ils en ont laissé échapper le moment. M. O'Farrill me paraît craindre à présent qu'ils ne se fassent un système défensif pour traîner autant que possible la guerre en longueur; que les troupes espagnoles, tant de ligne que de nouvelles levées, ne se dispersent successivement dans les campagnes, à mesure que les troupes françaises occuperont les villes; que finalement la guerre dégénère, pour le malheur de l'Espagne, en une meurtrière et interminable lutte de la population des villages contre la garnison des villes.

Les correspondances des ministres avec les personnes en évidence dans le parti de l'insurrection continuent avec persévérance, c'est-à-dire que les ministres écrivent, car je ne découvre pas qu'il leur parvienne de réponse. M. O'Farrill s'est chargé notamment de M. de Cuesta, de M. de Castaños, et surtout de M. de Florida-Blanca, que M. de Cabarrus hait avec passion.

Le système favori de M. de Florida-Blanca a été constamment de parvenir, par des mariages, à faire échoir à l'Espagne la succession du Portugal, et nous l'avons vu soutenir, dans la confusion des temps présents, les droits de la princesse du Brésil. J'ai beaucoup entendu dire, et je l'entends encore ici journellement, que, s'il s'agissait de déférer la couronne d'Espagne à la plus haute réputation, c'est l'archiduc Charles [1] qui a le plus de prise sur l'opinion, et que, s'il s'agissait du droit le plus constaté,

1. Charles *de Habsbourg-Lorraine* (1771-1847). Troisième fils de l'empereur Léopold II et de Marie-Louise de Bourbon, par sa mère petit-fils de Charles III d'Espagne; frère de l'empereur François. Se distingua dans toutes les guerres des coalitions contre la France ; adversaire heureux de Napoléon lui-même, commandait l'armée autrichienne à Wagram, où il fut blessé. Il vécut dès lors dans la retraite, adonné à des travaux de stratégie et au récit de ses campagnes.

c'est la princesse du Brésil qu'il faudrait appeler [1]. Mais, quoique M. de Florida-Blanca paraisse prendre en affaires politiques l'ascendant que M. de Castaños semble prendre sur les affaires militaires, je me persuade toujours que l'Espagne, livrée à elle-même, tomberait de plus en plus dans l'anarchie. Je doute même peu qu'elle n'y soit complètement replongée, aussitôt que les armées françaises seront en pleine opération, quelque autorité passagère que puisse prendre la Junte qui, depuis trois jours, doit être en fonctions à Madrid.

J'ai reçu, Monseigneur, avec un grand empressement le *Moniteur* qui rend compte de la séance tenue au Sénat, le 6 de ce mois [2]. Ce que S. M. l'Empereur a fait dire et lire dans cette assemblée doit être en Espagne d'un très bon effet. Les deux rapports de Votre Excellence à Sa Majesté Impériale placent les questions du mois d'avril et du mois de septembre sur un excellent terrain. Le Roi a hier autorisé M. d'Arribas à faire republier en espagnol

1. *Carlotta Joaquina*, infante d'Espagne (1775-1830), fille de Charles IV et de Marie-Louise de Parme; mariée (1790) à Jean VI, roi de Portugal. Elle passa avec toute la maison de Bragance au Brésil (novembre 1807). Son ambition la mêla à toutes les intrigues politiques de la péninsule, soit pour elle-même, soit pour son fils dom Miguel.

2. Le Sénat avait été convoqué afin de voter l'appel anticipé d'une nouvelle conscription. Le message de l'Empereur (Saint-Cloud, 4 septembre) disait : « Je suis résolu à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande activité et à détruire les armées que l'Angleterre a débarquées dans ce pays.... Je ne veux ni ne dois dépendre des calculs des autres Cours. » — Le rapport du ministre des relations extérieures faisait une déclaration de principes : « Il faut qu'un prince ami de la France règne en Espagne : c'est l'ouvrage de Louis XIV qu'il faut recommencer. *Ce que la politique conseille, la justice l'autorise.* »

M. de Metternich caractérisait ce langage : « Le point de vue que la Cour impose au public sur la marche des événements en Espagne.... L'ensemble de ces pièces nous rejette, sous le rapport des phrases et du style, en 1795. » *Mémoires*, II, 220. — Et la *Gazeta de Madrid* (11 octobre 1808), en étalant tous ces documents, ne manquait pas de souligner la « maxime » de Champagny pour la livrer à l'attention des « souverains de l'Europe ».

ette séance mémorable, ainsi que la relation des événe-
ıents d'Espagne imprimée dans le *Moniteur* du 5. Il y
ura quelques erreurs de noms et de titres à rectifier
ans cette dernière pièce, et même quelques légères
ıuances à modifier pour l'effet local, sans s'écarter de la
idélité d'une traduction. Il est très utile qu'à l'heure qu'il
st on connaisse textuellement, en Espagne même, les
raités faits avec Charles IV et les princes de sa maison.
e n'est pas qu'on cessera d'argumenter, comme on l'a
ait jusqu'ici; mais on verra au moins sur quelle base in-
ontestable ces transactions ont été fondées, et surtout
u'il ne s'y trouve absolument rien au désavantage de la
nonarchie espagnole, comme on s'obstinait à le supposer
lès le principe. La seule clause qui excitera un dépit gé-
ıéral est celle relative au Prince de la Paix; mais on re-
narquera qu'il était le négociateur, et j'ai quelque espé-
ance qu'on reprochera d'autant moins à S. M. l'Empe-
eur de l'avoir protégé.

Il y a de l'à-propos dans le petit pamphlet dont j'ai
'honneur d'envoyer à Votre Excellence deux exemplai-
es et une traduction [1]. Il est de M. de Cabarrus.

J'ai lu les trois lettres de M. d'Yoldi, dont vous avez
ien voulu m'envoyer la copie [2]. Je me suis assuré que
M. de Campo-Alange avait reçu et mis sous les yeux du
Roi les originaux. Je presse pour que les bonnes dispo-
sitions de Sa Majesté danoise [3] soient mises à profit, et
M. de Campo-Alange me presse de lui procurer le proto-

1. Voir la dépêche n° 42, du 15 juillet 1808.

2. Le comte de Yoldi, ministre plénipotentiaire d'Espagne à Copenhague, écrit à M. de Cevallos (5 août), annonçant le soulèvement des corps de troupes espagnoles contre la nomination du roi Joseph; l'embarquement des uns et le désarmement des autres (13 août); il envoie (10 août) son adhésion au gouvernement nouveau. [Vol. 676, fol. 10, 31 et 45.]

3. Frédéric VI, de la maison d'Oldenbourg, roi de Danemark et de Norwège depuis le 13 mars 1808.

cole que jai eu l'honneur de demander de sa part à Votre Excellence, le 10 de ce mois.

Vous ne vous êtes sûrement pas fait d'illusion, Monseigneur, sur l'impression que produirait en Espagne la trahison de M. de la Romana [1]. Tout paraît légitime à des gens en délire. Cette profonde dissimulation qui fait arriver à un but donné par l'emploi perfide de tous les faux semblants est érigée ici en vertu. La violation des serments n'est rien parmi des gens qui réduisent le serment à un acte de convenance du moment. J'ai appris, depuis cinq mois que je suis en Espagne, que pour juger des Espagnols, il faut vivre dans un grand contact avec eux. Je suis honteux de vous avouer que peu de personnes à Vittoria même ont montré de l'indignation contre M. de la Romana. Il semble que le tort soit à ceux qui se sont laissé tromper.

A moins que M. de Strogonoff ne vienne à très petites journées avec des escortes, il devrait être arrivé à Burgos, s'il s'est dirigé sur la route de France, et l'on n'entend pas encore parler de lui.

On apporte, Monseigneur, tous les soins possibles à maintenir les communications, principalement du quartier général à Bayonne. Vous trouverez ci-joint copie d'un ordre du Roi, en date du 6, qui, tout sévère qu'il soit, était devenu de la plus absolue nécessité [2]. On l'exé-

1. Pedro *Caro y Sureda*, troisième marquis *de la Romana* (1761-1811), d'abord officier de marine; lieutenant général (1795); il commandait le contingent espagnol (15,000 hommes) envoyé, en 1807, à la Grande Armée; ces troupes furent réparties à Hambourg, puis sur les bords de la Baltique, disséminées dans le Jutland et l'île de Fionie. A la nouvelle de l'invasion de l'Espagne, le patriotisme amena leur soulèvement. Des vaisseaux anglais s'offrirent à elles pour les conduire à Londres et de là les ramener dans la péninsule.

Voir : Boppe, *Les Espagnols à la Grande Armée.*

2. Un ordre du jour, daté de Miranda (*Gazeta de Vittoria*, 13 septembre),

cute avec rigueur et activité. Il y a eu depuis une dizaine de jours beaucoup d'arrestations et de punitions. On a essayé avec succès de promettre la grâce à quelques hommes, pourvu qu'ils fissent connaître les chefs de bandes et les affiliés. On s'est procuré de cette manière les noms et demeures d'un assez grand nombre d'habitants des villages le long des routes, que l'appât du butin plus que les passions politiques a convertis en brigands. Il faut pour les saisir leur laisser reprendre de la sécurité. Il faut surtout qu'aucun voyageur, qu'aucune voiture ne s'aventurent sans escorte d'un village à l'autre.

75. — *Vittoria, 18 septembre 1808* [vol. 676, f° 322]

La publication en espagnol, que le Roi avait ordonnée à M. d'Arribas, de la relation des affaires d'Espagne et de la séance tenue au Sénat le 6 de ce mois a été suspendue par un nouvel ordre de Sa Majesté. M. de Cabarrus, qui a été avant-hier à Miranda, a fait des représentations qui ont décidé la suspension. La relation, a-t-il observé, semble plutôt calculée pour la France et l'Europe que pour l'Espagne, où elle servirait de texte aux déclamations des écrivains de l'insurrection, habitués à nier tous les faits.

Quant à la séance du Sénat, tout ce qui peut motiver un appel de cent soixante mille hommes de la conscription devait se trouver dans le message de S. M. l'Empereur et dans les rapports de ses ministres. Mais il serait d'un effet fâcheux en Espagne de citer les armements de

prescrivait de pendre « sans autre formalité » les gens pris les armes à la main, de rendre responsables les villages où se commettait l'assassinat d'un soldat français et de désigner dix citoyens susceptibles de servir d'otages.

l'Autriche, lorsque l'on prend des soins si variés pour y détruire l'opinion d'une diversion continentale. Cette opinion est un des leviers les plus puissants des meneurs de l'insurrection, et elle contribue aux dispositions plus qu'équivoques des peuples de la Navarre et des trois provinces de la Biscaye. Les Anglais la soutiennent, et il ne faut pas que des pièces officielles la confirment. Les lettres que les ministres du Roi écrivent avec son approbation aux hommes les plus influents dans les provinces insurgées seraient décréditées par cette seule publication, puisque leurs assertions sur l'Autriche se trouveraient en contradiction avec plusieurs passages importants des pièces lues au Sénat. En attendant que les grandes forces annoncées par S. M. l'Empereur paraissent en Espagne et impriment une peur salutaire aux esprits, pourquoi rendre plus difficile la situation du Roi par des publications qui accroîtraient l'audace de l'insurrection [1] ?

M. d'Arribas, qui a été appelé hier à Miranda, et qui ignorait les motifs du second ordre de Sa Majesté, est chargé en conséquence de faire donner par extrait seulement la séance du Sénat.

L'objet du voyage de M. de Cabarrus était de soumettre au Roi un bilan étendu sur l'actif et le passif du royaume. Il développe, d'un côté, le très grand accroissement de charges qui doit résulter de l'insurrection et des moyens militaires destinés à la réduire ; il développe, d'un autre côté, les ressources qui restent et celles que l'insurrection même a rendues praticables. La balance qu'il tire est consolante pour le Roi. Je ne connais encore de ce travail que les bases principales. M. de Romero et

1. On a pu voir (dépêche précédente), par l'empressement des Espagnols à publier ces documents dans leurs journaux, combien l'opinion de M. de la Forest était fondée.

M. Angulo [1], à qui M. de Cabarrus en a donné lecture, m'ont dit qu'ils espéraient que le Roi le livrerait à la discussion en Conseil d'État.

Il y a eu, Monseigneur, ces trois jours-ci, beaucoup de travail au quartier général et de mouvements militaires dans les divisions de l'armée. C'était une conséquence de la position et de la force des ennemis à Soria, ainsi que de l'approche, présumée à Vittoria et peut-être constatée à Miranda, d'autres corps ennemis vers Aranda et Lerma. Il est devenu sensible hier que le gros de l'armée allait se porter sur Burgos et le Roi lui-même s'y établir; toutes les dispositions paraissent faites et les ordres donnés [2]. Il ne restait que deux cents hommes de garnison à Miranda. Le maréchal Moncey devait conserver sa position sur l'Èbre, y tenir bon, se concentrer, en cas de nécessité, et même se replier sur Pampelune, lorsqu'il y aurait urgence. C'est par Tolosa et Vittoria que ses correspondances devaient être entretenues avec le Roi.

Les ministres se sont inquiétés ici de ce revirement hardi qui laissait à découvert, dans leur opinion, toute la gauche, livrait les trois provinces de la Biscaye aux pratiques des agents de l'insurrection et compromettait la liberté des communications entre Vittoria et Bayonne.

1. Don Francisco *Angulo*, directeur des mines à Madrid, membre de l'Assemblée de Bayonne, devint (31 août 1810-1813) ministre des finances du roi Joseph.

2. Joseph avait inventé ce soudain mouvement en avant : « Je suis convaincu, écrivait-il à l'Empereur (Miranda, 14 septembre), que si je quittais la ligne de l'Èbre, je dissiperais l'ennemi.... Je serais en Espagne comme vous étiez en Égypte.... Je battrai les masses et je jetterai l'épouvante dans l'âme des projettistes de Madrid. Les armes tomberont de la main des uns et la plume de la main des autres.... Jusqu'à l'arrivée de la Grande Armée, vous n'aurez pas de nouvelles de nous et je n'en aurai pas de vous.... » — Napoléon, sans répondre à son frère, lui fit envoyer (22 septembre) des « Observations » qui concluaient : « Le général qui entreprendrait une telle opération *serait criminel.* »

Ils considéraient que la garnison de Bilbao est faible, qu'il y a peu de troupes dans le dépôt important de Vittoria, que les lettres de Bayonne du 16 attestent qu'il n'y en a pas encore, que la gauche jusqu'ici est restée très en l'air et que tout annonce cependant que c'est par là qu'on peut être d'un instant à l'autre fort embarrassé pendant une quinzaine de jours au moins, même complètement dérangé, pour peu que l'ennemi voie jour à s'emparer des passages difficiles sur la route d'Irun à Vittoria.

Les avis de la gauche se sont, en effet, multipliés hier et ce matin d'une manière qui demande attention. Le marquis de la Romana est annoncé sur la côte par les Anglais ; il n'est sûrement pas débarqué, comme on le dit dans ce moment, mais l'instant approche où il peut paraître [1]. On fait de grands préparatifs à Santander et dans la baie de Santoña, si commode pour les débarquements; les Anglais sont attendus avec un corps considérable de troupes et ont promis de faire de grands efforts. Soit d'après les communications de leur commissaire Hunter, soit d'après leurs gazettes, le duc d'York [2] est désigné pour le généralissime de leur armée, et on conclut que Sa Majesté britannique ne le hasarderait pas sans des forces importantes. On assure qu'à Aguilar de Campo, en avant de Reynosa, il y a déjà un très grand rassemblement d'insurgés. On savait qu'à Reynosa même était posté en attente un officier expérimenté avec un corps supposé de huit à neuf mille hommes, dont quelques troupes de ligne. Quoique le nom du général Blake ne soit

1. Embarqué à Langeland le 23 août, la Romana arrivait à Londres le 14 septembre; ses troupes, parties le 5 septembre de Gœteborg (Suède), parvinrent à Santander le 9 octobre.

2. Frédéric d'Angleterre, duc *d'York* (1763-1827), second fils de George III; combattit contre la France et fut constamment battu en 1793, 1794 et 1799. Il commanda à Gibraltar. Sa réputation morale était fort mauvaise.

plus cité depuis quelque temps, on ne doute pas qu'il ne soit dans ces montagnes ou dans les environs, instrument caché des différentes combinaisons et observateur des mouvements de l'armée française. Tout le pays de la Montaña est regardé par les militaires espagnols comme le plateau le plus favorable pour tenir en échec une grande partie de l'Espagne et établir la base d'un angle d'opérations très étendu.

Le général O'Farrill s'est particulièrement inquiété du mouvement sur Burgos, parce que, n'y eût-il dans les avis de la gauche rien d'immédiatement menaçant, il pose en thèse générale que la première de toutes les expéditions à faire avant de se reporter vers le centre est celle de la Montaña de Santander, dont il faut absolument rester les maîtres pour avoir de la sécurité sur les derrières. Il estime qu'au surplus, il est de la politique de ne faire aucune tentative avant d'avoir des forces qui permettent de frapper des coups vigoureux et de profiter des succès. Il croit qu'il est bon de laisser l'ennemi se former en armée sur la droite et sur le front, peut-être même de lui laisser prendre de l'audace et s'abandonner imprudemment, puisque le plus grand inconvénient que nous ayons à craindre est que l'ennemi se retire successivement, laissant toujours, entre lui et nous, le pays sans vivres, se dispersant, se reformant, nous minant en détail, et faisant dégénérer en une guerre longue, dévastatrice et hasardeuse une guerre que tout conseille de brusquer.

Quelle qu'en soit la cause, on apprend actuellement que le Roi a contremandé, la nuit dernière, le mouvement préparé [1].

Mais le moment approche où on sera en présence sur

1. Très probablement sur l'avis des maréchaux Moncey et Bessières.

tous les points. Si, d'un côté, les puissants moyens annoncés par S. M. l'Empereur avancent aussi promptement que les distances le permettent et que l'état des affaires l'exige, d'un autre côté l'ennemi, qui par des obstacles quelconques n'a pu tirer avantage des deux mois qui viennent de s'écouler, va se trouver en mesure de faire des entreprises. Aussi, tous les Espagnols ont-ils les yeux tournés vers les Pyrénées : les serviteurs du Roi, pour voir si les secours arrivent; les habitants des provinces contenues, pour calculer la mesure de leur fidélité; les habitants des provinces insurgées, pour s'assurer si véritablement l'Empereur n'a plus de forces disponibles, comme les meneurs et les Anglais le soutiennent.

Je joins ici la traduction d'un décret de Sa Majesté qui a pour objet d'appliquer et de régulariser les dispositions contenues dans l'ordre du jour de l'armée, du 6 de ce mois, relativement aux brigandages commis sur les routes. Les ministres l'ont sollicité pour donner les formes conservatrices de la justice à l'action quelquefois trop rapide et trop générale du bras militaire ; mais l'article 12 concilie l'utilité des précautions avec la nécessité des prompts châtiments [1].

76. — *Vittoria, 20 septembre 1808* [vol. 676, f° 331]

MM. O'Farrill et de Campo-Alange s'étaient rendus hier à Miranda, pour avoir l'honneur de travailler avec le Roi. Ils ont trouvé Sa Majesté prête à faire une tournée, et elle est, en effet, arrivée inopinément à Vittoria, vers les six heures du soir.

1. Décret du 16 septembre (*Gaseta de Vittoria* du même jour), l'article 12 remet à une commission militaire le soin de juger les cas susceptibles d'entraîner la peine de mort.

Le Roi a reçu aujourd'hui à onze heures le clergé, les magistrats, les militaires, les ministres, les réfugiés de Madrid et les principaux habitants de Vittoria. J'ai eu l'honneur de lui faire ma cour [1]. Il a travaillé avec ses ministres jusqu'à trois heures et est reparti.

A voir les hommages rendus à leur souverain par les différentes autorités et classes d'habitants de cette ville, on se croirait au milieu de sujets très dévoués, si on ne connaissait pas le fond des pensées de chacun d'eux. Le Roi avait peine surtout à empêcher les prêtres et chefs d'ordres de s'abstenir de la génuflexion et du baise-main, qu'il a supprimés dès Madrid ; mais les pratiques extérieures en Espagne ne prouvent pas plus de foi en matière politique qu'en matière religieuse. J'ai jugé en cette occasion, par mes propres yeux, de la valeur des rapports précédents sur la réception empressée et les démonstrations faites au Roi dans ses voyages à Briviesca, Burgos, Logroño et Calahorra. Je dois le dire, puisque l'expérience de plusieurs semaines le démontre, la bonté du Roi, la sagesse de ses premiers actes, les excellentes intentions qu'il manifeste, la certitude acquise que son règne serait heureux pour l'Espagne, tout cela jusqu'ici a soutenu l'estime qui lui a été accordée de bonne heure, et définitivement n'augmente pas son parti. Je suis bien convaincu à présent que ce que les malheurs des armées

1. Joseph accueillait froidement l'ambassadeur de l'Empereur; il écrivait a Napoléon (19 septembre 1808) : « Je ne sais si Votre Majesté a réellement changé de projet, ou si c'est par erreur que M. de La Forest vient de recevoir des lettres de créance auprès de moi. Votre Majesté m'a donné les assurances les plus réitérées et les plus positives que son intention était de donner commission au sénateur Rœderer, qui était alors à Naples. .... Je ne dois pas dissimuler à Votre Majesté que M. de La Forest rassemble beaucoup de préventions contre lui; les circonstances devant lesquelles il s'est trouvé à Madrid le mettent, vis-à-vis du public de ce pays, dans un jour moins favorable que celui où serait ici un homme nouveau. »

ont fait perdre ne sera regagné que par la fortune des armes. La force seule aura prise sur le plus opiniâtre des peuples, et il faut que l'impossibilité de résister réconcilie son orgueil à la soumission.

Un bruit sourd annonçait hier un nouveau revers, la capitulation de l'armée française en Portugal [1]; la nouvelle en était venue de Miranda. Je joins ici la traduction de la lettre qui est aujourd'hui citée et que je suis parvenu à me procurer; je ne crois pas qu'on ait eu autre chose au quartier général; les noms de l'auteur de la lettre, de celui à qui elle est adressée, de l'endroit d'où elle est datée, ne sont pas connus ici; c'est par conjecture qu'on lit *Jurumeña* au lieu de *Jurionana*. Il est étrange, d'ailleurs, que, parlant de l'entrée de l'amiral anglais dans Lisbonne, on ne parle pas de l'amiral russe [2].

Il est actuellement bien clair que M. de Strogonoff se sera borné à faire annoncer son départ sans quitter Madrid, ou qu'il aura pris la route de Lisbonne, comme il l'avait fait entendre; il faut un peu de temps pour démêler sa conduite. J'ai toujours conservé l'opinion que j'avais eu l'honneur d'énoncer à Votre Excellenc dans ma lettre de Burgos, en date du 10 d'août.

M. de Mazarredo est arrivé de Bilbao aujourd'hui.

1. Capitulation de Cintra (22 août) entre Wellesley (Wellington) et Junot, qui dut abandonner le Portugal.

2. Donato Gonzalez Cortès, entendant Wellesley dire que si Junot ne se rendait pas à discrétion dans les dix jours, tous les Français seraient passés au fil de l'épée, représentait au général anglais la résistance que l'on pouvait trouver de la part de l'escadre russe : « Alors il me dit en m'embrassant : « Ceux-ci sont déjà de notre parti. » (Lettre du 16 août 1808. — Vol. 676, fol. 169)

77. — *Vittoria, 21 septembre 1808* [vol. 876, f° 341]

Le Roi doit s'applaudir aujourd'hui d'avoir contremandé, dans la nuit du 17 au 18, tous les arrangements faits pour porter à Burgos la masse de l'armée. Les forces rebelles, qui se sont insensiblement rassemblées sur les frontières de la Biscaye et de la Vieille-Castille et dans les montagnes de Santander, font des mouvements qui pouvaient être d'autant moins négligés que, suivant toutes les apparences, le débarquement de M. de la Romana et des Anglais doit être très prochain. Un corps considérable [1] a, notamment, débouché vers Bilbao. Il a poussé une reconnaissance sur cette ville, le 19, et hier, à six heures du matin, a commencé l'attaque. Le général Monthion, qui avait pris ses mesures avec beaucoup de diligence, était sorti de la ville avec toute sa garnison, s'était porté en avant, il a contenu l'ennemi trois heures, s'est assuré qu'il avait affaire à cinq mille hommes de troupes régulières et au même nombre à peu près de paysans tirailleurs, a fait sa retraite en bon ordre et n'a rien perdu. Il pouvait et devait peut-être s'arrêter à Durango ; il a préféré gagner une marche et venir au-devant des secours qu'il s'est hâté de solliciter. L'ennemi est entré dans Bilbao [2], où malheureusement il trouvera une assez grande quantité d'approvisionnements. S'il était entreprenant, il a encore trente-six heures à lui pour tenter un coup de main sur Vittoria par les chemins de traverse des montagnes, et il n'y existe aucun moyen de transports pour une évacuation soudaine.

Le Roi a fait filer la nuit et ce matin quelques troupes

1. Commandé par Blacke.
2. 20 septembre 1808.

vers Orduna et Mondragone. Le général Merlin est passé ce soir, allant prendre son commandement. Différents mouvements se font en ce moment, et j'ai lieu de croire que Sa Majesté reviendra demain à Vittoria. On ne pourra connaître les véritables desseins de l'ennemi que par ses opérations ultérieures. Est-ce une attaque concertée ou isolée ? Est ce projet de s'emparer de la côte de Biscaye pour faciliter un débarquement aussi près que possible de la route de communication avec la France, et couper de ce côté l'armée du Roi, pendant qu'elle serait pressée sur les autres points ? Est-ce simplement une tentative pour obtenir quelques succès sur le flanc dégarni et se replier ensuite ?

Quoi qu'il en soit, cette leçon sera utile, j'espère, et fera revenir sur une position d'armée qui a été hasardeuse plusieurs semaines et qui est devenue fort dangereuse. Il est surtout important que l'ennemi soit délogé de la Biscaye et même de la montagne de Santander, avant de penser à toute autre opération. Il est possible qu'il soit bientôt et que même il soit en ce moment trop fort pour les moyens dont le Roi peut disposer, sans exposer son front et sa droite. (Je dis et disais dans ma lettre du 18 *droite* et *gauche*, en regardant vers la France.) Dans toutes les hypothèses, il est incontestablement très urgent, depuis que l'ennemi est en mesure par les deux flancs et en front, de se couvrir également à la gauche et à la droite. Il me semble que le plus grand intérêt du moment est d'atteindre l'époque où les renforts permettront de vigoureuses opérations et de conserver l'entière liberté des communications avec Bayonne. On y touche d'assez près pour ne plus avoir en vue l'opinion publique ; elle est d'ailleurs au pis, depuis que les forces insurgées sont en présence et que les secours attendus de France

ne sont aperçus que dans l'éloignement. J'ajoute que, toutes les circonstances dûment considérées, on doit soupçonner que M. de Castaños suit le plan qui lui a réussi dans le midi. Nous avons eu d'un côté une fausse attaque ; nous voici débordés de l'autre côté. Il ne faut pas courir le risque d'attribuer ces diverses manœuvres au zèle individuel des généraux qui procéderaient sans généralissime.

C'est le brigadier marquis de Portago qui commande le corps auquel le général Monthion a eu affaire. Il est maréchal de camp de la façon des Juntes [1] ; il est neveu du comte de Campo-Alange ; il a épousé une veuve de don Louis Godoy, frère aîné du prince de la Paix, dont il a été le favori. Ses talents militaires ne sont pas en haute réputation ; il n'en a pas fait preuve au moins vis-à-vis du général Monthion, qu'il a laissé se dégager à l'aise et qu'il aurait pu faire poursuivre l'épée dans les reins jusqu'à Mondragon même. Il a pour chef d'état-major le colonel Fabre, officier estimé.

M. de Mazarredo m'a dit ce matin qu'il avait à peu près la certitude que le général Blake avait envoyé du royaume de Léon toutes les troupes régulières dont il disposait, qu'il est de sa personne entre l'Ebre et la Montaña de Santander, et qu'il est l'âme des opérations, quoique le marquis de Portago soit son ancien ; au moins ce général est-il cité avec le marquis dans un rapport parvenu à l'amiral, lorsqu'il quittait Bilbao.

La *Gazette de Vittoria*, qui devait paraître hier, n'a été distribuée qu'aujourd'hui. Elle est consacrée presque entièrement à la traduction littérale de la relation des affaires d'Espagne insérée dans le *Moniteur* du 5. Il n'y a de

1. Le marquis de Portago était, d'ailleurs, brigadier de l'armée espagnole depuis 1795.

corrige que quelques erreurs de noms ou de titres, comme M. d'Arribas l'avait projeté d'abord. Le numéro suivant donnera la traduction aussi littérale du *Moniteur* du 6. Les observations de M. de Cabarrus ont paru définitivement au Roi trop alambiquées. Sa Majesté n'a pas approuvé qu'il se fût mêlé d'une chose qu'elle avait ordonnée elle-même au ministre compétent.

Je joins ici la traduction d'un article intéressant de cette gazette. Votre Excellence remarquera que le Roi ayant à prononcer sur la quotité à sa répartition d'une amende encourue, d'après l'article 10 de son décret du 9, par le bourg de Salinas [1], en a fait supporter la moitié au clergé [2] : c'est un bon système pour faire prêcher contre l'assassinat des Français la classe qui dispose des consciences.

Je joins ici également la traduction d'une notice envoyée par un habitant d'Agreda à un de ses amis de Vittoria, et venue à ma connaissance fortuitement. Il doit y avoir exagération dans les levées de cavalerie des quatre provinces de l'Andalousie, et exactitude dans l'énumération des forces arrivées le 12 de ce mois de Madrid à Agreda. J'ai remis copie de cette pièce au général Lagrange [3], qui la fait passer à M. le maréchal Jourdan.

1. La vallée de Salinas, dans le Guipuscoa, sur la route de Vergara à Vittoria, permet de franchir, à 617 mètres d'altitude, les Pyrénées Cantabriques par le col d'Arlaban. Un souvenir sinistre plane sur ces gorges propices aux embuscades : de nombreux combats s'y livrèrent pendant la guerre de l'indépendance.

2. Contribution de 80,000 réaux payable dans les trois jours, dont moitié à la charge du clergé « pour son silence et connivence. »

3. François *Le Lièvre*, marquis *de La Grange* (1766-1833), était alors général de brigade (1807) et faisait partie de l'état-major général de l'armée d'Espagne. Général de division (1809), après Essling, où un boulet lui emporta le bras. Baron (1811) et comte de l'Empire (1813). Gouverneur de Wesel (1813). Capitaine des mousquetaires noirs (1814).

78. — *Vittoria, 22 septembre 1808* [vol. 676, f° 347]

J'ai reçu cette nuit la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 15 de ce mois.

M. Le Roy m'avait envoyé de Marseille la plupart des détails qu'il a transmis à Votre Excellence et dont vous avez bien voulu me communiquer la substance. Il est inconcevable que des faits d'une aussi haute importance que les dispositions faites dès le 9 de juin par M. de Morla pour s'emparer de l'escadre française, la reddition de cette escadre six jours après, le débarquement de 4,000 à 5,000 Anglais à Cadix, le 29 du même mois, n'aient pas transpiré jusqu'à nous à Madrid. Votre Excellence a dû remarquer depuis longtemps qu'une dissimulation extrême et une adresse égale à tromper par des faux avis ne sont pas les moindres difficultés contre lesquelles nous luttons en Espagne. Les anciennes traditions historiques et les mémoires de la guerre de la succession nous prouvent que ces difficultés ont existé de tout temps. Une autre circonstance qui n'est pas moins remarquable, c'est que les mêmes injures, les mêmes déclamations, les mêmes reproches que la fureur du jour prodigue aux Français, leur étaient prodigués dans la guerre de succession, ainsi qu'aux Allemands, aux Portugais, aux Anglais et aux Espagnols d'un parti, par les Espagnols de l'autre. Il semble que ce soient des formules convenues pour l'occasion; dans la réalité, tout cela sort du même arsenal : les prêtres, les moines, les grands, la populace.

J'ai soin d'adresser à Paris mes lettres à Votre Excellence, ainsi qu'elle veut bien me l'indiquer, et je la remercie de m'avoir instruit du départ de l'Empereur pour

Erfurt [1]. L'entrevue projetée ne peut que resserrer les liens et établir de grands entendus entre Sa Majesté et l'empereur de Russie. L'affaire d'Espagne est d'une si haute importance qu'elle ne peut être favorisée par un concert trop intime entre ces deux puissants souverains sur le reste des affaires de l'Europe. On sait que Votre Excellence a signé le 8 un traité avec le prince Guillaume de Prusse [2], qui déconcerte bien des calculs perturbateurs, et que les intrigues anglaises ne sont pas en meilleur chemin de troubler la paix du côté de l'Autriche. Mais, à l'égard de l'Espagne, le délire se nourrit des espérances les plus chimériques, quelque chose que l'on dise ou imprime. Je me flatte que S. M. l'Empereur ne doute pas qu'il n'y faille la conviction que la force commande en frappant. Comment les insurgés ouvriraient-ils les yeux? Ici même, à Vittoria, les serviteurs du Roi et ceux qui l'ont suivi se réveillent chaque jour avec autant de doutes que si la veille je n'avais pas fixé leurs idées.

Je viens d'avoir connaissance d'une *Gazette de Madrid*, du 9 de ce mois. Il s'y trouve de longues et pompeuses listes des souscriptions qui se font pour la poursuite de la guerre contre la France. Je joins ici les articles qui méritaient d'en être extraits [3]. Dans un supplément donné le 10, sous le titre de gazette extraordinaire, se trouve une pièce dont j'ajoute également la traduction. Elle ne laisse

1. 23 septembre 1808. L'empereur Alexandre avait quitté Saint-Pétersbourg le 14 ; la rencontre eut lieu le 27.

2. Napoléon rendait « graduellement » à la Prusse ses provinces et l'administration de ses États, mais limitait l'effectif de son armée et gardait ses forteresses en garantie. — De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. II, p. 270. — Voir : A. Vandal, *Napoléon et Alexandre*, t. I, p. 383.

3. Don Pedro de Silva, patriarche des Indes, proteste publiquement n'avoir jamais prêté serment à « celui que la nation n'a pas reconnu pour roi. »

plus, sur le sort de l'armée française en Portugal, les ressources que donnaient à l'espérance les erreurs du bulletin à la main, dont j'ai transmis copie avant-hier à Votre Excellence. Au reste, la catastrophe essuyée en Andalousie par le général Dupont a dû faire compter de bonne heure au rang de ses conséquences probables l'événement dont M. de Castaños lui-même a informé le Conseil de Castille. S. M. l'Empereur n'en sera que plus déterminé aux vigoureux efforts que l'intérêt de sa gloire et celui de l'Empire sollicitent hautement. Si la capitulation du duc d'Abrantès a été faite en temps utile, pour obtenir la retraite de l'armée française et de la flotte russe dans un port de France, l'évacuation momentanée du Portugal donnerait lieu à moins de regrets. L'occupation anglaise n'aura de durée en définitif que celle de l'insurrection espagnole.

Il n'est pas inutile d'observer que M. de Castaños donne une marque de grande déférence au Conseil de Castille en s'adressant à lui. C'est le 12 que la Junte centrale devait ouvrir ses séances. Il est fâcheux d'ignorer encore dix jours après ce qui s'est passé, et quelle espèce de consistance prenait cette nouvelle autorité. Est-elle en harmonie avec la junte de Séville? Les provinces occidentales s'y font-elles représenter? M. de Florida-Blanca, qui met toutes les ressources de son influence à faire prévaloir l'union, a-t-il obtenu la présidence? Ces questions seront sans doute bientôt résolues,

Votre Excellence me mande qu'au départ de M. Le Roy, les révoltés d'Andalousie parlaient avec mépris du prince des Asturies ; je n'aperçois nulle part ailleurs le même effet. Existât-il généralement, il n'empêcherait pas qu'en méprisant dès à présent un prince qui aurait éprouvé ce sort, après quelques mois de règne, un peuple, bizarre en tout, ne le réclamât, par la seule raison qu'il ne l'a pas

expulsé lui-même. Le nom de Ferdinand paraît continuer à être le cri de ralliement. Le voile qui couvre les différentes vues n'est soulevé d'aucun côté et ne peut l'être encore dans l'état actuel des choses. On voit des éléments républicains. On soupçonne que M. de l'Infantado, qui a pour lui presque tous les grands, et que favorise la jeunesse du duc de Medina-Cœli [1], viserait à une aristocratie dont il serait le chef si les circonstances y prêtaient. M. de Florida-Blanca s'est ouvertement prononcé pour la princesse du Brésil, et la réunion de l'Espagne et du Portugal serait soutenue par les patriotes les mieux intentionnés. Les Anglais vraisemblablement soutiendraient les droits de la branche des Bourbons de Naples. Je continue à conjecturer que l'insurrection sera réprimée par les armes de S. M. l'Empereur, avant que ces dissensions aient le temps d'éclater ; mais elles éclateraient si l'Espagne était abandonnée. Rien, au surplus, ne transpire encore, Monseigneur, des démarches que le prince Léopold a pu faire.

Le Roi est arrivé cette après-midi à Vittoria, vers les deux heures, accompagné du maréchal Jourdan. Il a fait faire de rapides mouvements de troupes.

79. — *Vittoria, 25 septembre 1808* [vol. 676, f° 363]

L'estafette venant de Paris a été arrêtée avant-hier au-dessus de Mondragone, à trois quarts de lieue du relais où il venait de changer de chevaux. On n'a volé que les dépêches, et l'intention évidente du parti était leur interception. J'ai fait vérifier sur la feuille qu'il n'y avait rien de Votre Excellence pour moi.

1. Don Luis-Joaquin *Fernandez de Cordoba*, quatorzième duc de *Medina-Celi* (1780-1840).

Les mouvements militaires ont continué ces jours-ci. L'armée occupe la ligne de l'Èbre proprement dite, comme il avait été projeté d'abord en quittant Madrid. M. le maréchal Moncey couvre la Navarre par des positions vers le confluent de ce fleuve et de la rivière d'Aragon. Beaucoup au-dessus est M. le maréchal Bessières, à Miranda. M. le maréchal Ney est plus haut encore. Le Roi est à Vittoria avec une partie de la réserve; Sa Majesté allait en partir hier matin avec toute la cavalerie, et a subitement contremandé la marche [1].

Il paraît qu'un corps ennemi a tenté de percer entre M. le maréchal Moncey et Pampelune par Saragosse, et devait sans doute être soutenu, s'il était parvenu à gagner du terrain. Il a été reconnu, attaqué et mis en fuite avec perte de ses deux pièces de canon. Le général Merlin, d'un autre côté, a fait sa jonction à Durango avec le général Monthion. On pense que si ce corps avait marché de suite par Bilbao, pendant qu'un autre corps se serait avancé rapidement par Orduña sur Valmaseda, l'ennemi aurait été coupé. Il paraît qu'on a craint que le général Blake ne fût en force à Valmaseda pour couvrir les troupes qui avaient pénétré par Bilbao, et ne s'avançât lui-même sur Vittoria, suivant les circonstances. On a présumé, d'ailleurs, que l'ennemi jugerait son opération manquée en apprenant le virement fait dans les positions françaises, qu'il ne se laisserait pas surprendre, et évacuerait nécessairement Bilbao.

Votre Excellence voudra bien, au surplus, considérer que je parle un peu au hasard des opérations militaires, dont je ne sais rien de plus que le public, et que je me

1. « Je me trouve ici dans une position centrale. » (Joseph à l'Empereur, 24 septembre.) — « Vittoria est en l'air; le Roi y est presque seul. » (Maréchal Bessières au maréchal Jourdan, 26 septembre.)

garde d'affirmer. Je me borne à observer en résultat que l'ennemi, n'ayant montré aucune hardiesse dans l'exécution d'un plan qui pouvait embarrasser le Roi, semble indiquer par là peu de confiance dans ses moyens, et, qu'à tout prendre, il a rendu au Roi le service de lui faire connaître d'une manière sensible le vice de sa position précédente autant que le danger d'un retour prématuré à Burgos.

Sans doute, il est fâcheux qu'en se retirant tout à fait sur l'Èbre, le Roi perde les ressources qu'il tirait en approvisionnements du cercle plus étendu qu'il occupait, et qu'il ne soit plus en mesure de contenir Burgos, Valladolid, Palencia et le pays environnant. Mais je compte pour rien l'effet politique, et pour peu l'accroissement de forces que l'ennemi retirera du territoire qui lui est abandonné, lorsque je pense que dans quinze ou vingt jours le Roi sera le maître de s'y reporter. C'est beaucoup, d'ailleurs, d'avoir tenu jusqu'au dernier moment, et lorsque l'ennemi s'est enfin trouvé en mesure de tirer parti de la mauvaise assiette militaire de l'armée, il était sage de ne pas hasarder le grand intérêt des communications.

Le général Monthion, appelé à Bayonne par les ordres de M. le prince de Neuchatel, est venu ici rendre un compte détaillé de sa retraite de Bilbao. L'ennemi n'a déployé ni audace ni talent, et sa troupe régulière, mêlée de vieux soldats, de nouvelles levées et de paysans, est incontestablement très loin encore d'être imposante. Elle ne s'est pas montrée meilleure sur les flancs de M. le maréchal Moncey. Combien il tarde, sous tous les rapports politiques et militaires, que l'offensive puisse être très promptement et vigoureusement reprise!

Il n'y a point de nouvelles de Madrid, à ma connaissance. M. d'Arribas se lamente du peu de succès de ses

mesures pour en obtenir régulièrement, et certes voici le moment où elles seraient d'une haute importance pour déterminer le degré d'anarchie ou d'organisation du royaume. Les rumeurs qui parviennent ici se contredisent du matin au soir, et l'expérience nous a instruits à nous en défier, surtout lorsqu'elles flattent nos espérances.

Je joins ici la traduction d'un nouveau pamphlet que M. de Cabarrus vient de faire circuler. C'est la réponse à la lettre supposée d'un habitant de Bilberte [1]. Je ne la trouve pas heureuse, et elle est déparée par des choses de mauvais goût autant que par des attaques personnelles. Son plus utile effet est de commettre l'auteur envers le clergé et la noblesse, et de le sortir de la circonscription (*sic*) si longtemps observée par le bord auquel il appartient.

Il paraît que M. de Cevallos n'a pas envoyé à tous les agents diplomatiques d'Espagne dans les cours étrangères la circulaire que le Roi a fait rédiger lorsqu'il est entré en Espagne. Le chargé d'affaires de Hollande a prévenu M. de Campo-Alange confidentiellement que le commandeur de Werhuel avait avis que S. M. le roi de Hollande lui ferait passer des lettres de créance, aussitôt qu'il recevrait les communications d'usage. M. d'Anduaga [2] ne les a donc pas faites? C'est ce qui est à vérifier et à réparer, s'il y a lieu.

Un intérêt majeur doit porter aussi à vérifier si le ministre plénipotentiaire d'Espagne près de la république helvétique [3] a fait ces mêmes notifications; et à presser la reconnaissance du roi Joseph Napoléon. Il s'ensuivrait

1. Voir la dépêche du 15 juillet 1808, p. 165.
2. Don José de *Anduaga*, ministre plénipotentiaire de Charles IV à la Haye.
3. Don José *Caamaño*.

que les régiments suisses au service d'Espagne [1] pourraient avoir ordre de quitter les rangs de l'insurrection soi-disant au nom de Ferdinand VII. La menace que ferait le gouvernement helvétique de la confiscation des biens et du bannissement des réfractaires ramènerait surtout les officiers dans le devoir et ceux des soldats qui sont véritablement Suisses.

80. — *Vittoria, 29 septembre 1808* [vol. 676, f° 388]

Je ne voudrais pas que Votre Excellence eût à me reprocher de ralentir ma correspondance. Je voudrais bien moins encore vous donner la peine de parcourir des dépêches dénuées d'intérêt. Nous sommes à Vittoria, sous tous les rapports, dans un temps d'attente. Permettez que je me résigne à n'occuper votre attention qu'à mesure que j'ai quelque trait à ajouter au tableau des affaires.

La position nouvelle de l'armée paraît avoir déconcerté pour le moment les généraux espagnols et les avoir mis dans le cas de s'entendre entre eux et avec la Junte militaire de Madrid, sur les opérations ultérieures auxquelles ils peuvent se livrer. M. le maréchal Moncey a porté son quartier général de Peralta à Taffala, pour mieux veiller sur Sangüessa par où l'ennemi avait voulu le tourner. M. le maréchal Bessières n'est point inquiété à Miranda. Le Roi reste ici avec la réserve, prêt à se porter où besoin serait, et tenant tout en haleine. M. le maréchal Ney a repris Bilbao, le 26, sans opposition de la part des ennemis, qui se sont retirés sur Valmaseda. Il est bien à regretter que l'occasion d'enlever cette division

1. Ils étaient au nombre de six, et portaient le nom de leur colonel : Wimpffen (créé en 1734); Reding, n° 1 et n° 2 (créés en 1742); Betschart (créé en 1742); Traxler (en 1794); de Preux (créé en 1798).

ait été manquée. C'est la seconde fois que des corps rebelles ont fait, sans en être châtiés, la faute de s'exposer; et ils ont échappé de Bilbao, comme ils l'avaient fait de Tudela.

Il est très vraisemblable aujourd'hui que l'ennemi avait calculé ses mouvements sur la présomption de la marche de l'armée française sur Burgos. Il a été doublement trompé et n'était pas en mesure d'effectuer par la force le projet qu'il avait conçu. Il n'est pas faible par le nombre; il l'est par l'inhabileté ou le défaut d'autorité des officiers, et beaucoup de renseignements autorisent à penser qu'il continue à être mal organisé de toutes manières.

On a recueilli aujourd'hui, Monseigneur, quelques notions sur Madrid, en date du 19. Elles se réduisent à peu de choses, ou plutôt elles n'apprennent rien de positif, sinon que M. de Castaños était encore dans cette capitale le 18.

Comment se fait-il qu'il y soit retenu? On conjecture qu'il juge, en militaire, que le bruit n'est pas de la force; qu'il voit plus d'exaltation que de ressources, et qu'il élude de jouer ostensiblement le rôle de généralissime [1].

Il n'est pas moins remarquable que cette Junte centrale, si solennellement annoncée pour le 12, et que tant d'efforts concouraient enfin à mettre en avant, procède avec tant de secret, si toutefois elle est en séances, que l'on ne puisse parvenir à entendre parler d'elle à Vittoria.

1. Le 5 septembre, les généraux Castaños, Llamas, La Cuesta, Lapeña, le duc de l'Infantado et Calvo de Rozas (ces deux derniers représentant Blake et Palafox) avaient tenu à Madrid un conseil de guerre. La Cuesta voulait la nomination d'un commandant en chef; les autres s'y opposèrent; on régla seulement un plan d'opérations, et l'on se sépara, mécontent et divisé, pour attendre la prochaine réunion de la Junte centrale. — TORÉNO, II, 87; NAPIER, I, 370; Commandant BALAGNY, *Campagne de Napoléon en Espagne*, I, 82.

Je suis bien moins étonné que les ministres n'aient pas reçu même un seul accusé de réception à tant de lettres qu'ils ont écrites depuis leur départ de Madrid aux personnages les plus influents.

Nous devions nous attendre à quelques détails sur l'évacuation supposée du Portugal. Le nom de M. de Castaños avait donné un grand poids à ce que le Conseil de Castille a publié le 10 de ce mois. Le silence gardé depuis relève nos espérances.

Il est vrai qu'à cet égard, comme sur tout le reste, l'interception des émissaires envoyés à Madrid et le défaut de gazettes de cette capitale nous privent des données dont nous aurions besoin.

81. — *Vittoria, 3 octobre 1808* [vol. 677, f° 10]

On vient enfin d'avoir différents détails de Madrid, dont plusieurs contribuent beaucoup à éclaircir l'obscurité qui a enveloppé dans ces derniers temps les affaires de l'insurrection. Le particulier qui les apporte a quitté cette capitale le 23 de septembre.

La tranquillité publique, dit-il, continuait à régner; le peuple est dans la plus parfaite sécurité. Il conserve son exaltation et les illusions qui la nourrissent. Le retour des armées françaises est regardé comme impossible; on y assure que, dans tous les cas, les forces de l'Espagne, y compris celles que fournira le Portugal, seront incessamment de 300,000 hommes; personne n'oserait manifester un doute. Ceux que l'on doit supposer mieux instruits de la position de l'Europe, des préparatifs de l'Empereur et de la difficulté des résistances, partagent en apparence la confiance générale, ou se gardent de laisser échapper des réflexions qui la refroidiraient.

Depuis la lettre de M. de Castaños au Conseil de Castille il n'avait paru aucune relation nouvelle des événements du Portugal. Non seulement on persistait à y croire, mais on avait renchéri, en assurant que le duc d'Abrantès s'était rendu à discrétion et que la flotte russe avait été mise en séquestre provisoire jusqu'à ce que l'empereur Alexandre se fût expliqué. Cependant le bruit courait qu'il était resté 1,000 à 1,500 Français enfermés dans Elvas.

M. de Strogonoff s'était en effet rendu à Lisbonne, ainsi qu'il l'avait annoncé ; mais il en était revenu ; il a été vu le 23 à Madrid par le rapporteur, qui prétend avoir eu plusieurs fois accès près de lui, sous prétexte de lui montrer des médailles. Le rapporteur ajoute que M. de Strogonoff reçoit des Anglais, semble lié avec eux, voit chez lui les Espagnols qui se montrent le plus ouvertement partisans de l'Angleterre, quoiqu'en public et dans les cercles cet envoyé affecte beaucoup de réserve.

M. de Castaños était encore à Madrid le 23 ; il avait pris les fonctions de capitaine général de la Nouvelle-Castille, à la place de M. de Negretti.

Deux officiers supérieurs anglais, dont le rapporteur ne peut dire les noms, se partagent entre M. de Castaños et M. le duc de l'Infantado et semblent participer à leurs travaux [1].

La Junte militaire que préside ce dernier, et qui est composée de six officiers généraux, est très occupée et paraît mettre une grande activité à l'organisation d'une force imposante.

De la conscription de Madrid et des environs on avait

1. Les agents anglais spécialement attachés à Castaños étaient : le colonel Graham et le capitaine Wittingham. — A Madrid, lord William Bentinck représentait le gouvernement britannique.

formé deux nouveaux régiments d'infanterie de 3,000 hommes chacun, dont un était parti le 23 même pour le nord, et on formait un régiment de cavalerie.

Un parc considérable d'artillerie était rassemblé avec 500 artilleurs ; ce corps était mélangé de gens de toute espèce qui avaient eu occasion de manier des canons sur les côtes, dans la marine, dans les arsenaux, dans les fonderies.

Des officiers anglais levaient à Madrid un régiment d'infanterie très brillant et bien payé. Il y en avait beaucoup dans cette capitale.

Le régiment de cavalerie de Fernan-Nuñez avait déjà 600 hommes montés. Mais il était remarquable que les Altamira, Trastamare, Medina-Cœli, Infantado, et autres grands à fortunes considérables, n'imitassent pas cet exemple [1].

La Junte centrale, qui devait ouvrir le 12 septembre ses séances à Madrid, n'avait pas encore été rassemblée. Il paraît qu'il s'était élevé des difficultés, et il y avait eu beaucoup de pourparlers. Le Conseil de Castille exerçait encore au 23 de septembre le gouvernement politique ; mais on croyait que la Junte centrale allait être réunie à Aranjuez sous très peu de jours. M. de Florida-Blanca était resté dans cette résidence et n'avait pas voulu entrer dans la capitale. C'est là que ses négociations avaient réussi à faire fixer le siège de la nouvelle autorité. M. de Saavedra et M. de Jovellanos étaient ses collègues (on suppose dans cette version que ce dernier est arrivé) ; ils attendaient près d'eux les députés des provinces. Il

1. Les souscriptions en argent atteignirent à Madrid six millions de réaux ; on avait taxé l'équipement d'un fantassin à 500 réaux, et à 1,000 celui d'un cavalier. Les *Gacetas* de cette époque publient de longues lettres de dons en nature : une bride, une selle, etc.,..

n'était pas question d'un autre président de la Junte centrale que M. de Florida-Blanca.

On avait procédé déjà à la levée des séquestres apposés sur les maisons de ceux qui ont suivi le Roi, et à la vente du mobilier de MM. de Caballero, de Cabarrus, O'Farrill, etc. On allait mettre successivement aux enchères le mobilier des autres et de tous les Français qui avaient quitté leur domicile à Madrid.

82. — *Vittoria, 8 octobre 1808* [vol. 677, f° 34]

M. d'Arribas a attendu ces quatre derniers jours d'heure en heure des gazettes de Madrid ; son émissaire est intercepté. Ils le sont presque tous, et on ne peut, à quelque prix que ce soit, faire repartir ceux qui ont échappé. Indépendamment des grand'gardes militaires qui sont établies par l'ennemi autour de l'armée française, chaque paysan sur la route est un surveillant. Depuis trente-deux jours, il n'est parvenu, à notre connaissance, d'autres gazettes de Madrid que celle du 9 septembre et son supplément du 10. Je doute que la *Gazette de Vittoria*, qui n'a pas un seul abonné, pénètre plus facilement dans les provinces insurgées. Le Roi a bien ouvert le passage à travers les avant-postes français aux lettres et papiers destinés pour l'intérieur, ou venant de l'intérieur du royaume ; la barrière est rigoureusement fermée du côté des insurgés, dont les chefs ont un si grand intérêt à écarter les lumières. A tout considérer, l'aveuglement prolongé du peuple espagnol sera peut-être plus utile bientôt au succès de la cause du Roi que n'aurait été un retour graduel vers la vérité. La commotion sera d'autant plus violente et la confusion d'autant plus complète lorsque tout à coup les yeux devront s'ouvrir.

M. d'Arribas me répétait ce matin qu'il lui est démontré que M. de Strogonoff ne s'est pas conduit avec loyauté, que sa prédilection pour les liaisons avec l'Angleterre l'ont emporté sur sa prudence aussitôt que l'occasion s'en est présentée ; qu'il est en connivence secrète avec les Anglais et leur parti en Espagne ; qu'enfin il y a lieu de soupçonner que sa correspondance avec sa cour a une tendance pernicieuse. M. d'Arribas convient, au reste, que ce sont de ces choses dont quelques-unes s'aperçoivent, dont les autres sont devinées, dont aucune n'est susceptible de preuves.

La trahison de M. de Cevallos fait que le gouvernement du Roi n'est pas en règle à l'égard de M. de Strogonoff [1], et j'ai, depuis six semaines, pressé très inutilement M. de Campo-Alange d'y remédier.

M. d'Arribas a constaté aussi avec beaucoup de détails les ventes consommées, jusqu'au 28 de septembre, des propriétés appartenant aux Espagnols qui ont suivi le Roi. Tous leurs effets s'adjugent à vil prix ; preuve qu'on cherche moins à se procurer des ressources à leurs dépens qu'à caresser les passions du peuple; preuve plus évidente encore de la faiblesse des autorités qui ne peuvent se méprendre sur les conséquences pour elles-mêmes des actes auxquels elles ont consenti. Je vois ici naître de ces violences une aigreur dont les serviteurs du Roi avaient été très éloignés jusqu'à présent. Ils parlent moins de pardon général, et calculent déjà comment, au moyen de mesures de représailles, ils pourront être indemnisés. C'est quelque chose que ce résultat, qui les lie plus efficacement à la cause du Roi.

1. C'est-à-dire que le ministre russe n'avait pas été avisé officiellement de l'avènement du roi Joseph.

Sa Majesté a fait une absence de trois jours [1]. Partie de très grand matin le mercredi, elle est revenue hier soir. M. le maréchal Moncey avait repassé par Vittoria avec les troupes qu'il avait conduites à Bilbao. On le croyait en pleine marche sur Logroño, d'où le seul bruit de son approche a fait retirer un corps espagnol qui s'y était porté. On n'a su qu'il avait changé de route pendant la nuit que lorsqu'il avait atteint déjà Orduña, où le Roi, que l'on supposait dans les environs de Miranda, s'est rendu lui-même très secrètement. Sa Majesté s'était flattée de surprendre et de couper les troupes insurgées qui de Bilbao s'étaient retirées à Valmaseda. Cette fois, les mesures paraissaient bien prises, mais l'ennemi n'a pas même essayé de tenir et s'est dispersé ; il regagne sans doute la Montaña de Santander. Comment se fait-il que les insurgés n'aient de hardiesse qu'à harceler et fuient constamment lorsqu'on marche à eux? Ce ne peut être système. Ils ont eu la longue occasion de se procurer quelques faciles succès et viennent de négliger la dernière peut-être de se mesurer avec la supériorité du nombre. Il est assez clairement démontré aujourd'hui que ceux de leurs généraux qui ont de l'habileté n'ont point de confiance, que ceux qui ont le plus de présomption n'ont point d'habileté, [2] que le

1. Les 4, 5, 6 octobre, à Orduña et à Clodio, du côté des avant-postes de Blake, dans la direction de Bilbao.

2. Une Junte centrale militaire, présidée par Castaños, s'était réunie le 2 octobre ; elle avait divisé les forces espagnoles en quatre armées : Armée de droite (en Catalogne), au commandement de don Juan de Vivès ; armée de gauche, 32,000 hommes, dirigée par Blake; armée du centre, 30,000 hommes, aux ordres de Castaños, manœuvrant sur l'Èbre, entre Tudèle et Logroño ; armée de réserve, 30,000 hommes, manœuvrant sur l'Èbre, en Aragon, aux ordres de Palafox, que viendraient renfoncer les 13,000 hommes arrivant d'Estramadure. Ce conseil avait adopté un plan extraordinaire dont Palafox était l'inventeur : se masser sur les deux ailes de l'armée française pour lui couper ses communications avec les Pyrénées, par un mouvement tournant et simultané. C'était appliquer, en

soldat ne connaît plus de subordination, que tout est mal organisé, et que dans quelques semaines le mal, qui n'a pu être remédié jusqu'ici, ne le sera pas davantage. Je ne serais pas étonné que le Roi rentrât à Madrid sans avoir un seul combat à livrer.

Je n'ai pas meilleure opinion des travaux de la Junte centrale d'Aranjuez. Le Conseil de Castille, la Junte militaire, M. de Castaños, la Junte de Séville, celle d'Aragon, ne voudront pas se dépouiller en sa faveur de leur portion d'autorité. Mille intrigues la travailleront en sens opposés. Tout l'art de M. de Florida-Blanca n'empêchera pas qu'il ne soit trop tard pour élever un système national de ressources et de résistance, en supposant même, qu'à l'heure présente, la Junte centrale ait la plénitude du pouvoir. Rien ne peut rendre aux insurgés les deux mois et demi qu'ils ont perdus.

83. — *Vittoria, 10 octobre 1808* [vol. 677, f° 36]

Un particulier, arrivé la nuit dernière de Santo-Domingo de la Calzada, situé à sept ou huit lieues au sud de Logroño, a déclaré au ministre de la police générale qu'il y avait vu une *Gazette de Madrid* du 30 de septembre.

La Junte centrale, rapporte-t-il, avait tenu sa première séance dans cette capitale, le 28 [1]. Il n'est pas question

toutes circonstances, le dispositif qui avait été employé dans le cas particulier et imprévu de Baylen.

Blake se montrait d'allures indépendantes ; ses opérations avaient eu quelque succès : il se concentrait à Reinosa (10 septembre), chassait de Bilbao le général Monthyon (20 septembre), attaquait Bessières (21), était repoussé par Ney de Bilbao (26), reprenait cette ville à la division Merlin (12 octobre), livrait (24 et 25 octobre) le combat incertain de Zornoza, et ne recevait le choc du maréchal Lefebvre que le 31 octobre.

1. Le 25 septembre fut solennellement installé, dans le palais d'Aranjuez, à quelques lieues de Madrid, le nouveau gouvernement, *la Junta suprema*

qu'il y ait été pris aucune résolution, si ce n'est de crier de nouveau *Vive Ferdinand!* et de signaler le début de l'assemblée par un hommage formel à ce fantôme de l'insurrection. On ne voit pas si toutes les provinces, notamment la Galice et l'Andalousie proprement dite, y avaient leurs députés [1]. Le seul fait de la réunion de la Junte à Madrid prouve que le peuple de cette capitale ou ceux qui le dirigent ont vu de mauvais œil que les députations eussent été appelées à Aranjuez par M. de Florida-Blanca. Ce vieux ministre a dû se rendre à Madrid. Il était accompagné de M. de Jovellanos, dont le nom est spécialement cité. M. de Saavedra n'était ni à Aranjuez ni à Madrid, et était resté vraisemblablement à Séville, d'où l'on conclut que la Junte de cette dernière ville défend encore ses prérogatives. M. de Florida-Blanca paraît avoir essuyé une autre contradiction ; il n'est nommé président que par intérim. Cette limitation du titre qu'il espérait conduit à penser que ceux qui veulent mettre à la tête des affaires le cardinal de Bourbon, dont le nom et la nullité sont commodes pour tous les plans ultérieurs, ont plus d'influence ou d'adresse que le parti de Florida-Blanca.

Le même particulier dit qu'on parle d'un mémoire politique publié par M. de Jovellanos et d'un autre mémoire de M. de Cevallos, où se trouvent des révélations officiel-

central gubernativa de España y Indias. Elle choisit pour président le comte de Florida Blanca, député de Murcie, et don Martin de Garay, député d'Estramadure, pour secrétaire général ; elle était composée de trente-cinq membres, dont vingt-quatre furent aussitôt présents.

« Parmi eux, on comptait des ecclésiastiques élevés en dignité, cinq grands d'Espagne, plusieurs nobles de Castille, d'anciens ministres et autres fonctionnaires civils et militaires. » TORÉNO, II, 92.

1. Le comte de Gimonde et don Antonio Aballe représentaient la Galice; don Juan de Vera y Delgado, archevêque de Laodicée, et le comte de Tilli étaient députés de Séville.

Les renseignements du « particulier », que transmettait M. de La Forest, étaient donc quelque peu inexacts.

les tirées des cartons de la secrétairerie des affaires étrangères [1]. Rien ne peut étonner de la part de M. de Cevallos, pas même des falsifications de textes. Mais que M. de Jovellanos, qui semblait il y a quelques mois descendre au tombeau, qui a demandé au Roi le temps de se rétablir plutôt qu'il n'a refusé le ministère de l'intérieur, se soit rallié à M. de Florida-Blanca et fasse imprimer des mémoires, voilà ce que ne comprennent pas ici ses amis. Quant à moi, je leur avais dit de bonne heure que je le jugeais ainsi que je l'avais écrit le 22 de mai à Votre Excellence ; et que je croyais M. de Cevallos jugé dès Bayonne. Tous ces mémoires et celui du Conseil de Castille seraient bons à connaître ; ils donneraient des lumières sur l'esprit des différents partis. M. d'Arribas va redoubler d'efforts pour s'en procurer.

Le rapporteur dit aussi avoir lu que le ministre de Russie et les chargés d'affaires d'Autriche et des États-Unis ont assisté aux cérémonies, d'après les ordres qu'ils avaient reçus de leurs cours respectives, ce qui est le comble du mensonge ridicule, au moins à l'égard de M. Erwing.

Ce particulier ajoute que dans une *Gazette de Madrid* du 23 se trouve un article où l'on fait entendre au public que, si la nouvelle de la capitulation de l'armée française en Portugal a été prématurés, elle se trouvera vraie incessamment. Il ne parle de cette gazette, au reste, que par ouï dire.

Il rapporte également que l'on assurait M. de Castaños arrivé le 28 de septembre dans les environs de Logroño, et que l'on donnait les détails de sa réception. Ce même

1. Le 1er septembre, don Pedro de Cevallos faisait paraître son *Exposé des moyens qui ont été employés par l'empereur Napoléon pour usurper la couronne d'Espagne.*

bruit court ici sans confirmation, depuis cinq à six jours, et les Espagnols de la suite du Roi répugnent à lui donner croyance.

Il paraît beaucoup plus certain que M. de la Romana est débarqué avec sa troupe à Gijon; mais la division anglaise annoncée en même temps que lui sur la côte ne paraît pas. On croit que les insurgés ont refusé les secours en hommes que le gouvernement britannique leur a offerts itérativement, et se bornent, par présomption ou par défiance, à demander des secours en armes, en munitions de guerre, en argent.

On assure que les Aragonais travaillent avec la plus grande activité à mettre Saragosse en état de soutenir un siège vigoureux. La rumeur publique est que ce système de défense des places qui en sont susceptibles est adopté par la Junte militaire, qu'en conséquence on fortifie entre autres villes Madrid et les ports de mer; on dit notamment que l'on ajoute de nouveaux ouvrages à ceux de la Corogne et du Ferrol.

En me parlant de ces bruits, plusieurs des ministres m'ont entretenu d'une inquiétude dont ils ne peuvent se défendre. Voyant, d'un côté, combien les préparatifs militaires de l'insurrection sont en réalité au-dessous de ce que l'Espagne pouvait faire, dans leur opinion, et, d'un autre côté, combien il est improbable qu'une autorité nationale apte à négocier, comme ils l'avaient conçue à Buitrago, puisse, à l'heure qu'il est, acquérir une consistance imposante, ils craignent que sous l'influence et avec l'aide de l'Angleterre quelques-uns des chefs les plus compromis n'embarquent pour les colonies d'Amérique une partie de la troupe de ligne, lorsque les progrès des armées françaises les auront convaincus de l'impossibilité de la résistance. Ils désireraient que, dans le plan d'opérations

qui sera prescrit par S. M. l'Empereur, il puisse être pourvu à cette chance fâcheuse.

Je disais avant-hier à Votre Excellence quelques mots de l'expédition que le Roi a tentée vers Valmaceda. J'applaudis au secret des opérations militaires et aux notions erronées accréditées à dessein, même lorsque j'y suis trompé avec tout le monde. Ce n'est pas M. le maréchal Ney qui, au retour de Bilbao, a fait une contremarche pour surprendre les insurgés; il a continué à aller reprendre position sur l'Èbre. C'est M. le maréchal Bessières qui s'est avancé des environs de Miranda avec son corps d'armée. Deux jours plus tard, prétend-on, il trouvait les insurgés engagés dans Bilbao, où ils se reportaient avec des forces considérables. Ses troupes vont se rapprocher de Vittoria, ne pouvant vivre dans les montagnes où les insurgés eux-mêmes manquaient de tout, et il est venu s'établir ici. On croit s'apercevoir que le Roi resserre ses cantonnements, dans l'espérance que l'ennemi fera la faute de se répandre autour de lui dans les gorges des montagnes; mais on suppose que l'ennemi soupçonne le piège [1].

Cependant les avis fourmillent sur les prochaines attaques que vont tenter ses généraux, et on désigne le 12 jour de la fameuse Notre-Dame du Pilier, de Saragosse. C'est par Logroño, dit-on, que le grand effort doit être fait. Il est plus vraisemblable que ce ne serait qu'une fausse attaque, et que, s'ils font quelque chose, ce sera par Orduña et Durango. Ce côté sera la partie faible de l'armée, jusqu'à ce que les renforts permettent de sortir sans inconvénient pour les communications du mauvais pla-

1. « J'apprends que l'ennemi se retire en arrière; mon but se trouve remplit par là. Je ne juge pas devoir le poursuivre dans les montagnes. » — Joseph à Napoléon (6 octobre 1808).

teau où la supériorité de l'artillerie et de la cavalerie françaises reste inutile. Heureusement le Roi touche au moment d'être affranchi des soins de sa position, que la multitude de faux rapports que l'ennemi fait répandre rend continuellement incertaine. Il est impossible d'entendre mieux que les insurgés l'art de tromper sur leurs forces, sur leurs mouvements et sur leurs projets.

Dans l'intervalle, M. de Cabarrus vient de publier un nouveau pamphlet ; j'en ai joint la traduction à ma dernière dépêche, et je joins ici quelques exemplaires imprimés de l'original. Ce ministre continue à employer son premier cadre et sa première manière. Il met en scène des personnages de différentes classes pour mieux faire ressortir la divergence de leurs vues. C'est M. de Florida-Blanca qu'il fait parler dans l'extrait de la lettre du « vieux renard ». C'est M. le comte de Montijo qu'il met en correspondance avec le duc de l'Infantado dans la lettre du comte au duc.

Ce comte de Montijo, qui dans ses proclamations prend le titre de général en chef des troupes de Valence et d'Aragon, est celui qui a joué un des principaux rôles dans la révolte d'Aranjuez et y avait appelé les paysans de la Manche. Il avait depuis manifesté le plus grand dégoût des insurrections du peuple, qu'on ne peut jamais, disait-il, contenir dans le cercle tracé. Il s'était fait nommer membre de la Junte de Bayonne et s'était mis en route pour s'y rendre ; il s'est arrêté aux deux tiers du chemin, prétextant que les passages n'étaient pas sûrs. Il avait écrit au général O'Farrill, qui lui accordait confiance, pour le prier de l'avertir franchement si on avait des soupçons sur son compte et s'il était mal noté à Bayonne. Nous n'avons pas tardé à savoir qu'il était avec les insurgés ; M. le consul général de Cadix

me l'avait signalé comme l'entremetteur entre Seville et la flotte anglaise, et il était à la même époque à Madrid. Je m'étends sur son compte, parce que Votre Excellence en a fait mention dans sa lettre du 15 de septembre [1], et qu'il a réuni dans ces derniers temps beaucoup de prétentions à beaucoup d'intrigues [2].

Au reste, on trouve ici que M. de Cabarrus charge trop ses caricatures, qu'il ne désabusera pas avec ses ironies les esprits crédules et qu'il ne fera qu'irriter les classes dont il se moque. Pour moi, je pense que, comme rien ne passe d'ici dans les provinces, il ne peut résulter ni bons ni mauvais effets de ces publications; j'y vois avec plaisir, au contraire, que M. de Cabarrus engage de plus en plus son bord hors du système passif que je n'aimais pas.

84. — *Vittoria, 12 octobre 1808* (voi [illegible]).

J'avoue que je commence à ne guère attacher qu'un intérêt de curiosité à ce que fait en ce moment la Junte centrale de l'insurrection. Si tous les partis s'étaient fondus, il y a deux mois et demi, dans une assemblée nationale composée des gens les plus éminents par leurs lu-

[illegible] des principaux instigateurs des [illegible] d'Espagne [illegible] comte de Montijo [illegible] par suite de [illegible] mars dernier [illegible] avait dirigé les révoltes [illegible] les principales pro[illegible]

[illegible] septième comte de Montijo et [illegible] grand maître de la franc-ma[illegible] des troupes de [illegible] Grenade. Membre de la Junte [illegible] Ferdinand VII. Il mourut sans [illegible] de la future impératrice Eugénie.

mières, leur naissance et leur fortune, habile à saisir l'autorité suprême sur les corps, les particuliers et les provinces et s'occupant avec activité à organiser le gouvernement, les finances, les divers moyens qui constituent la force publique, il serait d'autant plus fâcheux de ne pouvoir connaître jusqu'aux moindres détails des séances d'une pareille assemblée, qu'elle aurait eu le temps et la facilité de préparer à l'Espagne une résistance imposante et honorable; mais ce qui a été prévu de bonne heure se réalise insensiblement, et le désordre s'accroît; la Junte centrale, si tardivement réunie, semble destinée à n'être qu'un supplément d'anarchie. On a recueilli ces deux jours-ci quelques notions nouvelles qui ne peuvent contribuer qu'à rendre plus indifférents ses actes que l'on ignore encore, et qui reportent de préférence l'attention sur les excès démagogiques dont l'Espagne est menacée.

Je dirai d'abord à Votre Excellence qu'il est constaté que M. de Castaños n'avait pas quitté Madrid à la fin du mois dernier. Les ministres du Roi persistent à en conclure que ce général a temporisé pour ne pas se trouver trop engagé dans une cause qu'il était à même de juger de près et dont les succès ont pu lui paraître moins démontrés qu'aux fanatiques et aux ignorants. Aura-t-il été le maître de se maintenir quelques jours de plus dans cette circonspection?

M. de Florida-Blanca a prononcé, à l'ouverture de la première séance de la Junte, centrale un discours très éloquent et fort adroitement conçu, assure-t-on, pour donner faveur à ses vues ultérieures, que l'on sait être un système portugais; mais le peuple de Madrid s'est porté en foule sur la place du palais et s'est mis à crier qu'il voulait qu'on lui rendît Ferdinand. Le président a dû paraître à l'un des balcons et faire au peuple la promesse

[illegible] que Ferdinand lui serait rendu. L'idée de cette [illegible] doit appartenir à un autre parti et est un indice de la [illegible] du parti du comte [de Florida-Blanca].

J'ai la liste des députés, et j'ai l'honneur d'en envoyer [illegible] à Votre Excellence. Il est à remarquer que la représentation est fort incomplète; on n'y voit pas de représentants de la Nouvelle-Castille, de la Galice, du royaume de [illegible], de la Manche, etc. On n'y voit qu'un seul représentant de la Vieille-Castille, qui comprend beaucoup de provinces, et encore est-ce un homme obscur, n'appartenant pas à cette partie de l'Espagne [1]. Excepté M. de Florida-Blanca et M. de Jovellanos, tous les autres personnages sont des gens médiocres, sans crédit, sans considération, sans prise quelconque sur l'opinion, et dont quelques-uns même, le comte de Tilly [2] par exemple, savent à peine écrire une lettre. Pas un homme tiré des grandes places, du Conseil d'État, du Conseil de Castille, du Conseil des Indes et des autres Conseils administratifs. Pas un membre de l'ordre judiciaire [3]. Don Francisco Palafox et le comte de Contamina, l'un frère, l'autre beau-frère de Palafox, sont les seuls individus tenant aux familles des grands d'Espagne. A parler correctement, il n'y a que

1. Les députés de la Vieille-Castille étaient : don Lorenzo Bonifaz y Santano, prieur de l'église de Zamora, et don Francisco Caro, professeur à l'Université de Salamanque.

2. Guzman, comte *de Tilli*, appartenait à une illustre maison d'Estramadure. C'était un « homme brouillon, turbulent et mal famé, » dit Toreno; à Madrid, il était connu pour ses débauches et, après un vol de diamants, il fut envoyé au bagne en Afrique. Il se jeta à corps perdu dans les mouvements populaires de la guerre de l'indépendance, commissaire général de la Junte de Séville auprès des armées, il joua un rôle dans la capitulation de Baylen. Le colonel Schapeler l'accuse formellement de concussion et même d'assassinat. Membre très actif de la franc-maçonnerie, l'un des chefs du « Rite écossais. » En 1811, à Madrid, il fonda et présidait une loge maçonnique, *La Estrella*.

3. Cette appréciation était inexacte et exagérée.

I. de Contamina qui soit de sa personne de la classe des rands [1]; don Francisco compte entre la grandesse et lui eaucoup de parents [2]. La combinaison des choix semble maner de Palafox pour le royame de Valence et la Catagne, comme pour l'Aragon. M. de Florida-Blanca n'a as été heureux dans les choix attribués à son influence. ût-elle été rassemblée depuis plusieurs mois, une Junte ussi mal assortie ne pouvait qu'être le jouet des intriues. Tout indique qu'elle sera bientôt un objet de dérion et qu'elle est déjà obligée de céder aux passions poulaires de la capitale.

Beaucoup de rapports, vagues à quelques égards, très irconstanciés dans d'autres points, laissent peu à douter ue les dissensions intestines et les persécutions n'aient ait de rapides progrès après l'ouverture de l'assemblée. n assure que M. de Castaños et tous les militaires ont eu rdre de partir dans les vingt-quatre heures, qu'on menace e sévir contre ceux qui tergiverseraient, qu'on déclame ontre les anciens officiers et que la raison est devenue ispecte. On parle de nombreuses arrestations parmi les éputés à la Junte de Bayonne, les membres de l'ancienne unte du gouvernement, les membres du Conseil de Casle même, les personnages qui ont été en relation avec s autorités françaises ou se sont présentés à la cour du oi, les individus qui ont fait ou facilité le service de armée impériale. Il y a évidemment un début de terreur, les renseignements sont exacts.

Il était question depuis quelque temps de clubs secrets;

1. Il était député pour la province de Valence.
2. Les Palafox étaient trois frères : l'aîné, le marquis de Lazan, maréchal camp (1807), officier des gardes du corps ; José, le défenseur de Saraosse, et don Francisco, gentilhomme de la chambre du Roi, brigadier des mées royales (1802).

on en cite deux aujourd'hui : l'un, plus modéré, voudrait la république, mais sans désordre ; l'autre, composé de tous les esprits ardents, est jacobin au pied de la lettre, et, s'il voit jour à lever le masque, il entraînera le peuple d'autant plus facilement qu'il est plus près de ses passions. Les grands, les hommes titrés, les riches propriétaires, les capitalistes, seront leurs premières victimes.

On sait positivement qu'à Saragosse un club fanatique domine, qu'il a prononcé la peine de mort contre tous les individus qui manifesteraient des opinions françaises, et vient de faire pendre deux personnes très recommandables.

Le terme où les armées de S. M. l'Empereur doivent s'avancer en différentes directions vers l'intérieur de l'Espagne est trop prochain pour que les excès puissent devenir fatals au royaume de son auguste frère. Je ne verrais donc dans l'accélération des suites ordinaires de l'anarchie qu'une diversion favorable à la cause du Roi et qu'une utile leçon pour les insensés qui ont fanatisé le peuple et pour les lâches qui s'y sont soumis. Les hommes qui pensent ou qui ont quelque chose à perdre comprendront mieux les bienfaits du gouvernement qui peut seul les sauver, après avoir touché du doigt le danger des débordements populaires. Cependant je crains qu'au moment où la peur des armes françaises commencera à frapper les esprits, il n'y ait dans les villes principales, et surtout à Madrid, des actes de fureur déplorables.

J'ai reçu avant-hier, Monseigneur, les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 22 du mois dernier.

Les deux décrets en date du 23 [1], que Votre Excellence

1. Décrets, datés de Metz, ordonnant le séquestre sur tous les biens des Espagnols qui se trouvent en France, et l'arrestation de ceux dont les

a bien voulu me communiquer, étaient sollicités par beaucoup de considérations majeures. A n'envisager que la garantie des personnes et des propriétés de tant de Français arrêtés dans différentes parties de l'Espagne, il était urgent, ce me semble, que ces décrets intervinssent. J'aurais désiré sous ce point de vue qu'ils pussent être insérés de suite dans la gazette officielle de Vittoria, pour servir au moins d'avertissement aux chefs de l'insurrection auxquels les papiers parviennent; mais Votre Excellence ne m'ayant pas prescrit d'en donner connaissance au gouvernement espagnol, je m'en suis abstenu. Cependant, comme les réclamations vont arriver de la part des sujets du Roi qui seront ou se croiront dans des cas d'exception, j'ai parlé confidentiellement de la double mesure à M. de Campo-Alange et au ministre de la police générale. M. d'Arribas, M. de Romero et les personnages qui sont entrés largement dans l'affaire d'Espagne, ont parfaitement compris la justice et la nécessité des deux décrets. J'apprends avec regret qu'ils excitent des doléances de la part de quelques autres personnes qui néanmoins s'étaient montrées sensibles à la confiscation de leurs propres biens. Mais ce n'est pas la peine que je relève ces faiblesses de caractère, suite de fausses conceptions nationales que j'ai déjà développées à Votre Excellence en d'autres occasions, et qui ne sauraient influer sur la marche des événements.

Je vous remercie infiniment des détails que vous avez la bonté de me donner sur l'entrevue des deux empereurs à Erfurt, sur l'identité de leurs vues pour maintenir la paix continentale et forcer l'Angleterre à négocier, et sur les

passeports ne seraient pas signés du nouveau gouvernement. — « L'intention de Sa Majesté est que ces mesures reçoivent aussi leur exécution en Hollande et à Naples. » (Lettre de Champagny, vol. 676, fol. 383.)

dispositions amicales qui prévalent à la cour d'Autriche [1]. Je me suis empressé de développer dans mes conversations tout ce que vous prenez la peine de me dire. Les troupes parleront bientôt aux provinces insurgées et seront entendues.

Votre Excellence verra par la traduction ci-jointe d'un article de la *Gazette de Vittoria*, qui a paru extraordinairement aujourd'hui, que, prenant occasion de quelques erreurs des journaux français sur les derniers mouvements militaires de l'armée, le Roi fait publier de très importantes réflexions. Il montre le sentiment de sa force, et, exhortant les rebelles à ouvrir les yeux, il annonce les mesures qui frapperont sur les classes privilégiées, si elles attendent la conquête pour se soumettre. Il serait bon que ce morceau reparût dans les papiers français.

Les lettres de créance de M. de Pardo sont portées. M. de Campo-Alange a reçu de M. d'Urquijo la forme du protocole suivi en France avec différentes cours et me prie d'en rendre mille grâces à Votre Excellence.

Je ne parviens pas à le faire expliquer sur l'envoi d'un ambassadeur à la cour de Vienne. Les autres ministres me disent que M. de Masserano y est destiné définitivement, et que ce dédommagement lui était dû. J'ai de bonne heure prévenu Votre Excellence de ce que j'aper-

1. « .... S'il est vrai que la Cour d'Autriche ait nourri quelques dispositions hostiles contre la France, elle se gardera bien de les manifester, lorsque la Russie lui a fait déclarer qu'elle ferait cause commune avec l'empereur Napoléon, et qu'au moindre acte hostile commis par elle, 100,000 Russes entreraient dans les États autrichiens. Il l'a aussi invitée à reconnaître le roi Joseph, en lui faisant part des ordres qu'il avait donnés au comte Strogonoff. Dans un tel état de choses, lorsque la Russie montre des dispositions aussi bienveillantes envers le roi d'Espagne, ne conviendrait-il pas que Sa Majesté n'apportât aucun délai à l'envoi des lettres de créance que doit recevoir M. de Pardo, dont la conduite a été parfaite et dont les sentiments sont dignes de la Cour à laquelle il s'est sincèrement attaché ?.... » (Champagny à La Forest, vol. 676, fol. 384.)

cevais à cet égard, pour que S. M. l'Empereur daignât y réfléchir.

Votre Excellence désirait que M. le duc d'Abrantès pût recevoir des informations propres à soutenir sa persévérance. J'avais fait mes efforts dès mon arrivée à Vittoria pour trouver un émissaire qui se chargeât d'aller le joindre en Portugal. J'en ai pressé constamment le général O'Farrill et M. d'Arribas ; nous avons été constamment refusés. Le *Moniteur* du 7 de ce mois est arrivé hier et nous apprend le sort de l'armée française et de la flotte russe. Les détails en sont honorables au moins, et je ne m'étonne plus que les gazettes de Madrid se soient abstenu d'en parler.

Il paraît que l'ennemi manœuvre en ce moment pour revenir au plan de couper les communications par Bilbao et Durango.

85. — *Vittoria, 14 octobre 1808* [vol. 677, f° 61]

Vous avez bien voulu m'envoyer, le 18 du mois dernier, une lettre de S. E. le ministre du Trésor public, qui devait me servir d'instruction dans les démarches à faire au sujet des 1,500,000 fr. déposés chez MM. Baguenaud [1]. J'ai différé d'en accuser réception jusqu'à ce que j'eusse obtenu de M. de Cabarrus une décision qui fût de nature à terminer l'affaire. Je crois l'y avoir amené, et j'ai l'honneur de vous envoyer copie du billet qu'il m'a enfin écrit hier [2], la traduction de l'ordre royal qu'il a fait expédier et l'original même de cet ordre, sous le couvert de M. Baguenaud. Veuillez transmettre le tout au ministre du Trésor public.

1. Baguenault, banquier à Paris.
2. Il n'existe pas trace de ces pièces aux Archives.

Je ne dois pas vous cacher que, toute simple que fût la question, il m'a fallu y revenir souvent. Dès que je touchais cette corde, M. de Cabarrus s'échauffait et arrivait par degré au plus haut point de l'indignation contre M. Ouvrard [1], M. Izquierdo [2], le prince de la Paix. Il ne se bornait pas à fulminer contre les opérations qui ont doublé, disait-il, sans utilité pour le Trésor de France, les sacrifices pécuniaires de l'Espagne; il attaquait le principe même des sacrifices; il rentrait insensiblement dans la redite des allégations consignées dans le mémoire sur ce que les relations françaises ont coûté pécuniairement à l'Espagne, dont j'avais l'honneur de vous parler dans la dépêche du 29 août, mémoire qui a précédé celui que les ministres ont remis collectivement au Roi à Buitrago. Ceci expliquera à Votre Excellence quelques-unes des expressions au moins inutiles de l'ordre royal donné à M. Baguenaud. J'ai dû prendre avant-hier le parti de dire à M. de Cabarrus que j'apprenais que son frère était non seulement encore à Bayonne, mais ne parlait pas d'aller à Paris avant quelques mois; que je ne comprenais plus pourquoi il m'avait fait écrire à Votre Excellence que toute l'affaire dépendait d'une vérification que ce frère était chargé de faire immédiatement; qu'en définitive, il n'avait besoin ni de vérification à Paris ni de recherches à Madrid dans les papiers de la caisse d'amortissement pour donner à M. Ba-

1. Julien *Ouvrard* (1770-1847). Financier et munitionnaire qui gagna et perdit des sommes immenses. Mêlé à tous les agissements de Fouché, aux fournitures de l'armée d'Espagne en 1823; aux intrigues politiques en Hollande, en Espagne et en Portugal. Avec Izquierdo, agent du prince de la Paix, il avait négocié à Paris, en 1807, un emprunt dont parle M. de la Forest.

2. Don Eugenio *Izquierdo de Ribera y Lezaun* (1760-1813). Diplomate. Conseiller d'État (1797). Agent du prince de la Paix. Envoyé par lui pour signer le traité de Fontainebleau (1807) et renvoyé par Napoléon à Madrid (1808) pour effrayer Charles IV.

guenaud un ordre conçu dans tel et tel sens que je désignais ; qu'enfin, il s'agissait de l'exécution d'un traité de gouvernement à gouvernement, et non de l'examen des antécédents ; qu'au surplus, il avait dû voir par le dernier paragraphe de la lettre du ministre du Trésor public à Votre Excellence, dont je lui avais donné lecture, avec quelle grâce ce ministre consentait à le seconder dans ses réclamations contre les débiteurs primitifs. M. de Cabarrus s'est rendu, et j'ai lieu de penser que c'est avec bonne foi, quoiqu'avec répugnance.

Il m'a dit que le reste de l'emprunt de Hollande, hypothèque au remboursement de ce que l'Espagne devra encore au Trésor public de France sur les 24 millions stipulés dans le traité du 10 mai 1806, ne pouvait malheureusement être rempli qu'avec une perte de plus de 50 °/₀ ; qu'en conséquence, il avait donné ordre à la maison Hope, d'Amsterdam, d'en suspendre la négociation, et qu'il espérait que le Trésor public de France continuerait à se prêter aux circonstances.

Je suis loin de regretter, pour mes relations avec lui, que M. de Cabarrus ait cette chaleur d'imagination et cette facilité à s'épancher qui lui font tenir souvent des discours hors de mesure. Il a cela de commun avec M. d'Urquijo, et je me félicite qu'il y ait dans le ministère du Roi deux hommes dont on puisse toujours savoir ce que les autres dissimulent.

Je dois, par exemple, au besoin de parler de ce qu'il fait, la lecture que le premier m'a donnée de son mémoire sur ce que les relations françaises ont coûté à l'Espagne. Cela m'a conduit à découvrir que les cinq anciens ministres en ont fait la pierre fondamentale de la doctrine que tout ministre et conseiller de Sa Majesté Catholique doit professer. Cette pièce a été lue successivement au comte

de Campo-Alange, à M. d'Arribas, à M. de Romero, lorsqu'ils ont passé au ministère. Elle a été lue depuis aux Conseillers d'Etat Angulo, Llorente et à tous les réfugiés espagnols que le Roi paraît destiner à des fonctions publiques. Il est bien superflu de prendre tant de soins pour empêcher qu'il ne se forme un parti français. Certes, les dépositaires de l'autorité en Espagne sont et seront à l'avenir ce qu'ils étaient précédemment, et très vraisemblablement moins amicaux encore. Il n'y avait point de parti français; les ambassadeurs de France se servaient habilement des partis espagnols en les balançant l'un par l'autre, et se faisant rechercher par celui qui croyait avoir le plus besoin d'eux. Les rois étaient, et le roi Joseph sera mieux qu'eux, le véritable lien des relations entre les deux pays. M. de Cabarrus met dans ses jalousies politiques le zèle d'un nouveau venu. Il est moitié *faubourg Saint-Germain* et moité *porte du Soleil* [1]. Il paraîtra plaisant à Votre Excellence qu'il m'ait avoué lui-même avant-hier que le Roi lui avait déjà reproché d'être *ultra-Espagnol*.

86. — *Vittoria, 15 octobre 1808* [vol. 677, f° 69]

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 4 de ce mois. Je n'ai pas manqué de donner cours aux détails intéressants que vous avez la bonté de me communiquer, et de faire remarquer toutes les circonstances qui prouvent combien l'insurrection espagnole s'est abusée en ajoutant foi aux fables de l'Angleterre.

Pour le coup, il arrive des troupes [2]. Les Espagnols de

1. La *Puerta del Sol*, la grande place de Madrid.
2. Le 4e corps (maréchal Lefebvre), avant-garde de la Grande Armée.

la Biscaye les voient, les comptent depuis plusieurs jours et ont du reste les moyens d'en informer leurs compatriotes. Les espions des généraux de l'insurrection ne peuvent leur laisser ignorer ce dont ils sont témoins ; la liste des passages d'ici au 5 de novembre, affichée au ministère de la guerre, est à coup sûr copiée et transmise. C'est l'effet qui doit prochainement en résulter sur une nation en délire qu'il devient très important d'observer.

Le chargé d'affaires de Hollande vient de recevoir et de notifier à M. de Campo-Alange l'avis que le grand maréchal du palais de sa cour avait reçu l'ordre de partir incessamment pour féliciter le Roi sur son avènement au trône des Espagnes.

Les lettres de recréance de M. le prince de Masserano lui ont été adressées, et il ne manque rien aux titres du Roi. Mais M. de Campo-Alange n'a pas pris en cette occasion, comme il me l'avait annoncé, les ordres du Roi sur l'omission qu'il est convenu avoir faite dans les lettres de créance de M. le duc de Frias. Ce n'est pas qu'il tienne encore aux susceptibilités de ses collègues, puisqu'il s'était rectifié dans les lettres de recréance. J'ai lieu d'être convaincu que c'est purement pour ne pas avouer au Roi qu'il avait mal saisi la chose dans le principe, et il a différé jusqu'ici, par une suite de sa première méprise, de proposer à la signature de Sa Majesté l'envoi de nouvelles lettres à M. de Frias. Il voudrait s'autoriser de quelques observations de ma part; mais en lui faisant comprendre ce qu'il aurait dû faire et en le lui suggérant de nouveau, j'ai protesté et je lui proteste encore que je n'ai pas eu l'ordre de faire la moindre observation et que je n'en fais aucune. Il sera dans le cas, à son premier travail avec Sa Majesté, de lui présenter des lettres de ministre plénipotentiaire pour M. le duc de

Frias auprès de S. M. l'Empereur, en qualité de roi d'Italie. Il se propose de saisir ce moment pour prier aussi Sa Majesté de signer d'autres lettres d'ambassadeurs, en observant que dans les précédentes il a omis quelques-uns des titres du duc. Je crains que ce ne soit un mauvais biais, parce qu'il importera peu au Roi peut-être que le superflu ne soit exprimé, si le nécessaire l'est, et qu'alors M. de Campo-Alange n'en sera que plus embarrassé à dire la vérité. Au surplus, la présentation de M. le duc de Frias peut n'être pas différée, et M. de Campo-Alange enverrait ensuite de nouvelles lettres à substituer aux autres. Mais il faudrait à cet effet que Votre Excellence touchât quelques mots sur l'omission.

Il y a plus à douter, d'après des avis multipliés, qu'il ne soit débarqué à Santander un corps considérable de troupes espagnoles, sous le commandement du brigadier comte de San Roman [1]. On a dit qu'ils venaient de la Galice ; il est plus que probable que ce seront les prisonniers espagnols délivrés en Portugal et que les Anglais se seront empressés d'équiper et d'armer. Il reste à savoir si les Anglais feront agréer un corps de leurs propres troupes. Ils paraissaient n'y avoir pas réussi jusqu'à présent, et peut-être ne font-ils des offres que pour la forme. C'est dans les ports de la marine militaire qu'ils avaient surtout envie de s'introduire. On sait aujourd'hui positivement qu'ils sont parvenus à faire admettre quelques-uns de leurs vaisseaux de guerre dans le port intérieur du Ferrol.

1. Don Joaquin *de Miranda*, comte *de San Roman*, général depuis 1795 et colonel du régiment de la Princesse, avec qui il s'était échappé du Danemark. Il fut tué le premier jour de la bataille d'Espinosa de los Monteros (10 novembre 1808). — Voir ARTECHE, III, Appendice 22.

87. — *Vittoria, 18 octobre 1808* [vol. 677, f° 90]

Quelques personnes parties successivement de Madrid, les 2, 3 et 4, sont arrivées à Vittoria et ont été questionnées par M. d'Arribas. L'une d'elles était un de ses émissaires et apportait des gazettes et pamphlets dont elle a dû faire sacrifice aux avant-postes ennemis.

Leurs rapports se réduisent à peu de chose et servent à rectifier les rapports précédents plutôt qu'à étendre nos connaissances.

Cependant il n'est pas inutile de savoir que c'est en définitif à Aranjuez et non pas à Madrid que la Junte centrale tient ses séances. M. de Florida-Blanca a réussi à cet égard. La scène du peuple demandant Ferdinand, qui, était censée avoir eu lieu dans la cour du palais de Madrid, s'est passée dans celle d'Aranjuez, différence d'autant moins importante que, si l'assemblée doit être influencée, il est indifférent qu'elle le soit par la populace de la capitale ou par les paysans de la Manche, qui ont déjà fait leur apprentissage en mars dernier. On avait l'air à Madrid de préparer le palais pour la Junte. On assurait les habitants que la représentation nationale, soi-disant, s'y rendrait aussitôt que les arrangements nécessaires seraient achevés. Mais cette translation sera différée de jour en jour, si M. de Florida-Blanca en est le maître. Ce ministre a voulu éviter les inconvénients d'une grande ville, et sans doute ménager aussi à la Junte la facilité de s'éloigner encore davantage, selon les circonstances. Elle en aura prochainement besoin, si les membres ne prennent pas le parti de se disperser et de faire leurs soumissions séparées. Je suppose, en effet, que le rêve d'une grande négociation nationale est doublement évanoui, sous le

double rapport de l'impuissance de la Junte centrale de gouvernement et de l'erreur des bases qui avaient donné naissance à ce projet des ministres.

L'assemblée avait reçu un renfort d'opinion, mais non de lumières, dans la personne de M. le comte d'Altamira et du patriarche don Pedro de Sylva [1], nommés représentants de la Nouvelle-Castille. C'était un contrepoids de quelques jours en faveur de la grandesse et du clergé, qui pouvait permettre un peu plus de raideur contre les passions populaires et les impulsions des clubs.

Le Conseil de Castille avait contribué à fortifier l'assemblée, en se prêtant à lui faire passer un acte formel de reconnaissance et de soumission à ses volontés. Cet exemple avait fait, dit-on, quelque impression sur les autres autorités, ce qui ne doit s'entendre, je pense, que de la nuance plus ou moins prononcée des rivalités.

Les uns disent que le duc de l'Infantado avait perdu tout crédit, les autres qu'il en regagnait. On rapporte uniformément qu'il n'est plus l'âme de la junte militaire.

C'est M. de Cuesta qui était destiné à présider, assure-t-on, cette dernière, sous l'autorité suprême de la Junte centrale. M. de Castaños continuait à remplir les fonctions de capitaine général ; mais la grande faveur populaire dont il avait joui était refroidie, soit par ses propres soins, soit par l'inconstance des esprits.

Ces deux généraux avaient été mandés à Aranjuez par la Junte centrale, pour y recevoir ses instructions. Castaños n'avait pas été compris dans l'ordre donné aux mili-

1. Tous deux députés de Madrid. Le comte d'Altamira, marquis d'Astorga, grand d'Espagne et chevalier de la Toison d'or, grand chambellan de Charles IV. Il devint plus tard président de la Junte centrale. — Don Pedro *de Siloa* avait été maréchal de camp avant d'entrer dans les ordres. Il venait d'être nommé patriarche des Indes à la place de don José de Arce, destitué à la chute de Charles IV. Il mourut à Aranjuez en 1810.

taires de se rendre aux armées. Cuesta avait été vu allant à Madrid, circonstances qui confirment leur rappel à Aranjuez.

Les rapports précédents avaient un peu exagéré, ou les derniers adoucissent la progression du désordre et le nombre des arrestations de Madrid. On ne cite encore au moins aucun homme de marque, en affirmant pourtant que quelques individus sont renfermés et que les incarcérations continuent. Le seul nom dont les rapporteurs fassent mention est celui du marquis de Saint-Simon [1], qui est très strictement gardé, et ce général assurément ne peut avoir été arrêté pour s'être montré favorable à la cause du Roi [Joseph], ni comme appartenant à la classe des Français, dont deux individus seulement ont été laissés à Madrid : l'accoucheur Vidart et un inconnu.

M. de Saavedra n'avait pas encore paru le 4, et l'on ne disait plus qu'il dût venir prendre place à la Junte centrale.

Ces nouveaux rapporteurs prétendent aussi qu'à leur départ, l'enthousiasme du peuple et la sécurité qui lui a été inspirée régnaient sans le moindre ralentissement. On croyait fermement et généralement tout ce qui avait été cru dès l'origine.

Une variante avait été introduite dans les acclamations publiques ; ce n'était plus : *vive la religion et Ferdinand !* c'était : *vive la religion, la nation et Ferdinand !* On affec-

1. Claude-Anne *de Montbléru*, duc *de Saint-Simon* (1743-1819), colonel du régiment de Poitou (1775); prend du service en Espagne (1780); député de la noblesse d'Angoulême aux États généraux (1789); émigre; lieutenant général en Espagne (1793); blessé pendant la campagne de Roussillon (1795); commande l'armée contre le Portugal (1801); grand d'Espagne (1803); blessé au siège de Madrid (1808); condamné à mort par Napoléon; emprisonné à Besançon (1809-1811); interné à Dijon; mis en liberté (1814). Nommé par Ferdinand capitaine général et colonel des gardes wallonnes. — Voir Archives nationales, F. VII, dossiers 3439 et 6527.

tait dans Madrid des principes républicains, tant dans les propos que dans l'habillement.

La garnison de Madrid consistait en 8,000 hommes environ, pour la plupart paysans ou nouvelles levées venues d'Andalousie. Il y avait beaucoup de vols, dans cette ville et les environs, qu'on leur attribuait. Les deux régiments d'infanterie, de 3,000 hommes chacun, dont il a été question dans les rapports précédents, n'étaient pas partis encore. Le corps de cavalerie de M. de Fernan-Nunez se complétait lentement.

L'émissaire parti le 4 de Madrid a rencontré en route des pelotons d'invalides envoyés à Valladolid pour instruire les recrues. Il a vu à Burgos un corps de mille étudiants de Salamanque qui venaient d'y arriver, très bien armés et équipés, et à peu près autant de paysans très mal vêtus du royaume de Léon. Burgos commençait à prendre le caractère de l'insurrection; il y avait dans cette ville un officier supérieur anglais qui excitait à la révolte.

88. — *Vittoria, 21 octobre 1808* [vol. 677, f° 98]

[Les estafettes sont arrêtées et dévalisées sur les routes. — Très peu de fonctionnaires espagnols se mettent en règle pour prêter serment au roi Joseph. — Arrivée du maréchal Lefebvre. — Mouvements des généraux Reding et Coupigny en Navarre; Blake en Biscaye.]

89. — *Vittoria, 25 octobre 1808* [vol. 677, f° 112]

Les troupes de S. M. l'Empereur continuent à entrer successivement. Les troupes de l'insurrection n'en cernent pas de moins près jusqu'ici la droite et la gauche des positions françaises. Ce serait faire bien gratuitement des conjectures que de vouloir expliquer une attitude qui touche à sa fin.

Votre Excellence m'a fait l'honneur de me mander, le 31 d'août, que probablement l'Empereur viendrait lui-même présider à la campagne qui va s'ouvrir en Espagne [1]. Il m'a été utile de pouvoir répéter souvent cette annonce. On ne doute plus actuellement que S. M. I. ne soit bientôt à Bayonne et ne pousse peut-être jusqu'à Vittoria. Sa présence sera d'une haute importance, et je me permettrai de dire même d'une absolue nécessité sous tous les rapports militaires ou politiques. Les affaires d'Espagne en finiront plus vite, et toutes les manœuvres tendant à ne faire entrer qu'à demi ce royaume dans le grand système en seront plns facilement déjouées. Je me persuade qu'il est tout à fait superflu d'observer que la conquête ne saurait être trop nettement prononcée et est censée dater du jour où l'Empereur aura paru, quelque prompte que la soumission puisse être.

Les événements inattendus qui ont forcé S. M. I. à faire de grands préparatifs et à recommencer les affaires d'Espagne se trouveront en définitif très avantageux. L'édifice sera bien autrement solide ; mais il est compris, sans doute, que les cinq anciens ministres ont donné leur mesure et qu'il ne serait pas bon de leur laisser exercer leur influence sur la future composition du Sénat, du Conseil d'État et des Cortès.

Le bruit court qu'avant de se séparer à Erfurt, les deux empereurs ont envoyé un message à Londres [2]. Il ne

1. Ce jour même du 25 octobre, Napoléon ouvrait solennellement le Corps législatif : « Je pars pour aller moi-même, à la tête de mon armée, couronner le roi d'Espagne à Madrid, avec l'aide de Dieu, et planter mes aigles sur les forteresses de Lisbonne. »

2. Cette lettre conjointe de Napoléon et d'Alexandre, du 12 octobre (Archives Affaires étrangères, *Angleterre*, vol. 603 *bis*, fol. 249), proposait l'ouverture de conférences où les « alliés » de l'Angleterre enverraient aussi leurs plénipotentiaires. Canning (28 octobre) énuméra ces alliés : Portugal, Sicile, Suède et Espagne. A cette pensée d'admettre les délégués espa-

contribue ici qu'à ranimer l'espérance de termes moyen[illegible] avec l'Angleterre à l'égard de l'Espagne et du Portuga[illegible] Votre Excellence connaît les auteurs et la portée de [illegible] système.

Il s'est glissé dans quelques esprits que S. M. l'Empe[illegible]reur pourrait bien revenir aux garanties territoriales qu[illegible] les princes de la dynastie précédente se prêtaient à l[illegible] donner pour conserver leur couronne. On se fonde su[illegible] les droits et les sacrifices nouveaux résultant de l'opp[illegible]sition qu'il va soumettre, et c'est de raisonnements [illegible] raisonnements que cette présomption s'est établie. Il m[illegible] paru que je devais détourner de moi toute question à [illegible] sujet.

Une autre nouvelle circule, sans autre base, à ma connaissance, que les anciennes démarches faites par les ministres. La Junte centrale, dit-on, doit envoyer des députés au Roi avec des conditions d'accommodement, dès qu'il sera retourné à Burgos. On ne peut affirmer que cela n'aura pas lieu; mais je crois toujours qu'aucune des lettres écrites par les ministres n'a été répondue et qu'aucun d'eux n'a eu avis que la Junte centrale pensait à négocier. Elle y penserait qu'il ne serait pas moins vrai qu'elle est sans mission, sans caractère, sans autorité. Elle ne peut se soutenir qu'en flattant la démence du peuple; elle se perdrait en voulant le heurter. Elle ne vaudra plus la peine d'être recherchée, lorsque l'accès sera calmé.

Une *Gazette de Madrid* du 11 a été lue à Vittoria, et

gnols, Napoléon répondit (note du 18 novembre, datée de Burgos) en termes virulents, dont Champagny (26 novembre) obtint d'adoucir la forme par une note officielle (28 novembre) qui maintenait l'exclusion des représentants de Ferdinand. Napoléon accepta cette rédaction nouvelle (7 décembre); mais l'Angleterre (15 décembre) repoussa à son tour les expressions outrageantes qu'elle contenait La proposition tomba ainsi.

je ne parviens pas encore à me la procurer [1]. On assure qu'elle contient quelques publications dans un esprit tout républicain. Faut-il conclure que la Junte centrale y incline ou lutte sans succès? D'après des notions de Madrid du 10, il paraît que les idées de liberté et d'égalité faisaient du chemin. La Junte était toujours à Aranjuez; on ne mentionne aucun de ses actes. Elle gouvernait en travaillant avec les départements ministériels successivement; on dit que le plus ancien employé de chaque ministère tenait le portefeuille. Il semblerait, d'après d'autres bruits, que M. de Castellar [2], le gardien du Prince de la Paix pendant son emprisonnement, avait la guerre, et M. d'Alava la marine. Le duc de l'Infantado semble conserver la présidence de la junte militaire. M. de Cuesta était envoyé en mission. M. de Castaños conservait le commandement de Madrid.

Puisque j'ai commencé, Monseigneur, je continue à vous envoyer une nouvelle feuille des publications de M. de Cabarrus. C'est le roman de l'insurrection; il arrivera bientôt aux lettres qu'il a écrites à l'évêque d'Orense et autres personnages.

90. — *Vittoria, le 27 octobre 1808* [vol. 677, fol. 131]

Il y a huit jours que l'opinion publique paraissait prendre une bonne direction dans cette partie de l'Espagne

1. Cette *Gaceta* publiait le texte du rapport de Champagny à l'Empereur (24 avril) et l'accompagnait de notes ironiques.

2. Le marquis de Castelar, lieutenant général (1793), capitaine des hallebardiers.

Le ministère désigné par la Junte comprenait, à la guerre : le lieutenant général don Antonio Cornel; à la marine : le lieutenant général don Antonio de Escaño; à la secrétairerie d'État : don Pedro de Cevallos; à la justice : don Benito Hermida, ancien conseiller de Castille; aux finances : don Francisco de Saavedra.

et qu'on pouvait calculer que de proche en proche la nécessité de la somission frapperait enfin les esprits. Nous sommes à cet égard moins avancés qu'alors. Ce n'est pas qu'il arrive moins de troupes françaises ou qu'elles arrivent plus tard qu'elles n'étaient publiquement annoncées ; mais, d'un côté, les gens qui nous environnent ne voient aucuns résultats et se sont persuadé qu'il y avait incertitude dans les conseils, variations continuelles dans les projets, peu d'union dans les chefs et faiblesse dans le commandement ; d'un autre côté, la pression des troupes ennemies sur les flancs de l'armée française continue avec une inconcevable obstination [1]. Elles semblent montrer de la hardiesse, au moment où elles devraient s'éloigner. M. le maréchal Moncey écrit coup sur coup qu'il est serré de près par des forces très supérieures. M. le maréchal Ney, qui a marché le long de l'Èbre pour l'appuyer, a trouvé des ennemis à Viana et Logroño. Le général Merlin a dû se replier de Zornosa vers Durango, et on a été très surpris de voir revenir des hauteurs de Murgia à Vittoria M. le maréchal duc de Dantzig, qui est au reste reparti sur-le-champ, et ne doit point perdre un instant l'ennemi de vue. Cet état de choses retarde les bons effets sur lesquels la politique comptait. L'arrivée de S. M. l'Empereur redressera tout et fera tout marcher.

Il est incontestable que le principal objet de l'ennemi était moins de forcer la ligne de l'Èbre du côté de la Navarre que de se jeter dans la province de Guipuscoa

1. « Sire, l'ennemi paraît avoir reçu tous les renforts qu'il attendait ; il agit avec beaucoup de hardiesse depuis deux jours.... Je laisserai traîner les affaires ainsi jusqu'à l'arrivée de Votre Majesté. Les événements du jour me décideront. Dans tous les cas, Votre Majesté ne doit avoir aucune inquiétude. » (Joseph à l'Empereur, 25 oct. 1808.)

et de couper les communications. Mais il fait à contretemps ses efforts, et il pourrait être coupé à son tour à présent même, pour s'être trop engagé, si on manœuvrait sur lui avec les moyens qui sont déjà rendus ici. On a tant appréhendé qu'il n'adoptât le plan de ne tenir nulle part et de se reproduire sans cesse, qu'il serait précieux de lui porter un coup funeste lorsqu'il s'expose. Pardon, Monseigneur, de vous parler d'affaires militaires, dont ceux qui les dirigent ne me parlent jamais. Elles se rattachent, à l'heure qu'il est, à l'opinion, qui est de mon ressort, et c'est sous ce rapport qu'elles entrent naturellement dans mon tableau.

Une raison péremptoire pour désirer qu'un grand coup soit vite porté à l'ennemi, c'est que toutes les forces qu'il a lentement rassemblées sont enfin en présence et qu'il ne reste plus de ressources à l'insurrection, après leur dispersion, que dans les paysans. J'avais l'honneur de vous mander, il y a quelque temps, que l'on portait à Madrid à 110,000 hommes les troupes qui allaient être employées à faire repasser au Roi les Pyrénées. Toutes les données comparées semblent établir que ce nombre est à peu près celui qui de Bilbao à Sanguessa forme cercle autour de nous [1]. Les masses sont sur les deux flancs, comme si l'ennemi avait compté qu'on ne penserait de notre part qu'à s'avancer sur Burgos, sans s'occuper des derrières. On prétend que dans ces 110,000 hommes il y en a 70,000 à 75,000 de troupes de ligne, en y comprenant le corps du marquis de la Romana et les 6,000 Espagnols délivrés en Portugal, 10,000 à 15,000 miliciens, et le reste paysans enrégimentés. Il est tout simple que la ferveur

1. 105,000 hommes composés par les 32,000 de Blake, 30,000 de Castaños, 30,000 de Palafox, 13,000 de l'armée d'Estramadure.

populaire se soutienne aussi longtemps que les forces de l'insurrection ont l'air de pousser le Roi en arrière.

Une personne partie de Madrid, le 14 de ce mois, est arrivée hier à Vittoria. Elle est, comme presque tous ceux dont on a eu des rapports de temps à autre, d'une classe trop inférieure pour avoir pénétré le secret des affaires. Elle dit qu'on ne donnait au peuple aucune nouvelle de Vittoria, ni du Roi, ni de l'armée française, et qu'on entretenait la persuasion que Sa Majesté ne pouvait recevoir aucun renfort;

Que le général Castaños, contre lequel le peuple commençait à murmurer et accusait de faiblesse et de lenteur, était enfin, à son retour d'Aranjuez, parti pour l'armée de Logroño, qu'on évaluait à 45,000 hommes, et était appuyé par un corps de 10,000 Valenciens, sous les ordres de M. de Cerbellon. (Ces avis se trouvent conformes à ceux venus directement des avant-postes ennemis);

Que M. de Cuesta, qu'on avait dit parti pour une mission, était arrêté, et que le public ne savait pas pourquoi. Cette nouvelle paraît très incertaine;

Que la Junte centrale siégeait toujours à Aranjuez et était attendue à Madrid, où l'on préparait l'hôtel du Prince de la Paix pour M. de Florida-Blanca;

Que les Anglais avaient récemment fait verser à Madrid un million et demi de piastres; qu'il y avait toujours dans cette ville des généraux et des commissaires britanniques, dont quelques-uns ont accompagné M. de Castaños;

Que, le 2 de novembre, devaient partir les deux régiments levés par M. de Fernan-Nuñez et M. de l'Infantado (c'est la première fois qu'il est question de ce corps); qu'enfin, on avait répandu parmi le peuple qu'à la même époque on lèverait un corps de 50,000 volontaires.

91. — *Vittoria, le 31 octobre 1808* [vol. 677, f° 143]

J'ai reçu avant-hier la lettre en date du 12 de ce mois, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'annoncer le départ de S. M. l'Empereur pour Paris et l'heureuse issue de l'entrevue d'Erfurt.

M. de Campo-Alange a su, par les gazettes françaises, que le Roi reçoit la première nouvelle de la remise des lettres de créance de M. de Masserano et de la présentation de celles de M. le duc de Frias. Il s'est empressé de me répéter que les lettres rectifiées qu'il a fait passer à ce dernier, du 19 au 20 de ce mois, seraient échangées contre les premières. Il ne leur est point arrivé d'accident, ainsi qu'on l'avait craint, et si M. de Frias doutait de la marche qu'il doit suivre, M. de Campo-Alange espère que Votre Excellence aurait la complaisance de le mettre sur la voie.

J'ai été prévenu hier à midi que le Roi voulait bien m'accorder une audience particulière pour la présentation de mes lettres de créance. Cette formalité a été remplie. Les localités, les circonstances, ne permettaient aucun cérémonial à la cour. Je me suis dispensé, de mon côté, de tout appareil, et j'ai présumé qu'en cette occasion, qui ne tire pas à conséquence, S. M. l'Empereur daignerait approuver qu'il ne fût question que de l'objet même.

L'état intime des relations entre les deux augustes frères ne me laisse rien à remarquer qui ait le plus léger intérêt politique sur la conversation dont le Roi m'a honoré. Sa Majesté a plus particulièrement mis une grâce extrême à m'inspirer la confiance de croire qu'elle me voit avec plaisir accrédité près de sa personne.

Depuis le 13 de septembre, que j'avais sollicité l'audience qui m'a été accordée hier, il m'a paru superflu de dire de temps à autre à Votre Excellence que les délais se prolongeaient; le fond des choses était trop clair. Le Roi lui-même avait eu la bonté de m'en parler deux fois, et M. de Campo-Alange m'en avait parlé souvent. Dans ma manière de voir, on ne pouvait trop tôt fournir matière à un article officiel des gazettes, tant à l'égard de l'Espagne qu'à l'égard des autres cours. Le Roi se croyait trop près de sa frontière et tenait beaucoup à ce que l'article fût daté de Burgos. Il m'a semblé même apercevoir qu'il eût désiré que quelque action d'éclat précédât. Après avoir attendu inutilement, sans doute il convenait de saisir le moment où l'on apprend que M. le duc de Frias a présenté ses lettres de créance à S. M. l'Empereur.

Une autre circonstance portait Sa Majesté Catholique à ne plus différer. M. de Bourke est arrivé avant-hier soir, chargé de lettres de félicitations de S. M. le roi de Hollande. Il a demandé à les présenter, et il a eu son audience aujourd'hui. Il paraît qu'il restera quelques semaines près du Roi et qu'il doit traiter de quelques affaires. Il a écrit une lettre à M. de Campo-Alange, dans laquelle il expose que son souverain a le plus véritable empressement d'envoyer un ministre plénipotentiaire près du Roi, son frère, à la place de M. le commandeur Verhüell, qui a obtenu son rappel, et qu'il désirerait même savoir quelle personne lui serait le plus agréable; mais que, cependant, il serait conforme aux usages que la notification de l'avènement de Sa Majesté Catholique au trône d'Espagne fût faite par le cabinet de Madrid. Votre Excellence voudra bien se rappeler que j'avais l'honneur de lui mander, le 25 de septembre, que M. de Zuylen avait confidentiellement donné avis à M. de Campo-Alange du silence gardé

par M. d'Anduaga. Le vieux ministre devait vérifier si la faute devait être imputée à cet envoyé extraordinaire ou à M. de Cevallos, et la réparer sur-le-champ. Il n'en a rien fait, et à peine avoue-t-on aujourd'hui que M. d'Anduaga, après s'être retiré petit à petit et avoir cessé sa correspondance, a notifié finalement qu'il se regardait comme dégagé par les événements de tous liens de service. Il sera difficile de donner à ces gens un zèle prévoyant pour les intérêts du Roi et de leur faire perdre l'esprit de parti.

L'aspect des affaires militaires est à peu près le même qu'il y a quatre jours, Il y a cette différence cependant que l'ennemi n'a pas tenu devant M. le maréchal Ney. M. de Cuesta, que l'on avait cru arrêté à Madrid, est arrivé à Logroño du 26 au 27 et a fait évacuer de suite cette ville. L'ennemi a aussi reçu un échec sur la droite de l'Èbre, à Lerin, où on lui a fait 700 prisonniers, et a perdu l'envie, s'il l'avait, de forcer son passage de ce côté [1]. Mais il se maintient du côté de Bilbao, en s'abstenant de tenter davantage de couper la communication. Il est bon qu'il s'aveugle et garde assez longtemps sa position aventureuse pour y être coupé.

On prétend ici, sans que nous sachions d'après quels documents, que, vers le milieu de ce mois, la Junte centrale a connu enfin que les Anglais la berçaient de fausses espérances sur une diversion continentale, et qu'il n'était que trop vrai que des troupes françaises étaient de tous côtés en marche sur l'Espagne; qu'en conséquence, elle a expédié des courriers dans les provinces pour faire avancer tout ce qui peut encore être rassemblé de forces, et

1. Sur son succès de Lerin (26 octobre), voir le rapport du maréchal Moncey. — *Mémoires* du roi Joseph, V, 158.

que l'inquiétude commence à percer. On prétend aussi qu'une *Gazette de Madrid* du 13 ou du 14 a réimprimé les deux rapports de Votre Excellence à S. M. l'Empereur, lus dans la séance du Sénat du 6 de septembre, avec des notes très virulentes faites pour la populace.

III.

NAPOLÉON EN ESPAGNE

Novembre 1808. — Napoléon, arrivé le 3 à Bayonne, couche à Tolosa le 4 et rejoint le roi Joseph le 5 à Vittoria. — Il prend aussitôt contact avec l'ennemi, voulant couper ses lignes en deux, et rejeter l'un au nord et l'autre au sud, Blake et Castaños.

Il lance donc en avant le maréchal Soult (2e corps), dont la division Mouton enfonce les Espagnols devant Burgos (10). — A droite, il envoie le maréchal Victor (1er corps) contre Blake (armée de Galice) qui, malgré le renfort de la Romana (division du Nord), est culbuté à Espinosa de los Monteros (11) et poursuivi vers la province de Léon par Victor et le maréchal Lefebvre (4e corps). — A gauche, il dirige le maréchal Lannes (3e corps) sur Castaños (armée du Centre), soutenu de Lapeña (4e division d'Andalousie) et de Palafox (armée d'Aragon); ceux-ci sont refoulés à Tudèle (23). — Palafox se réfugie à Saragosse, où Moncey (avec le 3e corps) va l'assiéger. — Castaños se replie en désordre, mais sans être inquiété par Ney (6e corps) immobile à Soria.

Restent les Anglais (sir John Moore) vainqueurs de Junot en Portugal, qui, par Ciudad Rodrigo, ont pénétré en Espagne. — L'Empereur marche sur Madrid pour y arriver avant eux. Il s'ouvre brillamment passage à Sommo Sierra (30).

Décembre. — La route libre, l'armée française descend sur Madrid, où règne le plus grand tumulte patriotique. La ville est bloquée et reçoit la sommation de l'Empereur (2); on l'attaque (3); la Junte militaire ouvre les portes (4).

Sans entrer dans la capitale de son frère, Napoléon, installé à Chamartin, signe (4) de nombreux décrets politiques supprimant les couvents, l'Inquisition, les commanderies, les droits féodaux, les douanes provinciales, le Conseil de Castille (dont les membres sont arrêtés); — il publie une menaçante proclamation aux Espagnols (7); — visite, au milieu de l'indifférence hostile de la population, le Palais royal (9); — prononce la confiscation des biens de plusieurs membres de la Grandesse (12); — organise une Garde nationale (15); — adresse un discours retentissant à la députation des autorités madrilènes (15); et leur ordonne de

aire prêter serment au roi Joseph, bien que celui-ci se tienne à l'écart et ait envoyé à l'Empereur sa « renonciation au trône d'Espagne »; — il établit une commission de séquestre, sous la haute surveillance de La Forest (18); — il passe des revues de troupes.

Il s'inquiète des mouvements des Anglais dans la vallée du Douro, pendant que ceux-ci, à la nouvelle des succès de l'Empereur, s'arrêtent à une journée de Salamanque, sur la route de Valladolid (14), et rétrogradent vers le nord (15). — Napoléon part précipitamment pour leur couper la retraite (22), franchit le défilé de Guadarrama (23), passe le Douro à Tordesillas (26) et active vers la Corogne la poursuite des Anglais « pour les jeter à la mer ». — Le 28, il est à Medina del Rio Seco, le 29 à Benavente, où il fait séjour.

Janvier 1809. — Le 1er, à Astorga, Napoléon reçoit les courriers de France; il apprend les armements de l'Autriche et estime urgent de revenir aussitôt à Paris. Avec sa Garde, il rétrograde (2), confiant à Soult la mission de continuer la marche forcée contre sir John Moore qui possède une avance de quelques heures seulement.

Le maréchal atteint la queue de la colonne ennemie à Lugo, le 5. — Les Anglais, après une course de cent cinquante lieues et des fatigues inouies, arrivent au port de la Corogne (11) et attendent leurs bateaux. — Soult les rejoint le 14, les attaque le 16, pendant leur embarquement. — La Corogne capitule (19), le Ferrol aussi (28). — Soult est maître de la Galice.

L'Empereur, pendant ce temps, s'est arrêté à Valladolid (7); après une semaine de séjour, il repart seul (17), regagne les Pyrénées et arrive à Paris le 24.

Le roi Joseph, à qui son frère a laissé le titre de « lieutenant général de l'Empereur », entre à Madrid (22).

Pendant le mois de novembre, M. de La Forest suit d'aussi près que possible la marche victorieuse de l'Empereur et de l'armée. Il arrive à Madrid le 10 décembre et supplée à la pénurie de sa correspondance politique avec M. de Champagny par une série de Bulletins *qui présentent le tableau de la capitale pendant le séjour de Napoléon en Espagne. Il reprend, en janvier, l'envoi de ses dépêches, en même temps que ses fonctions diplomatiques auprès du roi Joseph.*

---

92. — *Vittoria, le 2 novembre 1808* [vol. 677, f° 154]

Il paraît que l'ennemi est obligé de reculer aussi du côté de Bilbao, après avoir cependant eu la hardiesse d'attaquer M. le maréchal duc de Dantzig. Aucun détail ne transpire encore, et on croit que M. le duc poursuit. Le profond silence du quartier général fait présumer également qu'il

ne s'est passé rien de nouveau du côté de MM. les maréchaux Ney et Moncey.

Le bruit court que quelques troupes anglaises sont débarquées à Santander, et, s'il en faut croire divers avis assez vagues jusqu'ici, il en serait aussi débarqué à la Corogne. Mais, nonobstant tous les rapports antérieurs sur l'entrée en Espagne d'une portion de l'armée britannique en Portugal, il ne se confirme pas qu'il y ait des corps anglais en marche vers l'intérieur de la monarchie espagnole. On regarde ici comme très vraisemblable qu'ils ne s'éloigneront pas des côtes et que leurs offres de coopération auront toujours pour objet de s'introduire dans les ports.

D'après quelques données bien légères encore, on conçoit ici l'espérance que les Catalans, moins passionnés et plus calculateurs que leurs compatriotes, pensent à s'arranger avec le général Saint-Cyr [1]. Cet événement, s'il avait lieu, aurait une grande influence sur les autres provinces.

Le Roi vient de faire quelques promotions ; il a nommé grands d'Espagne de la première classe les marquis de Montehermoso [2] et de Bendaña, tous les deux membres de la junte de Bayonne. Le premier a mérité cette grâce par sa conduite, par les principes qu'il professe et par l'attachement qu'il montre ici à la cause du Roi. Le second est

1. Pour remettre nos affaires très compromises en Catalogne, l'Empereur envoyait le général Gouvion-Saint-Cyr avec le 7e corps (divisions Chabran, Souham, Lecchi, Pinot et Chabot), en formation à Perpignan. — Ses opérations commencèrent au mois de novembre. Voir : Général DE ARTECHE, IV, 234.

2. Le marquis de Montehermoso était le mari de Mme de Montehermoso, c'est l'explication de sa faveur auprès du roi Joseph. Stanislas de Girardin, dans ses *Souvenirs*, le peint : grand, fort, original et très irréligieux ; il le rencontra au mois de septembre 1808 à Vittoria, où le marquis venait de louer avantageusement son hôtel au Roi pour la somme de 300,000 fr.

dans une position inverse, et on n'explique la distinction qu'il reçoit que par l'amitié que lui porte le ministre des finances. Je crois plutôt que Sa Majesté, qui a logé dans une de ses maisons à Haro, a voulu s'acquitter avec une munificence royale. Ces messieurs sont en même temps nommés gentilshommes de la chambre, avec M. Caraffa [1], officier d'ordonnance du Roi, et le maréchal de camp marquis de Casa-Calvo [2], officier distingué.

Le Roi a promu aussi au rang de conseiller d'État M. le maréchal de camp de Navarro [3], inspecteur général d'artillerie, homme estimé dans son arme, et M. d'Echeverria [4], député de la province d'Alava, qui a montré du zèle et du talent, principalement dans le service des approvisionnements de l'armée. Ce dernier reçoit en outre un titre de Castille. La bienveillance du Roi s'est étendue également sur l'alcade de Vittoria, qui est destiné à l'intendance de Valladolid.

M. de Cabarrus vient de faire imprimer une collection de décrets royaux relatifs au paiement de la dette nationale par la caisse d'amortissements (consolidation). C'est un système complet d'appropriation de revenus, de classification de remboursements et de procédés d'exécution pour libérer l'État avec les ressources qu'il possédait, indépendamment de celles qui peuvent naître des événements actuels. On voit que M. de Cabarrus avait ce travail en portefeuille avant d'être appelé au ministère, ainsi que beaucoup d'autres projets, fruits de ses méditations.

1. Caraffa, officier que Joseph avait amené de Naples, qui devint chambellan et colonel, et qui quitta l'Espagne, disgracié pour des intrigues domestiques, en 1812.

2. Maréchal de camp depuis 1807.

3. Don Josef *Navarro Sangran*, maréchal de camp (1808), et chef d'état-major. Conseiller d'État du roi Joseph (1809).

4. Don Pedro Ramon *de Echeverria*.

Il s'est pressé de faire paraître séparément quelques-unes de ces pièces, à la fin d'août et au commencement de septembre dernier. Elles avaient alors plusieurs intérêts de circonstances. Ce ministre, d'ailleurs, était dans toute la chaleur des espérances qu'il avait conçues, et qui ont été si complètement trompées, sur l'impression favorable que produiraient en Espagne des actes où éclate la sollicitude du souverain pour la restauration de la fortune publique. Il croyait encore que l'on pouvait raisonner avec les passions avant de les avoir châtiées. Je ne peux pas m'expliquer, et je ne démêle pas davantage dans sa conversation, les motifs qui le portent à republier aujourd'hui ces pièces avec celles qu'il avait gardées par-devers lui depuis le 4 et le 15 de septembre qu'il avait obtenu la signature du Roi. Je regarde cette collection comme un système livré aux réflexions et préparé pour une future discussion au Conseil d'État plutôt que comme un plan définitivement sanctionné. Et, sous ce point de vue, il est bon que M. de Cabarrus ait mis son amour-propre à se dispenser des formes qui auraient été purement nominales dans l'état des choses.

J'ai l'honneur de vous envoyer, Monseigneur, une traduction entière de la collection qui vient de paraître, pour éviter la recherche, dans ma correspondance, des morceaux que j'ai joints à mes diverses dépêches, s'il arrivait que Votre Excellence voulût faire examiner ce travail....

[Résumé de divers décrets — 30 juillet, 18 août, 4 et 15 septembre 1808, — sur l'amortissement, la classification, la simplification, le paiement de la dette publique d'Espagne. Collection des circulaires à ce sujet. Détails sur l'état financier de la Biscaye et de la Navarre.]

Pardonnez ces longueurs, Monseigneur ; vous m'avez invité à peser un peu sur les actes d'administration.

93. — *Vittoria, 4 novembre 1808* [vol. 677, f° 177]

Point de détails encore dans le public des progrès de M. le duc de Dantzig, que M. le maréchal Victor a été appuyer. Nous sommes à Bilbao ; l'ennemi a fait des pertes et est poursuivi ; sa retraite paraît précipitée et désordonnée, mais il échappe. Tout paraît tranquille sur le flanc opposé. Ce n'est point en définitif M. de Cuesta qui a fait évacuer Logroño ; ce général, sans doute forcé lui-même par les ordres de Madrid, a fait arrêter et a envoyé dans cette capitale plusieurs des généraux que l'on accuse d'avoir eu des correspondances avec les ministres du Roi. On cite entre autres le lieutenant général don Francisco Eguia [1], compatriote de l'amiral Mazarredo.

Il y a ici des *Gazettes de Madrid* qui restent dans les coteries privées des habitants et que l'on ne parvient pas à se procurer. Un particulier qui les a parcourues y a lu l'acte par lequel la Junte centrale s'est déclarée constituée, a prêté serment à Ferdinand, ordonné à toutes les autorités du royaume d'obéir aux ordres qu'elle donnera et enjoint au Conseil de Castille, qui a obéi, de faire imprimer et circuler le décret. Le duc de l'Infantado avait pris ses fonctions de gouverneur du Conseil de Castille, au nom de Ferdinand ; on a publié, en effet, avec une quarantaine de mauvaises notes pleines de virulence, les rapports de Votre Excellence lus au Sénat. Rien n'est moins intéressant à l'heure qu'il est que ces vieux détails. On croit

1. Don Francisco Ramon *de Eguia*, lieutenant général (1802), membre du Conseil supérieur de la guerre. Il servit à l'armée de Valence (1813) ; ministre de Ferdinand VII (1814) ; gouverneur de la Vieille-Castille. Capitaine général de Grenade. Réfugié en France, à la révolution de 1820.

toujours que la Junte ne doute plus de l'approche de l'orage, et il est positif qu'elle a fait ses derniers efforts pour rassembler des masses d'insurgés. Il est plus utile d'apprendre, par différents articles de ces gazettes, si toutefois ils sont vrais, que plusieurs vice-rois des colonies d'Amérique ont fait proclamer Ferdinand, promettent de rester unis à la mère patrie et annoncent de grands secours pécuniaires. Je regrette de ne pouvoir encore mettre la main sur ces gazettes, où je trouverais à coup sûr beaucoup de choses de nature à vous être transmises.

J'ai reçu hier la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 26 d'octobre. Le *Moniteur* que vous avez la bonté de m'annoncer n'y était pas ; mais le discours de S. M. l'Empereur au Corps législatif [1] était déjà connu ici, et les grandes vues dont nous sommes à la veille de voir l'exécution ont été remarquées par les amis et les ennemis de la cause du Roi. Je suis fâché qu'une *Gazette* extraordinaire, ou celle au moins qui devait paraître aujourd'hui et qui est retardée, n'aient pas republié en espagnol ce discours imposant. Ce genre de service va mal.

J'ai appris avec une extrême satisfaction que Votre Excellence était destinée à suivre l'Empereur. Je me suis occupé de suite de votre logement à Vittoria, où il paraît que Sa Majesté s'arrêtera quelques jours, et je prends des mesures pour qu'il y soit pourvu à mesure que l'on s'avancera.

Le montant de l'emprunt forcé sur les propriétaires de cette partie de l'Espagne, dont j'avais l'honneur de parler avant-hier à Votre Excellence, est de 26 millions de réaux, et non de 6 millions, comme je m'aperçois que je

1. 25 octobre 1808. — Voir *supra*, p. 341.

l'avais écrit par erreur. La Navarre en paie 1¼ millions, la province d'Alava 6 millions, celle de Guipuscoa 6 millions.

J'ai été prévenu d'une circonstance qui m'aurait paru très hasardée, si M. d'Arribas ne me l'avait pas confirmée. M. de Cabarrus est rentré, sous beaucoup de rapports, dans les anciennes idées que ses collègues et lui ont soumises au Roi à Buitrago. Il croit qu'il peut démontrer à S. M. l'Empereur que la paix séparée de l'Espagne avec l'Angleterre est non seulement faisable, mais est dans l'intérêt de la France, quel que soit le sort des ouvertures faites d'Erfurt au cabinet britannique. Il a écrit et veut remettre au Roi, pour être placé sous les yeux de l'Empereur, un mémoire sur cette question. M. d'Arribas a la bonhomie de prendre la peine de l'en détourner et lui observe que S. M. l'Empereur pourrait croire à la fin qu'une partie des ministres du Roi est en opposition secrète contre l'alliance de la France et de l'Espagne.

94. — *Vittoria, 5 novembre 1808* [vol. 677, f° 180]

Ayant obtenu quelques-unes des *Gazettes de Madrid* qui sont arrivées à Vittoria, je me suis hâté de faire traduire tout ce qui m'a paru avoir de l'intérêt, et j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence ces extraits n°s 1 à 12.

La pièce n° 1 est très remarquable. Un comte de Liniers [1], échappé de Lisbonne, est-il dit, et se trouvant à Rio-

1. Sur Jacques de Liniers, comte de Buenos-Ayres, vice-roi de la Plata (1753-1810), voir : Marquis DE SASSENAY, *Napoléon et la République Argentine* (1892). — Il s'agit, dans la dépêche de M. de La Forest, de la démarche faite auprès du comte de Liniers, frère de Jacques, et débarqué sous un nom d'emprunt à Rio-de-Janeiro, par M. de Souza Contiño, ministre de Portugal. Celui-ci lui avouait les convoitises politiques des Portugais sur les colonies espagnoles. M. de Liniers, se portant garant du loyalisme de son frère, affirma que l'Espagne, au milieu de ses malheurs, gardait toute son autono-

Janeiro, d'où il comptait rejoindre son frère, le vice-roi de Buenos-Ayres, est abordé par le ministre de la guerre et des affaires étrangères du prince de Brésil. Il a une conversation politique avec lui, le 18 mars, et lui remet un mémoire deux jours après. Il est évident que, dès cette époque, le ministère du Brésil envisageait déjà la dissolution de la maison de Bourbon en Espagne, et sondait les dispositions des colonies espagnoles les plus à proximité, sous prétexte de s'assurer si elles étaient pacifiques. J'espère que la suite de cette négociation se trouvera dans les *Gazettes* suivantes.

Les pièces n°s 2 et 3 sont les premières publiées, à ma connaissance, sur les colonies. Elles donnent la mesure des intrigues actives de la junte de Séville pour les faire entrer dans l'insurrection. Il n'est pas indifférent de voir le ton d'indépendance que cette junte conservait en écrivant à ses députés à la Junte centrale d'Aranjuez. La proclamation du gouverneur de la Havane, en date du 17 juillet, ayant été écrite sous les yeux des envoyés andalous, devait nécessairement être remplie de fatras [1]; elle ne devient sage que vers la fin et laisse espérer que, d'un côté, les Français établis dans la colonie auront été protégés, et que, d'un autre côté, la tranquillité publique y aura été maintenue. L'appât des jouissances attachées au rétablissement de la paix avec l'Angleterre aura vraisemblablement fait accueillir aussi bien partout les envoyés de Séville.

mie, et qu'elle possédait des troupes fidèles, résolues à défendre l'indépendance de ses colonies d'Amérique. Les lettres qui relatent ces faits sont du 8 juin 1808; elles furent insérées dans la *Semaine patriotique* de Madrid du jeudi 13 octobre 1808. — Aff. Étr., *Espagne*, vol. 677, fol. 59-60.

1. Elle déclarait l'Espagne « le bouclier de l'humanité affligée, » « la libératrice du monde » contre « le génie de la désolation. » — *Gaceta de Madrid*, 4 octobre 1808.

La pièce n° 4 contient l'acte par lequel la Junte centrale s'est déclarée constituée, le serment ridiculement fanatique [1] prêté par ses membres et imposé à toutes les autorités espagnoles, et l'ordonnance du Conseil de Castille enjoignant au royaume et à ses colonies obéissance à la Junte centrale. Il sera peut-être utile d'avoir cette pièce sous les yeux, s'il y a lieu bientôt à défendre à la nation d'obéir plus longtemps à une assemblée illégale qui n'est point convoquée par le prince qu'elle se dit représenter, qui n'est pas le résultat d'élections populaires, qui n'est point les anciens *Cortès* du royaume, qui est nommée par des capitaines généraux ou présidents de juntes provinciales, n'ayant eux-mêmes aucune délégation légitime de pouvoirs.

La pièce n° 5 est la collection publiée par la Junte centrale des actes d'adhésion et prestation de serment qu'elle a reçus de toutes les grandes autorités, dont la plupart avaient juré obéissance au Roi [Joseph], deux mois auparavant. Un seul des membres des différents Conseils restés à Madrid s'est montré fidèle aux liens qu'il avait contractés et s'est abstenu de prendre part aux nouveaux événements ; c'est le marquis de Las Amarillas [2]. On l'a accolé avec le fiscal

1. En voici le texte original, qu'il ne faut pas affaiblir par une traduction :

« *Jurais à Dios y à sus santos evangelios y a Jesu Cristo crucificado, cuya sagrada imágen teneis presente, que promovereis y defendereis la conservacion y aumento de nuestra santa religion católica, apostolica, romana, la defensa y fidelidad a nuestro augusto soberano Fernando VII, la de sus derechos y soberania, la conservacion de nuestros derechos, fueros, leges y costumbres, y especialmente los de sucesion en la familia reinante; guardando secreto en lo que fuere de guardar, apartando de ellos todo mal, y persiguiendo a sus enemigos a costa de vuestra misma persona, salud y bienes? Si juro. Si asi lo hicieris, Dios os ayude ; y si no, os le demande en mal, como quien jura su santo nombre en vano. Amen!* »

2. Don Pedro *Giron*, marquis de *las Amarillas*, lieutenant général (1791). Se distingua pendant la campagne du Roussillon et fut blessé à Port-Vendres. Doyen du Conseil suprême de la guerre. Vice-roi de Navarre.

Sotelo [1]; mais leur conduite a sûrement des bases très différentes. Le marquis s'est conduit avec la plus grande loyauté depuis l'abdication de ses anciens souverains, et le fiscal a toujours tenu la conduite la plus perfide. Votre Excellence observera qu'à la fin de la collection se trouve, de la part du Conseil de Castille, l'annonce de réserves fondées sur les lois du royaume, et de la part de la Junte centrale une sévère réprimande au Conseil. Cette jalousie mutuelle aurait des suites, si elle avait le temps d'éclater, et il n'y a pas de doute que les différentes rivalités qui n'ont pas percé publiquement n'en existaient pas moins.

Les pièces nos 6 et 7 sont des publications officielles de la Junte centrale, qui demandent à être lues attentivement. Il y est question de dispositions militaires. On s'attache à rassurer la nation. On y avoue que les armées françaises se renforcent et on parle des nouvelles mesures ordonnées partout pour rassembler des forces supérieures. On y dit que Sa Majesté britannique permet que toute l'armée anglaise du Portugal marche au secours de l'Espagne. On n'avoue pas ce qui est très vraisemblable, c'est-à-dire que ce gouvernement demande pour sûreté quelques-uns des ports principaux. On apprend par ces publications qu'il s'était répandu des inquiétudes sur l'absence déjà remarquée des députés de la Castille, du royaume de Léon, de la Galice, etc. Ce n'est pas que ces provinces ne restent insurgées ; mais il ne faut pas perdre de vue qu'elles paraissent l'être pour leur propre compte.

La pièce no 8 sert à confirmer l'isolement de la Galice. On y voit, en effet, que le général Blake adresse ses rapports à la province.

Conseiller d'État du roi Joseph (1809) dont il quitta le parti peu après. Capitaine des gardes et ministre de la guerre (1820).

1. Don Joaquin Maria *Sotelo*, fiscal civil du conseil suprême de la guerre.

La pièce n° 9 prouve les grands ménagements de la Junte centrale pour Palafox. Il y a de la politique à confirmer la suprématie qu'il a usurpée dans l'Aragon et à voiler l'indépendance qu'il affecte.

La pièce n° 10 ajoute aux faits nombreux déjà connus et qui décèlent la source de l'insurrection.

Les pièces n°s 11 et 12 sont de nouveaux échantillons des éloges outrés et des mensonges que l'on emploie pour exalter le peuple. On la voulu persuader dès l'origine qu'il s'était insurgé de lui-même; il sera bientôt à la mode de le charger davantage encore. Il est bon de conserver mémoire du zèle des meneurs.

J'ai vu, Monseigneur, dans ces mêmes *Gazettes* l'annonce de nombreux pamphlets polémiques sur la meilleure manière de gouverner l'Espagne. Il est sensible qu'il y a débat entre l'adoption d'une république démocratique et d'une république aristocratique [1].

95. — *Vittoria, 8 novembre 1808* [vol. 677, f° 187]

Je joins ici une pièce qui fait le complément de celles n°s 2 et 3, que j'ai eu l'honneur de vous transmettre le 5. Votre Excellence y verra quelle activité le gouvernement de la Havane a mis à rétablir les relations de paix avec les Anglais et a fait passer aux vice-rois et capitaines généraux des autres colonies espagnoles les résolutions de

1. M. de la Forest fait allusion à deux écrits :

Réflexions d'un Espagnol « sur l'urgente nécessité d'organiser un gouvernement souverain qui, dirigeant toutes les forces, achève la grande œuvre de la liberté et de la prospérité de la nation. »

Politica popular « qui démontre la nécessité de refondre la constitution et les lois, explique la nature des *Cortès*, leurs vices et les motifs de leur décadence, et qui propose la constitution nécessaire à l'Espagne pour détruire à la racine le despotisme. » — Cette brochure se vendait au profit des veuves et des orphelins du *dos de mayo*.

la Junte de Séville. Au premier coup d'œil, M. de Someruelos [1] paraît avoir agi avec une précipitation coupable. Il n'aurait été qu'un homme intelligent, s'il avait pensé que, dans toutes les hypothèses, l'état véritable de la question était de tenir les colonies unies à la métropole. Mais, à l'époque où il se prononçait avec un zèle si chaud, il ignorait les succès momentanés que l'insurrection obtiendrait en Espagne, et je ne conçois pas trop pourquoi il s'est hâté de se prononcer en homme de parti, lorsqu'il pouvait atteindre un but louable par une conduite purement passive.

Il me semble, au surplus, qu'il faut tenir pour bonnes nouvelles toutes celles qui font espérer que les colonies n'auront eu aucune idée de séparation et se seront mises dans le cas de suivre ultérieurement encore le sort de la mère patrie. J'observe seulement que nous touchons au moment où le gouvernement royal ne devra mettre ni moins d'activité ni moins d'adresse que n'a mises la Junte de Séville à s'assurer des colonies, et que peut-être dès à présent faudrait-il préparer des expéditions qui puissent mettre à la voile aussitôt que le Roi rentrera à Madrid. Je ne serais pas étonné que bientôt les mêmes hommes qui ont employé leur nom et leur influence à faire reconnaître Ferdinand dans les colonies, M. de Saavedra lui-même, ne prissent les mêmes soins pour y faire reconnaître le roi Joseph.

Je trouve ici, Monseigneur, deux opinions différentes sur l'esprit de l'insurrection. MM. O'Farrill et Mazarredo me disaient ce matin que, d'après leurs observations et les avis qu'ils recueillaient, la même opiniâtreté, la même

1. Marquis de *Someruelos*, maréchal de camp (1795). Capitaine général de Cuba.

ardeur de résistance, régnaient dans Madrid, dans les provinces, jusque dans le pays où nous sommes, jusque dans Vittoria. Leur conclusion était qu'il serait de la politique d'unir à la force, qui va se déployer, des mesures de douceur, de persuasion, de clémence. D'autres Espagnols, qui aiment aussi leur patrie, qui ne sont pas moins bons observateurs, et qui ont des informations plus dégagées de vues systématiques, remarquent un notable changement d'Irun à Vittoria, croient voir dans les provinces circonvoisines une détente d'opinion et prétendent qu'une foule de symptômes annoncent déjà que sur la route de Madrid, et à Madrid même, le zèle insurrectionnel se refroidit. Ils concluent que la rapidité des mouvements militaires, l'attitude imposante de la force et la crainte des châtiments seront le véritable spécifique de l'insurrection. A part la différence des faits dont on s'étaie des deux côtés, je dirais, si j'avais à émetttre une opinion, qu'avant d'être dans Madrid, il y a peu d'avantage à s'expliquer. L'expérience a prouvé qu'on a imputé à faiblesse les menaces et les exhortations qui ont précédé les coups.

La nouvelle du jour, c'est qu'une partie de l'armée espagnole délivrée à Lisbonne a été conduite par mer en Catalogne, et l'autre partie débarquée à Santander. On assure que le général Blake tient pied et qu'il doit avoir été considérablement renforcé. On sait par différentes voies que M. de Strogonoff a été insulté à Madrid par le peuple, que l'on suppose irrité d'apercevoir qu'il est trompé dans ses espérances sur la Russie [1]. L'autorité est

1. Le 14 octobre, jour de l'anniversaire de Ferdinand VII, la populace de Madrid, très surexcitée, attaqua l'hôtel de l'ambassadeur de Russie, sous le prétexte qu'il s'y trouvait des domestiques français. Strogonoff lui-même fut insulté, et il écrivit à Florida Blanca une lettre très vive de protestation, demandant ses passeports et un vaisseau qui lui permît de quitter

intervenue en réparations et a imputé le délit, ajoute-t-on, aux excitations du parti français. Il y a évidemment de la perfidie dans l'excuse. Il est, au surplus, arrivé très certainement à Vittoria des gazettes du 28 octobre. Ma diligence à me les procurer a été infructueuse, et on m'assure qu'elles ont été portées à l'état-major, où on les traduit pour S. M. l'Empereur.

Le lendemain même de son arrivée [1], S. M. l'Empereur est entré à l'improviste dans un cercle nombreux qui était chez le Roi et dont il a daigné faire le tour avec son auguste frère. Il a parlé longtemps avec sa force de raisonnements accoutumée. Il a été écouté avec une extrême attention, et on peut être certain, d'après les relations et les dispositions du plus grand nombre de l'auditoire, que toute la conversation sera rapidement répandue en Espagne. Sa Majesté a principalement insisté sur l'indispensable nécessité d'un système politique commun entre la France et l'Espagne. MM. O'Farrill, Mazarredo et Cabarrus, auxquels la parole paraissait s'adresser plus particulièrement, ont eu la contenance de gens déconcertés et il est impossible que S. M. l'Empereur n'ait pas remarqué qu'ils n'abondaient pas dans son sens. Les réflexions que j'ai entendues depuis sur cette question ont toutes été au désavantage de ces ministres; non que les auditeurs

l'Espagne. Florida Blanca et l'Infantado, tout émus, exprimèrent leurs regrets et leurs excuses; Strogonoff persista dans sa réclamation indignée. (Vol. 677, fol. 80-83.) Sur la route de Madrid à Cadix, on lui prodigua des honneurs affectés; la frégate *Proserpine*, après une traversée qui l'arrêta quinze jours à Malte, le débarqua à Trieste le 26 décembre. (Dépêche du baron de Strogonoff au comte de Romanzoff, Vienne, 29 décembre 1808, *Espagne*, vol. 678, fol. 13.)

1. Napoléon était arrivé le 5 novembre, à huit heures du soir, à Vittoria, presque dans le mystère : « Je désire arriver incognito et sans qu'on s'en doute. On ne le saura que le lendemain. » (Lettre à Joseph, 4 novembre 1808.)

aient été tous convertis, mais parce que tous, quelle que soit d'ailleurs l'opinion qui leur reste, ont été un peu honteux des réponses insignifiantes qu'ils ont vu faire.

S. M. l'Empereur a parlé des moines et de leur suppression [1]. Ce sont les mots qui voleront le plus vite d'un bout du royaume à l'autre, et sur lesquels la conversation de ces deux derniers jours s'est le plus exercée. Le peu de bons esprits qui se trouvent ici conviennent que c'est le moment ou jamais de faire cette opération; différée, isolée, elle serait d'une extrême difficulté et rallumerait toutes les passions. L'impression au contraire en sera perdue en quelque sorte au milieu du grand sacrifice qui va être consommé, Que de gens j'ai entendus craignant ou affectant de craindre que les paroles de l'Empereur donneront 60,000 hommes de plus à l'insurrection. J'ai su que l'alarme avait gagné M. de Cabarrus, et, qu'après s'être concerté avec ses collègues, il avait immédiatement rédigé un rapport pour le Roi [2]. Il y expose avec un ton de censure déguisé, si je suis bien informé, les conséquences de ce que S. M. I. a dit si publiquement, et propose que le Roi charge de suite quelques-uns de ses ministres de faire immédiatement un travail sur le sort des moines. L'intention est de prévenir une amputation trop forte et les effets que l'on envisage dès ce moment.

Le Roi a répandu de nouvelles grâces. Il a érigé en duché le titre de M. de Campo-Alange. Il a nommé duc de Cotadilla M. le général de Negreti, son fils cadet; mais la grandesse accordée à M. de Bendaña fait dire générale-

1. S'il faut en croire le général Bigarré (*Mémoires*, p. 231), la veille, à Tolosa, l'Empereur, s'adressant directement à des religieux venus le saluer, leur aurait dit : « Messieurs les moines, si vous vous avisez de vous mêler de nos affaires militaires, je vous ferai couper les oreilles. »

2. Il est inséré au tome V (p. 262) des *Mémoires du roi Joseph*.

ment que la religion de Sa Majesté a été surprise, d'autant plus que l'on prétend que son nom se trouve sur les listes de l'insurrection.

Je joins ici, Monseigneur, une nouvelle suite des publications de M. de Cabarrus, et j'ai l'honneur de vous observer encore que je le fais seulement parce que j'ai commencé, et que ce ministre sortira bientôt du roman pour traiter le fond des choses. Je doute cependant qu'il arrive à démasquer l'insurrection, comme il se le proposait dans le principe.

M. le commandeur Verhuell est attendu ici à toute minute. Il a ordre de venir solliciter une audience de congé du Roi avant de retourner en Hollande. J'ai mandé à Votre Excellence que M. le grand maréchal du palais, de Bourke, resterait près de Sa Majesté Catholique jusqu'à ce que de part et d'autre on ait nommé des successeurs à MM. d'Anduaga et de Verhuell, et qu'il paraissait devoir traiter de quelques affaires. Cette dernière circonstance m'a été dite par M. de Zuylen, et j'ai cru devoir m'attacher à démêler quelles affaires pouvaient, dans les circonstances actuelles, avoir lieu entre les deux cours. Une variété de données me force à conclure qu'il sonde les dispositions des ministres espagnols, pour connaître les principes qu'ils poseront autour du Roi, sur la ligne d'indépendance et la ligne des relations à suivre envers S. M. l'Empereur. J'ai cru qu'il était de mon devoir le plus formel de porter de bonne heure cette notion à Votre Excellence, quoique personne ne sache mieux que moi combien est éclairée la doctrine de Sa Majesté Catholique.

96. — *Vittoria, 11 novembre 1808* [vol. 677, f° 195]

Les dernières dépêches que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence vous seront parvenues sûrement, après avoir passé sous les yeux de S. M. l'Empereur.

Je joins ici, nos 1 à 13, divers extraits nouveaux des *Gazettes de Madrid*, dont je parlais, le 8, à Votre Excellence. Je ne les analyse pas, parce que ces gazettes ayant été préalablement traduites au quartier général, leur substance est déjà connue, et que l'intérêt du moment qu'elles ont pu avoir est déjà passé. Il m'a paru utile néanmoins que les divers articles que j'ai extraits n'échappassent pas à votre attention personnelle. Vous remarquerez surtout qu'au 15 octobre la Junte centrale nommait des ministres, comme si elle comptait encore ou voulait en imposer sur la durée de son existence.

On annonce ce soir même un grand succès remporté près de Burgos [1]. Le Roi a suivi à un jour de distance son auguste frère. Les ministres vont partir. Si Votre Excellence, que je supposais devoir être ici aujourd'hui, n'arrive pas demain, je me rendrai de suite moi-même à Burgos.

Votre logement, Monseigneur, est préparé à Vittoria. Je ferai toutes mes diligences pour qu'il le soit à Burgos, d'où

1. 10 novembre 1808. — Le maréchal Soult commença l'attaque à la pointe du jour, et la division Mouton marcha avec tant d'audace que l'ennemi tourna le dos. La cavalerie du maréchal Bessières et celle de Lasalle, lancées sur la route de Madrid, achevèrent la défaite. Les Espagnols (12,846 hommes) étaient commandés par le jeune comte de Belveder, qui se battit bravement; il perdit 2,500 hommes, 12 drapeaux, 20 canons, 900 prisonniers. La lettre où il annonce à Florida Blanca (10 novembre) sa déroute est curieuse. (*Dépôt de la guerre* à Madrid.) La lettre que lui écrivit (12 mai 1809) la Junte centrale ne l'est pas moins; le général de Arteche l'a publiée (III, 322).

je crois que le Roi se rendra sous peu de jours à Valladolid.

97. — *Burgos, 24 novembre 1808* [vol. 677, f° 233]

J'ai reçu à Vittoria la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 2 de ce mois, avec les lettres que S. M. le roi Joachim Napoléon adresse à Sa Majesté Catholique pour notifier son avènement au trône des Deux-Siciles. Le Roi était à la veille de son départ, et le duc de Campo-Alange, après avoir pris ses ordres, m'a dit qu'il serait plus agréable à Sa Majesté de ne fixer qu'à Burgos le jour où j'aurais l'honneur de lui présenter ces lettres dans une audience particulière. Il m'a prévenu depuis que, tout considéré, le Roi désirait être préalablement à Madrid.

En général, le Roi diffère jusqu'à cette époque l'accomplissement de différentes formalités de ce genre, qui doivent nouer ses relations diplomatiques. M. de Campo-Alange a reçu, par exemple, depuis ce que j'avais l'honneur de mander à Votre Excellence, le 31 du mois dernier, tous les papiers qui établissent que la circulaire de M. de Cevallos du 8 de juillet est parvenue dans son temps à M. d'Anduaga, et que celui-ci a fait des communications régulières au gouvernement hollandais, qui a répondu avec la grâce la plus amicale. Il a été reconnu que M. de Bourke n'avait été chargé de désigner que l'omission, non des communications ministérielles, mais de l'envoi de lettres de notification de souverain à souverain. Il paraît que le Roi n'y pourvoira qu'à Madrid.

J'ai reçu hier, Monseigneur, l'exposé de la situation de l'empire, que vous avez bien voulu m'envoyer, le 14 de ce mois. S. M. l'Empereur exalte davantage chaque année

les sentiments d'admiration auxquels il semblait que nous ne pouvions rien ajouter dès les premiers temps de son gouvernement.

J'avais attendu Votre Excellence de jour en jour, et je vois avec un regret infini, par le postscrit (*sic*) que vous avez eu la complaisance d'ajouter à votre lettre du 14, que vous étiez encore retenu à Paris momentanément. J'espère que les progrès des événements militaires vous rapprocheront bientôt. Je désire infiniment, Monseigneur, de pouvoir vous entretenir à Madrid même d'une variété de détails que comporte mal une correspondance, et qui doivent servir de base à la marche politique que le gouvernement français aura désormais à suivre avec le gouvernement espagnol. Je me suis présenté tous les jours au lever de Sa Majesté [1] à Vittoria et à Burgos. J'ai eu l'honneur de lui rendre compte de mes observations, chaque fois qu'elle a daigné me questionner; elles portent toutes sur les intérêts du moment. Ce ne sera qu'après être entrée à Madrid vraisemblablement que Sa Majesté développera ses pensées sur les modifications nouvelles dont les institutions constitutives de l'Espagne sont susceptibles.

Le Roi occupe, dans l'intervalle, son ministère de quelques travaux préparatoires. On discute un plan de division en départements des royaumes et provinces de l'ancienne monarchie. On procède au séquestre de tous les couvents abandonnés par les moines ou dans lesquels il n'en reste plus que trois. On est à la recherche de toutes les ressources financières qui naissent des circonstances. On établit des administrations provisoires dans les provinces où les marches de l'armée française ont raffermi ou rétabli l'autorité royale.

1. L'Empereur.

S. M. l'Empereur est parti hier pour Aranda. Le Roi paraît devoir rester à Burgos quelques jours de plus et se détacher des opérations militaires [1]. Peut-être est-il en effet d'une sage politique de se tenir éloigné des châtiments que l'insurrection a provoqués. Votre Excellence connait le sort fatal de Burgos et des bourgs et villages abandonnés par les habitants ou défendus par des corps d'insurgés [2]. Il est malheureusement difficile de contenir le soldat dans les bornes, et l'excès se mêle trop souvent à la nécessité. Le ministre de l'intérieur, M. de Romero, a fait, le 15 de ce mois, une proclamation pour inviter le peuple à ouvrir les yeux sur les calamités que les factieux ont attirées sur lui. Les autres ministres ont successivement fait depuis d'autres proclamations dont l'objet général est d'inviter la population des villes, bourgs et villages, à rester paisible et à ne pas fuir [3]. La terreur ou l'obstination, selon les localités, ont jusqu'ici combattu ces exhortations. Derrière la ligne des corps français, la consternation a produit son effet. En avant, les symptômes de sou-

1. Joseph quitta Vittoria le 10 novembre, arriva le 12 à Burgos. Il avait hésité à se retirer à Bayonne « pour ne pas marcher à la suite d'une armée qui traitait l'Espagne en pays conquis » (*Mémoires*, V, p. 188).

2. « Comme on a continué à se battre dans la ville, elle est en désordre, c'est-à-dire pillée et en partie brûlée. » (Duroc à Berthier, 12 novembre 1808, autographe, vol. 677, fol. 212.)

« Une dévastation abominable fit perdre la plus grande partie des ressources de la ville, et exaspéra à un haut degré les habitants qui étaient restés. » Colonel DE GONNEVILLE, *Souvenirs militaires*.

« Les expressions manquent pour peindre les horreurs, les excès abominables dont la soldatesque s'est souillée à Burgos, le jour et le lendemain de son entrée dans cette ville célèbre qui, sans ce brigandage, nous eût abondamment fourni tout ce qui nous aurait été nécessaire : les tabernacles, les sacristies, les meubles, les planchers, les tombes, tout a été brisé, arraché, pour chercher de l'or et des bijoux.... » *Journal des campagnes du baron Percy*, chirurgien en chef de la Grande Armée, p. 407.

3. Voir (*Mémoires du roi Joseph*, V, 267) la lettre de Cabarrus à la Junte de Soria, 15 novembre 1808.

mission ne sont pas sensibles ou sont comprimés par les forces insurrectionnelles. Il est vrai que l'on croit lire des homélies plutôt que des proclamations dans les imprimés répandus par les ministres.

Ils ont voulu écrire, et le Roi les a laissés écrire, à la Junte centrale d'Aranjuez, au Conseil de Castille et à la municipalité de Madrid. Dans mon opinion, cette démarche était précoce et le ton des lettres beaucoup trop faible. Il n'en résultera rien, ou plutôt il en résultera un peu plus d'arrogance.

On a eu, ces jours derniers, des *Gazettes de Madrid* jusqu'au 15. La défaite de Burgos y est palliée. La Junte annonce qu'elle a de grands moyens ; on y voit le même système de mensonge, de fanfaronnade et de séduction, rien encore qui puisse détruire les illusions malheureuses et l'exaltation extrême inspirées au peuple.

Cependant la vérité doit avoir percé depuis sur la dispersion de l'armée de Blake [1], et tout fait espérer qu'un coup plus important encore sera bientôt frappé sur l'armée de Castaños. Cette armée s'est obstinée à percer par la Navarre, au lieu de se replier. Il est difficile qu'elle parvienne à faire sa retraite sur Madrid. L'Empereur a manœuvré pour lui couper le chemin d'Almazar avant de la faire attaquer. Il ne reste guère à M. de Castaños, s'il

1. L'armée de Galice comprenait 36,000 hommes (*Dépôt de la guerre à Madrid*), mais réduits alors à 23,000 combattants par les privations et les désertions.

Sur la route de Santander, le maréchal Victor avait, le 10 novembre, délogé des collines boisées d'Espinosa de los Monteros, les troupes de Blake qui, le 11 au matin, reprenait l'offensive. Mais notre infanterie légère enleva les hauteurs du village, écrasa les Espagnols au pont de la Trueba et les dispersa. Ils abandonnèrent 6 canons et comptèrent 250 morts, 600 blessés, 100 prisonniers, 4,000 disparus. Les Français eurent 134 morts et 1,100 blessés. — Voir les *Mémoires du général Delard* qui prit une part glorieuse à la bataille comme colonel.

s'aperçoit à temps de sa position, que la ressource de filer par une route qui conduit le long des frontières du royaume de Valence jusqu'à la province de Jaën. Un très grand intérêt roule à l'heure qu'il est sur le sort de cette armée. Dispersée ou fugitive, il est vraisemblable que, dans l'une ou l'autre hypothèse, les insurgés ne tenteront pas de défendre Madrid, et que cette capitale pourra échapper aux horreurs de la guerre.

98. — *Burgos, 27 novembre 1808* [vol. 677, f° 245]

J'ai reçu hier la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 19 de ce mois.

Je m'empresse de vous envoyer les duplicata de mes dépêches depuis le n° 92. Les primata seront vraisemblablement restés dans le cabinet de S. M. l'Empereur. Je ferai mes efforts, Monseigneur, pour que vous receviez directement le peu de nouvelles que, dans l'état actuel des choses, je puisse recueillir. Je prévois que je n'aurai plus l'honneur de me retrouver auprès de S. M. I. avant Madrid.

Le plus profond silence n'a cessé de régner sur les mouvements militaires. On ne sait pas même autour du Roi les diverses manœuvres que l'Empereur fait faire. Votre Excellence sera sans doute surprise, lorsque j'aurai l'honneur de lui dire que nous n'apprenons rien de positif que par la rapide arrivée des *Moniteurs*. Les quatre premiers Bulletins nous ont appris plus de détails que nous n'en savions jusque-là. C'est ainsi que deux officiers, expédiés de Tudela par M. le maréchal Lannes, les 23 et 24 de ce mois, ont passé par Burgos, dans la journée d'hier, portant à S. M. l'Empereur les rapports des brillants succès obtenus dans ces deux journées sur l'armée de Cas-

tãos [1]. Ils les ont annoncés sommairement au Roi en passant. Nous ne pouvons ici rien savoir de plus, et nous devrons, suivant toute apparence, attendre les *Moniteurs* où il en sera question. Ce mystère, au reste, est la perfection de l'art; il déconcerte l'espionnage. Les généraux ennemis sont frappés avant d'avoir combiné le but des marches. Les meneurs de l'insurrection apprennent les désastres avant d'avoir pu préparer de nouveaux mensonges, et le peuple des provinces insurgées, qui ne croirait pas aux rapports que l'on ferait publier autour du Roi, saura mieux et plus vite, par les fuyards, que la résistance est impossible.

Les nouvelles politiques sont aussi stériles. Elles aboutissent à S. M. l'Empereur; elles se concentrent autour de sa personne. On ne pouvait à aucun prix avant son arrivée obtenir des papiers publics, des renseignements exacts, des correspondances interceptées. Depuis qu'il a paru et a fait marcher en avant, tout foisonne sous sa main, mais tout reste à son usage.

Nous avons bien ici quelques avis vagues sur Madrid. Ils se bornent à dire que la démence populaire s'y soutient; on y connaît en partie les revers essuyés par ces armées qui devaient venir en France réclamer Ferdinand. On n'y montrait encore que plus de fureur contre les individus soupçonnés de pencher pour la France; beaucoup d'excès étaient commis; on accusait les généraux; on ne parlait

1. Bataille de Tudèle : des hauteurs dominant l'Èbre, le 3e corps (Mathieu Dumas, Morlot, Musnier) délogea les divisions espagnoles Rocca, O'Neill, San March, qui résistèrent avec bravoure. Les généraux Castaños, Palafox, Lapeña assistaient à l'affaire. — Voir : Com. BALAGNY, *Campagne de Napoléon en Espagne*, II, 297. — MARBOT, *Mémoires*, II, 63. — Après cette victoire, le maréchal Lannes, fatigué d'une chute de cheval, remit le commandement au maréchal Moncey; et Castaños en disgrâce, reçut l'ordre de laisser son armée à Lapeña.

que de trahison : il n'y avait plus de sûreté même sur la route d'Aranjuez, où la Junte était encore. L'émigration avait commencé, et on fuyait vers les provinces méridionales. On conjecture que la Junte fera bonne contenance jusqu'au dernier moment et que ses membres se disperseront ensuite isolément. Les ministres [1] auraient dû recevoir hier les réponses aux lettres qu'ils ont écrites; ils craignent que leur envoyé n'ait été massacré.

Je ne puis cesser de penser que les différentes autorités auxquelles ils se sont adressés sont bien coupables et qu'il faudrait un grand degré de crédulité pour les admettre plus tard à s'excuser sur le fanatisme du peuple. Des gens éclairés sur l'état de leur patrie et ayant des intentions pures auraient, depuis plusieurs semaines, fait jeter par mille voies indirectes des réflexions calmantes. La majorité des membres de la Junte paraît avoir bien réellement cru à la possibilité d'établir un gouvernement fédératif aristocratique; tout était évidemment monté sur ce plan. Si l'Empereur avait, en effet, dû renoncer à conquérir l'Espagne, le nom de Ferdinand aurait disparu avant peu et la machine allait son train. Il y aurait eu incontestablement une lutte démocratique. M. de Florida-Blanca serait revenu, dans le désordre, à son projet d'appeler la maison de Bragance. Quelles propositions conciliatoires attendre de gens déconcertés? Que pourrait, d'ailleurs, une Junte qui a été plus habile à accroître l'intensité de l'insurrection dans les provinces qu'à y établir sa suprématie? Mais si l'armée de Castaños est dispersée ou parvient à faire sa trouée dans le midi par la route de l'Orient, il y a lieu d'espérer que la municipalité de Madrid enverra incessamment une députation à S. M. l'Empereur. Cette

1. Du roi Joseph.

démarche serait le commencement d'un ordre de choses qu'il faut désirer pour le bien de l'humanité.

Le Roi a été un peu indisposé; il n'a pas eu de lever ni de cercle depuis huit jours. Les ministres pensent et disent qu'il est profondément affligé des désordres qui se commettent. Il ne serait que bien d'inculquer cette opinion; mais ce qui l'est moins, c'est de tourmenter le Roi de doléances; c'est de lui dire qu'il ne régnera bientôt que sur des cendres; c'est de chercher à lui rendre suspectes les intentions de son auguste frère [1]. Au milieu de ces circonstances, M. de Cabarrus paraît particulièrement occupé à greffer sa faveur sur le zèle ardent de ses représentations contre différentes mesures de S. M. l'Empereur. J'ai entendu ceux mêmes de ses collègues qui sont liés de système avec lui, demander par quel ressort secret il parvenait à plus d'accès qu'eux près de la personne de leur souverain.

Combien il me tarde que Votre Excellence vienne bientôt voir de près une scène qui mérite d'être étudiée.

99. — *Burgos, 28 novembre 1808* [vol. 677, f° 247]

Je viens de recevoir la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 22 de ce mois. J'ai remis à l'instant même au directeur des postes militaires le paquet adressé à M. le général Sébastiani [2], qui fait partie

1. Joseph était extrêmement blessé de l'inaction où le laissait l'Empereur; toute leur correspondance le témoigne, comme aussi ses lettres restées sans réponse. M. Thiers (*Consulat et Empire*, IX, 469) croit voir dans la conduite de Napoléon des motifs de politique et de bienveillance pour donner au Roi, vis-à-vis de ses sujets, le rôle de pacificateur, en opposition heureuse avec celui de « conquérant. »

2. Ambassadeur de Napoléon à Constantinople (juin 1806-avril 1808), il venait d'être rappelé pour venir en Espagne prendre le commandement de la 1re division du 4e corps (maréchal Lefebvre). — Horace *Sebastiani* (1772-

du corps d'armée de M. le duc de Dantzig, et à M. de Campo-Alange le paquet de M. le marquis d'Almenara [1].

Le Roi avait déjà décidé à Vittoria que M. d'Almenara aurait la permission de partir de Constantinople, et M. de Campo-Alange m'a de nouveau assuré qu'il lui avait expédié de suite l'autorisation nécessaire.

J'ai vivement représenté le mérite de la conduite, le grand embarras et la délicatesse de M. le général Pardo [2]. M. de Campo-Alange proteste que M. d'Azanza lui a fait toucher un mois de son traitement, et qu'il mettra personnellement beaucoup de zèle à faire ordonnancer les mois suivants. Je reviendrai à la charge dans quelques jours; mais je n'ai pu toucher cette corde, aujourd'hui, sans me mettre dans le cas d'entendre une vive complainte sur le dénuement où se trouve le Roi et sur les saisies que l'Empereur fait faire. M. de Campo-Alange avait une grande quantité de laine à Burgos et est tout occupé de la perte qu'il craint d'essuyer [3].

M. de Saint-Mars [4], aide de camp de M. le maréchal Lan-

1851), général de division après Austerlitz, comte de l'Empire (1809), député de la Corse (1819), ambassadeur en Angleterre (1835); à diverses reprises, ministre de Louis-Philippe; maréchal de France (1840).

1. Don José Martinez *de Hervas* (1760-1830), marquis *d'Almenara* (1801). Membre du Conseil des finances de Charles IV. Riche banquier à Paris, où il fit une faillite de 40 millions. Chargé d'affaires auprès du Premier Consul (1803). Maria à Duroc sa fille (depuis duchesse de Frioul). Ministre plénipotentiaire à Constantinople (1805-1808). Ministre de l'intérieur à Madrid (1811-1813). Réfugié en France. Il a laissé plusieurs écrits sur la Révolution d'Espagne.

2. Don Benito *Pardo de Figueroa*, maréchal de camp (1795). Ministre plénipotentiaire en Russie du roi Charles IV et du roi Joseph.

3. Un ordre de l'Empereur (19 novembre) confisquait les immenses dépôts de laines espagnoles; et Campo Alange possédait mille quatre cent vingt-six balles à Burgos; le roi Joseph écrivit directement à Napoléon (20 novembre 1808) pour les faire délivrer à son ministre.

4. « Le troisième aide de camp [du maréchal Lannes], le chef d'escadron Saint-Mars, excellent homme, ancien ingénieur auxiliaire, devint colonel du 3e de chasseurs et fut fait prisonnier en Russie. Comme général de

nes, a passé ce matin par Burgos, réexpédié d'Aranda avec les instructions de S. M. l'Empereur à M. le maréchal sur les mouvements ultérieurs des corps d'armée à la poursuite de M. de Castaños. Il a remis au Roi des paquets de son auguste frère, et ce prince est parti vers les deux heures pour Lerma. On présume qu'il se portera demain ou après-demain à Aranda même; mais rien ne transpire sur la direction que prendra l'Empereur [1]. Les ministres se disposent à suivre le Roi; je me mettrai en route peu après.

Beaucoup de détails sont répandus sur les succès obtenus contre M. de Castaños, qui paraît avoir essuyé une déroute complète et être désormais hors de mesure de couvrir Madrid. On le croit coupé dans cette direction, et il est question de savoir s'il aura pu prendre celle de Calatayud [2]. Votre Excellence permettra que je me réfère au Bulletin envoyé très certainement d'Aranda en droiture à Paris.

On a lu ce matin chez le Roi quelques extraits de lettres interceptées, d'après lesquelles il semblerait que la Junte d'Aranjuez et les autorités de Madrid faisaient encore le

brigade, il finit par remplir les fonctions de secrétaire général de l'ordre de la Légion d'honneur. » MARBOT, *Mémoires*, II, 58.

1. Napoléon avait quitté Burgos le 21 novembre; il fut à Aranda du 23 au 29; le 30 il assistait au combat de Somo Sierra et couchait le soir même à Buitrago, à quelques heures de Madrid.

2. Les corps de Castaños avaient battu en retraite dans deux directions : au sud-est, vers Saragosse, au sud, vers Calatayud. Le maréchal Lannes confia la poursuite sur Calatayud au général Maurice Mathieu qui y arriva le 28 et rejoignit le 29, à Bubierca, l'arrière-garde espagnole à qui il infligea de nouvelles pertes. Le maréchal Moncey arrêta ce mouvement en avant, ayant en vue le siège de Saragosse, et l'armée de Castaños, dans le plus grand désordre, put échapper. — Au milieu de l'obscurité des nouvelles contradictoires et dans l'absence d'un commandement unique, les maréchaux Lannes (à Tudèle), Ney (à Soria), Moncey (à Alagon), ne purent se prêter appui, ils exécutèrent des marches tardives et sans résultat. — Voir BALAGNY, *Campagne de Napoléon en Espagne*, t. II, p. 279-401.

20 de ce mois la même contenance. Les nouvelles du 25 auront un grand intérêt.

Je regrette infiniment, Monseigneur, de n'être pas en meilleure position de vous envoyer des informations. Je ne vois pas que des actes de soumission parviennent encore à S. M. l'Empereur, ni que des personnages de marque se réfugient sous sa protection. Le Roi n'a rien reçu de son côté jusqu'ici.

100. — *Burgos, 29 novembre 1808* [vol. 677, f° 251]

Je reçois la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 23 de ce mois. Je remettrai à M. le général O'Farrill le paquet de Saint-Pétersbourg que vous m'avez adressé pour lui, aussitôt que je le retrouverai en route. Il est parti ce matin pour Lerma avec ses collègues. Les ministres espéraient y trouver le Roi ; mais je crois que Sa Majesté aura couché ce soir à Aranda [1]. Il est au moins constaté que l'Empereur est parti hier pour Buitrago, d'où l'on conjecture qu'il se rendra sans s'arrêter devant Madrid, et, dans cette hypothèse, le Roi se tiendra en mesure de suivre à deux jours de marche au plus son auguste frère. Les ministres l'ont beaucoup pressé hier de ne pas trop se laisser devancer.

On prétend aujourd'hui que la ville de Madrid a envoyé des députés à Buitrago.

Je pars demain, et j'espère peu trouver avant d'arriver dans la capitale la facilité d'écrire à Votre Excellence.

1. L'Empereur venait de lui en donner la permission (lettre du 27 nov.). Il était arrivé, en effet, le 30 à Buitrago, mais dans l'intervalle, le matin de cette même journée, avait eu lieu le passage héroïque de la montée de Somo Sierra. C'est à la suite de ce succès, ouvrant la route de Madrid, qu'il appelait décidément Joseph près de lui : « Venez aussi vite que vous pourrez, mais venez avec votre garde, de peur des brigands qui errent dans les montagnes. »

101. — *Madrid, 10 décembre 1808* [vol. 677, f° 284]

Je suis arrivé à Madrid, le 7 au soir [1]. Les troupes françaises en avaient pris possession, le 4. Le Roi était au Pardo [2], à deux lieues de cette capitale ; l'Empereur était à Chamartin [3], à une lieue environ. Je me suis hâté avant-hier matin d'aller prendre les ordres de S. M. I., qui a daigné me charger de différents soins auxquels je dévoue tous mes moments.

Je n'entretiendrai pas Votre Excellence de nouvelles militaires ; je ne les connais que par les Bulletins que vous avez bien voulu m'envoyer jusqu'ici, depuis le 1er, jusqu'au 9e inclusivement. Ils me sont très utiles pour exécuter l'ordre que S. M. I. m'a donné de les examiner avec attention, d'en retrancher les phrases qui blesseraient l'orgueil national, de les faire traduire et de les republier dans les gazettes du pays, pour désabuser une nation qui croit encore à l'existence de ce qu'elle appelait ses armées [4].

1. Entre cette dépêche (101) de M. de La Forest et la dernière, n° 100, l'Empereur avait obtenu la capitulation de Madrid (4 décembre, six heures du matin). — Voir Com. BALAGNY, *Campagne de Napoléon en Espagne*, II, 482. Il est impossible de se référer au 14e *Bulletin* (inséré dans la *Correspondance*, XVIII, n° 14530), car c'est un document de pure fantaisie.

2. Maison de chasse des rois d'Espagne embellie par Charles III, entourée de bois immenses. On y va de Madrid par la porte Saint-Vincent.

3. Dans la même villa du duc de l'Infantado, où avait logé Murat. La chambre de Napoléon existe encore.

4. « En notre camp impérial de Chamartin, 10 décembre 1808.

« Sa Majesté ordonne :

« 1° Que la *Gazette de Madrid* paraîtra tous les jours;

« 2° Que M. Laforest sera chargé de tous les détails de la rédaction.

« On y mettra les Bulletins de l'armée, à mesure qu'ils arriveront par le *Moniteur*, en ôtant les passages qui pourraient choquer; les nouvelles étrangères qui paraîtront dans le *Moniteur*, en y faisant les modifications propres au pays. — Aucune gazette quelconque ne pourra être imprimée, que le gouvernement ne l'ait communiquée à M. Laforest. »

J'ai reçu avec ces Bulletins les deux lettres de Votre Excellence du 24 et du 25 de novembre. J'avais suppléé, avant mon départ de Burgos, aux dépêches qui ne vous étaient pas parvenues.

J'ai cru entrer dans vos vues, Monseigneur, en m'empressant de me procurer avant qu'elle soit épuisée une collection déjà fort rare, celle des *Gazettes de Madrid*, depuis le commencement de juin jusqu'au moment actuel. J'aurais voulu pouvoir faire extraire et traduire tout ce qui compléterait les matériaux que j'ai eu l'honneur de vous adresser de temps à autre; je vous prie de croire que mes occupations seules s'opposent au désir que j'aurais de vous être agréable.

Je joins ici copie du premier rapport sur l'esprit public de la capitale, que j'avais l'honneur de rédiger hier soir pour S. M. l'Empereur. Permettez qu'il tienne lieu des détails que je me serais fait un devoir de vous transmettre.

On vient de finir d'imprimer et de placarder dans tous les coins de Madrid huit décrets et une proclamation de S. M. l'Empereur, que j'ai l'honneur de vous envoyer [1]; c'est une série de mesures politiques où les bienfaits et les châtiments sont mêlés de manière à produire bientôt, suivant toutes les apparences, la soumission générale, sinon la conversion de tous les esprits. On assure que la ville de Madrid vient d'envoyer une députation au Roi

1. Ces huit décrets portaient : Réduction des deux tiers des couvents en Espagne ; — abolition du tribunal de l'Inquisition ; — des droits féodaux ; — des douanes provinciales ; — du Conseil de Castille ; — l'arrestation de ses principaux membres et de divers autres personnages.

La proclamation commençait par ces mots : « Espagnols, vous avez été égarés par des hommes perfides.... » Elle promettait une « constitution libérale au lieu d'une monarchie absolue. » Voir : *Mémoires du roi Joseph*, V, 213.

pour le supplier de ne pas priver plus longtemps la capitale de sa présence.

Votre Excellence apprendra avec satisfaction qu'on a des nouvelles de M. Romain [1], du 25 de novembre. Sa vie était en sûreté, et il était encore à cette époque détenu dans le château de Carthagène. M. Serrières [2], de son côté, était vivant il y a un mois, et détenu à Alicante.

Les gazettes que j'ai annoncées plus haut parviendront à Votre Excellence en deux paquets; j'y ajouterai les publications du Conseil de Castille, de M. de Cevallos et de la Junte centrale de gouvernement. J'aurais dicté la première de ces pièces, que je n'aurais pu confirmer plus authentiquement tout ce que j'ai eu l'honneur de mander successivement à Votre Excellence sur la duplicité et les perfidies du Conseil de Castille.

[*La correspondance politique de M. de La Forest se poursuit sans lacunes; mais il l'allège des renseignements particuliers, les réservant, comme il vient de le dire dans sa dépêche 101, pour des* Bulletins. *Ces* Bulletins *(au nombre de sept pendant le mois de décembre 1808 et de trois pendant le mois de janvier 1809) présentent un tableau de Madrid au lendemain de notre occupation. Ils sont rédigés pour l'Empereur, et envoyés en double à M. de Champagny. Nous les publions, en les intercalant à leur date, parmi les dépêches qu'ils complètent, leur attribuant seulement un caractère d'imprimerie différent.*]

I. — BULLETIN DE MADRID, 9 décembre 1808 [vol. 677, fol. 277]

Ce n'est pas dans les premiers moments d'un retour à Madrid qu'on peut recueillir les opinions; il faut avoir eu le temps

1-2. Agents consulaires français.

de sonder et de faire observer les différentes classes de la société.

Le peuple, en général, parle peu encore. Il est dans la stupeur qui résulte toujours d'une grande chute [1]. Les hommes de marque ne se montrent pas ou ne communiquent qu'entre eux. Il y a suspension des réunions habituelles. L'habitude d'aller au spectacle ne se reprend pas même, quoique les théâtres soient rouverts.

On ne recueille pas d'avis certains sur la Junte centrale. On croit que les membres les plus remuants se sont enfuis vers les provinces méridionales ; d'autres ont pris la route de l'Estramadure, d'où ils peuvent rejoindre leurs collègues ou gagner Lisbonne [2]. Quelques personnes craignent qu'ils ne soient transportés par les Anglais dans le Brésil et ne deviennent les instruments des vues de la maison de Bragance sur les colonies circonvoisines ; mais on convient qu'ils ont montré trop peu de talents en Espagne pour devenir dangereux dans le nouveau monde.

Il paraît que dans le sein de cette Junte dominaient deux hommes aussi ignorants qu'emportés et fougueux, M. de Tilly et M. de Calvo [3]. Ils y avaient plus d'influence que M. de Florida-Blanca lui-même, et la grande réputation de M. de Jovellanos s'était éclipsée devant leur pétulant verbiage.

1. Alexandre de Laborde, l'auteur des livres remarquables : *Voyage pittoresque et historique en Espagne* (4 vol. in-folio), *Itinéraire de l'Espagne* (5 vol. in-8), avait accompagné Napoléon. Voici ce que portait son rapport à l'Empereur, « 4 décembre, dans la nuit » : — « Je suis entré dans les maisons des habitants des différentes classes, et je me suis assuré qu'il régnait généralement un sentiment de terreur, favorable à la tranquillité, et auquel pourrait aisément succéder la confiance. »

2. A la nouvelle des défaites des armées espagnoles, la Junte, après des discussions passionnées, voulut quitter Aranjuez. Le 2 décembre, ses membres étaient à Tolède ; puis à Talavera, à Truxillo, d'où ils demandèrent à sir John Moore de venir les protéger ; le général anglais n'ayant pas satisfait leur désir, ils résolurent, après avoir hésité entre Badajoz et Cordoue, de se réfugier à Séville, où ils arrivèrent le 17 décembre, assez discrédités dans l'opinion publique. — Voir Général de Arteche, III, 441.

3. Don Lorenzo *Calvo de Rozas*, Intendant des armées et du royaume d'Aragon, député de cette province à la Junte centrale.

Les membres du corps diplomatique qui étaient restés à Madrid lors de la retraite du Roi n'y sont plus, et il est même difficile de constater autre chose de ce qui les concerne que leur disparition. On assure que M. de Cevallos leur avait persuadé qu'il était dans l'intérêt de leurs cours respectives qu'ils restassent attachés, suivant ses expressions, au portefeuille, c'est-à-dire qu'ils ne s'éloignassent pas de l'autorité qui pouvait seule statuer sur les affaires dont ils auraient à traiter.

Le nonce du Pape, M. de Gravina [1], bon et galant homme d'ailleurs, a été entraîné par M. de Florida-Blanca, et il suit, dit-on, la fraction de Junte qui fuit sur les traces de ce président.

Le chargé d'affaires des États-Unis, M. Erwing, a disparu aussi et on ne donne pas chez lui de ses nouvelles.

Le chargé d'affaires d'Autriche, M. Gennotte, avait vécu longtemps très retiré et fut obligé, dit-on, d'aller à Aranjuez, il y a une quinzaine de jours, pour demander justice de l'arrestation arbitraire d'un bâtiment autrichien; il n'en est pas revenu. On suppose qu'il a craint de rentrer dans une ville qui se disposait à soutenir un siège. Sa maison à Madrid est fermée [2]. Il avait pris en dépôt les archives de la légation de Hollande, qui ne sait à qui s'adresser pour les retirer.

M. de Strogonoff, insulté dans sa voiture par le peuple, insulté ensuite dans son hôtel, dont on a voulu faire sortir deux de ses domestiques, parce qu'ils étaient Français, a saisi, dit-on, cette occasion de quitter Madrid avec éclat. Il ne pouvait plus ignorer les dispositions de son souverain, quand bien même M. de Cevallos aurait intercepté le paquet qui lui a été expédié de Burgos, du 10 au 12 de juillet. M. de Florida-Blanca, M. de l'Infantado, M. de Cevallos, ont prodigué inutilement toutes les cajoleries pour le retenir; mais

1. Pierre *Gravina* (1749-1830). Frère cadet du duc de Gravina. Gouverneur d'Ancône, archevêque de Nicée, nonce apostolique en Suisse, à Madrid (1801-1814), cardinal (1816). Archevêque de Palerme.

2. *Calle del Barquillo.*

il paraît avéré qu'il a demandé lui-même des passeports pour Alicante ou Carthagène, au lieu d'en demander pour se rendre à Bayonne.

Il est prouvé par les comptes de l'administration des postes que, vers cette même époque, deux courriers ont été expédiés en Russie par le gouvernement insurrectionnel, l'un par la voie de Carthagène, l'autre par celle de la Corogne. Est-ce pour donner satisfaction des insultes dont s'est plaint M. de Strogonoff? Est-ce pour essayer d'exciter l'intérêt de l'empereur Alexandre en faveur de l'insurrection? M. le général Pardo en rendra sûrement compte.

M. le duc de Campo-Alange comprend qu'il lui appartient particulièrement de se faire rendre un compte exact, s'il est possible, de tout ce qui regarde les agents diplomatiques absents et des relations que le gouvernement insurrectionnel a suivies avec les cours étrangères.

Mais, s'il est vrai de dire, en général, que les employés des différents ministères espagnols étaient très malveillants pour la France depuis longtemps et ont été très particulièrement des fauteurs d'opposition depuis avril dernier, cette réflexion est surtout applicable aux employés du ministère des affaires étrangères, et M. de Campo-Alange ne peut guère en espérer des aveux sincères.

Hier matin une réflexion a été suggérée, d'après les intentions de S. M. l'Empereur, à quelques hommes propres à la répandre. On dit aujourd'hui que S. M. l'Empereur a écrit laconiquement, soit au Conseil de Castille, soit à la municipalité, qu'il fallait choisir entre lui et son frère le roi Joseph. On prétend qu'il s'est tenu plusieurs conférences à ce sujet et que le résultat est de prier Sa Majesté de ne pas se départir de la cession faite à son auguste frère. Quoi qu'il en soit, il est certain que toutes les personnes auxquelles on a fait entendre que les délais apportés à la soumission pourraient entraîner la conséquence que Sa Majesté désire qu'on aperçoive, reculent devant cette idée. Elle a été rapidement répandue dans les classes supérieures de la société ; elle atteindra

bientôt le peuple. Il paraît incontestable qu'elle est la plus propre à faire ployer l'opiniâtreté espagnole.

Il est vrai, dans toutes les hypothèses, qu'aujourd'hui, comme au 20 de juillet, le succès des armes sera le thermomètre des conversions politiques. D'après une foule d'observations faites dans les différents quartiers de la capitale, d'après des questions directes, il paraît que l'objet principal de la sollicitude est de s'assurer si en effet S. M. l'Empereur a des forces militaires suffisantes pour prévenir la nécessité d'une seconde retraite. Les uns s'en informent, parce qu'un profond ressentiment nourrit leurs espérances; les autres, parce qu'ils voudraient ne se mettre en avant qu'avec une entière certitude sur les événements. Ces derniers semblent être le plus grand nombre.

On ne peut trop prendre de soin pour informer le public des progrès des armées françaises et de la dispersion des forces espagnoles. Les fausses nouvelles, les mensonges artificieux sont colportés sous le manteau avec la même assiduité que dans le premier temps de l'insurrection. On croit encore que S. M. l'Empereur s'est glissé devant Madrid par surprise, et que les différentes armées espagnoles qui ont été repoussées sont prêtes à se rallier pour surprendre l'Empereur à son tour. On ne sait pas assez la vérité.

Il semblerait que les yeux commencent à s'ouvrir sur la mauvaise foi des Anglais; mais il faut frapper en Espagne plus fort qu'ailleurs pour faire impression. Un vieux proverbe national, qui date des désastres maritimes de Philippe II, dit qu'il faut avoir l'Angleterre pour amie et braver la France. On est Anglais en Espagne; et l'occasion est favorable pour saper cette superstition politique.

On sait, dans la partie éclairée de la société, que l'Empereur a prononcé la confiscation des biens d'une dizaine de seigneurs espagnols [1]; le peuple ou l'ignore ou s'y montre insensible. On

1. Décret de l'Empereur (12 novembre 1808) contre les ducs de l'Infantado, de Hijar, de Medina Celi, d'Ossuna, le marquis de Santa Cruz, les comtes

était accoutumé à payer de mauvaises raisons un gouvernement faible qui, même sous la longue administration du Prince de la Paix, n'a infligé que des punitions ridicules. Le clergé, la noblesse, la magistrature s'étaient persuadés qu'au pis aller la bonté du Roi Joseph pardonnerait tout. Ses ministres ont fait la faute d'entretenir cette opinion dès l'origine, et dans cette doctrine commode, chacun trouvait à sauver ses amis, sans calculer le mauvais effet qui en résultait pour la cause du nouveau souverain. La sévérité de l'Empereur, qui enveloppe dans la même mesure les parjures, les ennemis déclarés et les ennemis qui agissaient seulement dans l'ombre, paraît répandre une alarme salutaire. Beaucoup plus de gens, qui auraient voulu attendre le dénouement du drame ou espéraient travailler à la sourdine, s'empressent de se déclarer pour le Roi.

On dit que l'Inquisition va être supprimée, que les droits féodaux vont être abolis. La première mesure fera plaisir au petit nombre des hommes instruits et sera indifférente au peuple. La seconde désolera la noblesse, mais sera très goûtée par la masse du peuple, autant, toutefois, qu'on peut en juger par l'accueil fait aux premiers bruits.

On a vu aujourd'hui occuper par des troupes un grand nombre, si ce n'est la totalité des couvents [1]. Il y a eu silence; mais on ne peut trop souvent répéter que le peuple espagnol a ceci de particulier qu'on ne connaît jamais ce qu'il pense qu'après les événements; il commence toujours par dissimuler son contentement ou ses ressentiments. Aussi, les hommes les plus habiles parmi ceux qui l'ont gouverné ont agi d'abord et expliqué ensuite. Ils n'ont pas tenté de faire précéder leurs

de Fernan-Nuñez et d'Altamira, le prince de Castel Franco, don Pedro Cevallos, l'évêque de Santander [Rafael-Thomas Menendez], « déclarés ennemis de la France et de l'Espagne, et traîtres aux deux couronnes. Comme tels, seront saisis en leur personne, traduits à une commission militaire et passés par les armes ; leurs biens, meubles et immeubles, confisqués. »

1. « L'intention de Sa Majesté est qu'il y ait à Madrid des logements dans les casernes pour 6,000 hommes de garnison et dans les couvents pour 12,000 à 18,000 hommes. » Berthier au général Belliard (5 décembre 1808).

opérations par l'opinion, mais ils ont eu grand soin de faire naître l'opinion après l'opération.

La sensation la plus saillante parmi celles d'aujourd'hui est celle produite par l'arrivée des forces commandées par M. le duc de Dantzig [1]. Les gens incertains du parti à prendre en sont plus disposés à la soumission, et les opiniâtres sont déconcertés d'autant.

Le peuple a remarqué que la garde impériale a occupé le palais; il conjecture que S. M. l'Empereur fera bientôt son entrée. Il semblerait qu'en masse il en sera plutôt satisfait que mécontent, parce qu'il y aperçoit des motifs de sécurité. On entend désirer à cette occasion que le Roi se montre aussi bientôt.

A juger les choses par les apparences, S. M. l'Empereur paraît reprendre sur l'esprit espagnol l'ascendant imposant d'un grand caractère, et moins on osera désormais se jouer à lui, plus on se réconciliera au règne de son frère.

II. — BULLETIN DE MADRID, 12 décembre 1808 [vol. 677, f° 286]

La Junte centrale d'Espagne paraît avoir laissé peu d'impression sur les esprits de la capitale pendant la courte durée de son règne. On n'entend nulle part le peuple en parler; les gens plus éclairés n'en parlent que pour citer ses inconséquences.

Les trente-six membres de cette Junte s'étaient, de leur propre autorité, nommés conseillers d'État et attribué 40,000 fr. de revenu. Ils avaient adopté un modèle de costume magnifique qui devait coûter à chacun d'eux 10,000 fr. Ils s'étaient donné une grande décoration et une plaque très brillante [2].

Leur travail répondait peu à ces prétentions pompeuses.

1. Pour éviter l'encombrement de Madrid, les troupes du maréchal Lefebvre avaient été cantonnées d'abord à El Pardo.

2. Chaque membre était qualifié d'Excellence; au président on disait: Altesse; et on saluait la Junte réunie en corps, du titre de Majesté. — Voir TORÉNO, II, chap. 6.

Ils s'étaient partagés en six sections, qui toutes perdaient leur temps dans l'examen des minuties. M. de Florida-Blanca était une machine à paraphes, comme l'avait été Charles IV, et on n'osait guère se permettre de contredire les décisions des sections.

On voit poindre une certaine honte, parmi la classe qui se vante d'avoir des lumières, d'avoir baissé la tête sous un pareil fantôme. Il sera d'une bonne politique de ne rappeler en aucun écrit le souvenir de cette Junte; le silence sur son compte achèvera de la faire tomber dans le mépris.

Le décret de S. M. l'Empereur du 12 novembre, les sept décrets du 4 décembre et la proclamation du 10 ont été affichés le 10, un peu tard; ce n'est que le lendemain 11 et aujourd'hui 12 qu'il y a eu foule pour les lire.

Ils n'ont pas l'avantage d'être traduits en espagnol avec l'élégance soutenue et la pureté de style des originaux français; il y a même plusieurs expressions basses. C'est un inconvénient grave dans un pays orgueilleux où, au lieu de s'attacher au fond des choses, on est bien aise d'épiloguer sur toutes les bagatelles, lorsqu'il s'agit de productions étrangères. Il y a notamment deux fautes inconcevables dans la proclamation; on a traduit les mots *défaite de vos armées* par les mots *défection de vos armées*, qui favorise l'hypothèse de trahison à laquelle s'attache la vanité du peuple, etc.

Recherches faites, il paraît que c'est M. d'Urquijo qui s'était chargé de ces traductions, qui les a abandonnées à des employés peu zélés, et qui n'a pas pris la peine de les revoir lui-même avec soin. Il ne serait pas inutile au service futur du Roi que S. M. l'Empereur parût s'être aperçu de ces légèretés.

Beaucoup de personnes ont d'ailleurs remarqué que différentes dispositions des décrets impériaux se conciliaient mal avec la capitulation dont il reste encore des affiches sur les mêmes murs où ils étaient placardés [1]. Il n'est venu à l'esprit

1. Ils étaient en opposition formelle, et les Espagnols purent crier à la

de personne que les décrets ayant la même date que la capitulation pouvaient être antérieurs de quelques heures. Quoi qu'il en soit, les gens sages pensent en général que, sans chercher à faire concorder les décrets et la capitulation, il ne faut considérer celle-ci que comme un expédient politique pour sauver Madrid du sort auquel la folie du peuple l'avait exposé, et qu'il ne faut pas chicaner la clémence.

L'effet quelconque que les décrets et la proclamation devaient produire se trouve retardé par quelques circonstances fâcheuses, car partout le peuple pense d'abord à ses besoins.

Hier 11 et aujourd'hui 12 encore, il y a eu foule à la porte des boulangers pour obtenir du pain ; le vin manque ; on ne peut avoir de fourrages pour les chevaux [1]. Au milieu de cette épreuve, il n'y a pas eu de désordres, et c'est un signe évident de résignation dans une capitale où toutes les têtes étaient dans le délire, il n'y a que huit jours ; mais la crainte d'une disette absolue est dans tous les ménages. Le peuple, les gens à l'aise, les riches, la partagent généralement. Ils en attribuent la faute à l'autorité française, et leurs appréhensions les détournent de l'attention due aux paroles de l'Empereur.

violation des conventions. — L'article III de la capitulation de Madrid portait : « On assurera les vies et les propriétés des militaires de tout grade ; » et l'article IV : « On ne poursuivra aucune personne pour opinion ni écrit politique, non plus que les fonctionnaires...., ni le peuple pour les efforts qu'il a faits pour sa défense ; » et l'article VI : « On conservera nos lois, coutumes et tribunaux dans leur constitution actuelle. » — Or, l'ordre de l'Empereur (12 décembre) mettait le séquestre « sur les maisons de tous les généraux et officiers qui ont des grades et sont dans les armées espagnoles insurgées » ; établissait des listes de proscription « dont l'exécution était confiée à Savary », comprenant 10 grands d'Espagne ou ministres, 39 individus civils, 262 officiers ; on arrêtait le président et les procureurs du Conseil de Castille pour les envoyer dans une forteresse en France et en Piémont.

1. « Vous ordonnerez à tous les négociants, marchands, etc., d'ouvrir leurs boutiques comme par le passé. Vous ordonnerez aux boulangers de fabriquer du pain et de cuire le plus possible, pour que les habitants de Madrid n'en manquent pas. » Général Belliard au corrégidor de Madrid (11 décembre 1808.)

Deux systèmes ont alternativement prévalu pour l'approvisionnement de Madrid ; celui des emmagasinements et celui du commerce libre. Ce dernier était adopté depuis plusieurs années, et il est certain qu'aucune capitale n'est mieux située pour recevoir abondamment ses subsistances ; mais il faudrait que les paysans fussent encouragés à venir apporter leurs denrées ; qu'ils éprouvassent toute sûreté à l'entrée et à la sortie ; que leurs chariots et leurs bestiaux ne fussent pas exposés à leur être enlevés ; que les soldats ne pillassent pas dans le cercle environnant de trois à quatre lieues ; que des passeports et des sauf-conduits fussent au contraire délivrés avec empressement ; que toutes les plaintes fussent accueillies chez le gouverneur ; qu'il y eût prévoyance, activité et facilité d'accès. Le mal peut devenir plus grand et les remèdes ne sauraient être trop promptement appliqués. Il est commode, mais il n'est pas équitable de rejeter le mal sur l'obstination de paysans qui ne demandent qu'à convertir leurs denrées en argent. Depuis la retraite de Madrid, à la fin de juillet, jusques et compris le retour, l'expérience a démontré que, dans toutes les villes où l'on a fait les mêmes fautes, il y a eu même dénuement, tandis qu'il y a eu abondance partout où il y a eu sagesse.

D'autres causes agitent aussi les esprits. Les malveillants, qui exagèrent tout, ont fait courir le bruit que les soldats français avaient brûlé un tiers du Pardo sous les yeux du Roi ; la vérité nue est qu'une seule maison a été incendiée par imprudence. On a soutenu que les troupes envoyées à Aranjuez jetaient par les fenêtres tout le mobilier du château, et il n'y a pas de doute que ce conte ne repose sur quelques légers excès. Mais, ce qui est de toute vérité, c'est que chaque jour, depuis l'entrée de la nuit jusqu'à dix ou onze heures, il y a, dans un quartier ou dans un autre de la ville, quelques maisons enfoncées et pillées ; et, ce qu'il y a de pis, c'est que ces accidents arrivent dans les habitations des artisans, petits détailleurs [*sic*] et autres gens appartenant à la classe du peuple. Les patrouilles à pied sont suspectes avec raison ;

il faudrait qu'elles fussent surveillées elles-mêmes par des patrouilles de gendarmerie.

Il n'y a pas de plaintes moins amères contre beaucoup des généraux et officiers supérieurs qui sont logés chez les particuliers. Ils exigent, dit-on, des tables de douze à seize couverts, qui, dans la cherté actuelle de tous les comestibles à Madrid, équivalent pour les chefs de maisons à une contribution écrasante. On cite entre autres faits, avec un intérêt particulier, la maison de M. Arias Mon, doyen du Conseil de Castille. Il est bien coupable, sans doute; son arrestation n'est blâmée de personne; mais sa femme est restée avec dix enfants, ils n'ont qu'une très médiocre fortune, et tout le monde est choqué de voir aggraver le chagrin d'une mère de famille par des indiscrétions indélicates [1].

Malgré ces plaintes, néanmoins l'aspect de la capitale est moins sérieux. Nombre de gens s'obstinent encore à supposer qu'il est très possible que les forces de l'insurrection se rallient et contraignent les armées françaises à reculer de nouveau. Ils se fondent sur le bruit que l'armée de La Peña a échappé et gagne le midi par Cuença. D'autres ne comptent pour rien ce qui est fait, tant qu'ils n'apprendront pas la prise de Saragosse, la soumission de la Catalogne et l'occupation de Valence. Une foule d'individus, que le désir de la tranquillité domine, balancent entre la crainte et l'espérance, et, calcul fait, ne demandent qu'à être bien sûrs de la supériorité des armes françaises. On ne peut trop répandre de notions qui agissent contre ces oscillations.

On rencontre beaucoup de gens distingués par les places qu'ils ont occupées autrefois, qui avaient usé de mille prétextes d'affaires ou de maladies, depuis que l'insurrection

1. Doña Maria Argüelles, la femme de don Arias Mon, mère de neuf enfants, suppliait Napoléon (15 décembre) de laisser la vie à son mari. Cabarrus, « fidèle à une amitié de trente ans », intercédait pour que les charges de l'occupation militaire lui soient allégées, et Berthier apostillait cette demande : « Je ne vois aucun inconvénient à ce qu'on ne loge personne chez cette femme, qui est déjà assez malheureuse. »

avait pris un cours sérieux, pour se dispenser de servir la cause du Roi, et qui aujourd'hui remontrent du zèle. L'appât des places et de la faveur a terminé leurs affaires et guéri leurs maux. Il paraît certain que si le Roi avait à quitter Madrid, il serait suivi, par le temps qui court, d'un nombre incomparablement plus grand d'Espagnols. Les folies des chefs de l'insurrection, les désordres commis par le peuple et la confiance dans les moyens de l'Empereur ont rendu du courage aux timorés. Cependant, on achève rarement une conversation avec eux sans qu'ils aient demandé s'il arrive encore des troupes françaises.

C'est parmi les hommes titrés et parmi les hommes du bas peuple que la conversion fait le moins de progrès. Les premiers sentent tout ce qu'ils perdent; les seconds ont peine à renoncer à l'importance révolutionnaire qu'ils avaient acquise.

Il y a visiblement des individus cachés qui envoient de faux rapports dans les provinces et qui en répandent dans la capitale. Comme dénonciation générale, différentes personnes n'hésitent pas à le dire ; aucune ne veut particulariser ni indiquer. L'esprit est à cet égard le même qu'avant la retraite de Madrid. On vous avertit que vous êtes blessé, et non que vous allez l'être. On confie qu'il y a des traîtres ; on n'en désigne pas un. Cette réflexion s'applique depuis le ministre d'État jusqu'à l'ouvrier.

Il faut dire cependant que si, dans les premiers moments, les décrets affichés ont été lus avec silence, il y a eu depuis hier quelques manifestations d'opinion. L'arrêt prononcé contre le Conseil de Castille [1] est approuvé, tant ce corps avait baissé dans l'opinion même de la multitude, depuis la publication de sa défense. On est satisfait de la suppression

1. « Considérant que le Conseil de Castille a montré dans l'exercice de toutes ses fonctions autant de fausseté que de faiblesse; qu'après avoir publié dans tout le royaume la renonciation du roi Charles IV et des princes à la couronne d'Espagne, et après avoir reconnu et proclamé nos légitimes droits au trône, il a eu la bassesse de déclarer aux yeux de l'Eu-

des droits féodaux, parce que la grande masse y gagne ce que le petit nombre perd. On voit avec plaisir le reculement des douanes aux frontières. La suppression de l'Inquisition, qui obtient les suffrages de tous les gens éclairés, est assez indifférente au peuple, et il n'y a que quelques mécontents qui voudraient la faire voir comme une innovation à un système auquel on doit le bonheur d'avoir conservé le catholicisme. On s'explique peu sur les moines.

Mais il s'est manifesté un intérêt assez général au sort des Grands dont les biens sont confisqués. Il s'est trouvé des hommes qui ont insinué que S. M. l'Empereur n'avait voulu que se ménager des moyens de récompenser ses généraux et qui ont cherché à blesser la vanité nationale en citant des propos qui n'ont sûrement pas été tenus.

Une erreur a été remarquée dans la gazette du 12, où le comte d'Altamira a été nommé parmi les seigneurs arrêtés auxquels l'Empereur fait grâce de la vie. Le comte est en sûreté avec ses collègues de la Junte, et il est incroyable combien les Espagnols relèvent la plus petite méprise qui échappe à l'autorité. Il n'est pas inutile de rectifier cette inadvertance.

Au surplus, S. M. l'Empereur a réussi à faire peur, et la crainte qu'ont les Espagnols d'être gouvernés par un vice-roi sert parfaitement le roi Joseph. On désire de tous les côtés son entrée dans la capitale. Des députations ont dû transmettre hier et aujourd'hui le vœu des différentes corporations. La présence de la garde impériale au palais accroît la crainte que bientôt la conquête ne soit prononcée.

Jamais n'a été mieux appuyée la maxime d'État qui veut *que les Espagnols soient serrés par les coudes, quelque poli que soit le langage qui leur est adressé.*

rope et de la postérité qu'il n'avait souscrit ces divers actes qu'avec des restrictions intérieures et perfides, nous avons décrété :

« Les membres du Conseil de Castille sont destitués comme lâches et indignes d'être les magistrats d'une nation brave et généreuse » (Décret impérial du 4 décembre 1808).

Il ne sera pas déplacé de consigner ici le rapport de M. Dérieux, français longtemps employé à des voyages scientifiques et fixé depuis de longues années en Espagne. Il a été enfermé à l'Escurial avec nombre de ses infortunés compatriotes, et voici comment il raconte sa détention et sa fuite :

Malade lors de la retraite du Roi, il fut contraint de rester à Madrid. Il partagea le sort des Français qui, comme lui, n'avaient pu se retirer, et fut conduit à l'Escurial. Le traitement qu'il y éprouva, ainsi que ses compagnons d'infortune, est d'une indignité au-dessus de toute expression. On ne leur donnait point de pain, pas le moindre secours d'aucun genre. Il fallut se soutenir les uns les autres avec le peu de ressources qu'il leur avait été permis d'emporter.

Dans les derniers jours de novembre, les insurgés, craignant que les détenus de l'Escurial ne parvinssent à s'échapper et à donner aux armées françaises des avis sur leur position, résolurent d'en envoyer une partie à Plasencia, d'où il était plus facile de les évacuer vers l'intérieur. Quatre de ces malheureux, revenus à l'Escurial peu de jours avant l'arrivée des troupes de l'Empereur, annoncèrent que leurs compagnons avaient été presque tous horriblement massacrés sur la route par des partis de fuyards, et qu'eux-mêmes n'avaient échappé à un pareil sort qu'en feignant d'être morts et ne se plaignant point des blessures qu'ils avaient reçues.

Le 3 de décembre, les détenus de l'Escurial apprirent par des fuyards que les Français approchaient. Les habitants de l'Escurial et le peu de troupes de garnison commencèrent à se retirer précipitamment [1]. Cependant d'autres bandes avaient pris leur place et on mit en délibération si, avant de quitter cette position, on n'égorgerait pas tous les détenus. Vingt-quatre heures s'écoulèrent dans ces dispositions qui pouvaient devenir funestes aux Français, lorsque, le 5 au soir, M. Dérieux, culbutant la sentinelle qui gardait le poste,

1. Voir *supra*, p. 279.

parvint à s'évader et à gagner les avant-gardes du corps de troupes qui marchait sur ce point.

Tous les Français qui étaient à l'Escurial au moment de l'entrée des forces militaires ont été sauvés. On porte le nombre de ceux envoyés dans l'intérieur et qui ont été massacrés à une centaine environ.

III. — BULLETIN DE MADRID, 14 décembre 1808 [vol. 677, f° 296]

Il a été plus sensible aujourd'hui qu'aucun des jours précédents que les diverses missives de S. M. l'Empereur opèrent peu à peu dans Madrid l'effet qu'il en attendait.

Le peuple a moins de stupeur; les boutiques se rouvrent; les travaux recommencent; les rues sont plus fréquentées; les figures ne sont pas aussi sérieuses. Il y a loin de là au repentir qui suppose le sentiment d'une erreur comprise. Il y a loin de là à l'empressement de la soumission qui suppose toute espérance perdue; mais c'est beaucoup pour des esprits communs que de passer si vite à la résignation. Il faudrait des revers, qui ne peuvent désormais avoir lieu, pour ranimer un enthousiasme amorti.

Il est très vraisemblable qu'en fuyant, les meneurs de la Junte ont laissé des affidés à Madrid, avec la double mission de faire passer des mensonges de la capitale dans la province, et de donner dans la capitale de fausses nouvelles des provinces. Mille faux bruits sont encore journellement semés, et le vulgaire les accueille encore avec crédulité.

On fait courir des menaces contre ceux qui prêteront serment au Roi, comme on le faisait, lors de son arrivée, en juillet dernier. On assure que le Midi sauvera encore une fois l'Espagne; on crée des armées imaginaires; on invente de prétendus échecs essuyés par les Français; on oppose à la peur qu'inspire l'Empereur la peur des provinces; on fait entendre même que l'Empereur n'est peut-être pas à Chamartin, et que tout ce qu'en disent les gazettes n'est qu'une ruse française.

Ces insidieuses rumeurs, que l'ignorance adopte, auxquelles

la vanité s'attache, tiennent le bas peuple en suspens, et, comme il n'est pas dans le caractère espagnol de se décider promptement, la foule incline à voir venir les événements, sans néanmoins montrer davantage l'envie d'y prendre part. Le cours des marches de l'armée française achèvera la cure.

Les classes éclairées ont reçu plus fortement l'impression que l'Empereur a voulu produire sur elles. On y retrouve encore, à la vérité, la crainte du peuple; mais on y aperçoit que la crainte d'un vice-roi prédomine [1]. Les relations sociales ont repris; la confiance les rapproche; un langage commun les anime à s'expliquer plus librement sur la nécessité de se rallier à l'autorité protectrice; on y est arrivé même à l'impatience d'un dénouement; on y tranche hautement la question que le peuple n'élève pas encore.

Toutes les corporations ont été consultées par la municipalité. On assure qu'elles ont émis le vœu de revoir le Roi au milieu de sa capitale. Le Conseil des finances, celui de la guerre, celui des Indes, celui des ordres, celui de l'amirauté, celui des monnaies et du commerce, ont offert, ajoute-t-on, de donner l'exemple de l'obéissance et de contribuer de toute leur influence à l'affermissement de l'autorité royale. Ces différents corps n'attendent que la permission de faire leur soumission à S. M. l'Empereur et d'obtenir la faveur de porter au Roi le vœu de la ville [2].

1. Allusion à la proclamation du 7 décembre : « Espagnols, ... si tous mes efforts sont inutiles et si vous ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera plus qu'à vous traiter en provinces conquises et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai alors la couronne d'Espagne sur ma tête et je saurai la faire respecter des méchants, car Dieu m'a donné la force et la volonté nécessaires pour surmonter tous les obstacles. — NAPOLÉON. »

2. « Le corrégidor de Madrid rassembla les autorités civiles, les chefs du clergé séculier et régulier, les principaux citoyens, les députés des cinq corporations principales et ceux des soixante-quatre quartiers de la ville. Il leur annonça que Sa Majesté Impériale lui avait dit que le sort de Madrid dépendait de sa propre conduite.... L'assemblée arrêta que l'Empereur serait supplié d'accorder à Madrid la présence du Roi; qu'il serait présenté à Sa Majesté Impériale de nouvelles actions de grâces pour

Les ministres ont beaucoup travaillé ces jours-ci pour inculquer l'extrême importance d'obtenir de l'Empereur que la cession de ses droits au Roi, son frère, soit confirmée. Tous n'ont pas un langage aussi pur que M. d'Azanza, que M. d'Arribas; leurs caractères différents donnent à leurs instances des teintes différentes, mais tous contribuent à l'effet voulu, M. de Mazarredo et M. de Cabarrus mêmes, l'un par ses doléances, l'autre par ses déclamations.

Les vives inquiétudes conçues sur l'approvisionnement de la ville ont heureusement cessé et ne sont plus un obstacle aux démarches politiques. Tout le monde a eu du pain aujourd'hui chez les boulangers; la viande a paru dans les marchés; le vin manque encore. On sait qu'il y a eu des conférences à ce sujet, avant-hier, entre les ministres et le gouverneur général [1], et que des comités ont été chargés de pourvoir à chaque genre de service. Comme l'abondance existe dans les campagnes, il suffisait de voir établir l'ordre pour ne plus douter des résultats. Plusieurs bonnes récoltes ont tellement mis l'Espagne au-dessus des besoins, pour deux années au moins, que la subsistance des villes et celle de l'armée française ne peuvent souffrir que par de fausses mesures. Sans doute, il y a eu de grands dégâts faits par les armées, mais seulement sur des routes données, et encore est-il vrai qu'à une demi-lieue à droite et à gauche des points ravagés, on retrouve l'abondance.

De tous les décrets de S. M. l'Empereur, celui qui sera le moins compris par le peuple des provinces est le décret qui porte suppression des droits féodaux. Il demanderait des développements, à l'usage des différentes parties de l'Espagne où ces droits varient, pour que ce bienfait concoure plus immédiatement à la soumission.

la bonté avec laquelle elle avait traité la ville...., etc. » (*Mémoires du roi Joseph*, V, p. 215).

C'est à la suite de cette délibération qu'une députation officielle vint trouver Napoléon à Chamartin, le 15.

1. Général Belliard.

102. — *Madrid, 15 décembre 1808* [vol. 677, f° 298]

Je viens de recevoir la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'écrire, le 5 de ce mois, et j'ai lu avec une vive satisfaction les détails que vous avez la bonté de me donner sur la célébration de l'anniversaire du couronnement de Sa Majesté. Si la journée du 4 a été embellie par l'arrivée des nouvelles des grands succès obtenus à Tudela, Paris aura eu lieu d'admirer, depuis, une autre de ces concordances d'événements dont il semble que la Providence se plaise à orner la plus auguste des couronnes. C'est le même jour où, dans la capitale de l'empire français, tous les cœurs payaient un juste tribut d'amour et de reconnaissance à Sa Majesté, qu'elle prenait possession de la capitale de l'Espagne et sauvait, avec une clémence touchante, cette belle et grande ville des fureurs d'une populace fanatisée.

Je remettrai, Monseigneur, un peu plus tard à Sa Majesté Catholique la lettre que S. M. l'Empereur lui adresse en réponse aux lettres de notification de son avènement au trône des Espagnes. Il serait contraire à la position du moment que je me hâtasse de demander une audience particulière à ce sujet.

Je continue de vous adresser les *Gazettes* qui paraissent actuellement chaque jour. Elles sont rédigées presque sous les yeux de Sa Majesté, et, sous ce rapport, méritent que Votre Excellence s'en fasse rendre compte.

Il réussit jusqu'ici parfaitement à Sa Majesté de laisser les Espagnols à même de choisir entre son frère et elle. L'autorité du Roi est en quelque sorte suspendue ; c'est à l'Empereur que se portent tous les vœux. Il en fait attendre la permission. Il n'explique pas encore s'il confir-

mera la cession qu'il avait faite de la couronne d'Espagne. Le Roi, que toutes les autorités de la capitale demandent instamment, n'en veut admettre aucune avant la décision de S. M. I. Cette conduite respective accroît l'impatience et prépare un bon dénouement.

Que Votre Excellence veuille bien approuver que je me réfère pour les détails d'esprit public à mes rapports ci-joints du 12 et du 14.

Une nombreuse députation des corporations de Madrid est en ce moment à Chamartin aux pieds de S. M. l'Empereur, qui, si j'ose me permettre une conjecture, différera d'accéder à leurs supplications.

La peur que l'Espagne ne soit réunie à l'empire français et gouvernée par un vice-roi fait ici sur la classe éclairée une profonde impression ; la peur des armes opère plus particulièrement sur le peuple ignorant.

J'apprends avec peine que l'époque du départ de Votre Excellence ne soit pas encore fixée.

P.-S. du 16. — J'ai différé de fermer ce paquet, pour pouvoir y joindre les *Gazettes* du 16, où Votre Excellence verra les réponses de Sa Majesté.

103. — *Madrid, 18 décembre 1808* [vol. 677, f° 322]

[Envoi du « Bulletin » du 17 décembre.]

IV. — Bulletin de Madrid, 17 décembre 1808 [vol. 677, f° 303]

Les mesures prises pour les approvisionnements de Madrid ont ramené l'abondance du pain. La viande reparaît peu à peu. Le vin manque encore tout à fait, quoiqu'il y en ait en quantité dans les six lieues à la ronde. La disette des fourrages continue. Les habitants de la ville voient au surplus que l'on s'occupe de leurs besoins et sont satisfaits à cet égard.

L'ordre de S. A. I. le prince de Neuchatel, comme major général, a été placardé hier l'après-dîner et lu avidement. Il a produit un excellent effet sur tous les esprits, et on entend les lecteurs louer beaucoup l'Empereur de ce qu'il reproche aux militaires les désordres commis [1]. Rien encore de ce que Sa Majesté Impériale avait dit et fait n'avait eu autant de succès. La raison en est simple : l'Empereur, en cette occasion, a flatté l'amour-propre de tous et n'a contrarié les préventions politiques de personne. Chacun sent avec reconnaissance que ses propres plaintes sont répétées.

Mais, sous les autres rapports, l'esprit public n'a pas marché avec la même progression qu'on pouvait attendre il y a quelques jours. L'arrestation, faite avant-hier, des militaires destinés à aller en France comme otages a été mal comprise d'abord et a eu des formes sévères. Il était déjà huit heures du soir qu'on n'avait pas pensé que des hommes envoyés dans une cour du Retiro dès le matin avaient besoin de nourriture et de vêtements pour la nuit. Il y avait dans le nombre des vieillards et des infirmes, entre autres l'ex-ministre Gil de Lemos, qui n'ont été relâchés qu'hier matin. Les accessoires ont fait plus de mal que le fond de la mesure, parce que quelques explications ont réconcilié avec le fond et qu'il n'y a pas eu de couleurs à mettre sur la forme.

Cette cause de mécontentement est faible, au reste, et a été passagère. La crainte et l'incertitude sont les véritables causes de l'hésitation que l'on remarque encore. Des bruits absurdes continuent à être répandus chaque matin sur la prétendue existence et sur les prétendus avantages d'armées espagnoles.

1. « *Ordre de l'armée.* Chamartin, 12 décembre 1808. — L'Empereur est mécontent des désordres qui se commettent. Le pillage anéantit tout, même l'armée qui l'exerce. Les paysans désertent.... L'Empereur ordonne à MM. les maréchaux, généraux et officiers de prendre les mesures les plus fermes pour mettre enfin un terme à ces abus et à ces excès qui compromettent la sûreté de l'armée. En conséquence il est ordonné :

« 1° Que tout individu qui arrêtera ou maltraitera un habitant ou paysan portant des denrées pour la ville de Madrid, sera sur-le-champ conduit à une commission militaire et puni de mort. — NAPOLÉON. »

De là, l'attitude que conserve le bas peuple; de là, le regard inquiet que jettent sur lui beaucoup d'individus des classes plus éclairées, qui demandent si, en se déclarant pour le nouvel ordre de choses, il n'y a plus danger de réaction. Il n'y a pas de courage, sans doute, dans cette appréhension d'un retour des fureurs populaires; mais, toutes fatiguées que soient les classes supérieures d'une guerre destructive, toutes mécontentes qu'elles soient des hommes qui se sont dits patriotes, toutes convaincues qu'elles soient que la terreur allait s'organiser, il est vrai de dire que s'enfuir, ou s'enfermer, ou se livrer à la foule, est encore ce que ferait le très grand nombre.

Qu'on parcoure les places publiques, les cafés, les cercles, on verra que la première chose que cherchent dans la gazette les hommes qui lisent, ce sont les nouvelle de la position des armées françaises, et que les bruits qui sont accueillis avec le plus de crédulité sont ceux d'une évacuation prochaine par les troupes qui gardent cette capitale.

Il serait inexact d'avancer qu'on remarque encore de l'opiniâtreté et de la répugnance dans la capitale; on ne rencontre, au contraire, que gens qui conviennent qu'il faut demander hautement le Roi. Il n'y a plus à leur reprocher que de jeter les yeux autour d'eux pour calculer s'il y a sûreté absolue, et, quelque contradiction qu'il y ait en apparence dans les termes, on aperçoit à la fois défiance du militaire et peur qu'il ne s'éloigne.

La grande masse des habitants de Madrid a lu dans la *Gazette* hier, et le reste a dû lire dans les placards d'aujourd'hui, la belle réponse de l'Empereur aux députations qui ont eu l'honneur d'être admises en sa présence avant-hier [1]. La

1. L'assemblée, réunie le 9 décembre, avait été le 15 à Chamartin porter à l'Empereur ses vœux. Napoléon répondit par un discours philosophique: Il avait aboli l'Inquisition, « ce tribunal contre lequel le siècle et l'Europe réclamaient. » Il avait supprimé « les droits usurpés par des seigneurs dans le temps des guerres civiles » (?). — Il ajoutait : « L'égoïsme, la richesse, la prospérité d'un petit nombre d'hommes nuisaient plus à votre agriculture que la chaleur de la canicule (?). — Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans un État qu'une justice. — Les armées an-

question est incontestablement bien posée par Sa Majesté. La marche à suivre y est tracée en grand. Rien encore ne serait en train, on se demanderait les uns aux autres ce qu'il faut faire, si quelques-uns des ministres du Roi n'avaient pris la peine d'indiquer à la municipalité des procédés très simples pour parvenir dans quelques jours à faire signer un registre de maison en maison dans chaque quartier et à faire prêter serment aux signataires dans leurs paroisses respectives.

Tout ce qui peut donner du courage à des trembleurs doit être soigneusement mis en usage dans ce temps d'épreuve. Le public n'entend plus parler de combats depuis quelques jours. On ne se dit pas que pour battre des ennemis il faut en rencontrer; on aime mieux conjecturer que les troupes françaises sont arrêtées par des difficultés. Il importe de publier chaque matin le progrès des marches des différents corps.

C'est, à la vérité, un inconvénient qu'une municipalité composée en général de gens peu zélés et présidée par un corrégidor hypocrite. Don Pedro de Mora y Lomas ne s'est conservé sous l'insurrection que parce qu'il a prouvé qu'il avait joué un double rôle sous la lieutenance générale, et il n'est pas dans son caractère de marcher droit aujourd'hui [1].

Le Conseil de la guerre a référé au ministère de la guerre un doute sur les militaires prisonniers. Doivent-ils ou ne doivent-ils pas être considérés comme ayant la liberté de signer? Cette question, dit le Conseil, est de pure délicatesse, et les militaires qui la font désirent prêter le serment. La solution

glaises, je les chasserai de la péninsule. — Il n'est aucun obstacle capable de retarder longtemps l'exécution de ma volonté. — Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. — Aucune puissance ne peut exister sur le continent, influencée par l'Angleterre. » — Il prescrivait enfin la prestation du serment de fidélité à Joseph, « alors il se dessaisirait du droit de conquête. »

1. « Le corrégidor de Madrid qui a occupé la place aux trois périodes de cette révolution est un homme très instruit des événements. Il est fort adroit; s'il voulait s'ouvrir franchement, on obtiendrait de lui des renseignements essentiels. » (Rapport du capitaine Lagorsse, de la gendarmerie d'élite. Madrid, 5 décembre 1808.) — *Archives du ministère de la guerre.*

paraît simple. Ils sont prisonniers de l'autorité même qui les invite au serment ; ils ne le sont que pour avoir combattu contre le Roi auquel il s'agit de jurer obéissance. La question tient donc à un scrupule un peu trop alambiqué.

Indépendamment du serment qui constatera la soumission de Madrid, beaucoup de personnes demandent quelles formalités devront être suivies dans les cantons circonvoisins, dans les différentes provinces. Il semble que les habitants de la capitale en auraient plus d'empressement à se décider, quand ils verront le cercle s'étendre autour d'eux. Ce sont des peureux, qui veulent être en grande compagnie.

Il tarde généralement que S. M. l'Empereur confirme la cession des Espagnes au Roi, son frère, et que le Roi reparaisse à Madrid. Il faut convenir qu'il y a une étrange stagnation dans toutes les affaires, qui ne pourrait se prolonger longtemps encore, à moins que Sa Majesté Impériale ne fît agir provisoirement, en son nom, les ministres dans leurs attributions respectives. Il n'y a point de police générale ni de police de Madrid [1]. La justice est suspendue. Les alcades, qui tiennent lieu de tribunaux de première instance, se refusent à toute fonction judiciaire, sous de mauvais prétextes. Les contributions ne se recouvrent pas.

Le bruit court ce soir dans Madrid que S. M. l'Empereur est venu l'après-midi au palais. On s'attache à cette circonstance avec plaisir [2].

1. « Envoyez-moi un bon chef pour la police pour Madrid et Lisbonne. Il ne me faut pas de bavards, mais des hommes impartiaux et probes, qui ne profitent pas des circonstances pour voler et se déshonorer. » — Napoléon à Fouché (7 décembre 1808.)

2. « L'Empereur s'était flatté que la célébrité de son nom et le désir de voir un homme si extraordinaire attireraient autour de lui les foules et qu'on se presserait sur ses pas ; rien ne répondit à cette attente. Il traversa la ville pour aller visiter le palais des rois d'Espagne ; personne ne le suivit ni ne s'arrêta sur son passage. » MIOT DE MÉLITO, *Mémoires*, III, 49.

104. — *Madrid, 21 décembre 1808* [vol. 677, f° 336]

[Envoi du « Bulletin » du 20 décembre].

V. — BULLETIN DE MADRID, 20 décembre 1808 [vol. 677, f° 327]

On ne voit point reparaître le nonce du Pape ni les chargés d'affaires d'Autriche et des États-Unis. On n'a pas même de leurs nouvelles; au moins n'en donne-t-on pas dans leurs hôtels respectifs.

Quant à M. de Strogonoff, c'est à Carthagène et non à Alicante qu'il s'est rendu. Il s'y est embarqué pour Trieste à bord d'un bâtiment de guerre espagnol que la Junte centrale a fait mettre à sa disposition, lorsqu'elle a vu qu'il n'y avait aucun moyen d'ébranler sa résolution. Il n'y a plus lieu de douter si ce ministre a reçu ou non la dépêche de sa cour, qui lui fut envoyée de Burgos, du 10 au 11 d'août, par l'intermédiaire d'une maison de commerce de Burgos. Deux de ses domestiques, ayant été questionnés ces jours-ci, ont dit qu'il lui était arrivé vers la mi-août un courrier de Burgos, et qu'il avait, le même jour, expédié un autre courrier à l'amiral de la flotte russe à Lisbonne [1]. On a su à Vittoria qu'il avait quitté Madrid vers la fin d'août; on a su ensuite qu'au lieu de se rapprocher du quartier général du Roi, il s'était dirigé sur Lisbonne. Il est avéré à présent qu'il n'a pu aller plus loin que Badajoz, où il a été définitivement arrêté, après avoir essuyé beaucoup de désagréments sur la route, et qu'il a été obligé de revenir à Madrid.

Voici un article très singulier, extrait de la *Gazette de Madrid*, du 23 septembre, n° 129, p. 1101, où MM. de Strogonoff, Gennotte et Erwing jouent un rôle qui ne se trouve pas désavoué par eux dans les gazettes subséquentes :

Le marquis de Villar de Ladran, comte de Gansa, majordome de se-

1. Le vice-amiral Siniavin. Il fut obligé, le 3 septembre 1808, de rendre son escadre à la flotte anglaise de l'amiral Charles Cotton.

maine, nommé par Sa Majesté pour exercer les fonctions de grand majordome, ayant été instruit que le Conseil suprême de Castille avait fixé au 24 d'août la proclamation de notre auguste et bien-aimé souverain Ferdinand VII, expédia sur-le-champ les ordres nécessaires pour que rien ne fût épargné au palais pour célébrer dignement une si auguste cérémonie, comme si Sa Majesté y avait été présente. Les avis usités en pareil cas ont été adressés, et l'on éleva sur le balcon principal du palais un dais magnifique sous lequel le portrait de Sa Majesté fut placé, lors de la cérémonie, avec une garde prise dans le corps royal des hallebardiers.

A droite du portrait, se trouvait ledit sieur marquis, accompagné du Conseil d'État, de S. Exc. don Pedro Cevallos, premier secrétaire d'État, de MM. *l'archevêque de Nicée, nonce apostolique* (Gravina), *le baron de Strogonoff, ministre de Russie, M. Gennotte, chargé d'affaires de la cour de Vienne, et M. Georges Erwing, chargé d'affaires des États-Unis d'Amérique*, qui avaient été invités à la fête. Les autres balcons étaient occupés par les gentilshommes de la chambre, les majordomes de semaine, les gentilshommes de l'hôtel et de la bouche, les pages de Sa Majesté et tous les officiers de la famille royale en habits de gala. Le soir, il y eut, suivant l'usage, une illumination magnifique qui dura jusqu'à onze heures.

La *Gazette de Madrid*, du 11 de novembre dernier, n° 143, p. 1464, contient un autre article daté de *Tarragone, 1er novembre*, qu'il n'est pas inutile de relever et qui indique qu'il y avait à Barcelone un des grands fonctionnaires espagnols civils ou militaires qui trompait la surveillance du général Duhesme :

Par une faveur spéciale de Dieu (y est-il dit), nous avons reçu une somme d'argent venant de Cadix et de Valence. Nous avons aussi reçu 180,000 livres catalanes appartenant aux finances royales. Elles sont arrivées au quartier général par un de ces secours de la divine Providence qu'on peut presque regarder comme un miracle. Tout a été disposé par un homme très dévoué *qui réside à Barcelone*, dont la conduite aura peut-être été calomniée dans le reste de la péninsule ; mais nous autres Catalans, qui sommes bien informés, réservons cette nouvelle preuve pour faire connaître, un jour, s'il en est besoin, le zèle patriotique dont ce bon Espagnol est animé.

Le vin et les fourrages sont, parmi les articles de première nécessité, ceux que l'on ne parvient pas encore à faire arriver à Madrid.

La grande affaire de cette capitale depuis quelques jours,

c'est la circulation et la signature des registres où l'on recueille dans chaque quartier les suffrages des habitants qui promettent ou qui refusent de prêter le serment à S. M. le roi Joseph. Cette affaire marche parfaitement bien et sera terminée avant la fin de la semaine, avec un succès qui jusqu'ici paraît devoir être complet. On sait de plusieurs commissaires de quartier qu'ils se louent de la bonne volonté des habitants; qu'il y aura vraisemblablement peu de refus; que chacun, au contraire, signe sans murmurer sur le bon registre; que les veuves, maîtresses de famille, veulent y figurer pour leurs enfants; que les femmes dont les maris sont absents s'engagent pour eux; et, ce qui est le plus remarquable, que le bas peuple, tout ignorant et féroce qu'il soit, ne se fait pas trop presser. M. d'Arribas, ministre de la police, qui avait autorisé ses émissaires à répandre quelque argent parmi les hommes du peuple qui ont de l'influence dans leurs rues, assurait ce soir qu'il n'y a pas eu encore occasion de distribuer une seule piastre.

Il faut se garder, sans doute, de conclure de ces faits que les esprits, surtout dans la première et la dernière classe de la société, sont revenus de leurs préventions. La crainte des vice-rois et le désir de sortir d'un état de crise, sauf à se conduire dans d'autres temps suivant les circonstances, font taire les répugnances que la raison seule ne surmonte pas.

Il est vrai que les ministres se donnent beaucoup de mouvement et font intervenir tous les citoyens dont l'exemple peut avoir du poids. On peut leur reprocher de trop appuyer sur la nécessité, et de ne pas faire comprendre qu'un grand intérêt politique et l'attrait de meilleures institutions devraient guider le patriotisme espagnol. Ils répondent qu'il faut aller au jour le jour, user d'abord du langage le mieux compris et attendre le reste de la sagesse du gouvernement royal. Leur impatience est telle qu'ils accusent presque leur collègue, M. de Romero, de ne pas brusquer assez l'opération. Il leur tarde que S. M. l'Empereur ait lieu de déclarer qu'il remet les rênes au Roi, son frère, et qu'ils puissent eux-

mêmes rentrer dans l'exercice de leurs fonctions respectives.

On ne saurait nier qu'en effet tout ne soit en souffrance sous une infinité de rapports. Rien ne marche. Le gouvernement militaire de Madrid a bien arrêté les ressorts ordinaires de l'administration, mais n'a pu y suppléer. Il y a stagnation générale, parce qu'il y a absence d'action dans ce qui ne tient pas au service direct d'une grande garnison.

La police, dont le besoin est plus urgent que jamais, est surtout paralysée. M. d'Arribas procède à découvrir avec zèle les perturbateurs, à se mettre en mesure de faire arrêter et punir ceux qui sont restés à Madrid, les malheureux qui ont provoqué les crimes commis, à monter les moyens de rétablir le bon ordre. Il se plaint de ne pouvoir ordonner ni faire ordonner.

Si pendant le jour l'aspect de Madrid semble annoncer que les habitants ont repris leur train ordinaire, dès la nuit tombante on ne voit plus qu'une vaste solitude. On ne rencontre presque dans les rues que des Français ; la peur a fait fermer toutes les portes. Le soldat est très ingénieux à trouver des prétextes pour frapper et essayer de se les faire ouvrir; on ne répond pas. Il y a constamment des désordres dans la journée, et ils se renouvellent le soir sous d'autres formes; il ne faut, pour s'en convaincre, que se promener déguisé sous un manteau et un chapeau espagnols. Il serait bien utile d'avoir promptement des patrouilles à cheval.

On sait, mais les habitants de Madrid ne savent pas assez généralement, que Sa Majesté a eu hier une superbe revue [1] et a parlé avec force contre les excès auxquels la troupe s'habitue. Il parait que le mal vient de ce que les officiers ferment les yeux.

1. Dans la plaine de Chamartin. La garde formait la droite ; la division Lapisse, le centre; la gauche, les divisions Marchand, Maurice Mathieu et la brigade Colbert.

C'est au cours de cette revue que l'Empereur reçut les dépêches du maréchal Soult lui annonçant le contact des Anglais. Napoléon interrompit aussitôt la parade pour rentrer au galop à Chamartin étudier ses cartes et aviser aux mesures à prendre. — Voir : Commandant BALAGNY, III. 378.

Des observations répétées portent à croire qu'il y aurait une bien plus grande amélioration de l'esprit public, en ce qui concerne au moins la manière d'envisager les événements politiques, si le militaire français n'exerçait plus autant de vexations envers les Espagnols. Ces vexations se composent d'une foule de faits propres à blesser tout individu, quel qu'il soit, mais surtout des hommes fortement prévenus et disposés toujours à prendre ce qui vient des Français comme des outrages dont on cherche à les abreuver de propos délibéré. Ils avaient espéré, après l'ordre du prince de Neuchâtel, affiché le 16, que le militaire allait prendre un autre ton à leur égard ; rien ne leur paraît changé. L'impossibilité d'essayer la plus légère opposition aux mauvais traitements leur a fait reprendre une teinte de cet aspect farouche des premiers jours. Ils se dédommagent en secret de la gêne qui les contient publiquement. C'est alors que s'exaltent les passions haineuses par le récit exagéré des injustices qu'ils ont éprouvées, ou qu'ils ont vues, ou dont ils ont entendu parler. De là la facilité avec laquelle, dans toutes les classes des habitants, on prête l'oreille aux nouvelles qui ne cessent d'être répandues, au désavantage des armées françaises. Les hommes éclairés mêmes, qui craignent le plus les dangers des réactions, ne peuvent se résoudre à lutter contre ces dispositions populaires. Ils ne parlent, comme on le disait plus haut, que de la nécessité de la résignation.

Ce jour-ci a été particulièrement remarquable par tous les bruits insidieux dont les émissaires ennemis ont tourmenté Madrid. Il y a évidemment des hommes à l'affût des mécontentements et qui s'étudient à en profiter. Ils n'empêchent pas que l'opération des signatures n'aille son train ; mais ils réussissent à en faire une action machinale, plutôt qu'une adhésion cordiale.

Bien des personnes pensent qu'il eût été utile d'envoyer en France, avec le doyen du Conseil de Castille, tous les membres de ce corps qui sont restés à Madrid ; personne ne les eût plaints. Mais dans leurs coteries, ils savent se

faire écouter, et ils sont ce qu'ils étaient avant la retraite de Madrid.

105. — *Madrid, 23 décembre 1808* [vol. 677, f° 341]

S. M. l'Empereur est parti hier de Chamartin [1]. Il avait, la veille, dirigé beaucoup de troupes et sa garde impériale sur la route de Ségovie. S. A. S. le prince vice-connétable l'accompagne, S. Exc. le ministre secrétaire d'Etat [2] s'est mis en route vers les quatre heures et devait coucher à Guadarrama.

On sait en général dans le public qu'une reconnaissance anglaise a été poussée sur Valladolid et qu'il y a eu quelques coups de fusil échangés avec une avant-garde française. On savait aussi qu'un corps d'armée anglais a été vu près de Salamanque. On n'a pas assez de données ici pour oser se flatter tout à fait que le général en chef des forces britanniques veuille se mesurer; mais les journaux de Londres, jusqu'au 6 de ce mois, permettent de conclure que le gouvernement anglais envoie renforts sur renforts en Espagne et en Portugal, et a résolu d'y hasarder ses moyens.

1. Sir John Moore avait franchi le 11 novembre la frontière espagnole, il concentra pendant un mois autour de Salamanque ses forces (33,234 hommes) afin de manœuvrer sur le flanc de l'armée française jusqu'à Burgos, si possible. Une dépêche interceptée lui ayant appris les victoires des armées françaises et révélé que leur effectif montait au double de ce qu'il croyait, il appela vers lui les Espagnols de la Romana; puis, craignant d'être coupé par Napoléon, il ordonna la retraite du côté du Portugal.

L'Empereur, qui se préparait à marcher sur Lisbonne par la vallée du Tage, renseigné, subitement lui aussi, sur la présence rapprochée des Anglais, envoya vers eux le corps du maréchal Ney; puis, pour leur « donner une bonne leçon », partit de sa personne avec la garde, dirigeant ses forces (41,246 hommes) par le « port » de Guadarrama.

2. Hugues Maret, créé duc de Bassano en 1809.

Dans l'intervalle, les registres de soumission ouverts à Madrid se remplissent rapidement [1].

On doit procéder ce matin, dans les paroisses des différents quartiers, à prendre, en face du saint Sacrement, le serment d'obéissance et fidélité des signataires envers Sa Majesté Catholique. Il est probable que S. M. l'Empereur sera incessamment à même de déclarer sa dernière intention, s'il le juge à propos.

VI. — BULLETIN DE MADRID, 24 décembre 1808 [vol. 677, f° 345]

Le bruit du départ de Chamartin de S. M. l'Empereur a été répandu assez rapidement dans Madrid avant-hier, l'après-midi. Les habitants avaient vu la veille défiler beaucoup de corps; le vide de la ville suffisait seul pour indiquer que la plus grande partie des troupes françaises étaient en marche.

S'il y avait de l'aigreur au sujet des vexations éprouvées, que la rumeur avait décuplées, il y avait une crainte égale de voir éloigner les garanties de la tranquillité publique. Les habitants ont paru d'abord un peu étonnés d'être en quelque sorte abandonnés à eux-mêmes.

C'était le moment où les émissaires et amateurs de l'insurrection devaient naturellement répandre des nouvelles analogues à la situation du jour, et où les hommes, soit crédules, soit timides, soit mal disposés, devaient les répéter de groupe en groupe, de coterie en coterie; aucun n'y a manqué.

Était-ce, en effet, une seconde retraite? Blake et Castaños avaient-ils vraiment opéré leur jonction avec une armée an-

1. Les registres avaient d'abord été portés de maison en maison; bientôt, le serment fut prêté dans les églises, sous la surveillance d'émissaires de la police et des troupes françaises venues là pour stimuler le zèle. (Vol. 677, fol. 346.) D'après Llorente (*Mémoire sur la Révolution d'Espagne*, I, 161), dans les soixante-quatre quartiers de la ville, les alcades recueillirent 28,600 signatures. — Les recensements de Madrid au commencement du XIXe siècle donnent le chiffre de 156,672 habitants.

glaise? S'avançaient-ils réellement sur Madrid ? Des forces considérables venues du Midi étaient-elles déjà en mesure de coopération ? L'armée française en Aragon avait-elle éprouvé sérieusement un revers décisif devant Saragosse? Enfin, tout ridicule que soit ce dernier trait, 40,000 Maures envoyés au secours de l'Espagne étaient-ils débarqués ?

Sous un calme apparent, l'inquiétude a été visible. Le bon ordre a continué de régner dans les rues et dans les places publiques ; mais l'agitation avait gagné les esprits.

Cependant l'opération du recensement des suffrages et de la signature sur les registres de chaque quartier de la promesse ou du refus d'obéissance au roi Joseph venait d'être terminée. Il était de notoriété publique que personne ou presque personne ne s'était obstiné au refus. Tous les murs venaient d'être placardés d'un avis des alcades annonçant que le lendemain, 23, le serment des signataires serait reçu dans les paroisses respectives. Quelques personnes ont craint l'influence de l'agitation de la veille sur cette journée.

On a été agréablement trompé. Les réflexions de la nuit ont confirmé le sentiment dominant de la soumission. Le gouvernement avait très sagement fait paraître dès hier matin des troupes en assez grand nombre pour rassurer les peureux et intimider les turbulents. Le ministre de la police avait, de son côté, aposté des gens affidés dans toutes les églises paroissiales. A l'heure indiquée, on a vu les habitants appelés à prêter leur serment arriver dans les églises et remplir cette formalité avec beaucoup d'ordre et de décence. Pas un fait à réprimer, pas une objection même à combattre. Dans l'église cathédrale de Saint-Isidore, l'évêque officiant [1], toutes les solennités de la religion déployées, sont venus prêter leur serment par députation toutes les autorités, tous les Conseils, hors ceux de Castille et de l'Inquisition, qui sont supprimés.

Les figures ont été bien étudiées. Le gros du peuple n'expri-

1. Il s'agit d'un Vicaire général : Madrid dépendait alors de l'archevêché de Tolède et ne fut pas érigé en siège spécial avant 1851.

mait rien, il obéissait, sans montrer de joie ni de mécontentement; sa mauvaise mine habituelle n'aurait pu être corrigée par la satisfaction, et il serait déraisonnable de l'attribuer à la répugnance. Il devait être grave dans les églises, et il l'a été. Les classes plus éclairées ont manifesté plus de mouvement d'esprit; on a pu lire en général sur les physionomies la conviction qu'il fallait se soumettre et le désir que la soumission ne soit plus troublée par des réactions. Il s'est trouvé dans toutes les églises des hommes qui ont témoigné de l'empressement et un acquiescement cordial. Il s'est trouvé aussi des visages rembrunis où le regret de céder à la nécessité se faisait lire et trahissait des cœurs ulcérés.

En somme, un grand pas a été fait, et d'aussi bonne grâce qu'il était possible. Le peuple semble remis à sa place. Il y aurait maladresse si on ne venait pas à bout des agitateurs. La force des engagements contractés paraît comprise par la classe qui a le plus d'intérêt à les maintenir. On voit poindre un esprit de parti pour l'option faite, et cet esprit ne peut que faire des progrès. La peur a fait demander le Roi; bientôt l'orgueil d'avoir choisi fera oublier le motif du choix.

Le reste de la journée d'hier s'est bien passé. L'esprit public est meilleur encore aujourd'hui, 24; on est revenu des inquiétudes du 22. On convient que l'Empereur n'a pu s'éloigner que pour frapper quelque grand coup digne de lui, et on est dans l'attente. Dans les groupes, on a entendu des gens de loi, des ecclésiastiques, des marchands, parler très sensément, et plusieurs même se complaire dans les avantages que l'Espagne retirera des événements auxquels elle doit céder.

La *Gazette de Madrid* s'est tue à dessein sur le résultat du 23. Il n'y aurait rien à apprendre à la capitale, et il vaut mieux que les provinces soient instruites par la publication des pièces originales que par des paragraphes dont elles se défieraient.

M. de Romero s'était rendu hier matin au Pardo, pour annoncer au Roi la fin des signatures et la cérémonie qui allait commencer. Les ministres se sont hâtés de faire connaître à

ce souverain le succès de la prestation du serment, pour qu'il puisse en informer son auguste frère. Ils se sont réunis aujourd'hui au Palais en conseil privé pour délibérer sur ce qui reste à faire. Ils ont conclu qu'il ne suffisait pas que l'Empereur fût instruit par le Roi que les dispositions de Madrid étaient conformes à ce que Sa Majesté Impériale avait indiqué, le 16 de ce mois, à la députation de cette capitale; qu'il fallait qu'une députation nouvelle allât porter le procès-verbal de ce qui s'était passé et les vœux de tous les habitants aux pieds de Sa Majesté Impériale; qu'il convenait qu'eux-mêmes enfin exposassent collectivement, dans une lettre adressée à l'Empereur, combien il serait important qu'il daignât promptement acquiescer à ces vœux. Ils ont été ce soir invités à se rendre tous demain, 25, au Pardo, où le Roi les recevra, vers les deux heures.

Ils ont, et ils propagent par leurs amis, par les Conseils, par les bureaux, par toutes les autorités qui relèvent d'eux, l'impatience de la rentrée la plus prochaine du Roi à Madrid. Quelque part que l'on se porte, ce désir est en effet hautement exprimé par les différentes classes d'habitants qui ne sont pas bas peuple.

Celui-ci a reçu aujourd'hui une leçon de plus, qui produira un très bon effet, par l'arrestation que M. d'Arribas a réussi à faire faire d'un certain nombre de ceux qui ont provoqué ou commis des crimes après la retraite de Madrid. Il y a dans le nombre un employé principal des postes et un avocat. La punition exemplaire des plus coupables semble devoir, dans tous les cas, précéder la rentrée du Roi.

M. d'Arribas a pris un parti qui le conduira bientôt à connaître les auteurs ou à faire taire les colporteurs de mauvaises nouvelles. Il interpelle et fait interroger ceux qui vont disant *on rapporte*, *on répand*, *on dit*, pour qu'ils aient à nommer leurs auteurs. Il déclare publiquement qu'il n'admet plus *on* pour excuse.

Comme rien de ce qui tient aux agents diplomatiques n'est indifférent dans de certaines circonstances, il a paru utile de

copier ici l'article suivant, trouvé dans la *Gazette de Valence*, du 19 août dernier, n° 26, p. 271 :

« LL. EE. les ambassadeurs d'Autriche et de Russie dirigent, par cette « Junte suprême, la correspondance diplomatique qu'ils ont avec leurs « cours. Une felouque la porte du port de Grao au vice-amiral Martin, en « croisière dans cette partie de la Méditerranée, et celui-ci la fait parvenir « à Trieste, d'où les paquets sont remis à l'ambassadeur de Russie à Vienne, « qui les envoie à sa cour. Les politiques peuvent inférer de là, sur des « données positives, quel doit être l'état des relations entre l'Autriche, la « Russie et la France, quand les ministres de Vienne et de Pétersbourg « préfèrent confier leur correspondance à leurs ennemis les Anglais, aux- « quels ils ont déclaré la guerre, plutôt que de l'exposer à passer dans les « mains des Français, leurs alliés. »

106. — *Madrid, 25 décembre 1808* [vol. 677, f° 349]

J'ai l'honneur de vous adresser copie de mon rapport d'hier soir. Votre Excellence verra que la prestation de serment des habitants de Madrid et de toutes les autorités s'est faite dans le meilleur ordre.

L'éloignement de S. M. l'Empereur apportera nécessairement quelque délai dans la décision qu'il croira devoir donner, après avoir entendu la députation qui lui sera envoyée. Mais, s'il y a véritablement beaucoup d'inconvénients dans la suspension des affaires, il y a un avantage politique incomparablement supérieur à laisser accroître de plus en plus l'impatience d'avoir définitivement pour roi l'auguste frère de Sa Majesté. Peut-être conviendrait-il même que les villes principales fussent mises dans le cas de s'expliquer comme Madrid.

D'après les nouvelles que le Roi vient de recevoir du quartier général impérial, il paraît qu'un corps de 20,000 Anglais est cerné et que la perte de ce corps est probable.

107. — *Madrid, 30 décembre 1808* [vol. 677, f° 357]

[Envoi du « Bulletin » du 29 décembre.]

VII. — BULLETIN DE MADRID, 29 décembre 1808 [vol. 677, f° 353]

Les rapports de chaque journée sur l'esprit public de Madrid, depuis le 25, pouvaient présenter une variété de détails subalternes, mais n'auraient été qu'une répétition monotone du même fond de choses; et des observations politiques ne doivent pas ressembler à des observations météorologiques.

Il est parfaitement compris qu'il n'y a de résultats positifs à espérer que d'une certaine mesure de temps, et surtout des progrès des armes françaises.

Il y aura constamment des oscillations dans l'intervalle. Les soins pris pour dissiper quelques sujets d'inquiétudes n'empêcheront pas qu'il n'en renaisse d'autres, et peu importe, dès qu'il est démontré que rien n'est de nature à devenir dangereux.

Il n'y avait plus, le 24 soir, aucune trace de l'agitation du 22; le 25 matin, les têtes étaient agitées de nouveau; elles ont continué de l'être, les 26 et 27 [1]. Le bas peuple et tout ce qui, par ignorance ou passion, rentre dans la même catégorie, semblaient attendre des événements favorables à la licence. Il y avait déjà sur les physionomies de cette classe d'habitants un certain degré d'insolence qui ne peut plus échapper à l'attention des observateurs exercés. Il y avait, par une conséquence

1. « C'est demain jour de Noël : nous irons à la messe. Faites tout préparer pour cela. Je choisis de préférence l'église du couvent de Saint-Philippe qui se trouve vis-à-vis de chez moi; il devra y avoir une musique; après la messe nous irons à la parade, qui devra être augmentée d'un bataillon de la division Ruffin. — J'écris au grand vicaire, vu les circonstances, qu'il ne doit point y avoir de messe de minuit; faites faire, ce soir, de fréquentes patrouilles. » (Général Belliard au général Lauberdière, 24 déc. 1808.) — « On jase beaucoup en ville, on n'y est pas moins tranquille; depuis trois jours, il y a eu quelques rixes entre des soldats de la division Ruffin et les habitants. On s'est distribué des coups de sabre et des coups de poignard. » (Général Belliard à Berthier, id.) — « Un agent de police a été arrêté par quatre Espagnols et est revenu dépouillé.... Les officiers ont ordre de coucher tous à la caserne, et les troupes d'être prêtes à prendre les armes ». (Général Belliard au maréchal Jourdan.

nécessaire, plus de timidité dans les classes plus élevées. On sait, en effet, que le maximum du courage de celles-ci sera de se renfermer prudemment et non de se mettre en résistance contre le peuple, aussi longtemps qu'il y aura une chance possible de réaction. Hier, et surtout aujourd'hui, le niveau s'est insensiblement rétabli. Rien de ce qui était annoncé ne s'étant réalisé, les deux bords ont changé de rôle, en quelque sorte : d'un côté reparaît l'air soumis, de l'autre l'air assuré.

Il faut convenir que dans une capitale où peu de gens ont l'habitude de raisonner, de quelque classe qu'ils soient, ce n'était pas un médiocre sujet d'alarme que d'entendre affirmer que M. le duc de l'Infantado, profitant de la faiblesse de la garnison française, s'avançait à la hâte de Cuença avec 24,000 hommes, et avait déjà poussé ses avant-postes jusqu'au bac d'Arganda, à une journée de Madrid [1].

Quelques nouvelles vagues, mais propres à reporter l'attention sur les armées françaises et à exciter une grande curiosité, ont été jetées avec succès dans les *Gazettes de Madrid*, du 26 et du 27. Il est vrai de dire cependant qu'elles ont été moins utiles que la démonstration directe de la fausseté des bruits répandus. C'est en ne voyant point paraître ces divisions, qui étaient censées si près de Madrid, que le peuple s'est désabusé de lui-même. Il n'en sera pas moins crédule demain, si les infatigables émissaires de l'insurrection, que l'on ne dépiste pas encore, mettent en circulation d'autres rumeurs probables ou improbables.

Le Roi a été à Aranjuez, et est revenu hier soir au Pardo. Ce voyage, qui n'eût pas pu être entrepris si les insurgés étaient à proximité, a été d'un bon effet.

Mais, indépendamment de ces agitations, le défaut de police répressive avait permis aux désordres particuliers de faire des progrès. On ne pouvait plus les imputer aux soldats français seuls. Des vagabonds et des malfaiteurs espagnols

1. *Arganda del Rey*, sur la rivière Jarama, affluent du Tage à droite, et proche le canal du Manzanarès.

ont en peu de jours multiplié les vols et les assassinats. La police militaire s'était persuadée trop facilement qu'elle avait rempli ses devoirs, lorsqu'il n'y avait pas d'attroupements dans les rues ou dans les places publiques. La police civile, qui doit plus particulièrement surveiller les délits privés, se bornait à se plaindre. L'étendue du mal semble faire sentir à M. d'Arribas la nécessité de prendre plus sur lui, et au gouverneur celle de le traiter avec égards et de se concerter avec lui [1].

Toutes ces circonstances réunies ont donné lieu de revenir à une mesure qui aurait dû être exécutée sérieusement dès les premiers jours de l'entrée dans Madrid, et qui n'avait été qu'ordonnée, c'est-à-dire le désarmement. Le gouverneur a fait afficher un ordre qui, sagement conçu dans les termes d'une justice exacte entre le soldat et l'habitant, a été bien vu par le public et fera rentrer les armes dans les dépôts, si les alcades font leur devoir [2]. On ne saurait trop y tenir la main, et il ne faut pas s'arrêter à moitié chemin.

Pendant que, d'un côté, on désarme Madrid, il serait plus que temps de former promptement la garde nationale de cette capitale, en exécution de l'ordre de S. M. l'Empereur, du 15 de ce mois. Ce même arrangement avait été mis plusieurs fois sur le tapis, depuis le 2 de mai. Les autorités municipales, qui administraient alors, et qui administrent encore aujourd'hui Madrid, avaient toujours éludé. Elles avaient mis en avant

1. « Sire, il n'y a pas de police à Madrid ; aussi ne sait-on rien de ce qui s'y passe. Il faudrait au moins 400 individus employés à ce service, mais on ne les fait pas agir sans argent. J'en ai douze à mon compte qui servent à apprendre les choses majeures. Il entre beaucoup d'étrangers à Madrid, je ne peux les connaître qu'avec des espions. Les alcades ne font rien ; ils craignent de se compromettre. » Général Belliard au roi Joseph. (4 janvier 1809.)

2. « Des soldats français ont donné hier des coups de sabre à un habitant. Des habitants ont donné des coups de poignard aux soldats français. On cherche les auteurs de ces crimes : ils seront jugés dans les vingt-quatre heures. » Et le général Belliard édictait que seraient arrêtés, traduits à une commission militaire et punis de mort : tout habitant de Madrid qui n'aurait pas livré ses armes dans les vingt-quatre heures; tout soldat français qui aurait attenté aux jours d'un Espagnol, ou serait convaincu d'avoir pillé et volé. (24 décembre 1808.)

les mêmes objections qu'elles reproduisent. Le ministre de l'intérieur, M. de Romero, vient de recevoir l'autorisation de rassurer les propriétaires appelés à former la garde nationale contre la crainte prétendue d'être employés aux armées. Il fait placarder ce soir le projet de publication qu'il avait prié le gouverneur de soumettre à l'approbation de S. M. I. Mais il n'y aura qu'une volonté ferme qui fera cesser les oppositions sourdes, et il importe que l'Empereur daigne ne pas perdre cet objet de vue.

Des arrestations avaient été faites, il y a six ou sept jours. Elles portent sur des hommes bien notoirement coupables et n'ont excité aucun mécontentement. Il est essentiel qu'ils subissent les châtiments d'usage, dont l'appareil fait toujours impression sur le peuple; mais les gens les plus éclairés pensent qu'une mesure plus générale serait d'une grande importance. Les douze alcades de la ville devaient, chacun dans son arrondissement, faire remettre par les alcades de quartiers, dits de *Barios*, la liste des principaux moteurs de tous les excès commis. Il serait essentiel de retirer de la société et d'en tenir quelque temps éloignés ces boute-feux dangereux, qu'on regarde avec raison comme les propagateurs de tous les bruits qui agitent encore le peuple.

Toute grande que fût l'impatience de porter aux pieds de S. M. I. le procès-verbal des vœux émis et des serments prêtés par les 22,500 chefs de famille de Madrid, les ministres ont considéré qu'il fallait, avant, qu'une députation se mît en route pour solliciter les ordres de l'Empereur. C'est ce qui a été fait, et la réponse est attendue avec anxiété. Chaque jour, les ministres et les principaux personnages de la ville renouvellent leurs observations sur les inconvénients de l'état de stagnation où restent les affaires. Cependant, il faut rendre à presque tous la justice de dire qu'ils entrent parfaitement dans les considérations de haute politique qui ont porté S. M. I. à proposer une alternative à la nation espagnole. Les ministres, d'ailleurs, ont appris qu'avec des biais ils pouvaient remplir leurs services respectifs les plus pressants.

VIII. — BULLETIN DE MADRID, 11 janvier 1809 [vol. 678, f° 18]

Les douze jours qui viennent de s'écouler ont été remplis par d'importants événements militaires. Comment se fait-il que l'influence s'en aperçoive à peine à Madrid?

Quelques vérités sont devenues triviales, et doivent cependant être répétées. Il n'y aura de fixité dans les opinions politiques qu'après la conquête. L'esprit d'insurrection ne se dissipera qu'avec le reste des forces insurrectionnelles. Rien ne sera fait, tant qu'il y aura encore quelque chose à faire. La terreur comprimera seule la masse populaire. Les classes qui n'ont de salut à espérer que dans l'ordre public ne se hasarderont point avant d'être bien sûres qu'il y a pour elles sécurité absolue. Il faut donc encore quelques semaines pour arriver à des résultats positifs. D'ici là, ce serait se fatiguer gratuitement qu'apporter de l'importance outre mesure à d'inévitables oscillations. Il est utile néanmoins de profiter de chacune des leçons de l'expérience pour arracher quelques-unes des racines du mal.

Madrid avait repris un meilleur aspect, dans les derniers jours de décembre : la rechute a été complète, le 1er de janvier. On n'aurait plus reconnu ces mêmes habitants qui, neuf jours auparavant, avaient à la face des autels prêté des serments solennels. Le bas peuple était non seulement redevenu insolent, mais semblait n'attendre que le départ de la garnison française pour recommencer ses excès. Les agitateurs restaient à peine derrière les rideaux. Les hommes à propriétés, à lumières, étaient retombés dans un lâche découragement.

Des cinq divisions ralliées par M. de l'Infantado [1], une

1. « On a répandu le bruit que le duc de l'Infantado ayant réuni les débris de l'armée de Castaños et ayant fait des réquisitions dans tous les villages des montagnes de Cuença et dans une partie de l'Alcarria, a rassemblé une armée de quarante mille hommes et s'approche de la capitale pour y tenter un coup de main, bien informé qu'elle n'est pas défen-

seule était régulièrement organisée et bien composée ; mais la vanité équivaut à l'ignorance, quand il s'agit d'apprécier des forces nationales. Tout a été peuple, pour supposer qu'une bonne et nombreuse armée, à laquelle le Roi n'avait à opposer que des forces françaises très inférieures et très dispersées, marchait cette fois sur Madrid. La reconnaissance de cavalerie, que M. de l'Infantado venait de faire pousser en avant du Tage, n'avait pas un objet sérieux, ainsi que l'événement l'a prouvé ; elle a servi du moins à faire rétrograder l'esprit de la capitale. La crise a été forte et prononcée ; ses effets subsistent encore en très grande partie.

Il faut convenir que les mesures prises pour faire entrer au Retiro tout ce qui ne devait pas suivre la garnison, dans le cas où elle aurait eu à sortir de Madrid, et les ordres donnés autour du Roi, tant pour sa marche que pour celle de la garde, n'ont secondé que trop ce mouvement.

Il y a beaucoup de raisons pour croire que, si la garnison de Madrid avait dû s'éloigner, les batteries du Retiro n'auraient pu empêcher le peuple de renouveler les barricades et le dépavement des rues. On ne serait rentré vraisemblablement dans cette capitale qu'avec l'effusion de sang et la destruction dont S. M l'Empereur avait évité la nécessité, au commencement de décembre. La forteresse du Retiro ne sera qu'un demi-moyen, jusqu'à ce qu'une forteresse correspondante ait été construite sur l'autre revers de la ville, et le temps n'est plus où les travaux de ce genre excitaient des alarmes.

due dans ce moment par une garnison nombreuse. » Le ministre de la police au roi Joseph. (Madrid, 27 décembre 1808.)

La vérité était que l'Infantado avait bien sous ses ordres une vingtaine de mille hommes, parmi lesquels se trouvaient un grand nombre de paysans. — Pour contenir ses incursions, le maréchal Victor resserra les cantonnements du 1er corps : la cavalerie de la Tour-Maubourg à Ocaña et la division Ruffin à Aranjuez. — Pendant ce temps, la division Sébastiani (corps du maréchal Lefebvre) manœuvrait victorieusement sur la rive droite du Tage. Des ordres de l'Empereur (11 janvier) prescrivirent d'aller à la rencontre de l'Infantado et de disperser ses troupes. Le duc de Bellune prit le commandement des forces françaises.

Le peuple de Madrid ne peut ignorer que les forces les plus imposantes sont rassemblées depuis plusieurs jours. Il voit que les divisions espagnoles, commandées par M. de l'Infantado, n'ont rien tenté, et semblent au contraire s'éloigner vers le midi. Il a lu les détails publiés sur la fuite honteuse de l'armée anglaise vers la Corogne. Il a entendu, le 8, les salves d'artillerie tirées en réjouissance de cet événement. Il ne s'en obstine pas moins dans son idée que l'insurrection finira par triompher.

C'est que, d'un côté, les plus absurdes mensonges sont colportés journellement, et que, d'un autre côté, ceux qui pourraient éclairer le peuple cessent d'en avoir le courage, au moindre symptôme d'agitation. Tout ce qui est dit et publié pour répandre des lumières est aussitôt détruit par d'astucieuses réflexions; et les hommes qui devraient les combattre ne savent que venir en avertir.

Sans doute, il y a dans toutes les grandes capitales, et même dans des temps de calme, un fond de rumeurs que la sagesse du gouvernement est de laisser exhaler, sans paraître s'en apercevoir; Madrid en sera longtemps là. Il y aurait peu à peser sur la violence périodique de ses agitations actuelles, si un cercle vicieux ne s'était formé, c'est-à-dire si le plus ou moins de fermentation du peuple ne décidait pas du plus ou moins d'énergie de ceux qui doivent le maîtriser, et n'influait pas sur une foule d'objets du service public.

Un observateur exercé ne pouvait se flatter qu'après la publication du ministre de l'intérieur du 29 décembre dernier, la garde nationale allait être formée. Il était trop sensible que la crainte d'un appel hors des murs de Madrid n'était qu'un prétexte pour gagner du temps. Ce prétexte écarté, de nouvelles ruses ont été employées. La peur du peuple a glacé les hommes qui auraient dû se hâter de former cette garde, et les hommes qui auraient dû se hâter d'y entrer. On a bien convoqué le corrégidor et la municipalité : on a bien rassemblé en consultation les alcades de cour; les conclusions uniformes sont qu'il n'est pas temps encore. Ceux qui devraient

obéir donnent de pitoyables raisons ; ceux qui devraient commander se paient de ces raisons avec une égale pusillanimité. Quelque main plus hardie déchire-t-elle le voile et démontre-t-elle aux uns et aux autres qu'en raison même de leurs alarmes, ils devraient embrasser les voies de sûreté, ils avouent le sentiment qui les glace, et rien ne peut les réchauffer. Le ministre de l'intérieur se désole de ce que sa fermeté soit en pure perte. Le ministre de la guerre excuse tout, comme il a toujours tout excusé.

Voilà quinze jours que traîne, sans faire de progrès, une négociation relative aux approvisionnements avec la communauté des marchands de Madrid, connue sous le nom de *Gremios*. Cette communauté est riche, a du crédit, jouit d'une confiance méritée et a besoin de la bienveillance du gouvernement pour obtenir le renouvellement de baux prêts à expirer. Elle n'ose pas se refuser de front à l'invitation qui lui a été faite. Il lui a été démontré que les fonds qui lui seraient assignés couvriraient solidement ses avances. Elle a décliné d'abord de procéder par voie d'entreprise. Il lui a été proposé d'y substituer la voie d'administration, aux termes anciennement accordés à la banque de Saint-Charles. Les conférences se terminent l'une comme l'autre, sans que le général O'Farrill et le comte de Cabarrus fassent des progrès. On verra que toutes les difficultés cesseront avec les alarmes qui en sont la cause secrète.

Il en est de même des emprunts dont le ministre des finances a dû s'occuper. Il n'y a pas eu moyen de s'aider du zèle individuel ; il a fallu recourir aux mesures employées déjà à Vittoria : soixante millions de réaux sont imposés extraordinairement sur Madrid et les provinces environnantes, dont quinze sur le clergé, vingt sur la ville et vingt-cinq sur les provinces. Les répartitions et le recouvrement dépendent de commissaires royaux et d'autorités locales. L'activité de leurs opérations est malheureusement subordonnée à la faveur ou à la défaveur des circonstances qui agissent sur la classe du peuple, quoique cette classe soit exempte de la contribution.

Le désarmement de Madrid pouvait être fait à fond et sans secousse, si les fonctionnaires civils qui en étaient chargés avaient exécuté les ordres publiés le 29 : ils ont mis à cette opération la mollesse qu'ils avaient montrée après le 2 mai, et ce n'est ni le 1er janvier ni les jours suivants qu'ils eussent essayé de se montrer plus sévères ou de représenter dans leurs arrondissements respectifs le danger de garder des armes chez soi ; rien assurément ne caractérise plus la peur que de n'oser en écarter la cause. L'autorité militaire est obligée, depuis quelques jours, de s'en occuper directement, et elle a, chaque nuit, occasion de voir combien elle a été mal servie.

La Chambre des Alcades avait à prononcer dans les premiers jours de janvier sur les malheureux que le ministre de la police avait fait arrêter. Il résultait des interrogatoires et de la déposition des témoins que les détenus étaient coupables de provocations aux assassinats commis par la foule pendant l'insurrection de Madrid. Leur punition exemplaire était conseillée par la politique, si elle n'avait été commandée par la loi. Ils n'ont été condamnés qu'à une détention temporaire, sous le prétexte faux que le cas n'était pas précisément défini dans le code criminel [1]. Les alarmes du temps sont le véritable motif de cette faiblesse, dont toutes les classes et le peuple lui-même ont eu le bon esprit d'être scandalisés. MM. Romero et Arribas ont hautement blâmé la chambre et opiné pour une revision du procès criminel. Mais de qui doit venir l'ordre ? En attendant la solution de cette dernière question, l'affaire tombe dans l'oubli.

Les alcades de cour formaient la cinquième des chambres du Conseil de Castille ; c'était la chambre criminelle. Ils n'étaient pas proprement conseillers de Castille, mais ils faisaient partie du corps [2]. Lors du décret impérial qui supprima

1. « La Cour des Alcades de Madrid a acquitté, ou seulement condamné à la prison, une trentaine de coquins que Belliard avait fait arrêter ; il faut nommer une commission militaire pour les juger de nouveau, et faire fusiller les coupables. » — Napoléon à Joseph (Valladolid, 16 janvier 1809).

2. Ils étaient au nombre de douze ; leur président était don Adrian Marcos Martinez.

le Conseil, M. de Romero pensait que la chambre criminelle devait être comprise dans la suppression, mais il survint des scrupules. On prétendit que c'était interpréter le décret; qu'il était utile de conserver provisoirement la fraction du Conseil qui était spécialement chargée du criminel, et que, sous les rapports de police, cette conservation n'avait pas une utilité moindre. M. de Romero se borna à faire une exhortation très sérieuse aux alcades pour qu'ils eussent à mériter l'indulgence dont il usait envers eux. Ce sont des magistrats que le peuple écoute et respecte ; ils n'ont rempli l'attente de ce ministre ni sous l'un ni sous l'autre rapport.

M. d'Arribas s'en plaint autant que lui. Il fait tout ce qu'il est possible de faire en matière de police, sans argent et sans moyen de répression à ses ordres. Les alcades de cour sont ses agents ostensibles; tous sont timides, peu habitués à sortir de leurs salles, médiocrement instruits, et quelques-uns sont mal disposés. Ce ministre et le gouverneur de Madrid se sont concertés entre eux. Ils les ont coordonnés avec la municipalité et les alcades de Bario, pour rétablir les patrouilles bourgeoises et un service constant de surveillance; mais, quand bien même la différence des temps n'exigerait pas des combinaisons neuves, qu'attendre d'hommes qui n'auront d'énergie que quand il n'y aura plus lieu d'en montrer ?

Madrid s'est rempli de mendiants et de vagabonds [1]. On y retrouve de mauvais pamphlets en circulation; des pasquinades sont fréquemment placardées, pendant la nuit; des lettres de menaces sont adressées aux hommes qui se prononcent pour le nouveau système.

Il paraît urgent de recourir à une mesure qui a été pratiquée plusieurs fois avec succès dans cette capitale : c'est de faire à l'improviste une levée dans tous les quartiers, et particulièrement dans les bas faubourgs, après avoir recueilli des alcades de Bario la liste des agitateurs de chaque rue. On ferait tra-

1. « J'ai maintenant en prison plus de 200 individus, assassins, vagabonds, déserteurs, voleurs, etc., arrêtés dans Madrid depuis quelques jours. » — Général Belliard au roi Joseph. (11 janvier 1809.)

vailler à la nouvelle forteresse les mendiants et les vagabonds, puisqu'à prix d'argent on ne trouve pas de bras. On livrerait à la justice tous les individus connus pour avoir participé aux crimes commis; on enverrait et on tiendrait enfermés quelque temps dans les dépôts les agitateurs. La masse du peuple sera plus tranquille, quand on en aura retiré ceux qui tourmentent l'opinion, et cette classe, éprouvant enfin la terreur qu'elle imprime aux autres, deviendra inerte à son tour. Ceux des ministres auxquels on ne peut reprocher de manquer de vigueur, MM. d'Urquijo, Romero, Arribas, Cabarrus, sont de cette opinion, avec les personnages qui jugent le mieux de la nature du mal.

Une autre mesure ne semble pas moins nécessaire. Plusieurs conseillers de Castille et de l'Inquisition sont au Retiro; mais leurs relations journalières leur donnent la facilité d'exercer leur ancienne influence sur tous ceux qui croient à leurs oracles. On ne peut dissimuler, de leur côté, que presque tous ceux de leurs collègues qui ont été laissés en liberté ne soient possédés du même esprit et ne répandent continuellement le même venin. Beaucoup de prisonniers espagnols restés à Madrid sur leur parole jouent le même rôle. L'envoi en France de tous ces messieurs aurait le double effet de donner des otages de la conduite de leurs familles et de purger une foule de mauvaises coteries.

I. — *Madrid, 12 janvier 1809* [vol. 678, f° 22]

[Envoi du *Bulletin* du 11 janvier.]

IX. — BULLETIN DE MADRID, 13 janvier 1809 [vol. 678, f° 26]

Le public de Madrid s'était peu occupé de ce qu'était devenue la Junte centrale, depuis son départ d'Aranjuez. Elle avait été secrètement minée pendant sa courte existence par les réflexions jalouses du Conseil de Castille, qui prétendait que, d'après les antiques lois du royaume, aucune Junte de

plus de cinq membres ne pouvait exercer l'autorité souveraine au nom du monarque. Un bruit sourd s'est répandu, il y a plusieurs jours, et vient d'être accrédité. Cinq membres de la Junte sont constitués en Conseil de régence. Ils n'ont point choisi, ajoute-t-on, de résidence fixe, mais ils sont pour le moment à Séville [1]. MM. d'Altamira, de Contamina, de Saavedra et de Sabasona forment ce conseil, avec un cinquième collègue ; on n'est pas d'accord sur le nom de ce dernier, que l'on croit cependant être le marquis de Villel [2]. M. de Florida-Blanca est mort [3].

On assurait hier que ce prétendu Conseil de régence avait arboré, le 23 de décembre, l'étendard de la croisade contre les Français, avait envoyé des émissaires de tous côtés pour ordonner des levées en masse, et que les essaims de moines, dont le midi de l'Espagne est rempli, se formaient en régiments.

Quoi qu'il en soit, il est impossible de dissimuler que la plupart des moines de la capitale semblent faire tout ce qu'il faut pour que S. M. l'Empereur ait lieu de revenir sur le décret qui conserve un tiers de tous les moines d'Espagne. On les voit dans les rues aussi impudents qu'auparavant. On sait qu'ils tiennent dans l'intérieur des familles un langage aussi insurrectionnel. On est fondé à craindre qu'ils ne fassent le même abus de la confession. Il devient vraisemblable que l'expérience prouvera combien cette classe est incorrigible, et que, lorsque les armées françaises marcheront vers le Midi, S. M. l'Empereur aura la conviction du mal qu'elle continue de faire. Par la réduction au tiers, ce seraient les plus

1. Après seize jours de pérégrinations, la Junte (ayant envoyé en avant Saavedra préparer son installation) était arrivée le 17 décembre à Séville.

2. Au milieu du désarroi causé par ses résidences successives, la Junte avait désigné une *Comision activa* pour l'expédition des affaires courantes. Elle comprenait, avec le président Florida Blanca : le vice-présiden comte d'Altamira, le bailli don Antonio Valdès, le comte de Contamina, Jovellanos et don Martin de Garay.

3. Le 28 décembre, à Séville. « On lui fit de pompeuses funérailles, et on lui rendit les honneurs d'Infant de Castille. » TORÉNO, II, livre 6.

jeunes moines qui quitteraient les couvents; les plus âgés, c'est-à-dire les plus opiniâtres, les plus fanatiques, les plus influents, seront des ennemis aussi dangereux que la classe entière. MM. de Romero, Urquijo et Arribas soutiennent que, sous le double point de vue des finances et de la politique, il serait désirable que S. M. l'Empereur saisît l'occasion prochaine de compléter la réforme. Ils prétendent qu'elle est sans inconvénients quelconques, au milieu des grands changements opérés en Espagne, et que les moines, cessant de vivre en communauté, rejetés dans le vague de la société, habillés comme les autres prêtres, perdront à l'instant même toute puissance d'opinion sur le peuple, qui n'est mû que par les formes extérieures.

Différentes circonstances ont contribué, ces jours derniers, à ramener encore un peu plus d'équilibre dans Madrid.

Une grande partie du corps d'armée de M. le maréchal duc de Dantzig a traversé cette capitale, et à la beauté des troupes se joint le bon effet de leur marche vers le Midi [1].

La vigilance avec laquelle l'autorité militaire a fait poursuivre la saisie des armes et cerner dans les faubourgs quelques maisons où étaient rassemblés de mauvais sujets, a procuré l'arrestation d'une centaine d'individus. La meilleure preuve des avantages qui résulteraient d'une levée à fond est dans le changement d'expression que l'on aperçoit déjà sur les figures du bas peuple.

Mais ce qui a opéré surtout une grande diversion dans l'esprit des classes éclairées, sans y réveiller cependant des sentiments d'énergie, c'est la certitude que S. M. l'Empereur

1. « Sire, le maréchal Lefebvre se rend à Avila : il dit avoir agi d'après les ordres du prince de Neuchâtel. » Joseph à Napoléon (3 janvier 1809).

Sur ce mouvement de Lefebvre, les lettres de l'Empereur sont curieuses : « La correspondance du duc de Dantzig est telle que je n'y conçois rien. » (2 janvier 1809.) — « Je désire fort avoir des nouvelles du duc de Dantzig. Je ne conçois rien à l'extravagance de son mouvement, et cela sans ordre. » (4 janvier.) — « Ce maréchal ne fait que des bêtises ; il ne sait pas lire ses instructions. Il est impossible de lui laisser le commandement d'un corps. C'est dommage, parce que c'est un fort brave homme un jour d'affaire. » (9 janvier 1809.)

avait permis que les députations de la capitale allassent lui porter à Valladolid les procès-verbaux de la signature des registres et de la prestation des serments d'obéissance à son auguste frère.

La nomination des députés du corps municipal et des Conseils des Indes, des finances, de la guerre, des ordres, etc., a été une grande affaire. Les ministres s'y sont chaudement employés. Le public, en général, désire ardemment que le Roi reparaisse en souverain dans la capitale, et va redoubler d'impatience. Il n'y a pas eu cependant, il faut l'avouer, une concurrence zélée pour obtenir la préférence des choix, tant la répugnance à se mettre en avant prévaut toujours.

Quelles que soient les réponses de S. M. l'Empereur, elles seront d'une très haute importance.

Il est incontestable qu'il y a nécessité absolue de mettre à flot une machine de gouvernement. Soit au nom de l'Empereur, soit au nom du Roi, il est urgent que le pouvoir ministériel, l'administration et la justice reprennent un cours patent. Si S. M. l'Empereur croyait qu'il n'y a pas encore assez de maturité dans les choses pour remettre les rênes au Roi, il faudrait qu'un provisoire fût établi en son propre nom et que son langage fût de nature à faire cesser l'inertie des classes les plus intéressées à l'ordre public. Si S. M. l'Empereur, au contraire, lève le voile qui couvre encore le Roi, et le rend de suite à la nation espagnole, il semblerait que diverses causes rendent utiles des explications privées.

Le Roi est triste depuis longtemps [1]. Il n'a presque reçu personne que ses ministres, et encore peu régulièrement, depuis le départ de l'Empereur. Est-ce politique? Serait-ce que les insinuations qui de bonne heure ont été faites autour de lui ont eu quelque prise sur son esprit? Plusieurs ministres et la plupart des Français serviteurs du Roi voient mal la question. Ils ne calculent pas que la nécessité où

1. « J'écris à Votre Majesté du lit où je suis retenu par un mal de poitrine. Je n'ai pas de nouvelles de ma femme ni de mes enfants depuis vingt jours. » Joseph à Napoléon (6 janvier 1809).

s'est trouvé l'Empereur de faire la conquête des Espagnes a changé la nature des affaires. Tout ce que ses ordres font prélever et réserver, soit pour les besoins de l'armée, soit pour couvrir une partie des dépenses de son trésor, soit pour subvenir aux justes indemnités dues à ses sujets, leur semble un morcellement des droits ou des propriétés de Sa Majesté Catholique et des ressources de l'Espagne. Ils en parlent souvent avec amertume, même en présence de serviteurs de l'Empereur, et il est aisé d'apercevoir qu'il leur tarde de pouvoir élever des obstacles. Un entendu est infiniment désirable, tant sur cette question que sur le fond du système politique commun.

2. — *Madrid, 14 janvier 1809* [vol. 678, f° 30]

S. M. l'Empereur a fixé son quartier général à Valladolid et paraît devoir y rester un peu de temps [1]. Tous les établissements d'administration y sont appelés; toute la correspondance y passe. C'est un point également commode pour diriger la suite des opérations militaires et suivre les affaires avec Paris et Madrid.

Je joins ici copie de mon rapport d'hier. J'ai su aujourd'hui par plusieurs des ministres que le Roi avait reçu de son auguste frère des dépêches qui ont paru lui faire grand plaisir [2]. Différents ordres que ce prince a donnés depuis indiquent qu'il a lieu de croire qu'au retour des

1. « Mon frère, je suis arrivé hier au soir à Valladolid; les chemins sont horribles. » Napoléon à Joseph (7 janvier 1809).

2. « Puisque vous avez le désir bien naturel d'assister à une expédition, celle où vous devez vous trouver est celle d'Andalousie; mais elle ne peut pas se faire avant vingt jours d'ici. Alors, avec deux bons corps formant une quarantaine de mille hommes, vous surprendrez l'ennemi sur une route inattendue, et vous le soumettrez. Cette opération finira les affaires d'Espagne; je vous en réserve la gloire.... Vous pouvez faire votre entrée [à Madrid] le 14. Allez occuper le palais; laissez-y un appartement pour moi, dans le cas où cela ne vous gênerait pas trop. » Napoléon à Joseph (11 janvier 1809).

députations parties pour Valladolid, il devra reprendre l'exercice patent de son autorité royale et rentrer dans sa capitale avec solennité.

J'espère que Votre Excellence aura reçu successivement les dépêches nos 99 à 107, que j'ai eu l'honneur de lui adresser, du 20 novembre au 30 du mois dernier, et notamment celle sans numéro du 24 de décembre, timbrée *Division des Consulats* [1]. Il ne m'est rien parvenu de vous, Monseigneur, depuis la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 5 de décembre. Je n'ai pas même de gazettes de Paris d'une date plus fraîche que le 22 décembre, ce qui ne laisse pas de me rendre très pénible la tâche d'alimenter les journaux de Madrid.

X. — BULLETIN DE MADRID, 18 janvier 1809 [vol. 678, f° 35]

Quelques-uns des ministres, revenus le 13 au soir du Pardo, ont dit qu'ils avaient trouvé la physionomie du Roi tout à fait changée, et que ce prince avait dû recevoir, la veille ou dans la nuit, des dépêches de S. M. l'Empereur, d'une nature très agréable pour lui. Le dimanche 14, un certain nombre de serviteurs du Roi, avertis à temps que Sa Majesté les verrait au sortir de la messe, se sont présentés et ont été reçus. D'autres ministres ont aussi vu Sa Majesté, le même jour. Les rapports de la veille ont été confirmés. La satisfaction qui régnait sur le visage de Sa Majesté et différentes phrases de sa conversation ont fait conjecturer que, sous peu de jours, elle annoncerait publiquement sa prochaine rentrée dans Madrid.

Il y a eu, le 16, appel de tous les ministres au Pardo, et, quoique rien d'officiel n'ait été répandu, il a été généralement compris que le dénouement désiré leur avait été confié. Il restait à savoir si l'on attendrait que S. M. l'Empereur ait

1. Vol. 677, fol. 343. Relative à la « Commission » chargée par l'Empereur des confiscations des biens des Espagnols mis par lui hors la loi.

expliqué ses intentions aux députations parties jeudi dernier pour Valladolid, et qui auront pu être admises hier. On apprend, ce matin, qu'à la suite de dépêches reçues dans la nuit par le Roi, Sa Majesté a fait appeler et recevra vers midi au Pardo tous les ministres, le corrégidor de Madrid et des députations de la ville et des différents Conseils supérieurs. L'impatience de connaître le résultat de cette audience gagne rapidement de cercle en cercle. Il y a quelque chose d'un peu brusque dans la marche du dénouement, que chacun cherche à expliquer à sa manière.

Voici le moment, quoi qu'il en soit, où la prudence et la pénétration du Roi vont avoir à se développer. En reprenant les rênes de l'État, en s'occupant de mesures pour rétablir solidement l'autorité royale dans toutes celles des provinces où la résistance armée a été détruite et où les forces françaises se porteront ultérieurement, Sa Majesté Catholique ne saurait être trop en garde contre les fausses conceptions de la médiocrité, les insidieuses propositions de la mauvaise foi et les intrigues de l'ambition privée.

Il est évident, du reste, que la haine contre la France est vivement allumée chez les Espagnols, et que la crainte d'un joug français est le principe unique de l'obéissance qui sera portée à Joseph Ier. Entre les concessions que la politique peut engager le Roi à faire aux passions dominantes et le danger de dépasser le but, il y a un milieu habile à tenir. L'intérêt direct le plus éminent de Sa Majesté Catholique est de tendre, sans relâche, à ramener les divergences anciennes et actuelles de l'Espagne vers le système commun du chef et des membres de la nouvelle dynastie. Mais autour du Roi sont plusieurs Français qui se laissent trop atteindre par des notions espagnoles, et dans la composition du ministère espagnol, qui est résultée de circonstances bien différentes de celles que la retraite de Madrid a fait prévaloir, il se trouve quelques hommes dont la conversion est peu à espérer. Il sera difficile que les mesures et les choix ne s'en ressentent, de quelque précaution que le Roi use.

Les réflexions faites au commencement du Bulletin du 11 de ce mois sont, au surplus, justifiées chaque jour par tout ce qui se passe à Madrid.

Les esprits devraient être électrisés à l'approche d'un moment qui donne à la nation espagnole, sinon le roi en faveur duquel le fanatisme a fait prendre les armes, au moins celui qu'elle préfère de beaucoup à la domination dont l'Empereur lui a laissé l'alternative. D'un autre côté, un succès militaire qui aura une haute influence sur les affaires du Midi a été obtenu, le 13, à Uclès, et publié, le 15 au matin, à Madrid. C'est précisément cette armée de l'Infantado, qui a tenu trois semaines la capitale en rumeur, dont les deux meilleures divisions sont détruites [1].

Il y a néanmoins une réaction de nouvelles perfides qui amortit les bons effets qui devaient naître de l'heureux concours des événements.

Dès le 14 au soir, on avait lieu de soupçonner que les fauteurs de l'insurrection cachés à Madrid avaient connaissance de quelque désastre survenu à leur cause, par les bruits fanfarons qu'ils avaient répandus. Le 15 au matin, les rapports français étaient d'avance taxés de mensonges. Il n'était question que d'une armée accourant d'Andalousie, de la certitude d'une guerre entre la France et l'Autriche [2], de la grande porbabilité que les affaires de Turquie allaient brouiller les empereurs Napoléon et Alexandre.

1. Le duc de Bellune s'était mis en marche vers les Espagnols du duc de l'Infantado ; il les atteignit le 13 janvier à Uclès, où le général Vénegas avait réuni sur les hauteurs 15,000 hommes. L'attaque eut lieu sans attendre les réserves qui manquaient des deux côtés ; il y eut un grand carnage dans le couvent transformé en forteresse. Le maréchal Victor prit les drapeaux et les canons de l'ennemi, lui infligeant une perte de plusieurs milliers d'hommes.

« La colonne des prisonniers faits à Uclès est arrivée aujourd'hui à Madrid. Elle se compose de 4 généraux, 17 colonels, 16 lieutenants-colonels, 290 officiers et 5,460 sous-officiers et soldats. » Maréchal Jourdan à Berthier (20 janvier 1809).

2. Napoléon écrivait lui-même à Joseph : « Mon frère, la guerre avec l'Autriche paraît imminente. » (Valladolid, 11 janvier 1809.)

Il faut avoir vu l'obstination avec laquelle les résultats de la journée d'Uclès sont niés, pour se faire une idée de l'avidité avec laquelle nn peuple ignorant adopte toutes les insinuations favorables à ses préventions. Le rapport de cette journée, envoyé à la *Gazette*, ne disait pas que les prisonniers espagnols traverseraient Madrid, le 17. M. d'Urquijo fit ajouter cette annonce à l'impression, pendant la nuit, d'après une version qui était adressée du Pardo par le Roi. (Il avait déjà pris l'habitude, depuis quelques jours, de faire des incursions nocturnes dans la *Gazette*.) Le 17 s'est écoulé. Les prisonniers, qui ne doivent arriver que demain 19, n'ont pas paru, et cette circonstance insignifiante en elle-même suffit pour accroitre à la fois l'incrédulité sur la journée du 13 et la crédulité sur tout ce qui est débité des embarras qu'éprouve S. M. l'Empereur.

C'est très sérieusement que les premiers personnages du gouvernement royal demandent ce qu'il faut penser de l'Autriche et de la Russie. On se dit mystérieusement que des chevaux de poste sont en réquisition sur la route de Valladolid à Bayonne, et que S. M. l'Empereur va partir. On ne décide pas si c'est pour Paris ou pour Saragosse, dont le siège demande à être pressé; mais on craint que ce ne soit pour Paris, et, en rapprochant ces conjectures de l'aspect subit que les choses ont pris au Pardo, on se perd dans un vague indéfini.

Cette situation passagère n'est pas favorable au progrès de l'esprit public. Aussi n'est-il nullement question de former enfin la garde nationale, et aucune de ces patrouilles bourgeoises ordonnées par le Gouverneur, le 15 de ce mois, n'a encore été organisée, tant les hommes publics et les particuliers sont ingénieux à rester toujours dans l'arrière-plan. Ce n'est pas qu'il ne soit possible que, d'un instant à l'autre, l'énergie ne se développe; la nouvelle de la prise de Saragosse y contribuerait. L'action patente de la royauté est susceptible de donner une heureuse impulsion, et les bizarreries de l'opinion anticipent quelquefois sur les calculs de l'observateur politique.

A travers les nuages du moment, on aperçoit cependant que de bons effets positifs ont été obtenus de différentes mesures du gouvernement militaire.

Les arrestations, parmi les hommes du peuple qui ont été surpris avec des armes, ont été assez considérables et ont commencé à purger cette classe des individus les plus dangereux [1]. Il serait fâcheux qu'on n'eût pas le temps de compléter à cet égard le service à rendre au Roi, avant son entrée dans la capitale.

On a, depuis six jours, fait plusieurs punitions exemplaires. Le spectacle de la potence a produit une impression qu'on n'avait pu obtenir de l'infliction des peines militaires. Pour le peuple, un homme fusillé est un martyr, et un homme pendu est un criminel. Il est très remarquable que, depuis cette même époque, il n'y ait plus eu d'assassinats [2].

D'un autre côté, la plupart des membres du Conseil de Castille et de celui de l'Inquisition au-dessous d'un certain âge ont enfin été arrêtés [3]. On s'est assuré également de quelques personnages très agissants. Tous sont partis pour Bayonne ce matin, et la leçon inspire au moins une circonspection évidente. Le Gouverneur a eu besoin d'y mettre de la fer-

1. « Avant-hier j'ai fait cerner une place où se réunissaient tous les joueurs ; 300 personnes furent saisies ; et dans le nombre j'ai trouvé 70 déserteurs, assassins ou échappés des galères. » Belliard à Berthier (10 janvier 1809.) — « J'ai maintenant en prison plus de 200 individus, assassins, vagabonds, déserteurs, voleurs, etc., arrêtés dans Madrid depuis quelques jours.... Ce soir j'ai fait fouiller deux maisons désignées comme repaires de voleurs.... Ce matin on a arrêté trois voleurs qui s'étaient introduits dans la maison d'un Espagnol. On les a pris sur le fait et on a trouvé les domestiques de la maison bâillonnés et les mains liées derrière le dos. » Belliard au roi Joseph (11 janvier 1809).

2. « Il faut faire pendre à Madrid une vingtaine des plus mauvais sujets.... Si on ne débarrasse pas Madrid d'une centaine de ces boute-feux, on n'aura rien de fait. Sur ces cent, faites-en pendre ou fusiller douze ou quinze, et envoyez le reste en France aux galères. » Napoléon à Joseph. (Valladolid, 12 janvier 1809.)

3. Ceux qui avaient plus de soixante-cinq ans restèrent en surveillance chez eux. Dix, détenus au Retiro, partirent sous escorte à Bayonne (dans cinq voitures qui coûtèrent 280 piastres chacune pour le transport). — Général Belliard au roi Joseph.

meté; les mêmes ministres, qui recommandaient le principe, rendaient l'application nulle en se laissant aller chacun d'eux à solliciter quelque exception. C'est ainsi que M. de Romero, un des meilleurs ministres du Roi assurément, regrettant de n'avoir pu obtenir du Gouverneur la grâce d'un médecin auquel il s'intéressait, en avouant que c'est le plus déclamateur des insurgés de salon, travaille à faire demander au Roi le retour de tous par la municipalité de Madrid, le jour de l'entrée de Sa Majesté. La leçon, au surplus, aurait au moins été donnée, et la clémence peut après avoir un mérite particulier, d'autant que M. de Romero propose qu'on disperse et mette en surveillance dans les provinces, avec une pension de retraite, les membres des Conseils supprimés.

Il est assez généralement accrédité qu'un Conseil de régence est en effet établi; on prétend qu'un certain nombre des membres de la ci-devant Junte centrale se sont fondus dans la prétendue Junte suprême de Séville. On croit que M. de Bardaxi y Azara est chargé du portefeuille des affaires étrangères.

Il passe pour constant que M. de Cevallos est envoyé en mission à Londres, accompagné de M. Romañillos, ancien secrétaire de la Junte de Bayonne. Mme d'Ossuna est embarquée avec eux, Mme de Cevallos est partie de Madrid, au commencement de ce mois, pour aller rejoindre son mari; Mme d'Altamira en a fait autant.

Une autre mission a été envoyée à Vienne. Les rapports varient entre M. de Montijo et M. de Saavedra.

On continue à dire que plusieurs membres de la ci-devant Junte centrale ont été arrêtés par ordre de leurs collègues. M. de Tilly est cité, et on ajoute qu'il est déporté à Ceuta; mais d'autres personnes craignent qu'il s'y soit rendu de son propre mouvement, pour quelque projet concerté avec les Anglais.

3. — *Madrid, 19 janvier 1809* [vol. 678, f° 39]

Je mettrai tous mes soins à rassembler les publications ayant caractère officiel, qui sont émanées en Espagne des différentes juntes, et qui, avec ce que Votre Excellence a déjà, formeront en effet une collection qu'il peut être utile de conserver. Je n'y parviendrai qu'avec un peu de temps.

Ce que vous voulez bien m'apprendre, Monseigneur, de la conduite du chargé d'affaires d'Autriche, est confirmé par l'indiscrète publication de la *Gazette de Valence*, dont j'ai fait mention dans mon rapport à S. M. l'Empereur, du 24 de décembre [1]. Je crains beaucoup que l'imprudence de M. Gennotte ne se soit pas bornée à prêter son couvert à M. de Cevallos. Il était lié avec un marquis de Salucci, ancien banquier toscan établi en Espagne, où la reine d'Étrurie [2] lui a fait donner un titre de Castille, homme intrigant et très suspect. Celui-ci est très boutonné, mais cependant n'a pu cacher que, lors de l'approche de l'armée française vers Madrid, M. Gennotte a été accablé d'appréhensions telles sur les reproches qu'il pouvait encourir, qu'il n'a vu d'autre parti à prendre que la fuite.

Je remercie Votre Excellence des détails qu'elle a bien

1. Voici ce qu'écrivait Champagny (26 décembre), vol. 677, fol. 350 : « La conduite du chargé d'affaires d'Autriche, en Espagne, a été bien équivoque. C'est par son intermédiaire et sous son couvert que M. de Cevallos, alors ministre de la justice, faisait parvenir les publications aux ministres d'Espagne dans les différentes cours. »

2. Marie-Louise-Joséphine-Antoinette *de Bourbon*, Infante d'Espagne (1782-1824), fille de Charles IV, mariée à son cousin l'Infant de Parme, pour qui le Premier Consul créa, en Toscane, le royaume d'Etrurie (1801). Reine Régente (1802), elle se vit enlever par l'Empereur ses États (1807). Elle vécut, exilée en France ou prisonnière à Rome, jusqu'en 1814. Duchesse de Lucques (1817-1824).

voulu me donner sur les événements de Constantinople [1]. Le cabinet de Madrid a été bien aise d'être rassuré sur le sort des personnes qui composent la légation espagnole [2]. Quant au paquet que M. le prince Kourakin [3] a désiré que je fisse parvenir à M. de Strogonoff, je ne puis que le renvoyer à Votre Excellence. Ce ministre plénipotentiaire est très certainement embarqué pour Trieste, et j'ai lieu de croire que M. le général Andréossi [4] aura bientôt occasion de vous parler de son passage par Vienne. M. de Strogonoff a saisi en homme d'esprit le moment favorable pour rompre avec la Junte centrale et son ministère ; mais tout ce qui me parvient de lui m'autorise à craindre qu'il ne soit dangereux à Saint-Pétersbourg, pour peu qu'il y aperçoive jour à servir l'Angleterre.

Le bruit du départ de Valladolid de S. M. l'Empereur [5] a pris hier, vers les midi, une telle consistance, que j'ai douté où je devais adresser le rapport que je venais de préparer. J'ai l'honneur de le joindre ici. J'ai reçu ce matin, à deux heures, une lettre de Sa Majesté, qui dai-

1. Dépêche de Champagny, 23 décembre 1808, vol. 677, fol. 342. Il s'agit de la révolte des janissaires contre Mustapha IV et Mustapha Baïractar (14-16 novembre 1808).

2. Le marquis d'Almenara et don José de Enderiz.

3. Alexandre, prince *Kourakin* (1752-1818), feld-maréchal russe, vice-chancelier de l'Empire (1796-1802). Ambassadeur à Vienne. Négocia la paix à Tilsitt. Ambassadeur à Paris (1808-1812).

4. Antoine François *Andréossy* (1761-1828). Officier d'artillerie. Général de brigade (1797). Fit la campagne d'Égypte. Ambassadeur à Londres (1802-1803, à Vienne (180 -1809), à Constantinople (1813-1814). Inspecteur général de l'artillerie. Comte de l'Empire (1809). Pair des Cent-jours. Député de l'Aude (1827-1828).

5. Il eut lieu le 17 janvier ; on sait avec quelles précautions de mystère. L'avant-veille encore Napoléon écrivait à Joseph : « Les circonstances de l'Europe m'obligent d'aller passer vingt jours à Paris. Je serai de retour vers la fin de février. » Il est vrai que quelques heures plus tard, il disait à son frère, dans une autre lettre : « J'ai assez de forces, même sans toucher à mon armée d'Espagne, pour aller à Vienne dans un mois.... Il faut dire partout et bien accréditer dans l'armée l'idée que je dois revenir dans vingt ou vingt-cinq jours. »

gne me donner différentes directions [1]. Veuillez, Monseigneur, mettre à ses pieds l'hommage de mon zèle. Je vais désormais vous faire passer journellement dans la forme habituelle tout ce qui méritera d'être mis sous ses yeux, Je me suis assuré que le directeur de l'estafette recevrait désormais mes dépêches et s'en chargerait sous sa responsabilité.

Le public de Madrid s'occupe de plus en plus de conjectures sur une nouvelle guerre qui ferait diversion aux affaires d'Espagne. Les militaires français y contribuent par leurs commentaires. Comme, en définitif, les hommes qui doivent former le premier noyau du parti du Roi en Espagne sont, pour la plupart, de la classe craintive que j'ai lieu de censurer si souvent, je vois avec peine cette veine fâcheuse dont, au surplus, on pourra sortir en employant patience et adresse.

Les députations et les ministres ne sont revenus hier du Pardo qu'à la nuit. Le Roi a parlé très bien aux premières ; il a promis l'oubli des anciennes faiblesses et a demandé une fidélité courageuse. Elles l'ont promise, et les événements heureux en décideront. Sa Majesté a déclaré qu'elle ferait son entrée demain dans Madrid. Elle a arrangé avec ses ministres qu'elle se rendrait en toute solennité à l'église cathédrale de Saint-Isidore, qu'un *Te Deum* y serait chanté, et qu'elle irait ensuite reprendre possession de son palais. Il a été résolu qu'on ne procéderait point à une nouvelle proclamation, parce que ce serait donner occasion de croire que celle que l'insurrection a faite du prince Ferdinand a eu quelque valeur et à pu invalider celle du 25 de juillet.

Le Roi a fait connaître plusieurs nominations aux

1. Cette lettre ne se trouve pas dans la *Correspondance* de l'Empereur.

grandes charges de la couronne et au service d'honneur autour de sa personne. M. de Masserano est grand maître des cérémonies; M. le duc de Frias, majordome-major; le marquis de Valdecarsana, grand chambellan; M. de Campo-Alange, grand écuyer; M. le duc de Cotadilla, capitaine des gardes, avec M. le général Saligny [1], duc de Saint-Germain, nommé dès Bayonne; M. le marquis de Saint-Adrian est premier maître des cérémonies et M. le général Stroltz, premier écuyer. Tous ces choix sont parfaitement bons et aucun reproche ne pèse sur ceux qui en sont honorés.

Il paraît qu'aujourd'hui on a réfléchi que demain était un vendredi, jour que l'opinion populaire ne regarde comme propice à aucune entreprise. On a réfléchi surtout que les prisonniers faits à Uclès devaient passer par Madrid, et que le public pourrait voir de l'inconvenance dans une cérémonie célébrée presque en même temps. Les ordres du Roi ont différé son entrée jusqu'à dimanche prochain, et on en aura d'autant plus de temps pour préparer à la fois le peuple et les solennités.

A l'égard des prisonniers, il est indispensable, pour vaincre l'incrédulité et obtenir un succès d'opinion à la suite d'un important succès militaire, que le peuple les voie; mais il paraît qu'on renonce à leur faire traverser toute la ville, tant pour éviter quelques inconvénients possibles que pour mettre de la modération dans la victoire. Ils traverseront depuis la porte de Tolède les boulevards de la ville et la promenade du Prado jusqu'au Retiro.

1. Charles *Saligny* (1772-1809). Sous-lieutenant (1791). Général de brigade (1799), de division (1805). Accompagne à Naples Joseph, qui le crée duc de *San Germano* (1806), et le suit aussi en Espagne. Il avait épousé (1805) une nièce de Joseph : Rosine Anthoine, depuis duchesse Decrès.

4. — *Madrid, 20 janvier 1809* [vol. 678, f° 45]

La plus grande partie des prisonniers d'Uclès a passé cette après-midi par Madrid. Le peuple les a vus; il n'y croyait pas encore ce matin. Les anciens bulletins militaires et les rapports publiés sur l'expulsion des Anglais acquièrent plus de probabilité à ses yeux. On avait de bonne heure aujourd'hui fait courir le bruit que S. M. l'Empereur s'était enfui de Valladolid à Bayonne, déguisé en paysan, et ce conte absurde ne paraît plus être accueilli.

On sait, dans les classes plus éclairées, que Sa Majesté Impériale n'est partie que le 17 et a reçu la plupart des députations envoyées de Madrid, sinon toutes [1]; cette circonstance, combinée avec l'annonce de l'entrée du Roi dans sa capitale pour le 22, donne plus de cohérence à l'ensemble des faits et est d'un bon effet.

Néanmoins, les esprits continuent à être préoccupés de l'idée qu'il se passe quelque chose d'extraordinaire sur le continent. Les classes ignorantes supposent, les autres craignent une coalition nouvelle qui distrairait l'Empereur des affaires d'Espagne. Quelques mains malveillantes ont semé la nouvelle de l'arrivée à Séville d'ambassadeurs autrichiens.

1. Elles avaient à leur tête, pour le Conseil d'État et la ville de Madrid, le comte de Montarco; Bernard Yriarte (Conseil des Indes); marquis de las Amarillas (Conseil de la guerre); Juste Salcedo (Conseil de la marine); don Manuel de Valenzuela (Conseil des finances); Manuel Sixto Espinosa (Junte et commerce); don Marcelino de Pereyra (Alcades de Cour). — Napoléon, le 16 janvier, leur fit un discours en « onze » points sur la nécessité de la soumission pour les Espagnols, l'inutilité du secours anglais et la puissance des forces françaises. — Berthier les invita à sa table et protégea leur retour à Madrid par une escorte de trois cents hommes. Voir la *Gazette de Madrid*, 27 janvier 1809.

Le Roi dit que l'Empereur est allé à Saragosse ; ses ministres et serviteurs le répètent. Beaucoup trop de Français font les habiles et citent une foule de particularités en faveur de la version du départ pour Bayonne ; il en résulte du doute, et c'est tout ce qu'il faut pour le moment. Avec l'attention d'être aux aguets et de jeter en avant des correctifs, dès que la vérité sera connue, on traversera heureusement ce pas épineux.

Ce n'est pas une diversion médiocre que l'attente où l'on est de la prochaine entrée du Roi. Les classes inférieures de Madrid vivaient en partie de la cour ; aucune ville n'a plus d'habitants pensionnés ou salariés. Ils espèrent que quelque acompte sur l'arriéré leur sera payé, et il est utile de ne pas les désabuser, quoiqu'il soit évident que le Roi n'aura pas la faculté de verser des bienfaits.

Le comte de Cabarrus et l'amiral Mazarredo insistent constamment sur la haute importance d'une distribution de dix à douze millions de réaux, et prétendent que l'Empereur aurait donné une incalculable facilité à Sa Majesté Catholique en lui avançant cette somme. Sans aucun doute, elle serait avidement reçue, mais elle ne ferait que des neutres, et la force des armes en fait autant.

Dès que Saragosse sera pris et que des corps d'armée marcheront sur Valence, l'Andalousie et le Portugal, il y aura une détente d'opinion qui dispensera des petits moyens. Les yeux se tournent en ce moment sur M. le duc de Bellune, occupé, croit-on, à la poursuite de M. de l'Infantado [1]. Le général O'Farrill ne suppose pas qu'il

1. Après la bataille d'Uclès, le duc de Bellune arriva dans l'après-midi du 15 à Cuença, d'où le duc de l'Infantado était sorti le matin avec ses bagages dans la direction de Valverde. Les dragons de la Tour-Maubourg rejoignirent l'arrière-garde ennemie à Tolosa et lui infligèrent des pertes qui rejetèrent l'Infantado sur Valence.

reste plus d'une dizaine de mille hommes des forces qui s'étaient ralliées autour de ce dernier.

M. de Castaños a échappé à ceux qui voulaient le faire arrêter. Il a couru beaucoup de dangers dans la Manche. Il est actuellement en sûreté en Andalousie, où sa faveur a commencé. Les amis du général prétendent qu'il est trop prudent pour tenter encore de se soustraire à ses liens, mais qu'il saisira sûrement, si elle se présente, l'occasion de mériter sa grâce,

Le Roi paraît impatient d'avoir quelque corps de troupes à lui. Peut-être aurait-il été plus utile aux affaires de Sa Majesté Catholique de vouer ses premiers fonds à la formation d'une gendarmerie, seule propre à rétablir la sûreté des routes et des communications, à maintenir les bourgs et les villages, à poursuivre et détruire les brigands, les contrebandiers et les déserteurs qui réveillent l'esprit d'insurrection là où ils paraissent, pendant que des garnisons françaises auraient occupé les villes capitales des provinces ; M. O'Farrill me disait ce matin qu'il avait opiné personnellement pour ce plan ; le Roi préfère commencer un noyau d'armée.

Il a différé de former le premier cadre du régiment suisse de Reding le jeune, pour ne pas nuire à la mise sur pied du régiment Royal-Étranger. Il s'occupe à en composer trois autres, dont deux Espagnols et un Irlandais [1].

1. C'était sur le conseil même de Napoléon qui écrivait à son frère : « Peut être serait-ce une bonne mesure que de créer quelques régiments espagnols » (7 janvier 1809). — « Vous devriez créer un régiment irlandais » (10 janvier). — Joseph répondait : « J'ai deux colonels espagnols très sûrs et très habiles pour former deux régiments ; mais les soldats manqueront longtemps » (11 janvier 1809).

Ces régiments « Étrangers » furent plus tard commandés par le marquis de Casa Palacio et George Galvan. — M. de Clermont Tonnerre alla former à Ségovie le « Royal Irlandais. » — Voir CAMILLE ROUSSET, *Le marquis de Clermont Tonnerre*, p. 84.

M. de Clermont-Tonnerre [1] est parti pour Ségovie, où le Roi espère qu'il trouvera des Anglais et Irlandais de bonne volonté. Le général O'Farrill est autorisé à faire pratiquer les prisonniers qui viennent d'entrer à Madrid et à parler lui-même, s'il est nécessaire. Il doit faire choix parmi ceux des officiers qui seraient disposés à vouer fidélité au Roi, et il croit qu'il y aurait un grand avantage à les laisser se répandre dans Madrid, où le langage, que leur amour-propre seul les porterait à tenir, influerait favorablement sur l'opinion. Il ferait prendre parmi les soldats tous ceux qui veulent prêter serment à de nouveaux drapeaux ; le reste ira en France.

Cet arrangement est incontestablement susceptible de réussir ; mais il suppose une grande confiance dans la conduite future d'officiers et de soldats qui se sont déjà laissé embaucher précédemment. Il serait plus solide dans deux ou trois mois. Il y a lieu à mettre en question s'il n'eût pas été préférable de faire passer préalablement tous les prisonniers en France. Ils auraient pu y prêter plus généralement leur serment et y être reformés en différents corps. On assure que ceux qui y sont témoignent le désir de servir le Roi. Les deux mesures, au surplus, peuvent marcher de front.

1. Aimé-Marie Gaspard, marquis, puis (1842) duc *de Clermont Tonnerre* (1779-1865). Officier d'artillerie ; colonel et aide de camp de Joseph Bonaparte à Naples, puis à Madrid ; général de brigade (1814) ; pair de France (1815) ; ministre de la marine (1822-1824) ; ministre de la guerre (1824-1827).

TABLE NOMINATIVE[1]

A

Aballe (Antonio), 319.
Acton, 270.
Acuña (don Pedro de), 273.
Agand, 101, 103.
Aguila (comte del), 57.
Aguirre (Manuel), 281.
Albe (duc d'), 47.
Alcañicès (marquis d'), 281.
Alexandre, empereur de Russie, 202, 304, 313, 385, 433.
Almenara. *Voir :* Hervas.
Alonzo, 221.
Altamira (duc d'), comte d'Astorga, 93, 111, 190, 242, 280, 281, 314, 387, 394, 427.
Altamira (Mme d'), 436.
Amarillas (marquis de las), 124, 138, 190, 360, 441.
Amoroso, 278, 283.
Andreossy (general), 438.
Anduaga (d'), 261, 309, 367, 369.
Angoulême (duc d'), 107.
Angulo, 190, 233, 293.
Antholne (Rosine), 440.
Arce (José de), 54.
Arguëlles (dona Maria), 392.
Arribas (don Pablo de), 107, 144, 184, 190, 191, 220, 227, 240, 242, 243, 255, 264, 265, 271, 283, 288, 291, 292, 302, 308, 315, 316, 320, 358, 398, 407, 408, 414, 418, 424, 425, 426, 428.
Arteche (général Gomez de), 282, 368.
Asturies (prince des). *Voir :* Ferdinand VII.
Augereau (maréchal), 244.
Aumale (duc d'), 269.
Autriche (Marie-Antoinette d'), 270.
Autriche (Marie-Caroline d'), 269, 270.
Autriche (Marie-Clémentine d'), 269.
Autriche (Marie-Thérèse d'), 270.
Azanza, duc de Santa-Fé, 12, 24, 25, 26, 32, 35, 38, 39, 79, 94, 97, 100, 103, 106, 107, 108, 129, 130, 136, 141, 145, 147, 159, 161, 162, 163, 169, 183, 200, 211, 245, 246, 256, 260, 261, 270, 377, 398.
Azara (d'), 206.

B

Baguenault, 192, 229, 331, 333.
Bailly de Monthion (général), 248, 299, 301, 307, 308, 318.
Ballesta (général), 139.
Bardaxy y Azara, 56, 62, 436.
Beauharnais (Alexandre de), 259.
Beauharnais (François de), 3, 221, 259.
Beauharnais (Joséphine de), 259.
Belliard (général), 49, 63, 66, 68, 69, 71, 72, 73, 75, 76, 84, 85, 91, 111, 120, 123, 132, 157, 198, 205, 283, 387, 390, 398, 416, 418, 424, 425, 435.
Bellocq (Gabriel), 4.
Bellocq (Louis), 4.
Bellocq (Pierre), 3, 175, 197.
Belveder (comte de), 368.
Bendaña (marquis de), 353, 366.
Benting (William), 313.

1. Les noms de l'empereur Napoléon et du roi Joseph sont trop souvent cités dans ce volume pour être mentionnés dans cette Table.

Berry (duchesse de), 269.
Berthier, prince de Neuchâtel, 130, 248, 308, 387, 392, 401, 409, 416, 428, 433, 435, 441.
Bessières (maréchal), 70, 87, 97, 114, 149, 163, 167, 168, 173, 177, 194, 199, 204, 205, 208, 209, 210, 222, 278, 295, 307, 310, 318, 322, 368.
Betschart, 310.
Beurnonville (maréchal Riel de), 81, 255.
Bigarré (général), 366.
Blake (Joachim), 139, 162, 173, 199, 210, 219, 230, 234, 243, 247, 249, 252, 273, 286, 294, 299, 301, 307, 311, 317, 318, 340, 345, 351, 361, 364, 372.
Bonaparte (Caroline), 73.
Bonaparte (Louis), 161, 348.
Bonnet, 204.
Bourbon (don Antonio de), 5, 7, 12, 32, 59.
Bourbon (don Carlos de), 5, 12.
Bourbon (dona Carlotta Joaquina de), reine de Portugal, 288.
Bourbon (dona Isabelle de), 4, 82.
Bourbon (Léopold de), prince de Salerne, 269, 270, 271.
Bourbon (Louis de), 250.
Bourbon (Louis-Marie, cardinal de), 250, 282, 319
Bourbon (Marie-Amélie de), reine des Français, 269
Bourbon (Marie-Louise de), 287.
Bourbon (Marie-Louise-Joséphine de), reine d'Etrurie, 12, 437.
Bourke (comte de), 196, 198, 204, 216, 224, 348, 367, 369.
Bragance (Jean VI de), roi de Portugal, 18, 288.
Bragance (dona Maria da Gloria de), 19.
Bragance (dom Miguel de), 9, 288.
Bragance (dom Pedro de), 18.

C

Caamaño (José de), 309.
Caballero (marquis de), 24, 34, 35, 56, 100, 144, 173, 206, 207, 315.
Cabarrus (comte de), 13, 39, 52, 128, 146, 165, 173, 179, 183, 190, 193, 211, 212, 215, 216, 218, 220, 235, 236, 237, 240, 245, 246, 249, 252, 254, 255, 256, 262, 264, 266, 267, 270, 285, 287, 289, 291, 292, 293, 302, 309, 315, 323, 324, 331, 332, 333, 334, 343, 354, 358, 365, 366, 367, 371, 376, 392, 398, 423, 426, 442.
Calonne (de), 239.
Calvo de Rosas, 311, 383.
Camarasa (marquis de), 280.
Campo-Alange (don Manuel de Negrette, comte de), 189, 190, 195, 205, 220, 224, 240, 243, 244, 257, 261, 263, 275, 284, 289, 296, 301, 309, 316, 329, 330, 334, 335, 336, 347, 348, 366, 369, 378, 385, 440.
Campo-Alange (don Francisco-Xavier de Negrette, comte de), duc de Cotadilla, 189, 257, 261, 275, 284, 285, 313, 366, 440.
Campomanès (comte de), 55.
Campomanès (M. de), 55.
Canclaux, 101.
Canning, 341.
Caraffa (général), 139, 354.
Casa Calvo (marquis de), 354.
Casa Palacio (marquis de), 443.
Casa Valencia (comte de) 206.
Castaños (comte de), 82, 87, 95, 99, 109, 124, 126, 138, 152, 155, 176, 199, 204, 209, 219, 220, 227, 228, 229, 230, 234, 241, 248, 252, 272, 273, 276, 277, 279, 281, 282, 283, 285, 286, 287, 288, 301, 305, 311, 312, 313, 317, 318, 320, 325, 338, 343, 345, 346, 351, 372, 374, 375, 378, 443.
Castelar (marquis de), 343.
Castel-Franco (prince de), 59, 387.
Castillo, 33.
Caulaincourt (général comte de), 150, 154, 167, 191, 192.
Caulaincourt, duc de Vicence, 192.
Cervellon (comte de), 240, 246.
Cevallos (don Miguel de), 57.
Cevallos (don Pedro de), 33, 56, 144, 159, 168, 175, 184, 195, 197, 198, 205, 221, 225, 244, 280, 289, 309, 319, 320, 343, 349, 382, 384, 387, 406, 436, 437.
Cevallos (Mme de), 436.
Chabot, 353.
Chabran (général), 140, 353.
Champagny, duc de Cadore, 2, 27, 28, 32, 112, 146, 202, 222, 288, 342, 343, 352, 382, 437, 438.
Championnet, 269.
Chaptal, 2.
Charles III, roi d'Espagne, 34, 45, 55, 128, 269, 287, 380.
Charles IV, roi d'Espagne, 4, 5, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 17, 19, 23, 24, 27, 29, 34, 36, 40, 42, 43, 47, 52, 60, 62, 94, 95, 112, 129, 137, 184, 189, 206,

221, 244, 250, 273, 288, 289, 324, 332, 338, 377, 389, 393, 437.
Chinchon (comtesse de), 281.
Chlopiski, 127.
Cifuentès (Pedro de), 103, 112, 129, 141.
Clermont-Tonnerre (Gaspard, duc de), 443, 444.
Colbert (général de), 408.
Collado (de), 55.
Company (Joachim), 54.
Contamina (comte de), 427.
Cornel (don Antonio), 343.
Cotadilla. *Voir :* Campo-Alange.
Cotton (amiral), 405.
Coupigny (de), 340.
Cuesta. *Voir :* La Cuesta.

D

Dalrymple (Hew), 199, 276.
Decrès (duchesse), 440.
Delaborde (général), 199.
Denniée, 120, 218.
Dérieux, 395.
Desjobert, 197, 259.
Dillon, 196.
Doyle, 273, 280.
Ducos (Nicolas), 115.
Ducos (Roger), 115.
Duhesme (général), 140, 406.
Dupont (général), 60, 64, 71, 74, 78, 82, 87, 99, 109, 123, 124, 125, 126, 127, 138, 146, 151, 152, 167, 176, 189, 194, 196, 201, 205, 216, 229, 234, 265, 276, 305.
Duran y Barazabal, 89, 206, 207.
Duroc, duc de Frioul, 10, 377.

E

Echavarri (don Pedro de), 58, 60, 123, 124, 126.
Echeverria, 354.
Eguia (de), 356.
Erving, 203, 320, 384, 405, 406.
Escaño (Antonio de), 343.
Escoiquitz, 10.
Espartero, 82.
Espinosa (Sixto), 25, 26, 79, 441.
Etrurie (reine d'). *Voir :* Marie-Louise de Bourbon.
Eugénie, impératrice des Français, 324.
Exelmans (maréchal), 98.
Ezpeleta de Veyre (comte de), 87.

F

Fabre, 301.
Falcon (Ramon), 191.
Ferdinand IV, roi de Naples, 269, 270.
Ferdinand VII, roi d'Espagne (prince des Asturies), 4, 5, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 17, 23, 25, 27, 29, 34, 36, 37, 42, 44, 47, 48, 58, 59, 81, 95, 107, 112, 118, 156, 159, 168, 181, 228, 232, 242, 270, 278, 280, 285, 306, 310, 324, 325, 337, 339, 342, 356, 357, 364, 374, 375, 406, 439.
Fernan-Nuñez (don Carlos, 16e comte de), 168, 184, 280, 314, 340, 346, 387.
Fiévée, 214.
Filangieri (Antonio), 57.
Florida Blanca (Moniño, comte de), 34, 109, 199, 250, 251, 273, 282, 287, 288, 305, 306, 314, 315, 318, 319, 322, 325, 337, 346, 364, 365, 368, 375, 383, 389, 427.
Fouché, 332, 404.
François Ier, empereur d'Autriche, 287.
Freire (don Bernardin), 228.
Frère (général), 60, 63, 99, 150, 167.
Fréville (Villot de), 7, 26, 42, 49, 57, 79, 91, 106, 120, 125, 137, 166, 170, 174, 195, 206, 221, 261.
Frias (don Diego Fernandez 13e duc de), 184, 189, 226, 244, 256, 257, 258, 261, 263, 275, 284, 335, 336, 347, 348, 440.
Fuentès (don Armando Pignatelli, 18e comte de), 245.

G

Gallardo (Fernandez), 79.
Galvan (George), 443.
Garay (don Martin de), 319, 427.
Garcia de Léon, 190.
Gazoso, 80.
Gennotte, 203, 204, 384, 405, 406, 437.
George III, roi d'Angleterre, 77, 294.
Gimonde (comte de), 319.
Girardin (Stanislas de), 195, 353.
Godoy (Louis), 301.
Godoy (Manuel), prince de la Paix, 4, 10, 24, 25, 33, 34, 81, 95, 112, 122, 128, 172, 207, 213, 233, 249, 250, 273, 289, 301, 332, 343, 346, 387.
Gonzalez-Cortès, 298.

Gouvion-Saint-Cyr (général de), 210, 249, 353.
Graham, 313.
Grandjean (général), 207.
Gravina (duc de), 384.
Gravina (cardinal Pierre de), 384, 406.
Grouchy (général de), 55, 91, 120.
Guitard, 221.

H

Habsbourg-Lorraine (archiduc Charles de), 287.
Henry, 32.
Hermida, 343.
Hervas, marquis d'Almenara, 377.
Hijar (duc de), 386.
Hope, 333.

I

Ibarra (Joseph de), 191.
Infantado (don Pedro de Toledo, 13e duc de l'), 107, 168, 184, 228, 234, 241, 281, 282, 306, 311, 314, 338, 343, 346, 365, 380, 384, 386, 417, 420, 421, 422, 433, 442.
Izquierdo (don Eugenio), 332.

J

Jaruco (Mercedès), 223.
Jean VI, roi de Portugal. *Voir :* Bragance.
Joachim Napoléon. *Voir :* Murat.
Jourdan (maréchal), 224, 306, 416, 433.
Jovellanos (don Melchior), 128, 220, 250, 273, 314, 319, 320, 383, 427.
Junot, duc d'Abrantès, 139, 151, 199, 220, 228, 242, 245, 249, 274, 298, 305, 313, 331, 351.

K

Kourakin (prince), 438.

L

Laborde (Alexandre de), 383.
Labrador (marquis de), 4.
La Conquista (comte de), 47, 252.
La Cuesta (don Antonio de), 190.
La Cuesta (don Gregorio de), 64, 114, 115, 127, 128, 139, 146, 148, 149, 152, 155, 162, 163, 168, 172, 173, 176, 230, 234, 247, 249, 252, 273, 281, 286, 287, 311, 338, 339, 343, 346, 349, 356.
Lagorsse, 403.
Lagrange (général marquis Le Lièvre de), 302,
Llamas (de), 240, 241, 272, 277, 286, 311.
Lannes (maréchal), 60, 351, 373, 374, 377, 378.
Lapeña (don Manuel de), 276, 277, 311, 351, 374, 392.
Lapisse (général), 408.
La Quadra, 225.
Lardizabal (de), 190.
La Romana (don Pedro Caro, marquis de), 199, 290, 294, 299, 321, 345, 351, 410.
Lasalle (général), 64, 173, 368.
La Torre (comte de), 57.
La Tour-Maubourg (général), 421, 442.
Lavalette (Mme de), 259.
La Vega (don Andrès), 88.
Lauberdière (général), 416.
Lecchi (général), 353.
Lefebvre, duc de Dantzig, 199, 210, 334, 340, 344, 351, 352, 356, 376, 377, 388, 421, 428.
Lefebvre-Desnouëttes (général), 108, 121, 155, 169, 205.
Lemos (don Gil de), 34, 36, 37, 55, 401.
Léopold II, empereur d'Allemagne, 287.
Lepic (général), 263.
Le Roy, 48, 101, 303, 305.
Liger-Belair, 78.
Liniers (comte de), 358.
Liniers (Jacques de), comte de Buenos-Ayres, 358, 359.
Llorente, 93, 190, 262, 334, 411.
Lomas (don Antonio de), 57.
Louis XVI, 168.
Louis XVIII, 49, 81, 98, 124.
Louis-Philippe, 49, 269, 377.
Lugo (de), 190.

M

Marchand, 408.
Marescot (général de), 124, 138.
Maret, duc de Bassano, 410.
Marquina-Galindo, 122, 207.
Martin (amiral), 415.
Martinez (Adrian Marcos), 424.

Martinez de Bustos, 262.
Martinez de Villela, 190, 221.
Masséna (maréchal), 115, 269.
Masserano (Fieschi, prince de), 244, 257, 261, 275, 284, 330, 335, 347, 440.
Matarosa. *Voir :* Toréno.
Maurice Mathieu (général), 207, 378, 408.
Mazzaredo (don José de), 56, 62, 70, 72, 73, 75, 76, 82, 86, 100, 104, 108, 144, 173, 179, 183, 185, 195, 207, 211, 218, 223, 224, 240, 245, 256, 268, 298, 301, 356, 363, 365, 398, 442.
Medina Celi (don Luis de Cordoba, 14e duc de), 306, 314, 386.
Menendez (Mgr Raphaël), 265, 387.
Merle (général), 98, 115, 173, 204.
Merlin (général), 223, 300, 307, 318, 344.
Merlin de Thionville, 223.
Metternich (prince de), 202, 204, 246, 288.
Miot de Melito, 239.
Mollien, 12.
Mon (don Arias), 59, 266, 282, 392.
Monaco (de), 110.
Moncey (maréchal), 60, 78, 82, 85, 87, 98, 109, 114, 127, 133, 139, 140-142, 146, 150, 154, 160, 167, 199, 200, 207, 247, 264, 286, 293, 295, 307, 308, 310, 317, 344, 349, 351, 353, 374, 378.
Montarco (comte de), 59, 441.
Montehermoso (marquis de), 353.
Montehermoso (marquise de), 353.
Montijo (comte de), 286, 328, 374, 436
Moore (sir John), 199, 273, 351, 352, 383, 410.
Mora y Lomas (don Pedro de), 403.
Moreau, 60.
Mori (don Carlos), 244, 245.
Morla (don Thomas de), 81, 109, 126, 303.
Morlot (général), 207, 374.
Moscoso y Peralta (Mgr Juan), 74.
Mouchard (Fanny), 269.
Mouton (général), 173, 204, 351, 368.
Murat (Joachim), grand-duc de Berg, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 16, 17, 20, 23, 25, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 37, 38, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 49, 52, 55, 56, 59, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 72, 73, 74, 75, 76, 78, 79, 83, 91, 92, 93, 98, 102, 104, 105, 106, 110, 111, 116, 118, 119, 121, 125, 130, 131, 134, 152, 165, 193, 206, 226, 248, 269, 369, 380.
Musnier, 207, 374.
Musquiz (marquis de), 190.
Musquiz (Mgr Raphaël de), 273.
Mustapha IV, 438.
Mustapha Baraïctar, 438.

N

Navarro-Sangran, 354.
Negrette et Negretti. *Voir :* Campo-Alange.
Neuchâtel. *Voir :* Berthier.
Ney (maréchal), 199, 307, 310, 318, 322, 344, 349, 351, 353, 378, 410.
Noriega de Bada, 25, 26, 172, 249.

O

Oldenbourg (Frédéric VI d'), 289.
O'Farrill (don Gonzalo), 37, 44, 51, 52, 68, 69, 72, 76, 80, 82, 85, 87, 98, 100, 108, 109, 124, 125, 127, 132, 136, 138, 141, 144, 147, 148, 149, 158, 159, 160, 162, 169, 171, 172, 174, 179, 183, 184, 185, 206, 211, 218, 223, 240, 249, 256, 257, 260, 264, 267, 272, 273, 274, 275, 282, 285, 287, 295, 296, 315, 323, 331, 363, 365, 379, 423, 442, 443, 444.
O'Farrill (Mme), 38.
O'Neill (don Juan), 277, 286, 374.
Orléans. *Voir :* Louis-Philippe.
Ossuna (don Pedro Telles Giron, 11e duc d'), 107, 386.
Ossuna (Mme d'), 436.
Ouvrard, 332.

P

Palafox y Melci (don Francisco), 127, 155.
Palafox y Melci (don José), 52, 127, 132, 133, 149, 155, 242, 243, 244, 245, 247, 252, 276, 277, 286, 311, 317, 345, 351, 362, 374.
Pardo de Figueroa, 261, 330, 377, 385.
Parme (Marie-Louise de), reine d'Espagne, 129, 279, 288.
Parme (Infant de), 437.
Pasada, 190
Perez de Castro (Évariste), 59.
Pereyra (Marcelino de), 221, 441.
Persch, 203.
Philippe II, 386.
Philippe V, 31, 73, 174, 176.
Pie VII, 262.

Pignatelli de Egmont. *Voir :* Fuentès.
Pinot, 353.
Piñuela (don Sébastien), 34, 35, 51, 69, 122, 144, 158, 163, 169, 179, 197, 255.
Portago (marquis de), 301.
Preux (de), 310.
Prusse (prince Guillaume de), 304.

Q

Quesnel (général), 139.
Quevedo (Mgr de), 266.

R

Ranz-Romanillas, 190.
Reding (Théodore), 249, 260, 276, 310, 340, 443.
René (général), 124, 139.
Rocca, 374.
Rœderer, 297.
Rohan-Chabot (Charlotte de), 168.
Romain, 382.
Romañillos, 436
Romanzoff, 202, 365.
Romero (don Manuel), 190, 255, 264, 292, 329, 334, 371, 407, 413, 419, 424, 425, 426, 428, 436.
Rosilly (amiral de), 81, 138.
Rousseau (Jean-Jacques), 195;
Ruffin (général), 416, 421.
Ruiz de Apodaca, 249.

S

Saavedra (don Francisco de), 250, 251, 266, 273, 314, 319, 339, 343, 363, 427, 436.
Sabasona (de), 427.
Saint-Adrian (marquis de), 440.
Saint March et san March, 286, 374.
Saint-Mars, 377.
Saint-Simon (Claude-Anne, marquis de Montbléru, duc de), 339.
Salcedo (Juste), 441.
Saligny, duc de San Germano, 440.
Salm Salm (princesse Marie de), 107.
Salucci (marquis de), 437.
San Roman (comte de), 336.
Santa Cruz (duc de), 386.
Savary (général), 30, 91, 92, 114, 117, 118, 120, 121, 125, 130, 131, 134, 138, 148, 151, 157, 160, 161, 167, 173, 177, 196, 200, 276.
Sebastiani (général Horace), 376.
Serrières, 382.
Sierra (de), 194.
Silva (don Pedro de), 304, 338.
Siniavin (amiral), 405.
Solano (Francisco), marquis de la Solana y del Socorro, 60, 71, 81, 87, 124, 125, 152, 153, 272.
Soler (Cayetano), 25.
Someruelos (marquis de), 278, 363.
Sotelo, 361.
Souham (général), 353.
Soult (maréchal), 210, 351, 352, 368, 408.
Souza-Contiño (comte de), 358.
Stadion (de), 225.
Stala (Pedro), 263.
Strogonoff (comte), 41, 98, 161, 196, 198, 202, 203, 224, 246, 274, 290, 298, 313, 316, 330, 364, 365, 384, 385, 405, 406, 438.
Stroltz (général), 440.
Suchet (général), 210.
Suffren (Bailly de), 81.

T

Talleyrand, prince de Bénévent, 2, 221.
Tallien (Mme), 13.
Thiers, 376.
Tilli (comte de), 319, 383, 436.
Toréno (comte de), 88.
Torrès (de), 221.
Trastamara (comte de), 190, 314.
Trasvina, 280.
Traxea (de), 247.
Traxler, 310.
Truxilo (Raphaël), 57.

U

Urquijo (chevalier d'), 143, 144, 157, 158, 159, 163, 169, 173, 200, 207, 211, 245, 246, 250, 256, 267, 330, 334, 389, 426, 428, 434.

V

Valdecarsana (marquis de), 440.
Valdès (don Antonio de), 427.
Valenzuela (Manuel de), 441.
Vallabriga (Marie de), 250.
Varsage (baron de), 155.

Vedel (général), 99, 127.
Venégas (général), 433.
Vera y Delgado (don Juan de), 319.
Verdier (général), 90, 244, 245.
Verhuëll (amiral), 86.
Verhuëll (commandeur), 86, 160, 196, 198, 204, 216, 224, 309, 348, 367.
Victor, duc de Bellune, 114, 351, 356, 372, 421, 433, 442.]
Vidart, 339.
Viguri, 233.
Villars (de Ladran, marquis de), 405.
Villel (marquis de), 427.
Vivès (don Juan de), 317.

W

Wathier, 207.
Wellesley. *Voir :* Wellington.
Wellington, 82, 227, 228, 274, 298.
Whittingham, 276, 280, 313.
Wimpffen, 310.

Y

Yoldi (comte de), 289.
Yorck (duc d'), 294.
Yriarte (Bernardo), 441.

Z

Zayas (José de), 59.
Zea, 221, 222.
Zuylen de Nyewelt, 224, 348, 367.
Zwithen (baron de), 224.

ERRATA

Page 56, note, ligne 1, *au lieu de :* 1744-1814, *lire :* 1812.
— 202, note, ligne 2, *au lieu de :* Romanoff, *lire :* Romanzoff.
— 261, ligne 22, *au lieu de :* Andreaga, *lire :* Anduaga.
— 299, note, ligne 1, *au lieu de :* Blacke, *lire :* Blake.
— 339, note, ligne 1, *au lieu de :* de Montbléru, *lire :* marquis de Montbléru.

TABLE DES MATIÈRES

NOTICE SUR LE COMTE DE LA FOREST VI

PRÉFACE. XLIII

CORRESPONDANCE DU COMTE DE LA FOREST

I. — LA NOMINATION DU ROI JOSEPH

Avril et mai 1808. — Situation de l'Espagne à l'arrivée de M. de La Forest : Murat, « Lieutenant de l'Empereur, » est installé à Madrid, à la tête des armées françaises qui depuis trois mois pénètrent silencieusement dans la péninsule. — Charles IV, Marie-Louise et leur favori le prince de la Paix sont réfugiés à Bayonne, où Ferdinand, prince des Asturies, vient les rejoindre, attiré après eux par Savary.

Au départ des derniers princes de Bourbon, rébellion patriotique du peuple de Madrid; émeute du 2 mai réprimée par Murat.

A Bayonne, Napoléon profite de l'événement pour exiger et obtenir l'abdication successive de Charles IV et de son fils. — Le Conseil de Castille oppose des lenteurs à la reconnaissance de ces actes dans lesquels Murat, au contraire, voit l'espérance prochaine et personnelle de la couronne.

A ces nouvelles, soulèvement spontané et général des provinces espagnoles ; résistance souillée par des excès à Carthagène, Oviédo, Valence, Murcie, Malaga, Séville, Cadix, où l'escadre française de l'amiral Rosilly, bloquée dans le port par la flotte anglaise, est forcée de se rendre à la merci des insurgés espagnols.

Juin. — Premier siège de Saragosse qui oppose une résistance énergique au général Verdier. — Moncey marche sur la ville de Valence. — Dupont pénètre en Andalousie ; victorieux à Alcolea, il entre de vive force dans Cordoue. — A Madrid, où Murat est malade, Savary arrive pour le remplacer et mène une conduite outrecuidante. — Une « Junte » d'une

centaine d'Espagnols, réunie à Bayonne, adopte pour leur pays une Constitution calquée sur la Constitution française et offre la couronne à Joseph Bonaparte, que Napoléon rappelle de Naples et autorise à accepter.

Juillet. — Le nouveau roi pénètre en Espagne. Ses « sujets » révoltés lui barrent la route que le maréchal Bessières lui ouvre par la victoire de Medina del Rio Seco. — Les Anglais, dont le concours a été accepté par les Juntes espagnoles, débarquent en Portugal contre Junot. — Joseph entre à Madrid au milieu de l'indifférence universelle. Il installe son gouvernement.

Le maréchal Moncey échoue devant Valence et se replie sur la Castille. — Dupont, ne recevant pas de renforts et entouré de forces considérables aux ordres de Castaños, se retire vers la Sierra où il est acculé et enveloppé au défilé de Baylen. — Sa capitulation découvre Madrid, d'où Joseph est obligé de se retirer précipitamment.

M. de La Forest travaille activement avec Murat; entretient des relations difficiles avec Savary dont il signale les exigences; donne à l'Empereur des renseignements très optimistes sur le soulèvement des Espagnols et presse l'arrivée de Joseph. Il envoie des rapports sur l'administration du royaume, s'efforce d'organiser des ressources financières et poursuit la recherche des diamants de la couronne d'Espagne. — Il suit le roi Joseph dans sa fuite hors de Madrid I

II. — La retraite du roi Joseph

Août 1808. — Joseph quitte Madrid et se fixe à Vittoria.

L'armée française se replie sur la rive gauche de l'Èbre et s'y fortifie.

Soulèvement général des Espagnols, hésitations de leurs généraux à marcher en avant après leur entrée triomphale à Madrid.

Le siège de Saragosse est levé (14 août).

Débarqués en Portugal, les Anglais repoussent la division affaiblie du général Delaborde à Rorisa (17 août). Junot les attaque à son tour à Vimeiro, mais sans succès (21 août); en présence de nouveaux renforts anglais, il signe (30 août) la capitulation de Cintra, par laquelle ses troupes sont embarquées et ramenées à Rochefort.

Septembre. — Blake et Castaños se rapprochent de l'Èbre. — Plan des Espagnols pour envelopper l'armée française et lui couper la retraite des Pyrénées; mouvements incertains de leurs généraux. — Bilbao est occupé, perdu et repris par Blake.

Les troupes du marquis de la Romana, cantonnées loin de l'Espagne, en Danemark, se révoltent, s'échappent, sont recueillies sur des vaisseaux anglais et, ramenées par eux, débarquent à Santander.

Réunion au palais d'Aranjuez d'une Junte centrale d'Espagne, présidée par Florida Blanca; elle assume le gouvernement absolu et la direction suprême de la résistance.

L'armée anglaise, où sir John Moore a remplacé dans le commandement sir Hew Dalrymple, organise une expédition de secours en Espagne.

Octobre. — Les maréchaux Lefebvre, Ney, Moncey, Bessières manœuvrent contre Castaños pour dégager leurs positions sur l'Èbre, des Pyrénées à la mer.

Napoléon dirige sur la péninsule trois corps de la grande armée, 30,000 conscrits, levés par sénatus-consulte, et 40,000 hommes des contingents étrangers. Après un traité d'alliance avec la Prusse, et au lendemain de l'entrevue d'Erfurt (28 septembre-13 octobre) où il a obtenu de l'empereur de Russie la promesse de sa neutralité armée, Napoléon se prépare à venir prendre en personne la direction des affaires et des troupes.

La Forest, qui a suivi le roi Joseph, regarde la marche des événements à Vittoria (août) et à Burgos (septembre-octobre) à côté des ministres alarmés et impuissants, au milieu des nouvelles les moins rassurantes et les plus obscures, dans l'embarras financier et l'agitation militaire. Il fournit les détails qu'il peut recueillir et attend de l'arrivée de l'Empereur la solution de toutes les difficultés 199

III. — Napoléon en Espagne

Novembre 1808. — Napoléon, arrivé le 3 à Bayonne, couche à Tolosa le 4 et rejoint le roi Joseph le 5 à Vittoria. — Il prend aussitôt contact avec l'ennemi, voulant couper ses lignes en deux, et rejeter l'un au nord et l'autre au sud, Blake et Castaños.

Il lance donc en avant le maréchal Soult (2e corps), dont la division Mouton enfonce les Espagnols devant Burgos (10). — A droite, il envoie le maréchal Victor (1er corps) contre Blake (armée de Galice) qui, malgré le renfort de la Romana (division du Nord), est culbuté à Espinosa de los Monteros (11) et poursuivi vers la province de Léon par Victor et le maréchal Lefebvre (4e corps). — A gauche, il dirige le maréchal Lannes (3e corps) sur Castaños (armée du Centre), soutenu de Lapeña (4e division d'Andalousie) et de Palafox (armée d'Aragon); ceux-ci sont refoulés à Tudèle (23). — Palafox se réfugie à Saragosse, où Moncey (avec le 3e corps) va l'assiéger. — Castaños se replie en désordre, mais sans être inquiété par Ney (6e corps) immobile à Soria.

Restent les Anglais (sir John Moore) vainqueurs de Junot en Portugal, qui, par Ciudad Rodrigo, ont pénétré en Espagne. — L'Empereur marche sur Madrid pour y arriver avant eux. Il s'ouvre brillamment passage à Sommo Sierra (30).

Décembre. — La route libre, l'armée française descend sur Madrid, où règne le plus grand tumulte patriotique. La ville est bloquée et reçoit la sommation de l'Empereur (2); on l'attaque (3); la Junte militaire ouvre les portes (4).

Sans entrer dans la capitale de son frère, Napoléon, installé à Chamartin, signe (4) de nombreux décrets politiques supprimant les couvents, l'Inquisition, les commanderies, les droits féodaux, les douanes provinciales, le Conseil de Castille (dont les membres sont arrêtés); — il publie une menaçante proclamation aux Espagnols (7); — visite, au milieu de l'indifférence hostile de la population, le Palais royal (9); — pro-

nonce la confiscation des biens de plusieurs membres de la Grandesse (12); — organise une Garde nationale (15); — adresse un discours retentissant à la députation des autorités madrilènes (15): et leur ordonne de faire prêter serment au roi Joseph, bien que celui-ci se tienne à l'écart et ait envoyé à l'Empereur sa « renonciation au trône d'Espagne » ; — il établit une commission de séquestre, sous la haute surveillance de La Forest (18); — il passe des revues de troupes.

Il s'inquiète des mouvements des Anglais dans la vallée du Douro, pendant que ceux-ci, à la nouvelle des succès de l'Empereur, s'arrêtent à une journée de Salamanque, sur la route de Valladolid (14), et rétrogradent vers le nord (15). — Napoléon part précipitamment pour leur couper la retraite (22), franchit le défilé de Guadarrama (23), passe le Douro à Tordesillas (26) et active vers la Corogne la poursuite des Anglais « pour les jeter à la mer ». — Le 28, il est à Medina del Rio Seco, le 29 à Benavente, où il fait séjour.

Janvier 1809. — Le 1er, à Astorga, Napoléon reçoit les courriers de France; il apprend les armements de l'Autriche et estime urgent de revenir aussitôt à Paris. Avec sa Garde, il rétrograde (2), confiant à Soult la mission de continuer la marche forcée contre sir John Moore qui possède une avance de quelques heures seulement.

Le maréchal atteint la queue de la colonne ennemie à Lugo, le 5. — Les Anglais, après une course de cent cinquante lieues et des fatigues inouïes, arrivent au port de la Corogne (11) et attendent leurs bateaux. — Soult les rejoint le 14, les attaque le 16, pendant leur embarquement. — La Corogne capitule (19), le Ferrol aussi (28). — Soult est maître de la Galice.

L'Empereur, pendant ce temps, s'est arrêté à Valladolid (7): après une semaine de séjour, il repart seul (17), regagne les Pyrénées et arrive à Paris le 24.

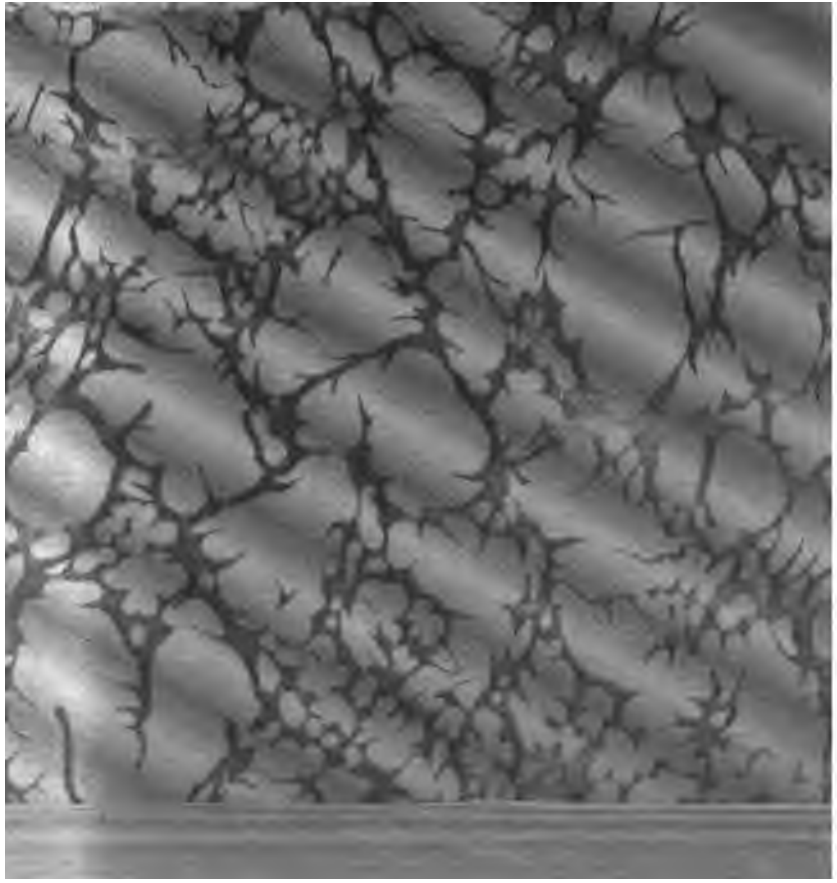
Le roi Joseph, à qui son frère a laissé le titre de « lieutenant général de l'Empereur, » entre à Madrid (22).

Pendant le mois de novembre, M. de La Forest suit d'aussi près que possible la marche victorieuse de l'Empereur et de l'armée. Il arrive à Madrid le 10 décembre et supplée à la pénurie de sa correspondance politique avec M. de Champagny par une série de Bulletins *qui présentent le tableau de la capitale pendant le séjour de Napoléon en Espagne. Il reprend, en janvier, l'envoi de ses dépêches, en même temps que ses fonctions diplomatiques auprès du roi Joseph* 351

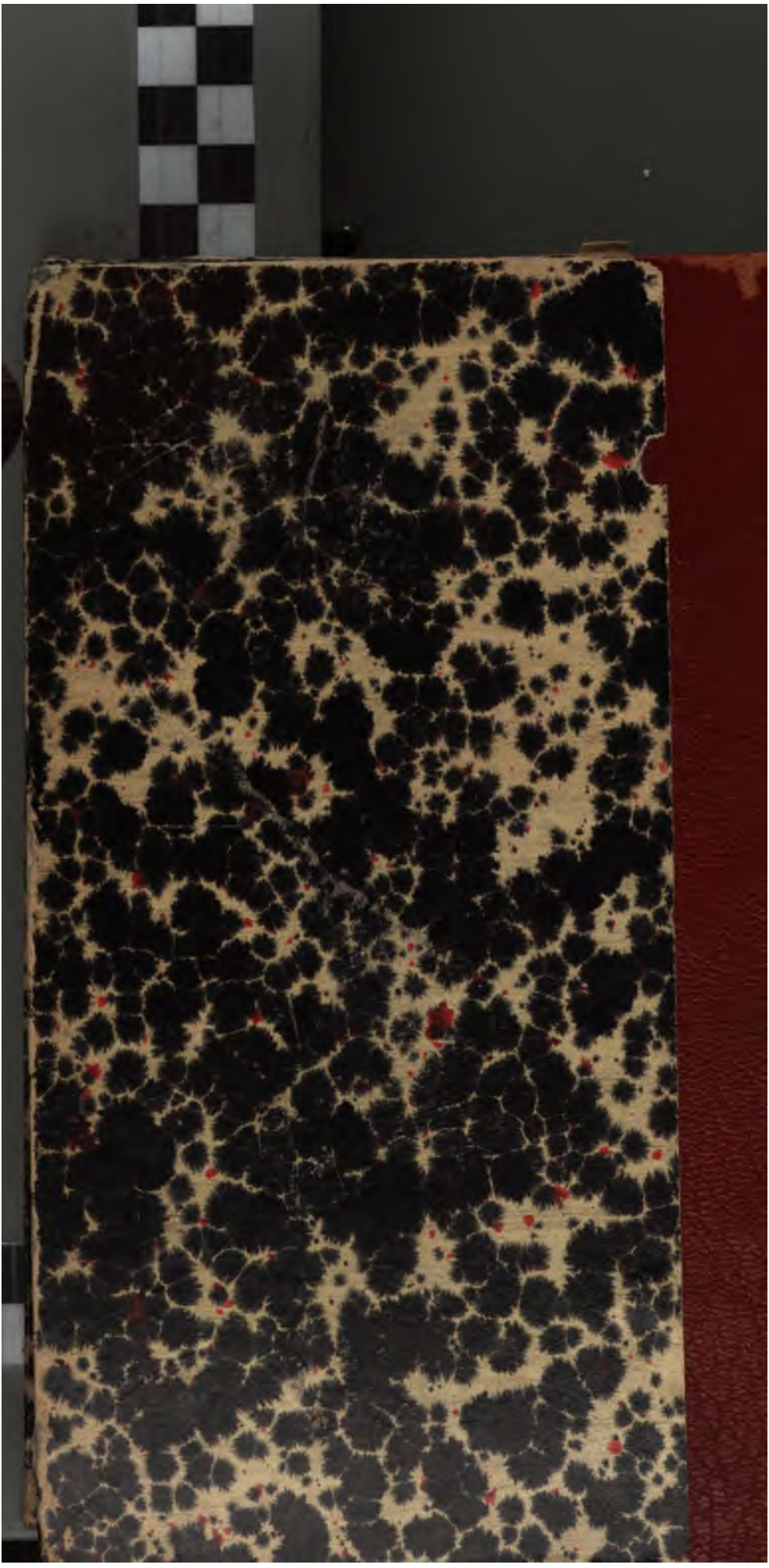
TABLE NOMINATIVE 445

TABLE DES MATIÈRES 453

BESANÇON. — IMPRIMERIE JACQUIN.



Stanford University Libraries
3 6105 011 736 126

Stanford University Libraries
Stanford, California

Return this book on or before date due.